



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



THE
JOURNAL
OF
THE
ROYAL
ANTHROPOLOGICAL
INSTITUTE
OF GREAT
BRITAIN
AND IRELAND
VOLUME
LXXV
PART I
1905

HISTOIRE CONTEMPORAINE

DE

GRENOBLE

ET DE

LA RÉGION DAUPHINOISE

GRENOBLE

IMPRIMERIE ALLIER FRÈRES

26, Cours Saint-André, 26

HISTOIRE CONTEMPORAINE
DE
GRENOBLE
ET DE
LA RÉGION DAUPHINOISE

Albert
PAR
A. ALBERTIN, archiviste municipal & **ANDRÉ ALBERTIN** fils

Préface par M. **ARISTIDE ALBERT**

TOME PREMIER
1848-1855

GRENOBLE
ALEXANDRE GRATIER ET C^{ie}
ÉDITEURS
1900

12

801

572

105

v.1

PRÉFACE

Le livre de M. Albertin est d'un grand intérêt pour les Dauphinois, particulièrement pour les Dauphinois de Grenoble. L'auteur, conservateur des archives municipales de la Ville, était et est encore dans les conditions les plus souhaitables pour connaître et s'appropriier les documents divers classés par lui dans le riche dépôt de nos archives. L'histoire, la chronique surtout peuvent puiser à pleines mains dans ce fonds de nos annales, ces impartiales attestations des idées, des mobiles, des faits dans les diverses phases de la vie politique et sociale de la cité. N'est-ce pas là une sorte de phonographe inaltérable gardant pour des exhibitions futures les pulsations du cœur, les conceptions cérébrales d'un être collectif vivant et animé ?

Comment M. Albertin a-t-il conçu et accompli la mission qu'il s'était donnée, de retracer les événements, de faire revivre les acteurs dans cette période de temps qui, de 1848 à 1870, est marquée par une si prodigieuse fermentation dans les idées, tant d'imprévu dans les événements, marquée surtout par les brusques et fondamentaux revirements dans les institutions politiques, par les plus sérieuses menaces de perturbation des conditions de la vie sociale ? Quelle complexité non seulement dans les formidables agitations de la France, mais de l'Europe entière entraînée dans le courant révolutionnaire !

Un tel sujet à traiter, dans de larges et normales proportions, était hérissé d'obstacles sérieux dont le moindre pour l'auteur eût été de se mouvoir avec impartialité, avec sagesse, dans le conflit des opinions, dans l'appréciation des actes, en ces temps orageux où l'horizon de la vie politique et sociale s'assombrissait chaque jour sans s'éclaircir le lendemain.

M. Albertin a évité ces majeures difficultés en s'astreignant à se constituer simplement le rapporteur fidèle des faits consignés dans les documents analysés par lui ou mis sous les yeux du lecteur. Et de cette manière d'envisager son devoir d'historien, on ne peut que le louer. Le foyer de la Révolution est encore brûlant; les questions redoutables formulées en 1848 n'ont point eu de solution, les litiges sont encore pendants entre les classes sociales. Comment dès lors en parler autoritairement? Le vieux Mathurin Regnier a dit avec vérité :

Le juge sans reproche est la postérité.

Or, notre temps, celui de l'actuelle génération, n'a point paru à M. Albertin être d'ores et déjà la postérité, cette postérité, juge sans reproche du poète. En ce, il a eu raison, ce semble.

Pour les dix dernières années du XVIII^e siècle, années de convulsions, d'enfantement si douloureux de la société actuelle, la postérité que nous sommes n'a pu encore, comme juge des intentions et des faits de cette époque, prononcer des sentences sans appel; car des révélations se produisent chaque jour, qui commandent de sérieuses et équitables rectifications quant aux idées reçues sur les événements, sur les acteurs du grand drame de la Révolution. Comment, dès lors, espérer et tenter d'éclaircir à coup sûr cette autre histoire d'hier si trouble et désordonnée?

Il est vrai de dire que le cercle dans lequel l'auteur a enserré son récit n'implique pas pour les hommes qu'il met en scène la constatation d'antagonismes haineux jusqu'aux excès, ni de trop regrettables emballements d'opinion. Les chefs des deux grands partis en présence, en 1848 et dans les années subséquentes dans le Dauphiné, se recommandaient par des qualités de premier ordre, honorabilité, gravité de mœurs, sincérité, désintéressement. A citer dans le parti républicain les Repellin, les Crépu, les Farconet, les Auguste Clément, entourés, à juste titre, de la considération publique, et dans les rangs des conservateurs, les Pont de Gaux, Achille Chaper, Joseph Arnaud, le notaire Silvy, jouissant, à l'égal de leurs adversaires, de l'estime de tous.

Rappeler les noms de ces hommes que leur caractère plaçait

au-dessus de toute suspicion d'ambition banale, de convoitises inavouables, c'est dire que la lutte politique n'eut jamais, à Grenoble, un caractère d'acuité ; qu'aucun désordre dégénérant en violence ouverte n'était à craindre et ne se produisit jamais. Polémiques de journaux, brochures quelque peu passionnées, antagonisme dans l'organisation et l'action des comités électoraux, à cela se bornait la vie politique de Grenoble et de la région. On conçoit combien il était possible de caractériser ces agissements par la reproduction des écrits, des publications, des appels à l'opinion publique des proclamations ; et c'est ce que M. Albertin a fait avec un soin minutieux. Il n'a consacré au récit des faits généraux et des grands événements que ce qui était indispensable pour constater leur contre-coup en province, dire leur influence, soit comme orientation des idées, soit comme mobile des passions populaires.

Il semble que M. Albertin, redoutant de franchir le cadre sagement restreint de son histoire, ait médité et mis à profit ces sages et modestes paroles d'un vieux chroniqueur : « Je veux « toucher quelque point en ce petit discours par forme d'abrégé et « non en longue histoire, laquelle je laisse à décrire aux plus « sçavans et mieux couchans par escrit. »

A moi aussi et tout particulièrement l'avis est bon, et je mets fin à ces quelques lignes de modeste préface.

M. Albertin a eu, je le répète, une bonne inspiration en offrant à ses concitoyens, par sa publication, un tableau exact de particularités pleines d'intérêt sur l'histoire, la biographie, le régime économique, sur les mœurs et les traditions de Grenoble et du pays dauphinois.

Une bonne fortune pour M. Albertin a été la collaboration de son fils. M. André Albertin a prouvé qu'il est l'un des peintres dauphinois dont l'avenir doit être des plus brillants. Il a aussi montré que s'il possède un pinceau de maître, il sait, au besoin, tenir la plume du lettré.

ARISTIDE ALBERT.

INTRODUCTION

La préface de M. Aristide Albert nous eût dispensés de toute introduction, si nous n'étions tenus de présenter aux souscripteurs de l'*Histoire contemporaine de Grenoble et de la Région dauphinoise* quelques explications sur la façon même dont a été établi cet ouvrage.

Notre pensée première avait été de publier, simplement, un mémoire des faits de 1870-71, en le faisant précéder d'une relation succincte des événements qui se sont déroulés depuis l'avènement de Napoléon III jusqu'à la déclaration de guerre à la Prusse.

Quelques personnes se montrèrent désireuses de nous voir pousser plus avant nos recherches et nous invitèrent à leur donner un certain développement. Comme il n'existait encore aucune histoire locale concernant la période troublée qui s'étend de 1848 à 1852, nous crûmes nécessaire de combler cette lacune en prenant pour point de départ de notre étude la Révolution de Février.

Deux volumes nous paraissaient suffisants pour contenir les résultats de nos travaux : le premier devait comprendre les faits de 1848 à 1870, le second ceux de 1870 et 1871.

Les nombreux documents que nous avons découverts nous ont amenés à donner à notre récit une extension que nous étions loin de prévoir.

Nous nous sommes trouvés forcés de diviser notre ouvrage en plusieurs parties.

L'*Histoire contemporaine de Grenoble et de la Région dauphinoise* comportera définitivement quatre tomes : le premier de 1848 à 1855 ; le second de 1855 à 1869 ; le troisième de 1869 au 15 juillet 1870 ; le quatrième 1870-71.

Ce livre s'adresse à tous. Aussi nous avons cru devoir délaisser la forme habituellement donnée aux histoires locales, presque toujours écrites pour les seuls érudits, pour y introduire toute la netteté désirable.

Nous présentons, année par année et mois par mois, les chroniques et les documents grenoblois et régionaux ; nous énonçons en même temps les faits saillants de l'histoire générale.

C'est là, nous le pensons, le moyen le plus simple, le plus sûr d'obtenir une clarté parfaite dans une narration aussi vaste que la nôtre.

Nous nous sommes abstenus de tout jugement sur les personnes. Nos appréciations seraient, à notre avis, non seulement superflues — les faits parlant d'eux-mêmes — mais dangereuses, car elles pourraient froisser de légitimes susceptibilités.

L'Histoire contemporaine de Grenoble et de la Région dauphinoise est, en somme, un exposé très détaillé, très documenté et très fidèle des événements de toute nature qui se sont succédé, chez nous, depuis 1848 à 1871.

Nous avons la certitude d'être demeurés absolument impartiaux, nous avons tout fait pour être consciencieux, nous avons la conviction d'être utiles.

Nombreux sont ceux qui nous ont apporté leurs encouragements, leur aide, leur appui.

Nous devons des remerciements particuliers à MM. Aristide Albert, de Grenoble; Saint-Romme, sénateur de l'Isère; Jules de Beylié, de Grenoble; Alphonse de Galbert, de La Buisse; de Francieu, de Saint-Geoire; de Bérenger, de Sassenage; Alphonse Chaper, d'Eybens; Léon Ferlin, président du Tribunal de Saint-Marcellin; Alfred Pasqueau, inspecteur général des Ponts et Chaussées; Émile Thiervoz, de Grenoble; Edmond Maignien, Albert Taulier, Frédéric Breynat, Pilot de Thorey, Joseph Rabut, Marcel Refait, A. Palis, Blandin, de Grenoble; les docteurs Henri Bernard, de Grenoble; Marmonier, de Marseille; Eugène Vincent, de Lyon; Louis-Martin Barzun, de Paris; L. Bounaviat, de Bourgoin, etc., dont les collaborations précieuses nous ont permis de mener à bonne fin notre tâche.

Qu'il nous soit permis également de louer, à cette place, MM. Allier frères, de Grenoble, qui ont apporté un soin tout particulier à l'impression de cet ouvrage, et MM. Gratier et C^{ie}, éditeurs, dont le concours nous a été efficace.

LES AUTEURS.

GRENOBLE

Et la Région Dauphinoise

SOUS LA

II^{me} RÉPUBLIQUE (1848-1851)

Les Événements précurseurs de la Révolution de Février.

Après dix-huit ans d'existence, la royauté de Juillet était moins forte qu'au début ; les élections de 1846 avaient donné au ministère Guizot une forte majorité ; mais les attaques de l'opposition qui exploitait contre lui, à la faveur de la liberté, toutes les actions bonnes ou mauvaises ; son attitude à l'égard des puissances étrangères, « attitude contraire aux sentiments patriotiques et libéraux de la France » ; le mécontentement des classes ouvrières souffrant de crises industrielles trop fréquentes et travaillées par une propagande active des doctrines socialistes ; enfin l'obstination du Gouvernement à refuser des réformes réclamées comme nécessaires, entre autres l'extension de la loi électorale, avaient détaché de lui une grande partie de la nation.

On faisait aussi retomber sur le ministère Guizot la responsa-

bilité de graves scandales. Un député journaliste, Émile de Girardin, n'avait-il pas affirmé, sans être démenti, que le ministère avait vendu un siège à la Chambre des pairs moyennant 80,000 francs? On avait vu deux anciens ministres de Louis-Philippe, Teste et le général Cubières, condamnés pour concussion, et un membre de la Chambre haute, le duc de Choiseul-Praslin, s'empoisonner au moment où on l'arrêtait sous l'inculpation d'avoir assassiné sa femme, fille du maréchal Sébastiani.

Ces divers incidents devaient amener la révolution; elle éclata à la suite de la campagne des banquets réformistes.

Les banquets réformistes. — Le ministère vivait en bon accord avec la Chambre; mais cette Chambre ne représentait que deux cent mille électeurs et était composée en partie de fonctionnaires, naturellement dévoués au Gouvernement. L'opinion publique réclamait : 1^o « la réforme électorale » ou l'extension du droit de suffrage par l'abaissement du cens ; 2^o « la réforme parlementaire » ou l'incompatibilité des fonctions publiques et du mandat de député ; 3^o « l'adjonction des capacités », c'est-à-dire l'adjonction aux électeurs censitaires des hommes que leur savoir et leur profession désignaient suffisamment comme capables de participer au choix des députés.

Il y eut dans toutes les parties de la France, dans le cours de l'année 1847, des manifestations en faveur de la réforme électorale. Impuissante dans le Parlement, l'opposition fit appel au pays. Elle organisa dans plusieurs villes des *banquets réformistes* où l'on réclamait la réforme et où l'on attaquait, dans de véhéments discours, non seulement le ministre, mais encore les institutions monarchiques, parfois même la société. Le banquet du Château-Rouge, à Paris, où parla Odilon-Barrot (10 juillet), fut suivi du banquet de Mâcon, où Lamartine qualifia la révolution prochaine de « révolution du mépris ». Ledru-Rollin, à Lille, Étienne Arago, à Dijon, d'autres orateurs, à Reims, à Colmar, à Strasbourg, ne furent pas moins violents.

Cependant Guizot, rendu plus opiniâtre que jamais par sa victoire aux élections de 1846, ne voulait faire aucune concession.

1848

24 février. Proclamation de la République. — Gouvernement provisoire. — 4 mai. Réunion de la Constituante. — 9 mai. Commission exécutive. — 15 mai. Tentative de Blanqui et de Barbès contre l'Assemblée. — 23 juin. Rapport de Falloux concluant à la dissolution immédiate des ateliers nationaux; insurrection contre l'Assemblée; journées de juin. — 20 juin. Cavaignac, chef du pouvoir exécutif. — 17 septembre. Louis-Napoléon est élu député à Paris. — 4 novembre. Adoption de la nouvelle Constitution. — 10 décembre. Élection de Louis-Napoléon comme Président de la République.

Journées des 22 et 23 février : L'Émeute. — Journée du 24 février : La Révolution; — Abdication de Louis-Philippe. — Le Gouvernement provisoire; — Proclamation de la République; Ses premiers actes; — Le drapeau national. — Commissions consultatives et départementales : Démission du Préfet de l'Isère, M. Pascal, et nomination de M. Raymond. — Administrations municipales : La Caisse d'épargne; M. P. Leborgne. — Épisode d'Autrans. — Les élections générales législatives. — Assemblée constituante. — Les ateliers nationaux et municipaux. — Service funèbre des victimes de Juin. — La Constitution de 1848. — Les élections présidentielles. — Ministère du 20 décembre. — La situation de la France en 1848.

Journées des 22 et 23 février : L'Émeute. — « Le ministre Guizot, dit Oger, trouva une majorité de 222 voix contre 189 pour appuyer son parti pris de ne pas céder (février 1848). Ce vote devait être l'arrêt de la royauté. L'opposition des 221 de la Chambre de 1830 à une politique d'aveugle réaction avait amené la révolution de Juillet; l'approbation des 222 à la Chambre de 1848 à une politique d'opiniâtre résistance provoqua la révolution de Février. »

En réponse au vote de la Chambre, l'opposition, irritée, annonça, pour le 22 février, un nouveau banquet réformiste, celui du XII^e arrondissement. Le Gouvernement prit des dispositions


pour empêcher par la force cette manifestation. Ce fut l'origine de la Révolution.

Le 21 février, les députés renoncèrent à leur projet; mais, instruite trop tard de cette résolution, la foule se rassembla le 22 aux Champs-Élysées, lieu du rendez-vous. Trompée dans son attente, elle se mit à piller les boutiques d'armuriers et à élever les premières barricades, pendant qu'à la Chambre Odilon-Barrot déposait un acte d'accusation contre le ministère. Le lendemain, 23 février, la fusillade éclata sur un grand nombre de points; la garde nationale fut convoquée; mais la plupart de ses membres ne jouissant pas du droit électoral, elle accueillit les émeutiers au cri de : Vive la Réforme ! Louis-Philippe se résigna alors à céder. Guizot donna sa démission : le comte Molé fut chargé de former un nouveau cabinet.

Tout semblait terminé, et Paris illuminait déjà quand un incident imprévu changea soudain la situation. Vers dix heures du soir, des hommes en blouse, portant des torches et des piques, suivaient le boulevard, lorsqu'ils vinrent se heurter à un bataillon d'infanterie qui barrait la voie à la hauteur du Ministère des Affaires étrangères, situé sur le boulevard des Capucines. Au milieu des cris et des menaces, un coup de pistolet, tiré sur les soldats, provoqua de leur part une décharge meurtrière. Ce triste événement amena un nouveau soulèvement de la population : les cadavres, chargés sur un tombereau, furent promenés dans tout Paris à la lueur des torches; les barricades se relevèrent.

Journée du 24 février : La Révolution ; Abdication de Louis-Philippe. — Le 24 au matin, l'émeute était devenue une révolution. Louis-Philippe investit le maréchal Bugeaud du commandement de l'armée de Paris, puis le lui retira quelques heures après sur la demande de Thiers, à qui il avait offert la présidence du Conseil et permis de s'adjoindre Odilon-Barrot. Mais ces concessions ne furent déjà plus suffisantes pour désarmer la révolution qui grandissait d'heure en heure ; pendant que le plus grand désarroi régnait dans le Gouvernement et que les troupes demeuraient inactives faute d'ordres, la fusillade

se rapprochait de plus en plus des Tuileries. Louis-Philippe monta à cheval et parcourut la place du Carrousel ; découragé par l'accueil glacial des soldats et de la garde nationale, il céda aux conseils d'Émile de Girardin et du duc de Montpensier ; il abdiqua en faveur de son petit-fils, le comte de Paris. Il sortit ensuite furtivement des Tuileries, se dirigea sur Versailles, de là sur Dreux et parvint à gagner le Havre, d'où il s'embarqua avec presque toute sa famille pour l'Angleterre.

 A Grenoble, la nouvelle de l'abdication de Louis-Philippe fut connue par les dépêches suivantes :

Grenoble, le 25 février 1848.

Le Préfet aux Habitants de l'Isère.

HABITANTS DE L'ISÈRE,

Je porte à votre connaissance les deux dépêches que j'ai reçues cette nuit de Paris.

Le Roi a abdiqué ; S. A. R. Madame la Duchesse d'Orléans est nommée Régente.

Vous apprendrez avec calme ces deux événements. Il y a peu de temps que je suis au milieu de vous, mais je sais combien je puis compter sur votre patriotisme éclairé.

Le Préfet de l'Isère,
J. PASCAL.

Cette communication du Préfet de l'Isère avait été provoquée par divers télégrammes envoyés de Paris dès le 24 février.

Ces télégrammes étaient ainsi conçus :

24 février à 1 heure du soir.

*Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets
des départements.*

M. Odilon-Barrot m'annonce que le Ministère se constitue avec son concours. Le général Lamoricière est nommé commandant général de la garde nationale de Paris.

Tout ici marche vers le calme et la conciliation.

24 février à 1 heure et demie du soir.

Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets.

Le Roi a abdiqué ; S. A. R. Madame la Duchesse d'Orléans est nommée Régente.

Pour copie : *Le Directeur des Télégraphes,*
Signé : Ch. OLLIVAUT DU PLESSIS.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*
J. PASCAL.

25 février à 11 heures du matin.

*Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets
des départements.*

Le Gouvernement républicain est constitué. La Nation va être appelée à lui donner sa sanction. Vous aurez à prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour assurer au nouveau Gouvernement le concours de la population et la tranquillité publique. Entretenez le Gouvernement, dans le plus bref délai, de l'opinion, et faites-lui part des dispositions que vous aurez prises.

Pour copie : *Le Directeur des Télégraphes,*
Signé : Ch. OLLIVAUT DU PLESSIS.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*
J. PASCAL.

Pour copie conforme : *Le Maire de la ville de Grenoble,*
Fréd. TAULIER.

Cinquantenaire des « Trois glorieuses ». — Les « Blessés de Février 1848 ». — Le temps va vite et, lorsqu'il s'agit de fêter les témoins des grands actes de notre histoire, à chaque instant il faut tourner la page des souvenirs et passer plus loin, ou chercher près de nous.

En 1898, les survivants des journées des 22, 23 et 24 février ont célébré, à Paris et en province, le cinquantenaire de la Révolution de 1848.

Ces combattants des « Trois glorieuses » ont eu le bon esprit de se grouper en une société : *Les Blessés de Février 1848.*

Ces « défenseurs de la Liberté » reçoivent une rente viagère

votée le 23 mars 1888 : ils attendirent ainsi donc quarante ans la pension qui leur avait été accordée en principe au lendemain des journées de Février.

La Société des *Blessés de Février 1848* comprend exactement trente-cinq membres, dont la plupart résident à Paris ; il convient d'ajouter à ce nombre une cinquantaine de survivants répartis sur toute la France.

A Paris, la solennité a commencé par un pèlerinage aux caveaux de la colonne de la Bastille où, le 4 mars 1848, furent inhumés les « citoyens morts pour la République dans les journées des 22, 23 et 24 février », au milieu de l'immense concours de tout un peuple qu'une proclamation du Gouvernement provisoire avait convoqué en ces termes : « Que la garde nationale, que tout le peuple armé vienne accompagner jusqu'à leur tombe les corps inanimés de nos frères qui vont reposer à côté des cendres sacrées des victimes de Juillet. La colonne de la Bastille est le drapeau de la liberté du monde : c'est là qu'aura lieu la cérémonie funèbre. »

Voici la manifestation qui arrive ; elle débouche de l'angle du faubourg Saint-Antoine : en tête la bannière de la Société, puis le plus jeune des survivants — il avait quatorze ans en 1848 — M. Adam, qui fut blessé à la barricade de la rue de Lancry, porte fièrement un vieux drapeau qui a toute une histoire : dans la main d'un combattant du nom de Dunkelmann, ce drapeau, pendant les trois journées de Février, parcourut les rues de Paris, se dressa sur maintes barricades, guida les insurgés dans les combats les plus meurtriers, à l'attaque du poste du Château-d'Eau notamment ; puis, recueilli par la femme d'un combattant, il figura aux obsèques solennelles des victimes qui, en grandes pompes, parcoururent les boulevards, de l'église de la Madeleine, où eut lieu le service religieux, à la Bastille, où fut faite l'inhumation.

Par trois fois le drapeau s'incline devant l'entrée de la colonne et tout le cortège s'engouffre dans l'escalier qui conduit dans les souterrains, à la lueur indécise d'une lanterne qu'un des gardiens tient haut dans la main.

Nous sommes dans les caveaux qui s'étendent sous les sous-bassements du monument : un long et massif sarcophage de

pierre en occupe la plus grande partie; pas une inscription, pas un nom, à une corniche quelques vieilles couronnes qui semblent être là depuis un demi-siècle.


Tous les fronts se découvrent, sur le tombeau une couronne est accrochée qui porte ces mots : « Les Blessés de Février 1848 à leurs frères d'armes. »

Des discours sont alors prononcés par MM. Lamy et Picard, puis les « vétérans de la République » passent en s'inclinant devant les tombeaux. Ils remontent ensuite et à l'intérieur des grilles du monument, autour de la colonne, défilent leurs bannières déployées.

Un banquet réunit à midi les *Blessés de Février*.

Parmi les membres de la Société nous citerons les principaux : MM. Picard, secrétaire général, Gellinck, Troullard, Lamy, Touroude, Josserand et Mazet.

Le Gouvernement provisoire. — Le Gouvernement provisoire, installé à l'Hôtel de Ville, le 24 février 1848, se composait d'hommes que leur longue opposition à la monarchie de Juillet avait rendus populaires.

 La préfecture de l'Isère communiquait aux Maires du département la dépêche suivante :

Dépêche télégraphique de Paris, du 24 février à 10 heures du soir, parvenue à Grenoble, par le courrier, le 26 au matin.

Le délégué du Gouvernement provisoire à MM. les Préfets des départements.

Composition du Gouvernement provisoire :

MM. Dupont-de-l'Eure, président ; Arago, ministre de la Marine ; de Lamartine, ministre des Affaires étrangères ; Crémieux, ministre de la Justice ; Bedeau, ministre de la Guerre ; Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur ; Marie, ministre du Commerce ; Garnier-Pagès, maire de Paris.

La composition de cette liste ne devait pas demeurer défini-

tive ; le Gouvernement provisoire fut constitué de la manière suivante : MM. Dupont de-l'Eure, président du Conseil, sans portefeuille ; Marie obtint les Travaux publics ; de Lamartine, les Affaires étrangères ; Ledru-Rollin, l'Intérieur ; Crémieux, la Justice ; F. Arago, la Marine. En dehors du Gouvernement proprement dit, on appela Carnot au ministère de l'Instruction publique et des Cultes ; Bethmond, au Commerce ; Goudchaux, aux Finances, et le général Lamoricière, à la Guerre.

Lamoricière refusa et demanda un poste à la frontière. Il désigna pour le remplacer le général Bedeau, qui fut aussitôt appelé, mais ne voulut accepter que le commandement de la première division. On nomma alors ministre de la Guerre le général Subervie. Le commandement de la garde nationale fut donné au colonel Courtais, député, qui prit M. Guinard pour chef d'État-Major. M. de Lamartine se donna pour secrétaire, aux Affaires étrangères, M. Bastide. M. Marast, rédacteur du *National*, fut chargé de l'administration des biens de la liste civile ; Louis Blanc, Flocan et l'ouvrier Albert furent désignés comme secrétaires de divers ministères.

Le 25 février, 11 heures du matin.

*Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets
des départements.*

Le Gouvernement républicain est constitué. La Nation va être appelée à lui donner sa sanction. Vous aurez à prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour assurer au nouveau Gouvernement le concours de la population et la tranquillité publique. Entretenez le Gouvernement, dans le plus bref délai, de l'opinion et faites-lui part des dispositions que vous aurez prises.

Le Directeur du Télégraphe,

Signé : Ch. OLLIVAUT DU PIÉSSIS.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*
J. PASCAL.

Pour copie conforme : *Le Maire de la ville de Grenoble,*
Frédéric TAULIER.

Une autre dépêche datée du même jour, à 2 heures et demie, et adressée aux autorités militaires, apprend la forme d'un Gou-

vernement provisoire et la nomination du général Subervie au Ministère de la Guerre.



HABITANTS DE GRENOBLE,

Les dépêches qui précèdent annoncent des événements graves.

En attendant que les faits soient parfaitement connus, je viens placer l'ordre public sous la sauvegarde de votre patriotisme.

Les citoyens inscrits sur les contrôles de la Garde nationale seront immédiatement appelés à élire leurs chefs.

La compagnie des sapeurs-pompiers occupera dès aujourd'hui un poste.

En retour du dévouement dont j'ai pu vous donner la preuve, je vous demande de maintenir intact le vieux renom d'intelligence et de sagesse de notre chère cité.

Fait en l'Hôtel de Ville, le 26 février 1848, à 3 heures du matin.

Le Maire de la ville de Grenoble,

Frédéric TAULIER.

A Grenoble, le samedi 26 février, vers midi, une adresse fut délibérée dans une réunion spontanée de citoyens ; elle fut envoyée le soir même à Paris, revêtue de 5 à 600 signatures :

AU PEUPLE DE PARIS !

Le télégraphe qui nous annonçait hier, avec quelques détails, les tentatives impies du pouvoir contre le droit de réunion, nous dit aujourd'hui, sans autre explication, que ce pouvoir est tombé, *que le roi a abdiqué, qu'une nouvelle régence est proposée et que tout marche vers la conciliation.*

Comment s'est accompli ce grand événement ? Nous l'ignorons encore ; mais tout nous dit, généreux peuple de Paris, qu'il est dû à votre nouvelle et héroïque intervention.

Dans l'impuissance où nous sommes, à si longue distance, de seconder utilement vos glorieux efforts, nous voulons au moins être des premiers à vous adresser le témoignage de nos vives et profondes sympathies, à honorer et glorifier votre triomphe.

Dans les graves conjectures où le pays se trouve placé, notre devoir aussi est de vous dire : Souvenez-vous des déceptions de 1830, et si vous êtes parvenus à abattre le système déshonorant qui pesait

sur la France, ne laissez reconstituer l'édifice que par des corps délibérants qui ne soient plus les représentants du privilège, mais les élus de la Nation entière.

Pour arriver sans délai à connaître le vœu de la Nation, que le pouvoir intérimaire, qui a pu et dû supprimer la loi de régence de 1842, avise aussi à appeler tous les citoyens à l'exercice du droit de suffrage, en maintenant le *mode direct* d'élection.

Vive la France ! Vive le peuple de Paris !

Proclamation de la République. — Premiers actes du Gouvernement provisoire. — En prenant possession du pouvoir qu'il devait conserver jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante, du 24 février à mai 1848, le Gouvernement provisoire se signala par deux actes importants : il proclama la République et établit le suffrage universel.

Tout Français âgé de vingt-un ans et résidant dans la commune depuis six mois était électeur.

Le Gouvernement provisoire fit encore deux autres grandes réformes : l'abolition de la peine de mort en matière politique et la suppression de l'esclavage dans les colonies.

En attendant la réunion de l'Assemblée constituante, il s'appliqua à aplanir les principales difficultés de la situation. Par la circulaire de Lamartine, ministre des Affaires étrangères, il se présenta à l'Europe comme animé d'intentions pacifiques. Pour rétablir et assurer l'ordre, il reconstitua la garde nationale en y appelant tous les citoyens valides et recruta parmi les combattants de Février une garde particulière, la garde mobile.

Pour occuper et faire vivre les ouvriers, que le chômage de l'industrie privée laissait sans travail, le Gouvernement provisoire les embrigada dans les ateliers nationaux, avec une paye de 2 fr. par jour ; pour remédier à la crise financière et relever les crédits de l'État, compromis par la suppression de certains impôts impopulaires, il créa des comptoirs d'escompte à Paris et dans les départements, donna cours forcé aux billets de la Banque de France et fixa un impôt extraordinaire de 45 centimes additionnels sur les quatre contributions directes.

ORDRE DU JOUR DU MINISTRE DE LA GUERRE



Le Ministre de la Guerre à MM. les Lieutenants généraux, commandant les divisions militaires, et à MM. les Maréchaux de camp, commandant les subdivisions militaires.

Ordre du jour :

Soldats ! Je vous adjure au nom du pays et de l'honneur de ne pas quitter votre drapeau. — Écoutez la voix des officiers qui vous commandent. — La Nation a besoin du concours et du patriotisme de ses enfants et n'oubliez pas qu'un jour vous serez appelés, peut-être, à *défendre son indépendance et l'inviolabilité de son territoire.*

Vous écouterez ma voix qui vous parle.

Honneur et Patrie !

Le Ministre provisoire de la Guerre,
Général SUBERVIE.

Pour copie : *Le Maréchal de camp commandant
la subdivision de l'Isère,*
Général CORRÉARD.

Grenoble, 25 février 1848. .

Cette proclamation fut lue aux troupes rassemblées sous les armes ; aucun incident ne se produisit dans notre ville.

Caisse d'épargne. — Au milieu des graves événements qui se succédaient, les déposants de la Caisse d'épargne de Grenoble se présentèrent en grand nombre au bureau de la Caisse pour demander le retrait de leurs versements.

M. Perrard, directeur, pria le Maire de la ville, à la date du 26 février 1848, de vouloir bien mettre à sa disposition un factionnaire pour maintenir l'ordre et parer à toutes éventualités.

Le 4 mars, M. Leblond, fondé de pouvoirs de M. Teisseire, receveur général du département de l'Isère, adressait au Maire la lettre suivante :

Grenoble, 4 mars 1848.

MONSIEUR LE MAIRE DE LA VILLE DE GRENOBLE,

J'ai l'honneur de vous informer avec empressement que, M. le Ministre ayant adopté les propositions que je lui avais adressées le


28 février, je serai en mesure de remettre à la *Caisse d'épargne*, le 11 de ce mois, la somme de 160,000 fr. dont le remboursement lui a été demandé pour le dimanche 12.

Ayez la bonté de faire part de cette circonstance à l'administration de la Caisse.

J'ai l'honneur

Par procuration de M. Teisseire,
Signé : LEBLOND.


En marge est écrit : La présente lettre a été communiquée à M. le Président de la Caisse d'épargne le 4 mars 1848.

 Le jeudi 2 mars, on célébra une fête nationale pour inaugurer la République française. On tira cent un coups de canon, les édifices publics furent pavoisés et illuminés.

Dans la même journée, il fut fait une seconde distribution de mille fusils à notre légion de la garde nationale.

Dans le département, à Tullins, Vizille, Voiron, Chirens, Saint-Geoire, Mens, Domène, la République fut acclamée avec solennité ; les curés firent sonner les cloches.

Le 12 mars, le Gouvernement créa un Conseil de défense de la République française. Ce Conseil fut ainsi composé : président, le citoyen Subervie, général de division, ministre de la Guerre ; membres : les citoyens Lamoricière, général de division d'infanterie ; Bedeau, général de division d'infanterie ; Oudinot, général de division de cavalerie ; Boileau, général de division d'artillerie ; Vaillant, général de division du génie ; Denniée, intendant militaire. Secrétaire, le citoyen Charras, chef de bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

 Le général Corréard, commandant la subdivision de l'Isère, venait d'être mis en disponibilité.

Cette mesure fut rapportée le 14 mars. Le général Corréard continua à commander longtemps encore les troupes stationnées dans le département.

M. Félix Mornand, secrétaire du Gouvernement provisoire, spécialement attaché, à ce titre, au service de publicité, fut nommé commissaire du Gouvernement dans le département de l'Isère, à la date du 26 mars 1848. MM. Félix Mornand et Marion devaient agir de concert, leurs pouvoirs étant égaux.

Le Drapeau national. — Le lendemain de la proclamation de la République par le Gouvernement provisoire, le 25 février, vers trois heures du soir, une grande agitation se manifesta sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Le monument municipal était déjà rempli de monde. Des détonations partaient de la foule et les balles brisaient les vitres. Au-dessus de l'océan des têtes flot-tait un immense morceau d'étoffe rouge porté au bout d'une longue perche. C'était le drapeau rouge. Lamartine s'avança au milieu des sabres, des baïonnettes agités autour de lui. Les coups de fusil ne l'intimidaient pas, il se porta sur le perron et au milieu d'un tumulte indescriptible, de vociférations achar-nées, il fit signe qu'il voulait parler.

Il faut lire l'analyse que Lamartine fait lui-même de son propre discours dans son *Histoire de la Révolution*.

Contentons-nous de dire ici, qu'après avoir combattu, par les raisons les plus puissantes sur l'imagination du peuple, le chan-gement de drapeau, il ajouta : « Citoyens ! vous pouvez faire vio-lence au Gouvernement, vous pouvez lui commander de chan-ger le drapeau de la Nation et le nom de la France, si vous êtes assez mal inspirés et assez obstinés dans votre erreur pour lui imposer une république de parti et un pavillon de terreur. Le Gouvernement, je le sais, est aussi décidé que moi-même à mourir plutôt que de se déshonorer en vous obéissant. Quant à moi, jamais ma main ne signera ce décret. Je repousserai jus-qu'à la mort ce drapeau de sang, et vous devez le répudier plus que moi, car le drapeau rouge que vous nous apportez n'a jamais fait que le tour du Champ-de-Mars, trainé dans le sang du peuple, en 91 et 93 ; et le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec le nom, la gloire et la liberté de la patrie. »

Une immense acclamation répondit à Lamartine, la tempête s'apaisa, « le drapeau tricolore triompha de son funeste rival ».

Ces paroles de Lamartine sont extraites de l'*Histoire contem-poraine* de V. Duruy. M. Léonard Gallois, dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, donne cette autre version :

« Je vous ai parlé en citoyen tout à l'heure, dit Lamartine, et bien ! maintenant, écoutez en moi votre ministre des Affaires étrangères. Si vous m'enlevez le drapeau tricolore, sachez-le bien, vous m'enlevez la moitié de la force extérieure de la

France, car l'Europe ne connaît que le drapeau de ses défaites et de nos victoires dans le drapeau de la République et de l'Empire.

« En voyant le drapeau rouge, elle ne croira voir que le drapeau d'un parti.

« C'est le drapeau de la France, c'est le drapeau de nos armées victorieuses, c'est le drapeau de nos triomphes qu'il faut relever devant l'Europe.

« La France et le drapeau tricolore, c'est une même pensée, un même prestige, une même terreur, au besoin, pour nos ennemis !

« Songez combien de sang il vous faudrait pour faire la renommée d'un autre drapeau !

« Citoyens, pour ma part, le drapeau rouge, je ne l'adopterai jamais, et je vais vous dire pourquoi je m'y oppose de toute la force de mon patriotisme : c'est que le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec la République et l'Empire, avec vos libertés et vos gloires, et que le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars, trainé dans le sang du peuple. »

Le Gouvernement provisoire rétablit donc le drapeau tricolore tel qu'il avait été créé sous la première République. D'après le décret de floréal de l'an II, le drapeau français était ainsi composé :


« La hampe surmontée d'une pique, au bord de laquelle fut placé un médaillon où se trouvait gravé, en relief, le coq gaulois, et au-dessous de ce médaillon, une plaque oblongue portant les lettres initiales R. F. également gravées en relief.

« Dans la partie blanche de la flamme, au centre, une couronne en feuilles de chêne, où était inscrite, en lettres d'or, la devise : liberté, égalité, fraternité, et au milieu le mot : unité.

« Le nom, République française, était, en outre, placé sur le drapeau. »

Conformément au décret du 28 février 1848, les cravates devaient être rouges.

Il arriva qu'intentionnellement ou par ignorance, l'autorité chargée de l'exécution de ce décret crut devoir indiquer une disposition des trois couleurs, toute différente de celle prescrite par le décret de floréal de l'an II.

 Ainsi à Grenoble, le commissaire du Gouvernement pour le département de l'Isère interpréta le décret de la manière suivante :

« Le 2 mars 1848, dit un document officiel, « le citoyen Marion, « commissaire du Gouvernement républicain, a fait connaître « que les couleurs du drapeau devaient être ainsi disposées :

- « Le bleu à la hampe ;
- « Le rouge ensuite ;
- « Le blanc au bord extérieur.

« Conséquemment, dans les cocardes, le bleu sera au centre, « le blanc en dehors et le rouge entre deux ».

Pour faire cesser les divergences d'interprétation des commissaires des départements, le Gouvernement provisoire résolut d'en appeler à des artistes et à des érudits qui trancheraient le différend et décideraient de la disposition des couleurs de notre pavillon national.

Ces hommes spéciaux démontrèrent « l'erreur palpable dans laquelle on était tombé ». Ce ne fut qu'au bout de dix jours que le Gouvernement sanctionna leur jugement.

Le décret du 5 mars détermina ainsi la forme définitive du drapeau français :

« Art. 1^{er}. — Le pavillon et le drapeau national sont rétablis tels qu'ils ont été fixés par le décret de la Convention du 27 pluviôse an II, sur les dessins du peintre David.

« Art. 2. — En conséquence, les trois couleurs nationales, disposées en bandes égales, seront, à l'avenir, rangées dans l'ordre suivant : le bleu attaché à la hampe, le blanc au milieu et le rouge flottant à l'extrémité. »

Les Drapeaux de la Garde nationale. — Au mois d'avril avait eu lieu la distribution des nouveaux drapeaux à l'armée.

Le 5 décembre 1848, le citoyen Ferd. Reymond, préfet de l'Isère, adressait aux maires du département la circulaire suivante :

CITOYEN MAIRE,

Un décret de l'Assemblée nationale du 14 octobre dernier relatif aux drapeaux et aux écharpes commandés à la fabrique de Lyon (45,000 drapeaux et 130,000 écharpes), porte (art. 2) que les drapeaux seront distribués gratuitement aux bataillons de garde nationale et aux communes qui en feront la demande.

En ce qui concerne la délivrance des drapeaux aux bataillons de garde nationale, le Gouvernement s'occupe en ce moment de la répartition qui doit en être faite.

Je dois vous faire remarquer ici que l'emblème national n'est point destiné à être placé au-dessus de la porte de la maison commune ; il doit être déposé à la mairie et figurer dans toutes les solennités publiques.


Quant aux écharpes, le décret du 14 octobre ne les comprend pas dans le don gratuit consacré par l'art. 3 du décret. Ces écharpes ne pourront être remises qu'aux fonctionnaires administratifs qui consentiraient à en acquitter le prix (20 ou 25 francs). J'aime à croire que tous ceux des maires et adjoints, pour qui cette acquisition ne sera pas trop onéreuse, regarderont comme un devoir de s'associer par cette offrande aux sacrifices qu'a faits le Trésor pour venir en aide à l'industrie de la seconde ville de la République.

Je vous invite à me faire aussi connaître si telle est votre intention, et dans ce cas, à m'adresser une reconnaissance contenant l'engagement de verser le prix de l'écharpe à la caisse du percepteur.

Salut et fraternité !

Le Préfet de l'Isère,

F. REYMOND.

 Les corps de la légion de la garde nationale de Grenoble reçurent leurs drapeaux et leurs étendards le 3 mai de l'année suivante.

Commission consultative du département de l'Isère. — Commission départementale. — Le 26 février, le Préfet de l'Isère prit l'arrêté suivant :

Nous, Préfet de l'Isère,

Vu la dépêche télégraphique du Ministre de l'Intérieur, en date du 25 février, 11 heures du matin ;

Voulant assurer par tous les moyens possibles la tranquillité publique et donner, dans ces graves circonstances, une nouvelle preuve de notre dévouement à la ville de Grenoble,

Avons arrêté ce qui suit : Une Commission consultative est constituée.

Sont nommés membres de cette Commission : MM. Augustin Thevenet, Crépu, Repellin, Leborgne, A. Clément.

Le Préfet de l'Isère,

J. PASCAL.

Proclamation des Membres de la Commission consultative.

Grenoble, 26 février.

A MM. les Maires et Habitants du département de l'Isère.

CONCITOYENS,

Les deux dépêches télégraphiques que vous a transmises M. le Préfet de l'Isère vous ont appris la chute d'un pouvoir qui avait manqué à tous ses serments et qui vient de recevoir la juste punition d'un dernier attentat.

A sa place a été constitué un Gouvernement républicain et la Nation va être appelée à sanctionner ce que vient de faire la plus légitime des révolutions.

Vous connaissez les noms des membres de ce Gouvernement, et ces noms offrent toutes les garanties qui pouvaient être demandées, de patriotisme, de probité, de capacité.

Dans sa dépêche, où il portait à la connaissance de M. le Préfet de l'Isère ce grand événement, le Gouvernement provisoire lui demandait de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour assurer au nouvel ordre de choses le concours de la population et la tranquillité publique.

La première mesure de M. le Préfet a été d'appeler auprès de lui une *Commission consultative* pour l'aider à remplir la mission qu'il

accepte pleinement d'assurer la tranquillité publique. M. le Préfet vous a transmis un exemplaire de son arrêté à ce sujet.

Nommés membres de cette Commission, nous avons accepté sans hésiter ce mandat tout provisoire. Nous devons notre coopération quand elle était requise pour le maintien de l'ordre public.

Notre acceptation était d'ailleurs un devoir impérieux dans les circonstances où nous sommes placés ; il fallait, d'une part, assurer au Gouvernement provisoire le concours qu'il demandait et, d'un autre côté, il y avait nécessité d'établir entre le pouvoir nouveau et les populations de notre département de sympathiques intermédiaires.

Déjà, nous avons adressé au Gouvernement provisoire un rapport où nous lui rendons compte de l'impression produite sur la population du chef-lieu par la publication des dépêches télégraphiques des 24 et 25 février.

Cette impression, — il importe qu'elle soit connue de tous, — a été favorable au nouveau Gouvernement. La masse des habitants l'a accueillie avec de chaleureuses manifestations de sympathie, unies à l'ordre le plus parfait.

La garde nationale se reconstitue et déjà la compagnie des sapeurs-pompiers a pris possession du corps de garde de la Préfecture.

Habitants de l'Isère, ce n'est pas en vain que vos concitoyens viennent faire appel à votre patriotisme et à votre amour de l'ordre.

Ralliez-vous avec confiance au Gouvernement national qui vient de s'inaugurer.

Il y a déjà longtemps que dans ce département le bon sens public a fait justice des calomnies dirigées contre les démocrates ; on n'y croit plus, et après cette dernière chute de la monarchie dans la boue et dans le sang, il est impossible de ne pas comprendre que le Gouvernement de la Nation par la Nation est seul une vérité.

Vive la France ! Vive la République !

Les Membres de la Commission consultative,

Aug. THEVENET, Alex. CRÉPU, REPELLIN aîné.
P. LEBORGNE, Aug. CLÉMENT.

COMPOSITION DES COMMISSIONS CONSULTATIVES DANS LES TROIS
ARRONDISSEMENTS DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE.

Arrondissement de Saint-Marcellin. — Par arrêté du Sous-Préfet, en date du 28 février, la Commission est composée de :

MM. Bossan, Brenier-Montmoran, Morin, membres du Conseil municipal ; Brun (Gustave), notaire ; Martin, ancien député.

Arrondissement de Vienne. — Arrêté de la Commission départementale approuvé par le commissaire général du Gouvernement, en date du 3 mars :

MM. Ronjat, avocat ; Cleret (Auguste), légiste ; Chollier (Alexandre), avoué, ont été désignés pour former une Commission d'arrondissement et administrer en remplacement de M. Dodde, ex-sous-préfet de Vienne, démissionnaire.

Arrondissement de La Tour-du-Pin. — MM. Thevenet (Marcelin), Chevallier (François), Blache, Costaz (Alexis), Lanet (Joseph), ont été nommés pour former une Commission d'arrondissement et administrer en remplacement de M. Picot-Labaume, démissionnaire des fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de La Tour-du-Pin, qu'il remplissait par intérim.

Justice. — Le 28 février 1848, M. Saint-Romme fut nommé aux fonctions de procureur général près la Cour d'appel de Grenoble. Il fut installé dans ses fonctions le 15 mars suivant.

Le 23 mars de la même année, M. Michal-Ladichère, avocat, fut nommé commissaire du Gouvernement près le Tribunal de première instance de Grenoble.

Le 28 février, le Préfet de l'Isère, M. J. Pascal, donnait sa démission.

La Commission consultative prit, à la suite de cette démission, le nom de Commission départementale de l'Isère et fut chargée de l'administration du département.

Proclamation de la Commission départementale. — La Commission départementale adressa, le 28 février, la proclamation suivante aux habitants de Grenoble et du département de l'Isère :

CONCITOYENS,

Livrez-vous à la joie ! le Gouvernement provisoire républicain est constitué ; il agit avec la plénitude du pouvoir ; ses actes sont nombreux ; ils témoignent de la confiance unanime des citoyens et de la plus complète sécurité.

Nous porterons, sans retard, à votre connaissance la série de ses actes.

En attendant et pour satisfaire votre légitime impatience, voici les faits les plus significatifs :

L'ex-roi et sa famille se sont enfuis à Eu.

Vincennes et les forts se sont rendus ; l'armée obéit avec empressement au Gouvernement provisoire et fraternise avec la garde nationale et le peuple qui ne font qu'un.

La justice a recommencé son cours. Les opérations commerciales se font avec la sécurité la plus entière ; la Banque de France paye à bureau ouvert et M. Rotschild a fait au Gouvernement provisoire l'offre de son crédit. La Chambre des députés est dissoute ; défense a été faite aux membres de l'ex-Chambre des pairs de se réunir.

Une Assemblée constituante va être appelée à organiser d'une manière définitive le Gouvernement de la Nation par la Nation.

La garde nationale et le peuple ont constamment marché d'accord depuis le commencement jusqu'à la fin de cette œuvre sublime.

Cette immortelle victoire, et qui, cette fois, sera féconde, a coûté des flots du plus généreux sang.

Demain nous compterons nos morts, nous pleurerons sur leurs cadavres sanglants ; aujourd'hui notre pensée est toute à la patrie triomphante et libre.

Les Membres de la Commission départementale,

THEVENET, CRÉPU, REPELLIN, LEBORGNE, CLÉMENT.

Circulaires aux Maires du département de l'Isère. — La Commission administrative du département de l'Isère à MM. les Maires du département.

MESSIEURS,

Depuis les nouvelles contenues dans nos proclamations, les faits ont marché. L'installation du Gouvernement provisoire républicain

est chose acceptée partout et par tous. Ce Gouvernement précurseur d'un véritable Gouvernement national est salué avec acclamation par ceux qui avaient depuis longtemps reconnu le mensonge du Gouvernement royal ; il est reçu avec pleine confiance par les hommes, en petit nombre, qui avaient eu des craintes sincères à l'égard de la démocratie. Ces craintes, aujourd'hui, sont tombées à Paris devant le magnifique spectacle de ce peuple armé qui protège les propriétés en punissant de mort les voleurs ; elles n'existent plus à Grenoble où le peuple a manifesté sa sagesse et les sentiments de bienveillance fraternelle qui l'animent pour tous les citoyens sans exception de position et d'opinion.

C'est donc pour la France une ère nouvelle qui vient de s'ouvrir, ère de dignité extérieure, de moralité intérieure et de fraternité, non seulement entre tous les Français, mais encore entre tous les autres membres de la grande famille humaine. Il s'agit de célébrer dignement l'avènement de ce beau jour, qui, malheureusement, a été précédé d'un orage terrible, où le peuple héroïque de Paris a fait de cruelles pertes. Plus tard, nous nous recueillerons pour pleurer nos frères morts ; aujourd'hui, livrons-nous à la joie d'une victoire qui sera féconde en heureux résultats.

Vous aurez soin de désigner le jour le plus prochain ou le plus convenable pour la célébration de cette fête nationale, à laquelle vous donnerez toute la solennité que comporte l'importance de votre commune. Vous y convierez tous les citoyens en leur rappelant que, pour le peuple souverain, plus que jamais, le cri de ralliement doit être : *Ordre et Liberté*.

Grenoble, le 28 février 1848.

Les Membres de la Commission départementale,

CRÉPU, THEVENET, REPELLIN, LEBORGNE, CLÉMENT.

Grenoble, 29 février 1848.

MONSIEUR ET CITOYEN,

Ce n'est pas seulement de votre commune, mais de la plupart des 550 communes du département que nous parviennent ou qu'on nous annonce des demandes d'armement des gardes nationales.

Vous comprendrez aisément qu'avant de dégarnir les arsenaux de

l'énorme quantité d'armes qu'exigerait la satisfaction à donner à toutes les demandes, il importe que l'organisation des contrôles de la garde nationale ait été partout complétée et régularisée.


Il faut aussi que la Commission départementale et l'autorité militaire aient reçu des instructions à ce sujet, soit du Gouvernement provisoire, soit du Commissaire extraordinaire, qui sera, sans aucun doute, très prochainement envoyé dans ce département, et qui, en appréciant la quantité des armes qu'il sera possible de distribuer aux gardes nationales, aura à tenir compte d'abord des exigences de l'armée régulière.

En attendant, pressez par tous les moyens l'organisation des cadres et du contrôle de la garde nationale. N'oubliez pas que nous ne vivons plus sous le régime de la loi de 1831. Le Gouvernement provisoire est *républicain*, et, sous l'empire des principes proclamés par ce Gouvernement, *tout citoyen est de droit garde national*, sauf bien entendu les gens sans aveu ou flétris par la justice. D'un autre côté, des incertitudes se sont élevées sur le point de savoir quel doit être le drapeau républicain, *tricolore* ou *rouge*. Nous vous dirons à ce sujet que le drapeau rouge a pu être accidentellement un drapeau de combat pour le peuple, quand le drapeau national était entre les mains d'un gouvernement tyrannique ; mais le Gouvernement provisoire vient de déclarer, et il fait connaître aux populations *que le drapeau tricolore est toujours le drapeau de la République*.

Agréez, Monsieur, l'assurance de notre parfaite considération.

La Commission départementale,

CRÉPU, *président* ; THEVENET jeune, REPELLIN,
LEBORGNE, CLÉMENT.

 **Démission de Frédéric Taulier, maire.** — La Commission départementale, vu la lettre de ce jour, par laquelle M. Taulier déclare se démettre de ses fonctions de Maire de Grenoble ;

Attendu que, malgré les vifs regrets qu'éprouve la Commission d'être privée du concours d'un fonctionnaire aussi éclairé, aussi dévoué aux intérêts municipaux, il importe de pourvoir d'urgence à son remplacement,


Arrête :

M. Farconnet (Frédéric), avocat, exercera provisoirement les fonctions de Maire de la ville de Grenoble.

Grenoble, le 28 février 1848.

Les Membres de la Commission départementale,

CRÉPU, THEVENET, REPELLIN,
LEBORGNE, CLÉMENT.

 Immédiatement le nouveau Maire de la ville de Grenoble adressa à ses concitoyens la déclaration suivante :

CONCITOYENS,

M. Frédéric Taulier venant de résigner ses fonctions de Maire de la ville de Grenoble, la *Commission départementale de l'Isère* m'appelle à les remplir provisoirement. Les circonstances solennelles où nous nous trouvons m'ont fait un devoir de les accepter. C'est un devoir aussi, pour moi, de ne le faire qu'en acquittant le tribut d'éloges justement dû au magistrat qui, depuis quelques années, se dévoue avec tant d'intelligence aux intérêts de la ville, et qui, dans ces dernières journées, vient de s'acquérir, par son loyal concours, un nouveau titre à notre reconnaissance.

Concitoyens, un grand événement vient de s'accomplir ; pour la troisième et dernière fois la Royauté est tombée sous la main du peuple ; c'est Dieu lui-même qui avait sonné son heure dernière, car il l'avait frappée du plus étrange aveuglement.

Saluons l'ère nouvelle qui s'ouvre pour la France et pour l'humanité. Ce qui se passe autour de nous est l'accomplissement de la prédiction du captif de Sainte-Hélène.

Rendons grâce à l'héroïque population de Paris, qui vient de compléter cette Révolution dont le premier cri s'est fait entendre dans nos montagnes.


Notre joie peut être sans mélange. Le saint drapeau de la *liberté*, de l'*égalité* et de la *fraternité* n'aura plus besoin désormais du sang des martyrs. Désormais aussi tout sera respecté, oublié, uni. Une voix s'est fait entendre dans cette classe ouvrière si grande par son courage, plus grande encore par sa générosité, pour faire un noble

et touchant appel à la conciliation : cette voix, nous en avons la conviction, sortait du cœur de tous.

Concitoyens, nous célébrerons par une fête nationale la Révolution de 1848. Mais cette fête ne peut être, pour aujourd'hui, organisée par l'administration d'une manière convenable et en rapport avec la grandeur de l'événement. Un avis ultérieur l'annoncera à la population.

Le Maire provisoire de la ville de Grenoble,

Frédéric FARCONNET.

 **Commission provisoire municipale.** — La Commission du département de l'Isère,

Attendu qu'il importe de pourvoir, d'une manière convenable et en harmonie avec le principe républicain du Gouvernement, à l'administration municipale de la ville de Grenoble ;

Vu l'urgence ; sur la demande et la proposition de M. le Maire de Grenoble,

Arrête ce qui suit :

Article 1^{er}. — Il est provisoirement institué auprès de M. le Maire de Grenoble, pour le seconder dans ses fonctions, une Commission municipale composée de cinq membres.


Art. 2. — Sont appelés à faire partie de cette Commission les citoyens dont les noms suivent :

Charles Buisson, ancien notaire ; Ferdinand Reymond, avocat ; Jules Nicolas, propriétaire ; Paul, entrepreneur, ancien conseiller municipal ; Maisonville, prote d'imprimerie.

Art. 3. — Le Maire de Grenoble pourra déléguer à chacun des membres de la Commission municipale tout ou partie de ses fonctions.

Grenoble, le 1^{er} mars 1848.

THEVENET, CRÉPU, REPELLIN, LEBORGNE, CLÉMENT.

 **Administration municipale de Grenoble.** — Sont appelés à faire partie de cette Commission, les citoyens :

Giroud père, ancien notaire ; Girard, limonadier ; Margot, banquier ; Bernard, plâtrier ; Duhamel, négociant ; Cécillon, avoué ; Pas-

cal, ferblantier; Bovier-Lapierre, avocat; Viallet, notaire; Bouvier, entrepreneur; Gruyer, négociant; Gouron, avocat; Cottavoz, greffier du Tribunal de commerce.

Fait à Grenoble, le 18 mars 1848.

Par délégation du Commissaire du Gouvernement provisoire :

Le Président de la Commission départementale,

CRÉPU.

Pour ampliation :

Le Délégué de la Commission départementale,

LEBORGNE.

Pour copie conforme :

Le Maire provisoire de Grenoble,

FARGONNET.

Par le même arrêté, le citoyen Ferdinand Reymond, avocat, est nommé deuxième adjoint au Maire de Grenoble.

Cessation des fonctions de la Commission départementale.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

La Commission départementale aux habitants de l'Isère.

CONCITOYENS,

La Commission départementale remet entre les mains du citoyen *Reymond*, appelé à la Préfecture de l'Isère, les pouvoirs dont elle avait été chargée à l'avènement de la République.

Le citoyen Reymond est enfant de l'Isère; vous connaissez ses sentiments patriotiques, sa haute intelligence et les nobles qualités de son cœur. Vous n'hésitez pas à lui continuer la confiance que vous avez accordée à notre dévouement, à nos bonnes intentions.

Sympathie et confiance sont des auxiliaires puissants pour l'administrateur! Vous nous avez fait faire cette heureuse expérience, Concitoyens, durant les quelques mois de notre administration. Par ce concours bienveillant, notre tâche a été rendue facile; vous avez tenu compte de notre dévouement et vous n'avez pas souffert que nous eussions le moindre désordre à réprimer, alors que, sur tant

de points, les maux inséparables des grandes secousses rendaient l'agitation incessamment menaçante.

Honneur et remerciements à vous tous, Concitoyens ! En cessant des fonctions qu'il ne nous était pas possible de continuer, nous restons au milieu de vous, toujours prêts à servir le pays, heureux si nous avons pu faire quelque bien, fiers de votre approbation, si nous avons su la mériter.


Grenoble, le 16 juin 1848.

Au nom de la Commission départementale de l'Isère,

Les Membres présents,

THEVENET jeune, LEBORGNE père.

Le même jour, le citoyen Reymond entrait en fonctions et prenait possession de la Préfecture de l'Isère.

 Lors de la cessation de la Commission départementale, le Ministre de l'Intérieur adressa à M. Leborgne la lettre suivante :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — CABINET DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Paris, le 28 septembre 1848.

MONSIEUR,

Je regrette que les occupations multipliées de l'administration m'aient empêché de vous exprimer plus tôt la haute satisfaction du Gouvernement, pour vos utiles services comme membre de la Commission administrative du département de l'Isère. Croyez, Monsieur, qu'il n'oubliera point le zèle et le patriotisme dont vous avez fait preuve dans l'exercice des fonctions qui vous avaient été provisoirement confiées.

Salut et fraternité.

Pour le Ministre de l'Intérieur, par autorisation :

Le Chef du Cabinet,

A. LOYSEL.

A M. Leborgne, négociant à Grenoble.

M. P. Leborgne. — M. Prosper Leborgne naquit le 30 janvier 1798. Élève du lycée de Grenoble, il fit acte de viril patriotisme dans la journée mémorable du 6 juillet 1815 où les Grenoblois repoussèrent avec bravoure l'assaut des troupes austro-sardes.

M. Leborgne établit dans la suite un service de messageries de Grenoble à Lyon et à Chambéry, service qui porta plus tard le nom de Messageries générales et fit sur ces deux voies une sérieuse concurrence aux Messageries royales.

Le premier, M. Leborgne, introduisit à Grenoble la fabrication des chapeaux de paille, industrie toujours florissante, qu'il remit dans la suite aux mains de l'un de ses fils, M. Félix Leborgne.

Il acquit et exploita les forges et le haut fourneau de Saint-Hugon (Savoie), entreprise importante qu'il dirigea avec l'aide de son autre fils Émile Leborgne.

En 1848, M. Leborgne fit partie de la Commission qui, pendant plusieurs mois, administra le département de l'Isère. Suivant la déclaration spontanée et remplie d'honorable franchise de ses collègues, il accomplit à peu près seul l'écrasant travail de la Préfecture durant cette période de temps. « Il ne nous laissait rien à faire », disaient ses collègues. Ajoutons qu'il a été rendu, à cette occasion, par tous les partis un sincère hommage à M. Leborgne pour son esprit de justice, pour son intelligence souple et sagace qui s'élevait sans apparents efforts à la hauteur de tous les objets d'étude, et, disons-le aussi, pour l'exquise urbanité de ses manières.

En quittant ces temporaires fonctions, M. Leborgne marqua la pensée de désintéressement qui avait présidé à leur acceptation, en abandonnant aux *Établissements de bienfaisance* de la ville le traitement qui y était attaché et qui s'élevait à 383 frans 60 centimes.

M. Thevenet, qui occupait les mêmes fonctions que M. Leborgne, fit également abandon de son traitement.

De 1837 à la fin de 1851, M. Leborgne siégea sans interruption au Conseil municipal de Grenoble.

En 1865, il rentra au Conseil municipal et, en 1870, fit partie de la Commission municipale.

M. Leborgne mourut le 13 janvier 1875.

A ses obsèques, M. Aristide Albert prononça un éloquent éloge, d'où nous avons extrait ces quelques lignes biographiques.

« Parallèlement à ses travaux personnels, M. Leborgne faisait face à d'autres occupations. Il siégeait au Tribunal de commerce, il était membre du Conseil d'administration de la Société d'extinction de la mendicité, de celui de l'Association alimentaire. Il avait la direction de la Caisse d'épargne et enfin il était le président effectif de la Société de patronage des apprentis, présidence qu'il occupa dès l'année 1852 jusqu'au jour de son décès. »

Épisode d'Autrans. — Un dimanche du mois d'avril 1848, les vêpres venaient de finir à l'église du village de Méaudre (canton du Villard-de-Lans) quand un homme sortant d'un cabaret se mit à interpeller la foule. «... Ces forêts, ces montagnes sont « notre bien, s'écria-t-il ; c'est le patrimoine incontesté de la « commune et de ses habitants. Pourquoi ne pourrions-nous « pas en disposer à notre gré ? Je suis envoyé par vos voisins « d'Autrans pour vous engager à faire cause commune avec « eux. Partageons entre nous ces forêts et ces pâturages... » La harangue produisit l'effet attendu.

Les gens d'Autrans furent suivis par ceux de Méaudre et en peu de temps tous les bois furent mis en coupe réglée.

L'administration forestière se trouva incapable d'empêcher ces délits ; sur ses rapports, la justice ordonna une enquête qui n'amena aucun résultat.

Les dilapidations augmentèrent au point que les gardes devinrent insuffisants pour arrêter les délinquants.

Les gendarmes du Villard-de-Lans, eux-mêmes, ne purent rétablir l'ordre et demandèrent du secours à Grenoble.

Dans la nuit du 6 au 7 avril, quatre-vingts hommes de l'infanterie de ligne et des chasseurs, accompagnés de la brigade de gendarmerie du canton et des représentants du Parquet, se rendirent sur les lieux.

Pour prévenir ses compatriotes de cette visite inattendue, un montagnard sonna le tocsin à l'approche de la force armée.

Au milieu des gorges de la « Grand-Combe », au lieu dit « la Font de la Ligua », une grêle de pierres, bientôt suivie d'énormes blocs de rochers et de pièces de sapin, s'abattit sur le détachement.

L'officier commandant la troupe ordonna un feu de peloton : cinq agresseurs furent tués ; quatre autres emmenés prisonniers à Grenoble passèrent en jugement.

Cette échauffourée avait fait grand bruit dans notre ville et dans toute la région.

Les Élections générales législatives. — 23 avril 1848. — Le Gouvernement provisoire, par décret du 5 mars, convoqua les électeurs de toute la France pour le 23 avril, à l'effet d'élire leurs représentants à l'Assemblée constituante.

D'après le tableau de répartition joint au décret, le département de l'Isère avait quinze députés ou représentants à élire ; la Drôme, huit ; les Hautes-Alpes, trois.

Nous avons pu découvrir certains documents pleins d'intérêt concernant les élections législatives de cette époque : nous les transcrivons simplement. Très explicites par eux-mêmes, nous n'avons nul besoin de les faire précéder de commentaires.

Extraits principaux d'une affiche administrative.

Département de l'Isère.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ÉLECTIONS GÉNÉRALES.

CONVOCATION DES ÉLECTEURS POUR LE 23 AVRIL 1848.

Nous, Commissaire du Gouvernement provisoire de la République près le département de l'Isère,

Arrêtons :

Les électeurs du département de l'Isère sont convoqués, chacun au chef-lieu de son canton, pour le 23 avril courant, à sept heures du matin, à l'effet de nommer, par un seul bulletin de liste, *quinze représentants* à l'assemblée nationale constituante.

L'assemblée électorale sera unique par canton.

A cette convocation, datée du 14 avril, était jointe une circulaire du 15 courant, signée Marion, commissaire du Gouvernement provisoire.

CITOYENS MAIRES OU PRÉSIDENTS,

Voici nos instructions :

Les électeurs de chaque commune entreront ensemble dans la salle de l'assemblée au moment où ils y seront appelés à haute voix. Ils se rangeront, autant que possible, dans l'ordre de leur inscription sur la liste électorale. Ils seront conduits par le maire, à son défaut par l'adjoint ou par un conseiller municipal, selon l'ordre du tableau. Ce fonctionnaire devra être porteur de la liste des électeurs de sa commune, et il prendra place au bureau pendant leur vote.

Chaque électeur entré dans la salle prendra son bulletin, le pliera et devra le tenir à la main avec sa carte électorale.

Ce bulletin aura été écrit avant l'introduction de l'électeur dans la salle, la célérité qui doit être apportée dans l'opération ne permettant pas qu'il en soit écrit aucun au moment du vote.

L'électeur en se présentant au bureau montrera sa carte au président. Un des scrutateurs la prendra et en déchirera un coin. L'électeur remettra son bulletin fermé au président, qui le déposera dans la boîte du scrutin. Alors, le scrutateur qui aura écorné la carte la rendra à l'électeur. Cette carte devra être conservée pour le cas où il y aurait lieu à une élection supplémentaire.

Les électeurs des diverses communes auront été informés du jour et de l'heure à laquelle leur commune sera appelée.

Les maires devront avertir les électeurs de ne pas s'éloigner lorsqu'approchera le moment de leur introduction.

Si quelque électeur d'une commune ne se trouvait pas présent au moment de l'introduction de ses concitoyens dans la salle de l'assemblée, il pourrait y être admis tant que se ferait l'appel. S'il entrerait après que son nom aurait été appelé, il ne se présenterait, pour déposer son vote, qu'après tous les électeurs de sa commune.

Mais il ne pourrait entrer dans la salle lorsqu'on en serait à l'appel d'une autre commune, et devrait attendre le réappel qui aurait lieu le jour même ou le lendemain, suivant le nombre d'électeurs du canton.

Les électeurs retardataires seront avertis du jour et de l'heure du

L'instruction du 6 avril prescrit d'attendre une heure après le réappel pour fermer le scrutin, afin de laisser voter les électeurs qui se présenteraient.

Pendant le dépouillement du scrutin, les électeurs, à quelque commune qu'ils appartiennent, pourront entrer dans la salle d'assemblée. Le président prendra des mesures pour qu'ils ne soient pas en trop grand nombre et même pour qu'ils se renouvellent successivement.

Salut et fraternité.

*Les Commissaires du Gouvernement provisoire
de la République, près le département de l'Isère,*

MARION, F. MORNAND.

Cette affiche portait l'indication suivante :

« MM. les Maires voudront bien, à la réception du présent placard, le faire publier et afficher à son de trompe et de tambour aux endroits accoutumés. »

Spécimen de carte électorale.

CANTON

d

COMMUNE

d

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

CARTE D'ÉLECTEUR

Le Citoyen (1)

**(1) Nom et
prénoms.**

habitant dans la commune, inscrit sous le n° de la liste électorale, est prévenu que l'assemblée électorale dont il fait partie se réunira le 9 avril 1848, à sept heures du matin, à chef-lieu du canton, à l'effet d'élire les quinze représentants à l'Assemblée nationale, attribués au département de l'Isère par le décret du 5 mars précédent.

En conséquence, il est expressément invité à se rendre à cette assemblée.

(Cachet de la Mairie.)

(Signature du Maire ou du Membre de la Commission municipale remplissant les fonctions de Maire.)

Liste des Candidats à l'Assemblée nationale, arrêtée dans la réunion, du 2 avril 1848, par les conseillers cantonaux de l'Isère. — 1. Ronjat, avocat à Vienne ; 2. Crépu (Alexandre), journaliste, président de la Commission départementale ; 3. Saint-Romme, procureur général ; 4. Farconnet (Frédéric), maire provisoire de Grenoble ; 5. Froussard (Baptiste), commissaire général du Gouvernement dans le département de l'Isère ; 6. Tranchand, président du Tribunal civil de Bourgoin ; 7. Marion, ex-député, commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de l'Isère ; 8. Bertholon (César), de Ternay, rédacteur du *Censeur de Lyon* ; 9. Chollat, chef d'État-Major de la garde nationale, à Lyon ; 10. Repellin aîné, commissaire général du Gouvernement provisoire dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Var, de Vaucluse et des Basses-Alpes, colonel de la garde nationale de Grenoble ; 11. Clément (Auguste), avocat à Grenoble, membre de la Commission départementale de l'Isère ; 12. Renaud, ferblantier, à Grenoble ; 13. Blanc (Alphonse), mécanicien, à Seyssinet ; 14. Briller, avocat à Vienne ; 15. Durand-Savoyat, propriétaire-agriculteur, à Cornillon ; Michal-Ladichère (Alexandre), de Saint-Geoire, commissaire du Gouvernement près le Tribunal civil de Grenoble ; Barginet (Pierre), de La Mure ; Anthoard, avoué à Grenoble.

Pour le Comité :

Le Président, CÉCILLON, secrétaire du bureau de rédaction ;
LEROY, professeur au Lycée ; VENDRE, avocat ; BERGER,
avocat ; Émile JAY, Auguste REY ; H. GIROUD, notaire.

La curieuse proclamation suivante donne une idée des procédés employés au cours de la campagne électorale :

Liste des listes.

APPEL AUX AMIS DE LA VÉRITABLE REPRÉSENTATION NATIONALE

CITOYENS,

La réforme électorale a été le but de la Révolution de février ; il faut qu'elle en soit le résultat et la sauvegarde de notre jeune république ; nous avons obtenu le suffrage universel, nous l'avons de droit, ayons-le de fait.

Dans le département de l'Isère plusieurs comités se sont formés, d'où sont émanées un même nombre de listes qui, presque toutes bonnes en elles-mêmes, auront le défaut d'égarer un grand nombre de voix. Nous, qui voulons

l'expression vraie de la volonté du pays, gardons-nous de faire des élections de canton ou de clocher, même d'arrondissement; consultons franchement chaque liste, puisque toutes elles représentent les intérêts et les sentiments d'une partie de la population; faisons-en le dépouillement et donnons loyalement nos voix aux candidats qui auront réuni le plus de suffrages.

Comité central républicain. — Ronjat, Crépu, Saint-Romme, Farconet, Froussard, Tranchand, Marion, Bertholon, Chollat, Repellin, Clément, Renaud, Blanc, Briller, Durand-Savoyat. — SUPPLÉANTS : Michal-Ladichère, Barginet, Anthoard.

Club de la garde nationale. — Farconet, Froussard, Berriat, Fromillon, Taulier, Chavand, Bertholon, Briller, Ponsard, Reynaud, Tranchand, Marion, Candy, Saint-Romme, Jullien Bertrand.

Liste publiée par le « Courrier de l'Isère ». — Crépu, Froussard, Farconet, Cournier, Anthoard, Renaud, Briller, Bertholon, Reynaud, Ponsard, Marion, Candy, Tranchand, Saint-Romme, Bertrand.

Comité ecclésiastique. — Farconet, Lacordaire, Taulier, Cournier, Sestier, Balbot, Charles Reynaud, Briller, Vacher, Ponsard, Marion, Tranchand, Candy, Saint-Romme, Kœnig. — SUPPLÉANTS : Breton, Anthoard.

Prenons garde à nous, l'union fait la force. — Saint-Romme, Thomas, Farconet, De Meffray, Tranchand, Taulier, l'abbé Guillaud, Briller, Sestier, Pravas, Pichat, Anthoard, Candy, Vacher, Blanc.

Comité central travailleur. — Durand Savoyat, Bertholon, Tranchand, Giraud (Pierre), Saint-Romme, Bouvier (Hippolyte), Dagot (Amédée), Levrat, Berthet, Blanc (Alphonse), Thimont (Jean), Guillot, capitaine, Kœnig, Farconet, Ronjat. — SUPPLÉANTS : Barginet, Pichat, Marion, Buisson.

Propriétaires agriculteurs. — Farconet, Sestier, Taulier, Cournier, Sappey (Adolphe), Lacordaire, Anthoard, Saint-Romme, Candy, Marion, Tranchand, Reymond (Ferdinand), Briller, Ponsard, Reynaud (Charles).

Comité de Bourgoin. — Marion, Tranchand, Bovier-Lapierre, Saint-Romme, Bertrand (Jullien), Candy, Farconet, Reymond, Clément, Cournier, Sestier, Bouvier, Ponsard, Briller, Reynaud (Charles).

Comité de La Tour-du-Pin. — Crépu, Farconet, Sestier, Blanc (Alphonse), Cournier, Anthoard, Briller, Bertholon, Ponsard, Reynaud (Charles), Tranchand, Marion, Reymond, Saint-Romme, Candy.

Comité de La Mure. — Barginet, Crépu, Froussard, Farconet, Saint-Romme, Repellin, Blanc (Alphonse), Clément, Bertholon, Durand-Savoyat, Ronjat, Briller, Chollat, Marion, Tranchand.

DÉPOUILLEMENT

Saint-Romme, 10; Farconet, 10; Tranchand, 10; Briller, 10; Marion, 8, plus 1 sup.; Candy, 7; Bertholon, 6; Ponsard, 6; Reynaud, 6; Blanc, 5; Cournier, 5; Sestier, 5; Anthoard, 4, plus 2 sup.; Crépu, 4; Froussard, 4; Taulier, 4; Ronjat, 3; Clément, 3; Durand-Savoyat, 3; Bertrand, 3; Reymond, 3; Chollat, 2; Repellin, 2; Renaud, 2; Lacordaire, 2; Kœnig, 2; Bouvier, 2; Vacher, 2; Berriat, 1; Fromillon, 1; Chavand, 1; Balbot, 1; Thomas, 1; De Meffray, 1; l'abbé Guillaud, 1; Pravas, 1; Pichat, 1, plus 1 sup.; Giraud, 1; Dagot, 1; Levrat, 1; Berthet, 1; Thimont, 1; Guillet, 1; Sappey, 1; Bovier-Lapierre, 1; Barginet, 1 sup.; Michal-Ladichère, 1 sup.; Buisson, 1 sup.

Candidats qui ont réuni le plus de suffrages dans le dépouillement des listes de tout le département.

1. Saint-Romme, procureur général; 2. Farconet (Frédéric), maire de Grenoble; 3. Tranchand, président du tribunal de Bourgoin; 4. Briller, avocat à Vienne; 5. Marion, ex-député; 6. Candy, juge de paix; 7. Bertholon (César), propriétaire; 8. Ponsard, homme de lettres; 9. Reynaud (Charles), propriétaire; 10. Blanc (Alphonse), mécanicien; 11. Cournier, filateur-agriculteur; 12. Sestier, membre du Conseil général; 13. Anthoard, avoué; 14. Crépu (Alexandre), journaliste; 15. Froussard, commissaire du Gouvernement; 16. Taulier, ex-maire. — MM. Crépu, Froussard et Taulier se trouvent chacun sur quatre listes; il reste un nom supplémentaire au choix des électeurs.

Eh bien, Citoyens, voilà d'une manière bien simple la manifestation la plus sincère et la plus impartiale des vœux de notre département. Avec nous, il n'y a pas d'intrigue; nous acceptons ce que les autres ont fait. — Le pays, vous le voyez, ne veut que des noms honorables et qui soient un gage d'ordre et d'avenir. — Votons donc avec lui d'une voix unanime; il sera beau d'être représenté par les hommes de tous. — Que tous les départements fassent de même et le pays sera sauvé; qui donc oserait attaquer une chambre composée de représentants envoyés d'une seule acclamation par la France tout entière!

Grenoble, 20 avril 1848.

Salut fraternel à tous.

Plusieurs électeurs impartiaux et indépendants.

Résultats des élections. — Recensement général des votes : nombre d'électeurs, 159,723; nombre de votants, 136,486.


1. Saint-Romme, 127,849; 2. Farconet, 125,422; 3. Marion, 124,103; 4. Tranchand, 122,739; 5. Bertholon, 106,186; 6. Crépu, 105,299; 7. Briller, 99,193; 8. Froussard, 98,221; 9. Alph.

Blanc, 92,549 ; 10. Cholat, 86,610 ; 11. Clément, 84,417 ; 12. Repellin, 81,946 ; 13. Durand-Savoyat, 78,442 ; 14. Ronjat, 74,858 ; 15. Renaud, 58,336.

Ces quinze premiers candidats furent proclamés représentants du peuple ; venaient ensuite Ponsard, Anthoard, Charles Reynaud, Sestier, Candy, Cournier, Taulier, Rarginet, Lacordaire, Reymond, Jullien Bertrand, Kœnig, Levrat, Hippolyte Bouvier, Vacher, Chevallier.

A Paris furent élus trente-quatre représentants dont voici les noms : Lamartine, Dupont de l'Eure, Arago, Garnier-Pagès, Marrast, Marie, Crémieux, Béranger, Carnot, Bethmont, Durivier, Lasteyrie, Vavin, Cavaignac, Berger, Pagnerre, Buchez, Cormenin, Carbon, Caussidière, Albert, Wolowski, Peupin, Ledru-Rollin, Schmit, Flocon, Louis Blanc, Recurt, Perdiguier, Bastide, Coquerel, Gornon, Guinard, Lamennais.


Délégation pour la fête de la Concorde. — A l'occasion de la fête de la Concorde qui eut lieu à Paris le 14 mai 1848, la Commission administrative de l'Isère délégua trente citoyens pour représenter le département.

 Les délégués, pour la ville de Grenoble, furent les citoyens : Desayes, membre du Conseil général ; Permezel, conseiller de Préfecture ; Gruyer, lieutenant-colonel de la garde nationale ; Eymard-Duvernay, avocat ; Maisonville, imprimeur.

M. Reymond, Préfet de l'Isère. — Le 10 juin, le Maire provisoire de Grenoble, le citoyen Ferdinand Reymond, fut nommé Préfet de l'Isère et installé dans ses nouvelles fonctions le 23 du même mois.

L'Assemblée nationale. — Les députés se réunirent le 4 mai 1848 et déclarèrent solennellement que la République, proclamée le 24 février, resterait le gouvernement de la France et aurait pour devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*.

Ils votèrent ensuite des remerciements au Gouvernement provisoire qui avait su, au milieu d'une agitation incessante et de nombreuses manifestations, maintenir la tranquillité publique.

 A Grenoble, comme d'ailleurs dans presque toutes les villes de quelque importance, les réformistes avaient, par d'habiles manœuvres, préparé la population aux idées d'indépendance.

Des banquets populaires furent organisés et nos pères célébrèrent par des réjouissances diverses la proclamation définitive de la République.

La garde nationale, de son côté, prit une part active aux fêtes publiques.

L'Assemblée nationale confia le pouvoir exécutif à une commission de cinq membres, MM. Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine, Ledru-Rollin, et se prépara à rédiger une constitution.

Composée en grande majorité de républicains modérés, elle affirma, dès ses premières séances, son intention de maintenir énergiquement l'ordre en France et la paix à l'extérieur.

La Commission du pouvoir exécutif choisit le ministère suivant : les citoyens Crémieux, ministre de la Justice ; Bastide, Affaires étrangères ; Jules Favre, sous-secrétaire d'État ; Charras, ministre de la Guerre par intérim ; Casy, ministre de la Marine ; Recurt, de l'Intérieur ; Carteret, sous-secrétaire d'État ; Carnot, ministre de l'Instruction publique ; Trélat, des Travaux publics ; Flocon, du Commerce ; Bethmont, des Cultes (qui n'accepta pas ce ministère) ; Duclerc, des Finances ; Marrast, maire de Paris ; Caussidière, préfet de police ; Pagnerre, secrétaire du pouvoir exécutif.

Un des premiers actes de la nouvelle Assemblée fut de décréter l'abolition de l'esclavage dans toutes les colonies, deux mois après la promulgation du décret du 6 mai, et d'interdire tout châtiment corporel et toute vente de personnes non libres à à partir du jour même de sa promulgation.

L'émeute du 15 mai. — La façon d'agir « raisonnée et pacifique » de l'Assemblée nationale fut une vive déception pour le parti socialiste qui attendait de la révolution de février le renouvellement de la société et la propagation de ses idées par toute l'Europe. Ce parti résolut de tenter une nouvelle révolution.

Le 15 mai, sous prétexte d'une pétition à présenter en faveur de la Pologne, un rassemblement conduit par Blanqui, Raspail, etc., se porta au Palais-Bourbon. Des groupes nombreux envahirent la salle des séances de l'Assemblée, aux cris de « Vive la Pologne ! ». Raspail, ayant à ses côtés Blanqui et Sobrier, du haut de la tribune, donna lecture de la pétition.

Ledru-Rollin répondit qu'il était impossible que les vœux des pétitionnaires ne fussent pas entendus, mais qu'ils devaient, en cette circonstance, faire preuve de modération et de convenance. Il engagea les émeutiers à se retirer.

La masse populaire ne voulut pas se contenter des promesses et des affirmations de Ledru-Rollin et elle proclama l'Assemblée dissoute, pendant que Barbès, qui s'était rendu à l'Hôtel de Ville, y installait un Gouvernement insurrectionnel.


Cette émeute fut facilement réprimée par la garde nationale et la garde mobile.

Les citoyens Blanqui, Raspail, Sobrier et Flotte furent arrêtés comme étant les principaux meneurs. Le citoyen Émile Thomas, directeur des ateliers nationaux, fut également incarcéré, car les chefs du parti socialiste s'étaient vantés d'avoir une armée toute prête dans les ateliers nationaux.

Le citoyen Trouvé-Chauvel remplaça comme préfet de police le citoyen Caussidière, qui n'avait pas su prévoir l'échauffourée.

La journée de 15 mai à Paris est une des plus extraordinaires de l'histoire parlementaire. Jamais on n'avait été témoin d'un Gouvernement renversé et réinstallé dans la même journée, sans qu'il y ait eu d'effusion de sang.

Dans les départements, des désordres, de peu d'importance, n'eurent pas de suite. A Lyon, la tranquillité, un instant troublée, avait été bientôt rétablie grâce à la ferme attitude de la garde nationale.

 A Grenoble, ces faits passèrent presque inaperçus et nos concitoyens ne les connurent que par les dépêches suivantes.

Le 15 mai, à 5 heures et demie du soir, parvenait à la Préfecture le télégramme suivant :

Le Ministre de l'Intérieur aux Commissaires du Gouvernement.

Une tentative insensée a eu lieu contre l'Assemblée nationale, mais sans aucun succès. Le Gouvernement prend des mesures énergiques.

Pour copie : *Le Directeur des Télégraphes,*

Signé : Ch. OLLIVAUT DU PLESSIS.

Le 17 mai, 8 heures du matin, le Ministre de l'Intérieur adressa ce nouveau télégramme aux Commissaires du Gouvernement :

Le calme, un instant troublé avant-hier, est partout rétabli dans Paris, où règne le meilleur esprit. Le citoyen Caussidière a donné sa démission. La garde nationale occupe la Préfecture de police. La confiance renaît partout. Les fonds ont considérablement haussé.

Le « citoyen » Louis-Napoléon Bonaparte. — Le 25 mai, le « citoyen » Louis-Napoléon Bonaparte avait adressé, de Londres, une longue lettre à l'Assemblée nationale, demandant le motif exclusif à son égard du maintien de la loi d'exil qui frappait la famille impériale depuis 1816. Il déclarait « revendiquer seulement ses droits de citoyen français, sans vouloir faire acte de prétendant ».

Le 12 juin, par une dépêche télégraphique, le Ministre de l'Intérieur enjoignait aux commissaires du Gouvernement de « faire arrêter Charles-Louis-Napoléon Bonaparte ». Le lendemain 13, cet ordre était retiré, comme l'indique cet autre télégramme :

Louis Bonaparte vient d'être admis par l'Assemblée nationale comme représentant du peuple. Regardez comme nonavenus les ordres dont il s'agit dans ma dépêche télégraphique d'hier. — Paris jouit de la plus parfaite tranquillité.

Louis-Napoléon Bonaparte avait été élu représentant dans les départements de la Seine, de l'Yonne, de la Sarthe, de la Charente-Inférieure et de la Corse.

Par une seconde lettre datée de Londres, 3 juillet 1848, et adressée au président de l'Assemblée nationale, Louis-Napoléon Bonaparte donnait sa démission de représentant du peuple ; « le moment n'est point encore venu, disait-il, de participer aux travaux de l'Assemblée, je crois devoir attendre ».

Quelques jours plus tard, Louis Bonaparte revenait sur cette décision et prenait place à l'Assemblée nationale.

Les journées de juin 1848. — Après d'ardentes discussions au sein de l'Assemblée, un décret prononça, le 23 juin, la dissolution des ateliers nationaux ; ce fut le signal des sanglantes journées de juin qui furent une atroce guerre civile telle qu'on n'en avait point vu encore. L'Assemblée, qui s'était déclarée en permanence, reçut la démission de la Commission exécutive et investit de la dictature le général Eugène Cavaignac, récemment nommé ministre de la Guerre. Il ne parvint à réprimer l'insurrection qu'après une lutte de quatre jours (du 23 au 26 juin) pendant lesquels on se battit, des deux côtés, avec une égale bravoure et le même acharnement.

Ces journées, qui avaient coûté la vie à 5,000 personnes parmi lesquelles sept généraux et l'archevêque de Paris, Monseigneur Affre, tué au moment où il essayait de s'interposer entre les combattants, devaient être funestes à la République.

 A Grenoble, divers télégrammes annoncèrent ces tristes événements ; les voici :

Paris, 24 juin 1848, 9 heures.

Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets.

Plusieurs chefs des ateliers nationaux ont fomenté des troubles graves dans Paris. Des barricades ont été élevées. La garde nationale, la garde nationale mobile, la troupe de ligne et la garde républicaine ont fait courageusement leur devoir, et en ce moment elles sont maîtresses sur tous les points.

Le Directeur du Télégraphe,
COLLACHE.

24 juin, 1 heure et demie du soir.

Le Chef du Pouvoir exécutif aux Préfets.

Par décret de l'Assemblée nationale, Paris est mis en état de siège et l'Assemblée nationale est en permanence. Le pouvoir exécutif est confié au général Cavaignac. La Commission exécutive a donné sa démission. Des barricades existent encore. L'accord de la garde nationale, de l'armée et de la mobile donne la certitude que l'ordre sera bientôt rétabli. Les gardes nationales de plusieurs villes sont déjà arrivées; leur exemple doit être imité. La République sortira triomphante de cette dernière lutte contre l'anarchie.

Signé : CAVAIGNAC.

Le Préfet de l'Isère aux citoyens du département.

CITOYENS,

De graves désordres viennent d'éclater à Paris, mais grâce aux mesures énergiques qui ont été prises, à l'union intime de la garde nationale et de l'armée, les tentatives d'anarchie ne prévaudront pas.

Citoyens, rassurez-vous ! cette dernière lutte ne fera que prouver l'impuissance de ceux qui l'ont provoquée. La République en sortira plus forte et plus respectée.

Grenoble, le 25 juin 1848.

Le Préfet de l'Isère,

Ferd. REYMOND.

24 juin 1848, 7 heures du soir.

Le Ministre de l'Intérieur au Préfet de l'Isère.

La Commission du pouvoir exécutif a donné sa démission. L'Assemblée nationale a concentré les pouvoirs du Gouvernement sur le général Cavaignac, ministre de la Guerre. L'autorité est entièrement maîtresse de la situation.

Grenoble, le 25 juin 1848.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*

Ferd. REYMOND.

25 juin 1848, 9 heures du matin.

Le Ministre de l'Intérieur aux Préfets et Sous-Préfets.

Des corps de citoyens armés pour la défense de la République et de la société menacée arrivent à chaque instant. L'insurrection est refoulée dans l'*Est* de la ville. La conduite de la garde nationale et de l'armée est admirable. La confiance dans le chef du pouvoir exécutif et dans l'Assemblée nationale est complète.

Que tous les bons citoyens se lèvent ; il faut en finir avec les ennemis de l'ordre et de la République.

Signé : Jules BASTIDE.

25 juin, 4 heures et demie du soir.

La cause de l'ordre et de la République triomphe. L'arrivée de la garde nationale des départements a exercé une influence immense. La marche sur Paris ne doit pas être arrêtée.

Pour copie : *Le Directeur du Télégraphe,*
Ch. OLLIVAUT DU PLESSIS.

25 juin, 5 heures du soir.

La cause de l'ordre et de la vraie République triomphe. La garde nationale et l'armée enlèvent tous les obstacles. La patrie et la société sont sauvées ; de tous les départements des secours arrivent.

Grenoble, le 26 juin 1848.

Pour copies conformes : *Le Préfet de l'Isère,*
Ferd. REYMOND.

Paris 27 juin, 8 heures et demie du matin.

Le Ministre de l'Intérieur aux Préfets et Sous-Préfets.

Paris jouit aujourd'hui de la plus parfaite tranquillité. Tout est rentré dans l'ordre.

Pour copie : *Le Préfet de l'Isère,*
Ferd. REYMOND.

Paris, 28 juin 1848, 9 heures du matin.

Le Chef du pouvoir exécutif aux Préfets et Sous-Préfets.

Suspendez partout le mouvement des gardes nationales sur Paris, où leur présence serait inutile. Remerciez-les bien, au nom de la patrie, de leur généreux empressement.

28 juin, 6 heures et demie du soir.

Le Ministre de l'Intérieur aux Préfets et Sous-Préfets.

Le général Cavaignac vient d'être chargé du pouvoir exécutif par un vote de l'Assemblée nationale, avec le titre de président du Conseil ; il nommera ses ministres.

28 juin, 7 heures et demie du soir.

*Le Ministre des Affaires étrangères aux Préfets
et Sous-Préfets.*

Sont nommés ministres : Justice et Affaires étrangères, les mêmes ; Intérieur, Sénart ; Travaux publics, Recurt ; Commerce, Tourret ; Guerre, Lamoricière ; Marine, Leblanc ; Finances, Goudchaux.


Grenoble, le 30 juin 1848.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*

Ferd. REYMOND.

Quelques soulèvements sérieux éclatèrent à Marseille et à Lyon ; ils furent réprimés avec le concours de l'armée et de la garde nationale.


Les sanglantes journées de juin n'eurent pas de contre-coup dans notre ville.

 Les communications étaient alors très difficiles. Les informations de presse s'en ressentiaient. A Grenoble, les journaux locaux, le *Patriote des Alpes* et le *Courrier de l'Isère* publiaient tardivement les nouvelles de la capitale. A cette époque, pour la première fois, on vit dans nos rues la vente au numéro,

(0,10 centimes), des feuilles imprimées à Paris, telles que la *Liberté* et le *Pamphlet* qui soutenaient les idées réactionnaires.

Ateliers nationaux et municipaux. — Nous avons dit précédemment que, le 23 juin, un mouvement insurrectionnel s'était produit à Paris, à la suite de la suppression des ateliers nationaux, ateliers où tout ouvrier sans travail était admis et recevait deux francs par jour pour salaire.

Faisons un retour en arrière et mentionnons les documents que nous avons rencontrés dans nos recherches concernant cette très importante question.

 A Grenoble, dès 1847, l'Administration locale, sur l'invitation de l'État, avait organisé des ateliers dits *ateliers municipaux de charité* plus importants encore que par le passé.

L'État apportait, en cette occasion, un concours pécuniaire pour le tiers des sommes votées par les communes.

L'ensemble des crédits adoptés par nos édiles s'élevait à 56,000 francs, ces crédits étaient employés à des travaux de grande utilité.

L'année suivante, le Gouvernement ouvrit à Paris les fameux « ateliers nationaux ».

Dans notre cité, sous la poussée des mêmes sentiments que ceux de la capitale, l'installation définitive « d'ateliers municipaux » fut résolue par la municipalité.

Nous pensons qu'il est bon de mettre sous les yeux du lecteur la circulaire du maire, M. Farconet, datée de mars 1848.

Le Maire provisoire de la ville de Grenoble à ses Concitoyens.

CONCITOYENS,

La Révolution qui vient de s'accomplir a eu pour but principal le droit de *vivre en travaillant*, et doit avoir pour résultat la solution du grand problème de l'*organisation du travail*. Le Gouvernement provisoire de la République française a solennellement reconnu ce fait et pris engagement, par sa déclaration du 24 février dernier :

Le Gouvernement provisoire de la République française s'engage

à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail. Il s'engage à garantir de l'ouvrage à tous les citoyens.

Mais cette organisation du travail ne peut être l'œuvre d'un jour. C'est pourquoi, Concitoyens, en attendant que l'Assemblée constituante, qui va sortir de l'élection populaire, en ait posé les bases et que l'État soit en mesure d'ouvrir des ateliers nationaux, nous ne devons pas rester inactifs. Déjà la Commission municipale provisoire a préparé d'urgence quelques travaux qui vont commencer cette semaine. Elle s'occupe activement à en étudier d'autres. Mais les ressources disponibles de la caisse municipale pourront ne pas être en rapport avec nos désirs et les besoins à satisfaire. D'honorables citoyens l'ont compris, et nous avons notamment reçu la lettre suivante :

« Aujourd'hui que le noble drapeau républicain réunit autour de lui tous les cœurs français, l'heure est venue de prouver que sa devise de fraternité n'est pas un vain mot !

« Après les programmes, les actes.

« Il est des travailleurs qu'il faut soulager.

« Ouvrez des ateliers de travail et faites appel aux bons citoyens pour vous aider dans vos efforts.

« Que chacun s'inscrive selon ses moyens.

« Inscrivez-moi pour cent francs dans cette œuvre de bienfaisante justice.

« Agréez..., etc.

« Signé : R. COTTA VOZ. »

Cet exemple de patriotisme et d'humanité sera sans doute suivi. Jamais il ne fut fait inutilement appel à notre généreuse population grenobloise.

Aujourd'hui, plus que jamais, cet appel doit être entendu. Le travail est une dette de la société : le peuple n'en réclame pas les arrérages ; que tous ceux qui le peuvent contribuent du moins à l'acquitter sans retard.

Les offrandes et les souscriptions seront reçues dans les bureaux de la Mairie et des deux journaux de la localité, ou versées entre les mains des capitaines de la garde nationale.

Le Maire provisoire,

Frédéric FARCONET.

La souscription, à laquelle l'Administration municipale donnait son appui officiel, fut accueillie avec sympathie par nos concitoyens.

La Commission chargée par la Municipalité de recueillir les fonds était composée de MM. Bovier-Lapierre, Permezel, Ducoin, Vendre, Gruyer, Gaillard, Gautier et Cottavoz.

Cette souscription, lancée le 2 mars, atteignit, le 29 avril, la somme de 25,585 francs et fut finalement portée à 39,005 francs.

Pour compléter les crédits nécessaires au fonctionnement de ces ateliers, la Municipalité alloua 46,563 francs, ce qui porta la somme totale, souscription comprise, à 85,568 francs.

Grâce à ces ressources, on put accomplir l'œuvre projetée, les « ateliers municipaux » fonctionnèrent aussitôt et jusqu'au 15 juillet; sur les divers chantiers on compta cinquante-six ouvriers.

Malgré les déféctuosités d'organisation de ces ateliers, il n'y eut pas à constater d'incidents et beaucoup de personnes se firent les apologistes de la mise en pratique de « la théorie du droit au travail ».

L'application des idées des sociologues du temps fut soutenue, par un de nos compatriotes, M. Brun, avocat, dans une brochure, parue à Grenoble, en 1848.

Les « ateliers municipaux » continuèrent, sous d'autres appellations, à fonctionner jusqu'en 1857. Pour les exercices 1850, 1851, 1852, il fut employé des sommes variant annuellement de 4,000 à 6,500 francs; pendant les exercices 1853, 1854, 1855 et 1856, nous revenons à une situation analogue à celle des années 1846 et 1847.

Voici les principaux travaux exécutés durant le fonctionnement des « ateliers municipaux de charité » : prolongement du grand égout qui traversait le centre de la ville, chemins vicinaux, terrassement au jardin des plantes, ouverture d'un bassin et nivellement au Polygone, terrassement à la Porte de France, plantation d'arbres à l'Esplanade, déblaiement de la crypte de Saint-Laurent, établissement de la place d'Armes, transformation des places Saint-Joseph et Saint-Louis, élévation des digues du Drac, etc.

En 1898, M. J. de Beylié a publié, sous le titre *Les ateliers*

municipaux de charité à Grenoble, 1846-1857, une communication des plus intéressantes faite à la Société de statistique de l'Isère.

Service solennel en l'honneur des victimes de juin. — 6 juillet 1848. — Le Préfet de l'Isère faisait parvenir, daté du 3 juillet, l'imprimé suivant aux Sous-Préfets et Maires du département :

CITOYEN,

Une dépêche télégraphique du Ministère de l'Intérieur me transmet l'ordre de l'Assemblée nationale de faire célébrer partout, jeudi prochain 6 du courant, un service funèbre en l'honneur des citoyens morts pour la République dans les journées de juin.

Je vous invite à vous concerter immédiatement avec l'autorité religieuse de votre commune, et à donner des ordres pour que cette cérémonie funèbre réponde, par sa solennité, à l'immensité du deuil dans lequel ces jours néfastes ont plongé la France entière.

Salut et fraternité.

Le Préfet de l'Isère,

Ferd. REYMOND.

Le Maire de Grenoble recevait, le 4 juillet, une lettre manuscrite particulière, dont suit la teneur :

CITOYEN MAIRE,

Jeudi prochain 6 du courant, à 8 heures du matin, il sera célébré, à l'Esplanade de la Porte de France, une cérémonie funèbre en mémoire des citoyens morts pour la défense de la République, dans les journées de juin dernier.

En exécution du décret du 24 messidor an XII, j'ai l'honneur de vous convoquer pour assister à cette cérémonie.

Les fonctionnaires se réuniront à l'Hôtel de la Préfecture à huit heures moins un quart très précis.

Je vous prie de vouloir bien transmettre cette invitation aux citoyens adjoints et membres de la Commission municipale et aux commissaires de police.

Salut et fraternité.

Le Préfet de l'Isère,

Ferd. REYMOND.

De l'Évêché, également en date du 4 juillet, la communication ci-après, à M. le Maire de la ville de Grenoble :

MONSIEUR LE MAIRE,

J'ai l'honneur de vous prévenir que jeudi prochain 6 juillet, à huit heures précises, un service funèbre sera célébré sur l'Esplanade pour les victimes de juin dans la ville de Paris.

Recevez, etc...

† *Ph., évêque de Grenoble.*

De l'Administration municipale au citoyen pasteur de l'église réformée :

Grenoble, 4 juillet.

CITOYEN PASTEUR,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en exécution des dispositions prises, il doit être célébré partout, jeudi prochain, 6 du courant, un service funèbre en l'honneur des citoyens morts dans les journées de juin.

Vous voudrez sans doute, citoyen pasteur, faire dans cette circonstance ce que les usages de l'Église évangélique permettent en semblable occasion.

Signé : **LABORNE.**

Des invitations furent lancées par le Maire de Grenoble : au corps municipal, aux membres du bureau de charité, au conseil de répartition, aux directeurs de l'école primaire supérieure, de l'école d'enseignement mutuel et des écoles chrétiennes; au proviseur du lycée, aux directeurs des écoles normale, de dessin et de sculpture, des sourds et muets.

A M. le Général, commandant la subdivision de l'Isère, le Maire présenta la réclamation suivante :

L'Administration municipale n'appréhende pas le moins du monde que la tranquillité publique soit troublée demain à Grenoble, durant le service funèbre qui sera célébré à l'Esplanade. Toutefois, il règne dans la population une certaine inquiétude qu'il convient de dissiper au moyen de quelques mesures propres à rassurer les esprits craintifs.

C'est dans cet objet que j'ai l'honneur de vous prier de donner des

ordres pour qu'un piquet de cinquante hommes stationne, pendant la matinée de demain, dans les cours des quartiers de Bonne et de l'Oratoire et y soit à la disposition de MM. les Commissaires de police.

Je prescrais, de mon côté, à ces fonctionnaires de rester en ville avec leurs agents pour veiller au maintien de l'ordre.

Salut et fraternité.

La cérémonie du 6 juillet eut tout l'éclat désirable.

Dès le matin, Grenoble prit un aspect funèbre : les magasins et les boutiques restèrent fermés.

A la Préfecture se forma le rassemblement des corps constitués et des représentants des diverses administrations.

Les détachements des élèves des écoles, — trente-six par établissement, — avec leur bannière garnie d'un crêpe, étaient massés sur la terrasse du Jardin de Ville.

A huit heures et demie, le cortège se mit en marche, suivi de plus de dix mille personnes ; il parvint à neuf heures un quart à l'Esplanade.

A l'extrémité de l'hémicycle on avait dressé une pyramide quadrangulaire enveloppée de draperie noire, portant à son faite une couronne de chêne et de laurier.

Deux trophées d'armes étaient placés sur les deux côtés du cénotaphe ; sur la draperie flottante se détachait, en grosses lettres blanches, cette inscription : « Aux Citoyens morts pour la République. — Juin 1848. »

Au-devant de la pyramide s'élevait sur des gradins une chapelle dont le portail, œuvre d'un artiste distingué, M. A. Debelle, était une copie exacte de celui de l'église Sainte-Trophyme, à Arles.

De chaque côté des gradins étaient des trépieds funéraires où brûlait l'encens ; à droite et à gauche du cénotaphe, deux larges espaces libres destinés à recevoir les autorités civiles et militaires.

Au-devant de ces hémicycles étaient plantés quatre mâts de couleur blanche, largement espacés, et au sommet desquels flottait une flamme de crêpe.

Au milieu et dans l'axe de l'Esplanade, un catafalque encadré

par quatre urnes funéraires, et autour duquel allaient être récitées les prières des morts, avait été établi.

La garde nationale et la garnison vinrent se ranger en colonnes sur le lieu de la cérémonie. L'état-major général de l'armée des Alpes, toutes les autorités civiles et militaires, la cour d'appel, les membres des tribunaux civil et de commerce, le barreau, les écoles prirent place sur l'amphithéâtre réservé ; la compagnie des sapeurs-pompiers de Saint-Martin-le-Vinoux aidait au service d'ordre. Une foule nombreuse stationnait, attentive et recueillie, sous les arbres de la double promenade.


La messe fut célébrée par un des grands vicaires, assisté de tout le clergé. Pendant l'office, la musique des régiments et celle de la garde nationale exécutaient des morceaux funèbres. De cinq minutes en cinq minutes retentissaient des salves d'artillerie, et le bruit du canon se prolongeait dans nos montagnes comme un écho lugubre de cette imposante solennité.

Après l'absoute, chantée autour du catafalque, la garde nationale, l'armée et les écoles défilèrent, au son de la musique militaire, au-devant de la chapelle, où s'étaient placés le général, le préfet, l'état-major et toutes les autorités civiles et militaires.

Ce service funèbre revêtit un caractère grandiose ; l'ordre ne fut aucun instant troublé.

Une lithographie de Debelle, qui eut un grand succès, reproduisit cette solennité mémorable.


Au retour, des groupes compacts de citoyens parcoururent les rues en chantant des refrains patriotiques. Cette animation dura jusqu'au soir.

 **Élections municipales.** — Le dimanche 30 juillet eurent lieu les élections municipales de la ville de Grenoble ; le nombre des votants était de 2,762, la majorité absolue de 1,382.

Premier tour de scrutin. — Furent élus conseillers municipaux : les citoyens Royer, Leborgne, Taulier, Sestier, Bovier-Lapierre, Joseph Rey, Anthoard, Barault, Gaillard, Joseph Arnaud, Duhamel, Michal-Ladichère, Charles Nicolas, Paul aîné, H. Bouvier, Navizet fils, Crozet, Girard père, Eymard-Duvernay, Léon Michal, Bernard père, Bache, Henri Giroud.

Deuxième tour de scrutin. — Les citoyens Thevenet jeune, Bigillion, Clopin, Gruyer, élus.

Municipalité. — Le 17 août, furent nommés : maire de Grenoble, le citoyen Jean-Auguste-Adolphe Anthoard ; adjoints, les citoyens Augustin Bovier-Lapierre, François-Marie Bigillion et Henri Giroud.

 **Comité républicain.** — Un certain nombre de républicains fondèrent, le 10 novembre 1848, le *Comité républicain démocratique* pour la défense de la souveraineté nationale et de tous les principes inaugurés en février 1848.

De l'appel lancé par les organisateurs, nous extrayons les lignes suivantes :

La Commission provisoire du *Comité républicain démocratique* invite les citoyens qui voudront faire partie de ce comité à se présenter au secrétariat pour recevoir leur carte d'admission. La première réunion aura lieu vendredi 10 novembre, à six heures du soir, à la salle de spectacle.

Les Membres du bureau de la Commission provisoire :

Laurent MICHAL, *président* ; THEVENET jeune, ROYER, *président à la Cour*, *vice-présidents* ; C. BLANCHET, *avoué*, H. BENOIT, *secrétaires* ; Victor GIROUD, Alexandre FAYEN, *trésoriers*.

Ce comité devait, plus tard, combattre avec énergie la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République.

La Constitution de 1848. — Le 4 novembre, l'Assemblée nationale vota la Constitution par 739 voix contre 30. En voici quelques extraits :

Art. 20. — Le peuple français délègue le pouvoir législatif à une Assemblée unique.

Art. 21. — Le nombre total des représentants sera de sept cent cinquante.

Art. 24. — Le suffrage est direct et universel.

Art. 30. — L'élection des représentants se fera par département et au scrutin de liste.

Art. 43. — Le peuple français délègue le pouvoir exécutif à un citoyen qui reçoit le titre de Président de la République.

Art. 45. — Le président de la République est élu pour quatre ans...


La Constitution fut promulguée le 12 novembre ; elle proclamait les principes généraux de 1789, confirmant les décrets du Gouvernement provisoire relatifs à la peine de mort et à l'abolition de l'esclavage, et établissant une république démocratique reposant sur le suffrage universel.

Une assemblée législative, élue pour trois ans au scrutin de liste et au suffrage direct et ne pouvant être dissoute, était investie du pouvoir législatif ; elle nommait elle-même les membres du Conseil d'État chargé d'élaborer les projets de lois et les décrets.

Le pouvoir exécutif était confié à un président responsable, élu pour quatre ans également par le suffrage universel et rééligible seulement après un intervalle de même durée.

L'Assemblée avait rejeté un amendement de M. Grévy qui, en proposant que le président fût nommé par elle pour un temps illimité et fût toujours révocable, tendait à « prévenir le danger résultant de deux pouvoirs issus d'une même origine ».

Promulgation de la Constitution. — Par décret du 6 novembre, le chef du pouvoir exécutif invitait toutes les villes de France à célébrer par une grande fête la promulgation de la Constitution.

 A Grenoble, le Maire adressa à ses concitoyens la proclamation suivante :

CITOYENS,

L'Assemblée nationale a décrété que la Constitution serait proclamée solennellement sur la place publique, en présence du peuple.

Le même jour, sur tous les points de la France, trente millions de citoyens prendront part à cette fête démocratique.

Citoyens de Grenoble, unissez-vous à la grande pensée des représentants élus par le suffrage universel ; elle est digne de vous. Que chaque citoyen assiste à cette solennité avec le calme qui convient à des hommes pénétrés de leurs droits et de leurs devoirs.

Par votre empressement, prouvez aux ennemis de la République, si elle pouvait en avoir encore, que vous mettez à conserver vos libertés la même ardeur que vous avez mise à les conquérir.

Désormais, pour tout homme raisonnable, la Révolution est accomplie. La République est le seul Gouvernement possible. Le temps des prétentions monarchiques est passé, et si des hommes égarés un moment par leur folle ambition avaient pu concevoir la pensée de vous ramener en arrière, qu'ils cessent de nourrir de coupables espérances en vous entendant répéter avec les magistrats de la cité :

VIVE LA CONSTITUTION ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Grenoble, le 18 novembre 1848.

Le Maire,

ANTHOARD.

La Constitution fut proclamée le 19 novembre 1848, sur la place d'Armes, dont cette solennité fut l'inauguration.

Au point du jour, une salve de vingt et un coups de canon annonçait la fête.

A dix heures et demie du matin, le cortège des autorités civiles et militaires, escorté de la garde nationale et de l'armée, quittait l'Hôtel de Ville.

Les tambours battaient aux champs, les musiques militaires exécutaient des airs patriotiques et le canon tonnait.

Le cortège traversa la place Saint-André, la Grande-Rue, la place Grenette, la rue Saint-Jacques et la rue Plantée.

En tête marchait le citoyen Maire portant la Constitution.

Après les autorités venaient les différentes écoles, précédées de leur bannière.

Au centre de la place d'Armes s'élevait une tribune : les troupes étaient rangées sur les quatre côtés : autour de la tribune se pressait la foule.

Deux coups de canon annoncèrent la lecture de la Constitu-

tion. Cette formalité accomplie, des vivats retentirent, puis le cortège, suivi de la foule, se rendit, par la rue Plantée et la rue Très-Cloîtres, à l'église Notre-Dame.

Là, un *Te Deum* fut chanté et M^r Philibert de Bruillard, évêque de Grenoble, donna la bénédiction, pendant que retentissait une nouvelle salve d'artillerie et que les cloches de toutes les paroisses sonnaient à grande volée.

Le cortège revint ensuite à l'Hôtel de Ville ; la cérémonie s'acheva à la chute du jour par une salve de vingt et un coups de canon. Les édifices publics et beaucoup de maisons particulières furent illuminés, l'animation était extraordinaire.

Le lendemain, à midi, le bureau de bienfaisance distribua des secours aux indigents.

D'une circulaire ministérielle du 9 novembre, nous relevons que le département de l'Isère était compris pour une somme de 4,500 francs dans les secours à l'indigence votés par l'Assemblée nationale, à l'occasion de la promulgation de la Constitution.

La part de la ville de Grenoble, d'après sa population, fut de 170 francs.

Élection présidentielle. — Les candidats. — 10 décembre 1848. — L'élection du Président de la République fut fixée, pour toute la France, au 10 décembre 1848.

Cinq candidats étaient en présence : Louis-Napoléon Bonaparte, le général Cavaignac, Ledru-Rollin, Lamartine et Raspail.

Nous écrirons plus loin la biographie du premier ; nous croyons devoir donner à cette place quelques détails sur les suivants :

Le général Cavaignac. — Le général Cavaignac (Louis-Eugène), frère de Godefroy Cavaignac, homme politique, naquit à Paris le 15 octobre 1802. Élève de l'École Polytechnique, puis de l'École d'application de Metz, il prit part comme capitaine à l'expédition de Morée et partit pour l'Afrique où il conquist ses autres grades.

Dans cette campagne, il se distingua par son courage et mérita les éloges du duc d'Aumale.

Promu général en 1841, il reçut le commandement de la subdivision de Tlemcen, puis en 1847, il succéda à Lamoricière comme gouverneur de la province d'Oran.

Enfin en mars 1848, après la proclamation de la République, Cavaignac fut nommé général de division et gouverneur militaire de l'Algérie.

Élu représentant du peuple par les départements de la Seine et du Lot, il rentra à Paris le 17 mai, se rangea parmi les républicains modérés et accepta le portefeuille de la Guerre.

Au moment de l'insurrection de juin, le général Cavaignac fut investi, le 23, du commandement de la force armée. Il attendit, avant d'engager la bataille, que toutes les troupes de Paris et des garnisons voisines fussent massées autour de lui. Mais les progrès de l'insurrection furent si rapides que le lendemain 24 toute la capitale était en feu.

L'Assemblée, épouvantée, vota la concentration entre les mains du général. Cavaignac agit alors avec vigueur; vingt-quatre heures après, l'insurrection était écrasée.

Le 28, Cavaignac remit ses pouvoirs dictatoriaux entre les mains de l'Assemblée nationale, qui, sur la proposition de Martin (de Strasbourg), le nomma chef du pouvoir exécutif. Il gouverna appuyé sur l'Assemblée, considéré comme un sauveur et estimé de ses adversaires pour sa parfaite honnêteté.

Ledru-Rollin. — Le troisième candidat à la présidence de la République, M. Ledru-Rollin, naquit au Mans le 2 février 1808. Il était fils du médecin Ledru, membre de l'Académie de médecine, et petit-fils du physicien Nicolas-Philippe Ledru, si connu comme prestidigitateur sous le nom de Comus.

Ledru-Rollin, après de bonnes études, suivit avec succès les cours de droit, conquit rapidement les grades de licencié et de docteur et se lança, dès 1830, dans la carrière du barreau.

Pour se distinguer d'un confrère homonyme, M. Charles Ledru, il ajouta à son nom celui de Rollin, son aïeule maternelle. Il se fit remarquer dans de nombreux procès politiques qui se succédèrent sous le Gouvernement de Juillet. En même

temps il menait de front plusieurs travaux de jurisprudence. En 1838, il acheta une charge d'avocat à la Cour de cassation. En 1839, il se présenta à Saint-Valéry-sur-Somme comme candidat à la députation. Il échoua. Deux ans plus tard, il fut nommé par les électeurs du Mans pour remplacer Garnier-Pagès. Le Gouvernement lui intenta un procès à cause de sa profession de foi républicaine et Ledru-Rollin, bien qu'il se présentât devant la Cour de cassation avec MM. Odilon-Barrot, Marie et Berryer pour défenseurs, fut condamné à la prison et à une forte amende. A la Chambre des députés, il fut l'orateur de la minorité républicaine et ne laissa passer aucune question importante sans la traiter à son point de vue. Ses discours avaient un grand retentissement. L'éclat de son talent, le rôle qu'il jouait excitèrent une vive sympathie chez une jeune et riche personne, fille d'un Français et d'une Anglaise, et élevée en Angleterre. On ménagea une entrevue au salon de peinture et le mariage fut immédiatement décidé. Il eut lieu dans la chapelle de la Chambre des députés, le 6 mai 1843; les témoins étaient Arago et Lamartine. En 1846, Ledru-Rollin se délivra de sa charge d'avocat à la Cour de cassation en subissant une perte de 110,000 fr. Il voulait se livrer tout entier à la politique, qui compromit sa fortune. Chef intrépide de la campagne des banquets, Ledru-Rollin se trouva naturellement, lors de la Révolution, être l'homme de la situation. On lui donna, sur sa demande, le Ministère de l'Intérieur. Il prit pour secrétaire général M. Jules Favre.

Tout d'abord il s'occupa d'envoyer des commissaires extraordinaires dans les départements, avec ordre de faire reconnaître la République. Quoiqu'il ne professât aucune doctrine nouvelle, il ne s'effrayait pas des nouveautés, il était, dans le Conseil, le seul appui de Louis Blanc. Il entrevoyait de brillantes perspectives dans l'avenir; « le peuple avait fait la Révolution, Ledru-Rollin fit la République » a écrit Maurice Alhoy dans sa biographie des représentants du peuple de 1848-49.

Lamartine. — Nous ne présenterons pas une étude biographique approfondie de Lamartine, le quatrième candidat à la présidence de la République.

En le faisant nous sortirions des limites que nous nous sommes tracées, et d'ailleurs plusieurs pages ne suffiraient pas pour établir le rôle qu'il a joué dans la politique de cette époque et mentionner ses œuvres littéraires.

Bornons-nous à marquer à sa place le nom de cet homme illustre.

Alphonse de Lamartine naquit à Mâcon en 1790. Il avait vingt-neuf ans quand parurent ses *Premières Méditations*, que quelques critiques regardent comme le plus beau de ses chants. Tout le monde applaudit « à cette explosion inattendue de poésie lyrique, la plus pénétrante, la plus intime et la plus personnelle, la plus mélodieuse enfin que la France eût encore connue et qui répondait si bien aux aspirations d'alors, singulièrement avides de rêve et d'idéal ». Les *Nouvelles Méditations* parurent en 1823 ; les *Harmonies poétiques et religieuses* en 1829. En 1830, il fut reçu membre de l'Académie française.

Lamartine entra à la Chambre des députés en 1834 et conquiert tout de suite une place prépondérante.

En 1835, il fit éditer son *Voyage en Orient*, œuvre de poésie plutôt que d'observation ; en 1836, *Jocelyn*, sorte de roman en vers qui n'était, dans la pensée de l'auteur, qu'un simple épisode d'un vaste poème devant embrasser toutes les époques de la civilisation. Il fit paraître, en 1847, l'*Histoire des Girondins*, son meilleur ouvrage en prose dans lequel « l'histoire se revêt de toute la poésie de l'épopée, de tout l'intérêt d'un roman ». Le *Cours familial de littérature* est toujours très apprécié.

La place indépendante que Lamartine conserva à la Chambre sous le régime parlementaire lui acquit une popularité que son attitude en 1848 accrut encore, mais qui s'évanouit lors de son alliance avec Ledru-Rollin et des journées de juin.

Raspail. — Le dernier candidat, Raspail, le célèbre médecin-chimiste, était né en 1794. Pendant la Restauration et le Gouvernement de Juillet il avait compromis, par ses idées politiques, ses idées scientifiques. Raspail considérait « le droit de propriété comme une illusion de l'amour-propre ». Toutefois il s'élevait contre le bouleversement de la propriété : « L'égalité des biens, disait-il, ne durerait pas deux heures. » « Détruisons,

disait-il, l'ignorance et les besoins, et nous aurons détruit les vices; détruisons la crainte du lendemain et nous aurons détruit l'égoïsme de ceux qui possèdent; rendons tous les hommes heureux, et au même instant nous les aurons rendus tous frères. »

La campagne électorale. — Les débats pour l'élection du Président de la République furent très mouvementés. La campagne, menée avec activité de part et d'autre, ne fut cependant pas marquée par d'incidents sérieux.

A Paris, dans les séances des « Clubs démocratiques », on discuta longuement les titres des divers candidats.

Les ouvriers et les républicains avancés soutenaient Ledru-Rollin et Raspail; les libéraux et les républicains modérés, le général Cavaignac. Louis-Napoléon Bonaparte avait pour lui les anciens partisans de l'Empire, une grande partie de la bourgeoisie et surtout l'appui des habitants des campagnes et de l'armée.

Dans son manifeste électoral, le prince avait dit : « Quand on a l'honneur d'être à la tête du peuple français, il y a un moyen infaillible de faire le bien, c'est de le vouloir. »

La candidature de Lamartine rencontra peu d'adhésions et dès les premiers jours on put considérer son échec comme certain.

L'esprit des villes de provinces était, à peu de chose près, semblable à celui de la capitale.



A Grenoble, divers comités s'étaient formés.

Le principal fut celui qui soutenait la candidature du général Cavaignac.

Les républicains de notre ville se déclaraient, très ouvertement, hostiles à Louis-Napoléon Bonaparte.

Nous avons été assez heureux de pouvoir retrouver la proclamation du Comité républicain, imprimée sur papier rose. La voici en son entier.

L'affiche rose.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

Comité central démocratique de l'Isère.

CANDIDATURE DU GÉNÉRAL CAVAIGNAC

CITOYENS ÉLECTEURS,

Voici le jour suprême ; à cette heure la France prononce sur sa destinée.

Attention, Citoyens ! recueillons-nous, soyons graves : jamais journée n'a renfermé dans son sein de telles tempêtes ou de telles prospérités ; n'approchons donc de l'urne électorale qu'avec un profond recueillement.

Aujourd'hui, le peuple français va faire savoir au monde qui le contemple s'il est digne de la liberté, ou bien, nous le disons en frémissant, s'il veut courir à l'esclavage.

Le scrutin va nous dire si le dépôt de la grandeur de nos pères nous est cher, si tant de sang versé pendant soixante ans, si tant de luttes, tant d'efforts d'intelligence, si cette longue aspiration d'un grand peuple vers une ère de bonheur qui approchait enfin, si tant de gloire acquise par les héros de la guerre et par les héros de la paix auront épuisé nos courages et n'auront abouti qu'à la décadence, à la servitude.

Citoyens, oui, ne vous y trompez pas, c'est ainsi, ce n'est pas autrement que se dresse devant nous la question formidable que vous résolvez en ce moment.

Encore une fois, prenons garde à nous !

Réunis pour élire le chef de la nation, n'allons pas, par un inexplicable vertige, remettre nos destinées au hasard ; ne nous perdons pas dans l'obscurité, dans l'abîme de l'inconnu.

Parce qu'un homme se dit l'héritier de l'Empereur, lui qui n'a jamais rien fait pour la patrie, lui qui n'a pas même vécu dans son sein, lui que nous ignorons comme il ignore nos lois, nos mœurs, nos besoins, lui qui nous fait ces promesses banales qu'aucun ambitieux n'a jamais épargnées aux peuples, lui dont les amis inondent le pays de paroles trompeuses, voudrions-nous, nous Français, char-

ger ce pilote inexpérimenté de nous guider sur la mer orageuse de notre révolution encore semée de tant d'écueils ! . . .

Non, mille fois non ; nous ne ternirons pas ainsi notre gloire, nous ne renoncerons pas ainsi à notre réputation de bon sens et de patriotisme. Napoléon lui-même, le grand Napoléon, nous désavouerait, il nous prendrait en pitié.

Citoyens, portons nos suffrages sur le général Cavaignac : il a servi la patrie, lui, et pendant de longues années ; il l'a sauvée dès son arrivée au pouvoir ; souvenons-nous des terribles journées de Juin ! Ingrats que nous serions, peuple indigne de la protection du ciel, si nous ne savions récompenser nos grands citoyens ! Avec le général Cavaignac, nous conservons la sympathie des peuples ; avec lui, nous marchons vers la paix, vers l'ordre, vers la liberté calme, sage et durable ; nommons l'homme qui a bien mérité de la patrie, l'homme désintéressé, simple dans ses mœurs, soldat, orateur et qui, les yeux fixés sur cette grande et belle République américaine, aspire de toute son âme à la gloire de Washington, mille fois préférable à celle des conquérants.

Vive la République donc ! et pour la sauver, nommons tous le général *Eugène Cavaignac*.

LEBORGNE père, *président* ; ROYER, MICHAL-LADICHÈRE, LAPIERRE, *vice-présidents* ; V. GIROUD, VENDRE, BIGILLION, *secrétaires* ; CROZET, GIRARD père, ALEZINA, BACHE, CLOPIN, BÉRANGER, MARGOT, HAUQUELIN, PERMEZEL, MICHAUD, DURAND jeune, Hippolyte BOUVIER, GRUYER, Jules NICOLAS, BIGOURDAT fils, FLEURY, DUCHON, RIVOIRE fils, négociant, JAY père, avoué, Léon ACCARIAS, négociant, BLANC, commissionnaire, SALVIANY père, négociant, RICOUD, négociant, MERMIER, négociant, BRESSAUD, négociant, CHEVALLIER, rentier, LEBORGNE fils, COUTHON, propriétaire, PEGOUD, greffier, Eugène ROBERT, négociant, SORREL, avoué, CONNERAD, rentier, FÉVRIER fils, BROSSARD, garde du génie, MIARD, avoué, MASSOT, négociant, GALLIARD, gantier, *membres de la Commission*.

Grenoble, Imprimerie de F. ALLIER PÈRE et FILS, Grand' Rue, cour de Chaulnes.

Comité central démocratique de l'Isère pour l'élection du Président de la République. — Dans une réunion nombreuse de citoyens voulant sincèrement : la République démocratique ; l'ordre qui doit la raffermir ; l'économie, le travail qui peuvent la faire pros-

pérer ; en un mot, toutes les réformes sages, toutes les améliorations désirées, tous les progrès contenus en germe dans nos nouvelles institutions, il a été décidé qu'un *nouveau* comité électoral sera constitué sous le titre de *Comité électoral démocratique*.

Une première assemblée générale aura lieu demain samedi, à sept heures du soir, dans la salle de l'Enseignement mutuel.

Tous les citoyens pénétrés de l'importance de l'élection qui se prépare et de la nécessité de s'unir contre des candidatures menaçantes pour la République ou prématurées, sont instamment priés de se rendre à cette réunion.

Les billets seront distribués dans la Salle des Concerts par les soins des commissaires provisoires, à partir d'aujourd'hui, d'une heure à cinq heures de l'après-midi, et demain samedi, de dix heures du matin à six heures du soir.

Grenoble, le 17 novembre 1848.

Les Commissaires provisoires :

LEBORGNE, BOYER, GIRARD, Victor GIROUD, ALEZINA, Victor MARGOT, NAVIZET fils, VENDRE, MICHAL-LADICHÈRE, CROZET, BIGILLION fils, avocat, FLEURY, négociant, DURAND jeune, Victor BIGOURDAT, BÉRENGER, directeur de l'Enseignement mutuel.

Le 22 novembre, la formation du bureau définitif fut ainsi établie :

Les citoyens Leborgne, *président* ; Royer, Michal-Ladichère et Lapierre, *vice-présidents* ; V. Giroud, Vendre et Alfred Bigillion, *secrétaires*.

La Commission se composa des citoyens : Crozet, Girard, Alezina, Bache, Clopin, Bérenger, Margot, Hauquelin, Permezel, Michaud, Durand, H. Bouvier, Gruyer, J. Nicolas, Bigourdat fils, Fleury, Duchon.

La candidature de Charles-Louis-Napoléon Bonaparte fut repoussée à l'unanimité et sur la proposition d'un des secrétaires, le citoyen Vendre, on acclama la candidature du général Cavaignac.

Élection du Président de la République. — Divers membres du Conseil général de l'Isère, interrogés par leurs commettants sur le choix à faire entre les candidats à la présidence de la République,

s'inspirant de leur dévouement aux intérêts moraux et matériels de la France, de leur amour pour l'ordre et pour la liberté, de leur désir d'assurer la paix et la prospérité publique ; fermement convaincus, en un mot, que de l'élection qui va avoir lieu dépend le salut de la Patrie, déclarent qu'ils voteront pour le général Eugène Cavaignac.

Grenoble, le 29 novembre 1848.

SAINT-ROMME, COUTURIER, FREYNET, ROYER, FAUGIER, CHOLLIER, PION, Adolphe PERIER, SESTIER, CROZET, DESAYES, MARCHAND, ROULLION, TERMET, MILLON, TOURMAIRE, CORRÉARD, Pierre JOURDAN, REYNIER, MARTIN, BALME, MICHAL-LADICHÈRE, E. BERTRAND, BERTIER, BERLIOZ, LHOSTE, EYMARD-DUVERNAY, tous *membres du Conseil général de l'Isère*.

Aux noms qui précèdent vinrent s'ajouter ceux des représentants du peuple Tranchand et Bertholon.

Résultats de l'élection. — Le 10 décembre, le peuple et l'armée procédèrent à l'élection du président de la République.


Les opérations du scrutin furent très mouvementées à Paris et dans les grandes villes.

Dans les communes, les électeurs se rendirent au lieu du vote ayant en tête le maire et le curé et précédés d'un drapeau.

Louis-Napoléon Bonaparte obtint 5,562,834 suffrages. Le général Cavaignac 1,469,166 voix. « Le parti radical et ouvrier put se compter : 370,119 voix données à M. Ledru-Rollin ; 36,226 à M. Raspail, chiffrèrent les sympathies qu'il rencontrait dans le pays. »

« Lamartine qui, dans les premiers mois de l'année, avait joui d'une si légitime popularité, ne réunit pas 20,000 voix. »

Louis-Napoléon Bonaparte fut élu.

 A Grenoble, le dépouillement des bulletins établit les résultats suivants :

Votants : 11,706 ; Louis-Napoléon Bonaparte, 8,092 voix ; le général Cavaignac, 3,074 voix. Sur 139,321 votants, pour le département de l'Isère, Louis-Napoléon Bonaparte obtint 113,420 suffrages et le général Cavaignac 21,244. Les autres voix furent

données aux citoyens : Ledru-Rollin, 2,533 ; Raspail, 308 ; Cavaignac, général, 135 ; Lamartine, 94 ; Bedeau, 13 ; François Arago, 11 ; Changarnier, 7 ; Lucien Bonaparte, 5 ; Bugeaud, 4.

Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République. —

On hâta la proclamation du président de la République pour éviter des démonstrations. Elle eut lieu le 20 décembre, à quatre heures de l'après-midi, à la fin d'une séance de l'Assemblée nationale. M. Armand Marrast donna la parole à M. Waldeck-Rousseau, rapporteur de la Commission chargée de vérifier l'élection.

Le rapport terminé, le général Cavaignac demanda la parole, monta à la tribune et s'exprima ainsi au milieu de l'émotion universelle : « Citoyens représentants, j'ai l'honneur d'informer l'Assemblée que MM. les Ministres viennent de remettre à l'instant entre mes mains leur démission collective. Je viens, à mon tour, remettre en les mains de l'Assemblée les pouvoirs qu'elle avait bien voulu me confier. L'Assemblée comprendra, mieux peut-être que je ne pourrais l'exprimer, quels sont les sentiments de reconnaissance que me laissera le souvenir de sa confiance et ses bontés pour moi. » Ces paroles, prononcées d'une voix ferme, furent suivies de longues salves d'applaudissements.

Les conclusions du rapport ayant ensuite été mises aux voix et adoptées à l'unanimité, le président, M. Armand Marrast, se leva et proclama le prince Charles-Louis-Napoléon Bonaparte président de la République française.

Au moment de prendre possession du pouvoir, le président Louis-Napoléon Bonaparte prêta serment devant l'Assemblée nationale, conformément à l'art. 48 de la Constitution ainsi conçu :

Art. 48. — « Avant d'entrer en fonctions, le Président de la République prête, au sein de l'Assemblée nationale, le serment dont la teneur suit : *« En présence de Dieu et devant le Peuple français, représenté par l'Assemblée nationale, je jure de rester fidèle à la République démocratique, une et indivisible, et de remplir tous les devoirs que m'impose la Constitution. »*

A la lecture de cet article faite par le président de l'Assemblée, Louis-Napoléon Bonaparte répondit : « *Je le jure.* »

Le prince président prononça ensuite une allocution dans laquelle il dit :

Les suffrages de la nation et le serment que je viens de prêter me commandent ma conduite future. Mon devoir est tracé, je le remplirai en homme d'honneur.

.....
Animé de cet esprit de conciliation, j'ai appelé près de moi des hommes honnêtes, capables et dévoués au pays, assuré que, malgré les diversités d'origine politique, ils sont d'accord pour concourir avec vous à l'application de la Constitution, au perfectionnement des lois, à la gloire de la République.

La nouvelle administration, en entrant aux affaires, doit remercier celle qui la précède des efforts qu'elle a faits pour transmettre le pouvoir intact, pour maintenir la tranquillité publique.

La conduite de l'honorable général Cavaignac a été digne de la loyauté de son caractère et de ce sentiment du devoir qui est la première qualité du chef d'un État.

Nous avons, citoyens représentants, une grande mission à remplir, c'est de fonder une République dans l'intérêt de tous et un gouvernement juste, ferme, qui soit animé d'un sincère amour du progrès, sans être réactionnaire ou utopiste.

Soyons les hommes du pays et non les hommes d'un parti, et, Dieu aidant, nous ferons du moins le bien, si nous ne pouvons faire de grandes choses.

Après ce discours, le prince président descendit et vint tendre la main au général Cavaignac. Celui-ci la prit sans se lever et tourna aussitôt la tête vers son voisin.

Le président de la République sortit de l'Assemblée accompagné de trois questeurs et de quelques représentants dévoués à sa personne. Il monta dans une voiture qu'on avait préparée, et vers cinq heures et demie du soir se dirigea, escorté d'un détachement de cavalerie, vers le palais de l'Élysée affecté à sa résidence.

Par décret du 20 décembre, le nouveau président de la République Louis-Napoléon Bonaparte composa son ministère de la manière suivante :

MM. Odilon-Barrot, ministre de la Justice, chargé de présider le Conseil des ministres en l'absence du président de la République; **Drouyn de Lhuys**, ministre des Affaires étrangères; **Léon de Malleville**, de l'Intérieur; général de division **Rulhière**, ministre de la Guerre; de **Tracy**, de la Marine et des Colonies; de **Falloux**, de l'Instruction publique et des Cultes; **Léon Faucher**, des Travaux publics; **Bixio**, de l'Agriculture et du Commerce; **Hippolyte Passy**, des Finances.

La situation économique de la France. — Les *Caisses d'épargnes*, créées en 1818, n'étaient qu'au nombre de 13 en 1830; en 1848, on en comptait 359 et 160 succursales.

L'instruction primaire avait été organisée par la loi de 1833. Cette loi établissait dans toute la France des écoles primaires à deux degrés, les unes élémentaires, les autres supérieures.

Toute commune devait avoir au moins une école publique élémentaire; chaque département, une école normale primaire pour former les instituteurs. L'instituteur communal devait recevoir un traitement fixe garanti par la commune ou par l'État et de plus une rétribution scolaire payée par les familles en état de l'acquitter. On organisa aussi des salles d'asile pour les jeunes enfants, des cours d'adultes et des écoles d'apprentis.

L'enseignement populaire prit aussitôt un rapide développement : de 1833 à 1848, le nombre des écoles primaires s'éleva de 31,000 à 47,000 donnant l'instruction à plus de deux millions d'enfants.

— En 1836 avait été votée la loi sur les chemins vicinaux; la loi de 1842 sur les chemins de fer ordonnait l'établissement de neuf grandes lignes, dont sept devaient rayonner de Paris aux frontières et au centre de la France, et les deux autres (Lyon à Strasbourg, Bordeaux à Marseille) desservir l'est et le sud-ouest de la France. Les dépenses devaient être supportées à la fois par l'État, les départements, les communes et les compagnies. La loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique permettait de se procurer les dépenses nécessaires au tracé : les indemnités, les terrassements et les travaux d'art étaient à la

charge de l'État ; l'installation des rails et du matériel, les frais d'exploitation et d'entretien, à celle des compagnies. Les chemins de fer, avec le matériel, devaient, au terme du bail signé avec les compagnies, faire retour à l'État.

En 1848, 2,868 kilomètres avaient été concédés, 1,821 kilomètres étaient en voie d'exploitation.

— A partir de 1834, il y eut, tous les cinq ans, une exposition des produits de l'industrie. La fabrication du sucre de betterave était neuf fois plus considérable en 1848 qu'en 1830 (54 millions au lieu de 6) ; celle du fer avait doublé ; elle s'était élevée de 2 à 4 millions et demi de quintaux.

Le commerce avait augmenté en proportion. Il s'était élevé, de 1,230 millions en 1830, à 2,340 millions au commencement de 1848.

1849

22 avril. Expédition romaine dirigée par le général Oudinot. — 28 mai. L'Assemblée législative remplace la Constituante; les républicains y sont en minorité. — 13 juin. Manifestation dite du Conservatoire contre l'expédition de Rome; proscription de Ledru-Rollin. — Suppression des clubs.

Nouveau ministère, 2 janvier 1849 : — dissentiments entre le Président de la République et l'Assemblée. — M. Boulay, vice-président de la République. — Administration préfectorale de l'Isère : — destitution de M. Reymond, préfet; nomination de M. Dausse. — Administration municipale : — démission de M. Anthoard, maire; nomination de M. Taulier. — Anniversaire de la Révolution de Février et de la proclamation de la République. — Contre-coup des journées de février en Europe. — La Révolution italienne; la République romaine; l'Expédition française contre Rome. — Derniers jours de l'Assemblée constituante. — Elections législatives : — dans l'Isère, les Hautes-Alpes et la Drôme; — dans la Seine. — L'Assemblée législative : — manifestations à Grenoble; — Proclamations de l'Assemblée et du prince président. — Émeutes à Paris : — les Journées de juin 1849; — Ledru-Rollin poursuivi à Grenoble. — Un représentant de l'Isère devant la Haute-Cour. — La Haute-Cour présidée par Bérenger (de la Drôme). — La Haute-Cour de Bourges. — L'insurrection de Lyon. — Grenoble en état de siège. — Le Ministère du 31 octobre 1849. — Les arbres de la liberté : — à Grenoble et dans le département; enlèvement des bonnets rouges. — Garde nationale de Grenoble (26 février 1848-11 janvier 1852). — Notes sur quelques personnages politiques de l'Isère. — Faits divers et locaux, édilité. — La religion bibliocatholique. — Les sectes philosophiques : — les Saint-Simoniens; les Phalanstériens; les protestants libéraux, etc. — Jean Reynaud à Grenoble. — Les représentants de l'Isère. — L'Administra-

tion départementale : — **Préfets ; Conseillers de préfecture ; Sous-Préfets.** — **Conseillers généraux et Conseillers d'arrondissements.** — **Extraits des actes administratifs.** — **Administration municipale.** — **La police.** — **La magistrature et le barreau.** — **La Cour d'appel.** — **Le clergé.** — **Administration militaire.** — **L'Université.** — **Les Musées.** — **Les artistes dauphinois.** — **Le théâtre de Grenoble.** — **Les journaux éphémères ; — la Presse grenobloise.** — **Sociétés de secours mutuels de Grenoble.** — **Statistique de la ville de Grenoble.**

Nouveau Ministère, 2 janvier 1849 : — **dissentiments entre le Président de la République et l'Assemblée.** — Le prince Louis-Napoléon Bonaparte, quelques jours après sa nomination à la présidence de la République, avait nommé le maréchal Bugeaud au commandement de l'armée des Alpes et le général Changarnier au double commandement de la garde nationale de la Seine et des troupes de la première division militaire.

Les républicains, que l'élection du 10 décembre 1848 avait mécontents, commençaient à s'alarmer ; ils ne laissèrent point passer sans protestation ces deux nominations.

Le Ministère venait d'être à peine formé, le 20 décembre 1848, que le 2 janvier il recevait le remaniement suivant : « Le citoyen Léon Faucher était nommé Ministre de l'Intérieur, en remplacement du citoyen Léon Malleville, démissionnaire ; le citoyen Lacrosse, vice-président de l'Assemblée nationale, Ministre des Travaux publics, en remplacement du citoyen Léon Faucher ; le citoyen Buffet, représentant du peuple, Ministre de l'Agriculture, en remplacement du citoyen Bixio, démissionnaire. »

Deux pouvoirs étaient, dès lors, appelés à gouverner de concert ; l'un était le Président de la République, l'autre l'Assemblée constituante.

Seule arbitre de ses destinées, complètement indépendante, l'Assemblée obéit à un sentiment de défiance envers Louis-Napoléon Bonaparte. Elle annonça l'intention de veiller à la mise en pratique de la Constitution, de guider le Président et d'éla-

borer les lois complémentaires des institutions républicaines.

Jusqu'au 27 mai 1849, le prince président « dut donc gouverner avec l'aide d'une assemblée en grande partie hostile et investie d'une véritable souveraineté ».


M. Boulay, vice-président de la République. — Le comte Boulay (de la Meurthe) fut élu par l'Assemblée constituante vice-président de la République française.

L'Assemblée lui avait affecté pour résidence le Petit-Luxembourg, mais elle ne vota point les frais d'installation et de représentation que nécessitait l'habitation de ce palais. M. Boulay déclara à ce propos qu'il refusait non seulement l'habitation du Petit-Luxembourg, mais encore son traitement égal à celui des ministres.

Il ajouta qu'il servirait gratuitement la République.

La magistrature de M. Boulay fut d'ailleurs de courte durée. Voici quelques notes biographiques sur ce personnage politique :

Henri-Georges Boulay de la Meurthe, était fils d'Antoine-Jacques-Claude-Joseph Boulay de la Meurthe, magistrat et homme politique, né à Chamousey (Vosges), en 1761, mort en 1840. Henri-Georges Boulay était né à Nancy, en 1797, il mourut en 1858. Avocat à Paris en 1830, il devint, sous Louis-Philippe, colonel de la 11^e légion de la garde nationale; élu député de la Meurthe, puis des Vosges, il se fit remarquer par la vivacité de ses opinions bonapartistes. Membre de la Constituante en 1848, M. Boulay fut désigné comme vice-président de la République, sur la présentation de Louis-Bonaparte, qui, monté sur le trône, le nomma sénateur. Président de la « Société pour l'instruction élémentaire », fondée, en 1815, par Lazare Carnot, Boulay de la Meurthe s'est surtout signalé par son active propagande en faveur du développement de l'enseignement primaire.

 **Administration préfectorale de l'Isère : — destitution de M. Reymond, préfet; nomination de M. Dausse.** — A peine au pouvoir, le nouveau Ministère fit paraître un mouvement préfectoral important.

M. Reymond, préfet de l'Isère, fut destitué et reçut pour successeur M. Dausse.

Avant de quitter la préfecture, où il avait fait preuve de « grandes qualités d'administrateur et d'un républicanisme ardent », M. Reymond écrivit la proclamation suivante :



Grenoble, 6 février 1849.

Adieux de M. Reymond, préfet de l'Isère, aux Sous-Préfets, aux Maires et aux Habitants de ce département.

MES CHERS CONCITOYENS,

Au moment où je vais quitter la Préfecture de l'Isère, il me reste un dernier devoir à remplir.

J'ai besoin de vous exprimer ma profonde reconnaissance pour le concours si empressé que mon administration a trouvé dans votre patriotisme et votre dévouement.

Quand j'ai été appelé à des fonctions que j'étais loin d'ambitionner, j'ai dû craindre que le fardeau fût au-dessus de mes forces, mais votre bienveillance me l'a rendu moins lourd : ma mission parmi vous n'a été qu'une mission de paix et de conciliation ; vous m'avez encouragé dans mes efforts, et il m'est doux de le redire, vous m'avez généreusement tenu compte de ma bonne volonté.

Nous avons eu à traverser des épreuves difficiles, la misère a été grande chez les habitants des campagnes, comme chez les ouvriers de nos villes ; mais le bon esprit de nos populations a compris les exigences du moment ; elles ont patriotiquement accepté les sacrifices dont elles attendent le prix, et au plus fort de l'orage, le département n'a jamais séparé le respect de l'ordre de son amour pour la liberté.


Dieu veuille que la France n'ait plus à craindre de mauvais jours ; que les partis abjurent enfin leurs querelles et leurs haines, et qu'ils se donnent la main pour entrer au champ d'asile où la République les convie !! Mais, quoi qu'il advienne, Habitants de l'Isère, n'oublions pas qu'une de nos gloires les plus chères, c'est d'être restés purs de toute violence ; souvenons-nous que la devise de notre drapeau, c'est *la Fraternité*... Soyons unis pour défendre la République, car la République aujourd'hui, c'est *le pays*.

Recevez, mes chers concitoyens, vous surtout mes collaborateurs, mes remerciements et mes adieux.

Ferd. REYMOND.

Le successeur de M. Reymond, comme préfet de l'Isère, fut M. C. Dausse, originaire du Dauphiné. Le nouvel administrateur du département adressa une circulaire aux Sous-Préfets, aux Maires et autres fonctionnaires publics, pour leur faire part de son entrée en fonction.

Le 8 février, M. Dausse recevait, à la Préfecture, les officiers de la garde nationale; il n'y eut pas de discours, mais une simple causerie qui se termina par le cri de : « Vive la République! »

 **Administration municipale : — démission de M. Anthoard, maire; — nomination de M. Taulier. —** Le 30 janvier 1849, M. Anthoard, maire de Grenoble, et MM. Nicolas, Rey, Permezel, Giroud et Sappey, conseillers de Préfecture, envoyèrent leur démission au Ministre de l'Intérieur. Dans sa lettre au Ministre, M. Anthoard s'exprimait ainsi :

... Vous avez destitué le Préfet de l'Isère ; vous avez frappé un honnête homme, un patriote éprouvé. Puissiez-vous, pour le remplacer, trouver quelqu'un qui ait autant que lui les sympathies du département ! Dans l'intérêt du pays, je le désire, mais je n'ose l'espérer !

Moi qui partage toutes ses opinions, qui m'honore d'être son ami depuis bien des années, je dois le suivre dans sa retraite. Je remets, dès ce jour, l'administration de la ville à mes adjoints, en attendant que vous m'ayez donné un successeur.

Salut et fraternité.

ANTHOARD.

Ce fut le 17 mars suivant que M. Taulier, ancien adjoint, ancien maire, reprit ses dernières fonctions en succédant à M. Anthoard... « Si j'accepte de nouveau les fonctions de maire, disait-il dans son allocution au Conseil municipal, c'est que les temps sont difficiles et qu'aujourd'hui, plus que jamais, la chose publique commande l'esprit de sacrifice... »

Le 24 mars, M. H. Giroud, adjoint, donnait sa démission.

Anniversaire de la Révolution de Février et de la proclamation de la République. — La loi relative à la célébration de ces anniversaires était ainsi conçue :

Art. 1^{er}. — Les journées du 24 février et du 4 mai de chaque année seront désormais jours fériés et fêtes nationales.


Art. 2. — Le 24 février prochain, il sera célébré un service religieux commémoratif et d'actions de grâces dans toutes les communes de France.

Les autorités constituées, la garde nationale et l'armée y assisteront en corps et par députations.

Le Président de la République et l'Assemblée nationale assisteront au service qui sera célébré à Paris.

Art. 3. — Un crédit de 500,000 fr. est ouvert sur l'exercice 1849 au Ministre de l'Intérieur, pour que cette somme soit employée par des actes d'assistance à la célébration populaire du premier anniversaire de février 1848, tant à Paris que dans les départements.

Paris, le 13 février 1849.

 Dans une circulaire adressée aux Maires, M. C. Dausse, préfet de l'Isère, disait que pour consacrer l'anniversaire du 24 février, l'Assemblée nationale avait eu d'abord une pensée de bienfaisance, en allouant à chaque département un secours à distribuer aux communes les plus malheureuses, aux indigents les plus nécessiteux.

Quant à la cérémonie commémorative, elle se composera, suivant le vœu de l'Assemblée, d'un service funèbre à la suite duquel un *Te Deum* sera chanté.

La garde nationale et l'armée y seront représentées par des députations. Il n'est pas prescrit de revue.

Grenoble, 22 février 1849.

De leur côté, les adjoints faisant fonctions de Maire de la ville de Grenoble, les citoyens A. Bovier-Lapierre, Bigillion, Giroud, dans une proclamation adressée à leurs concitoyens, écrivaient : « Le 24 février a marqué l'avènement de la République. Le 4 mai, les élus du peuple ont sanctionné le triomphe

de la démocratie. Désormais, la Nation se gouverne elle-même, et le suffrage universel, manifestation de sa volonté souveraine, est une garantie de liberté, d'ordre et de progrès. En commémoration de la première de ces grandes journées et pour honorer la mémoire des citoyens généreux qui ont succombé dans la lutte, nous avons arrêté le programme suivant :

« Art. 1^{er}. — Le vendredi 23 février, il sera tiré des salves d'artillerie au coucher du soleil. Elles seront répétées le 24, à la naissance et à la chute du jour.

« Art. 2. — Le même jour 24, il sera célébré dans la cathédrale, à dix heures du matin, un service religieux commémoratif et d'actions de grâces, à la suite duquel un *Te Deum* sera chanté. Les autorités constituées, la garde nationale, l'armée et les écoles y assisteront par députations.

« Art. 3. — Les édifices publics seront pavoisés. Les citoyens sont invités à pavoiser leurs maisons. Les frais ordinaires d'illuminations des édifices publics seront employés en secours de bienfaisance.

« Art. 4. — Des distributions faites par les soins du Bureau de bienfaisance consisteront : 1^o en vêtements accordés aux enfants les plus nécessiteux des écoles communales ; 2^o en outils donnés à de jeunes apprentis ; 3^o en restitutions d'effets mobiliers déposés au prêt charitable ; 4^o en allocations à quelques jeunes ouvriers, des frais de leur admission dans les sociétés de bienfaisance mutuelle. »

A l'occasion de cette fête, une somme de 800 fr. fut mise par la Municipalité à la disposition du Bureau de bienfaisance.

Dans le crédit ouvert au budget de 1849, porté à 1,500 fr., les dépenses de la ville s'élevèrent, pour le 24 février, à 655 fr. ; il restait disponible, pour le 4 mai, 845 fr.

D'après un relevé de compte, la répartition des crédits fut établie ainsi : Sociétés de secours mutuels, prix d'admission dans les Sociétés de bienfaisance, Apprentis, Œuvre de Saint-Joseph, Orphelines, Providence, École protestante, Salles d'asile Saint-Laurent et Cornélie, Écoles chrétiennes, Enseignement mutuel, École supérieure, École annexe, Prêt charitable, École des sourds et muets, salaires des concierges et frais divers,

secours en vêtements ; nous relevons : 1^{er} mai 1847, 1,207 fr. 40 ; 24 février 1848, 799 fr. 35 ; 4 mai 1849, 845 fr. Sur l'allocation de l'État au département de l'Isère, se montant à 3,400 fr., il fut attribué à la commune de Grenoble une somme de 400 fr. pour les secours à distribuer à l'occasion des deux anniversaires.

Le Ministre de l'Intérieur adressait aux Préfets, le 29 avril 1849, la dépêche qui suit : « La loi du 15 février est formelle. Le 4 mai est jour férié. C'est ce jour et non pas un autre, que vous devez célébrer l'anniversaire de la proclamation de la République par l'Assemblée nationale. »

M. Frédéric Taulier, maire de Grenoble, organisa la cérémonie du 4 mai et convia la population à prendre part aux réjouissances.

Nous donnons un extrait du programme fait en l'Hôtel de Ville, le 2 mai 1849 :

« L'anniversaire de la proclamation de la République sera annoncé, le 4 mai, à la naissance du jour, par des salves d'artillerie.

« De nouvelles salves seront tirées à la fin de la journée.

« Les édifices publics seront pavoisés. Les citoyens sont invités à pavoiser également.

« Il n'y aura pas d'illuminations. Les sommes qui auraient été dépensées pour cet objet seront employées à des œuvres de bienfaisance.

« Un *Te Deum* sera célébré dans l'église cathédrale à 10 heures 1/2 du matin.

« Après la cérémonie religieuse, une revue générale de la garde nationale, des troupes de l'armée des Alpes et de la garnison aura lieu à l'Esplanade.

« A 3 heures 1/2 de l'après-midi, il sera distribué des livres, des instruments de mathématiques, des outils d'apprentissage ou autres objets utiles à deux cents enfants ou adultes, pris dans les différentes écoles de Grenoble, dans la salle de l'École primaire supérieure.

« Pendant la cérémonie, des morceaux seront exécutés par le corps de musique de la garde nationale. »

Les fêtes du 24 février furent favorisées par le beau temps

et eurent un grand succès ; le lendemain, à 1 heure, au Jardin de Ville, eut lieu un banquet sous la présidence de MM. Thévenet, Michalet et Anthoard, auquel assistaient huit cent cinquante convives.

L'anniversaire du 4 mai, la pluie n'ayant cessé de tomber dès le matin, n'obtint pas l'éclat qu'on espérait.

Dans un ordre du jour à la garde nationale, le lieutenant-colonel Gruyer, chef de la légion, disait :

A cause du mauvais temps, la revue de l'Esplanade n'ayant pu avoir lieu avec toute la solennité remarquable, la garde nationale prendra de nouveau les armes dimanche prochain. Elle sera passée en revue à l'Esplanade, à midi précis, avec les troupes de garnison et de l'armée des Alpes ; le rappel sera battu à dix heures et demie...

Si le temps s'opposait à la revue, elle serait ajournée à une époque prochaine et ultérieurement fixée.

Grenoble, 5 mai 1849.

A l'occasion de l'anniversaire de la République, trois drapeaux avaient été remis à l'infanterie et trois étendards à la cavalerie et à l'artillerie de la garde nationale.

Contre-coup des journées de février en Europe. — La Révolution de 1848, comme celle de 1830, eut un contre-coup presque immédiat en Europe. Le mouvement, à la fois libéral et national, qu'elle provoqua, eut pour théâtres l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne ; il agita même les Principautés Danubiennes. Mais, après un triomphe de courte durée, la révolution fut vaincue et l'ancien ordre de choses partout rétabli.

La Révolution italienne. — Nous nous occuperons seulement de la Révolution italienne, car elle seule, par suite de l'expédition française de Rome, a laissé des traces dans notre région frontière.

L'Italie divisée en un grand nombre d'États souverains et à peu près absolus, dont les princes étaient pour la plupart les protégés ou les complices de la domination étrangère, la pé-

ninsule italique avait à conquérir son unité et son indépendance. Elle n'avait pas attendu, cette fois, le signal de la France. Le réveil national avait coïncidé avec l'avènement d'un pape « libéral », Pie IX (juin 1846), dont les premiers actes avaient répondu aux espérances qu'il avait fait concevoir et provoqué un grand mouvement réformateur : le grand-duc de Toscane, le roi de Piémont, Charles-Albert, le roi des Deux-Siciles lui-même, Ferdinand II, ce dernier contraint par l'insurrection sicilienne, avaient promulgué des constitutions.

Les journées de février généralisèrent le mouvement : Milan se souleva et chassa de ses murs, après une lutte acharnée de cinq jours, le vieux feld-maréchal autrichien Radetsky (18 mars); la république fut proclamée à Venise sous la présidence d'un illustre patriote, Daniel Manin (24 mars); des gouvernements provisoires furent établis à Parme et à Modène (avril).

L'enthousiasme devint général; les populations entraînèrent les souverains. Charles-Albert mit ses troupes au service de la guerre de l'indépendance et, prenant lui-même le commandement d'une armée formée de Piémontais, de volontaires romains et toscans, et d'un corps expéditionnaire napolitain, pénétra, après avoir forcé, à Goïto, le passage du Mincio (8 avril), dans le quadrilatère où s'était réfugié Radetsky et assiégea Mantoue.

Défaite des Piémontais à Custozza. — Les princes italiens, d'abord unis pour chasser l'étranger, rappelèrent leurs troupes quand ils virent leurs couronnes menacées par le parti républicain avec Mazzini et par la popularité croissante de Charles-Albert, à qui les libéraux songeaient à donner le titre de roi d'Italie. Celui-ci, abandonné de ses alliés, ne tarda pas à être enveloppé par des forces supérieures, battu à Custozza et refoulé dans ses États. Toute la Lombardie retomba sous la domination autrichienne. Le 10 août, Radetsky rentrait à Milan. Le 13 septembre, Ferdinand II reprenait Messine et recouvrait la Sicile.

La République romaine. — Encouragés par l'exemple de Ve-

nise, qui résistait énergiquement aux Autrichiens, les Italiens voulurent continuer la guerre, mais sans les princes qui avaient trahi ou déserté la cause nationale. Le pape Pie IX, effrayé par l'assassinat de son ministre Rossi, s'étant réfugié à Gaëte, dans le royaume de Naples, une Constituante, élue par le suffrage universel, proclama la République (9 février). Une révolution analogue s'accomplit à Florence, que le grand-duc de Toscane avait quittée (18 février).

Victoire de l'Autriche à Novare. — Le roi Charles-Albert, poussé à la guerre par son Parlement, se décida à jouer encore une fois sa couronne; mais il fut complètement défait à Novare (23 mars). Le soir de cette fatale journée, le roi vaincu, qui, toute la journée, avait cherché la mort, qui s'était obstinée à le fuir, abdiqua en faveur de son fils Victor-Emmanuel II et partit aussitôt en refusant d'indiquer le lieu de sa retraite. Il mourut peu de temps après à Oporto (Portugal).

Le Piémont vaincu, la réaction triompha sur tous les points en Italie. Venise elle-même ne tarda pas à succomber, malgré l'héroïque défense de Manin et des généraux Pépé et Ulloa, mais elle ne se rendit que quand elle eut épuisé ses munitions et ses vivres (25 août 1849).

Expédition française contre Rome (avril 1849). — Ce fut la république française qui renversa la république romaine. Une armée avait été rassemblée pour surveiller et contenir les Autrichiens; malgré l'opposition du parti républicain, le prince Napoléon la dirigea sur Rome sous les ordres du général Oudinot qui débarqua à Civita-Vecchia, le 25 avril 1849. La république romaine était gouvernée par Mazzini qui avait pris pour devise : « Dieu et le peuple. » Les troupes étaient commandées par Garibaldi qui venait de prendre une part active à la guerre contre l'Autriche. Après un mois de négociations inutiles, le corps d'armée français commença, le 3 juin, le siège de Rome qui fut dirigé par le général du génie Vaillant. Après une défense énergique, Garibaldi sortit de la ville dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet; le lendemain, les Français entrèrent dans Rome

pour ne plus la quitter pendant seize ans. Pie IX revint de Gaëte le 4 avril 1850.

En France, l'Assemblée nationale s'était séparée au mois de mai 1849, non sans avoir protesté contre l'attitude du Président de la République dans cette campagne.

La restauration était complète en Italie : le Piémont, où Victor-Emmanuel maintint le « statut constitutionnel », resta de nouveau le seul asile de la liberté dans la péninsule et le point de ralliement du parti de l'indépendance.

A propos de la campagne de Rome, nous avons pu recueillir les documents locaux suivants :



Paris, le 9 mai 1849, 11 heures matin.

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

Le Ministre de l'Intérieur à Préfet Isère.

Rassurez la population. — Les nouvelles qu'on avait répandues sur la lutte engagée devant Rome étaient inexactes. — Le Gouvernement vient de recevoir du général Oudinot une dépêche envoyée de Palo, le 4, et qui contient ce qui suit :

La 3^e brigade (5,000 hommes) est débarquée. Le quartier général est à Palo avec la 2^e brigade. La 1^{re} est à Palidaro, à six lieues de Rome.

Les Napolitains sont en marche sur Rome. — Nous occuperons la ville avant eux.

J'envoie à Toulon six cents prisonniers. — Rien ne peut donner une idée de l'ardeur des soldats.

Nos blessés, au nombre de cent cinquante-neuf, partent pour Bastia, sur *le Sané*.

Le Directeur du Télégraphe,

Signé : OLLIVAUT DU PLESSIS.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*
DAUSSE.

Paris, 13 mai, à midi.

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

Ministre de l'Intérieur à Préfet Isère.

Paris jouit du calme le plus profond ; la confiance renait. Les électeurs s'empressent de voter.

Le Gouvernement a reçu du général Oudinot la dépêche suivante :

« Palo, le 8 mai.

« *Le général Oudinot au Ministre de la Guerre.*

« La 3^e brigade et le 16^e léger sont heureusement débarqués. — La force numérique du corps expéditionnaire est très suffisante pour conserver à la France l'ascendant qu'elle doit exercer dans ce pays. — Dès demain je me porterai en avant pour prendre une position d'où je dominerai la zone ouest de la ville.

« Je suis fortement établi à Fumicino. Le moral et l'état sanitaire de la troupe ne laissent rien à désirer, à l'exception d'une trentaine de blessés.

« Le Gouvernement romain n'a pas en sa possession un seul soldat français, ni même un havre-sac. »

Le Directeur du Télégraphe,

Signé : OLLIVAUT DU PLESSIS.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*
DAUSSE.

Copie de ces deux dépêches avait été remise au maire de Grenoble.

Une dernière communication préfectorale était ainsi conçue :

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE. — CABINET DU PRÉFET

Grenoble, 4 juillet 1849.

MONSIEUR LE MAIRE DE GRENOBLE,

J'ai l'honneur de vous adresser la copie d'une dépêche télégraphique qui me parvient à l'instant ; veuillez la faire publier immédiatement.

« Paris, le 3 juillet, à 3 heures du soir.

« *Le Ministre de l'Intérieur à Préfet Isère.*

« Une dépêche télégraphique de Civita-Vecchia, en date du 1^{er} juillet, annonce que l'Assemblée constituante de Rome a déclaré qu'elle cessait une défense désormais inutile.

« La municipalité romaine s'est rendue au camp du général français pour demander à capituler. »

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, etc.

Le Directeur du Télégraphe,

Signé : OLLIVAUT DU PLESSIS.

Le Préfet de l'Isère,

DAUSSE.

Derniers jours de l'Assemblée constituante. — Malgré les réclamations des Ministres, les députés avaient voté, le 27 décembre 1848, la suppression de l'impôt du sel à partir du 1^{er} janvier suivant.

Le Gouvernement avait demandé au moins un délai d'un an pour trouver d'autres ressources en compensation de celles qu'on lui enlevait ; on ne lui donna qu'un délai de cinq jours.

Un représentant de la Charente fit une proposition qui excita de violents débats.

Dans sa proposition, M. Rateau fixait au 19 mars 1849 la convocation de l'Assemblée législative. Les républicains avancés se récrièrent vivement contre cette demande. Cependant la proposition Rateau fut prise en considération et renvoyée à l'examen des bureaux.

Le 24 janvier, les « montagnards » soulevèrent à la Chambre de sérieux incidents. Le 26, le Gouvernement proposa un projet de loi interdisant les clubs. Le Ministère demandait qu'on passât immédiatement à la discussion. Le 27 janvier, M. Senard fit le rapport au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition d'urgence et conclut au rejet. Les conclusions du rapport furent adoptées par 418 voix contre 342. M. Ledru-Rollin, qui n'avait cessé de représenter la Constitution comme

violée par le projet de loi, déposa un acte d'accusation contre M. Odilon-Barrot et les autres Ministres.

Dans la séance du 29 janvier, Victor Hugo démontra à l'Assemblée que si elle avait reçu un pouvoir illimité quant à la souveraineté, elle n'avait qu'un pouvoir limité quant à l'œuvre à accomplir, et « il ajoutait, rapporte Duruy, que si elle persistait à ne pas mettre fin à son mandat, l'esprit de la France se retirerait d'elle ». « Cette Assemblée, dit Victor Hugo, ne sentirait plus battre dans son sein le cœur de la Nation; il pourrait lui être encore donné de durer, mais non de vivre. » M. Jules Favre s'efforça, dans un long discours, de ramener l'Assemblée, mais celle-ci décida qu'elle passerait à une seconde délibération de la proposition Râteau.

Pour faciliter le succès de cette proposition, M. Lanjuinais rédigea un amendement par lequel il demandait à l'Assemblée de se séparer après le vote de la loi électorale. De la sorte on ne fixait aucune époque précise, sans que cependant le terme fût trop éloigné. Cet amendement fut combattu, avec violence, par « la Montagne ». M. Félix Pyat, orateur de l'extrême gauche, s'emporta en accusations contre les partis monarchiques et dénonça leurs projets. « Le Président, dit-il, fait l'intérim, il garde la place, c'est un chapeau en attendant une couronne. »

M. Rouher répliqua brièvement.

Dans sa séance du 6 février, Lamartine prit à son tour la parole pour demander à ses collègues de se retirer.

Enfin le 7 du même mois, l'Assemblée adopta l'amendement de M. Lanjuinais et consentit à sa prochaine dissolution.

L'expédition de Rome, dont nous parlons autre part, amena de vives discussions à l'Assemblée.

La défaite de Novare fut le sujet d'une attaque violente de M. Ledru-Rollin, contre le Gouvernement, dans la séance du 30 mars. M. Thiers défendit le Ministère.

L'Assemblée, par une majorité de 444 voix contre 320, adopta un ordre du jour ainsi motivé : « L'Assemblée nationale déclare que si, pour mieux garantir l'intégrité du territoire piémontais et mieux sauvegarder les intérêts et l'honneur de la France, le pouvoir exécutif croit devoir prêter à ses négociations l'appui d'une occupation partielle et temporaire en Italie, il trouvera dans l'Assemblée nationale le plus entier concours. »

Le 16 avril, M. Odilon-Barot demanda un crédit de 1 million pour l'entretien d'un corps expéditionnaire qu'on envoyait en Italie.

L'Assemblée accorda le crédit, le 17 avril, par une majorité de 388 voix contre 361.

Le 7 mai, un ordre du jour fut adopté qui invitait « le Gouvernement à prendre, sans délai, les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne fût pas plus longtemps détournée du but qui lui était assigné ».

Pour obéir à l'Assemblée, le Gouvernement envoya M. Ferdinand de Lesseps qui fut chargé d'entamer de nouvelles négociations.

Mais le Président de la République écrivit au général Oudinot, commandant des troupes françaises devant Rome, de continuer la lutte.

Cette lettre souleva de véritables orages dans la Chambre ; le Président fit alors répondre « qu'étant responsable, on ne pouvait lui refuser le droit d'écrire une lettre ». La discussion fut inutile.

La « Montagne » se rejeta sur le général Changarnier qui avait mis la lettre du prince à l'ordre du jour de la garnison de Paris. Le Ministère se vit obligé d'abandonner le général auquel l'Assemblée infligea un blâme.

Quelques jours après ces dernières séances mouvementées, l'Assemblée constituante devait se retirer et faire place à l'Assemblée législative, élue par le scrutin du 13 mai.



Élections à l'Assemblée législative : — dans l'Isère. —

En novembre 1848, des personnages politiques de notre ville décidaient la reconstitution du « Club démocratique de Grenoble » qui avait existé lors de la révolution de 1830 et qui avait cessé de fonctionner durant le règne de Louis-Philippe. Le « Club démocratique de Grenoble » prit le nom de « Comité républicain démocratique ».

Le bureau de ce Comité fut ainsi établi : MM. Léon Michal, président ; Thévenet jeune et Royer, vice-présidents ; Blanchet, Benoît et V. Giroud, secrétaire ; Fayen, trésorier.

Le « Comité républicain démocratique » qui avait lutté contre l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République, prit une grande extension en 1849. Cette année-là il mena une active campagne « pour la défense des institutions républicaines menacées ».

A la veille de la dissolution de l'Assemblée constituante, un Comité électoral républicain avait été formé à Grenoble. Ce Comité était présidé par le citoyen Ferd. Reymond, ancien préfet, ayant pour assesseurs les citoyens Anthoard, ancien maire, vice-président, et Rey, ancien secrétaire général de la Préfecture, secrétaire; il avait pour titre : « Comité central démocratique ».

Dans leur adresse aux électeurs, les membres du *Comité électoral républicain* déclaraient qu'ils conviaient tous ceux qui « veulent sincèrement la République et la Constitution » à se joindre à eux, « afin de montrer que l'Isère ne peut rester en arrière, elle qui a toujours été au premier rang pour la défense de la liberté ».

D'un autre côté, le parti bonapartiste faisait afficher des placards blancs et bleus, intitulés : « Commission napoléonienne. — L'union fait la force », où il était adressé un appel aux républicains « sages, modérés et napoléoniens qui veulent le maintien de la religion, de la famille, de la propriété, de l'ordre, sans lesquels la liberté est toujours en péril... ».

Le manifeste ajoutait :

Il faut, pour assurer la prospérité et le repos du pays, ne confier le mandat législatif qu'à des hommes décidés à seconder les efforts si loyaux et si fermes de Louis-Napoléon Bonaparte.

Suivaient les signatures de : MM. Rey, général d'artillerie, président; Chavand, avocat, vice-président; Dubeux, secrétaire; Berthoin, négociant; Casimir Bigillion; Chaper, ancien préfet de Lyon; Louis Michal, avocat; de Monteynard, propriétaire; E. Nicollet, avocat; Du Pont de Gault, chef de bataillon en retraite; Planche, notaire; Gustave Roux, avoué.

A la fin du mois d'avril, un nouveau Comité intitulé « Comité tri-cantonal » annonçait sa formation par la proclamation suivante :

Comité électoral démocratique des trois cantons de Grenoble.

CITOYENS ÉLECTEURS,

Encore quelques jours et vous aurez à accomplir l'acte le plus solennel, le plus sérieux qu'il soit donné à l'homme libre de remplir, et duquel dépend le sort de la patrie.

Des bruits de division parmi les républicains se sont répandus et les adversaires de la République ont battu des mains. Citoyens ! Ne les laissons pas se réjouir trop longtemps. Serrons nos rangs et montrons à ces éternels ennemis de nos libertés que le *peuple français* n'entend point abdiquer les droits qu'il a conquis et qu'il a scellés de son sang dans trois révolutions après lesquelles la monarchie est désormais impossible en France.

Nous ouvrons un comité électoral à côté de tous ceux qui existent déjà. Nous y discuterons librement et sans passion les candidats que nous croirons les plus dignes d'être portés à l'Assemblée nationale.

République et Constitution ! Voilà notre cri de ralliement : *rien de plus, rien de moins !* Nous nous plaçons sous le drapeau déployé par le *Comité central républicain de l'Isère*, car ce drapeau, c'est le nôtre.

..... Citoyens, c'est au nom de la *Patrie* que nous réclamons votre concours ; vous ne serez pas sourds à notre appel.

Grenoble, le 26 avril 1849.

La Commission provisoire,

GRUYER, négociant, lieutenant-colonel de la garde nationale ; Ernest CALVAT, peigneur de chanvre ; H. GIROUD, notaire ; H. MAGNON, ouvrier gantier, capitaine de la garde nationale ; VENDRE, avocat ; Émile PERMEZEL, propriétaire ; CÉCILLON, avoué ; Désiré DUCHON, avocat.


« ÉLECTIONS. — *Comité central démocratique.* — Liste arrêtée dans la séance générale des délégués des cantons, tenue à Grenoble le 5 mai 1849.

Les citoyens : 1. Bertholon ; 2. Saint-Romme ; 3. Repellin ; 4. Crépu ; 5. Clément ; 6. Durand-Savoyat ; 7. Farconnet ; 8. Ron-

jat ; 9. Chollat ; 10. Reymond, ex-préfet de l'Isère ; 11. Briller, représentant du peuple ; 12. Louis Avril, ex-instituteur.

« — *Comité de l'union napoléonienne.* — Les citoyens : Fau-
gier, Ponsard, Dupont de Gault, de Barral, général Rey, de
Bressieux, Vincendon-Dumoulin, Terrebasse, Labonardièrre,
C. Sappey, Chavand.

« — *Comités divers.* — Les citoyens : Lévrat, Laurent Michal,
Eymard-Duvernay, Liotard, Bovier-Lapierre, Anthoard, Crozet,
Morin, Laforte, comte d'Agoult, Renaud, Monavon, Th. Lebeau,
Meysson, Orcel, F. Sappey. »

 Le dépouillement général des votes du département de
l'Isère pour les élections du 13 mai 1849 donna les résultats
suivants : 1. Saint-Rome ; 2. Farconnet ; 3. Repellin ; 4. Bertho-
lon ; 5. Clément ; 6. Durand-Savoyat ; 7. Crépu ; 8. Cholat ; 9. Rey-
mond ; 10. Royat ; 11. Briller ; 12. Avril ; élus ; tous candidats
du « Comité central démocratique ».

Le premier inscrit de « l'Union napoléonienne », M. Faugier,
n'obtint que le 13^e rang.

Dans les Hautes-Alpes, les représentants élus furent : MM. Faure,
Chaix et Allier.

Dans la Drôme : Curnier, Sautayra, Rey, Bajar, Mathieu,
Belin et Bancel.

Dans la Seine : Murat, Ledru-Rollin, Lagrange, Boichat, Be-
deau, Lamoricière, Dufaure, Moreau, Moreau, H. Passy, Vic-
tor Hugo, Félix Pyat, Vavin, Lamennais, Biseio, Odilon-Barrot,
Th. Bac, Cavaignac, Volowski, Rattier, Coqueret, Considérant,
P. Leroux, Peupin, Garnon, Roger du Nord, F. Lasteyrie, Per-
diguier, Rapatel, élus.

L'Assemblée législative. — L'Assemblée législative remplaça
l'Assemblée nationale constituante le 28 mai 1849. Elle n'était plus
composée des mêmes éléments ; les élections avaient été généra-
lement défavorables aux républicains ; elle comprenait environ

cinq cent cinquante monarchistes sur sept cent cinquante membres et seulement deux cents républicains, appartenant, pour la plupart, à l'opinion la plus avancée.

Le 28, à 3 heures et demie du soir, le Ministre de l'Intérieur télégraphiait aux Préfets :

L'Assemblée législative vient de tenir sa première séance, quelques groupes qui s'étaient formés autour du Palais ont été facilement dispersés. Aucune agitation ne s'est manifestée dans les autres quartiers de Paris.

Pour copie : *Le Préfet de l'Isère,*
DAUSSE.

M. Dupin aîné fut élu président de l'Assemblée.

Le 2 juin, la composition du nouveau Ministère fut annoncée à l'Assemblée législative, il se composait de : MM. Barot, à la Justice, président du Conseil ; de Tocqueville, Affaires étrangères ; de Falloux, Instruction publique ; Dufaure, Intérieur ; Lanjuinais, Commerce ; Lacrosse, Travaux publics ; Ruthière, Guerre ; de Tracy, Marine ; Passy, Finances.

Le 6 juin, le Président de la République lut à l'Assemblée législative son message sur l'exposé de l'état général des affaires de la République française.

Le 11 juin, une dépêche de Paris au Préfet de l'Isère portait en substance :

L'ordre du jour pur et simple a été proposé sur les interpellations relatives aux affaires de Rome, il est adopté à la majorité de 375 voix contre 203. Paris jouit de la plus parfaite tranquillité.

Paris, 3 juin.

Ministre de l'Intérieur aux Préfets.

La mise en accusation du Président de la République et de ses Ministres a été rejetée hier soir par 377 voix contre 8. Le côté gauche presque tout entier s'est abstenu de voter. La tranquillité de Paris n'a pas été troublée un seul instant.

Pour le Préfet de l'Isère, en tournée :
Le Conseiller de Préfecture, secrétaire général, délégué,
ARVET.

Pour copie conforme : *Le Maire,*
Fréd. TAULIER.

Les événements se succédèrent avec rapidité dans la journée du 13 juin ; nous publions les dépêches reçues à Grenoble ; dans leur laconisme, elles sont l'écho fidèle des manifestations de la population parisienne.

13 juin, 3 heures et demie du soir.

Un attroupement considérable formé sur le boulevard a rendu nécessaire l'emploi de la force armée, nous craignons des désordres plus graves, mais le Gouvernement est en mesure de faire respecter la Constitution et les lois.

13 juin, 6 heures du soir.

La manifestation de ce matin a pris un caractère plus menaçant ; mais le Gouvernement, avec le concours empressé de la garde nationale et de l'armée, est assuré de faire triompher partout la cause de l'ordre et des lois.

13 juin, 6 heures et demie du soir.


Le Président de la République vient de parcourir les boulevards ; il a été accueilli partout aux cris de vive la République, vive la Constitution, vive le Président.

13 juin, 8 heures et demie du soir.

L'Assemblée législative a voté la mise en état de siège de Paris. Les forces dont le Gouvernement dispose lui donnent la certitude que toutes tentatives de désordre seraient immédiatement réprimées.

14 juin, 10 heures du matin.

Paris jouit de la plus parfaite tranquillité. La population n'a pris aucune part à l'insurrection tentée par quelques anarchistes..... interrompue par la nuit.

 **Manifestations à Grenoble.** — A la connaissance de ces nouvelles, un rassemblement considérable de citoyens se forma sur la place Grenette. Le but de cette réunion était de protester contre la violation de la Constitution.

Tout se passa avec le plus grand calme : on chanta la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*; on cria avec énergie : « Vive la Montagne ! Vive Ledru-Rollin ! Vive la Constitution ! »

Avant de se séparer, la manifestation se dirigea vers l'Arbre de la Liberté, autour duquel elle forma un cercle immense.

Des chants patriotiques se firent de nouveau entendre, puis la foule s'écoula paisiblement ; des précautions extraordinaires avaient été prises pour parer à toutes les éventualités.

Proclamation de l'Assemblée législative au Peuple français.

CITOYENS, GARDES NATIONAUX ET SOLDATS,

La République et la Société sont menacées ; la souveraineté du Peuple est odieusement méconnue par une minorité factieuse qui fait appel à la force et qui, par une guerre impie, compromet de nouveau, avec la paix publique, la prospérité du pays près de renaître.

L'Assemblée législative, issue de la volonté nationale, remplira énergiquement tous les devoirs qui lui sont imposés dans ces circonstances suprêmes ; c'est à elle qu'il appartient de parler au nom du Peuple, qui n'a remis qu'à elle son mandat souverain.

Gardiennne de la République et de la Constitution, qui sont les garanties inviolables de la Société et de l'ordre en péril, la Représentation nationale défendra jusqu'à la mort, contre une insurrection criminelle, la Constitution et la République indignement attaquées.

Citoyens, ralliez-vous autour de vos représentants, des représentants du Peuple français ; c'est dans votre union avec eux, avec le Président de la République, avec notre brave et fidèle armée, c'est dans votre concorde unanime qu'est le salut commun.

Citoyens, gardes nationaux et soldats, au nom de la patrie, au nom de l'honneur, de la justice et des lois, l'Assemblée législative

vous appelle solennellement à la défense de la République, de la Constitution et de la Société.

Vive la République !

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 juin 1849.

Le Président et les Secrétaires,

DUPIN, ARNAUD (de l'Ariège), PEUPIN, LACAZE,
CHAPOT, HEECKEREN, BÉRARD.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*

C. DAUSSE.

Proclamation du Président de la République au Peuple français. — Quelques factieux osent lever l'étendard de la révolte contre un Gouvernement légitime, puisqu'il est le produit du suffrage universel. Ils m'accusent d'avoir violé la Constitution, moi qui ai supporté depuis six mois, sans en être ému, leurs injures, leurs calomnies, leurs provocations. La majorité de l'Assemblée elle-même est le but de leurs outrages. L'accusation dont je suis l'objet n'est qu'un prétexte, et la preuve, c'est que ceux qui m'attaquent me poursuivaient déjà avec la même haine, la même injustice, alors que le peuple de Paris me nommait représentant et le peuple de France président de la République.

Ce système d'agitation entretient dans le pays le malaise et la défiance qui engendrent la misère ; il faut qu'il cesse. Il est temps que les bons se rassurent et que les méchants tremblent.

La République n'a pas d'ennemis plus implacables que ces hommes qui perpétuent le désordre, nous forcent de changer la France en un camp, nos projets d'amélioration et de progrès en des préparatifs de lutte et de défense.

Élu par la nation, la cause que je défends est la vôtre, est celle de vos familles comme celle de vos propriétés ; est celle du pauvre comme du riche, celle de la civilisation tout entière. Je ne reculerai devant rien pour la faire triompher.

Paris, le 13 juin 1849.

L.-N. BONAPARTE.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*

C. DAUSSE.

Émeutes à Paris : les journées de juin 1849. — Dès les premiers jours de juin 1849, Ledru-Rollin, le chef incontesté du parti socialiste, commençait l'attaque contre le pouvoir.

Sa quintuple élection, au 13 mai, lui avait donné plus de confiance et deux cents représentants étaient prêts à le soutenir dans ses revendications.

Dans la séance du 11 juin de l'Assemblée, il reprit l'historique de la question romaine et apostropha le Ministère avec une véhémence sans égale. Il lui reprocha, parlant du siège de Rome, « d'avoir au front une tache de sang ».

Et comme le président du Conseil ne répondait pas aux questions posées, Ledru-Rollin s'écria : « La Constitution a été violée au premier chef, nous la défendrons par tous les moyens possibles, et même par les armes. »

La séance fut levée au milieu d'un grand tumulte.

Le lendemain, la Montagne continua la discussion et déposa un acte d'accusation contre le Ministère. Cet acte d'accusation fut repoussé par 377 voix contre 8. La Montagne s'était abstenue.

Le matin du 13 juin, les journaux socialistes parurent ayant en tête de leurs colonnes une véritable déclaration de guerre.

Des attroupements se formèrent vers 11 heures, et sous la direction d'Étienne Arago, la foule se porta devant l'Assemblée « pour rappeler à celle-ci le respect qu'elle devait à la Constitution ».


Pendant ce temps, Ledru-Rollin qui avait réuni les représentants républicains, montagnards et socialistes, au Conservatoire des Arts et Métiers, y établissait la Convention.

Ces mouvements populaires furent réprimés par le général Changarnier, à la tête des troupes de la garnison de Paris. Les barricades qui avaient été élevées dans les rues ne purent soutenir le choc et les membres de la Convention s'enfuirent.

Ledru-Rollin dut, pour s'échapper, enjamber un vasistas et sauter dans un jardin. Depuis cet épisode, il disparut.

L'état de siège fut proclamé dès le lendemain ; les journaux qui avaient fait appel aux armes furent suspendus.

Un mandat d'amener fut lancé contre Ledru-Rollin, comme étant le principal auteur des émeutes.

 **Ledru-Rollin poursuivi à Grenoble.** — Celui-ci résolut de gagner la Suisse, et les recherches faites pour l'arrêter furent poursuivies à Grenoble, comme en témoignent les dépêches suivantes :

Dépêche télégraphique de Paris, le 15, 6 heures du soir.

Le Ministre de l'Intérieur au Préfet.

Faites arrêter M. Ledru-Rollin, parti de Paris le 13, à 10 heures du soir, dans la direction de la Suisse.

On dit qu'il est accompagné de M^{me} veuve Lacuerta, demeurant à Paris, rue Neuve-du-Luxembourg, d'une nourrice connue sous le nom de Nanin, d'un jeune étudiant et d'une gouvernante nommée Manheim.

Le Directeur du Télégraphe.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*

C. DAUSSE.

Je vous prie, écrivait le Préfet au Maire de Grenoble, de donner immédiatement les ordres nécessaires pour l'exécution de la mesure ci-dessus.

Grenoble, 17 juin, à 10 heures et demie du soir.

Cette note, parvenue à la Mairie à 11 heures et quart, fut transmise aux commissaires de police à 11 heures et demie.

Le 18 juin, le Maire recevait la curieuse lettre suivante :

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE. — CABINET DU PRÉFET.

MONSIEUR LE MAIRE,

Rectification reçue ce matin, à la dépêche datée de Paris, 15 juin, 6 heures du soir.

Faites arrêter.....


..... au lieu de : *un jeune étudiant*, il faut : *un jeune enfant*.

Le Préfet de l'Isère,

C. DAUSSE.

Il est inutile d'ajouter que la police de Grenoble n'arrêta pas le célèbre avocat, représentant du peuple, qui était resté à Paris, caché pendant douze jours dans le vieux Louvre, dont il était le directeur depuis la révolution de Février.

Ledru-Rollin parvint à se réfugier à l'étranger. Il se rendit dans la suite à Londres avec Étienne Arago, Martin-Bernard, Landolphe, Rattier, Ribeyrolles et Madier de Montjau jeune, également poursuivis.

 **Un représentant de l'Isère devant la Haute-Cour. — Le représentant Avril.** — Un certain nombre de députés furent poursuivis pour avoir tenté d'ameuter les citoyens contre le Gouvernement.

La Haute-Cour de Versailles, appelée à juger les « perturbateurs », s'était déclarée compétente, le 23 juin, malgré le déclinatoire des avocats des prévenus.

La séance suivante fut consacrée à la lecture de l'acte d'accusation.

Le « citoyen » Avril, représentant de l'Isère, était impliqué dans les poursuites.

Voici le passage de l'acte d'accusation en ce qui le concernait :

Avril, représentant du peuple pour le département de l'Isère, logeait à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 97. Il n'a pas reparu à ce domicile depuis le 13 juin à midi.

Sa signature est au bas de l'appel au peuple publié dans les journaux du 13 et du placard contenant appel aux armes.

Sa présence au Conservatoire et les intentions qui l'y avaient conduit sont constatées par la lettre au crayon datée du 13, à deux heures, qui a été trouvée signée de lui, et qui se termine ainsi :

Grenoblois, aux armes ! pour soutenir vos frères de Paris. Aux armes ! aux armes ! votre représentant va peut-être mourir pour vous !

Dans la séance du 14, les accusés, interrogés par le président, refusèrent de donner des explications. Le 15, ceux-ci,

persistant dans leur mutisme, le président de la Haute-Cour fit donner lecture de l'interrogatoire subi devant le juge d'instruction. On commença par celui de l'accusé Chipron. Le procureur général donna connaissance d'une pièce dans laquelle Chipron disait aux représentants du peuple :

Mettez vos écharpes, descendez dans la rue et dites au peuple que l'insurrection est réglée pour demain.

Le représentant Avril prit la fuite au cours des débats et se retira en Suisse.

On lisait, à ce propos, dans le *Courrier de l'Isère*, du jeudi 18 octobre 1849, l'entrefilet suivant :

Plusieurs de nos concitoyens nous ont demandé plus d'une fois ce qu'était devenu, après le 13 juin, M. Avril, représentant de l'Isère. Nous n'avions pu jusqu'à présent leur répondre, par l'excellente raison que nous l'ignorions. Aujourd'hui, nous savons que M. Avril est dans le canton de Vaud. Il est un des signataires d'une lettre adressée de Suisse à la *Réforme*, par plusieurs réfugiés, pour annoncer que la minorité des accusés du 13 juin, qui se trouve en ce moment dans le canton de Vaud, se conformera à l'avis de la majorité qui est à Londres et ne paraîtra pas au procès de Versailles.

Bérenger de la Drôme, président de la Haute-Cour de Bourges et de Versailles (1848-1849). — Alphonse-Marie-Marcellin-Thomas Bérenger, dit Bérenger de la Drôme, né à Valence, le 31 mai 1785, mort en 1866.

Il était fils de Marcellin-Réné Bérenger, avocat et député du Tiers-État aux États généraux en 1789.

Bérenger de la Drôme fut d'abord conseiller auditeur (1808), puis avocat général à la Cour impériale de Grenoble (1811). Nommé, au mois de mai 1815, député de l'arrondissement de Valence à la Chambre des représentants, il se prononça en faveur de la dynastie impériale et proclama Napoléon II empereur. A la rentrée des Bourbons, il prévint sa destitution certaine d'avocat général à Grenoble en démissionnant. Rendu à la vie privée, il se retira à Valence en 1816 et fit paraître, cette année-là, son livre *De la Justice criminelle en France*.

Revenu à Paris, il ouvrit à l'Athénée un cours public de droit naturel et des gens qui eut un succès retentissant. En 1819, la mort de sa mère le força d'interrompre ses cours, il se retira en Dauphiné et resta plusieurs années sans emploi.

Le 15 février 1828, les électeurs de la Drôme l'envoyèrent à la Chambre des députés et lui conservèrent son mandat sans interruption jusqu'en 1839.

Comme député, M. Béranger s'éloigna le plus possible des partis, laissant les questions politiques de côté, il prit une part des plus actives à toutes les discussions relatives aux questions de droit.

Malgré son éloignement de la politique pure, il se montra néanmoins, en plusieurs circonstances, tout dévoué à la monarchie de Juillet.

Pour le récompenser de cet attachement, Louis-Philippe le nomma conseiller à la Cour de cassation le 14 mai 1831. L'année suivante, il le désigna pour travailler avec ses Ministres à la revision du Code pénal et, par ordonnance du 7 novembre 1839, le nomma pair de France.

A la révolution de Février, il ne prit aucune part aux affaires et ne parut un moment sur la scène publique que pour présider la Haute-Cour de Justice à Bourges, dans l'affaire du 15 mai 1848, et à Versailles, dans l'affaire du 13 juin 1849. Il présida ensuite une Chambre à la Cour de cassation et l'Académie des Sciences morales et politiques, dont il faisait partie depuis 1832.

M. Béranger rédigea aussi les comptes rendus annuels de la Société de patronage des jeunes libérés du département de la Seine, dont il était président depuis 1833.

Pour l'énumération de ses divers ouvrages, voir la *Biographie du Dauphiné*, par A. Rochas. Paris, Charavay, édit., 1856.

*
* *

Il est curieux de constater que c'est aussi, à l'heure actuelle, 1899, son fils, M. Béranger, de la Drôme, qui est placé au premier rang de la Haute-Cour, chargée de juger « le complot dirigé contre les institutions républicaines ».

Nous extrayons du journal *l'Éclair*, de Paris, la rapide biographie qui suit :

Président de la Commission d'instruction de la Haute-Cour, M. Bérenger compte parmi les personnalités politiques les plus en vue du Sénat, et il est bien rare que, même sans qu'il le veuille, les événements ne se chargent pas, de temps à autre, de le mettre en avant. Il s'est longtemps signalé, en dépit de toutes les railleries, par une ardente campagne contre la licence sous toutes ses formes, et cela lui a valu le surnom de « Père La Pudeur » qu'il porte avec une philosophique sérénité. Il a attaché son nom, et cela vaut mieux que tout le reste, à cette belle loi d'humanité que le Code dénomme la loi de sursis, mais que l'on n'appelle partout que la loi Bérenger.

Né à Valence le 22 avril 1830. Compatriote de M. Loubet, il est un des amis personnels du président de la République. Ancien procureur général. Engagé, pendant la guerre, dans les mobilisés du Rhône et blessé au combat de Nuits. Élu à l'Assemblée nationale de 1871 par la Drôme, il fut Ministre des Travaux publics dans le premier cabinet de Thiers dont il soutint toujours la politique. M. Bérenger est membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, sénateur inamovible et vice-président du Sénat.

La Haute-Cour de Bourges. — La Haute-Cour réunie à Bourges fut commise pour juger les « fauteurs » des troubles du 15 mai 1848, troubles qui avaient permis à la foule tumultueuse d'envahir le palais de l'Assemblée nationale.

L'accusation pesait sur une vingtaine d'hommes connus, Blanqui, Flotte, Martin dit Albert, Barbès, Sobrier, Raspail, Quentin, Degré, Larger, Borme, Thomas, Louis Blanc, Seigneuret, Housseau, Huler, Laviron, Napoléon, Chancel; le général Courtois, Caussidière et Villain, ces trois derniers inculpés de complicité.

Huit des accusés avaient pu quitter la France. Douze seulement étaient arrêtés.

La composition de la Haute-Cour, déterminée par l'Assemblée, était de sept membres de la Cour de cassation, cinq juges titulaires et deux suppléants. Ces juges élurent pour président

M. Béranger de la Drôme. Le jury était formé par des membres des Conseils généraux de tous les départements, choisis par le sort, au nombre de trente-six. M. Baroche, procureur général près la Cour d'appel de Paris, était chargé de soutenir l'accusation, assisté de l'avocat général M. de Royer. Les débats commencèrent le 7 mars.

Le général Courtois, Thomas, Villain, Degré, Larger et Borme furent acquittés. Le jury reconnut coupables, sans circonstances atténuantes, Armand Barbès et Alexandre Martin dit Albert, qui furent condamnés à la déportation.

Blanqui, Sobrier, Raspail, Quentin et Flotte, ayant obtenu le bénéfice des circonstances atténuantes, furent condamnés à dix, sept, six et cinq années de déportation. Le lendemain, le procureur général prit des réquisitions contre les six contumaces et la Cour condamna Louis Blanc, Seigneuret, Housseau, Causidière, Laviron et Napoléon Chancel à la peine de la déportation.

Insurrection à Lyon. — Des mouvements insurrectionnels, à la suite du 13 juin, éclatèrent à Lyon, Reims, Bordeaux, Lille, Mâcon, etc.

A Lyon surtout l'émeute fut sérieuse, il y eut un véritable combat.

Dans la nuit du 15 juin, une colonne descendue des hauteurs de la Croix-Rousse attaqua l'École vétérinaire où elle désarma deux compagnies du 17^e léger, et revint se fortifier à la Croix-Rousse.

Les généraux Gémeau et Magnan se virent obligés de livrer une bataille sérieuse et de porter l'attaque de différents côtés à la fois. La barricade de la Grande-Rue, de la Croix-Rousse, fut défendue avec un acharnement extrême par les insurgés.

L'affaire commencée à 11 heures du matin ne se termina complètement qu'à 7 heures du soir.

On compta de nombreux morts et des blessés en quantité de part et d'autre. On fit 700 prisonniers aux révolutionnaires.



La Préfecture de l'Isère adressait, le 18 juin, au Maire de

Grenoble, copie d'un télégramme provenant du Préfet du Rhône et communiqué par le Ministre de l'Intérieur :


Paris, 17 juin 1849, 2 heures soir.

Ministre Intérieur au Préfet.

Le Préfet du Rhône annonce à la date du 16 juin, 9 heures matin, que l'insurrection de Lyon est vaincue et que tout y est terminé.

Paris continue à jouir de la plus parfaite tranquillité.

Grenoble en état de siège.

 Depuis ce jour, l'ordre ne fut plus troublé à Lyon.

Mais, pour prévenir le retour de semblables émeutes, un décret présidentiel mit en état de siège, avec la ville de Lyon, toute la circonscription de la 6^e division militaire, dont Grenoble faisait partie.

Voici ce décret tel qu'il fut placardé sur nos murs :

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

Décret relatif à l'état de siège.

Le Président de la République,

Vu la loi du 13 juin 1849,

Décrète :

La ville de Lyon et toute la circonscription comprise dans la 6^e division militaire sont mises en état de siège.

Fait à l'Elysée-National, le 15 juin 1849.

L.-N. BONAPARTE.

Le Ministre de l'Intérieur,

J. DUFAURE.

Extrait du *Moniteur* (partie officielle).

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*

C. DAUSSE.

Le commandant supérieur des troupes stationnées dans la 6^e division, vu l'arrêté présidentiel du 15 juin, le décret du

24 novembre 1811 et les lois antérieures sur l'état de siège, arrêta :

ARTICLE UNIQUE. — Les clubs et autres réunions politiques sont interdits dans toute l'étendue de la 6^e division militaire.

Les autorités militaires, judiciaires et civiles sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Au Quartier-Général, à Lyon, le 17 juin 1849.

Le Général de division,

A. GÉMEAU.

Du décret impérial, du 24 décembre 1811, chapitre IV, article 101, nous extrayons :

De l'état de siège. — Dans les places en état de siège, l'autorité dont les magistrats étaient revêtus pour le maintien de l'ordre et de la police, passe tout entière au commandant d'armes, qui l'exerce ou leur en délègue telle partie qu'il juge convenable.

NAPOLÉON.


Dans un autre arrêté du 17 juin, le général Gémeau déclara :

Le colportage des livres, brochures, journaux et autres imprimés est interdit dans toute l'étendue de la Division.

Nouvel arrêté du général Gémeau, du 17 juin :

Art. 1. — Les cafés, cabarets et autres lieux publics signalés comme ayant été des endroits de réunion pour les perturbateurs, seront fermés.

Art. 2. — Des arrêtés individuels indiqueront les établissements auxquels le présent arrêté est applicable.

 Le 19 juin, le général Corréard, commandant la 2^e subdivision à Grenoble, envoyait une note au Maire pour le prier de passer chez lui, à midi, afin de pouvoir se concerter avec les autorités civiles et administratives de la ville, sur les mesures prescrites au sujet de l'état de siège.

Après l'entrevue qu'il eut avec le général Corréard, le Maire écrivit au Préfet une énergique lettre de protestation.

Nous relevons divers passages de cette lettre, datée du 19 juin 1849 :

MONSIEUR LE PRÉFET,

..... M. le général Gémeau déclare que l'état de siège étant pour lui une faculté plutôt qu'une obligation, *il le restreint, en ce qui concerne le département de l'Isère, à la ville de Grenoble*.....

Dès l'instant que M. le Préfet ou M. le général Gémeau a cru, avec beaucoup de raisons, interpréter ainsi le décret de M. le Président de la République, il est à regretter qu'il n'ait pas jugé à propos de consulter les autorités de Grenoble sur l'opportunité qu'il pouvait y avoir à constituer l'état de siège dans cette ville.

Quoi qu'il en soit, Monsieur le Préfet, il est de mon devoir de vous faire observer que l'ordre public n'a pas été sérieusement troublé à Grenoble. Les efforts réitérés de quelques agitateurs, les excitations très actives auxquelles ils se sont livrés n'ont amené, dans la journée du 15 de ce mois, qu'une manifestation sans gravité, sans portée, faite par quelques individus sans consistance qui se sont bornés à chanter la *Marseillaise* sur une place publique et autour de l'arbre de la liberté.

Quelques cris séditieux ont été poussés, mais ces cris étaient tout à fait isolés et n'ont trouvé aucun écho ; les auteurs en sont connus et ont été signalés à la justice.

Dans la soirée du 16, cette manifestation est tombée dans le plus complet ridicule ; elle méritait à peine le nom de misérable tapage nocturne.

En présence de ces faits qui constatent à Grenoble la complète impuissance des agitateurs, je pense qu'il n'y avait pas lieu de constituer dans Grenoble l'état de siège. Il est toujours grave d'enlever une population au droit commun. Une telle exception ne saurait se justifier que par les motifs de l'ordre le plus sérieux.

En outre, l'état de siège est une mesure dont il importe de ne pas user les salutaires effets en l'employant trop souvent.

Je crois donc, Monsieur le Préfet, qu'il convient de prier M. le général Gémeau de vouloir bien lever, le plus tôt possible, l'état de siège de Grenoble. Cette mesure pourrait être rétablie si, contre mon attente la plus formelle, il se produisait ici quelque mouvement coupable.

Un fait de minime importance eût pu amener des troubles à Grenoble, sans la prudente intervention de son maire, M. Frédéric Taulier.

Le 25 juin, à la suite d'une communication du général Corréard à l'administration municipale, communication ayant pour objet la fermeture du cabaret du sieur Rambaud, situé rue Chenoise, le maire de Grenoble adressa une note pour le rejet de cette mesure.

Le sieur Rambaud, disait le Maire, est un ancien soldat qui a été attaché, en Afrique, au service de la personne du général Cavaignac ; il est âgé de 30 à 34 ans. Les opinions de cet homme sont très exaltées. Sa femme, de mœurs très douces, s'efforce sans cesse de le calmer.....

.....Convient-il, Monsieur le Général, de faire fermer le cabaret du sieur Rambaud ? Je ne le crois pas. On a beaucoup exagéré son rôle politique ; chez lui, opinions, habitudes, paroles, tout est de fort bas étage. Je suis peu d'avis de frapper les faibles..... Ce n'est pas de là que part le danger : c'est là plutôt qu'aboutissent les résultats préparés ailleurs. Serait-il logique de frapper une mesquine conséquence quand on ne peut pas atteindre la source ?

L'esprit grenoblois très éclairé et très juste dans les distinctions qu'il sait faire, ne blâmera-t-il pas une mesure qui cherche à briser un chétif instrument, alors que d'autres citoyens ne peuvent pas même être recherchés, malgré leurs opinions extrêmes bien connues ?

.....Ne serait-il pas à craindre qu'un cabaretier isolé et sans importance ne fût en quelque sorte placé sur un piédestal par la rigueur même dont il serait l'objet ?

Enfin, la ville de Grenoble est parfaitement tranquille ; l'ordre public n'y a pas été troublé et dès lors une mesure exceptionnelle, qui se justifie difficilement par elle-même, deviendrait encore peu justifiable au point de vue de l'état général de la localité.

Le cabaret ne fut pas fermé, la police se contenta d'y faire une visite quotidienne et le calme continua à régner dans notre cité.

Les mesures de rigueur édictées par le général Gêmeau

produisirent une impression très vive dans toutes les classes de la population.

M. Alex. Gruyer, lieutenant-colonel, commandant la garde nationale, adressa, le 25 juin, la lettre ci-jointe :

MONSIEUR LE MAIRE,

Vous avez sans doute connaissance de l'affiche que vient de faire apposer l'autorité militaire. Vous avez pu voir l'émoi qu'elle cause parmi la population. Beaucoup de citoyens viennent me demander si la mesure ordonnée par M. le général Gémeau concerne la ville de Grenoble.

Ne jugeriez-vous pas nécessaire de tranquilliser vos administrés en expliquant cette mesure ?

Dans une séance extraordinaire tenue le 2 juillet, à 8 heures et demie du soir, à l'Hôtel de Ville, M. Bouvier, conseiller municipal, présenta une longue motion qui se terminait ainsi : « Le Conseil approuve les motifs qui ont décidé M. le Maire à agir comme il a cru devoir le faire et l'invite à reprendre ses démarches pour solliciter, de la manière la plus pressante, auprès du pouvoir exécutif, la levée de l'état de siège de Grenoble. »

M. Frédéric Taulier, maire, qui présidait, crut devoir faire remarquer à M. Bouvier que le Conseil ne pouvait pas délibérer sur un objet non compris parmi ceux pour lesquels le Préfet avait autorisé la réunion.

Le Conseil se rendit à cette observation, mais, pensant que la motion dont il s'agissait rentrait dans la catégorie des vœux d'intérêt local que la loi lui permettait d'émettre, décida à l'unanimité que le Maire prierait le Préfet de l'autoriser à s'occuper de la proposition Bouvier dans la séance du mercredi suivant 4 juillet.

Le 3 juillet, le Maire écrivit au Préfet une lettre pour lui demander d'accorder l'autorisation réclamée par tous ses collègues. A cette lettre fut joint le texte même de la motion qui avait été lue au Conseil.

M. Dausse, préfet de l'Isère, répondit le 4 juillet :

Que sous le régime de l'état de siège il ne pouvait accorder une autorisation pour délibérer sur l'état de siège, sans en avoir au préalable référé à l'autorité militaire supérieure et au Gouvernement. Qu'il écrivait au Ministre de l'Intérieur pour lui demander d'approuver ou de faire approuver que l'autorisation demandée fût donnée, s'il y avait lieu.

Le Maire, au reçu de la communication préfectorale, fit parvenir au général Gémeau un pressant appel pour la levée de l'état de siège.

M. Frédéric Taulier faisait connaître, dans sa lettre, la démarche tentée auprès du Préfet et la réponse de ce dernier.

Aujourd'hui, disait-il, permettez-moi, Monsieur le Général, de vous adresser des observations directes.....

La ville est parfaitement tranquille. Il n'y existe aucun club, les lieux publics sont fermés à l'heure ordinaire et ils n'offrent pas même le spectacle de la moindre animation. Tous les règlements de police sont régulièrement appliqués et respectés et il ne faut pas croire que cet ordre de choses soit précisément la conséquence de l'état de siège. Je dois vous répéter qu'il existait auparavant au même degré ; il est permanent et normal dans une population essentiellement éclairée et intelligente, où il peut y avoir des opinions ardentes, des susceptibilités vives, mais qui, habituée depuis longtemps à la pratique de la vie politique, sait toujours se renfermer dans la limite des controverses paisibles et des voies légales.

.....
Si le vœu du Conseil municipal de Grenoble n'a pu régulièrement et officiellement être exprimé, il n'en est pas moins moralement constaté et je suis auprès de vous son interprète, Monsieur le Général, en vous soumettant ces observations que vous apprécierez dans votre sagesse.

Le 7 juillet, le lieutenant-colonel de la garde nationale, M. A. Gruyer, fit au Maire cette demande :

Par votre arrêté du 14 juin, vous avez fixé l'exercice général de la légion au lundi prochain 9 courant. L'état de siège exige

l'autorisation, pour sortir des portes en armes, de l'autorité supérieure militaire. Veuillez prendre à cet égard les dispositions nécessaires.

Cette note fut soumise au général Corréard, gouverneur de Grenoble, qui accorda l'autorisation réclamée.

Réponse du général Gémeau à M. Frédéric Taulier :

Lyon, 8 juillet.

MONSIEUR LE MAIRE,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 5 courant, relative à l'état de siège de Grenoble. J'ai étudié cette question avec le plus grand soin et, malgré les observations contenues dans votre lettre précitée, j'ai l'honneur de vous informer que je me crois obligé de continuer l'état de siège dans la ville que vous administrez.

Signé : *Le Général commandant supérieur des troupes
dans la 6^e division militaire,*

A. GÉMEAU.

Le 14 juillet, nouvelle communication du général Corréard au Maire de Grenoble :

J'ai l'honneur de vous informer que je viens de décider que la garde nationale ne se réunira plus pour les exercices pendant tout le temps que durera l'état de siège. Son instruction aura peu à en souffrir, attendu qu'elle ne se réunissait que deux fois par mois.

J'écris à M. le lieutenant-colonel Gruyer pour le prévenir de cette décision.

Le 4 août, une proposition fut présentée dans la séance du Conseil général pour la prompt levée de l'état de siège de Grenoble. M. Corréard, avoué à la Cour d'appel de Grenoble, conseiller général du canton de Vinay et frère du général Corréard, appuya cette proposition qui fut votée.

Le Conseil municipal, dans sa séance du 21 août, exprima une fois encore le vœu que Grenoble fût affranchi de l'état de siège.

La délibération contenant ce vœu fut jointe à une lettre adressée par le Maire au Préfet, le 25 août :

Je vous prie, disait en terminant le premier magistrat de notre ville, de vouloir bien la transmettre à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'appuyer d'un avis favorable.

M. Chapuys-Montlaville fut nommé préfet de l'Isère par décret du 2 décembre 1849, en remplacement de M. Bordillon, qui reçut son changement, et du vicomte O. de Barral, non acceptant.

M. Chapuys-Montlaville arriva à Grenoble le 11 décembre 1849 et prit aussitôt la direction de l'administration départementale.

Les réclamations des conseillers municipaux de Grenoble, les démarches des représentants de l'Isère, le vœu du Conseil général, n'obtinrent aucun résultat et notre cité continua, en 1850, à être soumise aux rigueurs de l'état de siège.

Le général Castellane, gouverneur de Lyon, commandant supérieur des 5^e et 6^e divisions militaires, fit placarder l'arrêté suivant, daté du 20 mai 1850 :

Art. 1^{er}. — Il est défendu à tout armurier de faire aucune livraison de fusils pistons et autres armes de luxe, sans s'être fait présenter par l'acheteur un certificat de moralité, délivré par le Maire de la commune et visé par le Préfet ou les Sous-Préfets.

Art. 2. — Mention de ces certificats sera faite sur le registre dont chaque armurier doit être muni, suivant l'ordonnance de 1816.

Art. 3. — Tout armurier est tenu de démonter immédiatement les batteries de toutes les armes déposées dans ses magasins et ateliers.

M. Chambert, commissaire de police, fut chargé de l'exécution de cet arrêté à Grenoble.

M. Brun, armurier à Grenoble, se rendit à la Préfecture pour présenter les doléances de ses collègues, au sujet des exigences qu'imposait à leur profession l'arrêté ci-dessus mentionné. Le secrétaire général lui parut disposé à tolérer les adoucissements qui seraient apportés à l'exécution des mesures imposées.

M. Brun ayant rendu compte des résultats de sa mission au

Maire, ce dernier écrivit, le 7 juin au Préfet, pour le prier de lui faire connaître en quoi :

Ces adoucissements devaient consister. Je mettrai d'autant plus d'empressement, ajoutait le Maire, à en faire profiter les armuriers de Grenoble, que l'arrêté dont il s'agit est dirigé contre un danger qui, dans notre ville, n'est pas à craindre le moins du monde.

Comme document, nous relevons, parmi les nombreuses demandes de certificat, cette curieuse lettre :

Grenoble, 25 octobre 1851.

MONSIEUR LE MAIRE,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir déclarer, en conformité de l'arrêté du général de Castellane, qu'il n'y a pas d'inconvénient à ce que je devienne acquéreur d'un fusil de chasse venant de Saint-Étienne.

J. VICAT fils, avocat.

Les mesures édictées par l'arrêté du 20 mai 1850 furent légèrement simplifiées et adoucies, mais elles durèrent, dans leur ensemble, jusqu'à la complète cessation de l'état de siège.

La presse républicaine et socialiste, bien que ne pouvant s'exprimer en toute liberté sur les mesures édictées, ne cessa toutefois de protester avec énergie contre l'atteinte portée aux droits des citoyens dans cinq départements.

A Grenoble, le *Patriote des Alpes* mena longtemps une véritable campagne au sujet de l'état de siège et de ses conséquences.

Son numéro du 12 juillet 1850 contenait un important article ayant pour titre : « M. Baroche et l'état de siège. »

Le *Patriote* disait :

On ne gagne rien à détromper le pouvoir, à l'arracher aux illusions dans lesquelles il aime à se bercer. M. Bordillon l'a bien éprouvé. Il crut devoir faire entendre à l'oreille du Gouvernement l'accent de la vérité, de l'importune vérité ; il voulut conseiller la

justice à un pouvoir qui a soif de répression et de compression. Faute impardonnable qu'il expie aujourd'hui dans la retraite ! Que ne mettait-il son intérêt personnel au-dessus de son devoir ! Il serait encore, à l'heure qu'il est, préfet de l'Isère.

... Et plus loin :

M. Baroche a prétendu que l'année dernière des symptômes d'insurrection s'étaient manifestés à Vienne, et que cette circonstance avait dû suffire pour motiver la mise en état de siège de tout le département. Il a ajouté entre autres choses, pour justifier la prolongation de cet état exceptionnel, « que des sociétés secrètes existaient en très grand nombre dans notre département et qu'elles avaient leur centre à Lyon ».

Que cette allégation soit portée à la tribune par un Ministre, c'est ce que nous avons peine à comprendre.

... Et il concluait :

Les discours de M. Baroche, en ce qui concerne le département de l'Isère du moins, valent ses actes d'accusation. Il est fâcheux seulement que ces erreurs singulières aient pour nous de si déplorables conséquences : un mauvais renom et, à l'occasion, l'état de siège.

Au *Courier de l'Isère*, qui défendait les représentants du Gouvernement, le *Patriote* posait, dans sa chronique locale, la question suivante :

M. Chapuys-Montlaville a-t-il ou n'a-t-il pas demandé le maintien de l'état de siège dans le département de l'Isère ?

Oui ou non...

Ces courts extraits donnent le ton qu'avaient les polémiques de presse à cette époque.

Le 15 juin 1850, M. Chapuys-Montlaville, préfet de l'Isère, prit un arrêté interdisant, dans toute l'étendue du département, les clubs, banquets et autres réunions publiques.

Le 14 août 1850, sur la proposition d'un de ses membres, le Conseil municipal prit la délibération qui suit :

Attendu que, depuis l'avènement de la République, la ville de Grenoble a toujours joui de la tranquillité la plus complète ; que ses habitants se sont toujours montrés dévoués au Gouvernement de la République, à la Constitution et à toutes les lois de l'État ; que l'autorité y a toujours été respectée ;

Attendu que, dans une ville ainsi dévouée à l'ordre, les mesures faites pour les circonstances exceptionnelles sont sans aucune espèce de nécessité ou même d'utilité ;

Attendu qu'il y a même, en quelque sorte, péril moral à une dérogation sans cause, et surtout à une dérogation prolongée aux principes du droit commun ; puisque l'idée de droit et l'idée de devoir étant corrélatives, on ne saurait porter atteinte au droit sans affaiblir en même temps le sentiment du devoir chez les citoyens qui seraient arbitrairement privés des communes garanties,

Le Conseil, gardien des intérêts moraux et matériels de la cité, délibère qu'il y a lieu d'émettre, pour la troisième fois, le vœu pressant que l'état de siège soit levé dans la ville de Grenoble.

Ce vœu fut transmis au Préfet. Quelques jours après, une lettre de refus parvint à la municipalité.

L'état de siège ne devait pas cesser de si tôt ; nous retrouvons, en effet, à la date du 19 mai 1851, une quatrième délibération du Conseil tendant à ce que cette mesure de rigueur cessât d'être appliquée à notre ville.

Attendu, disait la délibération, que les autorités supérieures du département, dans des proclamations publiques, et que le Ministre de l'Intérieur lui-même, dans un discours récent sur la situation de l'Isère, ont reconnu le bon esprit qui anime la population de Grenoble.

Ce fut en vain que la municipalité fit parvenir ce dernier appel, notre cité demeura encore un an sous le régime de la législation militaire.

Le 11 septembre 1851, le général Castellane arriva à Grenoble.

L'état de siège ne fut levé, partout où il avait été proclamé, que le 28 mars 1852.

Ouvrages et publications interdits pendant l'état de siège.

— Nous croyons intéressant de fournir la nomenclature des ouvrages et publications dont la vente et le colportage avaient été interdits, en vertu du régime de l'état de siège, dans la 6^me division militaire dont Grenoble faisait partie.

De nombreux arrêtés avaient été pris à cet égard par le général Gémeau.

Nous présentons la liste des publications interdites par la date même de leur interdiction.

Le 24 novembre 1849 : le journal *l'Alliance des Peuples*; 8 décembre, *l'Almanach des Opprimés*; 25 décembre, *l'Histoire de la Convention* et *l'Almanach du Cultivateur et du Vigneron*; *l'Almanach du Paysan*; *l'Almanach du Nouveau Monde*, par Louis Blanc; *l'Almanach de Raspail*; *l'Almanach de l'Égalité*; *l'Almanach des Proscrits*; 26 décembre, *l'Almanach Phalanstérien*; *l'Almanach Napoléonien*; *l'Almanach du Peuple*; *l'Almanach de l'Ami du Peuple ou la Lunette de Douzens*.

Le 2 janvier 1850 : les journaux *la Réforme*; *la Voix du Peuple*; *le Nouveau Monde*, de Louis Blanc; *la Feuille de Village*, de Joigneaux; *la Solidarité*; *la Feuille du Peuple*; 6 janvier, la gravure ayant pour titre : *Jésus le Montagnard*; 10 janvier, les almanachs *Democ-Soc*, *des Réformations* et *Républicain démocratique*; 14 janvier, les journaux *le Drapeau du Peuple*; *la Voix du Peuple*, de Marseille; 20 janvier, les brochures intitulées : *le Guide du Peuple dans les élections*; *l'Évangile et la République*; *l'Évangile du Peuple*, par Alphonse Esquiros; 25 janvier, *l'Almanach des Associations ourrières pour 1850*; 7 février, *l'Histoire des Montagnards*, par A. Esquiros; *l'Almanach des Blancs*; les journaux *la Propagande*; *le Populaire de Cabet*; *la Démocratie pacifique et la République*; 28 février et 1^{er} mars, les brochures : *la Terreur blanche*; *la Bible des Idées nouvelles et le Pape devant le Christ*; l'album intitulé : *Galerie des Républicains socialistes*; les imprimés : *Prêtres et Socialistes et les Revenants*; enfin la chanson dite *la Lyonnaise*; 25 et 31 mars, les brochures : *Réponse aux deux libelles les Conspirateurs et la Naissance de la République*, de Chenu et Delaholde, par le citoyen Jules Miot, représentant du peuple; *le Berger de Kravan*, d'Eugène Sue; *Jésus-Christ devant le Conseil de guerre*, de Victor

Meunier ; *la Propagande, c'est la Révolution ; Plus d'Octroi, plus de Droits réunis ; Deux Jours de Condamnation à mort*, par Armand Barbès ; 8 avril, *l'Ami du Peuple*, journal du Puy (Haute-Loire) ; 3 mai, *l'Éclaireur républicain de Clermont-Ferrand* ; 25 juin, *le Peuple de 1850*, et le pamphlet ayant pour titre : *le Soldat du Pape* ; 25 septembre, *la République universelle*.

En 1851, le général commandant supérieur des 5^m et 6^m divisions militaires continuait d'interdire la publication, la vente et le colportage des brochures et imprimés. A la date du 13 mai, étaient mis à l'index : *la Mort de Jésus*, tragédie, par le citoyen Sauriac ; *Plus de Girondins*, par le citoyen Louis Blanc, et *Du Gouvernement provisoire*, par J.-M.-J. Deville, ancien membre de l'Assemblée constituante, déporté par arrêt de la Haute-Cour de Versailles.

Par arrêté du 5 juin : *le Vieux Monde devant le Monde Nouveau*, par Pierre Pradier, représentant du peuple ; *Loisirs d'un Proscrit*, par Félix Pyat ; *Instruction pour le Peuple, Procès de Bocarine*.

Les 2, 18 et 24 juillet, interdiction de : *l'Histoire des Martyrs de la Liberté*, par Esquiros, et des chansons intitulées : *le Chant des Soldats*, *le Chant des Transportés*, par Pierre Dupont.

Par arrêté du 3 septembre, le général rappelait à l'administration que la publication, la vente et le colportage de toutes gravures ou lithographies représentant les portraits des individus qui avaient été impliqués dans le complot de Lyon, condamnés ou acquittés, étaient interdits dans tous les départements composant la 6^m division militaire.

Le 24 septembre, nouvel arrêté interdisant : *le Catéchisme rouge ; Jugement dernier du Vieux Monde social*, par M. Hess ; les almanachs : *l'Almanach du Travail*, par Perdiguier, Leneveux, V. Schœlcher ; *l'Almanach du Village*, par Joigneaux et Mathieu (de la Drôme) ; *l'Almanach populaire de France*, par F. Bouvet, Pascal Duprat ; *l'Almanach des Opprimés*, par Mayen, et *la République du Peuple, almanach démocratique*

Le 12 novembre, *l'Almanach de la Vérité ; l'Almanach de la vile Multitude*.

Du 20 au 26 novembre, arrêtés d'interdiction : *la Sentinelle du Peuple ; le Républicain populaire et social ; la Révolution, l'Avant-*

Garde démocratique, par Villegardelle ; *Lettre de Félix Pyat*, concernant les motifs qui lui ont fait élire L.-Napoléon.

7 décembre, *Revue de Genève* (journal suisse) ; 28 décembre, *la Voix du Paysan* (journal de Savoie) ; *l'Almanach des Réformateurs* ; *les Paysans sous la Royauté*, par Joigneaux ; *Christianisme et Démocratie* ; *Ce que vaut le meilleur des rois*.

En 1852, interdiction de la publication, de la vente et du colportage des écrits suivants ; 25 janvier, *les Chaines de l'Esclavage*, par Marrast ; la chanson intitulée : *1852*, de Pierre Dupont, et toutes les chansons du même auteur ; 28 janvier, *la Maga*, journal de Gênes.


Ministère du 31 octobre. — Le 31 octobre 1849, le Président de la République adressait un message à l'Assemblée législative à la suite duquel un nouveau cabinet était appelé aux affaires. Les ministres désignés étaient : à la Guerre, M. d'Hautpoul, représentant ; aux Affaires étrangères, M. de Rayneval, ministre plénipotentiaire à Naples ; à la Justice, M. Rouher, représentant ; à l'Intérieur, M. F. Barrot ; à la Marine, M. Desfossés ; au Commerce, M. Dumas ; aux Finances, M. Achille Fould ; aux Travaux publics, M. Bineau ; à l'Instruction publique, M. Parieu.

Les arbres de la Liberté à Grenoble et dans le département.

Pour perpétuer le souvenir de la fondation de la République de 1848, de grandes fêtes furent organisées partout.

Dans les plus petites communes de notre département, chacun tint à honneur de célébrer dignement l'ère d'égalité qui venait de s'ouvrir.

Des arbres de la Liberté, plantés sur les places publiques, attestèrent cette glorification du nouveau régime.

 A Grenoble, le 17 avril, les ouvriers des ateliers municipaux qui travaillaient au Polygone procédèrent, derrière les buttes, sous la surveillance de M. Louis Giraud, garde du Polygone, à l'arrachement d'un peuplier.

Cet arbre fut transporté sur un char, suivi des ouvriers chantant la *Marseillaise*.

Le 18, à 2 heures de l'après-midi, on célébra la cérémonie de la plantation de l'arbre de la Liberté. Le cortège passa dans les principales rues de Grenoble, au milieu des acclamations des citoyens.

Un char fort bien orné, dans lequel étaient groupées des jeunes filles vêtues de blanc, précédait celui où s'élevait le peuplier symbolique ; il était lui-même pavoisé des couleurs nationales et traîné par huit chevaux blancs ; venaient ensuite les ouvriers des chantiers municipaux, les membres des administrations départementales et municipales et une députation des écoles.

Les détachements de la garde nationale et des troupes de la garnison faisaient la haie.

A 4 heures, le défilé parvint place Notre-Dame, où M^{sr} Philibert de Bruillard bénit l'arbre de la Liberté devant le porche de la Cathédrale.

L'Évêque prononça le discours qui suit :

NOMBREUX ET CHERS DIOCÉSAINS,

Je désirerais que ma voix puisse arriver jusqu'à vos oreilles comme mon cœur vole vers le vôtre.

Le Gouvernement provisoire peut compter sur l'adhésion de mon diocèse au nouvel ordre de choses.

Mon clergé continuera d'enseigner par ses exemples et ses leçons les vertus qui conviennent à des hommes libres, égaux en droits et qui ne forment qu'une famille de frères.

C'est aussi pour lui un devoir de prier, afin que la liberté ne dégénère jamais en licence, l'égalité en odieuses préférences, la fraternité en coupables hostilités.

Puisse cet arbre, ennobli par la bénédiction de l'Église, croître, se fortifier et s'embellir comme la liberté dont il est l'image.

Puisse-t-il aussi devenir un symbole permanent du bon esprit qui anime les citoyens de cette ville et de la sagesse des honorables magistrats qui sont chargés de son administration !

La bénédiction terminée, le cortège reprit sa marche et ne

s'arrêta plus qu'à la place même où devait avoir lieu la plantation, à l'entrée Nord du Jardin de Ville, intersection des rues du Quai et du quai d'Orléans.

Les abords étaient remplis d'une foule énorme que pouvait à peine contenir la garde nationale, chargée du service d'ordre.

Le peuplier, descendu de son char, fut planté aux cris mille fois répétés de « Vive la République », pendant qu'une batterie d'artillerie tirait des salves; il était 5 heures.

A ce moment, le citoyen Marion, membre de la Commission départementale de l'Isère, prit la parole en ces termes :

Arbre de liberté, symbole du Gouvernement républicain, nous venons confier tes rameaux naissants au sol patriotique de cette antique cité; dans la terre ferme du Dauphiné tu auras bientôt jeté de profondes racines.

Citoyens, la solennité de ce jour n'est point une vaine et fastueuse manifestation comme on en fit tant à d'autres époques, ce n'est plus de l'enthousiasme officiel; aujourd'hui, c'est l'enthousiasme, c'est l'élan de tous les cœurs dévoués à la patrie.

Tous ici, sans exception, tous nous jurons de vouer notre vie entière à l'affermissement des institutions républicaines, nous promettons au Gouvernement, issu des journées de février, le dévouement le plus entier et le plus absolu. — Oui, nous le jurons.

C'est ce dévouement qui ne doit avoir d'autres bornes que celles de nos forces et de notre courage. Nous pouvons asseoir sur une base inébranlable l'édifice républicain dont l'arbre que nous plantons avec tant de pompe est, je le répète, le symbole et l'emblème : Vive la République !

Le citoyen Farconnet, maire provisoire de Grenoble, lui succéda et s'exprima ainsi :

CITOYENS,

Tout à l'heure vous avez fait bénir cet arbre au nom de Dieu, qu'il soit maintenant béni au nom du peuple.

L'arbre de la Liberté, ce jeune arbre est une plante de nos montagnes. C'est ici qu'il poussa ses premiers rameaux; c'est d'ici que partit, en 1788, le premier cri de notre émancipation.

La fête d'aujourd'hui n'est point une fête nouvelle, c'est la troisième fois que la France assiste à ces poétiques et touchantes solennités ; mais quand nos pères ont planté le premier arbre de liberté, la révolution ne faisait que de commencer, le temps n'était pas encore venu et ils furent brisés par la tempête ; il s'en éleva d'autres il y a dix-huit ans, mais le reptile infect et rongeur de la royauté dévorait leurs racines et, après quelques soleils, leurs tiges étaient déjà flétries.

Ceux d'aujourd'hui vivront, car la monarchie française est morte et le despotisme européen se meurt. Ils vivront, car nos guerres sont éteintes, nos luttes intestines sont finies, l'arbre ne demande plus de sang, il ne lui faut plus que la rosée du ciel.

Ils vivront, car Dieu vient de sourire à l'humanité, nous avons encore quelques rochers et quelques ronces à traverser, mais rassurez-vous, car nous touchons à la terre promise de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Plusieurs années après, l'arbre disparut nuitamment.

Quelques jours avant cet arrachement, une pancarte avait été clouée au peuplier, elle portait :

Arbre sans racine, planté par la vermine, la haute aristocratie l'arrachera.

Comme document, nous extrayons d'un état de frais dus à divers fournisseurs pour dépenses relatives aux fêtes de la plantation de l'arbre de la Liberté et transmis à M. J. Arnaud, adjoint :

Dû à M. Bonnureau, tapissier (art. 2 de ses mémoires) . .	263 ^f 73
Dû à M. Barnel, imprimeur (art. 1 ^{er} de son mémoire) . .	45 »
	<hr/>
	278 ^f 73
	<hr/>
Au mois de juillet, l'arbre fut entouré d'une grille en bois de châtaignier dont le coût s'éleva à	198 ^f »
	<hr/>
A reporter. . .	198 ^f »

	<i>Report.</i> . . .	198 ^r »
Peinture bronze appliquée sur les montants à		40 »
Remblaiement et pavage en raccordement		12 »
		<hr/> 250 ^r » <hr/>

Certifié par l'Architecte voyer, le 21 juillet 1848.

Signé : BARILLON.

Enlèvement des bonnets rouges.

A MM. les Sous-Préfets et Maires du département.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous adresser un arrêté, en date de ce jour, par lequel je prescris l'enlèvement du bonnet rouge qui surmonte encore, dans plusieurs localités, les arbres de la Liberté et les monuments publics.

J'espère, Messieurs, que dans ce département qui s'est toujours distingué par son amour pour l'ordre et par son respect pour les traditions vraiment libérales, il ne se rencontrera personne qui persiste à maintenir ce symbole d'anarchie et de terreur, et qu'aucune autre disposition ne sera nécessaire pour l'accomplissement d'une mesure à laquelle tous les bons citoyens doivent applaudir.

Le Préfet de l'Isère,

G. DAUSSE.

Le Préfet de l'Isère,

Considérant que les arbres de Liberté et les monuments publics ne doivent porter que les couleurs nationales réunies dans notre glorieux drapeau tricolore ;

Que le bonnet rouge, symbole de la terreur, n'a pu qu'être repoussé et proscrit par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement de la République française fondée en février 1848 ;

Vu les lois des 14-22 décembre 1789, 16-24 août 1790, 19-22 juillet 1791 ;

Vu la loi du 18 juillet 1837,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le bonnet rouge sera immédiatement enlevé de la cime des arbres de Liberté et des monuments publics ;

Art. 2. — MM. les Sous-Préfets et MM. les Maires du département de l'Isère sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le 2 mars 1849.

Le Préfet de l'Isère,

C. DAUSSE.

Malgré cet arrêté, plusieurs communes du département continuèrent à laisser figurer le bonnet phrygien sur la cime des arbres de la Liberté ; après de nombreuses injonctions, le Préfet dut faire abattre les peupliers eux-mêmes pendant l'année 1849 pour faire disparaître complètement cet emblème « révolutionnaire ».

Les derniers vestiges des arbres de la Liberté furent enlevés en 1852, à la suite d'une circulaire du Ministre de l'Intérieur et d'un arrêté du Préfet de l'Isère, M. Chapuys-Montlaville, en date du 10 janvier, arrêté ainsi conçu :

Nous, Préfet du département de l'Isère,

Vu la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 6 de ce mois ;

Considérant que les arbres de Liberté rappellent des époques de troubles et de guerre civile,

Arrêtons :

Les arbres de Liberté seront immédiatement abattus.


Les Sous-Préfets, Maires et Commandants de gendarmerie demeurent chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le 10 janvier 1852.

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

GARDE NATIONALE DE GRENOBLE

(26 février 1848 - 11 janvier 1852).

 Le 26 février, le premier acte de la Municipalité fut la réorganisation de la garde nationale.

Le Maire, M. F. Taulier, adressait au Préfet la lettre suivante :

MONSIEUR LE PRÉFET DE L'ISÈRE,

Vous savez que depuis les événements graves qui viennent de s'accomplir à Paris, l'ordre et la tranquillité ont constamment régné dans la ville de Grenoble. Vous avez pu apprécier par vous-même l'esprit éclairé de la population. Ici, chacun désire désormais que la *garde nationale* soit organisée et armée, chacun voit dans cette mesure un complément nécessaire de sécurité. Douze compagnies qui doivent composer cette garde commenceront lundi leurs élections et les termineront jeudi.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de solliciter de l'autorité militaire la délivrance de 3,000 fusils dont je vous donnerai un chargé et dont la ville de Grenoble deviendra responsable envers l'État.

La mesure que je réclame, Monsieur le Préfet, a un caractère d'extrême urgence. Honorable, loyale, la population de Grenoble a en même temps des susceptibilités très vives. Si les armes que j'ai l'honneur de vous demander étaient refusées, je ne répondrais pas un seul instant de la tranquillité publique.

Les fruits des efforts que nous avons faits jusqu'à présent seraient perdus, une immense et terrible responsabilité retomberait sur les auteurs d'un refus que je considérerais, dans les conjonctures présentes, comme un malheur public.

Je mets ma confiance, Monsieur le Préfet, dans la sagesse et les lumières dont vous avez donné la preuve à notre pays qui en est reconnaissant.

Agréez.

Le Maire,
Fréd. TAULIER.

Par ce document, il est aisé de juger de l'état d'esprit dans lequel se trouvait alors la population de Grenoble.

La réorganisation de la garde nationale s'effectua rapidement.

Le lendemain 27 février, on procéda aux élections des officiers des deux bataillons de grenadiers et de chasseurs.

Les opérations du scrutin commencèrent à 1 heure de l'après-midi dans les différents bureaux de vote.

Le 1^{er} bataillon : 1^{re} compagnie de grenadiers et 1^{re} compagnie de chasseurs se réunirent à la Halle ;

La 2^e compagnie de grenadiers et la 2^e compagnie de chasseurs, aux Terrasses ;

La 3^e compagnie de grenadiers et la 3^e compagnie de chasseurs, place Saint-Louis.

Le 2^e bataillon : 1^{re} compagnie de grenadiers et 1^{re} compagnie de chasseurs, à la Croix-Rouge du Chemin-Neuf ;

La 2^e compagnie de grenadiers et la 2^e compagnie de chasseurs, à la Saulée ;

La 3^e compagnie de grenadiers et la 3^e compagnie de chasseurs, place de la Cymaise.

Voici les résultats du scrutin :

Capitaines : les « citoyens » Gruyer, négociant, pour la 1^{re} compagnie, Alezina pour la 2^e et Romain Eymard pour la 3^e compagnie du 1^{er} bataillon de grenadiers ;

Déchaux, négociant, Giroud, notaire, et Buisson pour la 1^{re} compagnie du 2^e bataillon de chasseurs ;

Gaillard, Durand et Navizet pour la 1^{re} compagnie du 3^e bataillon de grenadiers ;

Maisonville, Anthoard et Paul pour la 1^{re} compagnie du 4^e bataillon de chasseurs.

Au mois d'avril, deux batteries d'artillerie furent adjointes aux grenadiers et aux chasseurs ; la garde nationale constitua ainsi une importante légion.

MM. Sappey, statuaire, Nicollet, avocat, Gustave Permezel et Maisonville père, qui faisaient partie de l'infanterie, permutèrent dans l'artillerie.

Par arrêté du 14 avril furent nommés : MM. Buisson, ancien notaire, major de la légion ; Brun, Mériot et Gassel, capitaines en retraite, adjudants-majors.

Le conseil de discipline fut ainsi constitué :

Capitaine rapporteur, le « citoyen » Massonnet, avocat.

Lieutenants rapporteurs, les « citoyens » : 1^{er} bataillon, Eymard-Duvernay, avocat ; 2^e bataillon, Dutrait-Morges, avoué ; 3^e bataillon, Victor Giroud, arbitre de commerce.

Enfin, furent désignés :

Chirurgien-major en chef, le « citoyen » D^r Dalban.

Chirurgiens aides-majors, les « citoyens » : 1^{er} bataillon, D^r Massot ; 2^e bataillon, D^r Nicolas ; 3^e bataillon, D^r Michaud ; 1^{re} batterie, D^r Fournier ; 2^e batterie, D^r Buissard ; compagnie des sapeurs-pompiers, D^r Michel ; escadron de cavalerie, D^r Charvet.

Armurier, le « citoyen » Lenoir.

En attendant l'adoption d'un uniforme, le Maire, M. Frédéric Farconnet, fit placarder l'avis suivant : « Tous les gardes nationaux seront en bourgeois et porteront seulement une cocarde à leur chapeau, à l'exception de la compagnie des sapeurs-pompiers qui pourra être en tenue ordinaire. »

Dès le 5 mars, le citoyen Thevenet jeune, qui venait d'être choisi comme colonel de la garde nationale, adressa à la légion l'ordre du jour qui suit :

Garde nationale de Grenoble.

Ordre du jour du 5 mars 1848.

SOLDATS CITOYENS, MES CHERS CAMARADES,

Saluons avec bonheur ces jours de fête nationale. La patrie a retrouvé tous ses enfants.

Une ère nouvelle s'ouvre enfin pour nous. Le Peuple souverain a reconquis ses droits. La France a relevé son vieux drapeau. La Liberté n'est plus un vain mot.

La Garde nationale remplira sans obstacle sa mission de paix, et elle secondera au besoin notre vaillante armée, s'il devient nécessaire de faire respecter au dehors cette France, naguère si avilie par un gouvernement corrupteur qui n'avait de force que pour le mal.

Les destinées s'accomplissent avec éclat. Le Gouvernement provisoire de la République marche avec un admirable courage, avec un

bonheur qui tient du prodige, dans l'œuvre immense qu'il a osé entreprendre. Tous ses actes, et leur nombre est déjà incroyable, sont empreints au plus haut degré de justice, de loyauté, d'humanité, de prévoyance. Et si, dans l'immense organisation du glorieux mouvement de l'esprit humain, il existe encore des rouages inertes, pleins de confiance dans la puissance désormais irrésistible de la République, nous attendrons, avec le calme et la force du droit, que le Gouvernement populaire, ce sublime organisateur, ait réparé ce mal inséparable des choses humaines.

De ce jour s'ouvre pour l'humanité un avenir aussi immense que glorieux. — De ce jour tous ceux qui ont mis au service du pays leurs bras et leur intelligence, ont conquis le droit de nationalité ! — De ce jour tous les peuples sont frères.

Le monde entier regarde la France avec anxiété ; la France lui doit un grand exemple ; elle le donnera.

CITOYENS SOLDATS,

Rappelons-nous que la Garde nationale, c'est la Nation organisée pour le maintien de l'ordre et le respect des lois. Sachons remplir cette grande mission.

Soyons fidèles à la noble devise : *Liberté, Égalité, Fraternité,*
Ajoutons encore : *Union, Probité, Tolérance,*
Et nous aurons bien mérité de la Patrie.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

VIVE LA FRANCE !

VIVE L'ARMÉE !

THEVENET jeune,
Colonel de la Garde nationale,
Membre de la Commission administrative de l'Isère.

Grenoble. — Imprimerie de F. Allier père et fils.

L'uniforme fut établi définitivement le 13 mars 1848, en voici la description :

Tunique de drap gros bleu, dit bleu national, boutonnant droit sur la poitrine au moyen de neuf gros boutons bombés en métal blanc ; passepoil en drap écarlate ainsi que le collet orné de chaque côté d'une grenade ou d'un cor de chasse.

Le pantalon en drap bleu pareil.

Le « shako-képi » en drap bleu à trois pièces ayant en hau-

teur vingt centimètres ; cocarde en métal verni aux trois couleurs, au-dessus un coq gaulois et le tout surmonté d'un pompon rouge pour les grenadiers et vert pour les chasseurs.

Sur la plaque du ceinturon et du shako on lisait : « Liberté et ordre public. »

Les sapeurs reçurent le tablier de peau blanche, les gants à revers et le bonnet à poil.

En 1854, par arrêté de M. L. Crozet, maire, à la date du 15 février, les bonnets à poil furent retirés ; l'arrêté ajoutait : « Les bonnets à poil seront placés en dépôt dans le magasin des costumes du théâtre, sous la surveillance de M. Eugène Jourdan, costumier du théâtre, qui devra en donner récépissé, et les porter à l'inventaire des accessoires. »

L'armement principal de la garde nationale consistait en fusils à piston ou « à percussion ».

Le 2 juillet, une distribution de mille cartouches à balles fut faite.


Le 7 juillet, par ordre ministériel, ces premiers fusils furent remplacés — ce qui peut paraître bizarre — par des fusils à pierre, au nombre de trois mille quatre cent quarante-cinq. On ne laissa en dépôt que cinq fusils à piston. Huit cent quatre-vingt-seize sabres, modèles 1816 et 1831, furent livrés aux fantassins.

L'artillerie reçut cent quatre-vingt-treize mousquetons à silex et quarante-huit sabres, modèle 1829, et la cavalerie quarante-deux sabres, modèle an XIII.

Le 14 août 1848, la Direction d'artillerie de Grenoble, par ordre du Ministre de la Guerre, mit à la disposition de la batterie de la garde nationale quatre canons de six avec affûts et leurs caissons (ancien modèle).

Le lieutenant-colonel Gruyer répondit, le 17 août : « L'artillerie de la garde nationale refuse les quatre pièces de canons par le motif que, pour ces pièces de très ancien modèle, il n'y a plus ni théorie, ni instruction. »

Compagnie des Vétérans.

 Le 8 août 1848, MM. Barthélemy, ex-chef de bataillon de la garde nationale, Navizet, ex-capitaine, Laurent Michal, ancien conseiller municipal, et Margain, greffier, se basant, disaient-ils,

« sur les décrets des 26 et 28 juillet 1791, organiques des gardes nationales de France », déposèrent une pétition sur le bureau du Conseil municipal pour la formation d'une compagnie de vétérans de la garde nationale.

Cette compagnie devait être composée de « gens âgés de plus de soixante ans », son uniforme serait semblable à celui des compagnies ordinaires, mais pour la distinguer des autres, les hommes en faisant partie porteraient un « chapeau à la Henri IV ».

Les signataires demandaient au Maire :

De leur venir en aide par une proclamation portant avertissement qu'un registre matricule de la compagnie des vétérans est ouvert à la mairie pour les engagements qui ne peuvent être que volontaires.

Les vétérans ne voulaient point jouir des privilèges et immunités que leur accordaient les articles et les décrets de la loi de juillet 1791.

Ils laissaient au Maire le soin de leur organisation :

Nous demandons en prêt, ajoutaient-ils, l'arme que vous croirez la plus convenable, notre préférence serait pour le mousqueton. Nous désirons que vous ne voyiez dans cette demande faite sans fanterie que l'acquit d'une dette éternelle envers la patrie.

GARDE NATIONALE DE GRENOBLE. — COMPAGNIE DES VÉTÉRANS

(Loi de 1791, articles 33, 34 et 35, section 2.)

État nominatif des citoyens dont l'âge dépasse 55 ans, qui ont donné, par signatures, leur adhésion à la pétition adressée aux citoyens Préfet et Maire, à l'effet de procéder à l'organisation d'une compagnie de Vétérans.

Berthelemy, ex-chef de la garde nationale ; Navizet père, ex-capitaine ; Laurent Michal, Barbassat, officiers en retraite ; Berger père, rentier ; Collet, ex-officier ; Quiquandon, banquier ; Talin, rentier ; Mollard, entrepreneur ; Margain, greffier ; Teseire père, propriétaire ; Baron, légiste ; Buissard, avoué ;

Fuirch, officier en retraite ; Monin père, entrepreneur ; Larret, médecin ; Dauphin, retraité ; Imbert, ex-capitaine ; Barras, officier retraité ; Armichardi, officier retraité ; Leduc, rentier ; Blanc (Antoine) ; Bourgeois, retraité ; Margain, retraité ; Eymard, négociant ; Chollier, avoué en appel ; Fayen (Louis), tailleur ; Guimenet, retraité ; Oppert, mécanicien ; Perroud, imprimeur ; Berthet, cordonnier ; Vizios, boulanger ; Grange, confiseur ; Darier, marchand de comestibles.

Le 10 août, le Maire répondit aux organisateurs de la compagnie des vétérans :

Je ne puis, Messieurs, que vivement applaudir au sentiment patriotique qui vous a suggéré la pensée de faire remettre en vigueur l'organisation dont il s'agit. Mais la disposition du décret de 1791 se trouvant sur les états abrogés par l'article 162 de la loi du 22 mars 1831, je pense que votre demande devra être soumise à l'autorité supérieure. Vous me faites connaître que vous l'avez adressée déjà à M. le Préfet. Je n'ai plus, dès lors, qu'à vous féliciter de votre honorable initiative et à attendre la décision qui interviendra.

Agréez, etc.

Dans une lettre datée du 11 août, MM. Berthelemy, Navizet père et L. Michal protestèrent contre la réponse du Maire et adressèrent un duplicata de ladite au Préfet de l'Isère.

La compagnie des vétérans ne fut pas formée et les promoteurs de cette création cessèrent leur démarche.

Élections des officiers de la Légion. — Les gardes nationaux prirent la faction et occupèrent les divers postes de la ville, y compris celui du fort Rabot. Ces postes étaient composés mi-partie de « citoyens » de la légion et de soldats des divers corps de troupes de l'armée régulière.

Dès le mois d'avril commencèrent les exercices, et les revues se succédèrent régulièrement.

Le 16 avril, à 1 heure de l'après-midi, le lieutenant-colonel Gruyer passa une grande revue à l'Esplanade pour la reconnaissance des officiers et sous-officiers des trois bataillons.

Au retour, la légion accompagna l'arbre de la Liberté pour assister à la cérémonie de sa plantation.

A partir du 7 juin 1849, les revues mensuelles de la garde nationale furent passées au Polygone ; la réunion de la légion fut établie sur le quai d'Orléans.

A la date du 27 du même mois, le Maire, après entente avec le lieutenant-colonel Gruyer, décida : « 1^o la suppression du poste de la Préfecture, occupé jusque-là par la garde nationale ; 2^o un piquet aura lieu chaque jour, depuis huit heures du soir jusqu'à minuit ».

Cet arrêté avait reçu l'approbation du préfet, M. Chapuys-Montlaville.

Le 23 octobre, les officiers composant le cadre de la cavalerie de la garde nationale donnèrent leur démission, établissant comme motif de cette détermination que : « l'effectif composé de vingt-six cavaliers de tous grades n'était pas en rapport avec le nombre trop élevé d'officiers ».

Les officiers démissionnaires étaient : MM. Bigourdat, Détroyat, Vachon fils, Chappus, Cohard et d'Hautebare.

Le 4 novembre 1849, les citoyens grenoblois procédèrent à une nouvelle élection du colonel de la légion, en remplacement du citoyen Thevenet jeune, démissionnaire.

M. Léon Michal fut nommé par 1,191 voix contre 62 obtenues par M. Dupont de Gault.

Peu après, la pétition suivante, revêtue d'un nombre imposant de signatures, parvint à la Municipalité :

MONSIEUR LE MAIRE,

La garde nationale a été instituée pour protéger l'ordre public et non pour faire perdre un temps précieux aux citoyens. C'est pour être fidèles aux principes de cette institution que les gardes nationaux soussignés viennent vous demander de supprimer le service des gardes. Il n'est pas besoin d'ajouter qu'ils seront toujours à la disposition de la municipalité pour tous les services que les circonstances pourraient réclamer.

Grenoble, le 19 novembre 1849.

L'effectif des « mobilisables » de la garde nationale était de

1,221 hommes, fournis : par le canton Nord, 577 hommes ; canton Est, 490 hommes ; canton Sud, 154 hommes.

Au mois de décembre suivant furent choisis les officiers de la légion. En voici le tableau nominatif :

Garde nationale de Grenoble. — État nominatif des officiers de la Légion.

ÉTAT-MAJOR.

Colonel : Michal.

Lieutenant-colonel : Gruyer.

Major : Bigillion.

Chefs de bataillon : Alezina, Permezel, Eynard.

Adjudants-majors : Brun, Mériot, Alphonsi.

Porte drapeau : Berard, Permezel, Robert (Jules).

Lieutenants-trésoriers : Eymard-Duvernay, Rey (Auguste), Giroud (Victor).

Secrétaires : Ferrand (Henri), Ducoin, Ferrand (Yves).

Trésorier : Jourdan.

Chirurgien-major : Dalban.

Aides-majors : Massot, Nicolas, Buissard, Michaud, Juvin.

CAPITAINES.

Capitaines en premier : Navizet, Leborgne, Laforêt, Duhamel (André), Bressaud, Roudon, Rolland, Vendre, avocat, Anthoard, Corbel, Margot, Nicolas, Durand, Girard, Ollier, Lalliat, Jay, Eymard, Sibut, Gaillard, Déchaux, Giroud

Capitaines en second : Bertrand, Bellety, Satre, Rougemont, Vidil, Ravanat, Boulongeot, Bergery, Klein, Wable, Hélie, Ricoud, Salviany, Férotin, Gagnière, Breton, pharmacien, Landray, Pascal, Poussielgue, Saulce, Lemâle, Magnon, Leroy, Mermier, Martinais, Bernard.

LIEUTENANTS.

Lieutenants en premier : Girerd, Déchaux, Durantou, Thevenon, Allemand, Bigourdat, Maria, Caillet, Revel, Pegoud, Gariel, Léon, Camand, Berthoin, Baffert, Rochas, Second, Reynier, Faure, Carlin, Darmès, Faure, Tonnelier, Reboud, Cochard, Michalet, Avril, Francoz, Vinsard, Charpenay, Albertin, Charansol.

Lieutenants en second : Mabboux, Guedon, Cler, Brotel, Monin, Bonnard, Détroiyat, Goitre, Vaussenat, Massot, Sorrel, Fagot, Vieux, Fanton, Perrotin, Ferrier, Turc, Caillat, Chaloin, Ruelle, Jacquemont, Giraud, Calvat (François), Escullier.

SOUS-LIEUTENANTS.

Sous-lieutenants en premier : Calvat (Ernest), Cochat, Chollier, Boquet, Garnier, Barret, Boulard, Miard, D'Apvril, Durand, Rahoult, Rajon, Rey, Flar-noy, Bouquet, Rochat, Collet, Duclot, Mussier, Chappuis, Martin.

Sous-lieutenants en second : Poulat, Bigillion, Amabert, Barault, Chabert, Gérard, Paturel, Samuel, Prat, Ferouillat, Chion, Gayme, Rahoult, Hau-quelin, Peyre, Gayet, Bernard, Berlioz, Duroussy, Redon, Blanc, Raffin, Ni-colet, Bouvier.

ADJUDANTS.

Quiquandon, Benoit, Perroud, Aubin.

Bataillons communaux.

CANTONS.	NOMBRE de Bataillons.	COMMUNES.	NOMBRE de Compagnies.	EFFECTIF
Le Touvet	1	Chapareillan	4	503 hom
Grenoble	3 (1 légion)	Grenoble	24	3.753 —
Mens	1	Mens	4	439 —
La Mure	1	La Mure	4	610 —
Domène	1	Uriage	6	508 —
Vizille	1	Vizille	4	510 —
Voiron	1	Voiron	6	714 —
Voreppe	1	Voreppe	4	498 —
Beaurepaire	1	Beaurepaire	5	515 —
La Côte-Saint-André	1	La Côte-Saint André	4	800 —
St Jean-de-Bournay.	1	Chatonnay	4	582 —
Id.	1	St-Jean-de-Bournay.	4	590 —
Vienne (Nord)	1	Septème	4	670 —
Id.	3 (1 légion)	Vienne	24	2.637 —
Saint-Symphorien ..	1	Vénissieu	6	711 —
Meyzieu	1	Villeurbanne	6	785 —
Morestel	1	Les Avenières	5	797 —
Bourgoin	1	Bourgoin	5	800 —
Id.	1	Saint-Chef	5	744 —
Id.	1	Saint-Savin	4	516 —
La Tour-du-Pin	1	La Tour-du-Pin	4	524 —
Saint-Marcellin	1	Saint-Marcellin	5	606 —
Tullins	1	Tullins	5	954 —

Le 22 avril 1851, le Préfet de l'Isère prit un arrêté concernant l'inspection de l'armement des gardes nationales dans le département de l'Isère pendant l'année 1851 ; cette disposition avait principalement pour but de s'assurer de la quantité d'armes dont pouvaient disposer les citoyens de chaque commune.

Voici le nombre de ces fusils qui, en réalité, représentaient le contingent des gardes nationaux des communes du département.


Arrondissement de Vienne. — Estrablin, 26 fusils ; Beauvoir, 24 ; Moidieu, 24 ; Artas, 24 ; Culin, 24 ; Tramolée, 18 ; Chatonnay, 300 ; Saint-Jean-de-Bournay, 300 fusils et 14 sabres-briquets ; Villeneuve, 36 ; Bossieu, 24 ; La Côte-Saint-André, 51 fusils et 60 sabres ; Gillonay, 27 ; Saint-Hilaire, 24 ; Mottier, 24 ; Champier, 48 fusils et 6 sabres ; Chéseneuve, 18 ; Domarin, 18 ; Four, 22 ; Saint-Alban-de-Roche, 24 ; Vaulx-Milieu, 24 ; Saint-Quentin, 24 ; Grenay, 13 ; Saint-Laurent-de-Mure, 48 ; Valencin, 33 ; Villette-d'Anthon, 24 ; Chavanoz, 24 ; Vaulx-en-Velin, 24 ; Villeurbanne, 48 ; Feyzin, 55 ; Seyssuel-et-Chasse, 24 ; Vienne, 200 fusils et 60 sabres ; Gardin, 24 ; Eyzin-Pinet, 60 ; Reventin, 24 ; Chonas, 12 ; Les Côtes-d'Arey, 24 ; Vernioz, 20 ; Saint-Clair, 15 ; Saint-Alban-du-Rhône, 18 ; Saint-Maurice-l'Exil, 15 ; Anjou, 24 ; Beaurepaire, 224 fusils et 100 sabres.

Arrondissement de Saint-Marcellin. — Marcilloles, 24 fusils ; Thodure, 24 ; Roybon, 96 fusils et 8 sabres ; Saint-Antoine, 140 fusils et 40 sabres ; Montagne, 10 ; Saint-Lattier, 60 ; Auberives, 20 ; Pont-en-Royans, 98 fusils et 6 sabres ; Chatte, 75 fusils et 6 sabres ; Saint-Marcellin, 597 fusils et 390 sabres ; Têche, 40 ; Vinay, 258 fusils et 20 sabres ; L'Albenc, 10 fusils et 10 sabres ; Chantesse, 24 ; Tullins, 224 fusils et 115 sabres ; Saint-Jean-de-Moirans, 30 ; Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs, 148 fusils et 46 sabres ; La Frette, 48 fusils et 52 sabres.

Arrondissement de La Tour-du-Pin. — Grand-Lemps, 100 fusils ; Colombe, 24 ; Apprieu, 72 ; Châbons, 36 ; Bizonnes, 24 ; Montrevel, 19 ; Biol, 36 ; Les Éparres, 36 ; Châteauvilain, 18 ; Ruy, 24 ;

Bourgoin, 60 fusils et 60 sabres ; Saint-Savin, 94 fusils et 6 sabres ; Frontonas, 36 ; Chamagnieu, 24 ; Chozéau, 24 ; Crémieu, 122 ; Leyrieu, 24 ; Hières, 25 ; La Balme, 24 ; Parmilieu, 24 ; Amblagnieu, 36 ; Montaliieu-Vercieu, 36 ; Brangues, 79 fusils et 61 sabres ; Le Bouchage, 24 ; Morestel, 170 ; Sermérieu, 48 ; Vignieu, 14 ; Vasselin, 18 ; Curtin, 18 ; Dolomieu, 76 fusils et 3 sabres ; Faverges, 49 ; La Bâtie-Montgascon, 48 ; La Tour-du-Pin, 77 fusils et 60 sabres ; Charancieux, 24 ; Les Abrets, 48 ; La Folatière, 24 ; Saint-Albin, 48 ; Saint-Martin-de-Vaulserre, 13 ; Saint-Jean-d'Avelanne, 48 ; La Bâtie-Divisin, 24 ; Montferrat, 48 ; Paladru, 24.

Arrondissement de Grenoble. — Chirens, 146 fusils et 30 sabres ; Saint-Nicolas-de-Macherin, 48 ; Saint-Aupre, 30 ; Saint-Etienne-de-Crossey, 54 ; Voiron, 738 fusils, 45 pistolets et 91 sabres ; La Buisse, 84 fusils et 10 sabres ; Pommiers, 30 fusils et 5 sabres ; Voreppe, 85 fusils et 65 sabres ; Sassenage, 150 fusils et 50 sabres ; Saint-Martin-le-Vinoux, 172 fusils et 76 sabres ; Sainte-Marie-d'Alloix, 18 ; la Flachère, 36 ; La Buissière, 99 fusils et 6 sabres ; Barraux, 250 fusils et 100 sabres ; Chapareillan, 248 fusils et 70 sabres ; Le Cheylas, 24 ; Morêtél, 25 ; Le Champ, 24 ; Vizille, 510 fusils et 366 sabres ; Vif, 126 fusils et 60 sabres ; La Mure, 302 fusils et 40 sabres ; Séchilienne, 24 ; Livet-et-Gavet, 24 ; Bourg-d'Oisans, 200 fusils et 15 sabres.

 **Démission du colonel et de cent un officiers de la garde nationale de Grenoble.** — **Dissolution et désarmement de la légion.** — M. Joseph Arnaud, le nouveau maire, organisa les fêtes du 4 mai 1851, troisième anniversaire de la proclamation de la République. Le programme, publié le 2 mai, comportait un *Te Deum* à la cathédrale, auquel étaient invités les fonctionnaires les députations de l'armée et de la garde nationale. Le montant du crédit destiné aux illuminations devait être partagé entre les diverses œuvres de bienfaisance. La revue de la garde nationale avait été fixée à l'Esplanade, à midi, après entente entre M. Chapuys-Montlaville et M. Michal, lieutenant-colonel de la légion.

Le Préfet adressa, à ce sujet, une lettre au Maire, lettre particulière, dont nous relevons ces deux passages principaux :

Les cris sous les armes sont contraires au règlement. M. le Général en a fait l'objet d'une prescription spéciale. Vous voudrez bien appeler l'attention de M. le Colonel de la légion sur cette disposition.

Il est bien entendu que la revue ne dispense pas la députation de la garde nationale de se trouver à l'Hôtel de Ville, à 9 heures et demie, pour, de là, se rendre à la Préfecture et ensuite à la cérémonie.

A la suite de cette communication, le lieutenant-colonel Michal adressa aux officiers et soldats sous ses ordres un ordre du jour dont suit la teneur :

Grenoble, 3 mai 1851.

C'est aujourd'hui, à 10 heures, que je reçois de M. le Maire l'ordre de convoquer la garde nationale pour être passée en revue demain, à midi, à l'Esplanade de la Porte de France.

Cette manière inusitée et prompte de nous réunir nous fournit l'occasion de prouver que nous sommes toujours prêts à marcher et qu'un appel fait au nom de la République et de la Constitution nous trouvera constamment debout pour la défendre.

Soyons donc exacts au rendez-vous de demain. Le rappel sera battu à 10 heures et demie et la légion devra être réunie sur le quai à 11 heures et quart ; le départ aura lieu à 11 heures et demie.

La lettre de M. le Préfet contient le paragraphe suivant :

« Les cris sous les armes sont contraires au règlement, M. le Général en a fait l'objet d'une prescription spéciale. »

Abstenons-nous de proférer aucun cri et fêtons en silence et au fond du cœur le troisième anniversaire de la République.

Cet ordre du jour à peine fut-il connu, que l'autorité militaire prit l'arrêté suivant :

6^e DIVISION MILITAIRE (2^e SUBDIVISION).

Nous, Général commandant de la 2^e subdivision de la 6^e division militaire,

Vu l'arrêté du Président de la République du 15 juin 1849, qui met Grenoble en état de siège ;

Vu la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège ;

Considérant que le Colonel de la garde nationale, dans son ordre du jour du 3 mai, a manqué gravement aux lois de la discipline en commentant les actes de l'administration et en appelant sur elle le blâme public ;

Considérant que cet ordre du jour est conçu dans des termes tels qu'ils font planer sur l'autorité les soupçons les plus fâcheux et les plus immérités ;

Considérant que ce n'est pas la première fois que ces dispositions à l'insubordination se produisent ;

Que déjà, en 1850, une délibération avait eu lieu à l'État-Major, sous l'inspiration du Colonel, à l'effet de savoir si on se rendrait à la Préfecture pour prendre, comme c'était l'ordre, le Préfet et l'accompagner à une cérémonie publique ;

Que cette discussion est contraire à l'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1831, qui interdit formellement à la garde nationale de délibérer ;

Que récemment M. le Colonel de la garde nationale a fait publier dans les journaux une lettre qui lui avait été écrite par M. le Maire de Grenoble à l'occasion de l'admission du pourvoi en grâce d'un garde national, lettre dont la teneur essentiellement administrative ne devait pas être publiée ;

Considérant enfin que, plus tard, le Colonel a sciemment négligé de convoquer le corps d'officiers pour aller faire la visite d'usage au nouveau Maire de Grenoble, lors de la nomination de ce magistrat ;

Et attendu qu'il importe de maintenir d'une manière complète la discipline, la hiérarchie et le respect dû au principe d'autorité,

Arrêtons :

M. Léon Michal est suspendu de ses fonctions de colonel de la garde nationale.

M. Alézina, premier chef de bataillon, prendra le commandement de la légion.

Grenoble, le 3 mai 1851.

Signé : Général PARTOUREAUX.

M. L. Michal adressa aussitôt à M. J. Arnaud une lettre que nous reproduisons *in extenso* :

ÉTAT-MAJOR DE LA GARDE NATIONALE

Grenoble, 4 mai 1851.

MONSIEUR LE MAIRE,

Vu l'arrêté de M. le Général commandant la 2^e subdivision de la 6^e division militaire ;

Puisque sous le Gouvernement de la République il n'est pas permis d'exprimer son respect pour la République et surtout pour la Constitution, alors que chaque jour les propositions et les pétitions les plus inconstitutionnelles sont tolérées par les autorités, je vous prie de recevoir ma démission de Colonel de la garde nationale.

Comme l'arrêté précité contient un considérant motivé sur ma prétendue négligence à convoquer les officiers de la garde nationale, pour faire une visite à son nouveau Maire, je dois vous dire, Monsieur, que si vous avez été surpris de ne pas recevoir la visite des officiers de la garde nationale, la population grenobloise a été bien plus étonnée de voir son premier magistrat s'emparer de l'administration sans daigner lui faire part de sa nomination.

J'ai pensé que vous vouliez éviter les visites officielles.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

Signé : L. MICHAL.

Cette démission fit grand bruit et la plus grande partie des officiers de la garde nationale, pour montrer l'attachement qu'ils avaient pour leur ancien colonel, se retirèrent à leur tour.

Ce nouvel état de choses amena l'administration préfectorale à prendre des dispositions en conséquence.

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE. — GARDE NATIONALE.

Ordre du Jour.

Le Colonel de la garde nationale, dans un ordre du jour du 3 mai, s'est écarté des prescriptions de la loi en interprétant d'une manière fâcheuse les intentions et les actes de l'autorité. Il a méconnu ainsi les règles de la discipline.

Un tel fait ne pouvait demeurer sans répression. L'autorité mili-

taire a usé des pouvoirs qui lui sont conférés par la législation et a prononcé la suspension du colonel de la légion.

Cependant, avec l'admirable esprit d'équité qui distingue le caractère grenoblois, la garde nationale a compris que l'autorité était dans son droit et dans son devoir, et qu'il importait à la durée de l'institution elle-même de maintenir rigoureusement la garde nationale dans les limites tracées par la loi.

C'est avec un regret sincère que l'autorité supérieure s'est vue dans l'obligation de prendre une telle mesure, au moment où, pour la première fois, nous allions être en rapport direct avec la milice citoyenne.

Nous lui avons donné, et nous nous en félicitons, quelques heures après cette mesure, une preuve de notre haute confiance, en nous rendant au milieu d'elle pour en passer la revue.

Cette confiance n'a pas été trompée. La garde nationale s'est montrée calme et digne, et nous avons parcouru avec fierté ses bataillons formés et alignés comme de vieilles troupes.

Cependant cent un officiers ont donné leur démission.

Ces démissions désorganisent la garde nationale, l'empêchent de se réunir, et, s'il en était besoin, de concourir au maintien de l'ordre dans la cité.

L'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1851 est conçu en ces termes :

« Il est sursis aux élections, soit générales, soit partielles, de la garde nationale jusqu'à la promulgation de la loi organique présentée à l'Assemblée nationale le 29 juillet 1850. »

Ainsi donc, la légion se trouve dissoute de fait. La désorganisation de la garde nationale est flagrante, sans remède, et il n'est pas au pouvoir de l'autorité de l'empêcher. Elle n'a plus le droit de faire procéder à des réélections. En présence d'une telle situation, la réintégration des armes dans les arsenaux de l'État a dû être ordonnée dans l'intérêt de leur conservation.

Aucun officier de la compagnie des sapeurs-pompiers n'ayant donné sa démission, cette compagnie a été exceptée de la mesure.

Ces résultats sont la suite nécessaire, la conséquence inévitable de la démission des officiers de la garde nationale.

Toutefois, nous ne voulons pas que cette milice qui s'est montrée, dans les occasions difficiles, animée d'un patriotisme intelligent et courageux, cesse son service sans emporter le témoignage de nos

regrets, d'une part, et, de l'autre, l'expression de notre satisfaction pour sa belle attitude sous les armes et principalement pour l'excellent esprit dont elle a fait preuve dans cette dernière et pénible circonstance.

Le Préfet de l'Isère ne rend pas le corps de la garde nationale responsable de la conduite du colonel et de l'erreur des officiers démissionnaires. Il conserve, dans les citoyens qui en font partie, la confiance la plus entière, et il espère que le jour n'est pas éloigné où, sous l'empire d'une législation nouvelle et de circonstances plus heureuses, cette garde reparaitra plus brillante et plus honorée qu jamais.

Grenoble, le 7 mai 1851.

Le Préfet de l'Isère,
CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Un exemplaire de cet ordre du jour fut adressé au Maire pour qu'il fût porté immédiatement à la connaissance de la légion.

Dans une lettre du 7 mai, le Préfet disait à M. J. Arnaud :

Je vous réitère, Monsieur le Maire, les regrets sincères que m'ont fait éprouver les derniers incidents dont le résultat a été la désorganisation de la garde nationale de Grenoble. Nous aurons la satisfaction, j'aime à l'espérer, de voir bientôt la milice citoyenne retrouver, dans une organisation nouvelle, sa force et son éclat.

Agréez l'assurance de mes sentiments affectueux et dévoués.

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Toujours à la date du 7 mai, nous rencontrons un autre arrêté du commandant de la 2^e subdivision, dont nous relevons divers passages importants :

Vu les démissions déposées entre les mains de M. le Maire de Grenoble les 5 et 6 mai ;

Attendu que le corps d'officiers de la garde nationale est composé de cent soixante-un officiers, que sur ce nombre cent un sont démissionnaires ;

Attendu, sans qu'il soit besoin d'apprécier les mesures de cet acte,

qu'il résulte le fait que la garde nationale se trouve dans l'impossibilité de se réunir et d'agir utilement selon le but de son institution,

Arrêtons :

Art. 1^{er}. — Les armes de toute nature qui composent l'armement de la garde nationale de Grenoble seront rendues et réintégrées dans les magasins de l'État, dans le délai de trois jours à dater de la publication du présent arrêté.

Art. 2. — Aucun officier de la compagnie des sapeurs-pompiers n'ayant donné sa démission, cette compagnie est exceptée de la mesure.

Art. 3. — M. le Maire prendra des dispositions pour indiquer le lieu où devront être déposées les armes jusqu'à réintégration définitive dans les arsenaux.

Signé : Général PARTOUREAUX.

M. Michal emporta, dans sa retraite, l'estime, non seulement de ses soldats-citoyens, mais aussi celle de la population tout entière. Son énergique attitude ne fut pas oubliée, car vingt ans plus tard, en 1870, ses compatriotes le réélurent colonel de la garde nationale.

A propos du désarmement de la garde nationale, M. Brun, adjudant-major, chargé de l'armement, fit parvenir, le 24 mai 1851, une réclamation au Maire de Grenoble.

A la création de la garde nationale en 1848, écrivait M. Brun, deux mille cinq cents fusils à percussion furent délivrés aux citoyens. Quelque temps après, il fut reconnu que le système d'armement ne convenait point. On fit changer les fusils à percussion contre d'autres à silex. C'est avec beaucoup de peines et de soins que je parvins à faire rentrer les fusils primitivement donnés.

Quelque temps après, un capitaine d'artillerie en retraite vint s'imposer comme capitaine d'armement, et il a reçu 4,300 fr. pour mettre cet armement complètement en désordre.

Fatigué de cette façon de procéder, je proposai au lieutenant-colonel Gruyer de faire établir « une matricule générale » d'armement de la légion, afin d'éviter les inconvénients du désarmement de 1830, dont la ville de Grenoble se souviendra longtemps.

Je me chargeai donc de ce travail et je contre-poinçonnai toutes les armes, en ayant soin de prendre en même temps les noms, prénoms et domiciles des détenteurs ; cela m'a coûté un labeur de dix-huit mois.

Il m'est donc passé entre les mains : 1° deux mille cinq cents fusils à percussion ; 2° trois mille sept cent quarante-deux fusils à silex, et 3° sept cents sabres d'infanterie.

Toutes ces armes ont été versées dans les magasins d'artillerie. La ville n'aura aucune somme à déboursier, car, sauf quelques réparations minimales, les fusils et les sabres ont été remis en bon état.

Ainsi, Monsieur le Maire, pour avoir remis l'état d'armement dans un ordre complet, je vous prie de me faire accorder une indemnité de 600 fr., puisqu'un autre qui l'a mis dans un désordre complet en a reçu 1,300 fr.

Signé : BRUN.

Pour donner une idée de la solde que recevaient les officiers de la garde nationale, nous tirons d'un tableau des traitements annuels, payés mensuellement, quelques chiffres intéressants : trois adjudants-majors à 800 fr. ; trois adjudants sous-officiers à 500 fr. ; un adjudant-secrétaire à 300 fr. ; un chef de musique à 600 fr. ; quatre musiciens à 150 fr. ; deux tambours-maitres à 250 fr. ; trente-un tambours et trompettes à 200 fr.

La dissolution et le désarmement de la légion de Grenoble se firent dans le plus grand ordre ; la cité resta calme.

Les mesures prises par M. Chapuys-Montlaville et le général Partoureaux peuvent être considérées comme le prélude de la dissolution définitive de notre garde nationale, qui fut décrétée par le chef de l'État le 11 janvier 1852.

La Préfecture adressait, à cet effet, aux Sous-Préfets et Maires du département, la circulaire suivante :

Grenoble, le 20 janvier 1852.

MESSIEURS,

Un décret rendu par le Président de la République, le 11 de ce mois, prononce la dissolution des gardes nationaux dans toute l'étendue du territoire de la République.

Pour assurer l'entière exécution de ce décret, il importe de faire restituer immédiatement les armes de toutes natures et le matériel fourni par l'État aux communes et confiés par celles-ci aux gardes nationaux.

A cet effet, je viens de prendre un arrêté que j'ai l'honneur de vous adresser à la suite de la présente lettre. Je vous prie, Messieurs les Maires, de vouloir bien en faire observer strictement toutes les prescriptions et d'en faire publier des copies dans les formes ordinaires. Il reste entendu que la mesure ne s'applique qu'aux communes qui n'ont pas encore réintégré leur armement dans les arsenaux. Les compagnies de sapeurs-pompiers en sont également exceptées.

Agréez...

Le Préfet de l'Isère,

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Suit l'arrêté :

ARRÊTÉ

Nous, Préfet du département de l'Isère,

Vu le décret rendu par le Président de la République, le 11 de ce mois, portant que les gardes nationales sont dissoutes dans toute l'étendue du territoire de la République ;

Vu la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 14, sur l'exécution de ce décret ;

Considérant que la conséquence du décret de dissolution est le désarmement des gardes nationaux,

- Arrêtons :


Art. 1^{er}. — Tous les citoyens qui faisaient partie de la garde nationale, dans les communes du département, sont tenus de déposer à la mairie, dans les dix jours qui suivront la publication du présent arrêté, les armes qui leur ont été confiées ainsi que les effets d'équipement qu'ils ont reçus en prêt.

Sont exceptés de la mesure, les citoyens qui font partie des compagnies de sapeurs-pompiers dont l'organisation actuelle est provisoirement maintenue.

Art. 2. — A l'expiration de ce délai, tout détenteur d'armes sera poursuivi conformément aux lois.


Le Préfet de l'Isère,

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

 Dans notre ville, à la date du 24 mai 1852, le général Corréard, d'après des instructions préfectorales, pria l'Administration municipale de faire réintégrer à l'arsenal les armes et les munitions provenant du licenciement de la garde nationale, que la ville avait encore en dépôt. Cinq cents fusils à silex et mille cartouches à balle qui avaient été délivrés à la mairie, le 2 juillet 1848, et dont la légion n'avait pas eu à faire usage, furent aussitôt remis à l'autorité militaire.

La garde nationale avait vécu, nous ne la retrouverons qu'en 1870-1871.

Notes sur quelques personnages politiques de l'Isère et de la région.

 Nous avons rassemblé, sous ce titre, certains renseignements puisés de part et d'autre. Loin d'être des biographies, ce sont des notes relevées à la hâte, des pages d'album, rien de plus.

M. ANTHOARD, « patriote éprouvé, combattit toujours l'administration et le gouvernement royal ou impérial ». M. Anthoard exerçait dans notre ville la profession d'avoué au Tribunal civil ; nos concitoyens le portèrent à de nombreuses fonctions électives, dans lesquelles « il ne cessa d'affirmer le plus pur républicanisme ».

M. BARGINET, ouvrier menuisier, fut successivement président de Société de bienfaisance, membre du Conseil municipal et de la Commission administrative.

En 1840, il faisait partie de la délégation qui assista au banquet offert à Arago par les républicains de Grenoble.

M. BIGILLON, nommé membre du Conseil municipal en août 1848 et du Conseil d'arrondissement cette même année, était « un homme utile, ayant les connaissances spéciales d'un érudit ».

M. CÉSAR BERTHOLON, né en 1796, était fils d'un notable négociant lyonnais. Il habitait Ternay, près Vienne, et fit pendant plusieurs années le commerce des soies.

M. Bertholon avait fondé à Lyon, après la révolution de juillet, la société démocratique *les Droits de l'Homme* ; il collaborait, entre temps, au *Censeur*.

En 1840, il présida une réunion réformiste de six mille patriotes et le banquet qui la suivit.

Appelé en témoignage dans l'affaire des accusés d'avril, il s'avança vers les juges et dit : « Ma place n'est pas ici, elle est au banc des accusés. »

En 1848, M. César Bertholon fut nommé commissaire du Gouvernement pour la ville de Vienne.

Il fit partie de la députation de l'Isère à l'Assemblée constituante de 1848, puis à l'Assemblée législative de 1849, et vota contre l'état de siège et contre la loi des attroupements.

M. BRILLIER, né à Heyrieux, avocat à Vienne, « démocrate digne de ce beau nom », fut également élu représentant de notre département à l'Assemblée constituante et à l'Assemblée législative. Il vota contre les poursuites à l'égard de Caussidière et de Louis Blanc.

M. AUGUSTE CLÉMENT, né en 1798 ; en 1831, devint chef du Parquet de Saint-Marcellin ; destitué en 1842, il rentra dans la vie privée et fut nommé membre du Conseil municipal en 1847. Il fit partie de la Commission départementale du 26 février 1848. M. Clément, envoyé par les électeurs de l'Isère à l'Assemblée constituante, fut de nouveau élu, au scrutin du 13 mai 1849, membre de l'Assemblée législative. Il vota contre l'état de siège.

M. ALEXANDRE CRÉPU, né à Grenoble, en 1796, « commença sa carrière politique sur les remparts de Grenoble, en 1815, et fut l'un des braves qui défendirent la ville contre l'invasion étrangère ».

Rédacteur du *Journal libre de l'Isère*, dès 1849, il se plaça au premier rang des publicistes réputés de province.

De 1825 à 1835, M. A. Crépu s'occupa de la fabrication de produits chimiques et créa dans la Drôme une importante maison. « Il fit preuve, dans sa carrière industrielle, de vastes con-

naissances spéciales ; financier habile, agronome distingué et botaniste savant. »

Dès l'année 1831, appelé à Grenoble par ses amis, M. A. Crépu fut placé à la tête du journal *le Dauphinois*, qui devait devenir, dans la suite, *le Patriote des Alpes*.

Conseiller municipal, ses collègues le nommèrent rapporteur du budget de la cité, de 1834 à 1848, sans interruption ; le 26 février, il reçut la présidence de la Commission départementale.

M. A. Crépu fut député de l'Isère à l'Assemblée constituante de 1848 et à l'Assemblée législative de 1849. Une rue de Grenoble porte son nom.

M. DURAND-SAVOYAT, né à Izeaux, en 1800, « a toujours vécu au milieu du peuple des campagnes ». Ancien élève des écoles d'agriculture d'Hoffwyl, près Berne (Suisse), et de Rosille, près Nancy, il débuta comme fermier à Avignonet, près Monestier-de-Clermont. Il devint, « grâce à son labeur et à ses connaissances approfondies de la culture, un important propriétaire ». En 1848, en effet, M. Durand-Savoyat avait acquis une propriété à Cornillon, près Mens, qu'il continua de faire valoir durant de longues années.

M. Durand-Savoyat eut une carrière politique des mieux remplies ; « en 1830, il s'était chargé de la direction et de la rédaction principale du *Dauphinois*, pour soutenir les justes revendications républicaines » ; en 1848, il fut élu représentant de l'Isère à l'Assemblée constituante et, en 1849, député à l'Assemblée législative. Il appelait de tous ses vœux « un temps où justice se ferait de l'abandon dans lequel on laisse le plus noble et le plus utile des arts, l'art agricole ».

M. FRÉDÉRIC FARCONNET, né à Montferrat, en 1809, avocat, avait de bonne heure quitté Grenoble pour aller « combattre les ennemis de la Liberté dans les organes patriotes de Paris ». De 1830 à 1831, il se fit remarquer par des articles de polémique énergiques.

De retour dans notre ville, en 1832, il coopéra à la rédaction du *Patriote des Alpes*. Cette même année, il défendit avec succès, devant la Cour d'assises de Bourg, le citoyen Vasseur inculpé dans

l'affaire du 35^e de ligne. Nommé premier avocat général à la Cour d'appel, il refusa : « se disant plus utile à la tête de l'administration municipale ».

M. Frédéric Farconnet, d'abord conseiller municipal, fut nommé maire provisoire de notre cité et « sut être à la hauteur de ses fonctions aux moments les plus difficiles » ; membre de l'Assemblée constituante de 1848 et de l'Assemblée législative de 1849.

M. MICHAL-LADICHÈRE, « avocat, artiste, penseur, écrivain », collabora au *Patriote des Alpes*. Commissaire du Gouvernement près le Tribunal civil de Grenoble.

M. SAINT-ROMME, né à Roybon, en 1797, fils du notaire de cette localité, après avoir étudié le droit à Grenoble, entra dans le barreau où il se créa, très vite, une réputation enviée.

Jurisconsulte, orateur, agronome, écrivain, il collabora au *Dauphinois* et au *Patriote des Alpes*.

Il figura avec distinction, comme défenseur, dans le procès des prévenus d'avril et plaida plus tard pour le *Patriote des Alpes*, accusé d'un délit de presse. Retiré dans sa propriété de Roybon, M. Saint-Romme fut nommé conseiller général, malgré l'opposition du préfet, M. Pellenc. Nommé procureur général par le gouvernement provisoire, le 25 février 1848, il n'occupa pas longtemps son siège, car, cette même année, les électeurs de l'Isère l'envoyèrent à l'Assemblée constituante et lui renouvelèrent son mandat en 1849, pour l'Assemblée législative.

A la Chambre, M. Saint-Romme soutint l'institution des clubs, qu'il nommait « un enseignement politique mutuel ».

M. MARGOT « a toujours défendu avec fermeté et modération les principes républicains ». Président du Tribunal de commerce ; en 1848, conseiller municipal, adjoint à l'administration provisoire de Grenoble, « durant l'époque troublée qui suivit la révolution de février », et conseiller d'arrondissement.

M. MEFFRE, industriel et agronome, membre de la Chambre consultative du commerce, conseiller d'arrondissement en 1848.

M. RONJAT, « avocat distingué, né en 1790, appartenait à une famille de modestes cultivateurs des environs de Vienne ». Officier de la garde nationale de 1814 à 1815.

En 1830, juge de paix, « fut destitué par le Gouvernement de Louis-Philippe ».

A un grand banquet réformiste, donné à Vienne, M. Ronjat avait levé son verre : « Au réveil, à la régénération du sentiment philosophique, humanitaire et civilisateur qui inspira les principes proclamés en 1789. »

En 1848, « ce vrai républicain fut placé à la tête de l'administration de Vienne ».

M. Ronjat représenta le département de l'Isère à l'Assemblée constituante de 1848 et à l'Assemblée législative de 1849.

M. ANDRÉ MARION (DE FAVERGES), né en 1784, à Grenoble, conseiller à la Cour d'appel, député à l'Assemblée constituante, commissaire général du Gouvernement pour l'administration départementale, « était un des plus riches propriétaires du nord du département de l'Isère ».

M. REPELLIN, né à Moirans, en 1800, avocat, rédacteur au *Patriote des Alpes*, intelligence de premier ordre, membre du Conseil municipal, membre de la Commission départementale de l'Isère. « Commissaire général extraordinaire pour les quatre départements méridionaux, Vaucluse, Var, Bouches-du-Rhône, Basses-Alpes, M. Repellin fut nommé, pendant son absence, colonel de la garde nationale de Grenoble. »

« En 1848, M. Repellin refusa la candidature à l'Assemblée constituante, qui lui était offerte à Marseille, pour n'accepter le mandat législatif que de ses compatriotes. Ceux-ci l'envoyèrent à l'Assemblée constituante et, en 1849, à l'Assemblée législative.

M. TRANCHAND, né à Bourgoin, en 1790, occupa longtemps les fonctions de président du Tribunal de Bourgoin. « Partisan des théories libérales, il prit part à de nombreux banquets réformistes, qui furent comme le prélude de la révolution de 1848. »

Les électeurs de l'Isère envoyèrent M. Tranchand à l'Assemblée constituante ; il mourut à Paris des suites du choléra, en 1849.

M. RENAUD, né à Grenoble, en 1808; ouvrier ferblantier.

La révolution de 1848 le porta représentant du peuple. « C'est aux ouvriers, disait Houneau, dans sa *Biographie parlementaire*, à poursuivre sans relâche la réalisation de leurs espérances, en portant un des leurs au Gouvernement; ce titre de travailleur est un des plus beaux à nos yeux. »

M. CHOLLAT, né à La Tour-du-Pin, en 1810. Fils d'un maître d'hôtel, reçut une instruction qui lui permit d'entrer à l'École polytechnique, d'où il passa à l'École d'application de Metz. En février 1848, il était capitaine d'artillerie et fut nommé chef d'État-Major de la garde nationale de Lyon.

Représentant de l'Isère à l'Assemblée constituante de 1848.

M. ALPHONSE BLANC, ingénieur-mécanicien, né à Grenoble, en 1798. Fils d'un menuisier, il étudia la médecine à Paris; devint le collaborateur de M. Biot et ensuite de F. Arago, qui le fit entrer à l'Observatoire.

Rappelé à Grenoble, il s'y occupa d'abord d'industrie, puis de beaux-arts et enfin monta, dans la banlieue, « une fabrique de compas à la mécanique ».

Blanc venait d'inventer une machine spéciale pour la fabrication des compas.

« L'annonce de sa candidature à l'Assemblée constituante vint le surprendre dans sa retraite et au milieu de ses travaux. Il fut élu à une forte majorité de suffrages. »

M. ALLIER, né à Embrun, en 1790. Après ses études à Sainte-Barbe, s'engagea comme simple carabinier et devint capitaine. Il abandonna la carrière des armes et se retira à Paris, chez son père, ancien payeur de l'armée d'Italie. Pendant son séjour dans la capitale et pour occuper ses loisirs, il fit de la peinture et de la sculpture.

En 1839, il succéda à son père comme député de l'arrondissement d'Embrun; il fut réélu en 1842 contre le candidat opposant M. Ardouin.

Représentant à l'Assemblée constituante de 1848 pour le département des Hautes-Alpes.

M. Alhoy, dans son intéressante *Biographie des représentants de 1848*, rappelle cette anecdote : « Un jour, Allier fils demandait à M. Senard, ministre de l'Intérieur en 1848 : — Pensez-vous aux nominations de « mon *(sic)* Albert » pour la sous-préfecture d'Embrun et de « mon Vincent » pour celle de Briançon ? Et le Ministre, en souriant, de répondre affirmativement. »

M. Aristide Albert, le très distingué receveur municipal de Grenoble, en retraite, devait, en effet, être nommé quelque temps après sous-préfet d'Embrun.

M. BELIN, avocat, né à Valence, en 1810, député, fit preuve de connaissances remarquables dans les questions de crédit foncier et d'enseignement agricole soumises à l'Assemblée.

M. LAFORGUE DE BELLEGARDE, né à Embrun, représentant du peuple pour les Hautes-Alpes, l'*alter ego* de M. Allier, son collègue ; « son ombre, son image, son incarnation », ajoute avec ironie l'historien Alhoy. « Riche propriétaire et homme fort considéré. »

M. BONJEAN, avocat, né à Valence, en 1805. Entra, à l'âge de quinze ans à l'École de droit où il suivit les cours de 1823 à 1825. Il était stagiaire lorsque éclata la révolution de 1830. Ayant quitté ses livres, armé d'un fusil, il courut aux barricades et, après le combat, reprit sa robe d'avocat. En 1827, avocat à la Cour de cassation. « Travailleur infatigable, il consacrait seize heures par jour à l'étude approfondie des questions ardues du droit civil et criminel. » M. Bonjean fut élu, en 1843, par le département de la Drôme, comme membre de la représentation nationale.

M. CURNIER, né à Valence, en 1817. La Révolution de Février nomma M. Curnier, alors maire de Valence, commissaire du Gouvernement.

« Le fonctionnaire refusa le traitement élevé auquel il avait droit. »

Les électeurs de la Drôme se souvinrent de son désintéressement et l'élurent représentant à l'Assemblée constituante.

M. PASCAL-JOSEPH FAURE, né en 1798, à Remollon-sur-la-Durance (Hautes-Alpes). « Dès ses débuts, il devint le premier avocat de Gap et fut élu plusieurs fois bâtonnier de l'ordre. »

En 1831, membre de la Chambre des députés, c'est lui qui fit introduire les *circonstances atténuantes* dans la législation. En 1834, il fut battu par M. d'Hauterive, candidat légitimiste. M. Faure, aux élections de 1848, reprit sa place à l'Assemblée comme représentant du peuple.

M. MORIN, manufacturier, né à Dieulefit (Drôme), en 1814. Représentant à l'Assemblée constituante.

Il appartenait à une famille protestante très considérée du département de la Drôme. M. Morin était à la tête d'une importante manufacture de draps au moment où il fut appelé à la représentation nationale.

M. DANIEL REY, propriétaire, né à Aurel (Drôme), en 1802.

Membre du Conseil général de la Drôme, maire de Saillant, fut acclamé représentant à l'Assemblée constituante par le « Club central », composé des délégués de tous les cantons du département.

M. JULES FAVRE, avocat, né à Lyon, le 21 mars 1809.

Jules Favre appartenait à une ancienne famille de Savoie ; son père était négociant à Lyon. Une ardente vocation dirigea Jules Favre vers le barreau, et lorsque 1830 arriva, il terminait à Paris ses études de droit. Il prit une part active aux événements de la Révolution. Le 29 juillet, il adressait au *National* une pétition demandant « l'abolition de la Royauté et la création d'une Chambre unique ».

Avocat à Lyon, il défendit le journal le *Précurseur* contre les attaques du pouvoir. Au procès d'avril, évoqué par la Chambre des pairs, Jules Favre accepta la mission de défendre les accusés ; il débuta par ces mots : « Je suis républicain ! »

Cette plaidoirie avait marqué, à Paris, la place de Jules Favre.

Élu à l'Assemblée nationale par les électeurs de la Loire, Jules Favre accepta les fonctions de secrétaire général du Ministère de l'Intérieur. Il ne conserva pas cette situation, ayant

déclaré « cette fonction publique incompatible avec le mandat de représentant ».

M^r Jules Favre vint plusieurs fois à Grenoble, appelé à plaider dans des affaires sensationnelles.

En 1841, dans un procès célèbre intenté par la famille de Paul Didier contre un journal grenoblois qui avait publié un article offensant pour la mémoire du chef de la conspiration grenobloise de 1816, l'illustre avocat se présentait pour les demandeurs.

M^r Frédéric Taulier remplissait le rôle de défenseur du diffamateur présumé. Il sut tenir tête à son redoutable adversaire et obtint d'ailleurs gain de cause.

Nous retrouvons M^r Jules Favre dans notre ville le 27 avril 1857, comme avocat de M^{lle} de Lamerlière, dans l'affaire de la Salette, revenue en appel devant la Cour. L'abbé Déléon avait pour défenseur M^r Bethmon et l'abbé Cartellier M^r Farconnet, du barreau local.

M^r Jules Favre, comme en 1841, succomba malgré son magnifique talent.

Les Notes Biographiques qui suivent sont dues à la plume expérimentée de M. Aristide Albert.

Notre distingué compatriote a beaucoup vu et, partant, beaucoup retenu. Ses renseignements sur une époque qu'il a vécue, et ses conseils très sûrs nous ont été d'une grande utilité. Par sa collaboration effective à cet ouvrage, M. Aristide Albert a mis le comble à sa bienveillance; nous l'en remercions doublement.

CRÉPU

Alexandre Crépu était un savant dans toute la vérité de l'expression. Botaniste, entomologiste, zoologiste, etc..., il était aussi un lettré de la bonne école; savait son ^{xvii}e et son ^{xviii}e siècle sur le bout du doigt, pratiquait Aristophane, Horace et Juvénal, les maîtres qu'un polémiste doit sans cesse méditer et s'assimiler.

Crépu était un polémiste spirituel et vigoureux. Le journal *le Patriote des Alpes*, dont il était le rédacteur en chef, avait conquis sa place au premier rang des journaux quotidiens, à côté du *Censeur de Lyon*, de *l'Émancipation de Toulouse*, du *Mémorial du Nord*. Il est vrai qu'auprès du rédacteur en chef il y avait des collaborateurs de grande instruction, de haute intelligence, dont l'ardeur dans la lutte pour les principes démocratiques et républicains égalait le noble désintéressement : Repellin, Farconnet, Auguste Clément.

Crépu menait de front la politique et la science. Tous les instants qui n'étaient pas consacrés à la rédaction du journal, il les passait au Muséum où il se livrait, avec le conservateur Hippolyte Bouteille, à mille recherches scientifiques.

Farconnet, très lettré, moins savant pourtant, était très souvent en tiers dans ces entretiens, avide qu'il était d'écouter les ingénieuses théories de Crépu et le récit des découvertes de Bouteille.

Crépu menait la vie d'un anachorète, d'un bénédictin, toujours au travail, jamais à la vie mondaine. Il fréquentait cependant un peu le théâtre. Ses articles de chronique théâtrale étaient des chefs-d'œuvre d'esprit et de bon goût.

Crépu se livrait peu. Il était silencieux avec les médiocres, courtois et presque expansif avec les intelligents, d'un dédain tranquille avec les malhonnêtes gens. Repellin tonnait en écoutant le récit d'une vilaine action. Crépu le regardait et son regard disait clairement à son ami : « Mais ce sera toujours ainsi, il y a, il y aura toujours des gens de cœur, des gens estimables et aussi des gredins. »

Crépu ne gardait du produit des abonnements au *Patriote des Alpes*, pour son traitement de rédacteur en chef, que le strict nécessaire aux besoins de l'existence. Loin de cet homme de haute dignité toute pensée de lucre ou de spéculation.

Après ses courtes années parlementaires, il rentra dans la vie privée, aliéna son maigre capital pour une pension viagère de 1,800 fr. Il vivait, avec ce revenu modique, dans la retraite ; modeste, entretenant par le travail sa tranquillité d'esprit, attristé seulement par l'abaissement de la patrie, n'ayant jamais, du reste, perdu l'espérance de son relèvement.

Dans l'été de l'année 1863, une invitation nous réunit, à Biviers, chez les frères Rallet, gendres de Farconnet, au nombre de huit ou

dix convives : Garnier-Pagès, l'ancien ministre, Crépu, Bouteille et quelques amis.

Garnier-Pagès avait fait quelques apparitions en Dauphiné ; il tâchait d'y raviver quelques étincelles du vieil esprit de liberté qui donna, en 1788, le signal de la Révolution. C'était un homme d'une adorable bonhomie, doux, tolérant et de grande expérience politique, sans ascendant marqué néanmoins sur son parti, peut-être à cause de ses qualités maitresses (la tolérance et la bonté). La généralité des gens subit bien plus l'entraînement des hommes d'énergie, des autoritaires.

Garnier-Pagès, avec ses grands cheveux, sa haute taille un peu courbée, sa maigreur et la placidité de sa physionomie figurait très bien un bon pasteur protestant. Tout Anglais qui l'eût rencontré eût dit : The Vicar of Wakefield.

Garnier-Pagès était en rapport avec mon parent, Eugène Sentis, ingénieur en chef des mines ; par là, nos relations eurent, dès l'abord, un caractère affectueux.

Le dîner de Biviers fut des plus confortables. Au dessert, le champagne revenu de Moscou, où on le reçoit authentique et délicieux, avait donné une vive allure à la conversation.

Une discussion s'éleva entre Garnier-Pagès et Crépu à propos de finances et de l'impôt des quarante-cinq centimes, œuvre honnête, nécessaire peut-être, mais impolitique de l'ancien Ministre de 1848. La discussion en arriva à un degré de vivacité singulière et à coup sûr insolite, étant donné le caractère des contradicteurs. Mais, avant qu'elle en vint à l'état aigu, elle fut calmée par l'intervention d'Eugène Rallet, notre aimable amphitryon, homme fort instruit, qui remplit avec tact l'office d'interlocuteur *tampon*.

Dans l'après-midi, en promenant, Crépu, passant son bras sous le mien, me dit : « Ce brave Garnier-Pagès n'est pas fort. »

Le soir, Pagès et moi, faisons une partie de billard, partie plus paisible que celle de Tricoche et Cacolet. Garnier-Pagès avait une grande avance (car j'avoue que je suis une masette à tous les jeux). Il était satisfait et poursuivait ses avantages. Il s'arrêta tout à coup au beau milieu d'une série de carambolages, et me regardant avec intention : — Avouez, me dit-il, mon cher Albert, que Crépu n'est pas fort. « Et de deux... »

A la nuit close, le breack de MM. Rallet nous ramenait à Grenoble.

Eugène Rallet se penchant à mon oreille : — Franchement, mon cher ami, je croyais Garnier-Pagès et Crépu plus forts en politique et en finances. « Et de trois... »

Quant à moi, ces jugements sévères me parurent « trop forts » pour me servir de l'expression de ces Messieurs. Auditeur charmé, j'avais assisté avec une vive satisfaction, sinon avec fruit, à cette joute oratoire sur les finances d'un État et leur influence sur la chose publique, moi, pauvre hère, assis au dernier rang dans le monde politique.

AUGUSTE CLÉMENT

Peu d'hommes ont joui, à l'égal de Clément, d'un sentiment général bienveillant qui se traduisait, à la prononciation de son nom, par un affectueux sourire, et cela chez tout le monde, quelle que fût la dissidence des opinions.

Auguste Clément était un républicain convaincu, connu pour avoir de fermes convictions. Adoré par ses amis politiques, il était entouré par ses adversaires des égards les plus flatteurs, ils avaient pour lui les procédés les plus délicats, ne visant nullement une attirance dans leur parti, d'un homme aussi estimable, le sachant inséductible sur le terrain des principes.

Quel était le charme souverain de cet homme ? Il était intelligent, il était bon et sincère ; il n'était pas discuteur ; grave, sérieux, bienveillant et doux à la fois. La vérité était dans toutes ses paroles, la promesse du dévouement dans ses regards.

Si le qualificatif « sympathique », dont on abuse tant aujourd'hui, n'avait pas été dans la langue française de son temps, il eût fallu l'inventer pour l'appliquer à cet homme privilégié.

Auguste Clément était un des collaborateurs, avec Repellin et Farconnet, de Crépu, le rédacteur en chef du *Patriote des Alpes*. J'avais eu l'occasion de converser quelques instants avec cet homme bienveillant et aimable, à propos d'un article que j'avais rédigé sur les candidatures à la députation dans le collège d'Embrun-Briançon, et que je lui communiquai pour avoir son appréciation et ses conseils. Il voulut me présenter à Crépu. Nous trouvâmes au bureau du *Patriote* Repellin et Farconnet. Le pauvre étudiant fut accueilli

très aimablement par ces hommes de mérite et de talent, et, tous, si fort au-dessus de lui. L'article fut loué outre sa modeste valeur. De ce jour (1842) datent mes relations avec ces citoyens irréprochables, désintéressés, ayant l'amour de la patrie, poursuivant cet idéal de la liberté et de l'égalité, qui n'était pas pour eux une vaine formule, mais l'expression de droits et de devoirs qu'ils voulaient introduire comme principes inspireurs dans les lois et dans les mœurs.

Auguste Clément possédait une belle fortune, dont il faisait le plus noble usage. Il était charitable et généreux. Il aimait les arts et acquit, en 1848, à Paris, plusieurs toiles de maîtres et entre autres une vierge « d'Andréa del Sarto », délicieusement belle.

En 1850, le département de l'Isère eut à pourvoir au remplacement de M. Avril, représentant du peuple, condamné par la Haute-Cour pour l'affaire du 13 juin 1849. M. Clément proposa la candidature de Dupont de Bussac. Elle fut agréée par le parti républicain. Dupont de Bussac fut élu, en mars 1850, contre M. Octave de Barral, bonapartiste.

A l'occasion de cette élection, Auguste Clément offrit à Dupont de Bussac, à ses amis personnels et à ses coreligionnaires politiques, un banquet superbe. Nous étions fort nombreux ; le dîner fut gai. Un seul toast, court et substantiel, fut prononcé, celui de l'amphitryon, adressé à Dupont de Bussac. Je gardai de cette journée le meilleur souvenir, car j'avais pour voisin de table M. Prosper Leborgne, pour lequel je professais la plus respectueuse amitié.

M. Fauché-Prunelle a rendu hommage à la mémoire de Clément. Ce témoignage d'estime a une valeur considérable, car M. Alexandre Fauché-Prunelle n'était pas prodigue de son estime et de son amitié.

Auguste Clément était de taille élevée. Il avait de beaux traits. Sa parole était sobre et ce qu'il disait était marqué au coin du bon sens et de la réflexion.

Chef de famille, admirable de sagesse et de bonté, c'était merveille de le voir tous les jours accompagner à la promenade, à petits pas, M^{me} Clément, née Trinché, qu'un accident avait réduite à une pénible claudication.

ALEXANDRE MICHAL-LADICHÈRE

Michal-Ladichère a laissé une mémoire respectée de tous les partis. Loyal, sincère, ami dévoué, excellent citoyen, profondément attaché aux institutions républicaines qu'il a professées toute sa vie, Michal-Ladichère faisait partie de cette phalange de patriotes ardents qui, depuis 1830, représentaient en Dauphiné les principes de la Révolution, principes dont ils voulaient et poursuivaient l'application dans les termes les plus exacts de la justice pour tous. Ces hommes de droiture et de désintéressement incontestables, Repellin, Crépu, Auguste Clément, colonel Alphand, Frédéric Farconnet, Augustin Thevenet, Ferdinand Reymond, etc., étaient investis de l'estime et de la confiance publique. Pour le droit et la liberté, pour l'émancipation des classes inférieures, ils luttèrent contre la haute et riche bourgeoisie, oublieuse de la fraternité de 1789, avec une énergie, une opiniâtreté admirables ; lutte par la parole, par les écrits, par l'appel aux manifestations publiques. Rapprochés encore par le temps des grandes pensées qui avaient marqué, quarante ans avant, par une empreinte ineffaçable, le plus grand progrès que mentionne l'histoire, ces hommes s'étaient livrés, pendant la seconde moitié de la Restauration, à de fortes études, études dans lesquelles la politique, l'histoire et la littérature occupaient la plus grande place. On sait à quelle hauteur atteignit à ce moment la philosophie professée par les Royer-Collard, les Victor Cousin, les Théodore Jouffroy. Ces grands penseurs furent, inconsciemment peut-être, les porte-voix de la Révolution. En disant la grandeur de l'intelligence humaine étudiée dans ses facultés et démontrée par l'histoire, ils constituaient la dignité de l'homme, inséparable de son élément constitutif, le plein et rationnel exercice de sa liberté.

Cette forte génération qui avait rêvé, en la Révolution de 1830, des mobiles d'action plus élevés qu'une gestion de mesquins intérêts dynastiques, d'intérêts industriels ou commerciaux au profit d'une minorité, qui avaient rejeté avec indignation le conseil avilissant : *Enrichissez-vous*, cette génération se remit à l'œuvre pour le même but, guidée par les mêmes généreuses inspirations et pendant les dix-huit années du règne de Louis-Philippe, elle fut sur la brèche.

Michal-Ladichère était au nombre des combattants, non au premier rang occupé avec autorité et éclat par Repellin et Crépu, ces deux remparts de l'opinion républicaine en Dauphiné, mais non parmi les comparses du parti.

Michal-Ladichère était très lettré. Confiné pendant d'assez longues années dans sa belle demeure de Saint-Geoire par une maladie longtemps rebelle à tous traitements, il avait consacré tout le temps de cette retraite à de fructueuses lectures, dans lesquelles l'histoire du Dauphiné, ses traditions et les travaux des Dauphinois avaient occupé une large place. Son style un peu recherché était correct et élégant.

Lorsque, en 1848, Michal-Ladichère revint à Grenoble, reprendre sa place dans les rangs des républicains, il retrouva intactes les amitiés de ses vieux compagnons de combat et conquit rapidement l'estime et la sympathie des jeunes qui ne connaissaient de lui que son nom et la fermeté de ses opinions. Il fut, dès le premier jour, le lieutenant de Repellin, qui, nommé commissaire général du Gouvernement provisoire dans les départements du Midi, emmena Michal-Ladichère à Marseille. La mission de Repellin était hérissée de difficultés ; la population marseillaise avait la tête près du bonnet, suivant l'expression vulgaire. Par la variété et la violence des ambitions, l'impraticabilité des vœux et exigences de la multitude, par les menées souterraines des ambitieux, désireux de pêcher en eau trouble, et l'attitude louche déjà de *l'homme au cœur léger*, Émile Ollivier, l'anarchie était sur le point de régner en maîtresse lorsque Repellin dut entreprendre la tâche épineuse de calmer ces effervescences, de réfréner les desseins perfides, d'assurer l'ordre enfin. Cette tâche, il l'accomplit avec cette fermeté, cette sagesse, cette parole d'honnête homme qui ont parfois tant d'influence sur les foules, qualités que cet homme de grand mérite, si peu connu aujourd'hui, possédait à un haut degré. On peut dire, sans manquer à la vérité, que, pour un temps, Repellin pacifia le Midi, prêt à se porter à des désordres d'incalculable portée.

Michal-Ladichère fut aux côtés de son ami en ces difficiles moments, partageant ses inquiétudes, son labeur et aussi la satisfaction de ce grand devoir civique accompli.

Cependant les élections pour la Constituante avaient envoyé à la Chambre les amis de Michal-Ladichère, Repellin, Crépu, Farconnet,

Auguste Clément, Briller et autres. Quant à lui, nommé avocat général près la Cour d'appel, il demeura à Grenoble. Dans l'exercice de ces fonctions, il imposa l'estime de son caractère aux vieux magistrats de la Cour qui n'étaient rien moins que républicains. Peut-être les fonctions du Ministère public, qui impliquent impartialité, discernement, équité sévère, étaient-elles celles qui convenaient le mieux à Michal-Ladichère. Mais il ne les conserva pas longtemps. Après l'élection du 10 décembre, il donna sa démission et se fit inscrire au barreau de Grenoble, situation qu'il ne quitta qu'en 1871, lorsqu'il fut nommé député à l'Assemblée nationale.

Comme avocat, Michal-Ladichère n'était pas classé au premier rang. Les avocats qui tenaient la tête du barreau étaient les deux Ventavon, Louis Michal et Cantel. C'étaient là des hommes d'affaires consommés, indépendamment de leurs remarquables facultés oratoires. Michal-Ladichère étudiait de très près les procès qui lui étaient confiés, mais l'exposition des faits à l'audience manquait de concision, de clarté même. Michal-Ladichère était un avocat plein de droiture, incapable d'en imposer sur le fond des choses aux magistrats, incapable aussi d'avoir entretenu de fausses espérances les préventions d'un client. Il se gardait soigneusement dans la discussion des allégations dénuées de fondement, des suppositions erronées ou mensongères, de ces surprises et crocs-en-jambe perfidement médités et sans conscience mis à profit par quelques-uns. Michal-Ladichère possédait, sans réserves, la confiance de la magistrature. Une de ses assertions à la barre n'était jamais contrôlée.

Du reste, l'avocat plein de dignité et de conscience pouvait, à son aise, repousser un litige douteux et l'abandonner à un confrère moins scrupuleux; Michal-Ladichère avait de la fortune et il en faisait un noble usage. Étranger, dans son âge mur, à tous les plaisirs mondains, il cultivait des relations de choix et s'occupait activement de l'avenir de deux neveux qui portaient son nom. Célibataire, il remplissait, vis-à-vis d'eux et des autres membres de sa famille, les devoirs les plus scrupuleusement observés d'un père de famille.

Il faut dire les travers et les imperfections quand on veut tracer un portrait. Au point de vue de la droiture, des sentiments généreux, du patriotisme, Michal-Ladichère était de pied en cap, un citoyen considéré, un vrai gentleman; mais il était passablement vain et ne possédait aucune habileté pour dissimuler la grande opinion

qu'il avait de sa personne et des grâces fort douteuses de son extérieur. Ses attitudes, le port de sa tête qui rappelait le mot de Camille Desmoulins sur Saint-Just, certains airs à la Mirabeau, sautaient aux yeux à première vue et dénotaient ce léger travers d'esprit. Les malins gazetiers, reporters de la Chambre des députés et du Sénat, qui vite avaient saisi ces tendances aristocratiques, avaient malicieusement dénaturé son nom et l'appelaient Michal-La-Duchesse.

Sous le voile de l'anonyme, Michal-Ladichère a écrit, dans l'*Album du Dauphiné*, un article très remarquable sur l'Oisans. C'est peut-être son œuvre la meilleure. Il a publié aussi un guide du voyageur à Uriage et, sous divers pseudonymes, de nombreux articles sur le Dauphiné, dans la *Revue des Alpes* et aussi dans le *Dauphiné*.

Aristide ALBERT.

Nécrologie.

M. BAPTISTE FROUSSARD, *représentant de l'Isère*.

Le 4 décembre 1849, mourait, à Paris, un représentant de l'Isère, Baptiste Froussard. Son corps fut inhumé au cimetière de Passy, par les soins de son ami Béranger, le chansonnier célèbre.

B. Froussard était né à Grenoble, en 1795. Lors de l'investissement de la ville par l'armée austro-sarde, le 6 juillet 1815, Froussard eut l'honneur de tirer le dernier coup de canon contre l'ennemi.

Plus tard, il fonda le pensionnat de Montfleury, « dont la réputation grandit en peu de temps » et d'où sortirent la plupart des hommes qui, à cette époque, occupèrent le premier rang dans l'ordre intellectuel. Louis-Philippe fit fermer l'établissement parce qu'il portait « ombrage aux institutions religieuses ».

Froussard devint dans la suite précepteur des enfants de Casimir Perier.

En juillet 1830, Froussard combattit dans les rangs du peuple. Nommé directeur du Prytanée de Ménars, il le quitta bientôt pour donner libre carrière à son enseignement. Il fonda alors

une institution à Passy après avoir été quelque temps directeur de l'École normale supérieure de Versailles.

Froussard se battit en 1848 comme il s'était battu en 1830 et en 1815. Commissaire général du Gouvernement provisoire pour les départements de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes, il fut élu l'année suivante représentant de l'Isère à l'Assemblée constituante.

M. TRANCHANT, représentant de l'Isère.

Tranchant, représentant de l'Isère, succomba, le 10 mai 1849, des atteintes du choléra qui fit, cette année-là, un si grand nombre de victimes à Paris.

Tranchant était né à Bourgoin, en 1790. Avocat sous la Restauration, il devint procureur du roi près le Tribunal de Bourgoin, dont il fut nommé président en 1840.

M. EDMOND BADON, littérateur.

Edmond Badon, auteur dramatique et romancier, né de parents grenoblois, le 30 décembre 1808, à Voghéra (Piémont), mourut aux Balmes de Fontaine, le 20 juillet 1849.


A l'âge de dix-sept ans, il écrivait *l'Incendie du château du Roi par Lesdiguières* et *une relation de l'incendie du château de Vizille*, dans la nuit du 9 au 10 septembre 1825. Mais le véritable début littéraire de E. Badon, début qui peut être qualifié de coup de maître, fut : *Un duel sous le cardinal de Richelieu*, drame en trois actes que le théâtre du Vaudeville, à Paris, joua, pour la première fois, le 9 avril 1832. En collaboration avec Frédéric Soulié, il fit représenter au Théâtre-Français, le 20 mai 1834, *une Aventure sous Charles IX*, comédie en trois actes.

E. Badon fit éditer, en 1838, chez Prudhomme, à Paris, un roman historique en 2 volumes, *Montbrun ou les Huguenots en Dauphiné*. *La Revue du Dauphiné* publia, à cette époque, deux articles de critique sur ce roman, l'un de M. Saguier, t. IV, p. 88, l'autre de M. E. de Royer, t. IV, p. 58. Badon écrivit pour le *Journal des Débats*, Gingènes ou Lyon en 93 ; ce roman-feuilleton dura, dans les colonnes de cette feuille, du 12 novembre 1846 au 19 mars 1847.

L'écrivain a laissé, en outre, plusieurs ouvrages inédits.

Dans l'*Illustration*, du 25 septembre 1852, furent reproduits le portrait de Badon et la vue de son habitation aux Balmes de Fontaine.

Faits divers et locaux : Édilité (1848-1849).

 *Eaux de la Motte.* — Durant les années 1847-1848-1849, la Municipalité de Grenoble étudia la proposition d'amener les eaux de la *Motte* dans notre ville. Ce projet, plusieurs fois présenté et abandonné, est encore à l'étude aujourd'hui.

Imprimerie Maisonville. — Un arrêté du Ministre de l'Intérieur, en date du 6 avril 1848, accorde au citoyen Napoléon Maisonville un brevet d'imprimeur en lettres, à Grenoble.

La demande du citoyen Maisonville était pendante depuis 1845.

Tabacs. — A partir du 1^{er} juillet 1848, les tabacs en poudre et à fumer furent remis aux débitants au prix de 7 fr. 25 le kilog., pour être vendu aux consommateurs 8 francs le kilog.

Statue de Championnet à Valence. — Le dimanche 24 septembre 1848 eut lieu, à Valence, l'inauguration de la statue de la *Liberté* et de celle de *Championnet*.

A cette occasion, une députation de la garde nationale de Grenoble se rendit au chef-lieu de la Drôme ; elle assista à la Fête de la Fraternité organisée en l'honneur de ces inaugurations.

Halle aux grains. — Le 8 octobre 1848, le général Oudinot, gouverneur de Grenoble, demandait au Conseil municipal la cession de la Halle aux grains, afin d'y installer son manège pour les chevaux de la garnison. La réclamation du général Oudinot fut repoussée énergiquement.

Revue militaire. — Le 15 octobre 1848, revue au Polygone des troupes de l'armée des Alpes, cantonnée à Grenoble ou aux environs. Cette revue fut passée par le général Oudinot.

Cavalcade. — Les jeunes gens de Grenoble, avec le concours

des officiers de la garnison, avaient organisé une grande cavalcade au profit des pauvres. Cette cavalcade, très réussie, parcourut nos rues, à la Mi-Carême, le 18 mars. Des caricatures, des portraits-charges, œuvres du peintre Mehier, furent vendus au profit des pauvres. MM. Hector Gruyer et Aristide Albert ont fait don à la Bibliothèque de Grenoble d'une collection presque complète de ces produits de la verve railleuse d'un très habile artiste. Les caricatures étaient en général des peintres, des lettrés et des célébrités de la rue.

Les recettes s'élevèrent à 2,902 francs ; cette somme fut distribuée aux différentes œuvres de bienfaisance. M. Frédéric Taulier, maire, adressa aux organisateurs une chaleureuse lettre de remerciements.

Le Maréchal Bugeaud à Grenoble. — Le maréchal Bugeaud vint à Grenoble le mercredi 21 mars, à 4 heures et demie du soir ; il descendit à l'hôtel Belmont. Dès son arrivée, le maréchal prononça un discours à la foule qui se pressait au Jardin de Ville, devant la Préfecture.

Le maréchal Bugeaud devait mourir quelques jours après sa rentrée à Paris. Il succomba le 10 juin 1849, des suites du choléra.

La famille Casati à Grenoble. — Le 10 avril 1849 arrivait à Grenoble M. Casati, l'un des hommes qui combattit avec le plus de persévérance pour la cause de l'indépendance italienne. Maire de Milan, il fut le promoteur du mouvement insurrectionnel qui aboutit à l'expulsion des Autrichiens et à l'émancipation temporaire de la Lombardie. Membre du Gouvernement provisoire, ministre, président du Conseil, il dut, à la suite de la victoire des Autrichiens, s'expatrier avec sa femme, sa fille et ses trois fils, dont deux appartenaient à l'armée piémontaise.

Avec M. Casati, M. A. de Kramer, directeur de la Monnaie, à Milan, était venu se réfugier à Grenoble.

La famille Casati ne séjourna pas longtemps dans notre ville, elle se rendit à Lyon, où elle créa un café-restaurant qui allait devenir un des premiers établissements de la ville.

Bateaux à vapeur sur l'Isère. — Dès l'année 1844, une Société

s'était formée en vue de créer la navigation à vapeur sur l'Isère. Les premiers articles des statuts portaient :

Art. 1^{er}. — Il est formé une Société en nom collectif et en commandite par actions, entre : MM. Victor Tampier, négociant, à Valence, et Louis Penet, négociant, à Grenoble.

Art. 2. — Cette Société a pour objet : l'acquisition de bateaux à vapeur pour la navigation sur l'Isère et l'organisation d'un service régulier pour le transport des voyageurs et des marchandises entre Valence et Grenoble, et, dès que les circonstances le permettront, entre Valence et la Savoie.

Le siège de la Société était à Grenoble ; la durée était fixée à dix ans ; le fonds social était fixé à 400,000 francs divisés en 400 actions de 1,000 francs chacune.

M. P. Leborgne était le président de la Commission ; les membres : MM. V. Tampier, A. Bon, de Valence ; Béduin, Barry, de Romans ; V. Margot, Saunier, Penet, Pont-Ollion, Picot, A. Crépu, H. Cécillon, Giroud fils, de Grenoble.

La Société ne put se constituer et ces projets restèrent lettre morte.

Expositions agricoles et industrielles. — Une exposition départementale des produits agricoles et industriels de notre région eut lieu, au mois de mai, à Grenoble.

Voici la composition du jury arrêtée par décision préfectorale :

MM. Picot, ingénieur des ponts et chaussées à Grenoble ; Gras, ingénieur en chef des mines ; Gueymard, ingénieur en chef des mines ; Vicat, ingénieur en chef ; Crozet, inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées ; Dausse, ingénieur en chef ; Taulier, maire de Grenoble ; Paganon, président de la Société d'agriculture de Grenoble ; Robert, notaire ; Arvet, conseiller de Préfecture ; Bigourdat, négociant ; Jouvin, gantier à Grenoble ; Denantes, négociant à Voiron ; Dupuy, manufacturier à Vizille ; Blanchet, ancien négociant à Voiron ; Meffre, fabricant de soieries à Saint-Egrève ; Frèrejean, à Pont-Évêque ; Badin, à Vienne ; Reymond, à Vienne ; Jouffray, à Vienne ; Blanchet, fabricant de papiers à Rives ; Perregaud, fabricant à Jallieu ;

Riondel, architecte du département ; Lavaurs, chef de division à la Préfecture ; le Directeur de la Fonderie nationale de canons de Saint-Gervais.

Grenoble, le 28 mars 1849.

Le Préfet de l'Isère,
DAUSSE.

L'exposition grenobloise précédait la grande exposition agricole et industrielle de Paris, qui se tint aux Champs-Élysées, du 1^{er} juin au 31 juillet.

Nous relevons les noms des exposants dauphinois qui y furent récompensés.

Médailles d'argent : MM. Breton frères et C^{ie}, de Claix ; Charrière et C^{ie}, d'Allevard ; Ducruy fils, de Grenoble ; Sappey, de Vizille.

Médailles de bronze : MM. Arnaud, de Grenoble ; Leborgne et Dutour, de Grenoble ; Pouchot fils aîné, de Vienne ; Signoret-Rochât, de Vienne ; Thivollier, de Vienne.

Rappels de médailles d'or : MM. Blanchet et Kléber, de Rives ; Frère Jean, de Vienne.

Rappels de médailles d'argent : MM. Gourju, de Bonperuis ; Martin de Grenoble.

Rappel de médaille de bronze : M. Maniguet, de Vienne.

Mentions honorables : MM. Desroches, de Grenoble ; Giroud frères, de Serezin ; Pascal, de Gap ; Ramela, de Gap ; Cuaz, de Montferrat

Ferme-École. — Un arrêté, en date du 22 juin 1849, du Ministre de l'Agriculture et du Commerce, portait institution d'une Ferme-École à Saint-Robert, sur le domaine de M. Berthoin, qui en fut nommé directeur.

Pont suspendu. — Le 2 juillet 1849, interdiction du passage du pont suspendu sur l'Isère, aux voituriers, aux animaux et aux personnes marchant en troupes.

Tremblement de terre. — Le vendredi 2 août, un léger tremblement de terre fut ressenti dans Grenoble, mais surtout dans le bassin de La Motte. Ces secousses furent attribuées, par un in-

génieur de l'époque, « aux rapports qui existent entre le bassin de La Motte et les gaz souterrains (?) ».

La route des Grands-Goulets. — Pendant l'été et l'automne 1849 se continuèrent les travaux d'art faits en vue de l'établissement de la route des Grands-Goulets sur la commune d'Échevis; « ces travaux, d'une grande hardiesse, frappaient d'étonnement les nombreux voyageurs qui venaient les visiter ».

Deux lionceaux au Jardin des Plantes. — M. Rivoire, liquoriste, faisait don, le 21 août 1849, d'une paire de jeunes lions qui furent installés au Jardin des Plantes où ils vécurent fort longtemps.

La dépouille de ces lionceaux, naturalisée, est aujourd'hui dans une salle du Muséum.

Marche du service des postes. — A partir du mardi 16 octobre 1849, le service des courriers avait lieu aux heures ci-après indiquées :

Paris-Lyon, par Vienne, Champier et Rives : arrivée à 9 heures du matin ; départ à 7 heures du matin.

Lyon, par Bourgoin et la Verpillière : arrivée à 6 heures du matin ; départ à 6 heures du soir.

Valence, par Saint-Marcellin et Romans : arrivée à 10 heures du soir ; départ à 5 heures du soir.

Gap, par Vizille, La Mure et Corps : arrivée à 5 heures du matin ; départ à 10 heures du matin.

Pont-de-Beauvoisin, par Voiron, Saint-Geoire et les Echelles : arrivée à 9 heures du matin ; départ à 11 heures du matin.

Chapareillan, par le Touvet et Barraux : arrivée à 5 heures du matin ; départ à 10 heures du matin.

Allevard, par Domène et Goncelin : arrivée à 5 heures du matin ; départ à 10 heures du matin.

Le Monestier, par le Pont-de-Claix et Vif : arrivée à 5 heures du matin ; départ à 10 heures du matin.

Sassenage et Villard-de-Lans : arrivée à 5 heures du matin ; départ à 10 heures du matin.

Uriage : arrivée à 5 heures du matin ; départ à 10 heures du matin.

Bourg-d'Oisans, Vizille et Briançon : arrivée à 5 heures du matin : départ à 10 heures du matin.

La clôture des affranchissements et la dernière levée de la boîte avaient lieu trente minutes avant le départ des courriers.

Le 17 octobre 1849, le Directeur des Postes portait à la connaissance du public « que les dépêches de Paris ne mettraient plus que 33 heures (au lieu de 48 heures) dans leur trajet sur Grenoble ».

Ecoles communales. — En 1849, la ville de Grenoble dépensait, pour l'entretien des écoles des frères, la somme de 11,000 francs ; pour l'école mutuelle, dirigée par M. Béranger, celle de 3,700 fr.

A propos des écoles communales, plusieurs pères de famille demandèrent à la Municipalité de vouloir bien prendre les mesures suivantes : « 1^o Création d'une nouvelle école mutuelle ; 2^o création d'une école intermédiaire, par laquelle tous les élèves des diverses écoles élémentaires devaient passer pour arriver à l'école supérieure ; 3^o adoption d'un programme général et unique pour toutes les écoles élémentaires. »

« Par son arrêté en date du 15 octobre 1849, M. le Maire de la ville de Grenoble avait fixé ainsi la rentrée des écoles communales :

Les écoles chrétiennes, les écoles d'enseignement mutuel, les écoles de la Providence rentreront mardi prochain 23 octobre ;

L'école primaire supérieure rentrera le mardi 23 octobre ;

Les salles d'asile rentreront également le mardi 23 octobre ;

Les cours gratuits de géométrie appliquée, de dessin artistique, d'architecture sculpturale, de chant selon la méthode de Wilhem, et les cours, également gratuits, faits à l'école mutuelle pour les adultes, commenceront le 5 novembre. Les cours de gymnastique ont lieu du 1^{er} mars au 31 août.

Cours de peinture et de sculpture. — Le 12 novembre eut lieu la réouverture de l'Académie de dessin, peinture et sculpture où un atelier spécial fut ouvert aux artistes et aux amateurs pour l'étude du modèle vivant.

Les séances avaient lieu cinq jours par semaine, de 6 heures à 9 heures du soir, dans une des salles de l'Hôtel de Ville.

Le nombre des élèves admis à profiter de l'étude du modèle vivant et de l'antique, d'abord fixé à 6 élèves, fut porté à 12 l'année suivante.

Ponts et chaussées. — M. Gras, ingénieur en chef des mines, à Grenoble, chargé du Service minéralogique du département.
Agent voyer en chef, M. Bache.

Le gantier Samuel. — En novembre 1849, le « citoyen » Samuel, ouvrier gantier à Grenoble, ayant travaillé dans les ateliers de Barcelone, Madrid, Bordeaux et Paris, exprima le désir qu'un asile fût créé pour la vieillesse des ouvriers, membres des associations mutuelles, « asile, disait-il, qui serait, aux travailleurs honnêtes et malheureux, ce qu'est l'Hôtel des Invalides aux militaires blessés ». Ce projet adressé à la Municipalité portait le titre de : « Construction d'une cité de retraite pour les pensionnaires des sociétés de bienfaisance mutuelle de Grenoble et du département ».

*
* *

De la collection des autographes en patois recueillis par M. Chaper, nous extrayons une chanson humoristique dont voici le refrain et le premier couplet ;

Chanson patoise de 1848.

LA RÉPUBLIQUE

Chanson dedia aux agricuteu (Air : *Dansons la Carmagnole*).

REFRAIN

Vive la République !
Nos l'âmon tuis (*bis*).
Vive la République !
Et vive etot noutron pays !

1^{er} COUPLET

On viux râpotron et meintu
Se borfave sur son fauteu ;
Et, tot en nos fassant d'ennui
S'y cresi seur comme chez lui ;
Mes Paris gloriu
Li fout la palla au cu,
Vive la République !

.

Signé : UN PAYSAN.

M. Chaper attribuait cette chanson à M. Payet (de Pusignan-Meyzieu).

Épidémie cholérique. — Le choléra fit de nombreuses victimes à Marseille et à Toulon, mais son intensité fut plus grande encore en Algérie. De tous côtés on envoya des secours.

On lisait dans le *Courrier de la Drôme* d'octobre 1849 :

Par sa lettre du 12 courant, M. le Ministre de la Guerre demande à M^{me} la Supérieure de la Trinité de Valence, que neuf sœurs de la Congrégation soient envoyées en Algérie, pour être réparties par trois entre les hôpitaux d'Oran, d'Arzew et de Mostaganem.

J'ai compté, dit M. le Ministre, sur le dévouement des sœurs que vous dirigez, pour seconder l'administration dans la mission pénible que lui impose l'invasion du choléra en Afrique.

Cette lettre a été reçue le 14, et les neuf sœurs devront s'embarquer le 18 à Marseille pour Oran.

A Grenoble, la Municipalité prit toutes les mesures sanitaires exigées en cette circonstance pour éviter que le fléau se répandît dans la ville, où, d'ailleurs, aucun cas ne fut constaté.

Le Grenoblois Beyle-Stendhal disait, en 1838, en écrivant à son ami Cini, fixé à Rome : «Songez qu'il n'y a qu'un remède sûr contre le choléra, ce sont les chevaux de poste. »

Les Orgues de Saint-Louis. — Au mois de septembre 1849, restauration de l'orgue de l'église Saint-Louis, par M. Zeiger, « artiste distingué de Lyon ». Ces belles orgues, qui existent encore, avaient été enlevées, pendant la Révolution de 1789, de l'ancienne abbaye de Saint-Antoine (Isère). Ces orgues furent solennellement inaugurées le 20 décembre 1849.

L'armée des Alpes. — Fin décembre 1849, dissolution de l'armée des Alpes.

Endiguement de l'Isère. — Le 14 décembre 1849, le gouvernement sarde, représenté par le chevalier Mosca, ingénieur, et les ingénieurs français conclurent une convention approuvant le

projet d'endiguement de l'Isère, dont l'exécution s'appliquait à la partie de cette rivière limitrophe des deux États.

Mercuriale. — Mercuriale du 1^{er} décembre 1849 :

Blé, Lyon, 15 fr. 25 l'hectolitre ; Marseille, 20 fr. 25 ; Grenoble, 16 fr. 09.

Halle place aux Herbes. — Le 29 décembre 1849, adjudication d'une halle couverte place aux Herbes. M. Blandin, ingénieur civil, fut déclaré adjudicataire. Ce marché-couvert a été reconstruit dans ces dernières années.


La Bourse. — Bourse de Paris du 31 décembre 1849 :

5 %, 92 fr. 10 — 82 fr. 40.

3 %, 56 fr. 35 — 56 fr. 30,

Banque de France, 23 fr. 50 — 23 fr. 55.

La religion bibliocatholique.

 A la date du 19 septembre 1848, M. Hugues Didon, prêtre, adressait au Maire de Grenoble la lettre suivante :

MONSIEUR LE MAIRE,

J'ai eu l'honneur, dans le courant du mois dernier, de vous faire part du projet important que j'ai conçu de fonder à Grenoble la Religion bibliocatholique.

M. Chaloin, président de plusieurs Sociétés de bienfaisance, me prête, pour prononcer mon premier discours, la salle ordinaire de leurs séances, située à l'ancien hôtel Bardonnanche, au 1^{er} étage, rue Très-Cloîtres.

C'est dimanche prochain, 24 courant, à 6 heures du soir, que nous avons choisi à cet effet.

J'espère, Monsieur le Maire, qu'en vertu de la loi qui autorise les clubs, vous voudrez bien avoir l'extrême complaisance de m'auto-

riser : 1° à publier par voie d'affiches ma convocation ; 2° à tenir mon assemblée en temps et lieux susdits, et 3° à y faire régner le bon ordre en invoquant l'assistance de quelque agent de police que je vous prie d'y envoyer, selon que vous le jugerez à propos.

Les fidèles qui m'honorent de leur confiance vous sauront bon gré de les avoir ainsi protégés dans l'exercice du nouveau culte que j'ai à leur proposer ; et vous obligerez infiniment celui qui, plein de confiance en votre sage administration, se fera toujours un honneur et une gloire de se montrer, comme il l'a déjà fait, zélé partisan de notre République, entièrement dévoué à la pure foi du Saint-Évangile et pénétré du respect et de la parfaite obéissance que vous doit, Monsieur le Maire, votre très humble serviteur.

H. DIDON, *prêtre*.

Grenoble, le 19 septembre 1848.

P. S. — Voici mon adresse : Didon, prêtre, rue de la Paix, n° 1, à l'entresol, Grenoble.

La lettre n'obtint pas de résultat.

Le 28 septembre 1848, « l'évêque » Didon invitait « les personnes instruites à se rendre le dimanche, à 2 heures de l'après-midi, au faubourg Très-Cloîtres, rez-de-chaussée n° 16, vis-à-vis le chemin neuf, pour entendre un discours sur les vérités fondamentales de la vraie religion. »

L'affiche, placardée sur les murs de notre ville, portait en tête : « Vérité, Paix et Union. »

(Tirée à 10 exemplaires sur papier couleur, imp. Prudhomme).

(Collection CHAPER).

Le 29 mars 1849, M. Hugues Didon, qui signait, cette fois, prêtre ou évêque bibliocatholique, fit parvenir à la Municipalité une nouvelle missive dans laquelle il s'étonnait du mauvais vouloir de la Municipalité à son égard.

Vous les obligerez donc infiniment, — dit-il aux adjoints, en parlant au nom de ses fidèles, — en m'octroyant un local un peu vaste pour leur procurer un avantage qu'ils ne trouveraient ni dans l'église romaine, ni dans l'église protestante, celui de recevoir, sans confession et en réalité, c'est-à-dire sous les deux espèces, le corps et le

sang du Sauveur, comme les apôtres, au jour de l'institution du divin mystère.

En juin 1849, le prêtre Didon présenta à la Municipalité une pétition recouverte de 120 signatures, pétition tendant toujours à l'obtention d'un lieu de réunion, devant être fourni gratuitement par la Municipalité.

En 1851 nouvelle réclamation de l'évêque bibliocatholique, appuyée par une seconde pétition portant 400 signatures, et présentée à la mairie le 8 mars.

Le 1^{er} décembre de la même année, les adeptes de la religion en formation déposèrent sur le bureau du Conseil municipal une troisième pétition portant 456 signatures.

Nous extrayons de ce document :

Les membres de l'église romaine ont leurs temples et leurs autels ; ceux de l'église protestante, qui sont en petit nombre à Grenoble, y ont aussi un temple, et, pour l'obtenir, il ne leur a fallu que 30 signatures. . . .

Les bibliocatholiques, qui avaient loué un local dans la rue Brocherie, se plaignaient des insultes et des mauvais traitements qui « menaçaient le pasteur et les fidèles dans l'exercice de leur culte ».

Aussi, ayant été obligés de « désertier » cet immeuble, ils désiraient « qu'un local convenable et proportionné à leur nombre » fût mis à leur disposition.

La pétition demeura toujours lettre morte ; mais « l'apôtre » ne se rebuta pas et recommença sa tentative le 21 septembre 1852.

Dans cette pétition envoyée au Maire, président du bureau de bienfaisance, le fondateur de la récente religion faisait connaître que :

Son catéchisme bibliocatholique vient de sortir des presses de M. Redon, imprimeur à Grenoble ;

Et que, sous diverses réserves longuement stipulées, il en donnait le privilège au bureau de bienfaisance, à condition que :

La ville de Grenoble fournira à l'église nouvelle un local de cent mètres carrés environ.

Signé : Hugues-Napoléon DIDON,
apôtre bibliocatholique, rue Saint-Jacques, 22.

On répondit par un refus à cette proposition.

Enfin, le 7 février 1853, nous retrouvons une dernière lettre du « prêtre » Didon au Maire de Grenoble.

..... Vu notre pauvreté, je n'ai pu jusqu'ici fonctionner que dans ma chambre : on y a constamment entendu la messe, reçu le sacrement de l'Eucharistie et autres, et hier plusieurs hommes ont fait leurs Pâques.

Il concluait en ajoutant que :

Ses prosélytes sont au nombre de 1,200, et qu'on veuille bien lui accorder son local en attendant que la pétition, qu'il a adressée au Ministre des Cultes, obtienne son effet.

Le Maire fit parvenir au prêtre Didon la réponse ci-après :

Grenoble, 9 février 1853.

MONSIEUR,

Les demandes que vous avez adressées plusieurs fois à l'Administration municipale et que vous avez renouvelées encore par votre lettre du 7 de ce mois, où vous prenez le titre de prêtre bibliocatholique, ne peuvent être suivies d'aucun effet, cela vous a été souvent répondu.

Je vous invite à cesser des sollicitations qui ne sauraient être considérées comme sérieuses et auxquelles, en tous les cas, je vous préviens qu'il ne serait plus fait aucune réponse.

Le Maire,

J. ARNAUD.

Le dimanche 12 mars 1854, l'ex-abbé Didon, prêtre interdit, fut arrêté sur la place Notre-Dame où il se promenait en costume « d'évêque bibliocatholique ». Le bizarre prélat, conduit

au bureau de police, fut ensuite écroué à la maison d'arrêt par ordre du procureur impérial.

Le costume sous lequel « l'évêque » Didon se promenait se composait d'une soutane couleur marron, d'un camail bleu de ciel, orné de quelques coquillages appelés Saint-Jacques, et d'un bonnet carré de la même couleur ; « sa crosse était un bâton peint en rouge, surmonté d'une boule et d'une croix. »

Dès lors on n'entendit plus parler de l'étrange apôtre.

La religion bibliocatholique n'a pas laissé d'autres traces que les divers manuscrits que nous venons de présenter.

Les sectes philosophiques.

Les « Saint-Simoniens », les « Phalanstériens » ou « Fouriéristes », les « Protestants libéraux », l'« Encyclopédie nouvelle » : Pierre Leroux et Jean Reynaud ; Jean Reynaud à Grenoble. — Proudhon. — Étienne Cabet et la République Icarienne. — Victor Considérant. — Les Phalanstériens grenoblois. — Le Martinisme : M^{me} Lenoir-Laroche, de Grenoble.

Il nous faut ici reporter nos regards à une vingtaine d'années en arrière. Des philosophes avaient créé un mouvement d'idées qui avait remué la France au commencement du règne de Louis-Philippe. Leurs adeptes avaient, à leur suite, organisé des groupes multiples qui avaient tenté d'exécuter leurs projets. Ces groupes avaient réalisé, à des degrés divers, une certaine action sur l'esprit du pays.

Les « Saint-Simoniens », disciples d'Enfantin (Barthélemy-Prosper Enfantin, dit le père Enfantin, né à Paris, ingénieur français, 1796-1864), ne formant plus, en 1848, une secte organisée, mais gardant des tendances et des sentiments communs, continuaient de manifester leur influence considérable sur les travaux publics et sur l'économie sociale. Ils avaient partant la main dans les chemins de fer, dans la haute banque, dans la grande industrie.

Ch. Fourier, né à Besançon (1772-1837), qui avait fondé l'école « phalanstérienne », laissa un très petit nombre de pro-

sélytes. Le « fouriérisme », après des essais pratiques qui devaient échouer, disparaissait en laissant quelques traces dans l'opinion.

Le « positivisme », dû à Auguste Comte, de Montpellier (1798-1857), se maintenait en étendant son influence indirecte au delà du cercle de ses adhérents spéciaux ; mais il commençait à se diviser.

L'école du « protestantisme libéral » s'inspirait à la fois de la tradition française de Rousseau et des exemples contemporains de l'Amérique. Channing, ministre protestant américain, né à Newport, surnommé le « Fénelon du Nouveau-Monde » (1780-1842), avait été le créateur principal de cette école. Les « protestants libéraux » simplifiaient ou écartaient le dogme pour s'attacher à la morale, mais en même temps entraient à fond dans le mouvement historique moderne et profitaient de la critique allemande sur la formation et les phases du christianisme.

Le « protestantisme libéral » offrait une église libre et une forme de culte organisé aux esprits religieux qui ne s'accommodaient ni du catholicisme, ni du protestantisme dit orthodoxe. Edgard Quinet et d'autres penseurs voyaient là une tentative à encourager.

Le groupe de l' « Encyclopédie nouvelle », que dirigeaient Leroux et Reynaud, s'était brisé à son tour, comme avait fait avant lui le Saint-Simonisme, dont il était issu.

« Pierre Leroux, dit Henri Martin, en se séparant de Jean Reynaud, avait rompu le frein qui contenait ces entraînements ; ce puissant esprit achevait de perdre l'équilibre ; il jetait encore ça et là de grands éclairs ; mais il s'isolait de plus en plus dans des données excentriques et tendait à former une petite secte, qu'il ne parvint pas à faire vivre.

« Jean Reynaud, au contraire, dégagé de l'œuvre collective où il avait dépensé des facultés vraiment encyclopédiques, avait concentré les résultats définitifs de sa pensée dans un ensemble largement conçu et clairement ordonné ; il avait donné son dernier mot, en ce qui regarde la destinée humaine, dans l'œuvre magistrale *Terre et Ciel*. »

Pierre Leroux était né à Paris, en 1793, et mourut en 1871.

Jean Reynaud doit être considéré comme le plus important et le plus hardi penseur de cette époque. La pensée qui l'inspirait peut se résumer en peu de mots : « La Révolution, réalisée dans l'ordre civil, dès 89, en lutte, depuis cette date initiale, pour se réaliser dans l'ordre politique, n'aura pas atteint son but, la démocratie fût-elle définitivement victorieuse, jusqu'à ce qu'elle ait formulé son idéal religieux après son idéal civil et politique.


« L'idéal religieux de la Révolution doit reposer sur le principe de la perfectibilité. »

Tous les travaux de Jean Reynaud procédaient de l'idée de perfectibilité considérée comme loi générale de la création, la loi de l'homme et de l'univers. Il concevait deux ordres d'existence : l'existence contingente et perfectible, l'être crée l'homme. La loi de l'univers se résume ainsi : la perfectibilité gravite vers le parfait.

L'ouvrage de Jean Reynaud, *Terre et Ciel*, fit grand bruit ; il est demeuré un monument remarquable de philosophie. L'auteur y étudie le progrès sur terre, et dans la nature et dans l'histoire ; il le suit par toutes les voies de « l'induction, de la raison et du sentiment », dans les systèmes innombrables qui peuplent le ciel et la terre.

Jean Reynaud accepte, quant à la notion de Dieu, la tradition du christianisme ; la transmigration des âmes, l'immortalité. Il établit que le régime astronomique de la terre y nécessitera perpétuellement le travail de l'homme. La faillibilité et la mort ne sauraient, pas plus que le travail, disparaître de la terre ; mais le travail peut et doit s'adoucir de plus en plus ; le progrès matériel est légitime et nécessaire, pourvu qu'en soulageant le corps on songe surtout à affranchir l'esprit.

Jean Reynaud, né à Lyon en 1806, décéda en 1863.

 **Jean Reynaud à Grenoble.** — Jean Reynaud venait s'asseoir un jour à la table de l'« Association alimentaire de Grenoble », visitait la fabrique de Renage, se faisait raconter par Frédéric Farconnet l'histoire de la bienfaisance mutuelle dans le Dauphiné et exprimait devant ses amis de Grenoble, avant de la consigner dans ses écrits, « sa vive admiration pour les institu-

tions franchement et noblement fraternelles dues à l'expansion, sur ce sol privilégié, d'un sentiment très élevé de la charité ».

Le « grand penseur » a laissé, à propos des institutions philanthropiques de notre ville, les lignes suivantes :

Pendant longtemps on s'est émerveillé de la nature physique du Dauphiné. Depuis que le goût des sciences est devenu vulgaire, il s'est publié une quantité d'ouvrages sur les curiosités naturelles de cette contrée si bien douée; mais je crois qu'en y regardant de près, on trouverait qu'il n'y a pas moins à admirer en Dauphiné dans toutes sortes d'institutions fort modestes et peu éclatantes que le mouvement des mœurs y a fait naître. Pour ceux qui estiment que les hommes sont un sujet d'étude dont l'intérêt vaut bien celui des minéraux et des plantes, il n'y a guère de pays, en effet, où l'on puisse espérer meilleure récolte, et je suis persuadé qu'au point de vue moral, un journal de voyage s'y enrichirait tout autant qu'au point de vue de la minéralogie ou de la botanique.

*
* *

Le célèbre socialiste Proudhon avait rêvé de bouleverser la société établie par la suprématie de la classe laborieuse. Le 11 février 1849, il fit connaître l'organisation d'une *Banque du Peuple*, créée par lui. Cette société de commerce au capital de 5 millions de francs, réalisables par souscription, était destinée à amener l'abolition de l'intérêt, la circulation gratuite des valeurs et, par suite, la suppression du capital. Cette banque n'avait besoin de 5 millions de numéraire que pour attendre le jour où la France entière aurait adhéré au système et à la suppression du numéraire. L'accord des producteurs et des consommateurs devait favoriser la circulation du papier de crédit. Ce papier, appelé bon de circulation, non remboursable en espèces, serait payable à vue par tout sociétaire et adhérent en produits ou services de son industrie et de sa profession. Ce papier serait garanti par l'encaisse de la société, par son portefeuille et surtout par la promesse d'acceptation mutuelle de tous les associés ou adhérents.

« Je forme, disait Proudhon, une entreprise qui n'eut jamais d'égale, qu'aucune n'égalerait jamais. Je veux changer la base de

la société, déplacer l'axe de la civilisation, faire que le monde qui, sous l'impulsion de la volonté divine, a tourné jusqu'à ce jour d'Occident en Orient, mû désormais par la volonté de l'homme, tourne d'Orient en Occident. Il ne s'agit pour cela que de renverser les rapports du travail et du capital, de telle sorte que le premier, qui a toujours obéi, commande et que le second, qui a toujours commandé, obéisse. »

Les aménités n'étaient pas ménagées à Proudhon, ni par le public, ni par ses rivaux en socialisme. En butte aux attaques des « fouriéristes », il rencontrait surtout un adversaire opiniâtre dans Victor Considérant.

Victor Considérant, le chef de l'école phalanstérienne, qui voulait rendre le travail « attrayant et passionnel » et changer le monde en un immense atelier, appelait le théoricien de la gratuité du crédit un « zéro boursouflé » et « l'Érostrate du socialisme ». Proudhon répondait à son adversaire en le traitant « d'esprit hébété par les vapeurs méphitiques » du phalanstère, un « marchand de rogatons ».

Proudhon était né à Besançon, en 1809, il mourut en 1865 ; il est demeuré une des figures les plus considérables du parti socialiste.

Un autre philosophe, Étienne Cabet, avait exposé, dans un livre, *Voyage en Icarie*, l'idée de fonder, « sur une terre nouvelle, une nouvelle société qui fût honte à l'ancienne ». Ce communiste voulut mettre ses utopies en pratique et résolut d'établir, au Texas, la République Icarienne. Cette république devait, grâce au système de la communauté, grâce à l'intervention de l'État en toutes circonstances et à la prévoyance universelle de la loi, être un pays de délices.

Au lieu de ces délices, les premiers émigrants, de malheureux ouvriers, partis au commencement de 1848, ne rencontrèrent au Texas que les souffrances, les maladies, la discorde, la faim, la mort.

Dans les derniers mois de 1848, Cabet fut forcé, par les récriminations de toutes sortes qui l'assaillaient, à porter secours à ses prosélytes. Il trouva la colonie dans un extrême désordre et dans une affreuse misère. Une grande partie des émigrants, désabusés, refusèrent de poursuivre l'essai de la république

idéale. D'autres, dont la conviction plus forte résistait même à toutes les épreuves, consentirent à recommencer une entreprise dont ils attribuaient la funeste issue à l'absence du chef, du maître, du penseur. Cabet se rendit donc, avec le reste de ses adhérents, à Nauvoo, dans l'Illinois, où il acquit à bas prix l'établissement que les Mormons étaient forcés de quitter pour se réfugier plus avant dans l'Ouest. La colonie vécut quelque temps, mais bientôt Cabet voulut revenir en Europe pour se justifier des accusations d'escroquerie portées contre lui. En 1850, il vint à Paris plaider lui-même devant la Cour d'appel et fit annuler un jugement qui l'avait condamné à deux ans de prison. Il apportait une délibération rendue en sa faveur par l'Assemblée de Nauvoo, qui justifiait la dictature qu'il avait prise et l'exactitude des comptes qu'il avait rendus.


Il repartit pour Nauvoo, mais la discorde déchira de nouveau la République Icarienne; Cabet, en 1856, dut ressaisir la dictature une fois encore, mais sans succès.

Il dut se réfugier à Saint-Louis, dans le Missouri, où il mourut désespéré, le 9 novembre 1856.

Étienne Cabet était né à Dijon, en 1788.

En 1849, Victor Considérant voulut mieux faire que Cabet et Proudhon, son rival, qui venait d'être condamné à trois ans de prison pour délit de presse. Il se proposait de réaliser ses rêves avec l'appui des pouvoirs publics.

Il vint donc demander à l'Assemblée mille ou douze cents hectares de la forêt de Saint-Germain, un crédit dont il laissait le chiffre à la généreuse appréciation des représentants, puis des bâtiments d'exploitation d'une grandeur suffisante, le tout pour y faire l'essai d'un phalanstère. V. Considérant présentait « qu'il n'était pas digne de l'État de rejeter les plans socialistes sans en avoir tenté l'expérience, si coûteuse qu'elle fût ». La proposition du philosophe ne fut pas prise en considération par l'Assemblée constituante.

 **Les phalanstériens grenoblois.** — A Grenoble, les théories philosophiques, alors en cours à Paris, ne laissaient pas indifférentes les personnes qui s'adonnaient aux questions politiques et religieuses.

Chez nous, l'école phalanstérienne réunit un assez grand nombre d'adeptes.

M. Mathieu-Hilaire-Casimir Roche fut un des chefs de la secte nouvelle et un zélé propagateur des idées de Fourier.

Érudit, bibliophile et collectionneur réputé, M. Casimir Roche devint, dans la suite, membre de la Commission d'inspection de la Bibliothèque et des Musées. Républicain de vieille date, il fit partie du Conseil municipal de notre cité.

M. Casimir Roche décéda le 15 octobre 1883, dans sa soixante-neuvième année.

M. Odru de Revel n'affichait pas seulement des sentiments fouriéristes, il tenait à les mettre en pratique.

Il essaya de créer un phalanstère dans une rue du quartier du cours Berriat — rue qui, du reste, a conservé le nom de rue du Phalanstère. — Cette tentative échoua à Grenoble : n'avait-elle pas d'ailleurs échoué à Paris, bien que mieux dirigée?

M. Odru de Revel se montra, plus tard, l'écrivain des fameux *Messages de Dieu*, dont les Grenoblois de notre temps n'ont pas perdu le souvenir.

M. P. Balme, l'auteur de la *Bible de l'Avenir*, de *Poutres et Pailles*, de divers autres ouvrages ainsi que de certains projets de monuments symboliques, fut un phalanstérien convaincu.

Il collabora à l'installation du phalanstère de M. Odru de Revel.

Le Martinisme. — *M^{me} Lenoir-Laroche, de Grenoble.* — Un nommé Saint-Martin avait aussi créé une école de philosophie, elle s'appelait le *Martinisme*. « Bien des gens, écrivait un chroniqueur de l'époque, avaient accédé aux idées de cet illuminé, avec un singulier enthousiasme. » Les *Martinistes*, variété de philosophes chrétiens, prétendaient connaître les mystères de la nature et avoir des communications secrètes avec les morts : c'étaient à peu près les *spirites* de nos jours.

Une des plus ferventes adeptes du *Martinisme* fut *M^{me} Lenoir-Laroche*, de Grenoble, qui fit nous ne savons quel amal-

game de ses folles rêveries avec la religion, les propagea avec une foi ardente parmi les personnes de son sexe et chercha à fonder une sorte d'association qui aurait eu un costume particulier. Elle fit élever à grand frais le Calvaire d'Aulnay, près de Sceaux, où son mari avait une campagne.

M^{me} Claire Reguis, femme du comte Lenoir-Laroche, naquit à Grenoble, le 19 août 1762. Dans le monde, elle s'était fait remarquer par la grâce de sa personne, son esprit et ses sentiments patriotiques ; après son mariage, elle s'adonna, non pas à la piété, mais à toutes les exagérations du mysticisme. Une circonstance particulière avait contribué à développer en elle cette maladie ; ayant connu Saint-Martin, qui était mort dans sa maison, elle avait adopté les étranges théories du visionnaire.

M^{me} Lenoir-Laroche mourut au Calvaire d'Aulnay, le 26 décembre 1821. Elle avait publié deux livres basés sur les théories martinistes : *la Grèce et la France ou Réflexions sur le tableau de Léonidas, de M. David*, Paris, Rey et Gravier, 1817 ; *Description du Calvaire des Lauriers*, Paris, imp. Huzard-Courcier, 1820. Ces deux ouvrages sont anonymes. Elle a dû laisser plusieurs manuscrits, parmi lesquels on cite une interprétation mystique de la fable de *l'Amour et Psyché*. (*Annuaire nécrol. de Mahul*, 1821.)

Nos Représentants aux diverses Assemblées.

Chambre des Pairs (1823-1848). — Dode de la Brunerie, le vicomte d'Agoult, Gabriel du Bouchage (23 décembre 1823); de Monteynard (5 novembre 1827); Hector-Philippe d'Agoult (7 avril 1828); Français (de Nantes) (17 novembre 1831); Rogniat (19 novembre 1831); Augustin Pérrier (16 mai 1832); Jean Béranger (11 novembre 1832); Félix Faure (11 octobre 1832); Claude Lombard, le général Marchand, Antoine Odier, Camille Pérrier (3 octobre 1837).

Chambre des Députés. — En 1848, au moment où éclatait la Révolution de février, la députation de l'Isère se composait de :

MM. Casimir Royer (1^{er} collège), Félix Réal (2^e collège), de Grenoble; Lombard de Buffières (3^e collège), Jourdan (4^e collège), de Vienne; Marion (5^e collège), La Tour-du-Pin; marquis de Béranger (6^e collège), Saint-Marcellin; Sappey (7^e collège), Voiron.

Assemblée nationale constituante. — Représentants du peuple pour le département de l'Isère, les citoyens : Bertholon, né à Lyon, en 1796, négociant; Alphonse Blanc, né à Grenoble, en 1798, ingénieur-mécanicien; Brellier, né à Heyrieu, en 1812, avocat; Cholat, né à La Tour-du-Pin, officier d'artillerie; Auguste Clément, né à Grenoble, en 1796, avocat, ancien président du Tribunal de Saint-Marcellin; Crépu, né à Grenoble, en 1802, publiciste; Durand-Savoyat, né à Izeaux, en 1800, cultivateur; Frédéric de Farconnet, né à Montferrat, en 1809, avocat, maire de Grenoble; Froussard, né à Grenoble, en 1796, ancien directeur de l'École normale de Versailles, ex-commissaire du Gouvernement; André Marion (de Faverges), né à Grenoble, en 1784; Renaud, né à Grenoble, en 1808, ferblantier; Repellin, né à Moirans, en 1800, avocat, ex-commissaire du Gouvernement; Ronjat, né à Saint-Marcel-des-Ains, en 1790, avocat, ancien juge de paix; Saint-Romme, né à Roybon, en 1797, avocat, ex-procureur général à Grenoble.

— Le département de la Drôme avait nommé les citoyens : Bajard, né à Saint-Donat, en 1793, médecin; Belin, né à Valence, en 1810, avocat à Lyon; Bonjean, né à Valence, en 1805, avocat à la Cour de cassation; Curnier, né à Valence, en 1817, maire de Valence; Philippe Mathieu, né à Saint-Christophe-le-Lacq, agriculteur, économiste; Morin, né à Dieulefit, en 1814, manufacturier; Rey, né à Aurel, en 1802, propriétaire, maire de Sailland; Sautayra, né à Montélimar, en 1804.

— Le département des Hautes-Alpes était représenté par les citoyens : Allier, statuaire, ancien député; de Bellegarde, propriétaire, né en 1808; Pascal-Joseph Faure, né à Recusten, en 1798, avocat, ancien député.

Assemblée législative. — A l'Assemblée législative, qui remplaça l'Assemblée constituante le 28 mai 1849, les représentants du

peuple, pour l'Isère, étaient : les citoyens Saint-Romme, Farconnet, Bertholon, Repellin, Clément, Crépu, Durand-Savoyat, Cholat, Reymond, Ronjat, Brillier, Avril, Dupont (de Bressac).

L'Assemblée législative se trouva dissoute par le coup d'État de Louis Bonaparte, le 2 décembre 1851.

Administration départementale.

Préfets. — Au 24 février 1848, quand éclata la Révolution, le préfet de l'Isère était M. Pascal.

A la proclamation de la République, le Gouvernement provisoire décida de placer à la tête de chaque département une Commission départementale.

Pour l'Isère, furent nommés membres de cette Commission, les « citoyens » Thevenet, Crépu, Repellin, Leborgne et Clément.

Peu après, le Gouvernement créa des commissaires extraordinaires ; le « citoyen » Marion obtint Grenoble (mars 1848), et le « citoyen » Froussard fut désigné comme commissaire général de la République pour les départements de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes.

Le « citoyen » Reymond fut nommé, le 8 juin 1848, préfet du département de l'Isère, en remplacement du « citoyen » Marion, commissaire extraordinaire du Gouvernement.

Le « citoyen » Reymond fut destitué le 9 février 1849.

Viennent ensuite, par ordre de nomination, les préfets suivants :

MM. Dausse, 24 janvier 1849 ; Bordillon, 22 août 1849 ; le vicomte O. de Barral, 20 novembre 1849 (non-acceptant) ; de Chapuys-Montlaville, 2 décembre 1849.

M. de Montlaville était le huitième préfet nommé depuis trois ans. L'on doit au préfet baron de Montlaville une *Histoire du Dauphiné*. (Paris, Dupont et Cie, 1829.)

Conseillers de préfecture. — Par arrêté du commissaire du Gouvernement, en date du 24 mars 1848, le citoyen Joseph-Au-

guste Rey, avocat à Grenoble, fut nommé conseiller de préfecture, faisant fonction de secrétaire général, en remplacement du citoyen Robin, démissionnaire.

Le 10 avril 1848, les citoyens Giroud père, ancien notaire, Jules Nicolas et Gustave Permezel, avocats, furent nommés conseillers de préfecture, en remplacement de MM. Durand, Arvet et Romand. M. Lesbros, qui avait été maintenu, démissionna.

Sous-Préfets. — A Vienne, M. Dode occupait les fonctions au 24 février 1848. M. Cleret lui succéda en novembre et fut lui-même remplacé par M. Tisserandot (24 janvier 1849).

A La Tour-du-Pin, au 24 février, M. Cousson de Fonbrune, fut remplacé en novembre par M. Blache, auquel succéda M. Burion du Buisson (23 avril 1849).

A Saint-Marcellin, au 24 février, se trouvait M. Demengeot, puis vinrent MM. Beret et Mercier (23 juillet 1848-3 avril 1849).

M. Riondel, le secrétaire de la sous-préfecture de Saint-Marcellin à cette époque, fut le père de M. Louis Riondel, député de l'Isère en 1869, qui joua un rôle important dans l'opposition à la fin de l'Empire.

Conseillers généraux. — *Grenoble.* — (27 août 1848) : canton Nord, M. Taulier ; canton Est, M. Berthier ; canton Sud, M. Paganon.

(5 et 14 août 1852) : canton Nord, M. Taulier ; canton Est, M. Joseph Arnaud ; canton Sud, M. Berriat.

(14 août 1854) : M. Gaillard, en remplacement de M. Berriat, décédé.

(12 juin 1858) : canton Nord, M. Taulier ; canton Est, M. Arnaud ; canton Sud, M. Gaillard.

CONSEILLERS GÉNÉRAUX DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE.

Arrondissement de Grenoble. — Allevard, Dutrait-Desayes ; Bourg-d'Oisans, Balme, notaire ; Corps, Tourniaire ; Goncelin, Cartier-Million ; Domène, Julhiet, notaire ; Clelles, Duport-

Lavillette ; Grenoble-Nord, Taulier ; Grenoble-Sud, Bertier ; Grenoble-Est, Paganon ; Mens, Crozet ; Monestier-de-Clermont, Eymard-Duvernay ; Saint-Laurent-du-Pont, de Barral ; le Touvet, Sestier ; Villard-de-Lans, Eugène Bertrand ; Vif, Casimir Royer ; Vizille, Adolphe Périer ; Voiron, Abel Roger ; Valbonnais, Greynet ; la Mure, Reynier, notaire ; Sassenage, Reynaud, avoué.

Arrondissement de Vienne. — Beaurepaire, Gaston, médecin ; la Côte-Saint-André, Pion, médecin ; Heyrieu, Thermet, notaire ; Meyrieu, Vachon, avocat ; Roussillon, Pierre Jourdan ; Saint-Symphorien, Bertholon, représentant ; la Verpillière, Chollier, notaire ; Vienne-Nord, Faugier ; Vienne-Sud, Levrat, colonel de la garde nationale ; Saint-Jean-de-Bournay, Couturier de Royas.

Arrondissement de la Tour-du-Pin. — Bourgoin, Tranchand, représentant ; Crémieux, Labonnardière ; Lemps, Bally ; Morestel, de Mépieu ; le Pont-de-Beauvoisin, Berlioz ; Saint-Geoire, Michal-Ladichère ; la Tour-du-Pin, Lhoste ; Virieu, Rouillon, juge de paix.

Arrondissement de Saint-Marcellin. — Le Pont-en-Royans, Marchand, notaire ; Rives, Victor Blanchet ; Roybon, Saint-Romme, représentant ; Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, Lavillardière ; Saint-Marcellin, Martin, ancien député ; Tullins, Charmeil, conseiller ; Vinay, Corréard.

Conseillers d'arrondissement. — *Grenoble* (5 octobre 1848) : canton Nord, M. Meffre ; canton Est, M. Bigillion ; canton Sud, M. Margot.

(14 août 1852) : canton Nord, M. Boisset ; canton Est, M. Charbonnel-Salle ; canton Sud, M. Perrin.

1858, les mêmes.

1861, les mêmes.

1864, M. Bouvier à la place de M. Boisset.

1868, M. Félix Breton à la place de M. Boisset.

Extraits des Actes administratifs. — *Le Recueil des Actes administratifs de la Préfecture du département de l'Isère* reproduit un certain nombre de circulaires, nous les mentionnons succinctement à leurs dates.

— 15 mars 1848. — Circulaire adressée par la Commission départementale aux citoyens Maires et aux Commissions municipales du département, concernant les Assemblées électorales et l'exécution du décret du 5 mars 1848 sur la même matière.

— Rapport de la Commission départementale de l'Isère au citoyen Commissaire du Gouvernement, concernant les attributions des Conseils municipaux et celles de la garde nationale : signé, Crépu.

— *Le Moniteur officiel* (10 mars 1848) insérait un décret du Gouvernement provisoire concernant les Caisses d'épargne dont l'intérêt était fixé à cinq pour cent.

— Décret du 16 mars 1848 fixant une augmentation de 45 centimes sur les quatre contributions.

— Arrêté du 3 avril 1848, signé A. Marion et F. Mornand, concernant la naturalisation des étrangers.

— Arrêté du 5 avril 1848 instituant une Commission centrale pour recevoir les dons patriotiques offerts par les citoyens de l'Isère.

Cette Commission se composait de : MM. Desayes, membre du Conseil général de l'Isère ; Charansol, avocat ; Casimir Royer, ancien député ; Patru, professeur à la Faculté des lettres ; Allemand, avoué ; Léon Michal, banquier ; Charles Nicolas, médecin ; Gariel, bibliothécaire adjoint ; Henri Giroud, notaire.

— Le 31 mars 1848. — Décret sur la suppression des exercices dans les débits de boisson.

— Abolition de l'impôt du sel à partir du 1^{er} janvier 1849.

— 10 mai. — Amnistie accordée aux déserteurs et insoumis.

« L'amnistie est réservée aux déprédateurs des forêts nationales. »

Ces décrets étaient contresignés par le délégué de la Commission départementale, Leborgne.

— 7 juin. — Loi sur les attroupements.

— 2 août 1848. — Arrêté sur l'installation des Conseils municipaux et nomination par eux des maires et adjoints.

— 7 août. — Décret sur la composition de la liste générale du jury. Signé : le chef du pouvoir exécutif, E. Cavaignac.

— 25 juillet. — Arrêté du recteur de l'Académie, M. Edoin, sur l'instruction primaire et les brevets de capacité.

— Décret du 3 juillet concernant le renouvellement des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement; arrêté du Préfet de l'Isère, du 14 août 1848.

— 16 août. — Arrêté préfectoral concernant la police et l'ouverture de la chasse. L'ouverture était fixée au 1^{er} septembre 1848; les permis étaient délivrés contre le paiement du droit de 25 francs fixé par la loi.

— 3 juillet 1848. — Décret de l'Assemblée nationale en faveur des associations entre patrons et ouvriers.

— 7 septembre. — Circulaire concernant la répression de la fabrication et de la vente des estampes obscènes.

— 11 octobre. — Rappel des lois sur la police des passeports et surveillance des voyageurs, particulièrement ceux se dirigeant sur Paris.

— 21 octobre. — Réorganisation des comités locaux concernant l'instruction primaire.

— Le 5 novembre. — Arrêté préfectoral autorisant la chasse aux alouettes au fusil avec l'emploi du miroir.

— 12 novembre. — Circulaire du Préfet aux Maires concernant la promulgation de la Constitution votée par l'Assemblée nationale, le 4 novembre 1848.

— 20 novembre. — Circulaire concernant l'élection du Président de la République, qui devait avoir lieu le 10 décembre 1848.



Administration municipale.

La Commission départementale, par arrêté du 28 février 1848, choisit comme maire provisoire de la ville de Grenoble, le « citoyen » Frédéric Farconnet, avocat.

Par arrêté du 2 mars suivant, furent nommés les « citoyens » :

Laurent Michal, banquier, adjoint.

Administrateurs municipaux :

Buisson, ancien notaire ; Reymond, avocat ; Jules Nicolas, propriétaire ; Paul, entrepreneur ; Maisonville, prote d'imprimerie.

Par arrêté du commissaire général du Gouvernement, du 1^{er} mai 1848, maire, Reymond, avocat ; Buisson, Margot et Laborne, adjoints.

Par arrêté du chef du Pouvoir exécutif : maire, Anthoard, avoué ; adjoints : Bovier-Lapierre, avocat ; Bigillion, banquier ; Henri Giroud, notaire.

Par arrêté du Président de la République, du 12 mars 1849 : maire, Frédéric Taulier.

Par arrêté du 20 mars mars suivant : adjoint, Joseph Arnaud, entrepreneur.

Le 10 avril 1848, un arrêté révoquait M. Simon, receveur municipal de Grenoble.

La police de Grenoble.

Le 23 novembre 1846, nomination du « sieur » Monestier (Antoine-Bernard), commissaire de police à Lille, en remplacement du « sieur » Vivès. Signé : Louis-Philippe.

22 juillet 1848, arrêté du président du Conseil des Ministres, chargé du pouvoir exécutif, nommant le « citoyen » Chambert, ancien commissaire de police, aux mêmes fonctions à Grenoble, en remplacement du « citoyen » Monestier, appelé à Dijon. Signé : E. Cavaignac.

Arrêté du 23 janvier 1850, du président du Conseil, chargé du pouvoir exécutif, le « citoyen » Perraudelle, commissaire de police à Rennes, nommé aux mêmes fonctions à Grenoble, en remplacement du « citoyen » Dussert, qui avait été nommé commissaire de police à Grenoble le 15 février 1843. (Ce même agent, né à Grenoble, le 9 mai 1801, fut chargé des fonctions de commissaire-inspecteur de police dans notre ville, le 30 septembre 1870.)

Le « sieur » Latreille (Pierre), commissaire de police à Poi-

tiers, fut nommé, le 12 janvier 1850, commissaire de police à Grenoble, en remplacement de « M. » Perraudelle, appelé à Saint-Jean-d'Angely. Signé : L.-N. Bonaparte.

Les commissaires centraux ne furent institués qu'en 1854.

La Magistrature.

Premier président de la Cour d'appel de Grenoble. — M. Casimir Royer, qui succéda, le 11 novembre 1848, à M. Nadaud.

Procureurs généraux. — MM. Saint-Romme (25 février 1848), Dufresne (9 août 1848), Massot (8 septembre 1849).

Avocats généraux. — M. Casimir Bigillion remplaça, le 20 juillet 1849, M. Michal-Ladichère, nommé en février 1848.

Présidents de Chambres. — Au 24 février 1848 : MM. Duboys, de Noailles, Nicolas, Duport-Lavillette, qui furent remplacés, le 11 novembre, par MM. Petit, Blanchet et Marion.

Tribunal de première instance. — *Président* : M. Bontoux, à qui succéda, le 11 novembre, M. Latour.

Vice-présidents : MM. Masse et Bertrand.

Tribunal de commerce. — *Président* : M. Scipion Berlioz.

Le Barreau.

Doyen de l'Ordre des avocats. — M^e Gautier (1847-1848).

M^e Bovier-Lapierre fut élu bâtonnier pour l'année 1848-1849.

Membres du Conseil de discipline. — MM. Sisteron, Eymard-Duvernay, de Noailles, ancien conseiller, Denantes, Nicollet, Gautier, Charbonnel-Salle, Ventavon aîné et Ventavon (Casimir).

La Cour d'appel.

A cette époque, il fut question de supprimer tout ou partie de notre Cour d'appel ; dans des protestations énergiques, en date des 27 juillet et 3 août, la Municipalité demanda le maintien intégral de toutes les Chambres.

Vous savez, citoyen Préfet, disait le Maire, qu'il s'agit en quelque sorte pour la ville de Grenoble d'une question de vie ou de mort.....

Puis il ajoutait :

La Cour d'appel, instituée en 1337 sous le nom de Conseil delphinal, a été érigée en Parlement par Louis XI, en 1451 ; c'est le troisième Parlement de France (Paris, Toulouse).

S'il est un patrimoine sacré que puisse revendiquer avec orgueil le Dauphiné, pays qui toujours a plus vécu d'honneur que de richesses, c'est son vieux renom de générosité et de patriotisme.

Il fut le berceau de la liberté en 1789. En 1815, Grenoble fit entendre les derniers coups de canon contre l'invasion étrangère.....

Le Gouvernement abandonna son projet et notre Cour d'appel demeura intacte.

Le Clergé.

Evêque de Grenoble : M^{gr} Philibert de Bruillard (18 août 1826-1853).

Evêque de Valence : M^{gr} Chatrousse (1847-1856), originaire de Grenoble.

Notre ville comptait, en 1848, 25,526 habitants, répartis en cinq paroisses :

Notre-Dame, 9,961 ; Saint-André, 3,283 ; Saint-Louis, 5,576 ; Saint-Laurent, 2,862 ; Saint-Joseph, 3,844.

Curés : de Notre-Dame, l'abbé Gerin ; de Saint-Laurent, l'abbé Keisser ; de Saint-Louis, l'abbé Geney ; de Saint-André, l'abbé de Lemps ; de Saint-Joseph, l'abbé Cartellier.

*
* * *

Culte protestant : Consistoire de Meus, comprenant l'Isère, la Savoie et la Haute-Savoie. — Conseil presbytéral de Grenoble : le pasteur, M. Scipion Arnaud.

*
* * *

L'autorité supérieure craignant qu'on se servît des églises comme lieu de réunions, MM. Félix Mornand et A. Marion prirent, le 1^{er} avril 1848, cet arrêté :

Art. 1^{er} — Sous aucun prétexte, les églises ne pourront être détournées de leur destination.

Art. 2. — L'exécution du présent arrêté est confiée à l'autorité des Maires ou Commission administrative qui les remplace temporairement, et au patriotisme de tous les citoyens.

Administration militaire.

ARMÉE DES ALPES. — *Première division à Grenoble.* — 1^{re} brigade : 4^e bataillon de chasseurs à pied, cantonné au fort Barraux : 13^e léger, à Grenoble ; 22^e léger, à Grenoble.

2^e brigade : 13^e de ligne, cantonné aux Echelles, à Saint-Laurent-du-Pont, à Voiron ; 66^e de ligne, à Voreppe, à Moirans, à Rives, à Tullins ; 68^e de ligne, à Vinay, à Saint-Marcellin, à Romans.

La 2^e division comprenait le territoire de Lyon ; *la 3^e division* celui de Mâcon.

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DES ALPES. — *1^{re} division d'infanterie.* — Général de division : Bedeau ; généraux de brigade : Guesvilliers et Saleyx.

2^e division. — Général de division : Baraguay d'Hilliers ; généraux de brigade : Talandier et Duhot.

3^e division. — Général de division : Magnan ; généraux de brigade : Guillabert et Renault.

Cavalerie. — Général de division : Oudinot ; généraux de brigade : Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Tartas, Lebon des Mottes.

Artillerie. — Général de division : Legendre.

Génie. — Général de brigade : Morvan ; intendant en chef : Denniée.

Le général Oudinot, par ancienneté, commandait en chef l'armée des Alpes ; il fut remplacé le 15 juin 1849 par le général Magnin.

C. Corréard, maréchal de camp, commandant le département de l'Isère ; Auvrez, colonel, commandant la place de Grenoble. M. Tournel, chef de bataillon d'artillerie, directeur des fonderies de canons de l'État, à Saint-Gervais, près Saint-Marcel-lin (Isère).

L'Université.

Recteur. — Le 25 mars 1848, M. Huart fut placé à la tête de l'administration académique de Grenoble, en remplacement de M. Edem qui reçut une autre destination. M. Ubertin fut nommé recteur le 11 novembre 1848, en remplacement de M. Huart.

Doyens. — Faculté de Droit, M. Gauthier ; Faculté des Sciences, M. Leroy succéda à M. Gueymard ; Faculté des Lettres, M. Maignien.

Ecole de médecine et de pharmacie. — Le docteur Silvy, directeur, en remplacement du docteur Robin.

Les Écoles.

Collège : proviseur, M. Levallée.

Lycée : (novembre 1848) M. de Lens, proviseur. Le 5 octobre 1848, M. Seguin, professeur de physique au Lycée d'Angoulême, fut nommé en la même qualité au Lycée de Grenoble, remplaçant M. Hélie.

École normale : directeur, M. Fauron.

École primaire supérieure : M. Hauquelin (1847); en 1850, ladite école devint l'École professionnelle.

Enseignement mutuel : directeur, en 1848, M. Béranger ; en 1850, directeur, M. Brunet.

Salle d'asile Cornélie : M^{me} Frier, directrice.

Ecoles congréganistes : directeur général, Frère Rossore, directeur des frères des Écoles chrétiennes à Grenoble.

**MEMBRES DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DE L'ŒUVRE
DE LA MAISON DES ORPHELINS DE SAINT-JOSEPH**

Monseigneur l'Évêque Philibert de Bruillard, supérieur ; l'abbé Rousselot, vicaire général, président ; MM. Gerin, curé de la Cathédrale ; de Lemps, curé de la paroisse Saint-André ; Gautier, doyen de l'École de Droit, hôtel de la Cité, n° 3 ; de Saint-Maurice, rue de l'Ancien-Gouvernement ; Auzias, avocat, rue des Vieux-Jésuites, n° 14 ; Burdet, professeur à l'École de Droit, place du Bœuf, hôtel Pisançon ; Michel, rue Perrière, n° 72 ; Denantes, avocat, rue du Quai, n° 10 ; Accarias, receveur du Timbre, rue des Clercs, n° 11 ; Louis de Saint-Ferriol, rue de la Paix, n° 4 ; le vicomte de Monteynard, Grande-Rue-Neuve, n° 45 ; Perrin, banquier, Grande-Rue-Neuve, n° 41.

Écoles de Dessin et de Sculpture.

École de dessin : M. Rolland, directeur ; adjoints : MM. Couturier et T. Ravanat.

École de sculpture architecturale : M. Sappey, professeur.

Créations scolaires.

Dans le courant de l'année 1848, on procéda à l'achèvement de la Salle d'asile Cornélie, édifiée à la suite d'un legs de 50,000 francs, fait par M. Gémond.

A la même époque, la ville accepta une donation de 100,000 fr., de M. Reboul, pour la création de l'école du Jardin-de-Ville.

Le 1^{er} février 1850, la Ville échangea avec les religieuses, qui l'occupaient, le couvent de Sainte-Ursule de la Saulée contre les

bâtiments de Sainte-Marie-d'en-Haut (ancienne école normale). Les locaux de la Saulée furent affectés à l'Ecole professionnelle et à l'Association alimentaire.

Le 24 mars 1849, innovation des cours gratuits et publics de lecture, de chimie et de physique.

Les Musées.

La Bibliothèque et le Musée de peinture étaient installés dans des locaux situés au premier étage de l'ancien Lycée de garçons.

Bibliothèque. — M. Gariel, conservateur en 1848, admis à la retraite le 1^{er} janvier 1883. Adjoint, M. Ducoin.

Musée de peinture. — M. Rolland, conservateur et professeur à l'École communale de dessin (1817-1853); conservateur adjoint, Théodore Ravanat, peintre paysagiste, nommé le 11 février 1848, en remplacement de M. Couturier, mis à la retraite.

Muséum. — M. Bouteille, conservateur du Cabinet d'histoire naturelle (30 mars 1847-18 août 1881); M. Albin Crépu, professeur de botanique.

Sociétés diverses.

Académie delphinale. — Présidents : MM. Albert du Boys et Gautier.

Société de statistique. — Président : M. Scipion Gras.

Société d'agriculture. — Président : M. Paganon, conseiller à la Cour.

Société des Amis des Arts. — Le 15 juillet 1848, la Société organisa dans les salles du Musée une exposition de peinture et de sculpture.

Au nom de la ville de Grenoble, il fut attribué à l'auteur du

meilleur tableau une médaille d'or de la valeur de 400 francs; on décerna comme second prix une médaille d'argent.

La Société des Amis des Arts fit, en cette occasion, pour 6,000 francs d'acquisitions d'œuvres d'art.

Les Artistes dauphinois.

Voici une courte revue des artistes grenoblois et dauphinois qui jouissaient, à cette époque, d'une certaine réputation dans notre ville et dont les œuvres sont encore appréciées de nos jours.

La renommée de quelques-uns de ces artistes a franchi les limites de nos régions et s'est étendue au dehors.

Nous citons aussi les noms des peintres étrangers qui ont travaillé en Dauphiné, ainsi que les œuvres se rapportant d'une façon quelconque aux personnages ou aux sites de notre pays.

JEAN ACHARD, né à Voreppe, le 18 juin 1807, mort à Grenoble, en octobre 1884. Élève de Dagnan, fut, avec Cabat, Corot, Rousseau, un des créateurs de l'école de paysage moderne, et il en est resté un des maîtres. « Achard, dit M. Marcel Raymond, a aimé le Dauphiné d'un amour filial et c'est là qu'il a trouvé ses plus belles inspirations. »

Les travaux des champs furent les premières occupations de la jeunesse de Jean Achard, mais il se sentit de bonne heure attiré vers la peinture.

Après avoir suivi un cours de dessin à Grenoble, il alla se fixer à Paris en 1835; il fit ensuite un voyage en Egypte; à son retour, il se mit résolument au travail et, sans le secours d'un maître, il se livra avec ardeur et persévérance à l'étude du paysage. Les plus heureux succès couronnèrent ses travaux, et bientôt M. Achard dut être compté au nombre des paysagistes français les plus distingués.

De 1842 à 1853, les connaisseurs purent admirer à chaque salon de ravissantes toiles où l'artiste se complaisait à reproduire les pittoresques points de vue de notre province.

Parmi les nombreuses toiles qu'il a exposées, les plus réputées sont :

Vue prise aux environs du Caire, la Vallée du Graisivaudan, les Hameaux et la Vallée de l'Isère (1844), *la Grande-Chartreuse* (1845), *les Peupliers de Neurille*, sur les bords de l'Ain, *le Parc du Ramcy, le Moulin de Crémieu* (1848), *un Sentier du Dauphiné, un Effet d'automne dans la vallée de l'Isère*, acquis par le ministère d'État (1853), *une Matinée*, à l'Exposition universelle de 1855, *la Ferme abandonnée, l'ue d'Auvers* (1857), *Chaumière sous des arbres, Environs de Lyon, Vue prise à Honfleur* (1859), *Bords de la mer aux environs d'Honfleur, une Chaumière* (1861), *Vallée de Chevreuse, Dessous de bois à Cernay-la-Ville, la Cascade du Ravin* (1863) : cette dernière, admise au Musée du Luxembourg, est aujourd'hui au Louvre ; *Arbres au bord d'un étang* (1864), *un Étang, Chemin sous bois* (1865), *la Cascade du ravin de Cernay-la-Ville* (1866), *l'ue prise aux environs de Honfleur, Dessous de bois à Cernay* (1870).

Jean Achard avait obtenu, en 1844, une médaille de troisième classe (paysage) et une autre de deuxième classe pour la période de 1845 à 1848.

Il faut citer parmi les musées qui possèdent des ouvrages du maître, ceux de Nantes et de Besançon.

Au Musée de Grenoble se trouvent : *Environs de Grenoble*, acquis par la Ville en 1841 ; *Vue prise à Saint-Égrève, près Grenoble*, don du Gouvernement en 1844 ; *Une Chaumière*, salon de 1861, don du Gouvernement en 1864 ; *Ruines de Beauvoir (Isère)*, don de M. Gustave Thevenet en 1870 ; le *Champ de blé, à Auvers (Oise)*, exposition de Grenoble de 1883, acquis par la Ville ; *Étude de rochers*, don de M^{lle} Achard en 1886.

M. Armand Sylvestre publiait, dans *le Gil-Blas*, quelques jours après la mort de l'illustre artiste, un long et fort bel article. Nous ne pouvons nous empêcher d'en extraire ces quelques passages, pleins de détails intéressants et de douce émotion.

J'étais à Toulouse, dit en commençant M. A. Sylvestre, quand me parvint la nouvelle de la mort du paysagiste Achard. Les journaux qui me tombèrent sous les yeux consacraient à sa mémoire quelques lignes de biographie élogieuse, mais je ne lus dans aucun que la

France venait de perdre un des plus grands artistes de ce temps. Retiré depuis plus de quinze ans dans le Dauphiné, où je le rencontrai, il y a quelques années, en allant à Uriage, arrivé à une vieillesse extrême, bien que vigoureusement supportée, Achard était oublié, — non pas du public qui ne l'avait jamais beaucoup connu, — non pas de ses élèves, dont l'un s'appelle Français et l'autre Harpignies, mais de la jeune pléiade qui est aujourd'hui dans la lutte, mais, ce qui est plus grave, de la critique à qui l'immense production contemporaine ne permet guère le retour vers le passé.

Passé glorieux cependant que celui de ce vieil homme dont j'entendis, un jour, Corot parler avec une admiration attendrie ! Il avait été un des promoteurs du mouvement qui fit de notre école de paysage moderne la rivale de l'école de Haarlem. D'autres, comme Rousseau, Jules Dupré, Diaz, eurent la renommée retentissante. Mais Achard avait combattu près d'eux, au premier rang, et peut-être ses toiles, plus rares que les leurs, ne seront-elles pas, un jour, moins recherchées des amateurs. Ce retour passionné vers la Nature, qui fut la caractéristique de cette révolution, n'est nulle part affirmée avec plus d'amour et de violence. Les ciels, les arbres, jusqu'aux brins d'herbes, tout y est touché d'un pinceau plein de tendresse et, s'il est vrai, comme le disait Delacroix, que l'art n'est que la Nature vue à travers un cerveau humain, c'est à travers l'âme même de Virgile qu'Achard en contemplait les merveilles et en tentait, avec une conscience recueillie, l'interprétation.

Puis M. Sylvestre rapporte ce trait de Harpignies, alors qu'il prenait des leçons d'Achard, dans le pays du maître. Harpignies peignait les bois et les rocs ; mais, un jour, n'ayant pu rendre un arbre à sa guise, il avait imaginé « un bout de feuillage décoratif ». De sorte qu'Achard, qui était inflexiblement scrupuleux de la vérité, s'indigna et tança de telle façon son élève que celui-ci ne raconte pas l'aventure sans une certaine émotion. « Monsieur, lui avait crié Achard, si cela vous arrive encore, je vous enverrai faire des souliers ! »

M. A. Sylvestre rappelle ensuite comment et où il connut Achard. C'était au milieu d'une phalange d'artistes, humbles alors, aujourd'hui célèbres, « dans un petit coin du pays latin ».

Achard était, parmi nous, comme un patriarche. Il était déjà tout blanc comme ses montagnes du Dauphiné. Ses traits très arrêtés, son visage sillonné de rides, une barbe pas très longue, mais très épaisse, le faisaient tel qu'on représente saint Pierre ; et, de fait, il eût été bien choisi pour garder les clefs du paradis de l'art et n'y eût laissé entrer que les élus. Il avait bien l'air rébarbatif qui convient à ces missions prudentes et, lorsqu'il nommait des peintres sans talent, c'était avec l'indignation d'un homme qui n'entendait pas qu'on profanât un sacerdoce. Mais venait-on à parler des choses de la Nature, sa physionomie s'attendrissait tout à coup, ses yeux se mouillaient comme dans une extase et les mots venaient à ses lèvres souriantes comme si un flot de miel y eût coulé en même temps. Cette transformation était la plus touchante du monde. Il avait alors pour les ruisseaux, pour les collines, pour l'envolée changeante du ciel, pour ses verdure naissantes et ployantes sous les pourpres automnales, des phrases d'une tendresse infinie. L'âme de Pan était là, éperdue du charme des choses, les divinisant dans un culte superbe. Et rien n'était beau alors comme le visage de ce vieillard qui parlait de son art comme on parle de ses amours.

En février 1885, la *Société des Amis des Arts* avait organisé, dans les salles du Musée, une exposition des œuvres de J. Achard. Cette exposition comprenait trois cents numéros et tous les tableaux étaient classés par ordre chronologique. Grâce à cette heureuse idée, on put suivre, de 1826 jusqu'à ses dernières années, les progrès et les transformations du grand artiste.

L'exposition obtint, du reste, un magnifique succès.

NESTOR D'ANDERT, né à Andert (Ain), en 1807, mort à Varces, en 1878, peintre de genre.

Notre Musée possède de cet artiste *Luther et Melancthon*, qui fut exposé au salon de Paris de 1837.

ALPHONSE BLANC, né à Grenoble, en 1796, mort à Paris, en 1867, peintre de genre.

Des Joueurs de cartes, exposé par lui à Grenoble et acquis par la Ville en 1837, figurent au Musée.

LOUIS CABAT, un des maîtres de l'école du paysage, né à Paris, en 1812, était venu se retirer au couvent de Chalais, près Voreppe. Pendant les quelques mois qu'il demeura dans le monastère, Cabat peignit plusieurs tableaux. L'un d'eux, exposé à Grenoble en 1845, fut acquis par la Ville. Ce paysage représente un bord de rivière où une barque est amarrée ; un batelier se baisse pour ramasser une pièce de monnaie que lui montre saint Dominique et qui se trouve là, par miracle, pour payer son passage. Cette toile, placée au Musée, est portée au catalogue sous le numéro 34.

ANTOINE ALLIER, statuaire, député, né à Embrun, le 6 décembre 1793. Il s'engagea comme simple soldat et fit presque toutes les campagnes de l'Empire. S'étant retiré en 1885 avec le grade de capitaine de dragons, il se livra à l'art de la sculpture.

Dès 1822, il exposa aux salons des statues et des bustes remarquables. Nous citerons, entre autres, un *Jeune enfant jouant avec un limaçon* (1831), *Ariane* (1834), *Jeune marin expirant*, *Camille renversant les balances des Gaulois* et une quantité de bustes, parmi lesquels ceux de Labbey de Pompières, de d'Hauterive, notre compatriote (1833). On lui doit la statue de l'*Éloquence*, à la Chambre des députés, celle de Sully, à l'Arsenal. De 1838 à 1846, M. Allier fut député de l'arrondissement d'Embrun. Comme son père, il prit place dans les rangs de l'extrême-gauche ; ses électeurs le réélirent en 1848.

CHARLES COUTURIER, né à Plailly (Seine-et-Marne), le 2 mai 1768, mort à Chatonnay (Isère), le 22 avril 1852. Il reçut les conseils de Bidault, dont il conserva la manière, et fut professeur à l'école gratuite de dessin de Grenoble.

Couturier est représenté, dans notre Musée, par une *Vue prise à la Grande-Chartreuse*, dont il fit don en 1839.

ISIDORE DAGNAN, né à Marseille et mort à Paris, travailla assez longtemps dans nos environs. Les bords de l'Isère lui servirent de motifs pour de nombreux tableaux.

En 1829, la Municipalité fit l'acquisition de la *Vue de Gre-*

noble, prise de l'Ile-Verte : Effet du soir, qui avait figuré au salon de Paris de 1827. Cet ouvrage est au Musée ainsi qu'une autre *Vue de Grenoble*, prise aussi à l'Ile-Verte, achat de l'État au salon de 1837.

ALEXANDRE DEBELLE, né à Voreppe, le 21 décembre 1805, décédé le 22 juillet 1897 et inhumé à Voreppe.

Alexandre Debelle, fils de Joseph Debelle, officier d'artillerie, amputé d'un membre sur le champ de bataille; neveu du lieutenant-général Debelle, mort à Saint-Dominique; du baron Debelle, maréchal de camp de l'Empire; d'Auguste Debelle, maréchal de camp de l'Empire; au lieu d'embrasser la carrière des armes où aurait semblé le pousser l'atavisme, préféra se vouer à celle des arts. Il devait s'y illustrer.

Après avoir suivi les cours de peinture de l'atelier de Gros, à Paris, A. Debelle revint à Grenoble, d'où il envoya aux salons annuels, appelés alors expositions du Louvre, un certain nombre de tableaux d'histoire qui obtinrent du succès.

Voici d'ailleurs la liste des ouvrages de A. Debelle ayant figuré aux salons de Paris et de ses principales productions :

En 1840, *l'Entrée de l'Empereur à Grenoble, le 7 mars 1815*, acheté par le Ministre de l'Intérieur et donné à la ville de Grenoble; en 1841, *l'Entrée de l'Empereur aux Tuileries, le 20 mars 1815*. Ce tableau appartient à la princesse Mathilde; en 1843, *le Christ et la Madeleine*, acheté par le Ministre de l'Intérieur et donné à l'église du Versoud (Isère); en 1844, *le Christ et la Samaritaine*, acheté par le Ministre de l'Intérieur et donné à l'église du Chevallon (Isère); le 12 septembre 1845, la ville de Paris lui commanda deux grandes figures: *Moïse* et *Hélie*, peintes à la fresque, dans l'église Saint-Louis-en-l'Ile; en 1849, la ville de Grenoble a acheté le tableau représentant la *Cession du Dauphiné à la France par le dauphin Humbert II*. Il a été exposé au Louvre en 1847.

En 1861, le Bey de Tunis lui commanda un tableau représentant son *Entrevue avec l'empereur Napoléon III à Alger*. Il reçut du Bey la décoration de commandeur de l'œuvre du Nicham.

En 1861, le Département lui acheta une toile qui représente *l'Assemblée des Trois-Ordres à Vizille, en 1788*.

Le peintre devait terminer sa carrière par une décoration murale importante.

C'est à Voreppe, son lieu de naissance, dit M. L. Mesnard, que Debelle a disposé autour d'une figure du Christ, qui occupe la partie centrale de l'abside de l'église neuve, dix figures de saints personnages que désignaient à son choix des motifs de patronage spécial ou de vénération locale. Saint Maurice et saint Didier, placés dans les entre-colonnements les plus rapprochés du Christ, à droite et à gauche, sont accompagnés respectivement par deux anges. Les huit autres saints ou saintes forment, dans les deux entre-colonnements suivants, deux groupes qui se correspondent symétriquement.

Il y aurait lieu de relever le discernement qui a présidé au choix et à la disposition des parties accessoires de l'œuvre qui constituent le costume ou le complètent ; mais ce serait risquer de se laisser entraîner sur le terrain de l'archéologie pure. Il faut se borner à constater que, pour ces détails comme pour l'ensemble de sa composition, l'auteur a eu soin de remonter, loin du flot banal des idées courantes et des caprices passagers, loin des dérivations téméraires, jusqu'aux sources pures.

Le Musée de Grenoble possède de A. Debelle l'*Intérieur du cloître de Saint-Trophyme, à Arles*, acquis par la ville en 1837, et la *Journée des Tuiles*, achat de la *Société des Amis des Arts* en 1890.

A l'Hôtel de Ville de Grenoble, salle du Conseil municipal, sont placées trois de ses œuvres, la *Défense de Voreppe en 1815*, l'*Allégorie de la République*, et un dessin, la *Journée des Tuiles*.

Comme dessinateur, A. Debelle a lithographié, en collaboration avec Cassien, les belles vues qui ornent les quatre volumes de l'*Album du Dauphiné*. Il fournit, en outre, les dessins de quelques ouvrages, entre autres *Uriage et ses environs* (Paris, in-4°) et ceux de l'*Album d'Uriage*.

En 1853, A. Debelle fut nommé conservateur du musée, fonctions qu'il occupa de longues années avec une distinction rare.

M. Xavier Roux, ancien conseiller général des Hautes-Alpes, écrivait, il y a quelques années, dans son *Dictionnaire des contemporains dauphinois* :

Debelle, un peintre historique qui est lui-même un des tableaux de notre histoire locale. Son œuvre de Voreppe est belle entre toutes. Inspiration et exécution se répondent et garderont de tout oubli le nom de notre compatriote. M. Debelle a été peintre et amateur de peinture. Il a écrit des œuvres et rassemblé dans notre Musée les œuvres des autres. Sans autre envie que celle de réunir pour les Grenoblois le plus de beautés, il a formé un des plus attrayants musées de France. Tout le long de sa brillante carrière, il a aidé les jeunes et ranimé les découragés. Il a aimé l'art et les artistes pour l'art. — Signe particulier : M. Debelle a partagé ses passions de peintre entre les visions de figures célestes et les choses du Dauphiné. Souvent le reflet des unes est tombé de son pinceau sur les autres !

A. Debelle était chevalier de la Légion d'honneur et commandeur de l'ordre du Nicham-Ifikar.

A.-J. GROS, né à Paris, le 16 mars 1771, mort le 26 juin 1835, un des plus célèbres artistes de ces temps, exposait au Salon de Paris de 1835 le portrait d'un de nos plus éminents concitoyens, *Clot-Bey*. Ce fut une des dernières œuvres de Gros : elle fut donnée par Clot-Bey au Musée de Grenoble en 1861.

Clot-Bey est représenté dans ce tableau vêtu d'un riche costume oriental et la poitrine constellée de décorations diverses. L'illustre docteur fonda l'École de médecine et devint médecin en chef des hôpitaux du vice-roi d'Égypte.

Né à Grenoble, en 1793, Clot-Bey mourut à Marseille en 1868 ; sa ville natale a donné son nom à l'une de nos rues.

Notre Musée possède aussi une belle copie du tableau que Gros peignit en 1804, *le Général en chef Bonaparte visite les pestiférés de Jaffa*.

Gros fit présent de cette copie à Clot-Bey comme ayant été exécutée dans son atelier par son élève Horace Vernet. Clot-Bey en fit don au Musée de Grenoble en 1861.

ERNEST HÉBERT, une de nos gloires locales, mérite d'être cité à part. Nous lui consacrerons, dans le cours de ce volume, un chapitre spécial. A l'époque qui présentement nous occupe, nous citerons trois de ses premiers ouvrages : *le Tasse en pri-*

son, visité par Expilly (Salon de Paris de 1839), donné par l'auteur au Musée de Grenoble, en 1840, et *Figure d'étude*, exécutée à Rome, offerte également au Musée par l'auteur.

Notre Musée possède aussi une copie d'Hébert, d'après Michel-Ange, qui est à peu près de la même époque que les deux ouvrages précédents.

JULES LAURE, né à Grenoble, le 14 mai 1806, mort à Paris, le 1^{er} avril 1861. Au Musée, ce peintre est représenté par une toile de dimension importante : *le Christ appelant à lui les petits enfants*, acquise par le Gouvernement au Salon de 1845.

HUGUES MERLE, né à la Sône (près Saint-Marcellin), le 28 janvier 1822, mort à Paris, le 16 mars 1881. Elève de Léon Coignet.

Ce fut un très remarquable artiste. Notre Musée possède de lui *le Rédempteur*. Cette œuvre, d'un caractère élevé et d'une exécution parfaite, avait figuré au Salon de 1879 ; elle fut léguée par l'auteur au Musée en 1884.

JACQUES PILLIARD, né à Vienne (Isère), en 1811, élève d'Orcel et Bonnefond. Ce peintre figure dans notre Musée avec une toile, peinte à Rome en 1841 et donnée par le Gouvernement en 1842 ; elle représente la *Naissance de Benjamin et mort de Rachel*.

CLAUDE POLLET, né à Grenoble, le 17 août 1816, mort le 16 octobre 1858, fut un des paysagistes locaux les plus appréciés à cette époque. Nous trouvons au Musée un *paysage*, acquis par la Société des Amis des Arts, à l'exposition de Grenoble, en 1845, qui fut gagné par la Ville, et un autre *paysage*, donné par M. Jacquier, en 1866.

DIODORE RAHOULT, né à Grenoble, en 1819, mort en 1874, peut être considéré comme un des plus distingués peintres de genre que nous ayons eus.

Rappeler ses œuvres serait un long travail, citons de mémoire : *l'Histoire naturelle*, la *Poésie* et la *Géométrie*, peintures murales, vestibule du Musée, au-dessus de la porte de la Bibliothèque ; dans la grande salle de la Bibliothèque, autres pein-

tures murales, la *Législation*, l'*Histoire*, l'*Astronomie*, la *Mécanique*, la *Philologie*, la *Théologie*, Parmi les tableaux : *Rentrée solennelle de la Cour au Palais de Justice de Grenoble* ; une *vieille Rue à Sassenage* ; les *Quatre Commères*, toile qui obtint un tel succès que D. Rahoult dut en faire un certain nombre de reproductions ; quantité de tableaux de chevalets représentant des scènes d'intérieur dauphinois ; un *Procès à la première chambre de la Cour de Grenoble* ; *Novembre*, acquis par la Ville à l'exposition de Grenoble de 1857 et *la Porte close*, exposé à Grenoble en 1866, également acquis par la Ville. Ces deux derniers tableaux se trouvent au Musée. D. Rahoult exposait presque chaque année au Salon de Paris où il obtint les éloges les plus flatteurs des critiques d'art.

THÉODORE RAVANAT, né à Grenoble, en 1812, mort à Proveysieux, près Grenoble, en 1883. Ses obsèques eurent lieu le dimanche 23 septembre, dans cette localité.

Le paysagiste Ravanat produisit beaucoup ; ses études et ses tableaux sont innombrables. Nous ne mentionnerons que les deux ouvrages que possède notre Musée : *Vue des bords de l'Isère*, exposé à Grenoble et acquis par la Ville en 1852, et *le Verger* de Proveysieux, exposé à Grenoble et acquis par la Ville en 1866.

M. Xavier Roux écrivait dans le *Lyon Républicain*, comme correspondant grenoblois, le lendemain du décès de Ravanat, un article nécrologique dont nous extrayons le passage suivant :

Physionomie à part dans le monde artistique de notre pays, caractère éminemment sympathique, d'une générosité chevaleresque et d'un loyauté antique, homme cachant sous des dehors rustiques une distinction d'esprit, une finesse, un talent d'observation que l'on retrouve dans ses productions et qu'il appliquait avec franchise à ses contemporains.

VICTOR-DÉSIRÉ CASSIEN peut être regardé comme le dessinateur le plus populaire, le plus fécond et le plus consciencieux que nous ayons possédé en Dauphiné. Né à Grenoble, le 25 octobre 1808, décédé le 18 juin 1893.

On doit à son crayon, souple et élégant, les planches de la plupart des grandes publications éditées dans notre province.

Ses principaux ouvrages sont : les 8 planches du *Guide des Voyageurs à la Grande-Chartreuse* ; une partie de celles qui ornent l'*Album du Dauphiné*, auquel collaborèrent aussi Alex. Debelle et Jules Ollivier ; les 6 planches de la *Description des Mollusques fluviatiles et terrestres du département de l'Isère*, par Albin Gras ; les 11 planches de l'*Iconographie de la Fontaine monumentale élevée à Chambéry*, de Sappey ; les 41 planches de l'*Album du Vivarais*, par Albert du Boys ; les planches dessinées d'après nature de l'*Ornithologie du Dauphiné ou description des oiseaux observés dans les départements de l'Isère, de la Drôme, des Hautes-Alpes et contrées voisines*, par Hippolyte Bouteille.

Victor Cassien a laissé, en outre, un nombre important de dessins à la mine de plomb et au crayon Conté.

VICTOR SAPPEY, né à Grenoble, le 10 février 1801, mort dans la même ville, le 23 mars 1856. Elève de Raggi et de Ramey fils. Professeur de l'école de sculpture architecturale de Grenoble.

Parmi les œuvres de ce statuaire de grand mérite, nous citerons : la *Fontaine monumentale de Chambéry*, le *Château-d'eau de la place Grenette*, le *Génie des Alpes*, en ciment, à Uriage ; dans cette même localité, la *décoration de la Fontaine* ; divers *monuments funèbres* au cimetière de Grenoble ; la *Fontaine du Lion*, à la Cimaïse ; au Musée, la *Mort de Lucrèce*, l'*Isère* et le *Drac*, figures allégoriques, statuettes en terre cuite, acquises par la Ville, en 1856 ; *Buste d'enfant*, legs de M^{me} veuve Chabas, en 1890, etc.

BUTAVAND (LOUIS-FÉLIX, dit LUCIEN), graveur, naquit le 7 janvier 1808, à Vienne, où son père était fabricant de draps. Obligé de prendre un état par suite de grandes pertes commerciales essuyées par sa famille vers la fin de l'Empire, il choisit celui de graveur et entra chez Pillard, qu'il suivit plus tard à Lyon. Là, il étudia le dessin, d'abord sous M. Rey, puis à l'école publique. En 1831, il entra à l'école de Richomme, à Paris, et commença dès lors à travailler sérieusement. Mais les veilles et les privations ayant affaibli sa vue et sa santé, il dut plusieurs

fois déposer son burin pour soigner l'une et l'autre. Butavand mourut à Paris, le 27 janvier 1853. Il avait obtenu deux médailles de gravure ; l'une de 3^e classe, à l'exposition de 1845, l'autre de 2^e classe, à l'exposition de 1852.

« Cet artiste, dit Adolphe Rochas dans sa *Biographie du Dauphiné*, ne manquait pas de talent ; sa pointe était fine et gracieuse, mais sans énergie et sans couleur. »

M. Rey publia à Lyon, en 1853, une Notice sur Butavand (in-8^o de 16 pages).

Ses principales œuvres sont : *la Vierge au coussin vert*, d'après André Solari, gravure acquise, en 1850, par la Société des Amis des Arts de Lyon ; *Psyché et Vénus*, fac-similé au crayon rouge d'une étude de Raphaël (1851) ; *la Vierge et l'Enfant*, fac-similé au crayon rouge d'une étude de Raphaël (1848) ; *Étude d'ange*, pour la chapelle de la Vierge de N.-D. de Lorette, d'après un dessin de V. Orsel (1852) ; *Fac-similé d'un dessin de Lorenzo di Credi*, Salon de 1853.

Portraits divers : Corneille, 1853 ; Pierre-Antoine Berryer ; vicomte de Cormy ; vicomte de Martignac ; M. de Tracy ; général Chéron, gouverneur de l'Algérie ; l'abbé P. Varin ; M^{me} de Tessac ; M. Flandrin père ; M. Lafond ; M. Des Guidi.

On a encore de Butavand un grand nombre de planches « sans intérêt et exécutées pour le commerce ».

FRANQUE (JEAN-PIERRE et JOSEPH), frères jumeaux, nés aux Buis (Drôme), en 1774, sont deux peintres qui jouirent d'une certaine réputation. Ayant manifesté l'un et l'autre de grandes dispositions pour la peinture, l'intendant du Dauphiné les envoya à Paris sur les fonds de la province. Cette protection leur fut continuée par les États du Dauphiné et ensuite par l'administration départementale de la Drôme.

Pierre, qui est le plus remarquable, exposa successivement aux Salons. En 1836, il obtint la croix de la Légion d'honneur. Depuis cette époque et quoique âgé de plus de 60 ans, il continua à produire un très grand nombre de tableaux dont plusieurs ont été achetés par l'État. « Les glaces de la vieillesse n'éteignirent pas sa fécondité, et en 1853, à l'âge de 79 ans, il envoya encore à l'exposition une *Sainte-Famille* et un portrait de *M. de Quélen, archevêque de Paris*. »

Joseph travailla souvent en collaboration avec son frère et exposa aussi quelques tableaux au Salon. Mais il est moins connu que Jean-Pierre, car il quitta la France pour s'établir à Naples où il devint professeur à l'Académie.

Le Théâtre de Grenoble.

Dès 1658, les comédiens autorisés construisaient leurs théâtres provisoires en planches dans la salle des quatre jeux de paume de la Ville, dépendant des bâtiments de Lesdiguières.

La Ville avait acheté, en 1719, à la famille Villeroy, héritière du duc, ce bâtiment qui était situé sur l'emplacement du théâtre actuel.

Un entrepreneur de spectacles nommé Bertrand, en 1768, conçut le projet d'édifier, à l'aide de souscriptions volontaires, « une Académie de musique permanente » et demanda au corps de la Ville de lui céder l'établissement du jeu de paume que la Ville avait acheté un an auparavant à M^{me} Dupuy.

Le 8 février 1758, le Conseil général accorda la concession demandée et l'acquisition fut faite le 30 avril 1767.

M. du L'Horme, ingénieur, fit les plans et le coût complet du théâtre s'éleva à 35,177 livres 15 sols. La salle s'ouvrit le 27 novembre 1768. C'est cette salle de spectacle qui existait en 1848 ; elle fut reconstruite en 1855 et n'a subi depuis que quelques modifications intérieures ou adjacentes.

A la suite de la très mauvaise direction de Coppini en 1845 et 1846, la ville retira successivement la subvention de 5,000 francs, puis celle de 2,000 francs qu'elle accordait aux directeurs de notre scène. Cette subvention ne fut rétablie d'ailleurs qu'en 1855. Malgré cela, Jules Adler prit la direction pour 1847-48 et débuta le 1^{er} juillet 1847 avec une troupe de grand opéra. Le 16 mars 1848, création de *Dieu le veut*, comédie d'un « amateur grenoblois ».

Adler démissionna après une mauvaise saison et fut remplacé par de Cazeneuve qui publia, le premier à Grenoble, le tableau de sa troupe. Ouverture 7 novembre 1848. De Cazeneuve fit faillite et les artistes prirent le théâtre à leur compte, avec Robert comme administrateur.

En 1849-50, Viallard fut nommé directeur. Frédéric Lemaitre joua, en août 1849, avec Clarisse Miroy, et M^{lle} Masson chanta *la Favorite*, en janvier 1850.

Le 20 février, on donna *Manuella ou l'Hospitalité*, drame en 4 actes, d'« un Grenoblois ».

Viallard ne fit pas fortune non plus et céda sa place, pour 1850-51, à Robert. A l'occasion d'une représentation spéciale, fut récitée « les Anges blancs », poésie de M. Albert de Rochebelle, par une enfant de six ans, fille de Rion, l'acteur bénéficiaire (21 avril 1851).

Viallard reprit la direction pour 1851-52 et s'intitula directeur privilégié nommé par le Ministre de l'Intérieur, car ce ne fut que quelques années plus tard que la Municipalité eut le droit de choisir seule son directeur. Ligier joua, en octobre 1851, *le Cid* et *Othello*. Delachaussée, de l'Opéra, chanta *la Favorite*, et la célèbre violoniste, M^{lle} Thérèse Milanollo, donna, en mars 1852, une grande solennité musicale.

Mais Viallard se vit obligé de se retirer à son tour, à la suite de cette année défectueuse.

La Presse.

Les journaux éphémères. — Les titres des feuilles qui se disputaient la faveur du public indiquaient assez le ton de leur langage et leurs nuances politiques : *la Commune de Paris*, *l'Ami du Peuple*, *le Père Duchêne*, *la Montagne*, *le Républicain rouge*, *la Langue de vipère*, *le Défenseur du Peuple*, *le Travail affranchi*, *les Nationalistes*, *Lucifer*, etc.

Nous ne pouvons tout nommer, car ces feuilles étaient innombrables, paraissaient, disparaissaient selon qu'elles avaient plus ou moins de succès, plus ou moins de condamnations. D'ailleurs, la licence de la presse était extrême, la plume et le crayon ne respectaient rien. Les caricatures politiques jouaient alors un grand rôle et parmi ceux qui se firent un nom parmi les dessinateurs satiriques, il faut citer au premier rang le célèbre caricaturiste Cham.

Les théories socialistes propagées avec beaucoup d'ardeur


furent combattues avec énergie par les modérés et les conservateurs.

Il nous faut mentionner à cette place les brochures lancées au moment des élections législatives. Le « Comité de la rue de Poitiers », composé de personnalités conservatrices, parmi lesquelles MM. Molé, de Broglie, Thiers, Berryer, de Noailles, de Montalembert, de Périgord, Chambolle, Achille Fould, de Persigny, le général Piat, de Rémusat, Abattucci, de Malleville, Ferdinand Barrot, Duvergier de Hauranne, avait ouvert, le 28 mars, une souscription et, en quelques heures, avait réuni 50,000 francs. Un mois après, le Comité faisait paraître 577,000 exemplaires de divers écrits anti-socialistes et patronnait quelques journaux hebdomadaires.

Parmi les brochures, il y en avait de M. Thiers. On remarqua aussi *les Partageux*, de M. Vallon, et surtout *les Veillées d'une chaumière de la Vendée*, par le maréchal Bugeaud, série de dialogues.

La plupart de ces journaux éphémères et de ces brochures d'actualité, édités à Paris, étaient colportés en province. Dans notre département, les collectionneurs ont pu en découvrir de très curieux.

* * *

 **Les journaux de Grenoble.** — La presse de ce temps, loin d'avoir l'importance de celle de nos jours, était cependant un facteur puissant dans la direction des idées.

On comptait alors quatre journaux politiques s'éditant à Grenoble.

Le *Journal de Grenoble*, de 1798 à mars 1801, imprimé par Ferry et David ; de 1801 à 1819, par Péronnard ; de 1819 à 1832, par F. Allier, et de 1832 à 1876, par C.-P. Baratier.

Parti de l'in-4°, le format arriva à l'in-folio en 1852.

A son apparition, il soutint les théories catholiques et monarchistes et devint, dans la suite, impérialiste.

Dès l'année 1835, il avait créé une rubrique spéciale pour les nouvelles locales et fut toujours à la tête des progrès réalisés en province.

MM. P. Fabres, A. Bardel, A.-M.-E. Luc, Champollion-Figeac, Nestor de Lamarque, Victor Gaillard, Ducoin, Berriat-Saint-Prix, Champollion le Jeune, composèrent sa rédaction principale.

Le 2 juillet 1836, le *Patriote des Alpes* fit son apparition, rédigé par les anciens rédacteurs du journal libéral le *Dauphinois*.

Il paraissait trois fois par semaine, en format in-folio, chez Barnel, imprimeur.

Rédaction : MM. Giroud, Robinet, Bandel, Baton, Farconnet, Crépu, Hugues Blanc, tous républicains convaincus, qui écrivaient quotidiennement sans salaire et pour l'amour de la liberté.

Plus tard, la rédaction s'adjoignit MM. Henry Giroud, Rey, Michal-Ladichère, Vendre, Thevenet jeune et Cécillon.

Mais, à la suite d'un article paru le 8 avril 1851, sous le titre « la Faction bonapartiste », où Napoléon, président de la République, était dénoncé comme factieux, le général Castellane interdit purement et simplement la publication du journal.

Le *Patriote des Alpes* avait vécu quinze ans.

Un autre organe, l'*Union dauphinoise*, journal de l'aigle impérial, parut sans signatures, le 1^{er} juillet 1848, en pleine effervescence politique, sous la direction de l'abbé Déléon et du général Rey.

Autour d'eux se groupèrent MM. Blanc, Bergeret, Magnan, Lainé et A. de Lavalette. Cet organe changea son titre pour celui de *Le Vœu national*, le 20 février 1851, afin de favoriser le coup d'état du 2 décembre. Il disparut en 1857 et passa la main au *Courrier de l'Isère*.

Quant au *Messager dauphinois*, conservateur libéral, rédigé par MM. Giroud et Gros, son premier numéro est daté du 16 avril 1851. Grand in-8°, il sortit des presses de l'imprimerie Maisonville ; celui-ci tint à déclarer que cette nouvelle feuille n'avait rien de commun avec le *Patriote des Alpes*.

Le *Messager dauphinois* mourut le 11 août 1857.

A titre historique, nous reproduisons une circulaire adressée aux Maires du département de l'Isère, concernant la liberté d'abonnement aux journaux politiques pour les communes :

Grenoble, le 16 mars 1848.

CITOYEN MAIRE,

L'administration précédente, dans une intention qu'il est facile de concevoir, avait, par un abus déplorable, imposé à la plupart des communes du département de l'Isère l'obligation de s'abonner à son organe officiel, le journal le *Courrier de l'Isère*. Dans son égarement, elle était même allée beaucoup plus loin : par divers actes administratifs, portant notamment les dates des 20 novembre 1830, 26 décembre 1831 et 21 avril 1834, elle avait formellement interdit et même brutalement supprimé tout abonnement des communes à un autre journal de la localité.

Vous devez comprendre, Citoyen Maire, que sous le Gouvernement de la République de pareilles entraves à la liberté ne sauraient être maintenues. Je viens donc, au nom de la Commission départementale, vous déclarer que tous les actes administratifs ci-dessus indiqués, ainsi que toutes les autres mesures prises par l'ancienne administration, relativement à l'abonnement des communes aux journaux, sont formellement annulés et doivent être considérés comme non venus. Votre commune, comme toute la France, a reconquis sa liberté par l'avènement du Gouvernement républicain et peut, en conséquence, s'abonner ou ne pas s'abonner à un journal politique, de même qu'elle peut cesser de s'abonner désormais au *Courrier de l'Isère*.

Salut et fraternité.

Pour la Commission départementale :

Le Commissaire délégué,

A. CLÉMENT.

Sociétés de bienfaisance de Grenoble.

Les sociétés de bienfaisance mutuelle de la ville de Grenoble s'élevaient, à la fin de 1849, au nombre de vingt-cinq, dont seize bureaux d'hommes et neuf de femmes.

Ces sociétés étaient et sont encore sous le patronage de l'administration municipale. Leurs règlements étaient d'abord soumis au Maire et, sur son avis, le Préfet leur donnait son approbation.

Chacune d'elles était placée sous le vocable d'un saint, elle célébrait l'anniversaire de la fête. La société assistait ce jour-là à une messe solennelle et distribuait aux principales autorités et à ses membres honoraires une espèce de gâteau appelé *Dauphin*, qui prenait son nom de sa forme même.

Chaque société se composait de membres titulaires et de membres honoraires.

Les secours de la société étaient donnés seulement aux membres titulaires lorsque l'un d'eux était sans travail ou malade. Dans ce dernier cas, il recevait la visite d'un médecin attaché à la société et les médicaments lui étaient fournis. Dans quelques sociétés, il est donné, à l'heure actuelle, des pensions aux vieillards.

Chaque société était administrée par un président qui avait le titre de commissaire général, par un vice-président, un trésorier et un secrétaire. Il y avait aussi des commissaires de série dont la fonction consistait à recueillir les cotisations mensuelles et à distribuer les bons de secours. Un conseil d'administration était surtout appelé à préparer les décisions des assemblées générales.

Tous les dignitaires étaient nommés au scrutin par la société entière; c'était une application du suffrage universel et direct.

Lorsqu'un membre titulaire ou honoraire d'une société décédait, une fraction de la société devait assister à ses obsèques.

Dans les réunions générales ou partielles, les membres de la société ne devaient s'appeler entre eux que du nom de *frère* ou du nom de *sœur*.

Les décisions des assemblées générales étaient toujours irrévocables, sauf pour les cas graves, où il était possible de se pourvoir devant le Maire, assisté d'une commission prise parmi les commissaires généraux ; cette réunion prenait le titre de *Conseil supérieur*.

Toute discussion religieuse ou politique était rigoureusement interdite.

Cette organisation, dit M. Frédéric Taulier, dans un rapport daté du 22 décembre 1849, donne les résultats les plus satisfaisants. Le succès de nos sociétés de secours mutuels rejaillit sur la population tout entière de Grenoble, qui offre un continuel spectacle de civilisation avancée, de paix, d'ordre et de discipline.

La réglementation des sociétés de secours mutuels de Grenoble a subi quelques modifications, mais dans son ensemble est demeurée la même.

Voir ci-après le Tableau général des Sociétés de secours mutuels.

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE.

Tableau général des Sociétés de secours mutuels


DÉNOMINATION de la SOCIÉTÉ.	PROFESSION des MEMBRES QUI LA COMPOSENT.	NOMBRE DE SOCIÉTAIRES.
Mutuelle, maternelle et filiale (1 ^{er} Bureau des dames et d ^{lles}).	Sans distinction de profession.	287
Id. (2 ^e Bureau)	Id.	314
Id. (3 ^e Bureau)	Id.	258
Id. (4 ^e Bureau)	Id.	80
Id. (5 ^e Bureau)	Id.	146
Id. (6 ^e Bureau)	Id.	184
Id. (7 ^e Bureau)	Id.	185
1 ^{er} Bureau de bienfaisance	Gantiers.	507
2 ^e Bureau	Cordonniers.	217
3 ^e Bureau	Peigneurs de chanvre.	288
4 ^e Bureau	Charpentiers, tailleurs de pierres. maçons et plâtriers.	225
5 ^e Bureau	Chamoiseurs, mégissiers, tanneurs et corroyeurs.	123
6 ^e Bureau	Tisserands, drapiers et autres professions.	88
7 ^e Bureau	Menuisiers, tourneurs, serruriers et tonneliers.	137
Arts et métiers (8 ^e Bureau)	Professions diverses.	317
Enclume et Marteau (9 ^e Bureau).	Maréchaux, couteliers.	208
10 ^e Bureau	Boulangers.	104
11 ^e Bureau	Bouchers, charcutiers et rôtisseurs.	64
12 ^e Bureau	Tailleurs.	120
13 ^e Bureau	Agriculteurs.	121
Société du Soleil (14 ^e Bureau)...	Sans distinction de profession.	237
La Concorde	Id.	»
Pacte de Famille	Différentes professions dans les arts et métiers.	»
Société supplémentaire	Composée d'individus faisant déjà partie d'une autre société et qui, en s'imposant une <i>cotisation sup- plémentaire</i> , ont eu pour but de jouir au besoin d'un double se- cours.	»

VILLE DE GRENOBLE.

et autres de même nature formées entre ouvriers.

DATES DE LA FONDATION et de L'AUTORISATION.	AUTORITÉ de qui émane L'AUTORISATION.	MONTANT DE LA COTISATION.	MODE DE PLACEMENT des fonds.	CAPITAL ACTUEL.	NOMBRE DE SOCIÉTAIRES secourus en 1842.
1 ^{er} janvier 1822.	Préfet.	12 »	Obligations et Billets de banque.	6.372 10	85
Janvier 1822.		12 »	Obligations et Caisse d'épargne.	2.034 55	110
Février 1822.		12 »	Id.	3.339 40	50
1 ^{er} janvier 1842.		12 »	Id.	800 »	67
Mars 1842.		12 »	Id.	1.027 »	117
Avril 1842.		12 »	Id.	1.465 »	110
Mai 1842.		12 »	Id.	1.986 »	115
1 ^{er} mai 1803.		15 »	Obligations et Billets de banque.	23.360 75	78
Juin 1804.		12 »	Id.	13.294 20	90
Juillet 1804.		15 »	Id.	14.103 82	80
Janvier 1806.		12 »	Espèces déposées chez M. Arnaud, propriétaire et entrepr.	4.500 »	92
14 juin 1807.		12 »	Caisse d'épargne.	221 15	59
17 juillet 1808.		12 »	Obligations et Caisse d'épargne.	5.106 50	60
Août 1808.		12 »	Id.	4.045 »	26
Septembre 1818.		12 »	Obligations et Banque.	9.920 25	92
Septembre 1821.		12 »	Obligations et Caisse d'épargne.	2.443 35	87
Juillet 1822.		12 »	Billets de banque et Obligations.	3.600 »	39
Mars 1824.		12 »	Caisse d'épargne.	384 92	23
» 1826.		12 »	Banque et Obligations.	9.028 35	33
3 février 1839.		12 »	Caisse d'épargne et Obligations.	1.109 20	38
Janvier 1842.		12 »	Id.	3.000 »	90
5 mai 1842.		12 »	»	»	»
3 août 1828.		»	»	»	»
»		»	»	»	»

Statistique de la ville de Grenoble. (1848-1849.)

 Les *fabriques de gants* étaient au nombre de 7 : MM. Moriquand, occupant 81 ouvriers ; Ollivier, 31 ; Perrucat, 150 ; Jouvin, 470 ; Gonnet, 69 ; Rouillon, 223 ; Bergery, 21. Total, 1,045 ouvriers.

La *mégisserie* était représentée par les maisons Gonnet, occupant 51 ouvriers ; Moriquand, 41, et Bergery, 20. Total, 112 ouvriers.

Les *produits de la paille* étaient manufacturés par deux fabriques : celle de MM. Leborgne, Dutour et C^{ie}, occupant 28 ouvriers, et celle de M. Bec, 44 ouvriers. Total, 72 ouvriers.

Filature de vieilles laines, M. Landini, avec 139 ouvriers.

Imprimerie : MM. Prudhomme, 20 ouvriers ; Baratier, 16 ; Allier, 14 ; Baruel, 5.

Lithographie : Pégeron, 5 ouvriers ; Fagot, 3.

Huileries : MM. Detroyat, 2 ; Souveyron, 2 ; Meunier, 2 ; Arnaud, 6 ; Lafronde, 2.

Prix des journées payées aux ouvriers : ganterie, de 1 fr. 50 à 3 francs ; tannerie, 2 francs à 2 fr. 50 ; charpenterie, 2 francs à 2 fr. 50 ; serrurerie, 1 fr. 75 à 2 fr. 50 ; peignage de chanvre, 1 fr. 20, 1 fr. 25 et 1 fr. 35 ; draperie, 1 franc à 1 fr. 50 ; menuiserie, 2 fr. à 2 fr. 50 ; charronnerie, 1 fr. 25 à 3 francs ; maçonnerie, 2 francs à 3 francs ; imprimerie, 2 francs à 3 fr. 25.

La ville de Grenoble pouvait fournir, le cas échéant, 200 chevaux avec attelages et voitures, les environs le même nombre, soit 400 chevaux à raison de 1,000 kilos par collier, pouvant transporter au minimum 400,000 kilos par jour ; le prix de chaque collier était estimé au prix de 7 à 8 francs par jour, tous frais de nourriture et autres compris.

Les propriétaires ou loueurs de chevaux étaient : MM. Ra-

vix, 40 chevaux ; Baronnat, 20 ; Courtois, 10 ; Vincent, 6 ; Villard, 8 ; Repellin, 6 ; Truc, 6 ; Garcin, 4 ; Perrin, 10 ; Cochard, 5 ; Fleuret, 5 ; Paturel, 3 ; divers, 65 ; avec 138 voitures ou charrettes.

État des principales consommations de la ville de Grenoble (1848-1849). — Froment, 40,437 hectolitres, prix moyen 29 fr. 15 l'hectolitre.

Seigle, 1,303 hectolitres, prix moyen 24 fr. 22 l'hectolitre.

Orge, 794 hectolitres, prix moyen 18 fr. 71 l'hectolitre.

Avoine, 10,579 hectolitres, prix moyen 12 fr. 12 l'hectolitre.

Foin, 6 fr. 25 les 100 kilos.

Paille, 3 fr. 65 les 100 kilos.

Boissons. — Vin en cercle et en bouteille, 42,290 hectolitres, au prix moyen de 26 francs (droits compris) ; alcool et liqueurs, 741 hect. 33 ; bière, 2,006 hect. 76, à 50 francs ; vinaigre, 441 hect. 11, à 30 francs ; huile d'olive, 17,859 kilos, à 2 fr. 30 ; huile de noix et autres, 102,250 kilos, à 1 fr. 80.

COMESTIBLES. — Bœufs, 2,098 têtes, à 1 franc le kilo ; vaches, 439, à 0 fr. 70 le kilo ; veaux, 8,370, à 1 franc le kilo ; porcs, 1,190, à 1 fr. 30 le kilo ; moutons, 13,662, à 1 fr. 10 le kilo ; agneaux, 1,224, à 1 franc le kilo ; chèvres, 244, à 0 fr. 65 le kilo ; chevreaux, 1,647 pièces, à 2 fr. 50 pièce ; lièvres, coqs, dindes, chapons, 11,481 pièces, à 4 francs pièce ; poissons de mer, 3,939 kilos, à 3 fr. 50 le kilo.

COMBUSTIBLES. — Bois de chauffage, 7,448 stères, à 23 francs le stère ; anthracite, 2 fr. 04 les 100 kilos.

Mouvement de la population de Grenoble pendant l'année 1849.

NAISSANCES :

Garçons.....	477
Filles	498
Total.....	<u>975</u>

MARIAGES :

Entre garçons et filles	190
Entre garçons et veuves.....	16
Entre veufs et filles.....	56
Entre veufs et veuves.....	14
Total.....	<u>276</u>

DÉCÈS :

Garçons.....	287
Hommes mariés.....	114
Veufs.....	43
Filles.....	239
Femmes mariées.....	101
Veuves.....	94
Total.....	<u>878</u>

Récapitulation {	Naissances.....	975
	Décès.....	878
Augmentation en faveur des naissances...		<u>97</u>

1850

- 15 mars. Adoption de la loi organique de l'enseignement. — Mai. A la suite de plusieurs élections républicaines, l'Assemblée législative vote la loi du 31 mai, qui restreint le suffrage universel. — Juillet. La majorité monarchiste de l'Assemblée, « commençant à craindre un coup d'État de Louis-Napoléon », institue une commission de permanence pour surveiller le Président. — 26 août. Mort de Louis-Philippe à Claremont. — Août et septembre. Voyages du Président en province ; manifestations bonapartistes. — Octobre. Revue de Satory, cris de *Vive l'Empereur !* Le général Changarnier, commandant militaire de Paris, se prononce contre la propagande bonapartiste.

Nouveaux troubles à Paris. — Anniversaire de la Révolution de Février. — Elections partielles : dans l'Isère. — A l'Assemblée législative. — La situation politique. — Mort de Louis-Philippe. — Banques de prêts d'honneur. — Association pour l'éducation populaire. — Anniversaire de la République. — Tentative d'assassinat sur le Prince-Président. — A propos de la Salette. — La sociologie à Grenoble. — Nécrologie. — Faits divers. — Faits locaux et régionaux. — Statistique locale.


Nouveaux troubles à Paris. — Au commencement de l'année 1850, le parti socialiste, admirablement discipliné, disent les historiens, fomenta de nouveaux troubles pour protester contre l'enlèvement des arbres de la Liberté que venait d'ordonner M. Carlier, le nouveau préfet de police.

Le 2 février, quelques bagarres éclatèrent à Paris, dans le carré Saint-Martin, où la population avait cru un instant qu'on voulait arracher un arbre de la Liberté. Le général Lamoricière qui traversait le carré fut acclamé aux cris de « Vive la République ! Vive l'Armée ! »

Le soir eurent lieu quelques manifestations ; à 11 heures, tout rentrait dans le calme ; dans la cour des Tuileries se tenait

en permanence un escadron de dragons qui n'eut pas à se déranger.

Le lendemain, Paris avait repris sa physionomie habituelle.

 Les habitants de Grenoble suivaient avec anxiété les péripéties de ces événements divers, mais le plus grand calme ne cessait de régner dans notre ville, toujours maintenue sous la législation de l'état de siège.

La dépêche suivante mit au courant nos concitoyens des dernières nouvelles de Paris :

Grenoble, 6 février.

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

MONSIEUR LE MAIRE DE GRENOBLE,

J'ai l'honneur de vous adresser la copie d'une dépêche télégraphique qui me parvient à l'instant.

Paris, le 3 février 1850, 9 heures matin.

MINISTRE INTÉRIEUR AU PRÉFET,

Une certaine agitation a régné hier dans le quartier Saint-Martin. Quelques tentatives de désordre ont eu lieu ; elles ont été immédiatement réprimées. Paris est tranquille.

Lyon est parfaitement tranquille.

Lyon, le 5, 8 heures soir.

Le Préfet de l'Isère,

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Anniversaire de la Révolution du 24 février 1848.

En prévision de l'anniversaire du 24 février, le général Gémeau interdisait les banquets patriotiques dans toute la 6^e division militaire.

Voici les instructions envoyées à cet effet au général commandant la place de Grenoble :

Lyon, le 2 février 1850.

GÉNÉRAL,

Des citoyens, appartenant à diverses localités, ayant annoncé l'intention de célébrer par des banquets l'anniversaire de la Révolution de Février, vous recevrez probablement des demandes à l'effet d'obtenir votre autorisation pour ces réunions.

Les banquets soi-disant patriotiques n'étant, en général que le prétexte de démonstrations tumultueuses, souvent hostiles au Gouvernement et dont le moindre inconvénient est de faire naître ou d'entretenir l'agitation dans le pays, je crois devoir vous prévenir d'avance que j'interdis formellement toute espèce de réunion de ce genre dans l'étendue de la 6^e division militaire.

Je vous invite à donner des ordres en conséquence et à vous entendre à cet égard avec le Préfet.

Le Général de division,

Signé : GÉMEAU.

☞ On ne put donc fêter publiquement, par des banquets, le 24 février, à Grenoble; les « citoyens patriotes » durent festoyer en petits comités. L'autorité n'eut pas à sévir, les dispositions contenues dans la circulaire du général Gémeau n'ayant pas été enfreintes.

Aux diverses solennités, réglées par un arrêté préfectoral et municipal, assistèrent les autorités et les fonctionnaires. L'élément populaire parut s'en désintéresser et les mesures de précaution prises furent absolument inutiles. « Malgré les provocations, les rigueurs et les abus de pouvoir, lisons-nous dans une correspondance de l'époque, les Grenoblois ont su demeurer calmes. Ils ont montré au pouvoir que pour fêter l'anniversaire de la Révolution de 1848, il fallait avant tout posséder la liberté, et c'est la liberté qui est bannie de notre territoire. »


Élections partielles.

Le 14 février paraissait, au *Moniteur*, un décret convoquant, pour le 10 mars suivant, les collèges électoraux de quinze départements, à l'effet d'élire des représentants du peuple en

remplacement de trente membres de l'Assemblée législative déclarés déchus de leur mandat.

Les départements dans lesquels devaient avoir lieu ces élections partielles étaient :

L'Allier, 1 représentant; l'Ariège, 1; le Cher, 2; l'Isère, 1, en remplacement du représentant Vial; le Loir-et-Cher, 1; la Loire, 1; la Haute-Loire, 1; la Nièvre, 1; les Hautes-Pyrénées, 1; le Bas-Rhin, 5; le Haut-Rhin, 3; la Saône-et-Loire, 6; la Seine, 3; le Var, 2; la Haute-Vienne, 1. Total 30 représentants à élire.

 A l'approche de ces élections, « des républicains éprouvés » avaient formé le *Comité démocratique central de l'Isère*, ayant son bureau directorial à Grenoble.

Ce Comité adressa plusieurs circulaires aux électeurs.

De la dernière, datée du 18 février, nous détachons ce passage significatif « sur le but à atteindre » :

CITOYENS,

Le Pouvoir s'est enfin décidé à convoquer les électeurs pour compléter la Représentation nationale, décimée après les journées fatales de juin 1849... La République est en danger.

Levons-nous donc comme un seul homme pour la défendre; que toutes les nuances se confondent; que tous les dissentiments s'oublient; que toutes les mains s'étreignent fraternellement, et tous, marchons au scrutin avec un seul cœur, un seul esprit, manifestés par *un seul nom* — le nom que vos délégués ont choisi...

Nous vous les présentons par ordre alphabétique et sans rien y ajouter qui puisse marquer, de notre part, une prédilection particulière pour aucun d'eux.

C'est à vous de voir, Citoyens, si parmi ces noms il en est un qui soit plus particulièrement digne de la haute mission de Représentant du peuple.

Ce sont ceux des citoyens : Aubry de Puyraveau, Carnot, Dupont de Bussac et Flocon.

... Vive la République démocratique !

Henri GIROUD, notaire; GOURON, avocat; JULHIET, ancien avoué;
LEBORGNE père; MICHAL-LADICHÈRE, avocat; Laurent MICHAL;
PASCAL, ferblantier; REY, ex-secrétaire général; VALLET, relieur.

La première réunion eut lieu le 21 février. Mille citoyens s'étaient rendus à l'appel du Comité ; ils désignèrent comme président, M. Bovier-Lapierre, avocat, et comme vice-présidents, MM. Duchon, avocat, Aristide Albert, ancien sous-préfet d'Embrun.

Une réunion ultérieure devait procéder au choix définitif du candidat.

Le 24 février, l'Assemblée se prononça, au scrutin secret, pour le citoyen Dupont de Bussac, ex-constituant ; Carnot ne venait qu'en second lieu, bien que sa candidature eût été appuyée avec énergie par le citoyen Monin, avocat au barreau de Saint-Marcellin.

Un autre comité présenta aux électeurs, sous le titre de « candidat des amis de l'ordre », M. Octave de Barral.

Soldat de l'Empire, capitaine au 14^e chasseurs en 1815, parent du Président de la République, du prince Eugène de Beauharnais, du colonel de Barral qui est monté l'un des premiers à l'assaut de Zaatcha, M. Octave de Barral, notre candidat, n'a pas servi sous la Restauration, ni sous l'ancien Gouvernement ; il a refusé, par modestie et par désintéressement, la Préfecture de l'Isère, il y a deux mois. Il est membre influent du Conseil général de l'Isère.

Les opérations du scrutin s'effectuèrent le 10 mars et le recensement général des votes accusa 58,747 voix à M. Dupont de Bussac et 43,538 à M. de Barral. M. Dupont fut déclaré élu.


Le nouveau représentant de l'Isère, M. Dupont de Bussac, était un ancien avocat à la Cour royale de Paris. Il avait fondé, en 1831, *les Archives Républicaines*, journal qu'il rédigea en collaboration avec Armand Marrast. M. Dupont de Bussac devint ensuite caissier de la maison Lafitte et épousa la nièce de son directeur. En 1850, il s'établit agronome à Bussac (Charente-Inférieure). C'est là que les républicains du département de l'Isère allèrent le chercher pour l'élire représentant du peuple.

Carnot fut élu à Paris et les candidats avancés ou socialistes passèrent avec de fortes majorités dans plusieurs départements.

Le 28 avril, les électeurs de la Seine nommèrent comme représentant le célèbre romancier Eugène Sue.

A l'Assemblée législative : — la loi Falloux sur la liberté d'enseignement ; — la loi électorale ; — la loi sur la presse.
— **La situation politique.** — Une loi fameuse sur l'enseignement, la loi Falloux, votée le 15 mars, établit en principe la liberté de l'enseignement, « mais fut en réalité dirigée contre l'Université qu'elle affaiblit en plaçant l'instruction primaire sous la dépendance du clergé et en favorisant le développement des établissements religieux ».

Le Gouvernement déposait, dès les premiers jours de mai, un projet de loi modifiant le système électoral en vigueur.

 Le pays s'émut et en peu de temps des pétitions contre ce projet de loi qui, « dans le fond, tendait à la suppression du suffrage universel », furent couvertes de signatures. A Grenoble, on compta plus de 3,000 signataires et dans le département de l'Isère, le nombre des protestataires s'éleva à près de 50,000.

Les protestations affluèrent à l'Assemblée législative ; on évalua à plus d'un million le chiffre des signatures apposées au bas des pétitions contre le projet de loi électorale.

Une dépêche adressée au Préfet de l'Isère portait :

Paris, 25 mai 1850, 6 heures et demie du soir.

Les divers amendements présentés sur l'art. 1^{er} du projet de loi relatif à la réforme électorale ont été rejetés par l'Assemblée. L'art. 1^{er} a été voté à une grande majorité.

Paris est tranquille.

La loi fut adoptée dans son ensemble, le 31 mai 1850, par 433 voix contre 241.

Elle modifiait la loi électorale du 15 mars 1849 et portait en principe qu'il fallait avoir son domicile dans la commune ou dans le canton depuis trois ans au moins et être inscrit au rôle de la contribution personnelle ou de la prestation en nature pour obtenir le droit de vote.

Par suite de la nouvelle loi, Paris compta 74,000 électeurs au lieu de 224,000, et Grenoble 3,200 au lieu de 6,400.

La loi qui venait d'être adoptée supprimait d'un coup trois millions d'électeurs en France.

Dans sa séance du 20 mars, l'Assemblée législative prit en considération, sur la proposition de M. Rouher, un projet de loi concernant la presse.


Les journaux devaient verser un cautionnement proportionnel à leur importance et le droit de timbre était rétabli :

Quatre centimes pour les feuilles et gravures paraissant périodiquement dans la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Rhône, et deux centimes par feuille pour les autres départements.

Le projet de loi fut définitivement adopté dans la séance du 16 juillet, présidée par M. Dupin aîné, par 392 voix contre 265.

La loi sur la presse reçut sa promulgation le 23 juillet suivant.

La liberté de réunion, elle aussi, fut frappée par de nombreuses mesures restrictives.

 Le 4 avril, M. Farconnet, député de l'Isère, avait prononcé à l'Assemblée législative un grand discours sur un projet de loi relatif à la déportation. Ce discours, vivement applaudi, eut dans le pays un profond retentissement.

*
* *

L'Assemblée institua une Commission de permanence pour surveiller le Président durant les vacances du 11 août au 15 novembre.

Les partis monarchiques avaient marché d'accord avec le Président de la République, Louis-Napoléon Bonaparte, dont ils comptaient se servir pour leurs projets de restauration et qu'ils espéraient mettre ensuite facilement de côté ; mais le prince-président, tout en travaillant avec la majorité de l'Assemblée à renverser l'ordre de choses établi, pensait avoir « le profit des mesures impopulaires qu'elle prenait, sauf à en rejeter plus tard la responsabilité sur elle ».

Tandis que les légitimistes allaient saluer, à Wiesbaden, le comte de Chambord et que les orléanistes se rendaient à Claremont, auprès du vieux roi Louis-Philippe mourant, Louis-Napoléon - Bonaparte se faisait acclamer dans des voyages à travers les départements, notamment à Lyon, et accueillir par les troupes dans une revue à Satory, aux cris de : « Vive l'Empereur ! »

Le général Changarnier, commandant militaire de Paris, se prononça contre cette propagande bonapartiste.

La majorité s'alarma de ces manifestations impériales ; un conflit devenait imminent : l'Assemblée revint de vacances au mois de novembre. Le Président de la République, le 15 de ce même mois, adressa un message qui se terminait ainsi :

Le but le plus noble et le plus digne d'une âme élevée n'est point de rechercher, quand on est au pouvoir, par quels expédients on s'y perpétuera, mais de veiller sans cesse aux moyens de consolider, à l'avantage de tous, les principes d'autorité et de morale qui défient les passions des hommes et l'instabilité des lois.

Mort de Louis-Philippe. — Louis-Philippe finit ses jours en exil, à Claremont (Angleterre), le 26 août 1850, à l'âge de 78 ans. Une sorte de consommation l'enleva sans maladie douloureuse. Il avait exprimé le désir que son corps fût transporté à Dreux, dans la sépulture de sa famille. Ce vœu a été exaucé vingt ans après sa mort.

Banques de prêts d'honneur. — Le 31 mars 1850, le Préfet de l'Isère adressait une circulaire aux Sous-Préfets et Maires du département pour leur faire connaître le projet du Gouvernement tendant à l'établissement de *Banques de prêts d'honneur*.

Voici en substance les principaux articles du projet contenus dans la circulaire préfectorale :

Art. 1^{er}. — Il est fondé dans le département de l'Isère, sous le titre de *Banques de prêts d'honneur*, une institution destinée : à venir en aide à tous les besoins légitimes des classes laborieuses et pauvres ; à combattre énergiquement les abus de l'usure qui ruinent nos campagnes et nos petites industries, et à constituer le crédit des classes laborieuses sur la sainte religion de l'honneur respectée par tous en France.

Art. 2. — Les prêts d'honneur sont exclusivement destinés aux hommes honnêtes et laborieux qu'un incendie, une maladie, une épizootie, un chômage forcé, ou toute autre cause de même nature, place momentanément dans une condition de détresse.

Art. 3. — Les prêts ne sont constatés par aucune obligation notariée, aucune hypothèque, aucun engagement écrit.

Il ne peuvent jamais donner lieu à une poursuite judiciaire de quelque nature qu'elle soit.

Art. 4. — Pour être admis à emprunter, il faut avoir une moralité notoire et reconnue. . . . aucun prêt ne doit excéder *deux cents francs* ; nul ne peut être admis au *prêt d'honneur* qu'autant qu'il sera domicilié depuis cinq ans, au moins, dans le canton.

... L'institution tient compte d'un intérêt de trois francs soixante-quinze centimes pour cent aux fonds déposés.

Les emprunteurs paieront un intérêt de *cinq pour cent* du montant de leur dette.

... Le comité local se compose de : 1° du curé, président ; 2° du Maire ; 3° d'un notaire désigné par le Procureur de la République ; 4° d'un médecin désigné par le Préfet ; 5° du percepteur municipal ; 6° de six habitants choisis parmi les répartiteurs.

... Le remboursement s'opère au moyen d'annuités égales entre elles et proportionnées à la somme empruntée ainsi qu'au nombre d'années que doit durer le prêt. Le nombre de ces annuités ne pouvait pas excéder une durée de dix ans.

Dans le département de l'Isère, il fallait que les premières souscriptions atteignissent le chiffre de 50,000 francs, pour obtenir le fonctionnement de la nouvelle institution de crédit. Les adhésions furent très peu nombreuses ; on ne put parvenir à réaliser que le cinquième de la somme demandée.

Le projet gouvernemental sur la création des « banques de prêts d'honneur » ne reçut pas dans les autres parties de la France un meilleur accueil.

L'idée ne pouvait pas être mise en pratique ; ce n'était encore qu'une utopie.

Association pour l'éducation populaire. — Comité départemental de l'Isère. — Cette association, d'origine républicaine, avait pris pour devise cet article de la Constitution de 1848 : « La République doit mettre à la portée de chacun l'instruction indispensable à tous les hommes. »

Au mois d'avril 1850, l'Association créa des comités départe-

mentaux qui formèrent eux-mêmes des comités d'arrondissements. N'ayant aucun but politique, cette Société reçut l'adhésion de personnages professant des opinions très diverses.

Les hommes les plus honorables du département de l'Isère se hâtèrent de s'inscrire comme souscripteurs. Parmi eux, nous citerons :

MM. Chapuys-Montlaville, préfet de l'Isère ; Uberty, recteur de l'Académie ; Royer, premier président à la Cour d'appel ; Maignien, doyen de la Faculté des Lettres ; Leroy, doyen de la Faculté des Sciences ; Penet, ancien député de l'Isère ; Clopin, conseiller municipal ; Cheminade, conseiller honoraire ; Girard, conseiller municipal ; F. Perrard, avocat ; Paganon, conseiller à la Cour d'appel ; les abbés Col et Beck ; les docteurs Silvy, Chanrion, Michaud, Bouvier ; les professeurs Quinon, Dumoulin, Lory, Seguin, Legeay, Gueymard, Macé, qui écrivit spécialement pour l'Association un ouvrage intitulé : « Eléments d'histoire universelle » ; de Lens, proviseur du Lycée ; Devallée, ancien proviseur ; Charvot, censeur ; Boutron, Revilloud, Mathieu, Courret, Dumoulin et Boyer, inspecteur d'Académie ; Jules Taulier, chef d'institution, etc.

Le bureau de l'Association du comité départemental reçut sa formation dans l'Assemblée générale du 15 avril :

Président, M. Uberty, recteur de l'Académie ; secrétaire, M. Revilloud, professeur au Lycée ; secrétaire adjoint, M. Farge, professeur à l'Institution J. Taulier ; trésorier, M. A. Macé, professeur à la Faculté des Lettres.

Au mois d'août, par suite du départ de M. Uberty, la présidence de la Société fut déférée à M. Clopin, membre du Conseil municipal et doyen d'âge.

L'Association pour l'éducation populaire fut d'une grande utilité ; elle apporta à la cause de l'enseignement un concours des plus précieux. Durant les premières années de l'Empire, elle jouit d'une autorité certaine et la disparition des hommes éminents qui l'avaient fondée et soutenue avec autant de dévouement que d'abnégation fut la cause de sa décroissance.

Anniversaire de la République. — Le Préfet de l'Isère adressait aux Sous-Préfets et Maires du département la circulaire suivante :

Grenoble, le 29 avril 1850.

MESSIEURS,


La loi du 13 février 1849 dispose qu'à l'avenir le 4 mai sera consacré à célébrer l'anniversaire de la proclamation de la République par l'Assemblée nationale. Cette fête commémorative ne répondrait pas au vœu du Gouvernement et du pays si la religion n'y intervenait pour placer sous la protection divine les destinées de la France.

Vous voudrez bien vous concerter avec l'autorité religieuse pour que le jour même du 4 mai un *Te Deum* soit chanté dans les églises.

Les autorités judiciaires, administratives et militaires seront conviées à cette cérémonie ; la garde nationale et l'armée devront y être représentées par des députations.

Le Préfet de l'Isère,

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

 Le samedi 4 mai, la Municipalité fêta l'anniversaire de la République comme de coutume, par des réjouissances populaires et des distributions de secours aux indigents.

La plus grande partie du crédit voté pour cette célébration, 1,400 francs, fut affectée à des largesses aux diverses œuvres de bienfaisance.

Des outils d'apprentissage et autres objets utiles furent remis à 200 enfants des écoles.

Cette cérémonie eut lieu à 3 heures et demie de l'après-midi, dans la grande salle de l'École supérieure, rue de la Halle, sous la présidence de M. Fréd. Taulier.

M. Prudhomme, imprimeur à Grenoble, avait adressé de très beaux lots qui furent distribués aux élèves en même temps que ceux fournis par l'Administration.


Le 6 mai, le Maire adressa à M. Prudhomme ses remerciements :

Quelques-uns des objets envoyés par vous, écrivait-il, ont été donnés à des enfants des Écoles chrétiennes ; les quatre exemplaires de

l'ichnographie de la fontaine monumentale de Sappey ne pouvant être distribués qu'à des élèves de l'école du dessin artistique, je n'ai pas eu le temps de me renseigner sur ceux qui le méritent le mieux.

Ces quatre exemplaires figurèrent à la distribution des prix de fin d'année.

Tentative d'assassinat sur le Prince-Président.

 Le Maire de Grenoble recevait, à la date du 9 juillet, la communication préfectorale suivante :

MONSIEUR LE MAIRE,

Je viens de recevoir une information ministérielle que je m'empresse de vous transmettre.

Paris, 7 juillet.

Ministre Intérieur à Préfet Isère.

Une tentative d'assassinat sur la personne du Président de la République vient d'être accomplie par un nommé Walker.

Cet individu, arrêté aussitôt, a été transporté à la Préfecture de police. On a trouvé sur lui un pistolet chargé.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Cette tentative d'assassinat amena la police à faire des recherches pour découvrir les complices du meurtrier ; on parlait alors d'un complot contre Louis-Napoléon Bonaparte.

Les investigations les plus minutieuses n'aboutirent à aucun résultat.

D'ailleurs, quelques jours après, Walker fut reconnu atteint d'aliénation mentale et transféré à Bicêtre.

A propos de la Salette.

« L'apparition de la Vierge, à La Salette, eut lieu le 19 septembre 1846. »

Nous avons découvert deux curieuses correspondances qui nous obligent à faire un retour en arrière et à consacrer au « miracle » et aux événements qui le suivirent quelques feuillets de notre histoire locale.

Le 13 juillet 1850, M. Frédéric Taulier, maire de Grenoble, recevait la lettre suivante que nous reproduisons textuellement :

Brienne, ce 11 juillet 1850.

MONSIEUR LE MAIRE DE GRENOBLE,

Je vous écris (*sic*) ces deux mots c'est pour vous demander si ce qu'on a dit est probablement vrai que la sainte Vierge était apparue à deux jeunes bergers de Grenoble et qu'elle leur avait parlé et si cela est vrai je vous prie bien en grâce Monsieur de me rendre réponse de suite et de me dire les paroles quelle leur a dites Monsieur je serai confus de vos bontés veuillez s'il vous plait me rendre la réponse.

Je suis et ai l'honneur votre tout dévoué serviteur.

Signé : MEUNIER (Napoléon), *libraire et relieur à Brienne.*

Le Maire de Grenoble fit parvenir à M. Napoléon Meunier la réponse ci-jointe :

MAIRIE DE GRENOBLE.

22 juillet 1850.

MONSIEUR,

Deux bergers racontent que la sainte Vierge leur a apparu pendant qu'ils étaient sur une montagne appelée La Salette, voisine du village de Corps, arrondissement de Grenoble, et qu'elle leur a dit que de grands fléaux menaçaient les hommes s'ils ne se convertissaient pas à Dieu.

Beaucoup de personnes croient à ce miracle, d'autres n'y croient pas.

Un grand nombre d'étrangers viennent en pèlerinage à la montagne de La Salette.

Ces renseignements, Monsieur, répondent à la lettre que vous m'avez écrite le 11 de ce mois.

Signé : *Le Maire de Grenoble,*

Frédéric TAULIER.

Cet échange de lettres nous amène à donner les récits mêmes de l'apparition et à fournir une énumération des commentaires auxquels elle donna lieu.

Bien entendu, nous ne prétendons pas écrire ici une histoire des « faits miraculeux » de La Salette, nous dépasserions les limites que nous nous sommes imposées.

Afin d'éviter toutes controverses et ne pas nous départir de notre absolue impartialité, nous nous contenterons d'exposer des extraits d'ouvrages, de documents et de manuscrits, dus à des auteurs d'opinions et de croyances diverses.

Henri Martin, dans le tome sixième, pages 173 et suivantes, de son *Histoire de France depuis 1789 jusqu'à nos jours*, s'exprime en ces termes :

En 1846, deux bergers prétendirent avoir vu apparaître sur la montagne de La Salette, en Dauphiné, une belle dame entourée de lumière, qui leur avait annoncé que les pommes de terre, les blés, les raisins, toutes les récoltes, pourraient ou tomberaient en poussière, si le peuple ne faisait pas pénitence. Cela fit grand bruit. Une partie du clergé local adopta le « miracle » que l'évêque de Grenoble sanctionna avec éclat. D'autres ecclésiastiques, frappés du détail puéril que l'on racontait et du langage plus que vulgaire que les enfants prêtaient à l'apparition, repoussèrent le prétendu prodige. Le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon, publia dans ce sens un mandement fort digne et fort énergique. Le pape même, d'après un document dont l'authenticité n'a pas été contestée, s'exprima d'abord très dédaigneusement sur les enfants et leur récit. Un procès fameux vint compliquer l'affaire. Un curé du diocèse de Grenoble publia un livre où il accusait les deux enfants d'imposture; puis, associé à un autre ecclésiastique et approuvé de plus de cinquante curés qui n'osèrent signer leur adhésion, il attribua, dans un second ouvrage, à

une ancienne religieuse, connue pour son exaltation et ses bizarreries, d'avoir joué le rôle de la sainte Vierge devant les enfants. La personne désignée, M^{lle} de Lamerlière, poursuivit en diffamation les deux écrivains. Le Tribunal admit la vraisemblance de l'allégation qui concernait la plaignante et qu'il ne considéra pas comme diffamatoire ; il condamna M^{lle} de Lamerlière aux dépens (1855). La Cour d'appel confirma le jugement du Tribunal de première instance (1857).

S'il n'avait pas été prouvé que M^{lle} de Lamerlière eût réellement paru sur la montagne, il est certain du moins qu'elle s'en était vantée, ce que pouvait expliquer son excentricité poussée presque à la folie. Les enfants avaient bien pu n'être inspirés que par eux-mêmes ; ils n'avaient rien dit qui dépassât leur portée.

La dévotion nouvelle ne semblait pas devoir survivre à ces débats et à leurs commentaires. Il n'en fut rien. Comme le Sacré-Cœur, La Salette triompha. Les jésuites avaient compris quel parti l'on pouvait en tirer. Bien secondés par la presse ultramontaine, ils imposèrent La Salette à l'épiscopat et à la papauté. On sait quelle fut la fortune de la source voisine du lieu de l'apparition ; toutes les voix de l'ultramontanisme célébrèrent à l'envi les miracles qu'opéraient les eaux de la fontaine sainte dans toute la catholicité. Sur la montagne de La Salette s'éleva un sanctuaire qui dépassa bientôt en renom les lieux de pèlerinage les plus fameux.

A. Joanne, dans son *Guide du Dauphiné*, édition de 1865, écrivait :

L'apparition de la Vierge aux jeunes bergers de La Salette, Mélanie Mathieu et Maximin Giraud, eut lieu le 19 septembre 1846. On sait que deux prêtres de Grenoble, MM. Déléon et Cartellier, accusèrent M^{lle} de Lamerlière d'avoir été l'auteur du prétendu miracle. M^{lle} de Lamerlière qui avait pris pour avocat M. Jules Favre, leur intenta un procès en diffamation qu'elle perdit.

M. l'abbé I. Bertrand, auteur de *La Salette*, avec une préface de M^r Fava, évêque de Grenoble, a publié, en 1889, un autre livre tiré à deux cents exemplaires seulement, intitulé *La Salette : — Documents et Bibliographie* (pour servir de pièces justificatives à l'ouvrage portant le même titre).

« Les deux petits bergers favorisés, dit M. l'abbé Bertrand, étaient l'un Maximin Giraud, âgé de onze ans, et l'autre Mélanie Mathieu, âgée d'un peu plus de quatorze ans. L'un et l'autre étaient d'une ignorance absolue. Le français leur était étranger. Ils ne connaissaient d'autre langue que le patois de Corps. Mélanie était en service chez Baptiste Pra, au hameau des Ablandins. Maximin gardait, depuis quelques jours, les vaches d'un autre propriétaire de la même localité, nommé Pierre Selme. Quand le fait eut lieu, les enfants ne s'étaient vus que deux fois. » Suivent les récits et les explications des deux enfants, en français et en patois, et la narration des diverses circonstances de l'événement. Il y a dans la version de Maximin Giraud et dans celle de Mélanie Mathieu « certaines différences dont on a voulu, ajoute M. l'abbé Bertrand, faire une objection contre l'authenticité du fait. L'argument est sans valeur. Des évangélistes racontent les mêmes choses en des termes différents. En a-t-on jamais conclu qu'on ne doit leur accorder aucune créance ? »

Le bruit de l'événement de la Salette se répandit au loin. Bientôt les visiteurs affluèrent de toutes parts. Le clergé, dont le concours de pèlerins augmentait l'embarras, réclamait une solution. Ajoutons que bon nombre de prêtres refusaient de croire à l'authenticité du fait, tandis que d'autres se bornaient à exprimer des doutes.

Le 9 octobre 1846, M^{sr} de Bruillard, évêque de Grenoble, adressait aux prêtres du diocèse la circulaire suivante :

MONSIEUR LE CURÉ,

Vous avez sans doute connaissance des faits extraordinaires que l'on dit avoir eu lieu sur la paroisse de La Salette, près de Corps.

Je vous engage à ouvrir les statuts synodaux que j'ai donnés à mon diocèse en l'année 1829. Voici ce qu'on y lit, page 49 :

Nous défendons, sous peine de suspense encourue *ipso facto*, de déclarer, faire imprimer ou publier aucun miracle nouveau, sous quelque prétexte de notoriété que ce puisse être, si ce n'est de l'autorité du Saint-Siège ou de la nôtre, après un examen qui ne pourra être qu'exact et sincère.

Or, nous n'avons point prononcé sur les événements dont il s'agit. La sagesse et le devoir vous prescrivent donc la plus grande réserve

et surtout un silence absolu par rapport à cet objet, dans la tribune sacrée.

Cependant on s'est permis de faire paraître un dessin lithographié et d'y ajouter des strophes en vers.

Je vous annonce, Monsieur le Curé, que cette publication n'a pas été approuvée par moi, qu'elle m'a extrêmement contrarié et que je l'ai formellement et sévèrement réprouvée. Tenez-vous sur vos gardes et donnez l'exemple de la prudente réserve que vous ne manquerez pas de recommander aux autres.

Recevez, etc.

Philibert de BRUILLARD, *évêque de Grenoble*.

Après avoir étudié la question lui-même, M^{sr} de Bruillard nomma deux commissions qui furent chargées d'examiner l'affaire. L'une était composée des membres du chapitre, et l'autre des professeurs du Grand Séminaire. Elles devaient compulser le dossier que l'Évêque avait réuni, délibérer séparément et faire un rapport, chacune de son côté et sans se concerter préalablement.

Le 15 décembre 1846, les deux commissions donnèrent leur avis :

Les membres du chapitre de la Cathédrale de Grenoble soussignés, disaient les membres de la première commission, sont d'avis qu'il faut s'abstenir de toute décision sur l'événement dont il s'agit.

Car, d'un côté, cet événement n'a produit que de bons effets...

D'un autre côté, on ne voit pas sur quoi pourrait porter une décision approbative dudit événement...

... Les membres soussignés partagent le même avis au sujet des événements subséquents qu'on allègue en conformation du fait précédent et principal. Ces événements ne leur paraissent pas réunir tous les caractères d'une vraie et certaine intervention surnaturelle, ni présenter aucun inconvénient à les laisser croire, de manière à exiger une décision de l'autorité.

En foi de quoi ont signé au présent rapport, à Grenoble, le 15 décembre 1846, en émettant le vœu que Monseigneur fasse faire une enquête juridique pour mieux apprécier les faits.

Signé : BOUVIER, ch.; l'abbé ROUSSELOT; DESMOULIN, ch.; l'abbé BOIX;
• J. MICHON, ch.; HENRY, ch.; PETIT, ch.; REVOL, ch.

Extrait du rapport de la deuxième commission formée des directeurs du Grand Séminaire.

De toutes les pièces il ressort clairement que l'apparition vraie ou prétendue a produit une sensation et des effets étonnants sur les lieux et dans les environs ; et, ce qui est assez extraordinaire, ces effets se soutiennent, s'augmentent même et s'étendent de plus en plus . . .

. . . Quelques nombreuses et incontestablement sincères que soient toutes les relations sur l'apparition et sur les promesses et menaces, tout cela repose en définitive sur le témoignage des deux enfants.

Or, quoiqu'il mérite beaucoup de confiance, il nous paraît imprudent d'en faire la base d'un jugement déclaratif du miracle, à moins qu'il ne soit régulièrement confirmé et rendu inattaquable par l'examen intrinsèque de ce que disent les enfants et la manière dont ils le disent, ou mieux encore, par des prodiges, véritable cachet de l'inspiration divine. Or, ni le récit des enfants, ni les miracles allégués, jusqu'à présent à l'appui, ne nous paraissent détruire tout sujet d'appréhender et de se tenir dans une juste réserve ; il y a même certains articles qui inspirent quelque défiance sur la vérité des paroles de la belle Dame.

Ces différents faits laissent quelque doute, nous revenons à notre conclusion d'attendre et de chercher, si on veut, des éclaircissements qui amènent une entière certitude.

Grenoble, le 15 décembre 1846.

Signé : ORCEL, supérieur ; l'abbé ROUSSELOT ; l'abbé GAY, économiste ;
l'abbé RIVAUX ; MICHALLET, professeur de dogme ; ALBERTIN, professeur d'Écriture sainte.

A la suite de ces deux rapports et après un nouvel examen de l'affaire, M^r de Bruillard porta une ordonnance qui se terminait ainsi :

Considérant qu'il est de notre devoir de faire prendre des informations juridiques, tant à Corps et à La Salette que dans les lieux où il n'est question que de guérisons miraculeuses ;

Nous avons nommé M. l'abbé Rousselot, professeur de théologie à notre Grand Séminaire, chanoine de notre Cathédrale et vicaire général honoraire, et M. Orcel, chanoine aux honneurs et supérieur dudit établissement, en qualité de commissaires délégués pour dresser une enquête et recueillir tous les renseignements relatifs au fait

dont il s'agit. Nous les engageons à s'adjoindre les prêtres et laïques dont ils croiront la présence utile pour parvenir à la connaissance de la vérité. Ils requerront d'une manière particulière l'avis des médecins qui auront traité les malades que l'on dit avoir obtenu leur guérison par l'invocation de Notre-Dame de La Salette ou par l'usage de l'eau miraculeuse.

Donné à Grenoble, le 19 juillet 1847.

PHILIBERT, *évêque de Grenoble.*

Le Gouvernement s'émut du bruit que faisait dans le monde religieux l'Apparition de La Salette.

Voulant mettre un terme à cette émotion, le Garde des Sceaux, M. Martin (du Nord), écrivit à l'Évêque de Grenoble, une lettre dont voici la teneur :

Paris, le 12 juin 1847.

MONSEIGNEUR,

On m'a signalé le colportage, dans plusieurs départements, d'une gravure représentant « l'Apparition de la Vierge à deux enfants sur une montagne de La Salette, canton de Corps, près Grenoble », et de diverses relations imprimées, soit à la suite de la gravure, soit séparément, contenant les détails de cette prétendue Apparition et l'annonce d'une grande famine, ainsi que d'une maladie mortelle sur les enfants. On y avertit les laboureurs de ne pas semer le blé, parce que les insectes le dévoreront et que les grains qui leur échapperont tomberont en poussière entre les mains de celui qui froissera l'épi.

De semblables passages sont de nature à produire et ont déjà produit, en effet, de funestes impressions, particulièrement sur les populations des communes rurales ; ils pourraient même, en un temps de disette, compromettre la tranquillité publique.

L'une des relations, imprimée à Angers, par la veuve Pignet-Chatenu, rue Saint-Gilles, numéro 14, porte qu'un archevêque et deux évêques se sont saisis de ce prodige et en ont informé la Cour de Rome. Vous y êtes désigné, Monseigneur, comme étant l'un de ces prélats dont on prétend s'autoriser pour mieux répandre la gravure et les relations dont il s'agit.

Vous apprécierez comme moi, Monseigneur, le danger de ces publications, et vous ne permettrez pas qu'on les place en quelque sorte

sous vos auspices ; mais il importerait, vous le comprendrez, d'arrêter très promptement le progrès du mal en faisant connaître la vérité aux populations et déjouer de coupables manœuvres, dont le succès est d'autant plus facile qu'elles s'adressent à leurs sentiments religieux.

Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien me faire connaître la suite que vous aurez donnée à la présente communication.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes,

MARTIN (du Nord).

L'Évêque de Grenoble répondit au Ministre qu'il ignorait la communication faite à la Cour de Rome, à laquelle il ne croyait pas :

Je n'ai autorisé, disait-il, ni gravures, ni relation, ni notice sur l'Apparition. J'ai même défendu à l'imprimeur-libraire de l'Évêché, sur lequel j'ai autorisé, de ne rien imprimer à cet égard, et j'ai acquis la certitude qu'il s'est conformé à mes intentions.

M^{re} de Bruillard rappelait, en outre, la défense faite aux prêtres de ne rien publier sans son autorisation « et tous, à l'exception d'un seul imprudent, simple prêtre habitué, ont entendu la voix de leur évêque ».

Cependant la chose est grave, concluait le prélat, aussi ai-je les oreilles et les yeux ouverts sur tout ce qui se dit et se fait. A mon retour d'une longue tournée diocésaine, je viens d'apprendre que, par ordre de l'autorité supérieure, M. le juge de paix du canton de Corps avait fait subir un très long interrogatoire aux deux petits bergers qui, dans leurs réponses, m'a-t-on assuré, ont montré une candeur et une assurance imperturbables.

En effet, le parquet de Grenoble avait cru devoir procéder à une enquête sur l'événement de La Salette-Falavaux. M. F. Long, notaire, suppléant du juge de paix de Corps, assisté de M. Giraud, greffier, avait été chargé de faire subir à Maximin Giraud et à Mélanie Mathieu un interrogatoire en règle. Leurs patrons, Pierre Selme et Baptiste Pra, avaient dû également

fournir des explications. De cet interrogatoire, qui avait eu lieu le 22 mai 1847, aucun fait nouveau n'apparut et dans une lettre, datée de Corps 23 mai, M. Long, suppléant du juge de paix, déclarait au procureur du Roi, de Grenoble :

Le récit des enfants ne diffère, pour ainsi dire, pas avec ce qu'ils ont raconté à leurs maîtres, en rentrant le soir du jour même de l'Apparition. S'il y a quelque différence, c'est dans les mots, mais le fond est le même ; c'est du moins ce que Pierre Selme m'a raconté.

Le 12 mars 1850, M. Mélin, curé-archiprêtre de Corps, écrivit à M. l'abbé Rousselot, auteur d'un livre sur La Salette, une lettre qui n'est, dans le fond, qu'un commentaire de l'interrogatoire dont nous venons de parler :

Nous avons dit précédemment que MM. Rousselot et Orcel avaient été chargés par M^r de Bruillard de faire une enquête sur place et de rédiger un rapport sur les faits miraculeux. Les deux commissaires visitèrent neuf diocèses du Midi de la France. Ils se rendirent ensuite sur la montagne, interrogèrent à leur tour les bergers et établirent un compte-rendu de leur enquête, qui fut lu devant la commission et soumis à « une discussion sérieuse ».

Ce rapport parut en volume. M. Rousselot le publia sous le titre de : *La Vérité sur l'événement de La Salette*.

Après diverses péripéties que nous n'avons pas à raconter, les enfants quittèrent Corps,

Mélanie s'arrêta à Grenoble, chez les sœurs de la Providence, et Maximin fut conduit à Ars, où des protecteurs voulaient qu'il consultât le curé, « le vénérable abbé Vianney » qui jouissait alors « d'une grande réputation de sainteté ».

L'entretien eut lieu, « mais n'aboutit qu'à un malentendu » qui a été l'occasion d'une polémique des plus violentes. De retour à Lyon, les conducteurs de l'enfant laissèrent leur protégé entre les mains de M. le chanoine Bez, qui le plaça dans une maison d'éducation, en attendant qu'il pût le renvoyer à Grenoble.

Sur ces entrefaits, M. l'abbé Raymond, vicaire d'Ars, hostile depuis longtemps au fait de La Salette, écrivit aux évêques de Belley et de Gap et au cardinal de Bonald une lettre dans laquelle il prétendait que Maximin s'était rétracté.

Le secret n'ayant été gardé ni par les prélats, ni par leur correspondant, le bruit du démenti que l'enfant, disait-on, s'était donné à lui-même, se répandit au loin et produisit dans le public une émotion très vive.

Sous l'impression de ces bruits, M. le chanoine Bez écrivit, le 3 décembre 1850, une lettre à l'abbé Rousselot, tendant à réfuter les assertions hostiles de l'abbé Reymond et les dénégations de l'abbé Vianney, curé d'Ars :

Je suis si fort convaincu de la vérité de La Salette, disait M. Bez, que je pourrais la soutenir, malgré la dénégation de Maximin... Je veux bien croire le curé d'Ars un saint homme ; mais il a pu mal entendre les aveux de Maximin...

Le 7 décembre 1850, l'abbé Rousselot répondit au chanoine Bez :

Maximin n'a dit à M. le curé d'Ars que ce qu'il répète depuis quatre ans, savoir : qu'il a vu *quelque chose*, c'est-à-dire une belle dame qui lui a parlé et qui a ensuite disparu ; mais quand on lui demande s'il a vu la sainte Vierge, il répond non. Et pourquoi ? Parce qu'il n'a su et compris que c'était la sainte Vierge.

M. le curé d'Ars n'a fait que cette question à Maximin et, d'après la réponse de celui-ci, il en a conclu de suite que l'enfant mentait depuis quatre ans, que le fait était faux. Il s'est empressé d'en donner avis à M^{gr} l'évêque de Grenoble. Cette conduite de M. le curé d'Ars me paraît un peu précipitée. Après avoir cru au fait sans l'avoir étudié, il a cessé d'y croire sur un fondement tout à fait ruineux.

A la suite de l'annonce de la rétractation de Maximin, M^{gr} de Bruillard envoya à Ars l'abbé Rousselot et M. Mélin, curé de Corps, avec mission de s'expliquer avec le curé M. Vianney.

Le « saint prêtre » ne se borna pas à donner à ces interlocuteurs des explications verbales pour les transmettre à l'Évêque de Grenoble, il écrivit, en plus, directement à ce dernier.

La personnalité du curé d'Ars était alors placée au premier rang. Nous ne pouvons moins faire que de reproduire sa lettre :

Ars, 5 décembre 1850.

MONSEIGNEUR,

J'avais une grande confiance en Notre-Dame de La Salette. J'ai béni et distribué une grande quantité d'images représentant ce fait ; j'ai distribué de la pierre sur laquelle la sainte Vierge se serait arrêtée ; j'en portais continuellement sur moi ; j'ai parlé très souvent de ce fait à l'église. Je crois, Monseigneur, qu'il y a peu de prêtres dans votre diocèse qui aient fait autant que moi pour La Salette. Il n'est pas nécessaire de répéter à Votre Grandeur ce que j'ai dit à ces messieurs. Le petit berger m'ayant dit qu'il n'avait vu la sainte Vierge, j'en ai été fatigué un couple de jours.

Après tout, Monseigneur, la plaie n'est pas si grande, et si le fait est l'œuvre de Dieu, l'homme ne le détruira pas.

Je suis très heureux, Monseigneur, d'avoir l'occasion de présenter à Votre Grandeur mes très humbles respects, de me recommander à ses prières et de la prier de me donner sa sainte bénédiction.

Jean-Marie VIANNEY, curé d'Ars.

Peu satisfait de cette lettre, l'Évêque de Grenoble chargea M. Dausse, ingénieur civil et ami personnel de l'abbé Vianney, de demander au curé d'Ars de cesser sa campagne contre « le nouveau miracle ». M. Dausse s'acquitta de sa mission et, par une lettre, datée de décembre 1850, engagea le prêtre à ne pas continuer ses manifestations hostiles.

A cette époque, M. Dausse « tenait lieu de père » à Maximin qui était au Petit Séminaire de Grenoble, et à Mélanie qui était entrée au couvent de Corenc.

L'abbé Vianney ne répondit pas à la lettre de M. Dausse, et « par son silence il montra qu'il conservait intacte sa liberté au sujet du prétendu miracle ».

Les journaux républicains menaient alors une « énergique campagne contre la ridicule aventure de La Salette ». L'opposition exploitait les divergences de vues des membres du clergé et mettait surtout en relief les attaques du curé d'Ars et de ses partisans.

Le 7 janvier 1851, M^{sr} de Bruillard résolut d'en finir avec l'affaire d'Ars, qui avait pris une grande extension et menaçait de s'éterniser ; il écrivit à l'évêque de Belley pour le prier d'intervenir. On sait que l'abbé Vianney avait délégué à ce prélat l'abbé Gerin, curé de la Cathédrale de Grenoble, « pour l'informer que le fait de La Salette était faux et qu'il avait reconnu cette fausseté par les aveux même de Maximin ».

M^{sr} Devie, évêque de Belley, avait en ce moment auprès de lui M^{sr} Chatrousse, évêque de Valence, et M^{sr} Guibert, évêque de Viviers, mort cardinal et archevêque de Paris. Ces deux prélats avaient été invités au sacre de M^{sr} Chalandon,] que M^{sr} Devie avait demandé comme coadjuteur.

L'évêque de Belley profita de la présence de ses collègues pour examiner la question que lui avait soumise M^{sr} de Bruillard. Il écrivit sa réponse à l'évêque de Grenoble le 15 janvier 1851.

Dans sa lettre, M^{sr} Devie concluait :

Sans décider positivement que l'Apparition est surnaturelle, je me féliciterais de trouver une occasion d'élever un nouveau sanctuaire à Marie, qui, dans tous les cas, mérite notre confiance et notre reconnaissance.

Le 21 mars 1851, le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon, adressa une note à l'abbé Rousselot pour lui demander si « Marcellin et sa sœur » *(sic)* voudraient lui confier leur secret.

Les deux enfants prétendirent que « la belle dame » en plus des paroles qu'elle leur avait demandé de rapporter, avait dit un secret à chacun d'eux avec recommandation de ne pas le dévoiler. Le cardinal de Bonald, comme conseiller du Pape, tenait à connaître ce « fameux » secret pour en donner connaissance à Pie IX.

Maximin consentit sans trop de peine à ce qu'on exigeait de lui. Il n'en fut pas de même de Mélanie. L'abbé Rousselot obtint d'elle, quelques jours après, de transmettre son secret au Souverain-Pontife, mais « directement ou par l'intermédiaire, soit de Monseigneur de Grenoble, soit de M. Rousselot, à l'exclusion de toute autre personne ».

Le 4 juin 1851, nous trouvons une lettre de M^r de Bruillard au Souverain-Pontife, lui faisant connaître la marche des événements.

Appelés à l'Évêché, les deux enfants écrivirent leurs secrets en présence de témoins, « séparément et sans avoir pu se concerter. Ils scellèrent eux-mêmes leurs lettres, sur lesquelles on apposa le sceau et les armes de Monseigneur de Grenoble. Le prélat y joignit une lettre, 5 juillet 1851, accréditant auprès de Sa Sainteté les deux prêtres chargés de lui remettre la dépêche mystérieuse ».

Les deux délégués étaient l'abbé Rousselot et l'abbé Gerin, curé de la Cathédrale ; ils étaient chargés, en outre, de rapporter à l'évêque de Grenoble « ce qu'il plaira au Pape de prononcer sur le fait de l'apparition de la sainte Vierge ».

Le cardinal Bonald, archevêque de Lyon, vint à Grenoble, pendant que MM. Rousselot et Gerin étaient à Rome.

Les envoyés de l'évêque de Grenoble furent reçus, le 18 juillet 1851, par Pie IX et lui remirent la correspondance dont ils étaient porteurs.

Le Pape décacheta en leur présence les trois lettres, les lut et commença par celle de Maximin et s'écria :

Il y a ici la candeur et la simplicité d'un enfant.

Après la lecture de la lettre de Mélanie il ajouta :

Il faut que je lise ces lettres à tête reposée.

Sa lecture achevée, Pie IX dit alors à MM. Gerin et Rousselot :

Ce sont des fléaux dont la France est menacée ; elle n'est pas seule coupable, l'Allemagne, l'Italie, toute l'Europe est coupable et mérite des châtiments. J'ai moins à craindre de l'impiété ouverte que de l'indifférence et du respect humain... Ce n'est pas sans raison que l'Église est appelée militante, et vous en voyez ici le capitaine (en portant la main droite sur sa poitrine). J'ai fait examiner, ajouta-t-il en s'adressant à l'abbé Rousselot, votre livre par M^r Frattini, promoteur de la foi, il m'a dit qu'il en était content, que ce livre est bon, qu'il respire la vérité.

Le Pape, sans se prononcer catégoriquement sur le « miracle », donna « l'autorisation à l'évêque de Grenoble de faire ce qu'il voudra sur La Salette et d'ordonner, s'il en avait l'intention, la construction d'une chapelle sur la montagne de l'apparition ».

L'abbé Gerin revint peu de jours après à Grenoble, mais l'abbé Rousselot ne partit de Rome que le 24 août, emportant pour M^{gr} de Bruillard, de la part de Pie IX, « un magnifique chapelet monté sur or, avec croix et gland en or, enfermé dans un étui en maroquin aux armes papales; un corps saint de nom propre, dont il est permis de dire l'Office et la Messe, de célébrer annuellement l'anniversaire de la translation, avec indulgence plénière, etc. ».

Ne doutant plus du droit qu'il avait de se prononcer sur le fait de La Salette, M^{gr} de Bruillard consulta son collègue de la Rochelle, M^{gr} Villecourt, devenu cardinal peu de temps après.

La question examinée, ce dernier rédigea, pour l'évêque de Grenoble, un projet de mandement qui fut signé par M^{gr} de Bruillard, le 19 septembre 1851, et adressé à Rome avant d'être publié.

Le 7 octobre, le cardinal Lambruschini répondit au nom du Pape que le mandement pouvait être lu en chaire. Le cardinal ajoutait toutefois :

Je pense que peut-être la sagesse et la prudence exigent de ne pas venir encore attester avec une si grande solennité — il s'agissait d'un *Te Deum* que M^{gr} de Bruillard ordonnait de chanter — au nom de l'Église, la vérité du fait dont il est question.

Le mandement doctrinal de M^{gr} de Bruillard au clergé et aux fidèles du diocèse de Grenoble, sur « un événement des plus extraordinaires » et « qui paraissait d'abord incroyable », porte la date du 19 septembre 1851.

Ce mandement, fort long, fut lu dans les églises de la ville épiscopale, le 10 novembre et le 16 du même mois dans les autres paroisses du diocèse.

L'instruction pastorale amena un redoublement d'animosité entre les personnes favorables et celles hostiles à l'affaire de La Salette.

Outre les articles parus dans divers journaux, les opposants publièrent deux petits écrits autographiés, l'un anonyme et l'autre signé J. Robert.

Désireux de mettre un terme aux luttes passionnées des membres du clergé entre eux, le 10 octobre 1851 l'évêque de Grenoble fit parvenir aux prêtres du diocèse une communication leur « défendant expressément de faire une publication directe ou indirecte », sans une autorisation de sa part.

Le 1^{er} mai 1852, « lettre pastorale et mandement relatif à la pose de la première pierre du sanctuaire de Notre-Dame de La Salette, par M^{sr} Philibert de Bruillard, par la miséricorde divine et la grâce du saint siège apostolique, évêque de Grenoble ». Ce document est soussigné « par mandement, Auvergne, chanoine honoraire, secrétaire ».

Le 25 mai de la même année (1852), le clergé célébra, en grande pompe, la cérémonie de la pose de la première pierre du sanctuaire de Notre-Dame de La Salette. Des chroniques de l'époque enregistrent que « plus de quinze mille étrangers s'étaient transportés sur la montagne miraculeuse, et que cette fête grandiose fut présidée par M^{sr} de Bruillard, évêque de Grenoble ».

Quelques jours après cette solennité, des chansons autographiées, sans noms d'auteur et d'imprimeur et accompagnées de notes très violentes contre les diverses cérémonies célébrées par ordre de l'évêque de Grenoble, furent répandues par les opposants dans les rues de notre ville, dans la région et principalement dans le canton de Corps.

Ces actes hostiles amenèrent M^{sr} de Bruillard à écrire une nouvelle lettre-circulaire au clergé de son diocèse : elle est datée du 16 juin 1852. Cette circulaire contient l'énumération de peines diverses encourues ou qu'encourraient le prêtre ou les prêtres auteurs des chansons et des notes contre La Salette.

L'évêque ordonnait, en terminant, « de faire disparaître et de lacérer, comme elles le méritent, ces odieuses productions ».

Peu de temps après l'envoi de cette circulaire, M. Donnadiou (pseudonyme de l'abbé Déléon) publia la première partie de son pamphlet intitulé : *La Salette-Fallavaux*. Cet ouvrage, édité à Grenoble en juillet 1852, « obtint un succès retentissant ».

L'évêque de Gap, M^r Dépéry, ne dédaigna pas de sortir de sa réserve pour combattre l'auteur de cette violente attaque envers La Salette et ses adeptes. L'évêque de Grenoble, à son tour, adressa, le 1^{er} septembre, une lettre au journal l'*Univers*, pour protester contre les affirmations de M. Donnadiou.

La polémique s'étendit et les feuilles de diverses opinions s'occupèrent, à nouveau, du « fait miraculeux » et des écrits le concernant.

M^r de Bruillard adressa, le 12 septembre, à la fin de la retraite pastorale, une allocution sur La Salette au clergé du diocèse. Ce devait être le dernier acte de foi officiel du prélat au miracle de l'apparition. M^r de Bruillard donna sa démission dans les derniers jours de 1852.

Il eut pour successeur M^r Ginouilhac, vicaire général de l'archevêque d'Aix.

Le nouvel évêque de Grenoble montra d'abord une grande réserve au sujet de La Salette et « tenta par des moyens détournés » d'amener l'opposition à cesser ses attaques. Il ne devait pas réussir; les adversaires redoublèrent, au contraire, de violence.

En 1852, M. Donnadiou (l'abbé Déléon) publia la seconde partie de *La Salette-Fallavaux*; le volume fut aussi lu que celui qui l'avait précédé.

En 1854, furent édités deux ouvrages en un seul volume : 1^o *La Salette devant le Pape*, dû à la plume de l'abbé Déléon; 2^o *Mémoire au Pape sur l'affaire de La Salette*, œuvre de M. Cartellier, curé de Saint-Joseph, de Grenoble. Ce livre fit beaucoup de bruit et raviva l'animosité existante parmi les membres du clergé et « montra, dit un journal de l'époque, les basses intrigues de certains prêtres ».

La double publication de MM. Déléon et Cartellier poussa M^r Ginouilhac à rompre le silence. Par un mandement daté du 30 septembre 1854, l'évêque de Grenoble condamna *La Salette devant le Pape* ainsi que les deux volumes : *La Salette-Fallavaux*, de Donnadiou. Il fut défendu à tous les fidèles du diocèse de lire ces livres, de les garder et de les propager sous peine d'excommunication, et à tous les ecclésiastiques de les lire, de les garder, de les répandre sous peine de suspense.

Le 4 novembre 1854, M^r Ginouilhac adressa « une instruction pastorale et mandement », portant condamnation du livre intitulé : « Affaire de La Salette, mémoire au Pape, etc. »

Ce mandement n'occupe pas moins de cinquante-quatre pages du livre de l'abbé I. Bertrand.

« L'affaire d'Ars » commençait à perdre de son intensité, quand prenait naissance « l'affaire de Lamerlière ».

Certains « opposants » affirmaient toujours, sur la foi de M. l'abbé Raymond, que les enfants n'avaient rien vu sur la montagne ; d'autres, et c'était le plus grand nombre, prétendirent que les deux pâtres avaient vu et entendu M^{lle} de Lamerlière. Cette personne, « d'une grande piété, mais quelque peu singulière », aurait fait l'ascension du Mont-sous-les-Baisses, par des sentiers difficiles, pour y jouer le rôle « de la Mère du Christ ». « Elle était suivie, dans ses escapades excentriques, par une servante dévouée. Lors du voyage à La Salette-Fallavaux, la domestique portait un paquet contenant les vêtements dont M^{lle} de Lamerlière se revêtit pour figurer la Vierge. »

M^{lle} de Lamerlière appartenait à une ancienne famille du Dauphiné. Sa sœur avait épousé le colonel de Luzy, devenu général de brigade vers 1853 et plus tard général de division.

M^{lle} Constance de Lamerlière avait cinquante-six ans en 1846, et « était affligée d'un embonpoint extraordinaire ».

Les croyants soutenaient que la vieille fille était « matériellement incapable » d'effectuer l'ascension si pénible de la montagne ; les sceptiques et les non croyants affirmaient que les actes étranges dont elle se montrait coutumière « établissaient que rien ne lui était impossible ». L'abbé Déléon, dans *La Salette-Fallavaux*, déclare ouvertement que l'Apparition « était celle de M^{lle} de Lamerlière, et que le seul fait miraculeux du 19 septembre 1846 avait été le tour de force accompli par cette grosse personne ».

Estimant « qu'une imputation de ce genre portait atteinte à son honorabilité et à sa considération », M^{lle} de Lamerlière intenta un procès en diffamation à MM. les abbés Déléon et Cartellier et à M. Redon, imprimeur de leur ouvrage. La demanderesse réclamait 20,000 francs de dommages-intérêts.

L'affaire vint à l'audience du 25 avril 1855. Le Tribunal était

présidé par M. Bertrand. M. Jalenque occupait le siège du ministère public. M^{lle} de Lamerlière avait pour avocat M^e Morel, du barreau de Grenoble, et pour avoué, M^e Gaillard. L'abbé Déléon était assisté de M^e Faure-Durif, avoué. M^e Cécillon, avoué, représentait l'abbé Cartellier. M. Redon avait M^e Siste-ron, avocat, pour défenseur, et M^e Imbert comme avoué.

L'abbé Déléon se défendit lui-même. M. Jalenque, mettant hors de cause MM. Cartellier et Redon, se borna à conclure contre M. Déléon.

Le 2 mai, le Tribunal rendit son jugement.

Voici les principaux considérants qui le précèdent :

Attendu que la demoiselle de Lamerlière prétend avoir été diffamée dans les récits publiés par l'abbé Déléon, sous les titres : 1^o *La Salette-Fallavaux ou la Vallée du Mensonge*, et le pseudonyme de Donnadiou ; 2^o *La Salette devant le Pape* ; et par le curé Cartellier, sous le titre de : *Mémoire au Pape sur La Salette* ; et qu'elle demande la réparation du préjudice que ces écrits lui auraient occasionné ;

Attendu qu'il faut d'abord reconnaître que ces ouvrages sont l'examen critique d'un fait demeuré jusqu'alors obscur ; que le but unique que se sont proposé les auteurs a été de prouver, dans l'intérêt de la vérité, qui est aussi celui de la religion, que ce fait n'a rien de surnaturel ; qu'ils ont voulu combattre ce qu'ils regardaient comme une erreur et en empêcher la propagation ; qu'en cela, ils ont pu croire user d'un droit et remplir un devoir.

.....
Et attendu, en droit, que l'intention de nuire est un des éléments constitutifs de la diffamation ; que la jurisprudence, d'accord avec les principes, est constante sur ce point.

.....
Attendu que l'article 1832 du Code Napoléon ne donne naissance à l'obligation de réparer les dommages que lorsqu'il y a faute de la part de l'auteur et du fait et préjudice éprouvé de la part de celui qui s'en plaint ;

Attendu qu'il ne saurait y avoir faute de la part des auteurs pour avoir écrit ce qui se trouve dans leurs livres touchant la demoiselle de Lamerlière, alors que celle-ci l'a rendu vraisemblable par ses actes, ses propos, suffisamment constatés dès à présent ;

Que le fait de La Salette appartient à l'histoire contemporaine ; que les auteurs, en examinant ce fait, en le discutant pour en déterminer les caractères, n'ont pu faire autrement que de raconter ce qu'ils croyaient être la vérité ; qu'ils n'ont fait en cela que ce que font, ce que sont obligés de faire tous les historiens ;

Qu'il faut bien, en effet, sous peine de rendre l'histoire impossible, leur reconnaître le droit de rendre compte des paroles et des actions de ceux qui se sont trouvés mêlés aux événements qu'ils racontent ; que tout ce qu'on peut exiger d'eux, c'est qu'ils n'abusent pas de ce droit, qu'ils n'accueillent pas avec légèreté des rumeurs vagues, sans en vérifier l'origine et la valeur ;

Que dans l'espèce, on ne saurait faire un semblable reproche aux auteurs ; car l'ensemble des faits qu'ils énoncent, relativement à la demoiselle de Lamerlière, prouve jusqu'à l'évidence qu'ils ne les ont accueillis qu'avec une entière bonne foi, après un examen réfléchi, sans imprudence ni légèreté, et qu'ils ont puisé dans des documents sérieux et des témoignages respectables.

.....
Attendu que, de ce qui précède, il résulte que la demande de la demoiselle de Lamerlière est dénuée de toute espèce de fondement, vis-à-vis tant des auteurs des ouvrages dont il s'agit, que du sieur Redon, qui les a imprimés ;

Attendu que l'abbé Déléon a déclaré renoncer à sa demande reconventionnelle ;

Par ces motifs,

Le Tribunal, ouï, en ses conclusions motivées, M. Jalenque, procureur impérial, sans s'arrêter aux demandes, fins et conclusions de la demoiselle de Lamerlière, dont elle est déboutée, met les défendeurs hors d'instance avec dépens ; dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner la publication, ni l'impression du présent jugement dans les journaux.

M^{lle} de Lamerlière interjeta appel du jugement rendu par le Tribunal civil, excepté en ce qui concernait M. Redon, imprimeur, à l'égard duquel elle crut devoir se désister.

L'affaire vint devant la Cour impériale de Grenoble, le 27 avril 1857.

M. Royer, premier président, dirigeait les débats. M. Almé-

ras-Latour occupait le siège du ministère public. Les avocats étaient : M^e Jules Favre, pour M^{lle} Saint-Ferréol de Lamerlière; M^e Bethmont, pour l'abbé Déléon; M^e Farconnet, du barreau de Grenoble, pour M. Cartellier. Ce dernier, absent, était représenté à l'audience par son avocat et M^e Rey, avoué.

A l'ouverture des débats, M. Alméras-Latour, premier avocat général, se leva :

Messieurs, dit-il, aux termes du décret organique du 17 février 1852, nous requérons que la publicité des débats qui vont s'ouvrir soit interdite aux journaux.

La Cour se groupa autour du premier président et, après quelques mots échangés, se retira dans la salle des délibérations. Bientôt après, elle rentra en audience et l'arrêt suivant fut prononcé :

La Cour,

Attendu que le compte rendu, dans la presse, du procès qui va être plaidé entre M^{lle} de Lamerlière, appelante d'un jugement rendu par le Tribunal civil de Grenoble, le 2 mai 1855, et les abbés Déléon et Cartellier, intimés, pourrait avoir des inconvénients pour l'ordre public;

Dit que c'est le cas d'user de la faculté attribuée par cet article; en conséquence, interdit dans les journaux le compte rendu de ce procès.

Dans son audience du 6 mai, la Cour rendit son arrêt.

En voici le texte intégral :

Arrêt :

Attendu que la Cour n'a à statuer que sur le point de savoir si M^{lle} de Lamerlière est fondée dans sa demande en dommages-intérêts qu'elle a formée contre les abbés Déléon et Cartellier, pour ce qu'ils ont dit d'elle dans les publications citées dans cette demande; ou si, au contraire, les abbés Déléon et Cartellier doivent être mis hors d'instance parce qu'ils ont agi de bonne foi et sans intention de lui nuire, et qu'ils ne lui ont porté aucun préjudice;

Attendu que, pour prononcer sur cette question, la Cour ayant

dans les documents versés au procès tous les éléments nécessaires, ce n'est pas le cas d'ordonner des enquêtes et de permettre à M^{lle} de Lamerlière de prouver par témoins les faits par elle articulés dans les conclusions subsidiaires qu'elle a prises devant la Cour, mais qu'il y a lieu, au contraire, de refuser cette preuve comme frustratoire et inutile ;

Par ces motifs, et adoptant ceux exprimés par les premiers juges :

La Cour, ouï M. Alméras-Latour, premier avocat général, en ses conclusions motivées, sans s'arrêter aux conclusions tant principales que subsidiaires de M^{lle} de Lamerlière dont elle est déboutée, met l'appellation par elle émise envers le jugement du tribunal civil de Grenoble, du 2 mai 1855, au néant ; confirme ledit jugement ; ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ;

Condamne l'appelante à l'amende et aux dépens.

Comme preuve à l'appui de son dire qu'elle n'était pas à La Salette le jour de l'apparition, M^{lle} de Lamerlière exhibait une attestation de M^e Giraud, huissier à Saint-Marcellin, « certifiant » qu'elle se trouvait la veille dans cette ville. Cette pièce curieuse mérite d'être citée, la voici :

Je soussigné, Jean-Baptiste Giraud, ancien huissier à la résidence de Saint-Marcellin, y domicilié, certifie et atteste que c'est dans la maison des héritiers Détrouyat, joignant celle du sieur Mazet, qu'habitait et était logée M^{lle} Constance de Lamerlière, lorsqu'à la date du 18 septembre 1846, je lui signifiai dans ce logement, en parlant à sa personne, un exploit d'ajournement à la requête de M. et de M^{me} de Luzy, propriétaires à Roybon, tendant à lui faire donner un conseil judiciaire. C'était de midi à deux heures que je lui remis cette copie.

En foi de quoi j'ai délivré le présent.

Saint-Marcellin, le 12 mars 1855,

Signé : GIRAUD.

M. Pachot-d'Arzac, avocat à Saint-Marcellin, faisait la même affirmation que l'huissier Giraud.

M^{me} de Luzy, sœur de M^{lle} de Lamerlière, écrivait à M. Nicolas, avocat à Marseille, à la date du 6 février 1857, une lettre

qui fut lue au cours des débats par Jules Favre, lettre dans laquelle :

Elle affirmait que sa sœur se trouvait à Saint-Marcellin dans les journées des 18, 19 et 20 septembre 1846.

L'arrêt de la Cour fit une énorme sensation et l'évêque de Grenoble en fut fort irrité, comme en témoigne un billet qu'il adressait, le 13 juin 1857, à un prêtre étranger à son diocèse :

Vous pouvez dire maintenant, Monsieur le Curé, comme venant de moi, écrivait le prélat, que la fable Lamerlière est la fable la plus stupide, la plus grossière... , c'est montrer qu'il n'est aucune supposition raisonnable qu'on puisse opposer au miracle et c'est par là même le confirmer.

D'un autre côté, un publiciste de l'opposition déclarait que :

C'est certainement la bonne demoiselle Lamerlière qui a accompli cette grotesque équipée.

M. Déléon fit alors paraître un autre livre, *la Conscience d'un Prêtre et le Pouvoir d'un Evêque*, dans lequel il affirmait que le pape ne croyait pas à La Salette. D'après lui, Pie IX aurait dit aux deux envoyés de M^{sr} de Bruillard :

Ce que vous m'apportez là est un monde de stupidités.

Et il aurait ajouté, le soir, en présence de plusieurs prélats et cardinaux romains, que :

Ces secrets étaient des niaiseries, des sottises, des monstruosité, apportées par deux prêtres fanatiques.

Ce dernier livre de l'abbé Déléon « mit le comble à la fureur du clergé partisan du miracle ».

M. de Ségur, auditeur de Rote, qui avait été mis en cause dans l'ouvrage de l'abbé Déléon, fit parvenir, le 11 septembre 1856, une lettre à M^{sr} Ginoulhiac pour certifier que :

Le Saint-Père ne m'a jamais parlé de La Salette, et je ne me sou-

viens en aucune façon d'en avoir parlé moi-même, dans aucune compagnie ecclésiastique, ni à Paris, ni ailleurs.

Le 24 mai 1857, autres protestations de M^r Plantier, évêque de Nîmes, et de M. l'abbé Dissandes de Bogenet, vicaire général capitulaire, à M. Aug. Nicolas, avocat à Marseille, qui leur avait demandé leur opinion sur les affirmations de l'abbé Déléon, les classant parmi les contradicteurs de l'apparition.

D'autre part, M. l'abbé Déléon « reçut l'adhésion d'un assez grand nombre de prêtres qui le louèrent de sa courageuse attitude ».

La lutte engagée n'était pas prête à s'éteindre.

Une certaine quantité de rescrits et de brefs pontificaux concernèrent La Salette : ils furent datés des 24 et 26 août 1852 ; le premier déclarait « privilégié à perpétuité le maître-autel de l'église de La Salette », le second autorisait « tous les prêtres qui y célébreront les saints mystères à lire et à célébrer la messe votive de la bienheureuse Vierge Marie ».

Le bref de Pie IX, daté également du 26 août 1852, s'occupait d'une « Congrégation des fidèles des deux sexes existante dans l'église et le sanctuaire dédiés à Notre-Dame de La Salette ». Le pape octroyait « des indulgences plénières » aux membres « de cette pieuse et dévote congrégation » et « à tous les fidèles, vraiment pénitents », qui en feront partie dans la suite. Ce bref s'appelait « ad perpetuam rei memoriam ». Le 3 décembre de la même année, un autre bref, portant le même titre que le précédent, donnait « aux fidèles qui visiteront le sanctuaire ou l'église nommée *bienheureuse Vierge Marie de La Salette*, une indulgence plénière à gagner une seule fois, dans l'année qu'il leur plaira de choisir ». Un bref du 3 septembre, sur la demande de la Congrégation des Missionnaires de La Salette, donnait aussi diverses faveurs aux fidèles « qui auront assisté trois fois au moins aux sermons » des prêtres de cette congrégation. Le bref du 7 septembre concernait « un indult en force duquel tous les prêtres présents et futurs de la Congrégation des Missionnaires de La Salette » pourraient bénir, « avec les indulgences ordinaires, les croix, les choses sacrées, les médailles et les chapelets ». Ce bref fut suivi d'un autre, de même date,

donnant le titre « d'Archiconfrérie » à la Confrérie de Notre-Dame Réconciliatrice de La Salette.

Sur la demande de l'évêque de Grenoble, par un dernier indult, du 2 décembre 1852, le pape autorisait « les églises du diocèse à célébrer, par une Messe solennelle et par le chant des Vêpres, la mémoire de l'apparition de la Mère de Dieu à La Salette, ou le 19 septembre, jour même de l'apparition, ou le dimanche suivant ».

Maximin Giraud, un des deux témoins « du fait » de La Salette, après une vie des plus accidentées, tomba gravement malade. Sentant sa fin approcher, il voulut faire une fois l'ascension de la montagne « à laquelle il devait son étrange célébrité ». Son voyage s'accomplit sans incident notable. Il redescendit à Corps le lendemain. Son état ne tarda pas à s'aggraver et il mourut le 1^{er} mars 1875.

D'un testament qu'il a laissé nous relevons ce passage :

Je crois fermement, même au prix de mon sang, à la célèbre Apparition de la Très Sainte Vierge sur la montagne de La Salette, le 19 septembre 1846, Apparition que j'ai défendue par paroles, par écrits et souffrances.

Après ma mort, que personne ne vienne assurer ou dire qu'il m'a entendu me démentir sur le grand Événement de La Salette ; car, en mentant à l'Univers, il se mentirait à lui-même.

Au mois de février 1879, un décret signé du cardinal Bartolini, préfet de la Sacrée Congrégation des Rites, « fut publié relativement au culte de Notre-Dame de La Salette ».

Par rapport au fait même de l'Apparition, disait ce décret, le Saint-Siège n'approuve ni ne désapprouve, selon la pratique qu'il suit dans tous les cas de cette nature, laissant aux Evêques le droit et le soin de juger. Le décret élève l'église de La Salette au rang de basilique mineure et il autorise le couronnement solennel de l'image de Notre-Dame de La Salette, désignant, pour accomplir cette cérémonie, Son Éminence le cardinal Guibert, archevêque de Paris.

Le journal *le Monde*, du 5 février 1879, ajoutait à ce propos :

Par rapport aux images de Notre-Dame de La Salette, le décret prescrit de les modifier conformément aux dispositions d'Urbain VII, c'est-à-dire de les rendre conformes aux types approuvés par l'Église.

Mais il ne s'ensuit pas que les images privées, représentant les circonstances de l'Apparition, doivent être détruites. Sur tous les divers points, la correspondance romaine du *Messenger de Toulouse*, reproduite par le *Figaro*, est donc remplie d'erreurs. Il est également faux que la sœur Mélanie soit soupçonnée de supercherie.

L'article du *Messenger de Toulouse*, reproduit par le *Figaro*, avait occasionné « un nouveau tapage » autour de l'affaire de La Salette. « La presse républicaine et anti-cléricale avait recommencé sa campagne contre ceux qui exploitaient le prétendu miracle. »

L'évêque de Grenoble, M^r Fava, adressa alors une « Lettre circulaire au clergé et aux fidèles de son diocèse, à l'occasion des fausses nouvelles répandues contre la dévotion envers Notre-Dame de La Salette ».

Cette lettre était datée du 2 février 1879. Quelques jours après, le 6 février, le prélat adressait « un mandement à l'occasion du Carême, sur la dévotion de Notre-Dame de La Salette ».

De ce mandement, d'une longueur peu commune, nous relevons ces déclarations principales :

Art. 1^{er}. — Nous jugeons que l'Apparition de la Sainte-Vierge à deux bergers, le 19 septembre 1846, sur une montagne de la chaîne des Alpes, située dans la paroisse de La Salette, de l'archiprêtré de Corps, porte en elle-même tous les caractères de la vérité et que les fidèles sont fondés à la croire indubitable et certaine.

Autre art. 1^{er}. — Nous maintenons tout ce qui a été jugé, réglé et ordonné jusqu'à présent, soit par l'autorité de la Sacrée Congrégation des Rites, soit par nos vénérés prédécesseurs, soit par nous-même.

Aujourd'hui, « les pèlerinages à Notre-Dame de La Salette

(1804 mètres d'altitude) amènent sur la montagne un flot, chaque année grossissant, de fidèles ; la dévotion à l'Apparition du 19 septembre 1846 est très en faveur dans toute la chrétienté ».

En face des fervents nous trouvons deux catégories d'opposants. Pour les uns, « il n'y a pas eu d'apparition, les enfants ont menti » ; pour les autres, « M^{re} de Lamerlière est la seule coupable ».

La situation, on le voit, a peu changé, de ce côté-là, depuis les premiers temps du « Fait ».

Les écrits de toutes sortes et les dessins qui ont été publiés sur La Salette sont très nombreux. L'abbé I. Bertrand en compte deux cent quatre-vingt-sept, signés ou anonymes : les deux ouvrages de ce dernier auteur élèvent le chiffre à deux cent quatre-vingt-neuf. Cette nomenclature est cependant incomplète, nous assure-t-on. M. Eugène Chaper, le savant bibliophile dauphinois, décédé le 24 décembre 1890, aurait découvert, depuis la publication du livre si documenté de l'abbé I. Bertrand, « plusieurs publications et manuscrits de grand intérêt ».

M. Eugène Chaper a prescrit dans son testament de remettre à la Bibliothèque de Grenoble un fort dossier « contenant l'historique de La Salette », sous condition expresse que ledit dossier ne serait ouvert, et les documents qu'il renferme livrés à la publicité, que vingt ans seulement après son décès.

C'est donc le 24 décembre 1910 que la curiosité des intéressés et des chercheurs pourra être satisfaite sur « le fait le plus considérable et le plus étonnant des temps actuels », selon l'expression d'un chanoine de Grenoble « dont l'érudition fait autorité ».

La Sociologie à Grenoble.

Un mouvement de philanthropie et de sociologie s'accroissait depuis quelques années à Grenoble, où fonctionnaient déjà certaines œuvres de bienfaisance et des sociétés de secours mutuels prospères.

Des hommes éminents s'efforçaient de développer encore les sentiments philanthropiques dont nos concitoyens se montraient animés.

Dès 1828, Joseph Rey publiait divers ouvrages sur le rôle des sociétés de secours mutuels et leur fonctionnement dans notre ville. Après lui quelques auteurs grenoblois écrivirent des brochures sur des sujets analogues : Cerfleur, en 1836; Augustin Rivier, en 1850. En 1851, M^e Giroud, notaire, adressa quelques communications intéressantes à la *Société de Statistique*, sur l'économie sociale à Grenoble.

F. Taulier, l'éminent philanthrope, sur lequel nous aurons maintes occasions de revenir, fut sans contredit, le principal artisan des fondations grenobloises de bienfaisance et de secours mutuels.

En décembre 1845, il faisait voter, sur le budget de 1846, un crédit de 8,000 francs destiné à ouvrir des ateliers de charité, ce qui permit de fournir du travail et du pain à nombre de nécessiteux.

Le 2 novembre 1846, il répandait une circulaire tirée à quatre mille exemplaires, dans laquelle il adressait à ses concitoyens un chaleureux appel destiné à provoquer des dons plus abondants en faveur des malheureux.

Six cent trente-trois souscriptions y répondirent, et il semble même qu'elle ait donné lieu à des manifestations charitables d'un autre ordre dont on retrouve la trace dans le procès-verbal de la séance du Bureau de bienfaisance du 30 janvier 1847. Ce document relate deux quêtes importantes faites à une époque concomitante, l'une dans les salons de la Préfecture, l'autre dans ceux de M. de Ventavon, avocat, ayant produit : la

première, 831 francs ; la seconde, 760 francs, et dont le montant fut versé à l'Hôtel de Ville, au profit des indigents.

L'argent ainsi récolté se trouvait tout particulièrement en de bonnes mains. Taulier, avec le talent du provocateur de souscriptions, avait le don des initiatives heureuses pour la meilleure utilisation des ressources recueillies.

L'année 1847 ayant été particulièrement dure aux déshérités, il s'efforça de rendre les secours plus efficaces par l'ingéniosité de la forme qu'il leur donnait. Se rappelant les moyens employés au commencement du siècle sur toute la surface de la France, pendant la Disette de 1812, il poussa à la délivrance gratuite de soupes économiques aux indigents.

Cette même année, les dames du 8^e bureau de bienfaisance, firent parvenir une lettre à Taulier pour le remercier du dévouement dont il avait fait preuve envers les déshérités.

En voici les termes :

Grenoble, le 25 août 1847.

MONSIEUR,

Veillez recevoir avec bienveillance l'hommage de notre bien sincère reconnaissance. Votre noble dévouement à la classe ouvrière, la touchante bonté avec laquelle vous recevez tous vos administrés, la protection et les encouragements que vous donnez aux différentes Sociétés de bienfaisance, vous font aimer et chérir de toute la ville ; il semble que le ciel ait voulu faire de vous notre premier magistrat dans ces temps de calamité morale pour nous consoler par vos vertus et nous faire espérer le bonheur. Oh ! soyez mille fois béni, Monsieur le Maire, oh ! vous serez heureux, car les bénédictions du peuple montent facilement auprès du trône de l'Éternel. Il saura seul vous récompenser dignement de tout le bien que vous faites à votre pays ; quant à nous, mères de familles, nous apprendrons à nos enfants à vous aimer et à ne prononcer votre nom qu'avec tout le respect que mérite l'homme vertueux et le *grand citoyen*.

Ce document est signé par M^{me} veuve Cournal, commissaire générale de la Société de bienfaisance de Saint-Louis, et par M^{me} Marquian, secrétaire, mère de l'honorable conseiller municipal de la ville de Grenoble.

Le Bureau de bienfaisance de Grenoble ne doit pas seulement

à Taulier l'application d'idées ingénieuses à la distribution des secours, il lui doit encore une notable partie de son organisation intérieure qui laissait, antérieurement, beaucoup à désirer. La nécessité de réformes indispensables fut reconnue dans les séances du 30 juin 1847 et du 28 août 1849 et pleins pouvoirs furent donnés à Taulier pour les effectuer. Le règlement intérieur arrêté le 5 décembre 1849 est son œuvre.

Taulier ne se contenta pas de mettre en pratique ses idées généreuses, il tint à les développer par des écrits.

Le philanthrope avait déjà fait éditer un ouvrage important, *Théorie raisonnée du Code civil*, par Frédéric Taulier. — Grenoble, Paris, Joubert, 1840 à 1848. Ce volume existe à la Bibliothèque des Facultés à Grenoble.

Le 23 mars 1849, le maréchal Bugeaud, duc d'Isly, alors commandant en chef de l'armée des Alpes, écrivait à Taulier une lettre dans laquelle il appelait son attention sur la nécessité de répandre les idées saines par le livre et le journal, et lui conseillait de fonder une association dans ce but :

Il vous appartient plus qu'à tout autre à Grenoble, écrivait-il, de fonder cette association. Vous avez une influence légitimement acquise, vous voulez vous en servir pour ramener dans les esprits les idées saines qui sont la meilleure garantie de l'ordre matériel. Ajoutez le bon moyen que je vous propose à tous ceux d'une administration intelligente et paternelle et vous serez bientôt le régénérateur de l'esprit public, non seulement à Grenoble, mais encore dans tout le département.

C'est dans cette lettre du maréchal Bugeaud qu'il faut voir peut-être le germe de la résolution prise, une dizaine d'années plus tard, par Taulier, d'écrire son livre resté fameux, *le Vrai Livre du Peuple*.

Le Vrai Livre du Peuple ou le Riche et le Pauvre, par Frédéric Taulier, avocat à la Cour impériale, ancien maire de Grenoble, doyen de la Faculté de droit, auteur de la *Théorie raisonnée du Code civil*. — Grenoble, Maisonville et fils et Jourdan, libraires-éditeurs. — Paris, Hachette et C^{ie}, libraires, — 1860, in-8° de xix et 598 pages.

En 1854, M. Blandin devait faire paraître, à son tour, un opuscule remarqué, ayant pour objet la description de la *Pension alimentaire* et la reproduction des premiers rapports et procès-verbaux relatifs à cet établissement.

Nécrologie.

M. GRUYER. — Le 20 février 1850, mourait à Hyères, après une longue maladie, M. Gruyer, négociant, ancien lieutenant-colonel de la garde nationale de Grenoble.

J. DE BÉRENGER. — Le comte Jean de Bérenger, d'une famille originaire de La Baume-Cornillane (Drôme), naquit le 8 avril 1767, à Mens (Isère), où son père était ministre protestant.

Il fut d'abord pharmacien, puis médecin aux hôpitaux militaires de Grenoble et de Voiron, mais il abandonna, au commencement de la Révolution, ces fonctions pour se livrer à la politique.

En 1792, les électeurs de l'Isère le nommèrent administrateur du département; en l'an V, membre du Conseil des Cinq Cents. Ce fut sur sa proposition que le Conseil vota des remerciements au général Bonaparte, comme le sauveur de la patrie et le restaurateur de la liberté.

En 1799, il passa dans les commissions législatives instituées sous les consuls provisoires, puis dans le Tribunat, le 1^{er} janvier 1800.

Bonaparte le nomma alors, successivement : le 27 septembre 1801, conseiller d'État attaché à la section des finances ; — le 12 mars 1802, membre du Conseil d'administration de la guerre ; — le 2 octobre 1803, membre de la Légion d'honneur ; — le 14 juin 1804, commandeur de cet ordre ; — le 26 juillet suivant, président de la Commission chargée de la liquidation de la dette publique de Parme et de Plaisance ; — le 28 janvier 1806, directeur de la Caisse d'amortissement et enfin comte de l'Empire. Sous la première Restauration, Louis XVIII le nomma directeur général des Contributions indirectes, 1814 ; il donna sa

démission en 1815 et fut remis dans ses fonctions de conseiller d'État. Il fut chargé de différents mandats, tout en conservant ses fonctions.

En 1832, le comte J. de Béranger se vit élever à la dignité de pair de France. Sous la Révolution de 1848, il ne prit part à aucun acte politique et mourut à Saint-Germain-en-Laye, le 4 avril 1850.

X.-P. JULIEN. — Xavier-Philippe Julien, né à Grenoble, le 28 octobre 1787, avocat distingué de notre barreau. On lui doit quelques ouvrages de jurisprudence fort estimés, qui lui ont acquis la réputation d'un savant jurisconsulte. Il mourut à Paris, le 2 novembre 1850.

Parmi ses productions, nommons : *Traité des biens paraphernaux*. Grenoble, Prudhomme, 1834. — *Traité du retrait successoral*. Grenoble, Prudhomme, 1838.

Il fournit un assez grand nombre d'articles à l'*Encyclopédie des gens du monde*, entre autres les mots : *Dauphins et Dauphiné*.

Faits divers.

(1850.)

Suppression des devises républicaines. — Par ordre supérieur, on gratta, effaça et badigeonna les inscriptions : « République française, — Liberté, Égalité, Fraternité », qui se trouvaient sur les monuments publics et l'on supprima ces mots sur l'en-tête des lettres administratives. Ces mesures, « qui parurent extraordinaires », commencèrent en janvier 1850 et furent poursuivies jusqu'à leur complète exécution, malgré certaines protestations énergiques.

Taxe sur les chiens. — La Commission de l'Assemblée législative proposait, le 30 janvier 1850, qu'à partir du 1^{er} janvier 1851, il serait établi, au profit des communes, une taxe sur tous les chiens autres que ceux allaités par leur mère. Serait seul excepté le chien de l'aveugle indigent. Le montant de la taxe

devait être fixé par les Conseils généraux entre des limites qui auraient un franc pour minimum et dix francs pour maximum...

Monnaie, — pièces de 25 centimes. — Au mois d'avril 1850, le Ministre des Finances enjoignait à tous les agents des deniers publics de retenir et de ne pas remettre en circulation les pièces de 25 centimes qui seraient versées dans leurs caisses. Ces pièces devaient être remplacées par d'autres, de même module, de 20 centimes et dont la fabrication avait été prescrite par le décret du 3 mai 1848.

Monument de la réunion de l'Alsace à la France. — Le Conseil municipal de Strasbourg décidait, dans sa réunion du 15 avril 1850, qu'un monument s'élèverait sur une des principales places de la ville pour consacrer la mémoire de la réunion de l'Alsace à la France.

Ce monument fut confié au statuaire Grass. Il devait se composer d'une colonne de douze mètres de haut, surmontée de la statue de la France. Dans les écussons seraient gravées les inscriptions suivantes : « Colmar 1648; Strasbourg 1631; Mulhouse 1789; — Réunion de l'Alsace à la France; deuxième anniversaire séculaire, 24 octobre 1848. »

Le pont d'Angers. — Le 16 avril, une effroyable catastrophe se produisit à Angers. Un pont en fil de fer, situé sur le Maine, se rompit sous le poids d'un bataillon du 11^e léger; le nombre des victimes s'éleva à 182.

Timbres-poste. — Par la loi de finances du 18 mai, promulguée le 25 juin 1850, la taxe des lettres simples (7 grammes et demi), était élevée de 20 à 25 centimes à partir du 1^{er} juillet; les lettres pesant plus de 7 grammes et demi et n'excédant pas 15 grammes payeraient 50 centimes.

Les timbres-poste ou « figurines » vendus par l'administration des postes, pour l'affranchissement des lettres, représentaient cinq valeurs différentes : « 1^o Timbre-poste à 10 centimes, en couleur bistre; 2^o timbre-poste à 15 centimes, en couleur verte; 3^o timbre-poste à 25 centimes, en couleur bleue;

4^e timbre-poste à 40 centimes, en couleur orange; 5^e timbre-poste à 1 franc, en couleur rouge. »

Loi protectrice des animaux. — Le 27 juin, l'Assemblée législative adoptait la proposition de M. de Grammont, relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques.

Une seule disposition formait toute la loi. Elle était ainsi conçue :

Seront punis d'une amende de 5 à 15 francs, et pourront l'être de un à cinq jours de prison, ceux qui auront exercé publiquement et abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques.

La peine de la prison sera toujours appliquée en cas de récidive. L'art. 463 du Code pénal sera toujours applicable.

Cette loi fut promulguée le 2 juillet 1850.

Banque de France. — A partir du 1^{er} octobre 1850, les billets de 100 francs de la Banque de France, qui étaient imprimés sur papier filigranné *vert*, le furent sur papier *blanc*.

La Bourse. — Bourse de Paris du 31 décembre 1850 :
5 % 94,95 — 94,70; 3 % 56,90 — 56,75.

Faits locaux et régionaux.

(1850.)

Enseignement du chant. — Le 19 janvier 1850, M. Taulier, maire de Grenoble, informait ses concitoyens que : « un cours gratuit de chant sera fait, dans la salle de l'enseignement mutuel, par M. Dupré, professeur des écoles communales, à partir du mardi 5 février prochain ».

Abondance de neige. — Le mois de janvier 1850 fut remarquable par la quantité de neige qui couvrit le département de l'Isère. A Grenoble, on constata une épaisseur de 0^m,80 à 0^m,90, à la suite de trois chutes successives de neige.

Suspension d'un maire. — M. Liotard, maire de Rives, suspendu de ses fonctions une première fois, le 16 juillet 1849, le fut de nouveau, le 23 janvier 1850; « ses opinions républicaines avancées » en furent, dit-on, le motif.

Un calculateur phénomène. — Au mois de février 1850, un père mathématicien de la Touraine, Henry Mondeux, donna, à Grenoble, plusieurs séances qui émerveillèrent les auditeurs. Plus tard, nous devons voir un émule de Mondeux, l'italien Jacques Inaudi, stupéfiant calculateur qui, lui aussi, se lançait à travers des opérations longues et difficiles, les résolvant par des procédés à lui et répondant avec une netteté parfaite aux questions les plus ardues.

Cavalcade. — Le dimanche 3 mars, cavalcade travestie qui obtint un grand succès. La collecte des quêteurs, jointe aux souscriptions, produisit 4,400 francs; les fonds furent remis au Bureau de bienfaisance.

Société des Amis des Arts. — La Société des Amis des Arts, dans sa réunion du 16 mai, décidait d'organiser une exposition des Beaux-Arts pour 1850. Elle élut une commission d'organisation, dont firent partie : MM. Poussielgue; Rolland, conservateur du Musée; H. Meyer; Petit; Faure-Durif, avocat; Maignien, doyen de la Faculté des lettres; Piat-Desvial, conseiller; A. Nugues; H. Gariel, bibliothécaire; Sappey, statuaire; Viaud, sous-inspecteur des Forêts; Dausse, receveur municipal; Ruban, architecte; Bache, voyer. L'ouverture de l'exposition eut lieu le 16 juillet 1850. Le dimanche 21 juillet, 4,000 personnes visitèrent le Salon de Grenoble.

Grève à Grenoble. — Le 26 mars, les ouvriers mégissiers, au nombre de 200, se mirent en grève. Le Maire de Grenoble demanda au commandant de gendarmerie « une dizaine de gendarmes » pour maintenir l'ordre dans le quartier Saint-Laurent.

Le lendemain, le commissaire de police Chambard avisait le Maire que tout était rentré dans le calme; 12 ou 15 ouvriers firent signer leurs livrets pour quitter la ville.

Inondation. — Les 7 et 8 juin, la vallée fut envahie par les eaux de l'Isère grossie par la fonte des neiges et surtout par la chute d'une pluie torrentielle. L'Isère monta rapidement à une hauteur de 2^m,90 au-dessus de l'étiage; mais les dégâts causés par l'inondation furent peu importants.

Écoles communales. — Le 10 juin, une pétition avait été adressée au Maire à la suite de l'échange des bâtiments de Sainte-Marie-d'en-Haut contre le monastère de Sainte-Ursule.

Les pétitionnaires réclamaient, pour l'*École primaire supérieure*, ce *Lycée populaire*, un nouvel agrandissement dans les bâtiments rétrocédés par le couvent de Sainte-Ursule; la fondation d'une *nouvelle École mutuelle*; enfin, la création d'une *École laïque*, destinée aux jeunes filles, et son ouverture dès la rentrée prochaine des classes.

M. Buisson, de Tullins. — Dès le mois d'avril 1850, M. Buisson, mécanicien à Tullins, adressait à l'Assemblée législative une proposition tendant à faire exécuter par l'État une ligne de chemin de fer de Paris à Avignon, avec embranchement sur Grenoble. L'auteur de ce projet établissait, pour couvrir les frais des travaux, une émission annuelle, pendant quinze années, de 60 millions de billets qui seraient hypothéqués sur la « grande ligne et sur l'embranchement ». Les fonds avancés devraient être remboursables par annuités sur le produit net de l'exploitation. Les billets d'émissions seraient de différentes valeurs : 1,000 fr., 500 fr., 250 fr.; ils auraient cours forcé comme les billets de banque. La Commission de l'Assemblée, chargée de l'examen des pétitions et des propositions des particuliers, ne prit pas en considération le projet du mécanicien tullinois.

Dans la suite, M. Buisson dirigea plusieurs entreprises de travaux publics. Mais, poursuivi par des idées grandioses, pour la plupart fort difficiles et même impossibles à réaliser à cette époque, il passa sa vie à concevoir des projets; il harcelait les administrations, s'adressait aux ministres compétents et, toujours rebuté, mais non découragé, revenait chaque année à la charge.

C'est ainsi que M. Buisson proposa simultanément la cons-

truction d'un chemin de fer de Grenoble à Vienne, par les vallées de la Morge, de la Fure et de la Gère; les correspondances postales par canaux tubulaires; les métropolitains de Paris; les tramways de la rive gauche de l'Isère; un pont entre les communes de Cognin et de Beaulieu, etc.

La mort le surprit sur la route qu'il parcourait nuit et jour, un parapluie sous le bras et des plans dans la main. M. Buisson était une physionomie universellement connue dans notre région, il méritait qu'on rappelât sa mémoire.

Duel de Presse. — A la suite d'une polémique engagée entre le *Courrier de la Drôme* et le *Patriote des Alpes*, un duel devait avoir lieu entre M. Isidore Vien, rédacteur du *Courrier*, et M. Bandel, rédacteur au *Patriote*. La rencontre fut décidée pour le 17 octobre, aux environs de Saint-Marcellin.

Arrivés sur le terrain, les témoins des deux adversaires arrangèrent l'affaire et le duel n'eut pas lieu.

Le Patriote des Alpes poursuivi. — Le 27 novembre, le *Patriote des Alpes* recevait une assignation à comparaitre devant la Cour d'assises de l'Isère, à l'audience du lundi 2 décembre.

L'assignation portait que ledit journal était prévenu :

1° D'excitation à la haine et au mépris du Gouvernement de la République ;

2° D'avoir cherché à troubler la paix publique en excitant le mépris et la haine des citoyens les uns contre les autres; faits prévus et punis par les articles 4 et 7 du décret des 11-12 août 1848.

Le défenseur du *Patriote* était M^e Michal-Ladichère, assisté de M^{es} Gouron, Bovier-Lapierre et Eymard-Duvernay. Le ministère public était occupé par le procureur général Massot.

Le *Patriote des Alpes* fut acquitté.

Théâtre. — Le 21 décembre, le Conseil municipal adoptait, à la majorité de quinze voix contre dix, le projet de construire un nouveau théâtre sur la place d'Armes (place de la Constitution).

Éclairage au gaz. — Le 30 décembre, le Conseil municipal accepta les propositions de la nouvelle *Compagnie grenobloise* et refusa celles de l'ancienne *Compagnie lyonnaise* qui s'était mise sur les rangs.

Vol à la Bibliothèque de Grenoble. — M. Libri, membre de l'Institut, professeur adjoint à la Faculté des sciences, avait été chargé d'une mission spéciale par le Ministre de l'Instruction publique.

M. Libri arrivait à Grenoble, au mois d'octobre 1842, et demandait à prendre quelques notes à la Bibliothèque. Cet établissement était fermé, le directeur et les employés se trouvaient en vacances.

On ne pouvait cependant pas refuser d'acquiescer au désir d'un délégué ministériel ; les portes de la Bibliothèque lui furent ouvertes et on mit même un gardien à sa disposition.

M. Libri s'enferma seul, durant cinq jours, dans les salles encombrées de livres et de manuscrits ; on ne put savoir à quelle besogne le laborieux érudit occupait ses instants. Toujours est-il qu'en quittant la Bibliothèque, le professeur donnait au gardien, dont il avait refusé les services, une gratification de 35 francs.

Quelque temps après le départ de M. Libri, on s'aperçut de la disparition de six ouvrages fort rares, dont l'un d'eux, l'*Opéra Joconda*, était estimé 1,750 francs.

Une enquête fut ouverte et des renseignements demandés à Paris établirent, en peu de temps, que le seul auteur du vol était M. Libri.

On fit mander le savant au parquet, il ne parut pas. Un mandat d'arrêt fut décerné contre lui, mais la police ne put arrêter le coupable qui avait pris la fuite.

L'instruction n'en continua pas moins et permit d'établir que les vols commis par M. Libri étaient très nombreux.

Les livres vendus par lui ou retrouvés dans sa bibliothèque, au moment de sa fuite, représentaient une valeur de plus de 600,000 francs.

Comme la Bibliothèque de Grenoble, celles de Carpentras, de

Troyes, de Montpellier, ainsi que la Bibliothèque Mazarine, à Paris, avaient été mises à contribution.

Au mois d'août 1850, M. Libri fut condamné, par contumace, à dix ans de réclusion pour vols de livres, manuscrits et autographes dans les bibliothèques publiques.

Foire de Saint-Marcellin. — Le 10 août avait lieu la grande foire annuelle de Saint-Marcellin. Nous relevons, à titre de documents, quelques-unes des transactions opérées.

Les soies grèges, 29 à 30 fr. le 1/2 kilogr.; les soies basses (chique) s'étaient payées de 21 à 24 fr.

Les toiles de pays en fil lessivé, vendues 2 fr. le mètre l'année précédente, ne valaient que 1 fr. 80; les toiles de Voiron — les étoupières 40 pouces — 90 fr. 95. Les 3/4 bonne marchandise, 1 fr. 10; les 7/8, 1 fr. 25, et les 4/4, 1 fr. 50.

Ordre des avocats. — Le samedi 24 août, l'ordre des avocats près la Cour d'appel de Grenoble procéda à l'élection du bâtonnier et des membres du Conseil de discipline pour l'année judiciaire 1850-1851.

M. Nicollet fut proclamé bâtonnier et MM. Bovier-Lapierre, Gautier, Sisteron, Charbonnel-Salle, Eymard-Duvernay, Mathieu de Ventavon, Dalbousière, Casimir de Ventavon et Réal, membres du Conseil.

Statistique locale.

Mouvement de la population de Grenoble pendant l'année 1850.

NAISSANCES :

Garçons.....	536
Filles	508
Total.....	<u>1.044</u>

MARIAGES :

Entre garçons et filles	214
Entre garçons et veuves.....	10
Entre veufs et filles.....	37
Entre veufs et veuves.....	5
Total.....	<u>266</u>

Décès :

Garçons.....	204
Hommes mariés.....	145
Veufs.....	61
Filles.....	169
Femmes mariées.....	105
Veuves.....	97
Total.....	<u>781</u>

Augmentation en faveur des naissances.....	<u>263</u>
--	------------

Cette augmentation sur la natalité provenait, en grande partie, d'enfants naturels.

1851

Janvier. Louis-Napoléon destitue le général Changarnier. — Mai. Expédition de Kabylie. — Mai-juin. Nouvelles tournées du Président en province; nouvelles manifestations séditieuses. — Juillet. L'Assemblée refuse de reviser la Constitution, c'est-à-dire de permettre la rééligibilité du Président, dont les pouvoirs expireront en 1852. — Novembre. Le Président propose l'abolition de la loi du 31 mai : l'Assemblée rejette cette proposition. Est également rejetée la célèbre proposition des questeurs, qui eût donné au Président de l'Assemblée le droit de réquisition directe des troupes. — 2 décembre. Coup d'État de Louis-Napoléon contre l'Assemblée. — 3 décembre. Combats dans Paris. Mort de Baudin. — 4 décembre. Massacres sur les boulevards. — Dans plusieurs départements, les tentatives de résistance sont comprimées. — 8 décembre. Décret du Président ordonnant la transportation sans jugement de tous les individus regardés comme dangereux par la police. — 20 et 21 décembre. Le plébiscite ratifie le coup d'État par sept millions de « oui ».

La situation intérieure : — Conflit entre le Président de la République et l'Assemblée législative. — Anniversaire de la Révolution de Février. — Affaires de Presse. — Fondation de l'Association alimentaire. — Incident Frédéric Taulier ; — Interpellation à la Chambre. — Création du Conseil des Prud'hommes de Grenoble. — Ministère du 10 avril. — Anniversaire de la proclamation de la République. — Cercles, clubs et associations de Grenoble. — Inondations dans le département. — Le complot de Lyon. — Démission de quinze conseillers municipaux de Grenoble. — Remaniement ministériel du 2 octobre. — La situation avant le 2 décembre. — Le coup d'État : — Les événements de Paris ; l'impression à Grenoble ; soulèvement dans les départements. — Le Ministère définitif. — La Commission consultative. — Le Plébiscite. — Nécrologie : — Noël Sappey ; Colombat ; maréchal Dode ; général Marchand ; A. Ducoin. — Faits divers. — Faits locaux et régionaux. — Statistique ; — Recensement quinquennal de la population du département de l'Isère.

La situation intérieure.

Conflit entre le Président de la République et l'Assemblée législative. — Le 9 janvier, le général Changarnier, commandant supérieur de la garde nationale, puis commandant des troupes de Paris, avait été destitué de ces deux commandements malgré l'opposition des divers partis.

Dès le lendemain, 10 janvier, le Prince-Président instituait un nouveau Ministère composé de :

MM. Drouin de Lhuys, aux Affaires étrangères; le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, à la Guerre; Ducros, à la Marine et aux Colonies; Magne, aux Travaux publics, et Bonjean, à l'Agriculture et au Commerce.

M. Rouher conservait le Ministère de la Justice; M. Baroche, celui de l'Intérieur; M. de Parieu, celui de l'Instruction publique, et M. Achille Fould, celui des Finances.

Par décret du même jour avaient été nommés :

Le général de division Perrot, commandant supérieur des gardes nationales de la Seine; le général de division Baraguay d'Hilliers, commandant en chef des troupes de toutes armes de la première division militaire.

Le général Carrelet, commandant la première division militaire, gardait les attributions qui lui étaient dévolues par la législation en vigueur.


A la suite du grave conflit existant entre le Président de la République et l'Assemblée législative, l'opposition démocratique convoquait, pour le 12 janvier, les membres de toutes les nuances de la gauche parlementaire, à une réunion plénière.

Cent soixante représentants se rendirent à cet appel. Ils nommèrent une commission, composée de seize membres, chargée de préparer et de soumettre à la gauche entière les résolutions qui devaient lui servir de règle de conduite dans les débats auxquels pouvait donner lieu la lutte engagée.

Cette commission était ainsi composée :

MM. Emmanuel Arago, Canet, Charras, Crémieux, Ducoux, Dupont (de Bussac), Pascal Duprat, Jules Favre, Grévy, Émile

de Girardin, Victor Hugo, Joly, Mathieu (de la Drôme), Michel (de Bourges), Edgar Quinet, Schœlcher.

 A Grenoble, le « parti du Gouvernement » commençait une active campagne pour préparer la rénovation des principes impérialistes dans nos régions. Il adressait un appel aux citoyens qui « voudraient bien propager dans les campagnes l'idée de la prorogation des pouvoirs du Président de la République ou celle de nouvelles élections législatives ».

En même temps, nos concitoyens recevaient la circulaire suivante :

MONSIEUR,

La cause du dix décembre se réveille aujourd'hui plus que jamais. Elle appelle de nouveau votre concours. Nous y comptons d'avance, et nous vous prions instamment de vous rendre à une réunion, qui aura lieu jeudi prochain, 16 janvier, à 7 heures précises du soir, chez M. Chapel père, avoué, place Grenette, au premier étage (maison des Jacobins). M. Fayollat vous engage particulièrement à vous y rendre.

Peu de personnes répondirent à cette convocation, mais la réunion n'eut pas moins lieu. Un certain nombre de propositions concernant la propagande furent émises, elles durent être ajournées; une seule fut votée séance tenante. C'était celle de la création d'un journal ayant pour titre : *Le National, journal des Alpes*, qui servirait d'organe au « Comité napoléonien de Grenoble », en voie de formation.

Le 18 janvier, l'Assemblée législative votait, par 417 voix contre 278, un ordre du jour de défiance ainsi conçu : « L'Assemblée déclare que le Ministère n'a pas sa confiance et passe à l'ordre du jour. »

Un mois après, l'Assemblée rejetait la loi de dotation présentée par le Ministère.

D'après la Constitution (art. 62), « le Président reçoit un traitement de 600,000 francs par an ». Le projet de loi repoussé demandait une dotation en sus, non seulement de ce traitement,

mais encore un crédit de 600,000 francs pour frais de représentation; ces divers crédits devant figurer au budget de 1851.

Ministère de transition. — Le 21 janvier, le Ministère donnait sa démission à la suite du vote de l'Assemblée.

Louis-Napoléon Bonaparte choisit alors :

Un Ministère de transition, composé d'hommes spéciaux n'appartenant, disait-il, à aucune fraction de l'Assemblée et décidés de se livrer aux affaires sans se préoccuper de partis.

Composition du Ministère :


Intérieur, M. Waisse, préfet du Nord; Finances, M. Germiny, receveur général de la Seine-Inférieure; Affaires étrangères, M. Brenier, directeur au Ministère; Guerre, le général Randon; Marine, le contre-amiral Le Vaillant; Justice, M. de Royer, procureur général près la Cour de Paris; Commerce, M. Schneider, négociant et maître de forges; Travaux publics, M. Magne, membre de l'ancien Cabinet.

Le 22 février, le Ministre de l'Intérieur télégraphiait aux Préfets :

Paris, 22 février, 5 heures et demie soir.

Paris est parfaitement calme. La manifestation annoncée par quelques journaux n'a pas eu lieu. L'annonce était sans fondement.

Cette dépêche fut communiquée, dès sa réception, au Maire de Grenoble et adressée, le lendemain, aux Maires du département.

 **Anniversaire de la Révolution de Février.** — Le Préfet de l'Isère adressait aux Maires une circulaire dont voici le texte :

ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER 1848

A Messieurs les Maires du département.

MESSIEURS,

La loi consacre l'anniversaire du 24 février 1848.

A l'occasion de cet anniversaire et conformément aux instructions,

il sera célébré, dans l'église de chaque commune, le lundi 24 du courant, un service funèbre suivi d'un *Te Deum*.

Je vous prie de vouloir bien vous concerter avec l'autorité religieuse pour donner à cette cérémonie toute la solennité désirable. La garde nationale et l'armée y seront représentées par des députations.

M. le Ministre m'informe qu'il verrait avec satisfaction que cet anniversaire pût être signalé par des actes de charité et de bienfaisance. A cet effet, je laisse à votre prévoyance éclairée le soin de disposer d'une partie des ressources communales, dans la limite du budget.

Agréez...

Le Préfet de l'Isère,
CHAPUYS-MONTLAVILLE.

L'arrêté pris par le général Gémeau, l'année précédente, « portant interdiction des banquets patriotiques », fut renouvelé en 1851, comme l'atteste cette autre circulaire préfectorale :

MESSIEURS LES SOUS-PRÉFETS ET MAIRES DU DÉPARTEMENT,

M. le Général commandant supérieur des 5^e et 6^e divisions militaires a interdit, dans la dernière de ces divisions, tout banquet organisé pour le 24 février.

Je porte cette décision à votre connaissance, en vous invitant à en assurer l'exécution dans votre commune.

Veuillez...

Le Préfet de l'Isère,
CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Enfin, le 12 mars, le « rigide général Gémeau » crut devoir interdire aussi « le port, par les hommes, de rubans ou bouffettes rouges et de tous autres signes de ralliement », sur le territoire compris dans la 6^e division militaire.


La célébration de l'anniversaire de la Révolution de 1848 eut lieu avec le cérémonial accoutumé, « mais, d'après des rapports administratifs, l'enthousiasme populaire fit totalement défaut ».

A Grenoble, les fonctionnaires civils et militaires, les officiers de la garde nationale, se rendirent en corps à Notre-Dame et assistèrent « au service funèbre, suivi du *Te Deum* ».

Il n'y eut pas précisément de fête dans la journée. La Municipalité fit distribuer, par les soins du Bureau de bienfaisance, des secours aux indigents : des enfants des écoles reçurent des livres et des objets utiles.

Dans la soirée, on ne vit pas d'illuminations; seuls les édifices publics avaient été pavoisés.

Affaires de presse.

 *Suspension du « Patriote des Alpes ».* — Le 8 avril 1851, un arrêté du gouverneur de Lyon, le général Castellane, suspendit la publication, la vente et le colportage du journal *le Patriote des Alpes*. Cet arrêté était contresigné par le colonel d'Exer, du 25^e de ligne, commandant provisoirement la subdivision de Grenoble.


A la suite de cette mesure, le journal républicain interrompit immédiatement sa publication. Les lecteurs et les abonnés du *Patriote des Alpes* furent avisés de cette décision par une note signée des membres du Conseil d'administration, les citoyens Gouron, avocat, président; Thevenet jeune, négociant; Michal-Ladichère, avocat; Cottavoz, Leborgne, négociants; J. Bouvier, entrepreneur; Cécillon, J. Nicolas, propriétaires; Vendre, avocat; Joseph-A. Rey, avocat; H. Giroud, secrétaire.

Incident à « l'Ami de l'Ordre ». — En 1851, une violente discussion surgit entre la Commission administrative de l'organe conservateur, *l'Ami de l'Ordre* et l'imprimeur de ce journal. Ce dernier refusait de faire composer certains articles qu'il considérait « comme pouvant lui susciter des embarras auprès du Gouvernement ».

Malgré toutes les démarches pressantes et même les menaces de procès, l'imprimeur ne voulut pas céder et les articles qu'il regardait comme « dangereux » ne furent pas insérés. M. Redon, successeur de M. Barnel, imprimeur de *l'Ami de*

l'Ordre, « pouvait paraître plutôt timoré ; car, que craignait-il des écarts de plumes » de personnalités comme celles de MM. A. de Bernard, Cheminade, Louis Penet, Casimir Ventavon, Alphonse Ducruy, A. Perier et Ad. Ducoin, formant le comité de rédaction du journal ?

Fondation de l'Association alimentaire.

 Frédéric Taulier, le maire philanthrope de Grenoble, après avoir déjà tant fait pour l'apaisement social, en soulageant l'indigence, voulut procurer à l'ouvrier, en tout temps, la nourriture à bon marché par la fondation de la *Pension alimentaire*.

Dans une des circulaires qu'il publiait à ce sujet, Taulier exposait ainsi lui-même le double but qu'il visait par cette fondation :

La Société alimentaire offrira à la classe ouvrière le moyen de se nourrir d'une manière plus économique, plus saine et plus propre. La femme de l'ouvrier sera libre de donner à ses enfants ou à son travail le temps qu'elle consacrerait à faire sa cuisine. L'ouvrier lui-même, pouvant faire apporter chez lui une nourriture qui lui plaît, s'attachera plus volontiers à des habitudes régulières, il aimera davantage son intérieur, il sera éloigné du cabaret. Il y aura profit pour sa santé, profit pour ses modestes finances et pour sa moralité. C'est là, Messieurs, un véritable progrès, quel que soit le nom qu'on lui donne.

Taulier dit ailleurs, dans une lettre du 22 février 1851, en réponse à trois questions que lui avait posées M. Emile Jolibois, rédacteur en chef du *Républicain du Rhin*, journal de Colmar :

1° La Société alimentaire n'est pas une société de commerce, car les aliments qu'elle prépare ne sont pas vendus au public, ils ne peuvent profiter qu'aux associés eux-mêmes ;

2° C'est une société de secours mutuels, les associés ayant mis leurs fonds en commun pour se procurer une alimentation plus saine

et moins coûteuse. C'est aussi une société de morale et de tempérance, car elle appelle des citoyens à manger dans des réfectoires où règnent un ordre et une décence admirables et où l'abus de la boisson est matériellement impossible à cause de la limitation du nombre et du volume des rations ;

« 3° Ce n'est pas une institution municipale, car cette institution n'est pas au compte de la commune. Elle a un caractère privé, seulement elle est patronnée et temporairement subventionnée par la commune. Si le Maire intervient dans la nomination des employés salariés, c'est pour donner à ceux-ci une position plus propre à commander le respect.

La réalisation de son projet devait amener à Taulier des difficultés sans nombre.

« Tant qu'il se contenta de conseiller, de soutenir, d'étudier les associations de secours mutuels grenobloises, les choses marchèrent sans encombre ; mais du jour où il voulut faire œuvre de novateur, en créant cette *Pension alimentaire* qui, à l'origine, dit M. J. de Beylié, provoqua autant de colères et de curiosités qu'elle a, depuis, excité d'admiration, les difficultés de toutes natures surgirent de toutes parts. »

De leur côté, certains petits commerçants, bouchers, boulangers, épiciers, aubergistes, cafetiers, se trouvant lésés dans leurs intérêts par l'ouverture d'un établissement dont la concurrence était redoutable pour eux, cherchèrent, par leurs protestations et leurs intrigues, à entraver cette fondation « si utile au point de vue général ».

Tout ce monde, sciemment ou inconsciemment, se ligua contre Taulier, essayant de soulever l'opinion publique par des bruits mensongers ou exagérés, par de perfides articles de journaux.

Pour bien comprendre l'effort fourni, dans ces circonstances, par Taulier, il ne faut pas perdre de vue les multiples obligations auxquelles il avait à faire face. Il n'en négligea aucune, ni celles du maire, ni celles de l'avocat, ni celles du professeur, il se contenta de se surmener.

Bien que l'Association alimentaire n'ait pas été créée de toutes pièces par Taulier, en ce sens qu'il n'a pas eu à en inventer tous

les détails, puisqu'il s'agissait seulement de reproduire à Grenoble, avec les adaptations et perfectionnements nécessaires, une institution qui fonctionnait déjà à Genève, il n'en eut pas moins un travail matériel énorme à accomplir, car tout roulait sur lui. Cinq mois lui suffirent pour mener à bien son entreprise.

C'est le 29 juillet 1850, à son instigation, sur l'assurance qu'un établissement semblable fonctionnait à Genève, que le Conseil municipal vota le principe de la création d'une Pension alimentaire, donnant en même temps à Taulier mission de se rendre à Genève, avec une commission de quatre membres. Faisaient partie de cette commission, M. Arnaud et M. Sestier, depuis président de Chambre à la Cour d'appel et mort en 1898, président du Comité d'administration de la Pension alimentaire.

Le Conseil municipal envoyait F. Taulier en Suisse « afin d'étudier par lui-même tous les détails d'organisation de la Société alimentaire fonctionnant à Genève et de rendre ainsi plus facile et plus prompte l'organisation projetée à Grenoble ».

Taulier partit le 2 août, il était de retour le 12 du même mois, et, dès le 14, déposait son rapport, qui fut lu au Conseil municipal et publié en un petit fascicule in-32, devenu fort rare.

A la lecture de ce document, par ce qui s'y trouve relaté autant que par ce qu'on devine entre les lignes, on est frappé de la conscience minutieuse avec laquelle Taulier s'est acquitté de son mandat.

Le Maire de Grenoble, dès son retour, se remit au travail. Les notes rapportées furent méditées pour savoir ce qu'il convenait d'imiter servilement, ce qui devait être modifié en vue d'un progrès à réaliser ou d'une meilleure adaptation aux besoins locaux.

Puis il fallut intéresser la population au projet formé. De là des affiches, des circulaires, des assemblées générales des personnes sympathiques à l'œuvre. Il fallut rédiger des statuts et les faire voter. Tout ce qui, dans ces travaux, comportait une rédaction ou une démarche auprès des personnes retombait sur Taulier.

« Pour installer la Pension alimentaire, il fallait de l'argent et un local. On évaluait à 5,000 francs la somme nécessaire pour l'achat du matériel et l'on n'avait rien : les souscriptions attendues ne pouvant être recueillies avant un certain délai. Quant au local, on l'avait choisi : c'est celui que l'Association occupe encore, dans les bâtiments achetés par la Ville aux religieuses ursulines ; mais, à cette époque, la Ville, bien qu'en pourparlers avec les sœurs, pour cette acquisition, n'était pas encore entrée en possession régulière de l'immeuble, et, d'autre part, elle ne pouvait traiter régulièrement avec l'Association alimentaire, pour la location, qu'à la suite de l'accomplissement de formalités administratives qu'on prévoyait devoir être assez longues.

« Pour tourner cette double difficulté, Taulier commit une double imprudence : il fit voter par le Conseil municipal une somme de 5,000 francs destinée à fournir aux fondateurs les avances nécessaires et, sans attendre que le traité passé avec les Ursulines fût devenu définitif, d'accord avec celles-ci, se passant, pour le moment, sur ce point comme sur l'autre, de toute approbation préfectorale officielle, il autorisa l'installation provisoire de l'Association dans le local qui lui était destiné. » (*Frédéric Taulier. — Le Sociologue. — Le Philanthrope*, par J. de Beylié, 1896.)

Nous verrons bientôt qu'on fit payer cher à Taulier ces deux irrégularités, dès que la Préfecture eut intérêt à recourir à des mesures de rigueur contre lui.

Le préfet, M. de Chapuys-Montlaville, qui, jusqu'alors, dans ses lettres, avait adressé de chaleureux éloges à Taulier, pour le rôle humanitaire qu'il remplissait, devint tout à coup ombrageux pour des considérations auxquelles la politique n'était pas étrangère. Il prit prétexte de ce que, dans la nouvelle création, « certaines floritures bureaucratiques » avaient été omises, et fit sentir au Maire tout le poids de son pouvoir, en le suspendant d'abord, en le faisant révoquer ensuite. (Nous consacrons, sous le titre *Incident F. Taulier*, un chapitre spécial concernant les événements qui suivirent la révocation du maire de Grenoble.)

Entre temps, Taulier commandait le mobilier approprié, la

batterie de cuisine, le linge, etc., non par procuration, mais en intervenant personnellement. « Il se faisait policier pour les besoins de la cause, et rendait des arrêtés détaillés, visant la frappe des jetons de l'Alimentaire, afin d'en empêcher toute reproduction frauduleuse ; le savant professeur se fit même cuisinier ou peut s'en faut.

« Et ce n'est pas sans être sincèrement ému de cette constatation, déclare M. J. de Beylié, que j'ai retrouvé, dans les archives municipales, une note où le doyen de la Faculté avait, de sa propre main, établi la recette d'un potage de 10 centimes et le décompte de son prix de revient. »

Le 5 janvier 1851, l'Association alimentaire, dont la fondation avait été votée le 29 juillet précédent, ouvrait ses portes.

On fêta cette inauguration par un banquet auquel prirent part les membres du Conseil municipal, les présidents et présidentes des Sociétés de secours mutuels de Grenoble ; il y avait en tout deux cent vingt convives.

F. Taulier prononça un remarquable discours, dans lequel il expliquait le but de la nouvelle société et les avantages que devait retirer la classe ouvrière de cette fondation.

Le premier président de l'Association fut M. Louis Penet, et M. Blandin fils occupa le secrétariat de la commission.

On confia la direction effective de l'établissement à M. Pousielgue et l'économet à M. Th. Moulin.

Dès l'année même de son installation, l'Association alimentaire reçut 1,500 adhérents ou associés honoraires.

L'Association alimentaire fut chargée de l'alimentation de l'internat de l'École professionnelle, dont les locaux étaient et sont encore contigus aux siens.

Tableau des jetons rentrés aux divers guichets de 1851 à 1855 :

1851 —	882.252 jetons valant	85.811 fr. 80
1852 —	947.275 — —	92.441 95
1853 —	1.132.203 — —	113.203 60
1854 —	1.238.325 — —	122.300 ,
1855 —	591.367 — —	58.173 ,

(Arch. départementales, dossier spécial.)

Aux sommes dépensées par la clientèle ouvrière, et consti-

tuant les principales ressources de l'établissement, il faut ajouter, conformément aux prévisions de Taulier (voir sa broch. sur ce sujet publiée en 1850, à la page 8), les subsides des membres honoraires et le prix de la vente aux personnes charitables et aux œuvres de bienfaisance de jetons représentant des aliments destinés à être distribués aux indigents à titre d'aumône.

L'étonnement fut considérable quand on vit une Association alimentaire née viable et prospérant, qui, dès les premiers mois, réalisait des bénéfices. La nouvelle se répandit de proche en proche par la voie de la presse. Tous les journaux de France s'en emparèrent, aussi bien les grands journaux de Paris que ceux de province, et bientôt de toutes parts affluèrent les demandes de renseignements. Il en arrive encore tous les jours. Dans les archives municipales ou départementales seulement, nous en avons relevé plus de quatre-vingts émanant des préfets ou des maires, quelques-unes venant de l'autre côté de nos frontières, de Milan, de Pavie, de Lausanne, de Sarrebruck, de Bruxelles.

De tous côtés, on essaya de fonder des institutions semblables, et si le succès n'a pas été partout le même « c'est parce qu'on n'a pas eu partout la même habileté ni la même prudence ». Telle est du moins l'opinion émise sur ce point par Jules Simon, dans son célèbre ouvrage intitulé *l'Ouvrière*, où il vient, par ce témoignage si autorisé, couronner tous les hommages provoqués par l'œuvre de Taulier.

C'est un grand honneur pour ce dernier, c'en est un aussi bien grand pour la ville de Grenoble d'avoir été ainsi placée, une fois de plus, en évidence, d'une façon éclatante, pour ses institutions sociales.

Taulier, pendant dix ans, eut le bonheur intime de voir son œuvre progresser, prospérer et lui valoir chaque jour de nouvelles marques d'approbation et de reconnaissance. Ce fut sa récompense et sa consolation, il le dit en maint endroit.

L'Association alimentaire de Grenoble a rendu les plus grands services depuis ses débuts, elle continue, toujours avec succès, son œuvre de bienfaisante économie sociale.

Incident Frédéric Taulier.

Conflit entre le Maire de Grenoble et le Préfet de l'Isère.

— L'Association alimentaire réussissait au delà des espérances. Ce fut le moment où les cabales menées contre l'œuvre de Frédéric Taulier commencèrent à produire leur effet.

On faisait courir le bruit que l'Association de Genève, qu'on voulait copier, venait de sombrer, ce qui était inexact (il ne fallut rien moins qu'une lettre du chef de la Municipalité genevoise pour démentir cette fausse nouvelle); on murmurait que l'Association ne répondait pas à son but, que la nourriture y était au moins aussi chère, sinon plus, qu'en famille ou au restaurant; que cette institution diminuait l'importance du rôle de la femme dans le ménage; qu'elle mettait le désordre dans les familles; qu'elle ruinait le petit commerce *qui songeait déjà à abandonner la ville*; que ce n'était pas l'ouvrier qui fréquentait l'Association, mais le petit bourgeois, etc...

Un collègue de Taulier à la Faculté de Droit, M. Quinon, se fit même l'interprète de ces bruits malveillants, dans un long article paru dans *l'Ami de l'Ordre*, à la date du 3 février 1851.

Dans la journée, le Maire de Grenoble envoyait une réfutation complète au journal. Cette réponse fut publiée le lendemain 4 février. Taulier établissait, dans sa lettre, l'exagération des accusations portées et l'utilité d'une œuvre appréciée par les véritables intéressés, les ouvriers, qui s'y portaient en foule, parce qu'ils y trouvaient leur compte, au point de vue du prix et de la qualité des aliments. Il montrait que le rôle de la femme ne serait nullement diminué parce qu'elle ferait un peu moins de cuisine et pourrait ainsi s'occuper davantage de son mari et de ses enfants; il plaisantait sur l'émigration annoncée des petits commerçants.

« Après tout, disait en terminant F. Taulier, il n'y a pas d'institution utile qui ne froisse transitoirement quelques intérêts. Ce qui importe à une institution, c'est qu'elle soit utile au plus grand nombre. Tel est le but que s'est proposé l'Association alimentaire; tel est le bienfait qu'elle réalise chaque jour d'une

manière évidente pour tous ceux qui ont pris la peine de venir la voir fonctionner.

« Parlerai-je maintenant du spectacle édifiant que présentent ces ouvriers venant convertir en jetons le produit de leur semaine, dont ils étaient disposés, peut-être, à faire un mauvais usage, et avouant qu'ils doivent la pensée de cette salutaire précaution aux conseils même de leurs femmes que M. Quinon représente comme déshéritées désormais de toute influence? Dirai-je combien de personnes viennent acheter des aliments avec des jetons qu'ils doivent à la bienfaisance d'un souscripteur, sans que nul se doute de cette pieuse origine? Mais c'en est assez. La Société alimentaire fonctionne et fonctionnera. Les services qu'elle rend chaque jour, mieux compris par ceux qui en profitent, seront la meilleure des réponses à ceux qui la jugent d'autant plus sévèrement qu'ils n'ont pas besoin d'elle. »

La polémique engagée avait pris fin quand éclata un grave conflit entre le créateur de l'Association alimentaire et l'administration préfectorale.

Du 20 au 22 février, des lettres très vives furent échangées entre Taulier et M. de Chapuys-Montlaville. Ce conflit était d'autant plus extraordinaire qu'il fut absolument inattendu.

Il résulte de lettres du Préfet, conservées dans les papiers de la famille Taulier, que les rapports entre les deux personnalités avaient été jusqu'alors excellents.

Le Préfet se plaignait de certains propos tenus par Taulier dans une réunion officielle et qu'on lui avait rapportés; il se plaignait surtout des irrégularités commises par le Maire, en ce qui concerne la fondation de l'*Alimentaire*, la prise de possession du local, le vote des crédits nécessaires et leur emploi avant toute autorisation préfectorale. Il rappelle le Maire au respect de la hiérarchie et de la loi.

De son côté, le Maire critiquait la négligence des bureaux de la Préfecture, qui, saisis, en temps voulu, de tous les documents nécessaires, les laissèrent dormir, pendant plusieurs mois, dans les cartons, malgré l'urgence et la simplicité de l'affaire; il défendait la légalité de ses actes; il se retranchait derrière sa dignité et invoquait l'indépendance qui convenait à sa magistrature.

Suspension et révocation de M. F. Taulier. — Cette correspondance fut suivie, dès le 27 février, de l'arrêté suivant :

Nous, Préfet de l'Isère,

Vu les délibérations prises par le Conseil municipal de la ville de Grenoble, les 29 juillet, 14 août, 11 décembre 1850 et 11 janvier 1851, portant institution de la *Société alimentaire* et affectation de différents crédits pour l'installation et les autres besoins de l'établissement :

.....

Attendu que M. le Maire de la ville de Grenoble a mis à exécution les délibérations du Conseil municipal des 29 juillet et 14 août, relatives à l'organisation de l'*Association alimentaire*, sans les avoir soumises au préalable à notre approbation ;

Attendu qu'il a fait exécuter des travaux pour une somme de 24,000 francs, dans les bâtiments de Sainte-Ursule, avant que l'échange de ces bâtiments contre ceux de Sainte-Marie-d'en-Haut, conclu provisoirement entre la Ville et les Dames de Sainte-Ursule, ait été approuvé par le Gouvernement ;

Attendu que les travaux dont il s'agit ont été ordonnés et entrepris sans devis et sans adjudication publique dûment approuvés et sans autorisation pour les faire exécuter en régie ;

.....

Attendu qu'il s'est adressé au corps des officiers de la garde nationale réuni officiellement, corps armé qui, dans aucune circonstance, ne peut délibérer, ni être appelé à apprécier les actes d'administration ;

.....

Attendu que M. le Maire de Grenoble, par sa lettre en date du 20 février, a transmis à M. le Colonel de la garde nationale, sans motif utile, une pétition de M. Desgranges, contenant des paroles blessantes pour les chefs honorables de la garde nationale, et qu'ainsi il a provoqué l'irritation des citoyens les uns contre les autres ;

Attendu que cette communication s'explique d'autant moins qu'elle a eu lieu après une année et lorsque l'affaire était entièrement consommée ;

Attendu que cette lettre, livrée à la publicité, a été l'objet de déclamations passionnées et injurieuses contre le Gouvernement ;

.....

Considérant que si, jusqu'à présent, nous avons usé de tolérance, espérant que nos avertissements suffiraient pour décider M. le Maire à entrer dans une voie plus conforme à la hiérarchie et à la légalité, sa correspondance et les deux derniers faits de la lettre au colonel de la garde nationale et de l'allocution à l'Hôtel de Ville nous ont enlevé cet espoir,

.....

Arrêtons :

Art. 1^{er}. — M. Frédéric Taulier, maire de Grenoble, est suspendu de ses fonctions.

Art. 2. — Le présent arrêté sera adressé à M. le premier Adjoint qui demeure chargé d'en assurer l'exécution et de le faire notifier à M. Taulier.

Grenoble, le 27 février 1851.

Signé : CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Cet arrêté de suspension fut bientôt complété par un décret de révocation dont voici la teneur :

DÉCRET DE RÉVOCATION.

Au nom du Peuple Français,
Le Président de la République,
Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur ;
Vu l'article 10 du décret du 3 juillet 1848,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le sieur Taulier (Frédéric), maire de la ville de Grenoble, département de l'Isère, est révoqué.

Art. 2. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Élysée national, le 13 mars 1851.

Signé : L.-N. BONAPARTE.

Manifestations diverses. — Le Conseil municipal reçut communication de l'arrêté de suspension dans sa séance du 5 mars. Le décret de révocation fut officiellement porté à sa connaissance dans la séance du 21 mars.

Taulier n'assistait pas à la première de ces séances, mais il était présent à la seconde et demanda la parole, après la lecture du décret, pour faire la protestation suivante :

MESSIEURS,

Je n'ai pas assisté à la séance dans laquelle a été lu l'arrêté de M. le Préfet qui me frappait de suspension. Vous aviez à discuter sur la mesure qu'il importait de prendre en vertu de la solidarité que vous reconnaissiez entre vous et moi. Vous avez compris quelle raison de convenance m'a tenu éloigné de cette discussion. Aujourd'hui il vient de vous être donné lecture du décret du Président de la République qui prononce ma révocation. Vous n'avez pas été libres, précédemment, dans l'expression de vos sentiments qui, pleine et entière, aurait pu amener la dissolution du Conseil. Que dirions-nous désormais? Qu'il me soit permis seulement de proclamer que j'emporte les sympathies de la presque unanimité d'entre vous et celles de la très grande majorité de la population.

C'est là une conviction dont je me parerai toute ma vie avec une légitime fierté.

Ces paroles furent insérées au procès-verbal sans commentaires, comme l'avaient été l'arrêté de suspension et le décret de révocation.

La révocation de F. Taulier ne fit qu'augmenter la popularité, déjà très-grande, dont le Maire de Grenoble jouissait auprès de ses concitoyens.

Un certain nombre d'ouvriers, qui profitaient des bienfaits de l'Association alimentaire, voulurent se rendre auprès de M. Taulier pour le remercier de ses efforts en faveur de la population des travailleurs et lui exprimer les regrets que leur avait fait éprouver sa révocation.

Il fut entendu qu'on se réunirait le dimanche 23 mars, entre huit et neuf heures du matin; que le chiffre des manifestants

ne dépasserait pas deux cents et qu'enfin la place de la « Constitution » serait le lieu du rendez-vous.

L'administration préfectorale prévenue de cette démonstration « qui pourrait amener, déclarait la police, des troubles très-graves », demanda le concours de l'autorité militaire. On prit des mesures de précaution et le commandant en chef des 5^e et 6^e divisions militaires, le général Castellane, ordonna de « consigner toutes les troupes de la garnison de Grenoble pour empêcher, par la force, ce mouvement séditieux ».

On enjoignit, d'autre part, aux citoyens du comité d'organisation de s'abstenir de « former des attroupements » et d'éviter toute manifestation « socialiste ou démagogique ».

La démonstration projetée n'eut pas lieu. F. Taulier reçut cependant la visite d'un petit groupe de travailleurs, délégués par leurs camarades, qui apportaient à l'ancien Maire « l'expression de la profonde gratitude et l'assurance du dévouement de la classe laborieuse ».

Le lendemain lundi, le général Castellane télégraphiait :

Lyon, 24 mars 1851, 9 heures du matin.

*Le général Castellane à Messieurs les Généraux et Préfets
des 5^e et 6^e divisions militaires.*

Une manifestation annoncée à Grenoble en faveur du Maire révoqué, Taulier, n'a pas eu lieu. Toutes les mesures avaient été prises pour l'empêcher.

Toujours inquiétude dans les esprits et tranquillité à la surface de mon commandement.

M. J. Arnaud, maire de Grenoble. — Le 4 avril, M. Joseph Arnaud, adjoint, fut nommé maire de Grenoble, en remplacement de M. F. Taulier.

Issu d'une famille d'ouvriers, ouvrier maçon lui-même au début de sa carrière, M. Joseph Arnaud, grâce à son labeur, son intelligence, était parvenu, en peu d'années, à travailler pour son compte. Patron, il n'hésita pas à se lancer dans de grandes

entreprises qu'il sut mener à bonne fin; l'État lui avait confié la construction d'une partie des fortifications et l'édification des nouveaux forts Rabot et de la Bastille.

A l'Assemblée nationale : interpellations de MM. Saint-Romme, Farconnet et Crépu. — L'état de siège avait été proclamé à Grenoble et dans le département de l'Isère depuis plus de deux ans, par application des lois du 13 juin et du 9 août 1849, en vertu d'une mesure ayant englobé simultanément les cinq départements dépendant de la 6^e division militaire, par la crainte de voir les désordres survenus à Lyon se reproduire dans la région environnante. Aucun fait grave n'avait été signalé dans le département de l'Isère. Celui-ci ne fut frappé que « pour crime de voisinage », suivant l'expression de l'un des interpellateurs.

« Cette situation avait permis à l'autorité préfectorale et à l'autorité militaire de sévir, dans certains cas, avec une rigueur particulière, ce qui amena les protestations d'une population au demeurant assez paisible, victime d'un régime d'exception. » De là l'interpellation adressée par MM. Saint-Romme et Farconnet aux Ministres de la Guerre et de l'Intérieur, dans la séance de l'Assemblée nationale du 14 mai 1851.

L'intervention des députés de l'Isère, dans cette circonstance, avait surtout pour cause la révocation du Maire de Grenoble, mais elle visait aussi tout un ensemble de faits parmi lesquels figuraient notamment la suppression du journal *le Patriote des Alpes* et la suspension du colonel de la garde nationale.

Pour ne pas sortir de la question, tout en conservant leur physionomie aux débats portés à l'Assemblée nationale, nous ne ferons mention, dans les divers discours prononcés, que des parties concernant la révocation de Taulier.

Extraits du procès-verbal de la séance de l'Assemblée nationale législative du 14 mai 1851, séance présidée par le général Bedeau, vice-président.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle les interpellations de MM. Saint-Romme, Crépu et Farconnet, aux Ministres de l'Intérieur

et de la Guerre, concernant l'état de siège dans le département de l'Isère.

La parole est à M. Saint-Romme.

M. SAINT-ROMME. — J'arrive à d'autres faits qui sont également d'une haute gravité. Ces faits sont *la révocation du Maire de Grenoble*; un fait qui s'est produit depuis, le désarmement de la garde nationale, et enfin la suspension du journal *le Patriote des Alpes*.

Je veux éviter toute équivoque. Je reconnais le droit du Gouvernement de révoquer un maire; mais les motifs tombent sous notre appréciation, et ce sont les motifs de cette suspension que je viens dénoncer à l'Assemblée.

Le maire de Grenoble a été suspendu par un arrêté du préfet; là sont énumérés les motifs de la suspension.

Ils remplissent plus de deux pages.

Je ne veux en citer que quelques-uns.

M. Saint-Romme discute les différents motifs que nous avons déjà reproduits, par lesquels M. de Chapuys-Montlaville avait appuyé son arrêté de suspension.

. . . . Eh bien ! aujourd'hui, continue le représentant de l'Isère, ces irrégularités de M. Taulier, qui étaient une nécessité de sa position, sont devenues l'une des causes de la destitution du maire. Mais, c'est au préfet lui-même que ces irrégularités doivent être attribuées. Dès le 17 juillet, le maire a remis au préfet le dossier de l'échange de bâtiments avec les religieuses. Le préfet l'a retenu cinq mois dans son cabinet et ne l'a adressé au ministre que le 21 décembre. Je ne prétends pas qu'il y ait eu calcul, mais y avait-il loyauté de la part du préfet, en exploitant contre le maire les conséquences de sa propre négligence ? Si l'un des deux administrateurs avait rempli son devoir, c'était le maire qui avait exposé sa responsabilité pour sauver l'intérêt de ses administrés, et non pas certainement le préfet, qui avait aggravé les entraves, déjà si lourdes, de la centralisation administrative.

Mais, passons au fait qui a réellement déterminé la suspension.

Un garde national était de faction à la préfecture, il abandonne son poste. Le garde national est traduit devant le conseil de disci-

pline, il est condamné à douze heures de prison. En se retirant, il insulte les juges, qui n'en tiennent pas compte; puis, de retour chez lui, il forme une demande en grâce dont il envoie une copie certifiée conforme.

Voici les termes de cette demande :

« Prince (*rires à gauche*), par jugement du 31 janvier, le conseil de discipline de la garde nationale de Grenoble m'a condamné à douze heures de prison; je viens vous demander la remise de cette peine; les chefs de la garde nationale et nos douze représentants montagnards ont les mêmes tendances; ils ont voulu molester en moi un citoyen dévoué à la cause de l'ordre et des vraies libertés. Marchez, Prince, d'un pas ferme et sûr à vos hautes destinées. » (*Nouveaux rires à gauche.*)

Eh bien ! Messieurs, une pareille demande en grâce a obtenu un plein succès; la grâce a été accordée.

Le maire de Grenoble, quand M. le Préfet la lui a notifiée, a dû, à son tour, la notifier au colonel de la garde nationale; le colonel ne pouvait, ne devait pas se dispenser de s'informer des motifs qui avaient fait accorder l'impunité au factionnaire qui désertait son poste; avec cette impunité, il n'y avait plus de discipline possible (*mouvement à droite*). Le maire lui fait connaître la demande en grâce, et le colonel la livre, par la publicité, au jugement de l'opinion.

Voilà, Messieurs, le véritable motif de sa suspension. Ici, permettez-moi quelques réflexions. Pour qui gouverne-t-on ? pour le pays ou pour une personne ? Si c'est pour le pays, la première loi du Gouvernement, c'est la publicité. Si c'est pour une personne, cette loi est mauvaise. Mais, en présence du fait de cette grâce, je demande à M. le Ministre de l'Intérieur si le Gouvernement veut dissoudre, par l'indiscipline, les gardes nationales dont il ne prononce pas la dissolution par décret; ou bien encore s'il a voulu récompenser l'outrage d'un condamné à ses juges, ou encore s'il a voulu payer ses autres paroles, qui sont à la fois une adulation servile et un encouragement à un parjure.

A gauche. — Très bien, très bien.

M. SAINT-ROMME. — Les choses n'en sont pas restées là. Après la révocation du maire est venue la suspension du colonel de la garde nationale et le désarmement de cette garde.

Le maire qui succédait au maire destitué se trouvait dans une position difficile. Le maire destitué emportait les regrets de ses concitoyens, et celui qui le remplaçait ne pouvait jamais, quoi qu'il fût, être que le maire de l'état de siège.

Suit une dissertation sur les agissements de M. J. Arnaud, successeur de F. Taulier, dans les fonctions de maire de la ville de Grenoble et sur la suspension du journal *le Patriote des Alpes*, discussion par laquelle M. Saint-Romme termine son discours.

.....

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — Je me hâte d'aborder un côté plus sérieux, en apparence, de cette interpellation. Je veux parler d'abord de la suspension, bientôt suivie de révocation, de l'ancien maire de Grenoble.

Messieurs, j'essaierai de vous dire les faits simplement, pour ne pas accabler cette Assemblée de détails inutiles et pour ne pas prolonger ce débat.

M. le Maire de Grenoble s'était jeté dans une entreprise qui, je ne crains pas de le dire, avait un caractère fort peu municipal.

Une association alimentaire s'était formée à Grenoble, dans le but de procurer à diverses personnes des aliments à meilleur marché; c'est là un commerce parfaitement licite, lorsque l'association reste libre et se renferme dans la sphère de l'intérêt privé; mais quand un magistrat, placé à la tête d'un corps municipal, prend sous sa protection spéciale une entreprise du même genre, il abuse de son pouvoir, il porte atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie; les fonds perçus sur tous les contribuables de la commune, pour servir un intérêt général, il en use au profit d'un intérêt particulier, si respectable qu'il soit, je dis un intérêt particulier.

C'est par suite de cette préoccupation fâcheuse et qui s'écartait du mandat conféré par la loi et par l'autorité au maire de Grenoble, qu'il a commencé par concéder gratuitement un local à l'*Association alimentaire*, et puis il s'est livré, dans le même intérêt, à une série d'opérations pour lesquelles il s'est dispensé des règles qui sont prescrites par la loi; sans l'autorisation du préfet ni du ministre, et en dehors de toute adjudication, les travaux ont été donnés « sous le

manteau de la cheminée », passez-moi cette expression qui est ici à sa place, à deux membres du Conseil municipal.

.....

Une simple réflexion sur ce débat. Quelle est la grande difficulté du temps comme le nôtre? Nous sortons d'une révolution, nous aspirons à un gouvernement régulier (*chuchotements, — légères rumeurs à gauche*), nous travaillons à le fonder, au milieu de toutes les divisions des partis, nous voulons faire prévaloir l'autorité de la loi.

L'autorité de la loi se reconnaît surtout à l'observation des règles hiérarchiques; elle se reconnaît à l'harmonie des fonctionnaires; elle se reconnaît à ce symptôme, que les fonctionnaires inférieurs respectent le pouvoir des fonctionnaires supérieurs, ne le mettent pas en question et n'apprennent pas la désobéissance à la foule. (*Vive approbation sur les bancs de la majorité.*)

Eh bien! cette règle élémentaire, cette règle fondamentale du repos public, de toute administration, de tout ordre social, le maire de Grenoble y a manqué; le préfet n'a fait que l'y rappeler en le suspendant, et le Gouvernement confirme cette décision provisoire en prononçant la révocation. Le Conseil d'État a été consulté, c'est son jugement que vous attaquez. (*A droite : très bien, très bien! — Mouvements prolongés en sens divers.*)

M. DUPONT (de Bussac). — Ce n'est pas exact, il n'y a pas de Conseil d'État dans tout cela.

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — Je passe à un autre ordre de faits.

Le Ministre achève son discours par de longues considérations sur la suspension du colonel de la garde nationale et sur la suppression du journal *le Patriote des Alpes*.

.....

M. FARCONNET. — L'orateur débute par une discussion sur la suspension du *Patriote des Alpes*, puis il en vient à la question Taulier.

Le discours du député de l'Isère est, pour ainsi dire, une réédition de celui de M. Saint-Romme.

M. Farconnet conclut ainsi :

Taulier a-t-il été révoqué pour les propos auxquels on a fait

allusion ? Ce serait une affaire de commérage. Du reste, ces propos ont été niés par lui. A-t-il été révoqué pour sa correspondance ? Sa correspondance nous l'avons sous les yeux. La correspondance de M. le Maire de Grenoble est digne et parfaitement convenable.

La raison de la révocation, je vais vous la dire : c'est la même raison qui a fait supprimer le journal : la fameuse supplique avait été communiquée par le maire de Grenoble au colonel de la garde nationale : « La Société du 10 décembre avait à se venger et à se débarrasser. » Voilà la raison de la révocation ; il n'y en a pas d'autre. Et ce qui le prouve, c'est que l'arrêté de suspension laisse échapper ce motif dans son dernier considérant ; c'est souvent dans le dernier considérant qu'il faut chercher la pensée du dispositif (*rires approbatifs à gauche*).

M. CHARRAS. — C'est comme le post-scriptum des dépêches télégraphiques.

M. FARCONNET. — Reste le troisième fait, la suspension du colonel de la garde nationale de Grenoble et ce qui s'en est suivi : le désarmement de cette garde nationale.....

Suit la discussion relative à ce sujet.

M. FARCONNET. — Nous avons l'honneur de vous proposer un ordre du jour en vue de ce résultat : *levée de l'état de siège du département de l'Isère et de ses suites.*

PLUSIEURS MEMBRES. — Lisez ! lisez !

M. FARCONNET. — « L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à prendre en sérieuse considération les faits qui viennent d'être signalés relativement à l'état de siège dans le département de l'Isère et passe à l'ordre du jour. » (*Marques nombreuses d'assentiment à gauche.*)

L'orateur, en retournant à son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de ses collègues du côté gauche.

M. Crépu s'abstient de prendre la parole.

M. Francisque Bouvet se dirige vers la tribune.

M. LE PRÉSIDENT. — L'Assemblée a entendu la lecture de l'ordre du jour proposé par M. Farconnet.

M. TASCHEREAU ET QUELQUES AUTRES MEMBRES. — Nous demandons l'ordre du jour pur et simple.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour pur et simple a la priorité, je le mets aux voix.

L'Assemblée consultée prononce l'ordre du jour pur et simple.

Une vive agitation succède à ce vote. La séance reste suspendue pendant dix minutes.

Déclaration de Taulier au Conseil municipal. — Les passions politiques qui agitaient alors l'Assemblée nationale, dit M. J. de Beylié, le distingué historiographe de F. Taulier, ne permettaient pas d'attendre un autre résultat de l'intervention des députés de l'Isère en faveur du Maire de Grenoble. Après cette suprême tentative de réhabilitation au point de vue administratif, il ne restait plus à Taulier qu'à en appeler à l'opinion publique. Dans ce but, il fit à la séance du Conseil municipal, en date du 19 mai 1851, une dernière protestation ayant pour objet de réfuter certaines insinuations du Ministre de l'Intérieur qui l'émurent plus particulièrement, parce qu'elles touchaient à son honneur d'honnête homme.

On trouvera ci-dessous les paroles prononcées par Taulier à la séance du Conseil municipal du 19 mai 1851 :

MESSIEURS,

Dans la séance de l'Assemblée nationale du 14 de ce mois, M. le Ministre de l'Intérieur, répondant aux interpellations de M. Saint-Romme sur ma révocation, a prétendu qu'en ma qualité de maire de Grenoble, j'avais fait exécuter des travaux considérables par *deux conseillers municipaux, sous le manteau de la cheminée*.

C'est une erreur grave et une imputation qui peut conduire à des interprétations fâcheuses pour moi, pour deux de mes collègues et même pour le Conseil tout entier. Or, vous savez, Messieurs, que les travaux dont il s'agit ont été confiés, non pas à deux conseillers municipaux, mais au neveu d'un conseiller municipal, opérant pour

son propre compte et que sa qualité d'ancien adjudicataire de divers travaux intéressant la ville désignait naturellement à mon choix. Ils ont été faits en régie, à cause de leur extrême urgence, mais avec votre autorisation *préalable et formelle*.

M. le Préfet ne pouvait les approuver officiellement, car ils avaient lieu dans des bâtiments acquis par la ville en vertu d'un échange que M. le Président de la République n'avait pas encore sanctionné. Mais M. le Préfet les a sus, connus, tolérés autant qu'il était en lui.


M. le Ministre a dit encore que le Conseil d'État avait été consulté sur ma révocation et que, dès lors, il y avait *jugement*. La vérité est que, d'après la loi, le Conseil d'État n'avait pas d'avis à émettre et qu'il n'en a pas émis, car l'arrêté de révocation qui m'a été notifié vise uniquement le rapport de M. le Ministre de l'Intérieur.

J'ai pensé, Messieurs, qu'il m'appartenait de produire, surtout au milieu de vous, ces courtes observations.

Le Conseil, ayant entendu les observations qui précèdent, décida qu'il en serait fait mention au procès-verbal.

« Ceci fait, dit encore M. J. de Beylié, Taulier poursuivit courageusement ses œuvres philanthropiques, attendant avec confiance de l'opinion publique la justice qui finit par lui être rendue. »

Création du Conseil des Prud'hommes de Grenoble.

 Dans le courant de l'année 1841, la Chambre consultative du commerce et de l'industrie provoquait la création d'un « Conseil prud'homme » dans notre ville.

En 1845, ce Conseil fonctionnait pour les ouvriers des deux principales industries locales, « les peaux et le chanvre ».

Ce tribunal arbitral ne s'occupait exclusivement que des affaires concernant ces deux corps de métier.

Par décret du Président de la République, daté du 16 mars 1851, la constitution définitive du Conseil des Prud'hommes de Grenoble fut établie conformément aux lois et décrets en vigueur.

Les audiences publiques commencèrent le 19 janvier 1852,

dans la salle du Tribunal de commerce, au Palais de Justice.

Ces audiences eurent lieu le deuxième et quatrième jeudi de chaque mois, à 10 heures du matin.

Le premier président du Conseil des Prud'hommes fut M. E. Douron, et le greffier, M. Chabert.

Adolphe Boyer avait fait paraître, en 1841, une brochure fort remarquable sur la création des Prud'hommes.

Les théories exprimées dans cette publication eurent une vive répercussion dans toutes les écoles d'économie sociale, on peut même dire qu'elles préparèrent l'établissement du nouveau tribunal arbitral.

Ministère du 10 avril. — Le Président de la République paraissait, de plus en plus, vouloir être le seul maître et faisait fi des intentions de l'Assemblée. « Résolu à préparer le Coup d'État, il s'entourait d'hommes dévoués à sa cause et sincèrement attachés à sa personne. »

Louis-Napoléon Bonaparte avait choisi un nouveau Ministère ; le 10 avril, il remettait aux titulaires des divers portefeuilles la direction des affaires.

Le 11 avril, le Préfet de l'Isère recevait la dépêche suivante du Ministre de l'Intérieur :

Paris, 10 avril, 4 heures et demie soir.

Le Ministère vient d'être constitué ; en voici la composition :

MM. Rouher, ministre de la Justice ; Baroche, Affaires étrangères ; Chasseloup-Laubat, Marine ; Faucher, Intérieur ; Buffet, Commerce, et Crouseilles, Instruction publique. Achille Fould conserve le portefeuille des Finances ; Magne, celui des Travaux publics, et le général Randon, celui de la Guerre. Tout est calme.

Le lendemain, un autre télégramme annonçait le résultat du vote de l'Assemblée :

Paris, 11 avril, 6 heures et demie du soir.

Le Ministre de l'Intérieur à M. le Préfet Isère.

Le Ministère s'est présenté à l'Assemblée nationale avec un exposé de principes qui a été lu à la tribune par le Ministre de l'Intérieur.

Après cette lecture, on a proposé un ordre du jour motivé qui impliquait un vote de méfiance contre le Cabinet.

L'ordre du jour pur et simple demandé par le Gouvernement a été adopté par 327 voix contre 275.



Anniversaire de la proclamation de la République. —
Le 24 avril, le Préfet de l'Isère adressait aux Sous-Préfets et Maires du département la circulaire suivante :

MESSIEURS,

La loi du 15 février 1849 a voulu que la France honorât chaque année le souvenir de la proclamation de la République par l'Assemblée nationale constituante. Le devoir des dépositaires de l'autorité est de s'associer à cette pensée.

Je vous invite à prendre les dispositions nécessaires pour que, dans la limite des ressources propres à chaque commune, l'anniversaire du 4 mai soit dignement célébré. Vous voudrez bien vous concerter avec l'autorité religieuse pour la cérémonie qui doit appeler la protection divine sur les destinées du pays.

Les autorités judiciaires, administratives et militaires seront conviées à cette cérémonie ; la garde nationale et l'armée devront y être représentées par des députations.

L'exercice de la bienfaisance publique est le plus bel hommage qui puisse être rendu aux souvenirs que rappelle cette solennité. J'approuverai, en conséquence, les propositions des Conseils municipaux qui auraient pour objet les dépenses à faire dans cette circonstance.

Agréez...

Le Préfet de l'Isère,

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

A Grenoble, le troisième anniversaire de la proclamation de la République fut célébré sans démonstration populaire ; les diverses parties du programme établi par les arrêtés préfectoral et municipal furent exécutées ponctuellement.

Comme pour l'anniversaire de la Révolution de février, les citoyens se tinrent à l'écart et il n'y eut pas de réjouissances

publiques. Les Grenoblois ne laissaient passer aucune occasion de protester contre le régime de l'état de siège auquel la ville continuait à être soumise.

Un incident, qui, d'ailleurs, n'amena aucun trouble, avait surgi le matin de la fête. La légion de la garde nationale devait être passée en revue. M. Léon Michal, colonel, ayant fait afficher un ordre du jour où il blâmait la municipalité et l'administration préfectorale, un arrêté, pris immédiatement par le général Partoureaux, suspendit de ses fonctions cet officier supérieur. Le lieutenant-colonel, M. Alezina, fut désigné pour prendre le commandement de la légion. Cette affaire engendra toute une série de complications. (Pour les détails, se reporter au chapitre spécial de la garde nationale.)

Les renseignements parvenus à la préfecture ne mentionnèrent « rien d'anormal dans les communes ».

Les deux dépêches administratives ci-jointes furent communiquées par M. Chapuys-Montlaville, préfet de l'Isère, à M. J. Arnaud, maire de Grenoble.

Paris, 4 mai 1854, 2 heures et demie.

Le calme le plus complet règne dans Paris sur tous les points.

Lyon, 4 mai 1854, 3 heures de l'après-midi.

Le *Te Deum*, la revue, qui était belle, se sont très bien passés. La population s'est montrée silencieuse et respectueuse.

Cercles, clubs et associations de Grenoble

❧ « Les Grenoblois sont nés pour vivre en sociétés », a dit quelqu'un.

En effet, peu de villes en France n'ont possédé et ne possèdent encore une aussi grande quantité d'associations de secours mutuels que notre « vieille cité philanthropique ».

La « sociabilité du travail et de la souffrance » devait nécessairement amener celle « du repos et de l'aisance » ; c'est ainsi qu'on vit se fonder un certain nombre de cercles, de clubs et de sociétés.

Quelques-unes de ces réunions s'occupèrent de politique, mais, en majorité, elles surent conserver « le caractère amical, littéraire et artistique » de leurs débuts.

Sans remonter à une époque lointaine, nous mentionnerons les diverses associations qui, de près ou de loin, participèrent aux multiples événements de notre histoire locale.

Cercle Molliet. — Le 9 novembre 1825, le Préfet de l'Isère autorisait l'ouverture d'un cercle, situé au deuxième étage de la maison à l'angle de la place Saint-André et de la rue du Palais.

L'autorisation spécifiait : « Ce cercle est autorisé pour la lecture des journaux et donner à jouer les jeux autorisés. »

Le cercle de la place Saint-André fut d'abord tenu par M^{me} Perret, femme Richard, qui transmit son établissement à M. Molliet, le 22 novembre 1825.

Cette année-là, le nombre des sociétaires, la plupart étudiants de nos Facultés, s'élevait à soixante-dix.

Le cercle Molliet eut une très longue existence. Il vit passer toutes les générations « d'escoliers » et, malgré l'effervescence de ces jeunes cerveaux, traversa sans encombre le cours des différents régimes politiques.

Le cercle de la place Saint-André cessa de fonctionner il y a quelques années seulement. Son local est aujourd'hui occupé par l'*Association des Étudiants*.

1828. — *Cercle de la place Grenette*, n° 18, tenu par un sieur Constant.

1830. — *Cercle des Tilleuls*.

1833. — *Cercle de la rue Sainte-Claire*, établi dans l'appartement de M. Michal, avocat; ce cercle comptait quatre-vingts membres.

1837. — *Le Cercle de la place Saint-André*, tenu par M. Rey-Giraud, libraire, était situé au premier étage de la maison Duchesne; quatre-vingts sociétaires s'y réunissaient.

Cercle de la rue Neuve. — 1837. — Reconstitué le 8 mai 1842, il comptait alors deux cent quarante membres.

Ce cercle, le plus important de Grenoble, appelé « Cercle du Dauphiné », a transféré ses salons rue Créqui, 20, et rue Saint-Louis, 9.

Cercle Tivollier. — 1842, le 8 mai. — Création du *Cercle Tivollier*, place Saint-André, maison Blanc (ancienne maison Giroud, actuellement secrétariat de la police municipale); il occupait le rez-de-chaussée et le premier étage de l'immeuble. Un arrêté préfectoral du 15 juin suivant en autorisait l'ouverture. Ce cercle comptait soixante adhérents.

La commission était composée de MM. Cotte, commissaire-priseur; Anthoard, avoué; Ferd. Clément, avocat; Margot, banquier; Guillet, banquier; Michal, banquier; Clunet, banquier, et Giroud, notaire.

Cercle de l'Industrie. — Le 12 juillet 1847, l'autorité préfectorale permettait l'inauguration du *Cercle de l'Industrie*, situé dans la maison de M. Calvat, marchand peigneur de chanvre.

Le président du cercle était M. Navizet fils. La commission se composait de MM. Calvat, Navizet, Bressand, Jouvin et Poulat, tous négociants rue Saint-Laurent.

11 août 1847. — *Cercle du Café de l'Isère*; M. Viallet en était le président et M. Givorgne le tenancier.

21 août 1847. — *Cercle Maréchal*, rue Pérollerie (rue Barnave).

20 novembre 1847. — *Cercle Dauphinois*, rue Pérollerie, maison Barnave; son président était M. Eymard-Duvernay.

Cercle des Amis. — Le 13 février 1848, « un groupe de travailleurs » adressait une pétition au Maire pour que celui-ci donnât un avis favorable à la demande d'autorisation présentée au Préfet, touchant à l'ouverture d'un cercle, sous la dénomination de *Cercle des Amis*.

Monsieur le Maire, disaient les pétitionnaires, les soussignés, domiciliés à Grenoble, ont l'honneur de vous exposer :

Qu'ouvriers pour la plupart, ils désireraient créer un cercle dans lequel ils puissent se livrer à la lecture de journaux et ouvrages, soit littéraires, soit sur des matières concernant les sciences, arts et métiers....

Le Président de la Commission provisoire,
MICHAL, tailleur d'habits, place Grenette, 4.

Société démocratique de l'Isère. — Le 12 janvier 1849, les démocrates de Grenoble réclamaient, à leur tour, l'autorisation de constituer une association, sous le nom de *Société démocratique de l'Isère*. Les démocrates annonçaient, en ces termes, la détermination qu'ils avaient prise de se grouper :

CITOYEN PRÉFET ET CITOYEN MAIRE,

Les citoyens soussignés, convaincus que la République démocratique est le seul gouvernement possible, puisqu'il a pour base l'intérêt de la masse, que, dès lors, tous les vrais démocrates doivent se réunir dans le but de consolider la République démocratique et de la défendre contre les partis qui l'attaquent,

Ont décidé qu'ils constitueront à Grenoble une association intitulée *Société démocratique de l'Isère*

Le Président du Bureau,
L. MICHAL.

Société fraternelle. — Nous trouvons en dernier lieu la formation de la *Société fraternelle de l'Isère*, dont les réunions, souvent secrètes, eurent un but politique.

Le siège de la société était fixé rue Bressieux, n° 5.

Le 18 janvier 1849, cette association reçut l'autorisation de se reconstituer sous la dénomination d'*Association fraternelle des travailleurs démocrates socialistes de l'Isère*.

Les membres de la commission étaient les citoyens Jacquier-Boër, Clapier et Moyet, relieur.

* * *

Le 12 juillet 1851, le Préfet de l'Isère, M. Chapuys-Montlaville, prit un arrêté portant interdiction des cercles, clubs, sociétés et autres réunions publiques. Voici le texte de cet arrêté :

Nous, Préfet du département de l'Isère,

Vu les dispositions du titre IX de la loi des 16-24 août 1790 concernant l'organisation judiciaire;

Vu les lois sur les clubs, en date des 20 juillet 1848, 19 juin 1849, 6 juin 1850 et 21 juin 1851;

Vu les circulaires de M. le Ministre de l'Intérieur des 24 juin 1849 et 30 juin 1851 relatives à l'application des lois précitées sur les clubs et autres réunions politiques;

Vu l'arrêté du 28 juin 1849 par lequel M. le Général de division, commandant supérieur dans la 6^e division militaire, a interdit formellement les banquets dans l'étendue de cette division;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juin 1850 sur les clubs, banquets et autres réunions publiques;

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt de l'ordre public, que nul n'ignore les dispositions réglementaires sur le droit de réunion;

Considérant que les lois ne sont jamais mieux respectées que lorsqu'elles sont exactement connues de tous les citoyens, et qu'il est du devoir de l'autorité supérieure de les mettre, chaque fois que le besoin lui en est signalé, sous les yeux du public,

Arrêtons :

Les clubs, banquets et autres réunions publiques demeurent interdits dans toute l'étendue du département de l'Isère.

Dans le cas où des réunions de ce genre viendraient à se former sans autorisation préalable, l'autorité locale s'y opposerait par tous les moyens légaux; et s'il était passé outre à sa défense, elle devrait dresser procès-verbal contre les délinquants et le transmettre sur-le-champ au procureur de la République du ressort, pour être statué ce que de droit par l'autorité judiciaire. Il nous serait en même temps donné avis de cette mesure.

Inondations dans le département.

Le 31 juillet et les 1^{er} et 2 août, les crues subites de l'Isère et de plusieurs torrents produisirent des inondations sur différents points du département.

Dans le Haut-Grésivaudan, du Tournet à Domène, le sol fut

submergé, les eaux envahirent même certains quartiers du vieux Grenoble.

Dans le Bas-Grésivaudan, les ravages devinrent beaucoup plus considérables; les plaines de Voreppe, de Moirans, de Saint-Quentin, jusqu'à la Rivière, furent inondées.

Le Drac, le long de son parcours, produisit des dégâts appréciables; le Guiers, à Saint-Laurent-du-Pont, et le Bréda, à Allevard, sortis de leur lit, se répandirent dans les terres avoisinantes.

Ces multiples inondations occasionnèrent la ruine de beaucoup de cultivateurs. Des personnes généreuses apportèrent des secours, mais la charité privée était impuissante.

Le Préfet adressa, à la date du 6 août, une circulaire aux Sous-Préfets et Maires de toutes les communes du département, pour les prier de « contribuer aux réparations de ce grand désastre », en ouvrant aux secrétariats des mairies une souscription publique.

D'ailleurs, voici le texte intégral de cette circulaire :

Un immense désastre vient de frapper plusieurs parties du département de l'Isère. Un grand nombre de communes des montagnes ont été ravagées par de monstrueux débordements.

Dans la journée du 31 juillet et des 1^{er} et 2 août, les torrents, grossis tout à coup à la suite des grosses pluies, ont franchi leurs berges et, dans leur course furieuse, ont tout détruit sur leur passage : maisons, usines, moulins, ponts, en un instant, tous ont été emportés. Les champs les plus fertiles ont été couverts de cailloux et de rochers amenés par les eaux. Les récoltes sont anéanties. On évalue la perte à plus de 4 millions.

En présence de telles douleurs, la charité habituelle des populations de l'Isère ne demeure pas stérile. Déjà des souscriptions ont été ouvertes à Grenoble. A Allevard, les baigneurs ont donné 500 francs.

Par arrêté en date de ce jour, je viens de constituer une commission centrale chargée de recueillir les dons et d'en distribuer le montant.

A votre tour, vous voudrez contribuer aux réparations de ce grand désastre. Vous ouvrirez des souscriptions aux secrétariats de vos

mairies. Vous inviterez les habitants de vos communes à apporter leur offrande et à montrer ainsi que les populations de l'Isère sont unies entre elles par les liens les plus sympathiques.

MM. les Curés, les Instituteurs, vous seconderont dans cette mission de charité. Personne, j'en suis certain, ne voudra rester en arrière...

Arrêté :

Art. 1^{er}. — Une Commission de secours, pour les victimes de l'inondation dans l'Isère, est instituée à Grenoble. La Commission choisira des correspondants dans les cantons et les communes victimes du fléau.

Art. 2. — Elle recueillera les dons de la charité privée. Elle les répartira de la manière qu'elle jugera convenable.

Art. 3. — Lorsque les travaux seront terminés, le compte rendu de ses opérations sera porté à la connaissance du public par la voie de la presse.

Art. 4. — Sont nommés membres de la Commission : MM. le Premier Président de la Cour d'Appel, l'Évêque de Grenoble, le Procureur général, le général Partoureaux, le Recteur de l'Académie, le Receveur général des Finances ; Arnaud, maire de la ville de Grenoble ; Barthélemy, commissaire général du 9^e bureau de bienfaisance ; Blanchet, président de Chambre ; Bouvier, commissaire général du 4^e bureau de bienfaisance ; Chaloin, commissaire général du 3^e bureau de bienfaisance ; l'abbé Chambon ; Crozet, membre du Conseil général ; Duhamel, président du Tribunal de commerce ; Dupont-Delporte ; Duport-Lavilette ; Eymard-Duvernay ; Fermaud, pasteur ; Giroud-Perier ; Latour, président du Tribunal civil ; Margot ; Michal-Ladichère ; de Noailles ; Paganon ; Perier (Alphonse) ; Petit ; Pont-de-Gault ; Réal (Gustave) ; Reynaud, avoué ; Sestier, procureur de la République ; Teisseire (Emmanuel) ; Werneth, commissaire général du 1^{er} bureau de bienfaisance mutuelle.

Le Préfet de l'Isère,
CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Cet appel fut entendu. Dans chaque localité, les citoyens « tinrent à honneur d'apporter leur offrande pour secourir les malheureux inondés ».

Le Président de la République, de son côté, adressa au Préfet une somme de 1,000 francs.

En fin de compte, le montant total des souscriptions centralisées à Grenoble s'éleva à 42,468 francs.

Le Complot de Lyon. — La découverte d'un complot à Lyon révéla les progrès du socialisme et l'organisation qu'il s'était donnée. Les ramifications de ce complot allaient jusqu'à quinze départements.

Les minutieuses enquêtes auxquelles s'était livrée la justice établirent la puissance du mouvement « libertaire » et la solidité des bases des associations secrètes qui ralliaient tous les socialistes et les démocrates avancés.

Dans le chapitre spécial que nous consacrons aux sociétés secrètes, nous donnons des renseignements particuliers sur la *Société des Montagnards* et sur celle de la *Jeune Montagne*, dont les chefs avaient été les promoteurs du complot de Lyon.

Le Conseil de guerre, séant dans cette ville, rendit, le 28 août, son jugement.

Furent condamnés :

A la déportation : A. Gent, Ode et Longomazino ; à quinze ans de détention : Montaigut ; à dix ans : Delescluze, Bouvier, Barbut et Daumas ; à cinq ans : J. Gent, Borel, Chevassus, Chamart, Grill, Jean-Louis, Robert, Maistre ; P. Malleva et plusieurs autres, à quelques années de prison ; les principaux accusés condamnés par contumace, furent : de Saint-Prix, Rey, Carrier, Saillans, Lamorthe, Montanier, etc.

Ces condamnations furent accueillies aux cris de « Vive la République ! » ; le Président dut faire évacuer la salle d'audience.

Quelques-uns des conspirateurs étaient Dauphinois ou avaient des liens de parenté avec des familles connues de nos régions.

§ **Démission de quinze Conseillers municipaux de Grenoble.** — Par décret présidentiel du 20 septembre, le Conseil municipal fut dissous. Cette mesure avait été prise à la suite de la démission collective de quinze conseillers. Leur démission avait pour motif « que l'Assemblée s'était vu refuser le droit de proroger les pouvoirs que les Conseillers municipaux tenaient des électeurs ». La détermination des édiles de Grenoble fit grand bruit ; « on voyait là une protestation énergique et sans détour contre la loi du 14 juin 1851 ».

Le 1^{er} octobre, un arrêté préfectoral désigna, pour exercer provisoirement les fonctions d'adjoints à la Mairie de Grenoble : MM. Reynaud (Louis), membre du Conseil général ; Mounier (Henri), banquier ; Penet (Louis), négociant. M. J. Arnaud restait maire.

Remaniement ministériel du 2 octobre. — Les Ministres, appelés aux affaires le 10 avril, à la suite d'un conseil tenu le 14 octobre, au palais de Saint-Cloud, donnèrent leur démission ; Louis-Napoléon Bonaparte, après de longs pourparlers, l'accepta.

Quelques jours après, le 26 octobre, parut la constitution d'un autre Ministère.

Voici la dépêche, adressée au Préfet de l'Isère, annonçant la nouvelle combinaison :

Ministre Intérieur à Préfet Isère.

Paris, 26 octobre.

Le Ministère, définitivement établi, est ainsi composé :

Ministre de la Justice, M. Corbin, procureur général près la Cour de Bourges ; des Affaires étrangères, M. Turgot, ancien pair de France ; M. Charles Giraud, membre de l'Institut, ministre de l'Instruction publique ; de l'Intérieur, M. Tiburce de Thorigny, ancien avocat général près la Cour de Paris ; de l'Agriculture et du Commerce, M. Xavier de Casabianca, représentant du peuple ; des Travaux publics, M. Lacrosse, vice-président de l'Assemblée nationale ; de la Guerre, le général de division Leroy de Saint-Arnaud, com-

mandant la 2^e division de l'armée de Paris ; de la Marine et des Colonies, M. H. Fourtoul, représentant du peuple ; des Finances, M. Blondel, et M. de Maupas, préfet de la Haute-Garonne, était nommé préfet de police, en remplacement de M. Carlier.

La situation avant le 2 décembre. — Le 4 novembre, le Prince-Président adressait aux Chambres un long message, dans lequel il résumait les faits principaux accomplis depuis son élévation à la première magistrature de la République.

Ce message fut mal accueilli par les républicains et par la fraction importante du parti légitimiste. L'hostilité ne faisait qu'augmenter entre le palais Bourbon et l'Élysée.

Afin d'empêcher la réélection du Président de la République dont les pouvoirs expiraient en 1852, l'Assemblée rejeta une proposition de révision de la Constitution qui aurait permis de réélire deux fois de suite le même Président.

Un projet de loi avait été soumis aux députés par Louis-Napoléon, « pour rétablir dans son intégrité le suffrage universel et abroger la loi du 31 mai 1850 ». Dans sa séance du 13 novembre, la Chambre, par 353 voix contre 347, repoussa ce projet.

Dans sa lutte contre Louis-Napoléon, l'Assemblée législative ne sut pas rester unie : si les républicains se défiaient du Président, ils se défiaient tout autant de leurs collègues royalistes ; aussi refusèrent-ils de s'associer à la proposition dite des questeurs qui donnait à l'Assemblée le droit de réquisitionner elle-même les troupes nécessaires à sa défense.

Malgré les discordes parlementaires et les manœuvres du pouvoir exécutif, Paris et les départements étaient tranquilles : les rapports de police « donnaient la situation comme excellente et sûre ».

Louis-Napoléon, voyant que les circonstances étaient favorables pour un Coup d'État, n'hésita pas devant un second 18 brumaire.

Poussé et secondé par ses conseillers intimes, le général Saint-Arnaud, qui avait remplacé, le 25 octobre, le maréchal Randon, comme ministre de la Guerre ; le duc de Morny, mi-

nistre de l'Intérieur ; le général Magnan, commandant l'armée de Paris ; de Maupas, préfet de police ; de Persigny, son confident, le Prince-Président décida de renverser la Constitution par la force.

L'Assemblée législative s'était séparée, le 1^{er} décembre au soir, sans avoir le moindre soupçon qu'elle venait de tenir sa dernière séance.

Le Coup d'État.

Les événements de Paris. — Dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre, Louis-Napoléon fit arrêter et enfermer, à Mazas et au Mont-Valérien, les membres les plus influents de l'Assemblée, parmi lesquels : les généraux Cavaignac, Lamoricière, Changarnier, Leflô, Bedeau ; le colonel Charras ; les députés Thiers, Baze, Roger du Nord, Lagrange, de Rémusat, Cholat-Greppo, Nadaud, Valentin et Baune.

Le 2 décembre au matin, on pouvait lire, sur les murs de Paris, le décret suivant :

Art. 1^{er}. — L'Assemblée nationale est dissoute.

Art. 2. — Le suffrage universel est rétabli. La loi du 31 mai est abrogée.

Art. 3. — Le peuple français est convoqué, dans ses comices, les 14 et 31 décembre.

Art. 4. — L'état de siège est décrété dans l'étendue de la 1^{re} division militaire.

Art. 5. — Le Conseil d'État est dissous.

Fait au Palais de l'Élysée, le 2 décembre 1851.

Signé : Louis-Napoléon BONAPARTE.

A côté de ce décret était placardée une proclamation explicative adressée au peuple et à l'armée, signée également Louis-Napoléon Bonaparte.

A une heure de l'après-midi, le Président de la République passa la revue de divers régiments qui se trouvaient échelonnés

depuis l'Élysée national jusqu'aux Tuileries; des cris de « Vive Napoléon ! Vive le Président ! Vive la République ! Vive le suffrage universel ! » se firent entendre.

A 2 heures, on envoyait en province le télégramme suivant :

Paris est toujours très tranquille. L'acte du Président de la République est généralement approuvé.

Le palais Bourbon fut envahi par le colonel Espinasse avec son régiment : 30,000 hommes occupèrent les Champs-Élysées.

La surprise fut grande quand on apprit la dissolution de l'Assemblée et les arrestations de la nuit.

De tous côtés les députés accoururent et organisèrent la résistance; un comité fut aussitôt formé; Victor Hugo, l'un des membres, rédigea un appel aux armes.

Expulsés du palais Bourbon, les députés se réunirent dans la mairie du X^e arrondissement; la préfecture de police leur intima l'ordre de se séparer. Mais ils refusèrent et on les emmena, au nombre de 218, rejoindre à Mazas, à Vincennes, à Ham et au Mont-Valérien, les représentants arrêtés précédemment.


Dans les journées des 3 et 4 décembre, à l'instigation de Victor Hugo, de Michel de Bourges, de Jules Favre, de Madier-Montjau, de Carnot, de Schœlcher, de Flotte et de plusieurs autres membres du comité de résistance, des barricades avaient été élevées dans les rues de Paris. Le représentant Baudin fut tué sur l'une d'elle, le 3 décembre, par les soldats du 19^e de ligne.

Le 4 décembre, les fusillades, les charges de cavalerie et les canonnades décimèrent la foule et semèrent l'épouvante dans Paris.

Enfin, le 9 janvier 1852, 84 représentants du peuple, parmi lesquels Victor Hugo, Madier-Montjau, Colfavru, Boysset, furent expulsés de France.

D'après certains historiens, les arrestations opérées dans la capitale dépassèrent 26,000.

L'impression à Grenoble. — Nous condensons sous ce titre tous les renseignements et les documents locaux que nous avons pu nous procurer, concernant le Coup d'État.

 Grenoble apprit la nouvelle du Coup d'État par la dépêche suivante, adressée au Préfet de l'Isère.

Paris, 2 décembre 1851, 8 heures matin.

Le repos de la France était menacé par l'Assemblée. Elle a été dissoute.

Le Président de la République fait un appel à la nation. Il maintient la République et remet loyalement au pays le droit de décider son sort.

La population de Paris a accueilli avec enthousiasme cet événement devenu indispensable.

Le Gouvernement vous donne tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la tranquillité.

Le Ministre de l'Intérieur,

DE MORNY.

Le 2 décembre, à 3 heures et demie du matin, M. Joseph Arnaud fut appelé à la Préfecture où M. Chapuys-Montlaville lui fit connaître la nouvelle de la dissolution de l'Assemblée nationale et les autres faits du Coup d'État.

Le Préfet de l'Isère et le Maire de Grenoble « décidèrent, de concert, les mesures préventives à ordonner pour empêcher toute manifestation et, le cas échéant, de réduire par la force les agitateurs quels qu'ils soient ».

A 4 heures et demie, le Maire se rendit à l'Hôtel de Ville, après avoir fait mander les adjoints et le secrétaire général de la Mairie. Ceux-ci l'y rejoignirent, à l'exception de M. Penet, indisposé.

M. Joseph Arnaud, après avoir rendu compte de son entrevue avec M. Chapuys-Montlaville, prit, avec MM. Reynaud et Mounier, adjoints, « diverses résolutions secrètes pour le service d'ordre et de police ». Il y eut à ce propos un léger incident.

Une députation, composée de MM. Margot, Michal, Bovier-Lapierre, Bouvier, Nicolas et Pélissier, vint réclamer à

M. J. Arnaud, au nom d'un grand nombre de citoyens, la réorganisation de la garde nationale de Grenoble, « afin qu'elle puisse veiller au maintien de l'ordre ».

Le Maire leur répondit que les dispositions nécessaires étaient prises et que l'ordre ne serait pas troublé.

Pendant cette entrevue, quelques groupes se formèrent devant la Mairie, commentant les graves informations reçues.

La foule augmenta très vite et créa un rassemblement assez considérable dans la matinée. Des cris de : « Vive la Constitution ! » furent poussés. Le Maire transmet ces faits à l'autorité supérieure qui, craignant un soulèvement populaire sérieux, envoya un bataillon d'infanterie. Ce bataillon prit position autour du bâtiment municipal et dissipa les attroupements qui n'opposèrent aucune résistance.

Le lendemain, la proclamation suivante fut placardée sur les murs de l'Hôtel de Ville :

Le Maire de la ville de Grenoble à ses Concitoyens.

MES CHERS CONCITOYENS,

Le grave événement politique qui vient de s'accomplir va appeler la nation à l'exercice de son droit suprême. Les grands principes de 1789, la souveraineté populaire consacrée dans la forme républicaine, sont maintenus. Ce n'est donc pas une nouvelle révolution qui commence. C'est la consolidation de celles que le progrès des siècles et les vœux cachés de la Providence ont inaugurées.

Dans notre chère ville de Grenoble, terre classique de la modération unie à la pratique la plus intelligente de la liberté, il n'est pas besoin de recommander le calme et la tranquillité.

L'ordre public ne sera pas troublé, les bons citoyens peuvent y compter, ils en ont pour garant la sagesse d'esprit de la population tout entière, non moins que la vigilance de l'administration, qui comprend, dans cette grave circonstance, toute l'étendue de ses devoirs.

Fait à Grenoble, en l'Hôtel de Ville, le 3 décembre 1851.

Le Maire,
Joseph ARNAUD.

De son côté, le Préfet adressa la proclamation suivante :

HABITANTS DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE !

Une phase nouvelle de la glorieuse révolution de 1789 vient de s'accomplir.

Le chef de l'État, appuyé sur le peuple et sur l'armée, a pris une de ces grandes mesures que nécessite quelquefois le salut du pays.

L'Assemblée législative a été dissoute.

La République est maintenue.

La souveraineté nationale est respectée.

Un appel loyal est fait au pays.

Ce sera le peuple qui décidera de son sort.

Au milieu des conflits qui s'étaient élevés, la France souffrait, le commerce languissait, les denrées demeuraient sans acheteurs. L'inquiétude régnait dans tous les esprits. Nous marchions à une catastrophe, et les forces sociales allaient sans cesse en s'affaiblissant.

Louis-Napoléon Bonaparte a puisé dans l'immense confiance dont le peuple l'avait investi, au 10 décembre, le droit de s'adresser directement au souverain, au peuple, et de lui demander de se prononcer et d'indiquer sa volonté.

Quelle que soit cette volonté, elle sera obéie.

Ce n'est pas une révolution, encore bien moins une usurpation ; c'est simplement un appel à la nation.

Habitants de l'Isère, vous connaissez le dévouement du Président de la République pour la cause française de la démocratie. Vous l'entourerez, une seconde fois, de votre force dans ce moment suprême.

Vous l'aidez à accomplir sa tâche et à consolider, d'une manière inébranlable et définitive, le gouvernement démocratique qui est dans la nécessité de notre époque.

Rien ne sera changé dans la marche de l'administration. Rien ne doit être changé dans vos habitudes.

Tout suivra son cours normal et régulier.

Habitants de l'Isère, ayez confiance.

La tranquillité ne sera pas troublée. Le caractère plein de mesure, le patriotisme des citoyens de l'Isère, m'en sont un sûr garant.

Les autorités veilleront nuit et jour sur la paix publique. Leur

énergie, leur dévouement, bien connu à la patrie, à la cause démocratique, au Président de la République et à vos intérêts, ne vous manqueront pas.

Le Préfet de l'Isère,
CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Le lendemain, M. Chapuys-Montlaville lança une nouvelle proclamation en vue du plébiscite :

HABITANTS DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE !

Je m'empresse, suivant ma promesse, de porter à votre connaissance les dépêches télégraphiques que j'ai reçues de Paris, les actes du Gouvernement et les proclamations du Président de la République à la France et à l'armée.

Le peuple est convoqué dans ses comices, à partir du 14 décembre jusqu'au 21 décembre suivant.

Un projet de Constitution républicaine lui est soumis.

Ainsi que je vous l'annonçais hier, la nation rentre en possession de l'exercice de sa souveraineté.


Chacun pourra user de son droit de la manière la plus large.

Le peuple de Paris et l'armée ont accueilli avec enthousiasme les événements du 2 décembre.

La plus profonde tranquillité règne dans la capitale. Vous imitez son calme. Par la dignité de votre attitude, vous vous montrerez fidèles à vos précédents.

Vous prêterez à Louis-Napoléon Bonaparte le concours qui lui est nécessaire pour clore l'ère des révolutions, en organisant d'une manière puissante la République française.

Le Préfet de l'Isère,
CHAPUYS-MONTLAVILLE.

 A Grenoble, il n'y eut aucune scène de désordre. On lisait avec curiosité l'appel au peuple et les proclamations du Préfet et du Maire. Une seule arrestation fut opérée, celle d'un ancien instituteur nommé Frappa, « pour avoir déchiré les affiches gouvernementales et, parcourant les groupes, répandu le bruit que les dépêches télégraphiques publiées étaient fausses ».

Nous retrouverons Frappa en 1870.

Dans notre département, l'ordre ne fut pas troublé; les dépêches parvenues des arrondissements de Vienne, de Saint-Marcellin, de La Tour-du-Pin « ne signalaient rien d'anormal ».

Le 3 décembre, à 5 heures du soir, arrivèrent à Grenoble les télégrammes ministériels suivants :

Un commencement d'insurrection a été réprimé à l'instant. Paris est tranquille.

6 heures.

Le Gouvernement est entièrement maître de la situation, quelques barricades ont été immédiatement enlevées. Les nouvelles des départements sont des plus favorables.

Le 5 décembre, nous trouvons une importante dépêche lancée de Paris, à 10 heures du soir. Dès sa réception, le Préfet de l'Isère en donna communication au Maire de Grenoble. Voici le texte de cette dépêche :

Le combat a cessé, l'insurrection est anéantie; les démagogues sont en pleine déroute; ceux qui ont échappé à la juste indignation de nos soldats cherchent leur salut dans la fuite.

L'armée a été admirable de dévouement et d'enthousiasme; grâce à son courage, Paris est délivré des barbares et la France est sauvée de l'anarchie.

Pour copie : *Le Préfet de l'Isère,*

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Le même jour, l'ordre était donné télégraphiquement à tous les officiers et fonctionnaires militaires en congé de rejoindre immédiatement leurs postes respectifs.

Le 8 décembre, la Préfecture communiqua à la Municipalité la copie d'une dépêche télégraphique provenant du Ministère de l'Intérieur, dépêche ainsi conçue :

Paris, le 6 décembre 1851, à 11 heures et demie du soir.

Ministre Intérieur à Préfet Isère.

Une hausse de 4 francs sur le cours des fonds publics, à la bourse d'aujourd'hui, indique l'état de calme dont jouit Paris, et avec

quelle promptitude s'est rétablie la confiance (la rente était, ce jour-là, à 96 fr.).

Les nouvelles des départements continuent à être très bonnes. Les tentatives de désordre ont été promptement réprimées sur les points où elles se sont produites. De toutes parts les adhésions arrivent au Gouvernement. Ne soyez donc pas inquiet si vous ne recevez plus de dépêches télégraphiques aussi fréquentes.

Le Directeur du télégraphe à Lyon,

Signé : A. DE CHEPPE.

Soulèvements dans les départements. — La crise, étouffée à Paris, se prolongeait dans les départements. Dans le Nord et dans l'Ouest, les républicains ne purent faire que de faibles manifestations dans quelques villes ; il y eut de l'agitation dans les rues de Nancy et à Strasbourg, mais sans aboutir à un soulèvement. Dans le Centre, des tentatives de résistance légale, sans recours aux armes, se produisirent à Orléans et sur d'autres points ; elles furent nécessairement impuissantes.

Quelques mouvements armés eurent lieu dans le Loiret, dans l'Allier et dans le Nord. Il y eut quelques coups de fusils dans la Saône-et-Loire, quelques mouvements dans le Jura et dans l'Ain.

Le 6 décembre, au matin, le Ministre de l'Intérieur adressait aux Préfets la dépêche suivante :

La tranquillité la plus parfaite règne sur tous les points de la capitale. Les courriers annoncent que la paix publique n'est troublée nulle part. A Chagny (Saône-et-Loire), à Tournus (Ain) et à Anzin (Nord), des tentatives d'insurrection ont été vivement réprimées.

Ce télégramme était peut-être trop optimiste. Les soulèvements étaient loin d'être réduits dans les départements : les faits insurrectionnels continuaient très graves sur divers points.

Parmi les départements du Centre, c'était la Nièvre qui renfermait le foyer démocratique le plus ardent. Paysans et ouvriers étaient affiliés par milliers aux sociétés secrètes. L'auto-

rité parvint à contenir les arrondissements de Nevers et de Cosne, mais celui de Clamecy éclata.

Il y eut des morts et des blessés de part et d'autre. La répression, dirigée dans le Cher, l'Allier et la Nièvre, par l'ancien préfet de police Carlier, envoyé en qualité de commissaire extraordinaire du Gouvernement, fut terrible. Une circulaire de Carlier fit savoir que quiconque donnerait asile à un insurgé serait traité comme complice. Cette disposition fut bientôt étendue à toute la France. Le conseil de guerre de Lyon condamna à vingt ans de travaux forcés un homme coupable d'avoir donné asile à des insurgés en fuite. A Paris, il avait été ordonné de fusiller quiconque serait pris les armes à la main ou aux barricades. En province, il était maintenant enjoint de faire feu sur quiconque, à la vue de la troupe, essaierait de fuir, armé ou non armé.

Dans les départements du Sud-Ouest, il n'y eut pas, à proprement parler, de soulèvements ; à Bordeaux et à Toulouse se produisirent des manifestations insignifiantes.

Dans le Tarn-et-Garonne, il y eut un fait exceptionnel ; le préfet, M. Pardeilhon-Mézin, démissionna pour ne point s'associer au Coup d'État. Plusieurs villes de ce département proclamèrent la résistance légale, mais ne soutinrent pas la lutte à main armée.

On donna aussi, dans le Lot-et-Garonne, une forme légale au mouvement, mais en prenant les armes. Toutefois, il n'y eut pas de conflits sérieux.

Le Gers était alors « tout à fait démocratique ». Des sociétés secrètes se rattachaient à la grande association des Montagnards. Les campagnes s'insurgèrent autour d'Auch, où 3,000 paysans furent mis en déroute par un détachement de hussards. Dans l'arrondissement de Mirande, la lutte fut plus sérieuse ; la ville et la campagne s'étaient levées. Le mouvement s'arrêta devant les mauvaises nouvelles du dehors. Les chefs assumèrent sur leurs têtes la responsabilité exclusive de tout ce qui s'était fait à leur instigation et à leur exemple ; ils se livrèrent aux autorités. En dépit des prescriptions menaçantes contre « les complices », pas un des fugitifs ne fut livré. Malgré cette fidélité des paysans, on réussit à faire plus de deux mille arrestations dans le Gers.

Nous établirons, en détail, la série des faits insurrectionnels qui eurent lieu dans les départements méridionaux et dans ceux du Sud-Est.

Les populations des Pyrénées-Orientales s'agitaient vivement, mais sans aller jusqu'à l'insurrection même.

Dans l'Hérault, Montpellier fut contenue par la garnison, mais Béziers se leva avec tout son arrondissement. Dans une rencontre avec les troupes, les insurgés eurent le dessous et durent prendre la fuite.

Des scènes terribles avaient ensanglanté le pays.

Après la répression de l'insurrection dans l'Hérault, on arrêta plus de 3,000 personnes, sur lesquelles plus de 2,000 furent déportées.

L'Aude n'avait que faiblement remué. Dans le Gard, le mouvement fut considérable, mais sans résistance sérieuse, et s'arrêta sur les nouvelles reçues de Paris et de province.

Marseille, Bordeaux et Toulouse ne prirent pas les armes.

Le département du Var se leva avec une grande vigueur. A Toulon, les velléités d'émeute furent aussitôt étouffées, mais un grand nombre de petites villes et de bourgs se révoltèrent. A Vidauban, une jeune femme, le bonnet phrygien sur la tête, un drapeau rouge à la main, précédait la colonne républicaine. A Cuers, un brigadier de gendarmerie fut tué à coups de fusil.

Draguignan, l'arrondissement de Grasse et les cantons nord du département ne bougèrent pas.

Sur le commandement d'un journaliste, M. Duteil, les insurgés se portèrent sur Salernes, pour y rallier les républicains de l'arrondissement de Brignolles. Ils y reçurent un contingent assez fort de partisans. Mais les nouvelles parvenues de Paris et des grandes villes leur firent connaître que la résistance était comprimée. La démoralisation commença et tout finit par une surprise et une déroute aux environs d'Aups.

« Des incidents sinistres, rapporte Henri Martin, signalèrent la victoire du Coup d'État. Un prisonnier, Martin Bidaure, avait été fusillé. Il n'était point mort. Il se traîna jusque dans une ferme où il fut recueilli et soigné. L'autorité l'y fit reprendre et on le fusilla une seconde fois ! Le préfet Pastoureau a, depuis, décliné la responsabilité du fait monstrueux qu'on lui a im-

puté; mais le fait, quel qu'en ait été l'auteur, n'est pas contestable. »

(M. Théodore Pastoureau, qui dirigeait la préfecture du Var à cette époque, fut nommé, le 16 octobre 1865, préfet de l'Isère. Ce fonctionnaire demeura trois ans à Grenoble et ne reçut son changement que le 30 avril 1868).

D'autres exécutions, « avec des circonstances affreuses », furent l'œuvre du détachement que conduisaient M. Pastoureau et le colonel Trauers.

Il y eut dans le Var 1,631 déportés ou exilés.

Tout était fini dans le Var, quand un département voisin, les Basses-Alpes, tenait encore. Le chef de l'insurrection, M. Buisson, était « un homme de haute valeur ». Le mouvement qui avait pris naissance dans l'arrondissement de Forcalquier, s'étendit dans toute la région et les insurgés, au nombre de 8 à 9,000, descendirent sur Digne. La garnison dut capituler et s'engagea à vingt jours de neutralité.

Les républicains se portèrent alors au-devant des troupes et 4,000 d'entre eux occupèrent, sous les ordres de M. Aillaud (de Volx), garde général des eaux et forêts des Basses-Alpes, le défilé des Mées. Le premier corps de l'armée régulière qui vint attaquer leur position fut repoussé, mais les chefs de l'insurrection, à la suite des « mauvaises nouvelles du dehors », décidèrent de cesser la lutte.

M. Aillaud, avec un petit nombre d'hommes, ne voulut pas mettre bas les armes. Après de nombreuses escarmouches, les combattants, traqués de toutes parts, furent obligés de ne plus continuer la campagne.

M. Aillaud réussit à échapper aux poursuites, traversa la Provence et parvint à Marseille. Là, au moment de s'embarquer, il fut reconnu, livré à un conseil de guerre et condamné à la déportation. Il mourut à Cayenne.

Certains prêtres qui avaient pris part à l'émeute furent poursuivis. Les autorités prirent les mesures les plus rigoureuses. Beaucoup d'habitants s'enfuirent pour échapper aux arrestations en masse. Il y eut près de 1,000 déportés.

Dans le reste de la région du Sud-Est, on ne vit pas pareil soulèvement; l'énergie du moins ne manqua pas chez une partie des riverains du Rhône.

Dans les montagnes du Leberon, arrondissement d'Apt (Vaucluse), plusieurs bandes firent leur apparition, mais toutefois il n'y eut point de lutte sérieuse.

L'état de siège avait été proclamé en même temps dans les départements de l'Hérault, du Gers, du Var, des Basses-Alpes, du Lot et du Lot-et-Garonne.

Le mouvement prit beaucoup d'extension dans l'Ardèche.

Dans la Drôme, les républicains montrèrent une résistance opiniâtre.

Privas fut assailli, ainsi que Largentière, par les républicains. Repoussés par la troupe, ceux-ci ne se rendirent que lorsqu'ils surent toute chance perdue.

Les partis avancés avaient une puissance réelle dans la Drôme. Les persécutions qu'avait subies ce département, mis depuis assez longtemps en état de siège, avaient excité l'opinion. L'insurrection ne fut cependant que partielle.

Les bourgs et les villages des bords de la Drôme et les cantons au sud de cette rivière marchèrent sur Crest, beaucoup de maires en tête, avec leurs écharpes et le drapeau tricolore. Ils attaquèrent par deux fois le poste important de Crest, défendu par de l'artillerie, de l'infanterie et de la cavalerie.

Les républicains, ne pouvant forcer le pont de la Drôme, se retirèrent quand ils virent que les renforts attendus de plusieurs points du département ne venaient pas.

Pendant ce temps, des soulèvements tardifs commençaient dans les arrondissements de Valence et de Montélimar. « Les paysans, dit un historien, montrèrent la bravoure et l'instinct militaire qui caractérisent les Dauphinois. »

A Saint-Marcel-lès-Valence, un détachement d'infanterie fut battu par les insurgés. Mais, par l'absence de commandement, l'insurrection divisée ne put se concentrer et ne continua pas la lutte. Il y eut dans la Drôme beaucoup d'arrestations, mais du moins pas de massacre de prisonniers.

Lyon, contenu par une grande force militaire, ne remua pas. D'ailleurs, le 6 décembre, le général Castellane avait pris un arrêté « interdisant tout attroupement dans la circonscription de la 6^e division militaire ». Grenoble, comme Lyon, était toujours sous le régime de l'état de siège.

Les Hautes-Alpes et l'Isère, malgré les menées de la société des Montagnards, n'avaient pas eu de soulèvement et, sauf quelques protestations isolées, non suivies de violences, le pays ne connut aucune des perturbations qui agitèrent grandement la France à cette époque.

Un décret du 7 décembre avait déferé à la juridiction militaire tous les faits relatifs à l'insurrection. Le lendemain, il fut arrêté que « tout individu qui aurait fait partie d'une société secrète ou qui, placé sous la surveillance de la haute police, aurait rompu son ban, pourrait être transporté, par mesure de sûreté générale, à Cayenne ou en Algérie ». Ce décret avait mis, surtout dans le Sud-Est et le Midi, un nombre immense de personnes à la discrétion du pouvoir.

Vers le milieu de décembre, la résistance violente était définitivement terminée.

La suite de ces événements, qui eurent pour conséquence, soit l'arrestation, soit la condamnation d'un grand nombre de proscrits dans la région dauphinoise et particulièrement à Grenoble, est relatée à l'année 1852, à laquelle nous renvoyons le lecteur.

Le Ministère définitif. — La Commission consultative.

— Après la fin de « l'insurrection », Louis-Napoléon Bonaparte adressa au peuple une nouvelle proclamation dans laquelle il disait : « Les troubles sont apaisés. Quelle que soit la décision du peuple, la Société est sauvée... Bientôt le pays pourra accomplir, dans le calme, l'acte solennel qui doit inaugurer une ère nouvelle. »

Le Ministre de l'Intérieur annonçait en même temps aux commissaires extraordinaires que le Président de la République mettait fin à leur mission, aux Préfets que l'autorité illimitée dont on les avait revêtus cessait.

Le 2 décembre, Louis-Napoléon Bonaparte n'avait pas voulu constituer un cabinet définitif, mais les éléments en étaient préparés et, le 3 décembre, les noms des nouveaux ministres furent publiés. Le général Saint-Arnaud et le comte de Morny conservaient, l'un le Ministère de la Guerre, l'autre le Ministère

de l'Intérieur. Les autres portefeuilles étaient ainsi distribués : celui de la Justice à M. Rouher, celui des Finances à M. Achille Fould, celui des Travaux publics à M. Magne, du Commerce à M. Lefebvre-Durufilé, des Affaires étrangères à M. le marquis Turgot, de la Marine à M. Ducos, de l'Instruction publique à M. Fortoul. Les Ministres ne fonctionnèrent régulièrement qu'à partir du 5 décembre. Tant que l'agitation et l'insurrection durèrent, ils se tinrent au Ministère de l'Intérieur.

Dès le 3 décembre avait été aussi formée une commission consultative, remplaçant l'Assemblée et le Conseil d'État dissous, pour « éclairer le Président et discuter la Constitution nouvelle ». La liste des membres de cette commission ne fut arrêtée que le 13. On y remarquait principalement les noms d'Abbatucci, d'Argout, gouverneur de la Banque, d'Audiffret, de Barthe, premier président de la Cour des Comptes, du général Baraguay-d'Hilliers, de Berger, préfet de la Seine, de Billault, de Bonjean, de Cambacérès, de Chaix-d'Est-Ange, de Drouyn de Luys, de Dupin, de Delangle, du général Lawoëstine, de Le Verrier, etc. M. Baroche était vice-président de la commission consultative, dont Louis-Napoléon s'était réservé la présidence.

Le Plébiscite.

Le Plébiscite, annoncé dans le décret du 3 décembre pour être effectué le 14, fut renvoyé aux 20 et 21 du même mois.


Voici la teneur principale du Plébiscite soumis à l'approbation du peuple :

Le peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte, et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour établir une Constitution sur les bases proposées dans sa proclamation du 2 décembre 1851.

Le Ministre de l'Intérieur expédia dans les départements l'avis suivant, qui fut affiché dans toutes les salles des réunions électorales :

AVIS AU PEUPLE FRANÇAIS

Il est bien entendu que ceux qui veulent maintenir Louis-Napoléon Bonaparte, et lui donner les pouvoirs pour établir une Constitution sur les bases indiquées dans sa proclamation du 2 décembre, doivent voter avec un bulletin portant le mot : **Oui**.

 Le 15 décembre, le Préfet de l'Isère, M. Chapuys-Montlaville, faisait afficher, dans toutes les communes du département de l'Isère, une proclamation intitulée : « Appel au peuple », dans laquelle il s'écriait :

HABITANTS DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE !

Le peuple est convoqué dans ses comices. Tous les citoyens sont appelés à donner leur vote. Le 20 et le 21 décembre seront des jours solennels qui décideront du sort de la patrie... Rendez-vous donc exactement aux élections le 20 et le 21 décembre pour appuyer paisiblement, mais énergiquement, comme il convient à des hommes libres, la haute pensée de Louis-Napoléon Bonaparte et pour affermir sa puissance et la vôtre.

Ces deux journées compteront comme des siècles dans l'histoire de la France et dans les fastes du monde. C'est la suite des desseins de Dieu qui s'accomplit, et vous êtes les instruments de sa providence.

Circulaire aux Maires.

Grenoble, le 15 décembre 1851.

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE — CABINET DU PRÉFET

MESSIEURS LES MAIRES,

Le département de l'Isère s'est fait remarquer par son attitude pleine de calme et de dignité durant le cours des grands événements qui viennent de s'accomplir en France, dans l'intérêt du bon ordre démocratique et de la prospérité de notre chère et glorieuse patrie.

Pendant que quelques départements étaient agités par des esprits

pervers et que des bandes de pillards et d'assassins jetaient la désolation sur quelques points du territoire, les populations du département de l'Isère échappaient à ces malheurs et la tranquillité publique n'était troublée nulle part.

Il importe qu'il en soit ainsi à l'avenir et, tout en ne concevant aucun doute à ce sujet, il est de notre devoir de prendre, chacun en ce qui nous concerne, dans les limites de nos attributions, des précautions qui nous garantissent contre toutes les éventualités.

Voici donc les mesures que j'ai cru devoir adopter et dont je confie l'exécution à votre patriotisme.

Je vous ferai remarquer que ces mesures exigent une attention vigilante, pour leur bonne application, et que la moindre négligence de votre part à remplir les intentions de l'administration engagerait d'une manière sérieuse votre responsabilité.

L'ordre sera maintenu de la manière la plus rigoureuse, non seulement dans la salle électorale, mais encore aux abords du lieu de réunion. Vous ne permettrez, ni dans l'intérieur de la salle, ni sur la place publique, aucune discussion à haute voix. Tout orateur en plein vent qui voudrait entraîner ou passionner les électeurs, pour les détourner de l'accomplissement de leur devoir électoral ou pour faire violence à leur conscience, sera immédiatement arrêté et mis à ma disposition.

Il en sera de même de tout émissaire étranger à la commune et qui, pendant les jours qui précéderont l'élection ou durant l'élection elle-même, parcourrait, avec cette activité fébrile qui ne se manifeste que dans les temps orageux, les villages, les hameaux, les maisons, pour faire une propagande insensée, passionnée, contraire à l'ordre, pour répandre de fausses nouvelles et jeter le trouble et l'inquiétude dans les esprits.

Ces orateurs appartiennent en général à des sociétés secrètes qui, récemment, ont jeté la désolation sur quelques points de la France, par le meurtre, le vol, le pillage et l'incendie.

J'appelle toute votre sévérité sur ces émissaires de la plus dangereuse espèce et, à cette occasion, j'ai l'honneur de vous adresser, pour être publié et affiché à son de trompe, mon arrêté sur les fauteurs de troubles, à la suite duquel se trouvent : 1° le texte du décret qui condamne les individus coupables d'avoir fait partie des sociétés secrètes à la déportation à Cayenne ou en Algérie ; 2° le texte des dispositions pénales de la loi du 5 mars 1849 sur les élections.

Enfin, vous ne permettrez pas aux distributeurs de billets de stationner aux portes des collèges et de les offrir avec importunité aux électeurs.

De même que le Gouvernement et l'administration n'entendent exercer aucune pression sur les électeurs, de même ils entendent que ceux-ci ne soient ni inquiétés, ni troublés d'aucune autre part.

Il importe que ce vote solennel ait lieu dans le recueillement et dans le silence, afin que chacun puisse, après avoir écouté sa conscience, prononcer librement sur la double et grave question qui est soumise en un seul vote au peuple français.

Cette double question est celle-ci : Le peuple français : 1° veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte ; 2° lui délègue les pouvoirs nécessaires pour établir une Constitution sur les bases proposées dans sa proclamation du 2 décembre.

Il est donc évident que la majorité nationale, en se prononçant pour le plébiscite en délibération, d'une part, se prononcera pour le maintien au pouvoir de Louis-Napoléon pendant une période décennale et, de l'autre, lui donnera les pouvoirs nécessaires pour faire une Constitution républicaine d'après les bases établies dans sa proclamation du 2 décembre.

Vous le voyez donc, Messieurs, jamais vote n'aura été plus étendu et plus complet, car vous êtes appelés à réélire le chef d'État illustre qui s'appelle Louis-Napoléon Bonaparte et à asseoir vous-mêmes les fondements de la Constitution qui doit vous régir.

C'est vous qui la ferez, c'est Louis-Napoléon Bonaparte qui l'écrira.

Nous devons nous sentir fiers, Messieurs, d'appartenir à une nation et à un temps où il est possible de pratiquer ainsi le plein exercice de la souveraineté populaire.

Je vous recommande également de veiller à ce que le scrutin soit gardé d'une manière sûre. Pendant les jours et les nuits des 20 et 21 décembre, il y aura constamment un poste assez nombreux pour qu'il n'y ait aucune inquiétude sur la violation de la salle électorale.

Dans les communes où il existe une force publique organisée, vous donnerez des instructions en conséquence aux commandants. Dans les communes où il n'y a ni compagnie de sapeurs-pompiers, ni gardes nationales, vous ferez appel au dévouement des bons citoyens et, en particulier, à celui des fonctionnaires publics.

Vous aurez recours aux gardes champêtres, forestiers, communaux ou domaniaux, aux douaniers, enfin, à toute personne qui tient un emploi du Gouvernement, de l'administration ou de la commune. L'excellent esprit qui règne dans nos populations rendra ces mesures suffisantes et l'ordre ne sera pas troublé. Mais dans le cas où de mauvaises passions se manifesteraient, je compte sur votre énergie pour les réprimer.

Vous pouvez être certains que le Préfet de l'Isère ne vous fera pas défaut, et qu'au moindre avis de votre part, des forces militaires arriveront dans le plus bref délai pour prêter secours à la loi et faire respecter votre autorité.

L'ère de prospérité qui s'ouvre est destinée à réparer bien des malheurs en France, et déjà nous devons nous féliciter des résultats qui se produisent.

Ainsi, dans les marchés du Nord et du Centre, les prix des denrées se relèvent.

Les bestiaux, les blés, les soies, les toiles sont en hausse, et aussitôt après la proclamation de la volonté populaire et l'adoption du plébiscite, nous avons la ferme confiance que ces prix, à l'aide de la spéculation, augmenteront rapidement encore.

Ainsi, l'acte du 2 décembre a été fait en vue du commerce et de l'agriculture. En le consacrant par leur vote, le commerce et l'agriculture assureront le retour et le développement de leur propre richesse.

Agréez, Messieurs les Maires, l'assurance de ma considération la plus distinguée et de mon entier et affectueux dévouement.

Le Préfet de l'Isère,
CHAPUYS-MONTLAVILLE.

A la même date du 15 décembre, le Préfet de l'Isère adressait cette circulaire :

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE — 3^e DIVISION

APPEL AU PEUPLE — ENVOI DU PLÉBISCITE

A Messieurs les Maires du département.

MONSIEUR LE MAIRE,

L'administration est informée que des menées sont pratiquées par les ennemis du Gouvernement, dans le but de troubler la conscience

des électeurs et de les égarer sur la portée du vote qu'ils auront à émettre dans les journées des 20 et 21 décembre.

Pour déjouer ces coupables manœuvres, j'ai fait imprimer en placard le texte du *Plébiscite* avec une instruction, à la suite, explicative du vote.

J'ai l'honneur de vous en adresser trois exemplaires que je vous serai obligé de vouloir bien faire afficher : un à la porte de la mairie et les deux autres dans la salle de l'assemblée.

Je saisis cette occasion pour vous prier de ne pas perdre de vue, lorsque vous procéderez au dépouillement du scrutin d'élection, que les bulletins qui porteront *Louis-Napoléon Bonaparte* devront être évidemment comptés comme adhésion. Vous ferez part de cette explication à MM. les Assesseurs composant le bureau de l'assemblée.

Au surplus, ainsi que les instructions ministérielles du 7 le recommandent, tous les bulletins portant autre chose que OUI ou NON devront être conservés et annexés au procès-verbal, quel que soit l'avis du bureau.

Agréez, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération très distinguée et de mon dévouement.

Le Préfet de l'Isère,
CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Spécimen du bulletin adressé aux Maires du département.

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE. — COMMUNE DE.....

VOTE SUR LE PLÉBISCITE

Le..... décembre 1851. — Résultat définitif.

Oui..... nombre de votes :

Non..... nombre de votes :

NOTA. — M. le Maire est prié de vouloir bien remplir le présent bulletin aussitôt après le dépouillement du scrutin et de le renvoyer directement, sans retard, à la Préfecture.

Les élections eurent lieu le samedi 20 et le dimanche 21 décembre.

La commission chargée du recensement des votes dans notre département était composée de MM. Royer, premier président,

Duport-Lavallette, président de Chambre, et Charmeil, conseiller, magistrats inamovibles de la Cour.

Pendant les opérations du scrutin, la tranquillité et l'ordre le plus parfaits régèrent à Grenoble et dans les communes. Les citoyens montrèrent le plus grand empressement à voter.

Le dimanche, vers quatre heures de l'après-midi, les résultats de la ville et de la banlieue commencèrent à être connus, une forte majorité était acquise au Président de la République.

A Grenoble, il y eut 5,645 votants : dont 3,730 oui contre 1,830 non.

Les 32 communes du département de l'Isère donnèrent 114,501 oui, 42,657 non et 273 votes nuls, sur 127,411 votants.

Pour la France entière, sur 8,116,773 votants, 7,49,216 électeurs votèrent oui, 640,757 votèrent non : 36,820 bulletins furent annulés comme irréguliers.

Le 31 décembre, M. Chapuys-Montlaville faisait afficher une proclamation aux habitants de l'Isère pour annoncer les résultats du Plébiscite. Le Préfet invitait, en outre, les Maires « à fêter cet heureux résultat par des réjouissances publiques ».

A Grenoble, la Municipalité arrêta les dispositions suivantes :

I. — Un *Te Deum* d'actions de grâces sera célébré le jeudi 1^{er} janvier 1852, à dix heures du matin. Toutes les autorités constituées assisteront à cette cérémonie.

II. — Des salves d'artillerie seront tirées à la naissance du jour et à la fin de la journée.

III. — Dès le matin, les édifices publics seront pavoisés. Le soir, ils seront illuminés. Les habitants sont invités à pavoiser et à illuminer également leurs maisons.


IV. — Diverses distributions seront faites par les soins du Bureau de bienfaisance.

Fait à Grenoble, en l'Hôtel de Ville, le 31 décembre 1851.

Pour le Maire absent :

L'Adjoint, REYNAUD.

Le Maire et les adjoints firent parvenir leurs félicitations à Louis-Napoléon par l'adresse suivante :

 **La Municipalité de Grenoble à Louis Bonaparte.** —
Adresse de la Municipalité de la ville de Grenoble au Président de
la République.

*Au Prince Louis-Napoléon Bonaparte, Président de la
République française.*

PRINCE,

La Municipalité de la ville de Grenoble vient joindre sa voix aux
acclamations de confiance et d'espoir qui s'élèvent de toutes parts
vers vous.

Grâce à vous, Prince, la sécurité renaît avec l'ordre, l'avenir cesse
de se montrer menaçant. La reconnaissance publique répond à ce
bienfait. Tous les bons citoyens s'empressent de se réunir autour de
vous et d'apporter leur concours à l'œuvre que vous avez résolument
entreprise pour le Salut de la Patrie et de la Société.

Les officiers municipaux de la ville de Grenoble sont les organes
fidèles des sentiments de leurs concitoyens en vous adressant l'ex-
pression de leurs vœux avec l'hommage de leur dévouement.

Ils ont l'honneur d'être, avec un profond respect, Prince, vos très
humbles et très obéissants serviteurs.

Signé : ARNAUD, maire ; REYNAUD, MOUNIER et PENET, adjoints.

Grenoble, 28 décembre 1851.

Le 30 décembre 1851, l'évêque de Grenoble faisait part au
Maire d'une lettre qu'il venait de recevoir du Président de la
République. Cette lettre était ainsi libellée :

Pour appeler les bénédictions du ciel sur la France et sur la grande
mission qui m'est confiée par le peuple français, je vous prie de faire
chanter, dans votre église cathédrale, le jeudi 1^{er} janvier, un *Te Deum*
solennel et d'actions de grâces.

Recevez, Monsieur l'Évêque, l'expression de mes vœux et de mes
sentiments particuliers d'affection.

LOUIS NAPOLEON.

L'évêque ajoutait :

En conséquence, j'ai l'honneur de vous annoncer, Monsieur le

Maire, que la cérémonie aura lieu dans mon église cathédrale, jeudi prochain 1^{er} janvier, à dix heures précises.

Nous prierons Dieu pour l'entière pacification de la France, arrachée par une main sage et vigoureuse à de grands dangers.

PHILIBERT, évêque de Grenoble.

Enfin, le 31 décembre, le Préfet ordonna l'affichage, dans toutes les communes du département, de cette proclamation :

HABITANTS DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE !

Le dépouillement des votes pour l'élection présidentielle a donné jusqu'à présent plus de 7 millions de suffrages en faveur de Louis-Napoléon Bonaparte. Cette immense acclamation constitue un fait inouï, dont les annales des peuples anciens et modernes n'offrent pas d'exemple.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est vrai de dire que la voix du Peuple est la voix de Dieu.

Cette Providence infinie qui, depuis quatorze siècles, n'a pas cessé de protéger la France, a donné à Louis-Napoléon Bonaparte l'inspiration et la puissance de livrer une dernière bataille à l'anarchie. Il a remporté la victoire et il a mis le sceau sur l'abîme.

Dans ce qui vient de s'accomplir, tout procède de Dieu. Aussi, le premier soin de Louis-Napoléon Bonaparte a-t-il été de le reconnaître et de demander à l'Église d'ouvrir ses temples en signe de fête et de célébrer un *Te Deum* d'actions de grâces.

Le 1^{er} janvier, à dix heures, par les ordres de M^{gr} l'Évêque de Grenoble, ce *Te Deum* sera chanté dans l'église cathédrale, et, le 11 janvier, dans toutes les églises paroissiales du diocèse.

Le soir, les édifices publics seront illuminés. J'invite les habitants de Grenoble à illuminer et à pavoiser leurs maisons demain 1^{er} janvier; j'adresse une semblable invitation aux habitants des autres communes du département, pour le dimanche 14 janvier.

Par les soins de la Municipalité de Grenoble, des secours seront distribués aux indigents. Il en sera de même dans les communes du département, et j'autorise, à cet effet, la réunion des Conseils municipaux.

Dans ces moments solennels où l'on proclame la victoire de l'ordre

sur le désordre, du bien sur le mal, il ne m'arrive à l'esprit et au cœur qu'une pensée de conciliation, d'union et d'espérance.

Plus que jamais, il est de notre devoir d'oublier nos divisions, nos anciennes luttes, et d'entourer le chef de l'État de notre force et de notre dévouement.

Il s'est révélé comme un homme de génie, digne des respects et de l'admiration du monde, et s'il est fier de commander à la grande Nation, la grande Nation, à son tour, doit être fière d'un tel chef.

Grenoble, le 31 décembre 1851.

Le Préfet de l'Isère,

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Nécrologie.

M. NOËL SAPPEY. — Le 21 février, mort de M. Noël Sappey, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, à l'âge de 76 ans. Conseiller de préfecture après la Révolution de février, M. Sappey s'était joint à ses collègues pour protester, par une démission collective, contre la destitution de M. Reymond, préfet de l'Isère.

Docteur MARC COLOMBAT. — Ce médecin, plus connu sous le nom de Colombat de l'Isère, était né à Vienne, le 28 juin 1797; il mourut à Paris, en 1851. Marc Colombat commença ses études médicales à Montpellier et à Strasbourg, puis vint les achever à Paris, où il fut reçu docteur en 1828.

C'est à l'étude physiologico-pathologique des organes de la voix, surtout celle du bégaiement, que se rattache son nom en médecine. Dans l'étude des affections du larynx et des vices de la parole, tout était à créer, « la science étant à peu près muette »; sans émules, sans devanciers, il dut presque tout tirer de son propre fonds, en sorte qu'on peut le considérer comme le créateur d'une nouvelle branche de la médecine, de « l'orthophonie ». Il fonda à Paris un « Institut orthophonique », où un nombre considérable de bégues ont été radicalement guéris. L'Académie des sciences, appréciant ses utiles travaux, lui décerna, en 1833, un prix de 5,000 fr. Les biographes racontent

qu'il éprouva, sous la Restauration, quelques persécutions pour s'être mêlé de politique. Voici ses titres :

Colombat de l'Isère, docteur en médecine et médecin fondateur et directeur du Gymnase orthophonique de Paris, lauréat de l'Académie des sciences de l'Institut de France, secrétaire annuel de la Société des sciences physiques et chimiques de Paris, membre de la classe des sciences physiques, mathématiques, morales et philosophiques, et du Comité du *Journal de l'Institut historique* de Paris, du Cercle chirurgical de Montpellier, de la Société médico-chirurgicale de Lyon, de la Société de statistique universelle de France, collaborateur de plusieurs journaux de médecine, bachelier ès-droit, ès-sciences, chevalier de la Légion d'honneur, médecin du théâtre de l'Odéon.

Sa femme, M^{me} Laure Colombat, née Bouchard, exposa à plusieurs salons de peinture des vues de notre province. Elle écrivit aussi des romans-feuilletons dans les journaux, entre autres dans le *Journal de Vienne*. Elle naquit à Paris.

Maréchal G. DODE. — Le 1^{er} mars 1851 décéda à Paris, Guillaume Dode, vicomte de La Brunerie, pair et maréchal de France, président du Comité des fortifications. Le maréchal Dode naquit à Saint-Geoire, le 20 avril 1775, de Jean-René Dode et de Catherine Charbonnel. Après avoir terminé ses études chez les oratoriens de Grenoble, il partit comme simple soldat avec les jeunes gens de Saint-Geoire lors de la levée en masse de 1793, mais une lettre du Ministre de la Guerre l'appela bientôt à l'École militaire de Metz, où il entra en 1794 avec le grade de sous-lieutenant. Il y trouva notre compatriote Joseph Rogniat, qui devait, comme lui, être l'une des illustrations de l'arme du génie. L'année suivante, Dode fut envoyé à l'armée du Rhin ; il fit le siège de Mayence, fut employé aux lignes de Landau et aux fortifications de Deux-Ponts, on le trouva aussi à Huningue. En 1798, il prit part à l'expédition d'Égypte, et les services qu'il rendit en diverses circonstances lui valurent le grade de chef de bataillon (1^{er} mars 1800). A son retour en France, 1801, on lui donna la sous-direction des fortifications de Saint-Omer et,

en juillet 1803, l'inspection des travaux de défense des places voisines de la Manche. Il s'agissait alors du célèbre projet de descente en Angleterre. Dode fut attaché, en qualité de sous-chef d'état-major du génie, à l'armée dite des côtes de l'Océan. Cette expédition ayant été abandonnée, il se rendit à la Grande Armée. Nommé chef de l'état-major du génie dans la division du maréchal Lannes, il servit avec ce corps pendant la campagne d'Autriche. L'empereur lui témoigna sa satisfaction pour ses travaux en le nommant colonel, le 26 décembre 1805. Dode fit avec ce grade les campagnes de Prusse et de Pologne (1806-1807), où ses services lui méritèrent de nouvelles récompenses; il fut créé officier de la Légion d'honneur (14 mai 1807), chevalier du Mérite de Bavière (septembre 1807), et baron, sous le titre de *La Brunerie*, par décret impérial du 19 mars 1808, confirmé par lettres-patentes du 24 juin suivant.

En 1808, il se rendit à l'armée d'Espagne. Il dirigea les travaux du célèbre siège de Saragosse, en février 1809, et fut nommé, le 13 mars, général de brigade. Après un séjour de trente mois en Espagne, il reçut, vers le commencement de 1811, l'ordre de rentrer en France, où on lui donna l'inspection de diverses places frontières. L'année suivante, il fut désigné pour commander le génie de l'un des corps de la Grande Armée pendant la campagne de Russie. C'est lui qui fit exécuter la mesure importante de l'incendie d'une partie de Polotsk, pour faciliter la retraite de l'armée (octobre 1812). Il travailla aux ponts de la Bérésina. Rentré en France, il remplit successivement plusieurs emplois et reçut ensuite le commandement en chef du génie à l'armée d'Italie, sous le prince Eugène.

A la première Restauration, le général Dode se rallia aux Bourbons et obtint, en récompense de sa soumission, la croix de Saint-Louis (27 juillet 1814), celle de commandeur de la Légion d'honneur (29 juillet), et le grade de lieutenant-général (29 août).

A la deuxième Restauration, il resta en activité jusqu'au 1^{er} mars 1816, époque où on le choisit pour remplir l'un des quatre emplois d'inspecteur général des fortifications, créés par les ordonnances des 6 mars et 22 septembre 1815 : il fit dès lors partie du Comité du génie. En 1823, il eut le commande-

ment en chef du génie à l'armée d'Espagne, où il dirigea les travaux de son arme dans l'attaque du Trocadéro. A la fin de cette campagne, Louis XVIII le nomma pair de France (2 déc. 1823).

La Révolution de juillet lui conserva ses emplois et ses dignités. Nommé président du Comité des fortifications, après la mort du général Rogniat (1840), il contribua puissamment par ses conseils à faire adopter le grand projet de fortifier Paris.

Louis-Philippe le nomma directeur de ces travaux et couronna sa longue et remarquable carrière en l'élevant à la dignité de maréchal de France (17 sept. 1847).

Dans le temps, on fit un rapprochement bien flatteur pour notre compatriote : on remarqua que l'illustre Vauban était le seul officier général du corps du génie à qui cette haute récompense eût été accordée. Après la Révolution de février, le maréchal Dode se tint en dehors des affaires publiques.

Il mourut dans sa soixante-seizième année, sans laisser d'enfants, mais il avait fait, dès 1817, les actes nécessaires pour transmettre son nom et son titre à un de ses neveux, M. Lucien-Guzman Dode, ancien auditeur au Conseil d'État et sous-préfet de Vienne.

Le général Moreau publia, en 1852, une « Notice sur le vicomte Dode de la Brunerie, maréchal de France ». Paris, F. Didot, éditeur.

Général MARCHAND. — Le général Marchand mourut à Saint-Ismier, le 12 novembre 1851.

Jean-Gabriel Marchand naquit le 10 décembre 1755, à l'Albenc (Isère).

Ami de Barnave, il fut, sous la Révolution, avocat au Parlement de Grenoble. Nommé, en 1791, capitaine du 4^e bataillon des volontaires de l'Isère, Marchand assista au siège de Toulon, fit les campagnes d'Italie et devint chef de bataillon à Loano (1795), se fit surtout remarquer à Rivoli et fut nommé colonel. Général de brigade, il fit la campagne d'Allemagne sous Moreau et reçut le grade de général de division le 31 décembre 1805. Dans les campagnes de Prusse et de Pologne, il commandait la première division de Ney. A Friedland, il contribua au succès de la bataille.

Le général Marchand combattit en Espagne, en Portugal ; il prit part à la campagne de Russie, à celle d'Allemagne, en 1813, et montra partout son courage accoutumé. En 1814, il chassa les Autrichiens de Chambéry.

Marchand commandait à Grenoble au retour de Napoléon de l'île d'Elbe. Il passa les Cent-Jours dans sa maison de campagne de Saint-Ismier, étranger aux affaires publiques.

Il fut, en 1837, élevé à la dignité de pair de France. Maire de Saint-Ismier depuis plusieurs années, il mourut dans cette localité le 12 novembre 1851.

Le nom du général Jean-Gabriel Marchand, l'une des gloires militaires de notre département, est inscrit sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile (côté sud).

M. A. DUCOIN. — Le 14 novembre décédait, à l'âge de 74 ans, M. Amédée Ducoin, ancien bibliothécaire de la ville de Grenoble.

M. A. Ducoin, auquel on doit de remarquables travaux d'érudition, avait occupé les fonctions de bibliothécaire pendant trente-deux ans.

Faits divers.

(1851.)

L'Assistance judiciaire. — 22 janvier. — Établissement de la loi sur l'assistance judiciaire.

Exposition de Londres. — Le 1^{er} mai 1851 avait lieu l'ouverture de l'Exposition universelle de Londres. Plusieurs de nos concitoyens y avaient adressé de leurs produits.

Les maisons Blanchet, de Rives-Fures ; Breton, de Pont-de-Claix ; Brun et Veuve Jouvin, de Grenoble, obtinrent des récompenses de premier ordre.

L'archevêque de Bonald. — Le samedi 12 juillet, le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon, arrivait à Grenoble. Pendant son séjour dans notre ville, le prélat se rendit à la Grande-Chartreuse.

Le général Castellane. — Le général de Castellane, gouverneur de Lyon, fut appelé, le 15 juillet, au commandement en chef de l'armée de Paris. Avant de rejoindre son poste, le général se rendit, le 11 septembre, à Grenoble où il passa une revue générale de la garnison.

Contributions indirectes et douanes. — Le 28 décembre 1851, le Président avait réuni ensemble deux administrations, celle des contributions indirectes et celle des douanes.

Subdivisions militaires. — Le même jour, il partagea la France en 21 divisions militaires. Chaque département formait une subdivision.

Bourse de Paris. — Bourse du 31 décembre : le 5 % 101,70; le 3 % 67 fr.

Faits locaux et régionaux.

(1851.)

Tremblement de terre. — Dans la nuit du 7 au 8 janvier, vers onze heures trois quarts, une forte secousse de tremblement de terre se fit ressentir à Grenoble et dans les communes voisines. Les oscillations durèrent six ou sept secondes. Il n'y eut pas d'accident à déplorer.

Suspension du maire de Saint-Marcellin. — M. Frédéric Duvernay, maire de Saint-Marcellin, fut suspendu de ses fonctions le 8 janvier, pour avoir assisté à un diner offert par les officiers de la garde nationale.

MM. Picat, Chalvet et Chevalier, officiers de cette garde nationale, furent également suspendus de leurs fonctions.

Les loups. — On signalait, dans le Vercors, la présence de « bandes de loups », particulièrement sur le territoire des communes de Saint-Jullien et de Saint-Martin.

Des battues, organisées par les habitants, amenèrent la destruction de beaucoup de ces dangereux carnassiers.

Muséum. — MM. Faige-Blanc et Allard-Duplantier, de Voiron, firent don à la ville de Grenoble, pour son Muséum d'histoire naturelle, de leur collection d'ornithologie, composée principalement d'oiseaux du Dauphiné.

Théâtre. — Le 15 février 1851, le Préfet de l'Isère interdit, sur la scène municipale de Grenoble, la représentation du drame de *Paillasse*.

Fête de bienfaisance. — Le dimanche 30 mars, magnifique cavalcade qui avait été renvoyée à cause du mauvais temps. Cette fête, donnée au bénéfice des indigents, produisit à la quête 4,450 fr. 45 et au bal, qui avait eu lieu huit jours avant, la somme de 2,550 fr. La recette totale s'éleva donc à 7,000 fr.

Les eaux de La Motte. — En 1844, il avait été projeté d'amener les eaux de La Motte à Grenoble. La question n'avait pas été résolue. Elle fut reprise en 1851. Cette année-là, une commission nommée par le Préfet de l'Isère adopta, à l'unanimité, le projet d'adduction « dont la réalisation, disait le rapport, doit ouvrir un nouvel avenir pour Grenoble. L'amenée des eaux de La Motte dans notre ville peut se réaliser sans altérer leur thermalité, ni leur puissance curative... »

Société fraternelle de l'Isère. — Le 8 juin 1851, la *Société fraternelle de l'Isère* fut mise en liquidation. « Malgré le zèle et la bonne volonté dont ont fait preuve ses principaux fondateurs, diverses circonstances malheureuses pour la prospérité de cette association ont amené ce regrettable résultat ». Ainsi s'exprimait le président de la société, M. B. Nicollet, dans une circulaire adressée aux sociétaires. Il ajoutait que le reliquat de 600 fr. serait versé à la *Caisse mutuelle* si les actionnaires de la précédente société ne demandaient pas le remboursement de leurs actions. Nous ignorons la suite qui fut donnée à ces propositions.

Pensions de famille. — Dans sa session d'août 1850, le Conseil général votait, en principe, la création et la distribution de secours à domicile, sous le nom de *Pensions de famille pour*

les vieillards et les infirmes pauvres du département. A la date du 2 avril, le Préfet de l'Isère prit un arrêté concernant l'institution de ces pensions qui devaient être établies, dans chaque chef-lieu de canton, à partir du 1^{er} juillet 1851. Une commission départementale de répartition fut instituée à cet effet. Voici la composition de cette commission départementale :

MM. Arnaud, maire de Grenoble; Barthélemy, commissaire général du 9^{me} bureau de bienfaisance mutuelle; Bonnard, conseiller à la Cour; Charmeil, Crozet, Duport-Lavilette, Eymard-Duvernay, conseillers généraux; Fermaud, pasteur protestant; Gerin, curé de Notre-Dame; Lesbros, conseiller de préfecture; Nicollet, bâtonnier de l'ordre des avocats; de Noailles, ancien président à la Cour d'appel; Du Pont-de-Gault, ancien officier supérieur; Félix Réal, ancien conseiller d'État; Reynaud et Sestier, conseillers généraux.

Montbonnot et Saint-Martin-de-Miséré. — Ces deux communes furent réunies en une seule, qui prit le nom de Montbonnot-Saint-Martin, le chef-lieu fut fixé à Montbonnot; loi du 24 juin 1851.

Garnison de Grenoble. — Le 1^{er} régiment d'artillerie, en garnison à Grenoble, se rendit, au mois d'octobre 1851, à Metz. Il fut remplacé par le 5^e de la même arme, venant de Strasbourg.

Le 24 octobre 1851, le commandant Fiéreck fut nommé lieutenant-colonel du 5^e régiment d'artillerie. Cet officier supérieur était originaire de notre ville.

Le 52^e de ligne avait remplacé, quelques mois auparavant, le 25^e qui tenait garnison à Grenoble.

Le général Partoureaux. — Après le plébiscite du 20 décembre 1852, le général Partoureaux, commandant la subdivision militaire du département de l'Isère, fut nommé commandant de la première brigade de cavalerie de l'armée de Paris. Il était remplacé, à Grenoble, par le colonel d'Hugues, du 37^e de ligne, qui fut, à cette occasion, promu au grade de général de brigade.

Les pommes de terre. — Pendant l'année 1851, la recrudescence

cence de la maladie des pommes de terre faisait des progrès effrayants; elle jeta la consternation parmi les populations des villes et des campagnes.

A Grenoble, plusieurs savants s'occupèrent de rechercher les moyens de conserver ce précieux tubercule. MM. Gueymard, Leroy, A. Laforte « préconisèrent plusieurs remèdes », qui furent recommandés par le Préfet de l'Isère.

La vigne. — De son côté, la vigne était gravement menacée par l'*oidium tuckeri*. Une commission d'hygiène publique fut chargée d'étudier « l'influence que pourraient avoir sur la santé de l'homme, soit les raisins malades, soit les vins provenant d'un mélange de fruits sains et de fruits altérés ».

La commission, composée de MM. Charvet, Gueymard, Bragard, H. Guillot et Bouteille, conclut que « le raisin, quoique atteint de l'oidium, n'exerçait aucune influence nuisible sur la santé des personnes qui en faisaient usage, même habituellement ».

Statistique.

Recensement quinquennal de la population du département de l'Isère.

Le recensement de la population du département eut lieu le 7 avril 1851. Nous croyons intéressant de donner les résultats du dénombrement par chefs-lieux de canton et d'établir le chiffre total de la population de Grenoble et du département de l'Isère.

Allevard, 2,638; Clelles, 777; Corps, 1,350; Domène, 1,375; Bourg-d'Oisans, 3,212; Goncelin, 1,650; Mens, 2,093; Monestier-de-Clermont, 902; La Mure, 3,648; Saint-Laurent-du-Pont, 1,858; Sassenage, 1,514; Le Touvet, 1,646; Valbonnais, 1,339; Vif, 2,435; Villard-de-Lans, 2,597; Vizille, 3,125; Voiron, 8,480; Pont-en-Royans, 1,211; Rives, 2,339; Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs, 1,918; Saint-Marcellin, 3,460; Roybon, 2,294; Tullins, 4,618; Vinay, 3,429; La Tour-du-Pin, 2,572; Bourgoin, 4,749; Cré-

mieu, 2,302; Grand-Lemps, 2,220; Morestel, 1,437; Pont-de-
Beauvoisin, 2,394; Saint-Geoire, 4,350; Virieu, 1,178; Beaure-
/paire, 2,480; La Côte-Saint-André, 4,429; Heyrieux, 1,416;
Meyzieu, 1,433; Roussillon, 1,532; Saint-Jean-de-Bournay, 3,298;
Saint-Symphorien-d'Ozon, 1,868; La Verpillière, 1,220; Vienne,
20,753; *Grenoble, 31,448 habitants.*

Arrondissement de Grenoble.....	220.192 habitants.
— de Saint-Marcellin.	87.198 —
— de La Tour-du-Pin.	136.593 —
— de Vienne.....	159.514 —

Population du département de l'Isère : 603.497 habitants.

1852

9 janvier. Décret ordonnant la transportation ou le bannissement de soixante-dix-neuf représentants du peuple et personnages politiques divers. — 14 janvier. Nouvelle Constitution : un président, un Sénat, un Corps législatif, le suffrage universel. — 24 janvier. Rétablissement des titres de noblesse. — 16 février. Le 15 août est déclaré seule fête nationale. — 17 février. Décret sur la presse. — Août. Divers bannis, entre autres Thiers, obtiennent l'autorisation de rentrer en France. — 9 octobre. Discours de Bordeaux : *L'Empire, c'est la paix*. — 7 novembre. Sénatus-consulte rétablissant l'Empire. — 20 novembre. Le peuple français approuve le rétablissement de l'Empire par huit millions de voix. — 2 décembre. Proclamation de l'Empire.

Les réceptions du 1^{er} de l'an à Paris et à Grenoble. — Manifestation hostile des officiers des sapeurs-pompiers de Grenoble; — Révocation du capitaine Giroud. — « Te Deum » en l'honneur du Plébiscite. — Décrets de 1851-1852. — Arrêté préfectoral concernant l'enlèvement des devises républicaines. — Dissolution des gardes nationales; leur réorganisation partielle. — La Constitution de 1852. — Souscription en faveur des militaires blessés au cours des événements de décembre 1851. — Elections générales au Corps législatif : dans l'Isère et à Grenoble. — Rapport du Préfet sur les élections de l'Isère. — La session législative. — Commission municipale. — Nominations préfectorales. — Prestation de serment. — Conversion de la rente française et les Sociétés de crédit. — Distribution des aigles à l'armée. — Les proscriptions; — Les Commissions mixtes; — Les mesures de rigueur et les perquisitions à Grenoble; — Episode des proscriptions à Grenoble; — Liste de proscriptions pour le département de l'Isère et la région; — Résultats des proscriptions. — Le décret du 28 mars 1852; — La loi du 30 juillet 1851 à l'égard des victimes du 2 décembre; — État des pensionnés de Grenoble et de la région. — Adresse du Conseil municipal de Grenoble au Prince-Président. — Rapport du Préfet de l'Isère sur la situation

politique du département. — Municipalité de Grenoble. — La fête du 15 août. — Élections des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux. — Voyage présidentiel; — A travers la France; — Louis-Napoléon à Grenoble; — Tableau des présentations dressé par le Préfet; — Dans le midi, dans l'ouest, rentrée à Paris. — Lettre de M^{sr} de Bruillard au Maire de Grenoble. — Adresse des habitants de Gloucester (Angleterre) aux citoyens grenoblois. — Le rétablissement de l'Empire; — Le Sénatus-consulte du 7 novembre 1852; — Plébiscite des 21 et 22 novembre; — Proclamation officielle de l'Empire; — Napoléon III. — Fêtes de Grenoble à l'occasion du rétablissement de l'Empire. — Nécrologie : MM. Jacques Arnaud; — François de Payen; — M^{sr} Devie. — Faits divers; — Faits locaux et régionaux. — Statistique locale.

Les réceptions du 1^{er} de l'an à Paris et à Grenoble. — Manifestation hostile des officiers des sapeurs-pompiers de Grenoble; — Révocation du capitaine Giroud. — « Te Deum » en l'honneur du Plébiscite. — Le 31 décembre 1851, le Président de la République avait reçu à l'Élysée les félicitations des corps constitués. C'était la dernière réception officielle de Louis-Napoléon Bonaparte au palais de l'Élysée; il avait résolu de s'établir aux Tuileries. Il s'y installa, en effet, peu de jours après.

Le 1^{er} janvier eut lieu à Notre-Dame, magnifiquement décorée, une cérémonie d'actions de grâces. Le Prince-Président arriva à la cathédrale entre deux haies de troupes. Il fut reçu au seuil de l'antique métropole par l'archevêque de Paris, M^{sr} Sibour, et conduit processionnellement à un fauteuil réservé, au-dessus duquel s'élevait un dais de velours cramoisi. « Cette cérémonie, lit-on dans *l'Histoire populaire de la France*, éditée par Lahure en 1865, était comme une consécration, faite par la religion, des actes du 2 décembre et du nouveau pouvoir sorti du plébiscite. »



« Pour célébrer l'élection du Président de la République,

plébiscite du 20 et 21 mars », le Préfet de l'Isère chargea le Maire de Grenoble d'inviter les habitants à pavoiser et à illuminer leurs maisons le 1^{er} janvier. M. Chapuys-Montlaville ordonna également de faire, ce jour-là, des distributions de secours aux indigents. « MM. les Fonctionnaires, ajoutait le Préfet, se réuniront, selon l'usage, à l'Hôtel de la Préfecture, à dix heures moins un quart très précises... »

Je crois utile de vous faire savoir que votre présence à la Préfecture, par suite de cette convocation, tiendra lieu de visite du premier de l'an.

Le Maire convoqua, sur cet avis, les différents chefs des corps constitués, ainsi que le capitaine et les officiers de la compagnie des sapeurs-pompiers.

Compagnie des sapeurs-pompiers. — M. Giroud, capitaine commandant la compagnie et les officiers de différents grades, ne crurent pas devoir se rendre à cette invitation. Dans une lettre, ils firent savoir à M. J. Arnaud, maire de Grenoble, le motif de leur résolution.

En rappelant le précédent de 1851, lorsque, à la suite des incidents du désarmement de la garde nationale, les sapeurs-pompiers avaient été exceptés des mesures de rigueur prises envers les différents autres corps de la légion, les officiers déclarèrent « qu'ils craignaient que leur compagnie ne fût appelée à faire exceptionnellement quelque service autre que celui pour lequel elle avait été spécialement instituée, par arrêté du 18 décembre 1844 ».

Le refus catégorique des officiers des sapeurs-pompiers d'assister aux réceptions officielles de la Préfecture fut très commenté. L'incident se prolongea quelque temps : des personnes notables intervinrent et tentèrent de faire revenir M. Giroud et les autres officiers sur leur décision. Ceux-ci demeurèrent inébranlables.

Le Préfet résolut de sévir ; il prit, le 13 janvier, un arrêté dont voici la conclusion :

Attendu qu'il importe de maintenir dans toute son étendue le principe d'autorité dû aux grands actes de la souveraineté,

Arrêtons :

M. Giroud, capitaine, commandant la compagnie des sapeurs-pompiers de Grenoble, est privé de son grade.

Signé : CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Te Deum. — Nous trouvons, à la date du 2 janvier 1852, l'arrêté préfectoral suivant :

« *TE DEUM* » D'ACTIONS DE GRACES A L'OCCASION DE LA PROCLAMATION DU RÉSULTAT DES VOTES SUR LE PLÉBISCITE DU 2 DÉCEMBRE 1851.

A Messieurs les Sous-Préfets et Maires du département.

MESSIEURS,

A l'occasion du dépouillement des votes sur le plébiscite du Président de la République, le Gouvernement a décidé qu'il serait chanté, le 11 de ce mois, un *Te Deum* d'actions de grâces dans toutes les églises paroissiales et que, le même jour des secours seraient distribués aux indigents par les soins des autorités municipales.

Ma proclamation aux habitants du département, dont j'ai eu l'honneur de vous adresser un exemplaire pour être publié et affiché, indique les dispositions que vous aurez à prendre pour remplir dignement les instructions du Gouvernement. Je vous prie, Messieurs, de ne rien négliger pour qu'elles soient observées en tout point.

Vous vous concerterez avec l'autorité religieuse pour donner à la cérémonie tout l'éclat dont elle doit être entourée. Les autorités judiciaires, administratives et militaires devront y être conviées. Les habitants de toutes les communes montreront eux-mêmes, je n'en doute pas, par leur présence à cette cérémonie et par leur empressement à pavoiser et illuminer leurs maisons, toutes les sympathies qu'a inspirées le grand acte qui vient de s'accomplir.

Agrérez, . . .

Le Préfet de l'Isère,

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

Décrets (1851-1852).

Le 29 décembre 1851, un décret sur les débits de boissons avait été signé par le Prince-Président. Ce décret soumettait à l'autorisation préalable toute ouverture de café et de cabaret quelconque, et donnait droit aux Préfets de fermer les établissements reconnus dangereux.

* * *

Le 1^{er} janvier 1852, décret enlevant au Jury la connaissance des délits commis par la parole et par la presse et l'attribuant, « pour assurer plus efficacement la répression », à la police correctionnelle.

* * *

Le 1^{er} janvier 1852, le Prince-Président rétablissait les aigles sur les drapeaux et sur la croix de la Légion d'honneur. Le décret justifiait le rétablissement de l'emblème impérial par cette considération « que le drapeau national ne devait pas être plus longtemps privé de l'emblème renommé qui conduisit dans cent batailles nos soldats à la victoire ».

* * *

Le 4 janvier, nouveau décret portant que les monnaies auront à l'avenir l'effigie du prince Louis-Napoléon.

* * *

Le 25 janvier fut abrogé le décret du Gouvernement provisoire concernant les anciens titres de noblesse.

* * *

Extraits de différents décrets : Les rues et places reprendront leurs anciens noms. — Il n'y aura plus qu'une seule fête nationale, la fête du 15 août. — Le Code civil se nommera à nouveau « Code Napoléon ».

. . .

La presse ne fut pas épargnée. Le décret organique publié le 17 février était des plus rigoureux. Nul ne pouvait fonder un journal sans avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement. L'autorisation gouvernementale était encore nécessaire pour tout changement dans le personnel des gérants, rédacteurs en chef, propriétaires ou administrateurs du journal. Les journaux politiques étrangers ne pouvaient circuler en France qu'avec l'autorisation du Gouvernement. Le cautionnement à fournir pour un journal qui paraissait plus de trois fois par semaine était fixé, dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, du Rhône, à 50,000 francs ; s'il paraissait moins de trois fois, à 30,000 francs. Dans les villes de cinquante mille âmes, le cautionnement était de 25,000 francs ; dans les villes moins peuplées, il était de 15,000 francs. Pour les feuilles qui paraissaient moins de trois fois par semaine, c'était la moitié de ces sommes.

Toute publication faite en contravention était punie d'une amende de 100 à 200 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. Celui qui avait publié le journal ou écrit périodique et l'imprimeur étaient solidairement responsables.

Une des charges les plus lourdes qui pesaient sur les journaux était le droit de timbre. Il y avait des timbres de 6 centimes et de 3 centimes par feuille d'impression. Le droit de timbre était applicable aux journaux étrangers circulant en France.

Les journaux ne pouvaient faire eux-mêmes de comptes rendus des séances du Corps législatif et du Sénat. Ils ne devaient que reproduire les comptes rendus officiels, sous peine d'une amende considérable. La publication de fausses nouvelles entraînait également des peines sévères, suivant qu'elle était faite ou non de mauvaise foi. Il était interdit également de rendre compte des procès de presse.

Le décret se terminait par les articles suivants :

Art. 22. — Aucun dessin, aucune gravure, lithographie, médaille, estampe ou emblème, de quelque nature et espèce qu'ils soient, ne pourront être publiés, exposés ou mis en vente sans l'autorisation préalable du Ministre de la police à Paris ou des Préfets dans les départements.

Art. 24. — Tout individu qui exerce le commerce de la librairie, sans avoir obtenu le brevet exigé par l'article II de la loi du 2 octobre 1814, sera puni d'une peine d'un mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 2,000 francs.

Art. 32. — Une condamnation pour crime commis par voie de la presse, deux condamnations pour délits ou contraventions commis dans l'espace de deux années, entraînent de plein droit la suppression du journal dont les gérants ont été condamnés.

Après une condamnation prononcée pour contravention ou délit de presse contre le gérant responsable d'un journal, le Gouvernement avait la faculté, pendant les deux mois qui suivaient cette condamnation, de prononcer soit la suspension temporaire, soit la suppression du journal.

Un journal pouvait être supprimé, soit après une suspension judiciaire ou administrative, soit par mesure de sûreté générale, mais par un décret spécial du Président de la République, publié au *Bulletin des Lois*.

Un journal pouvait être suspendu par décision ministérielle, alors même qu'il n'avait été l'objet d'aucune condamnation, mais après deux avertissements motivés et pendant un temps qui ne pouvait excéder deux mois.

Ce décret-loi fut adouci, quant aux avertissements, en 1860.

. . .

Une grave mesure fut le décret du 2 mars, qui mettait de plein droit à la retraite les magistrats de la Cour de cassation à l'âge de 75 ans, les magistrats des Cours d'appel et des tribunaux de première instance à 70 ans. Cette mesure était atténuée par un article qui ouvrait la porte aux exceptions : « Néanmoins les magistrats qui auront atteint l'âge fixé par l'article ne cesseront leurs fonctions que lorsqu'ils auront été remplacés. »

. . .

Le 9 mars, un décret conféra au Ministre de l'Instruction publique et au chef de l'État une plus grande autorité sur les membres de l'Université. Tout professeur de la Faculté pouvait être révoqué par le Président de la République, tout professeur par le Ministre.

« Le ministre, M. Fortoul, dit l'auteur de *l'Histoire populaire*

contemporaine de la France, usa de ce droit avec rigueur : fonctionnaire de l'Université, il sembla prendre à tâche de l'abaisser, et le mot n'est pas trop fort quand on dit qu'il la persécuta. Le talent, à ses yeux, n'était pas une excuse, et il éloigna, soit directement, soit indirectement, un grand nombre de professeurs des plus distingués, qui, certes, n'auraient pas été un péril pour le Gouvernement. M. Fortoul était soutenu dans cette guerre contre l'Université par le clergé, qui parlait tout haut de rétablir sa domination sur l'enseignement. Je me rappelle qu'au collège nos professeurs consternés nous faisaient part de leurs craintes et de leur profond découragement. Le ministre Fortoul alla même jusqu'à imposer aux professeurs une uniformité bizarre et à réglementer les barbes. Il défendit de porter des moustaches, sous prétexte « que la jeunesse ne reconnaissait pas ses maîtres sous un pareil déguisement ».

« L'enseignement, si profondément atteint dans sa constitution, dit de son côté Henri Martin, fut en quelque sorte découronné dans son personnel. Plus de quarante professeurs, l'élite du haut enseignement et de l'enseignement secondaire, refusèrent le serment exigé par la Constitution nouvelle et brisèrent volontairement leur carrière, plutôt que de jurer fidélité au parjure. Plusieurs ont figuré depuis parmi les plus hautes illustrations de notre temps. »

« L'enseignement allait être mutilé dans sa matière comme dans son organisation ». Une nouvelle réglementation des études fut décrétée le 10 avril : elle séparait en deux sections les élèves des lycées et des collèges, à partir de la classe de quatrième ; la première section cultiverait les lettres, pour les carrières libérales ; la seconde section, les sciences, pour les carrières commerciales et industrielles, pour la médecine et les écoles spéciales. Dans la section des lettres, la classe de philosophie disparaissait avec l'enseignement de la métaphysique et de l'histoire de la philosophie ; on ne laissait, de cette classe, substituer que ce qui regardait la logique. On remplaçait l'enseignement de la philosophie par les conférences obligatoires d'un aumônier sur la religion et la morale. C'est là ce qu'on a nommé le système de la bifurcation.

. . .

Le 9 mars, un décret imposa le serment à tous les fonctionnaires nommés ou élus. Le refus de serment était regardé comme une

démission. Les plus hauts comme les plus humbles magistrats, les ministres comme leurs agents, les députés eux-mêmes, devaient adhérer à l'ordre nouveau.

. . .

Un décret du 25 mars attribua aux Préfets le droit de décider des affaires départementales et communales qui n'affectaient pas l'intérêt général. « On peut gouverner de loin, disait un considérant du décret, on n'administre bien que de près. »

. . .

Un décret du 28 mars régla l'achèvement du réseau des chemins de fer du centre et du sud-ouest de la France et la fusion des quatre Compagnies des chemins de fer de Paris à Orléans, du Centre, d'Orléans à Bordeaux, de Tours à Nantes. En même temps, le Gouvernement s'occupait de l'établissement de la télégraphie électrique. L'autorisation fut accordée aux Compagnies anonymes des chemins de fer de l'Ouest et des Compagnies du chemin de fer de Lyon.

Expulsions des représentants du peuple et de notabilités politiques diverses. — Le 9 janvier, un décret ordonna l'expulsion du territoire français de soixante-six personnages politiques ou représentants appartenant au parti démocratique. On remarquait parmi les expulsés : Victor Hugo, Cholat, Gambon, Lagrange, Nadaud, Baune, Schœlcher, de Flotte, Laboulaye, Esquiros, Madier-Montjau, Raspail, Théodore Bac, Bancel, Dussoubs, Mathieu de la Drôme. Si ces personnes tentaient de rentrer en France, elles pouvaient être déportées.

On éloigna « momentanément » dix-huit notabilités, appartenant surtout aux partis monarchiques. Étaient expulsés : MM. Duvergier de Hauranne, Créton, Lamoricière, Changarnier, Baze, le Flô, Bedeau, Thiers, Chambolle, Rémusat, Jules de Lasteyrie, général Laydet, Émile de Girardin, Edgar Quinet, Antony Theuret.

Sur un rapport du Ministre de la Guerre, on paya la solde de disponibilité aux généraux Changarnier, Lamoricière, Bedeau,

le Flô, dans les pays qui leur étaient assignés ou qu'ils auraient choisis pour leur résidence.

Enfin, quelques autres « suspects » furent désignés pour la transportation à Cayenne.

*
*
*

Nous citons parmi les représentants proscrits Mathieu de la Drôme.

Voici quelques lignes biographiques sur ce personnage dont le nom est resté populaire.

Mathieu (Philippe-Antoine) de la Drôme, plus connu sous le nom de *Mathieu de la Drôme*, homme politique et météorologiste, né près de Romans en 1798, mort en 1865.

Vers 1830, il fonda à Romans une sorte d'Athénée « dans laquelle des hommes intelligents et dévoués faisaient des cours » et où lui-même professait « l'économie sociale ». Quelques empiétements de ces éducateurs sur le domaine politique décidèrent le Gouvernement à faire fermer « ce petit foyer d'opposition démocratique ».

Mathieu, tout en s'occupant d'exploitation agricole, fonda alors et rédigea un recueil intitulé *Voix d'un solitaire*. La publication de cet opuscule continua jusqu'à la Révolution de février.

Élu, à cette époque, représentant du département de la Drôme à la Constituante, il prit place « à la Nouvelle Montagne ».


Réélu à la Législative par la Drôme et le Rhône, P.-A. Mathieu « se montra, jusqu'à la fin de son mandat, l'un des plus énergiques soutiens de la République et resta un des adversaires les plus ardents de l'Élysée ».

Au Coup d'État, jeté en prison, puis expulsé du territoire français, il vécut successivement en Belgique et en Suisse, pour ne rentrer en France qu'à la suite de l'amnistie de 1859.

Mathieu de la Drôme publia alors, chaque année, un « *Almanach Météorologique* », qui, dès son apparition, eut un réel succès. Les prédictions de l'astronome dauphinois sur les perturbations atmosphériques, et ses observations climatologiques supplantèrent celles du légendaire Mathieu Lensberg.

Après le décès de P.-A. Mathieu, son gendre, M. Neyret, continua la publication de l'*Almanach météorologique*, dont la vogue ne faisait que grandir.

Aujourd'hui encore, on voit chez tous les paysans de nos régions, « *Le triple almanach de Mathieu de la Drôme* », *indicateur du temps, indispensable à tout le monde, rédigé par les Sommités scientifiques et littéraires*. (1900-37^e année).

 **La devise républicaine : « Liberté, Égalité, Fraternité », effacée sur les édifices publics et les propriétés particulières.** — Le 10 janvier, un arrêté du Préfet de l'Isère prescrivait d'effacer les inscriptions républicaines placées sur les édifices publics :

Vu la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 6 de ce mois,


Considérant que la devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*, a été, dans ces derniers temps, détournée de son sens primitif pour prendre, dans l'opinion publique, une signification anarchique,

Arrêtons :

Art. 1^{er}. — Les mots : *Liberté, Égalité, Fraternité*, devront être immédiatement effacés sur les monuments, édifices publics, propriétés particulières sur lesquels ils figurent encore.

Art. 2. — MM. les Sous-Préfets, Maires et Commandants de gendarmerie demeurent chargés de l'exécution du présent arrêté.

CHAPUYS-MONTLAVILLE.

 Le Préfet de l'Isère se multipliait. Nous le trouvons, le 11 janvier, passant la revue de « la belle compagnie des sapeurs-pompiers de la Tronche » et, le lendemain 12, assistant à un banquet « organisé en son honneur, à l'occasion des résultats du scrutin des 20 et 21 décembre, auxquels il avait contribué avec ardeur ».

Voici le libellé des cartes d'admission au banquet :

Fête nationale napoléonienne, à l'occasion des votes des 20 et 21 décembre (sous la présidence de M. le général Rey), offerte à M. le

Préfet de l'Isère, lundi 12 janvier 1852, dans la salle de l'École supérieure, à la Halle.

Le Préfet prononça un discours « fort applaudi » par les assistants; MM. Gustave Roux, avoué, Charbonnel-Salle, avocat, le général Partoureaux, Boyer, inspecteur d'Académie, le curé de Lemps, Reynaud, Berthoin, directeur de la ferme-école de Saint-Robert, l'abbé Déléon et le général Rey prirent successivement la parole.

Dissolution et réorganisation de la garde nationale. — Le 12 janvier, dissolution des gardes nationales dans toute la France. Les gardes nationales devaient être réorganisées « dans les localités où leur concours serait jugé nécessaire pour la défense de l'ordre public ». Le service ne serait plus facultatif, mais limité à l'âge de cinquante ans. Le Gouvernement se réservait le droit de fixer le nombre des gardes nationaux et de nommer les officiers. Le 15 janvier, tous les citoyens qui faisaient partie de la garde nationale de Paris reçurent l'ordre de déposer, dans un délai de quatre jours, à la mairie de leur arrondissement, les armes et les uniformes qui leur avaient été confiés par la ville. Le général Lawœstine, nommé commandant supérieur des gardes nationales du département de la Seine, réorganisa la garde nationale de Paris.

Henri Martin dit à ce propos :

Une institution identifiée, sous Louis-Philippe, à la classe moyenne, puis radicalement démocratisée par la Révolution de février, la garde nationale, venait d'être remaniée de façon à en faire un instrument passif et secondaire du pouvoir. Un décret du 11 janvier lui avait ôté son caractère démocratique en donnant au Gouvernement le droit de fixer, pour chaque localité, le nombre des gardes nationaux et de n'organiser la garde nationale que là où son concours serait jugé nécessaire. En même temps, par l'attribution au Président de la République du choix de tous les officiers, on empêchait que cette garde nationale triée pût redevenir une force bourgeoise libre.

La Constitution de 1852. — Le 14 janvier, parut au *Moniteur* la Constitution nouvelle, dont Louis-Napoléon Bonaparte expliqua lui-même « le caractère, le mécanisme et les avantages » dans un long commentaire. La Constitution, dite de 1852, modelée sur celle du Consulat de l'an VIII « ne conservait que les formes et l'apparence de la liberté et remettait aux mains d'un seul un pouvoir à peu près sans limites » ; cette Constitution était ainsi établie :

Pouvoir exécutif. — Le chef de l'État, seul responsable devant la nation, exerçait le pouvoir exécutif durant dix années : il commandait les forces de terre et de mer, déclarait la guerre, faisait les traités de paix, d'alliance et de commerce, avait seul l'initiative des lois et le droit d'établir l'état de siège, c'est-à-dire de suspendre toutes les lois. Il choisissait des ministres qui ne dépendaient que de lui et qui, n'étant pas solidaires les uns des autres, ne formaient pas à proprement parler un ministère, c'est-à-dire un cabinet homogène, dont le sort dépendait de la majorité, suivant les principes du régime parlementaire.

Pouvoir législatif. — Le chef de l'État partageait le pouvoir législatif avec le Conseil d'État, le Corps législatif et le Sénat.

1^o Le *Conseil d'État* était chargé : 1^o de préparer les lois et le budget et d'en soutenir la discussion devant le Corps législatif ; 2^o de résoudre les difficultés en matière administrative.


2^o Le *Corps législatif* était composé de députés élus pour six ans, à raison de un député par 35,000 électeurs. Le Corps législatif discutait et votait le budget et les lois présentées par le Gouvernement ; mais il ne pouvait en proposer et il ne lui était permis d'amender celles qui lui étaient soumises que d'accord avec le Conseil d'État.

3^o Le *Sénat* était composé de cent cinquante membres choisis par le chef de l'État parmi « toutes les illustrations du pays » ; les haut dignitaires, c'est-à-dire les cardinaux, les maréchaux et les amiraux, en faisaient partie de droit. Chargé de veiller au maintien de la Constitution, qu'il pouvait interpréter et modifier,

il avait pour attribution principale de s'opposer à toute loi votée par le Corps législatif et à tout acte du Gouvernement contraire à la Constitution. Il examinait les pétitions qui lui étaient adressées par les citoyens, les rejetait ou les renvoyait aux ministres compétents.

Souscription nationale en faveur des militaires blessés au cours des événements de décembre 1851. — Dans le courant de janvier, une souscription nationale fut ouverte en faveur des soldats et des gendarmes blessés au cours des événements de décembre 1851. Une part des sommes recueillies était destinée aux veuves des militaires « morts pour la défense de la Société ».

A Paris, on compta un assez grand nombre de souscripteurs ; dans les départements, « les Préfets rivalisèrent de zèle pour parvenir à des résultats significatifs ».

 M. Chapuys-Montlaville, préfet de l'Isère, institua à Grenoble une commission centrale chargée de recueillir les dons et offrandes des habitants de notre ville et du département tout entier.

Les membres de cette commission étaient :

MM. le général d'Hugues ; l'Évêque de Grenoble ; le Premier Président de la Cour d'appel ; le Procureur général ; le Recteur de l'Académie ; le Receveur général des Finances ; le Commandant de gendarmerie ; Arnaud, maire ; Blanc, substitut du Procureur de la République ; Bertrand, vice-président du Tribunal civil ; l'abbé Chambon ; Charbonnel-Salle, avocat ; Charmeil, conseiller à la Cour ; le général Corréard ; Fermaud, pasteur ; Genève, président du 7^e bureau de bienfaisance mutuelle ; Lavaurs, chef de division à la Préfecture ; De Lemps, curé de Saint-André ; de Montrol, conseiller à la Cour d'appel ; H. Mounier, banquier ; de Neuville, officier en retraite ; de Noaille, Petit, Piollet, Sestier et Casimir de Ventavon, bâtonnier de l'ordre des avocats.

Le résultat de la souscription dans l'Isère fut inférieur aux prévisions.

Vers la fin du mois de février, l'évêque de Grenoble fit verser à la Recette générale la somme de 3,000 francs, « produit de la quête ordonnée dans le diocèse en faveur des soldats et gendarmes blessés ».

Élections générales au Corps législatif. — Un décret du 2 février régla le système d'élection adopté pour la nomination des députés.

Chaque département, nous l'avons dit, devait avoir un député par trente-cinq mille électeurs; il était attribué un député de plus à chacun des départements dans lesquels le nombre excédent des électeurs s'élevait à vingt-cinq mille. Les colonies et l'Algérie cessaient d'être représentées au Corps législatif.

Était électeur tout citoyen de vingt et un ans jouissant de tous ses droits politiques. Les militaires et les marins étaient inscrits sur les listes des communes où ils étaient domiciliés avant leur départ, mais ils ne pouvaient voter pour les députés au Corps législatif qu'en cas de présence au moment de l'élection. L'âge de l'éligibilité était fixé à vingt-cinq ans. Toute fonction publique rétribuée était incompatible avec le mandat de député. Les hauts fonctionnaires ne pouvaient être élus que six mois après qu'ils avaient quitté leurs fonctions.

Les élections furent fixées au 29 février.

M. de Morny, lorsqu'il était encore Ministre de l'Intérieur, avait, le 20 janvier, adressé une circulaire aux préfets, dans laquelle il exposait les vues du Gouvernement sur les élections, sur les candidatures.

Quand un homme, disait-il, a fait sa fortune par le travail, l'industrie, l'agriculture, s'il s'est occupé d'améliorer le sort de ses ouvriers, s'il s'est rendu populaire par un noble usage de son bien, il est préférable à ce que l'on est convenu d'appeler un homme politique, car il apportera dans la confection des lois un esprit pratique et secondera le Gouvernement dans son œuvre de pacification et de réédification. Dès que vous m'aurez signalé, dans les conditions indiquées ci-dessus, les candidats qui vous paraîtront avoir le plus de chances de réunir la majorité des suffrages, le Gouvernement

n'hésitera pas à les recommander ouvertement au choix des électeurs.

Le successeur de M. de Morny au Ministère de l'Intérieur, M. de Persigny, insista davantage sur la part que les préfets devaient prendre à l'élection des députés, sur le zèle avec lequel ils devaient appuyer les candidats du Gouvernement.

Suivant les ordres formels du Ministère, les préfets établirent une liste des candidats officiels et « n'hésitèrent pas à employer ouvertement la plus audacieuse pression pour aboutir au succès final ».

☒ Dès le commencement de la campagne électorale, le 15 février, M. Chapuys-Montlaville, préfet de l'Isère, adressa une longue proclamation aux électeurs du département pour leur désigner les candidats recommandés par le Gouvernement.

Cette proclamation, d'un intérêt relatif, ne saurait être publiée en entier; nous en donnons la conclusion :

Voici donc les noms que le Gouvernement m'ordonne de porter à votre connaissance : arrondissement de Grenoble, M. Joseph Arnaud, maire de la ville; arrondissement de Vienne, M. Faugier, membre du Conseil général; arrondissement de La Tour-du-Pin, M. Flocard de Mépieu, membre du Conseil général; arrondissement de Saint-Marcellin, M. Devoize, ancien officier du génie.

Les différents groupes légitimistes et républicains se préparèrent à lutter contre les candidats de la Préfecture. Des comités électoraux désignèrent au choix des électeurs plusieurs personnages connus.

La candidature de M. Dupont-Delporte fut vivement appuyée par de nombreux amis, entre autres par M. H. Berriat, comme l'indique la lettre suivante :

Grenoble, le 20 février 1852.

MONSIEUR LE MAIRE,

Je viens franchement, ouvertement, vous recommander, ainsi qu'à vos administrés, la candidature de M. Dupont-Delporte, pour l'Assemblée législative.

Je ne vous rappellerai pas mes titres à votre confiance, ils sont

connus de votre commune, de tout le département de l'Isère et de la ville de Grenoble en particulier, qui me décernait, en 1846, une médaille en or à la suite d'une administration de sept années pendant lesquelles la cité tout entière subissait la plus complète et la plus heureuse transformation. Je ne m'étendrai pas davantage sur le mérite du candidat que je vous propose. Talent, lumières, énergie, indépendance, dévouement absolu à la cause du Président, nul, j'en ai la conviction profonde, ne pourrait l'égaliser sous tous ces rapports. Dans une position sociale élevée, en relation avec les hommes qui sont au pouvoir, nul aussi, je ne crains pas non plus de l'attester hautement, ne peut influencer à pareil degré pour une solution favorable des grands intérêts de la France, du département et de sa métropole et principalement sur la grande question du *Crédit foncier*, impatientement attendu par l'agriculture en souffrance, sur la concession de notre *embranchement du chemin de fer* et sur l'établissement des *Thermes de Grenoble*, pour lequel toutes les questions sont irrévocablement et favorablement décidées et que repousse le plus déplorable aveuglement.

J'ai l'honneur, Monsieur le Maire, de vous saluer avec la considération la plus distinguée.

H. BERRIAT,

Commandeur de la Légion d'honneur.

PROFESSION DE FOI DE M. DUPONT-DELPORTE.

M. Dupont-Delporte aux Électeurs de l'arrondissement de Grenoble.

Alors qu'un siège à l'Assemblée nationale était rétribué, je ne serais pas venu vous demander vos suffrages, j'aurais laissé ce soin à ceux qui auraient pensé que mon dévouement à la chose publique pouvait être de quelque utilité au milieu des luttes parlementaires. La situation nouvelle du Corps législatif me permet aujourd'hui de vous offrir dignement et librement mes services, de dire aux hommes de tous les partis :

Que demandiez-vous avant le 20 décembre? quelle était l'expression constante de vos souhaits? sur quels arguments basiez-vous toujours vos attaques les plus passionnées ou vos défenses les plus vives?

Sur la volonté nationale.

Eh bien ! la volonté nationale, par 7,500,000 voix données au Président de la République, nous a indiqué la nouvelle voie dans laquelle elle voulait entrer, le nouveau terrain sur lequel elle entendait établir le gouvernement de Louis-Napoléon ; ce terrain, essentiellement démocratique et républicain, est celui des améliorations sociales possibles et rationnelles.

Cette position que le pays s'est librement choisie, tout homme de bonne foi doit l'accepter, tout citoyen éclairé, tout patriote désintéressé doit aider à son développement régulier.

Indépendant par caractère, par opinion et par position, ennemi déclaré de toute révolution nouvelle, dévoué à la forme actuelle du Gouvernement, je viens, dans cet arrondissement, ma patrie d'adoption depuis plusieurs années, siège des propriétés que j'y ai acquises et qui m'y fixent à toujours, faire un loyal appel à toutes les opinions disposées à oublier leurs préférences anciennes devant la volonté du pays si hautement manifestée.

Parmi les importantes questions qui seront portées devant le Corps législatif, plusieurs ont été l'objet de mes études constantes. Je citerai entre autres :

Le remaniement du système des octrois, afin de mettre à la portée des classes ouvrières les objets de consommation de première nécessité en les vendant le meilleur marché possible, et, d'un autre côté, d'en augmenter le débit au profit du producteur, c'est-à-dire de l'homme de la campagne ;

Le dégrèvement de l'impôt foncier et sa répartition plus égale ;

L'institution du crédit foncier, ce besoin suprême des populations rurales ;

Enfin, la revision du tarif des douanes, afin de mettre le pays à l'abri des théories désastreuses sous lesquelles ne tarderaient pas à succomber nos plus magnifiques établissements, et en particulier l'industrie métallurgique, cette grande richesse de nos vallées.

L'examen du budget déferé au Corps législatif sera de ma part l'objet d'une constante et sérieuse attention. Car la bonne administration de la fortune publique est le meilleur moyen de faire le bien, d'empêcher la misère, de soulager le travail et d'alléger le poids des impôts.

La manière indépendante dont j'ai défendu le gouvernement du Président de la République dans la presse, pendant les époques diffi-

ciles que nous venons de traverser, vous permet de juger de l'avenir par le passé, et à moi, me faisait un devoir de répondre à la confiance et aux désirs de mes amis, en vous adressant ce loyal appel, auquel me conviait naguère avec une abnégation au-dessus de tout éloge, au nom de tous les membres de l'association nationale électorale de votre arrondissement, l'honorable général Rey, dont nul ne saurait contester le dévouement énergique à la cause de Louis-Napoléon.

La publicité que je donne à sa lettre pourra contrarier sa modestie, elle ne contrariera pas ses sentiments patriotiques.

C. H. DUPONT-DELPORTE,

*Ancien capitaine commandant au 7^e de hussards,
propriétaire à Gières, près Grenoble.*

Grenoble, le 6 février 1852.

« MON CHER COMMANDANT,

« Au nom de tous nos amis politiques, je vous remercie de cœur des démarches actives que, sur la prière de M. Déléon, vous avez déjà faites à Paris et que vous poursuivez encore en faveur des détenus de Grenoble. Notre ville et notre département, à peine émus les premiers instants, se sont montrés tout à coup si calmes à l'occasion des grands événements qui viennent d'assurer le salut de la France, que le Gouvernement a facilement compris votre langage et vient de le renouveler dans sa circulaire du 3 courant. Désormais, les mesures de rigueur ont fait leur temps.

« Ce succès est trop beau, mon cher Commandant; il est trop conforme à nos vœux, pour que je ne cède pas à un sentiment naturel en vous priant, au nom de tous nos amis politiques, d'accepter la candidature de notre arrondissement et de vous offrir aux suffrages des électeurs comme représentant vos droits, que tout le monde reconnaît. et les miens, qu'on veut bien ne pas contester. Vous pourrez désormais déployer votre activité dans l'intérêt de notre cause, dans celui du Président de la République, comme dans celui du département entier.

« Permettez-moi de compter sur cette preuve nouvelle de votre dévouement et veuillez agréer, etc.

« *Le général d'artillerie, Rey.* »

Extrait du Vœu national. — La candidature de M. Dupont-Delporte se présente très bien dans notre ville et dans l'arrondissement, ses chances de succès augmentent d'un instant à l'autre. Comment en serait-il autrement !

M. Dupont-Delporte, fils d'un conseiller d'État de l'Empire, préfet de la Seine-Inférieure où il a su se concilier l'estime et l'affection universelle, au lieu de se laisser aller mollement aux douceurs de la fortune, a voulu prendre sa part des dangers de notre armée d'Afrique et se faire lui-même sa position dans le monde.

Dès que l'âge le lui permit, il se fit soldat, et sur le champ de bataille en Afrique, il conquit ses grades un à un. Sous les ordres du brave général Corréard, notre compatriote, dont il est aujourd'hui l'ami le plus intime, il a fait la campagne de Constantine et a déployé là, comme toujours, un courage à toute épreuve.

Quand les jours mauvais se sont levés en France et que l'armée, ce boulevard de l'ordre et de la civilisation, est devenue suspecte aux *maîtres* du pays, se trouvant à Lyon, détaché à la tête de son escadron, M. Dupont-Delporte s'est démis volontairement de son titre de capitaine-commandant et a consacré son intelligence et son activité à l'étude des questions les plus importantes et les plus utiles pour l'amélioration du sort des classes laborieuses.

Sa candidature nous promet un représentant très dévoué au gouvernement du Prince-Président et plus capable que tout autre de faire triompher les droits, depuis si longtemps délaissés, de notre département.

DÉLÉON.

Le 26 février, M. Dupont-Delporte adressa aux journaux de Grenoble la note suivante :

Au Murier, 26 février 1852.

MONSIEUR LE RÉDACTEUR EN CHEF,

Je déclare me désister de ma candidature au Corps législatif.
Recevez,....

DUPONT-DELPORTE.

A la suite de cette décision, M. Bordillon, candidat républicain, demeura seul en présence de M. Joseph Arnaud, candidat officiel.

A Saint-Marcellin, M. Fabre, ancien sous-préfet, maire de

cette ville, avait d'abord résolu de se présenter, mais il se désista, quelques jours avant le scrutin, en faveur de M. Devoize, candidat officiel.

M. Ducrest, de Voiron, maintint sa candidature contre celle de M. Devoize.

Les élections se firent avec le plus grand ordre et le plus grand calme. Le résultat en était assuré d'avance. Les partis, encore sous le coup des récents événements, n'osèrent point engager une lutte qui leur paraissait impossible.

Les candidats présentés, ou plutôt imposés officiellement par les Préfets, furent presque partout élus. Les républicains s'étaient abstenus dans une grande partie des communes. Cependant la candidature républicaine du général Cavaignac triompha à Paris, ainsi que celle de M. Carnot. A Lyon, le médecin Hénon, un montagnard irréductible, fut nommé. Dans l'ouest, trois députés légitimistes réussirent également.

Voici les résultats pour le département de l'Isère :

1^{re} Circonscription. — Nombre de votants : 28.018.

M. Arnaud (Joseph) obtint 26.231 voix.

M. Bordillon 1.041 —

M. Dupont-Delporte..... 152 —

2^e Circonscription. — Votants : 22.908.

M. Devoize obtint 18.519 voix.

M. Ducrest..... 4.130 —

3^e Circonscription. — Votants : 25.797.

M. Flocard de Mépieu obtint... 25.437 voix.


4^e Circonscription. — Votants : 24.657.

M. Faugier obtint..... 24.079 voix.

Furent déclarés élus : MM. J. Arnaud, Devoize, Flocard de Mépieu et Faugier pour l'Isère.

Dans la Drôme, MM. Sapey, Monier de la Sizeranne et Morin, candidats officiels, obtinrent une forte majorité.

Dans les Hautes-Alpes, les électeurs élirent M. Faure, ancien représentant du peuple et candidat de l'administration, avec 14,300 voix, contre 4,882 à M. Rambaud et 4,764 à M. de Ventavon.

 **Rapport préfectoral sur les élections.** — Nous avons trouvé dans les *Archives nationales* un rapport de M. Chapuys-Montlaville, préfet de l'Isère, au Ministre de l'Intérieur, concernant le résultat des élections.

Nous croyons devoir présenter quelques extraits de cette pièce confidentielle fort curieuse.

Grenoble, le 7 mars 1852.

Le parti rouge, les anciens montagnards politiques ont essayé de se produire. A Grenoble, où se trouve leur centre d'action, en quarante-huit heures, ils ont trouvé le secret de donner sept cents voix à leur candidat, M. Bordillon. Des émissaires, envoyés dans la campagne, sont revenus en disant qu'il n'y avait rien à faire et que les électeurs voteraient en masse pour le candidat de l'administration.

Ce fait nous avertit que l'organisation de ce parti existe encore au chef-lieu et qu'il est nécessaire de continuer à exercer sur lui une active surveillance.

Les socialistes, qui ont toujours été assez peu nombreux dans l'Isère, n'ont pas donné signe de vie.

Je dois dire, cependant, que les principaux chefs politiques des rouges se sont abstenus, soit par crainte, soit par découragement, mais il n'en demeure pas moins certain qu'à la première difficulté gouvernementale, le parti sera prêt à prendre part à une lutte quelconque.

D'un autre côté, les orléanistes et les légitimistes qui, à Grenoble, marchent ensemble sous le nom de fusionnistes, ont relevé la tête, se sont constitués et ont même montré beaucoup d'audace, six des principaux d'entre eux ont adressé à l'autorité, au sujet d'une circulaire qu'ils voulaient faire imprimer, des lettres pleines d'arrogance et d'hostilité. La moindre hésitation dans la conduite de l'administration aurait pu jeter du trouble dans la situation électorale.

N'ayant aucune espérance d'obtenir un nombre de voix considérable pour leur candidat, qu'ils avaient de la peine à trouver, ils se sont livrés au système de l'abstention, l'ont conseillé, et grâce à l'indifférence publique pour les élections de toute sorte, ils sont parvenus à en obtenir un grand nombre dans la ville de Grenoble.

L'hostilité des anciens partis est flagrante. Elle se traduit par des

conversations de salons déplorables. Cette hostilité n'est nullement dangereuse si l'on emploie avec persévérance et vigueur le seul moyen, non seulement de l'apaiser, mais de la détruire; c'est, d'une part, d'éloigner, par de simples changements de résidence, les fonctionnaires publics qui ont des liens d'affection et de sympathie avec eux et de les envoyer dans un autre milieu où ils seront plus libres de leur action; d'une autre, de prescrire à tous les administrateurs civils et militaires de n'accorder sur leur recommandation, soit pour leurs familles, soit pour leurs amis, aucune faveur quelconque du Gouvernement. Ils ne peuvent pas vivre sans l'administration. Ils ont besoin d'elle à chaque instant pour placer leurs enfants, leurs parents, leurs amis, leurs clients même, et le jour où ils s'apercevront que le système du Gouvernement est bien arrêté sur ce point et que, pour obtenir quelque chose de lui, il faut se montrer dévoué, non seulement pour le présent, mais pour l'avenir, ils seront bientôt rendus et ralliés.

Ces deux factions, fusionniste et rouge, n'ont d'organisation et de vie actuelle que dans les grands centres du département et principalement à Grenoble; mais dans les campagnes, la bourgeoisie, à de rares exceptions, marche avec le peuple dans les voies napoléoniennes.

Les courses que j'ai faites dans la vallée et à La Mure, où j'ai été accueilli aux cris enthousiastes de « Vive Napoléon ! », au bruit des boîtes et du canon, non seulement par les populations en masse, mais par la bourgeoisie qui, à La Mure, a organisé, en quatre heures, un banquet de soixante couverts, attestent suffisamment le dévouement général de ces contrées pour Louis-Napoléon.

M. Chapuys-Montlaville continuait son rapport par une énumération d'un certain nombre de fonctionnaires hostiles au Gouvernement ou douteux, pour lesquels il demandait le déplacement, la disgrâce ou la mise à la retraite.

J'achèverai, concluait le Préfet de l'Isère, de vous rendre compte de la situation politique en vous informant que l'élection du général Cavaignac, qui n'est qu'une impertinence des Parisiens, n'a produit aucune sensation à Grenoble.

On s'en est réjoui, il est vrai, dans quelques salons orléanistes et rouges, mais dans les lieux publics et dans les masses, on n'y a pas fait la plus légère attention.

La session législative (29 mars-28 juin 1852). — Le 29 mars, le Sénat et le Corps législatif se réunirent aux Tuileries dans la salle des Maréchaux. Une salve de cent un coups de canon annonça la cérémonie et le Prince-Président adressa aux sénateurs et aux députés un discours qui touchait à toutes les questions dont on se préoccupait.

M. Casabianca, ministre d'État, fit ensuite l'appel nominal des membres du Sénat et du Corps législatif, qui, individuellement, prêtèrent serment. MM. Carnot, Hénon et le général Cavaignac ne répondirent pas ; ils furent déclarés démissionnaires.

D'ailleurs, la plupart des candidats opposants refusèrent de jurer et, dès lors, ne purent occuper leur siège.

L'appel terminé, le Président de la République déclara ouverte la session législative de 1852.


Le lendemain 30 mars, le Sénat et le Corps législatif commencèrent leurs travaux, l'un au Palais du Luxembourg, dans l'ancienne salle de la Chambre des Pairs ; l'autre au Palais Bourbon, dans l'ancienne salle des députés de la monarchie de Louis-Philippe. La salle immense construite dans la cour pour la nombreuse assemblée de la République avait été démolie. Le prince Jérôme ouvrit la séance du Sénat par un discours conforme aux circonstances. Mais on remarqua surtout le discours du Président du Corps législatif, M. Billaut. Celui-ci s'appliqua, en effet, « à bien déterminer le rôle qu'attribuait la Constitution aux députés ».

Sauf la vérification des pouvoirs, le Corps législatif n'eut d'abord que peu de travaux et les premières séances parurent d'autant plus vides qu'on ne pouvait les remplir par des discussions politiques. Cependant le Corps législatif vota un projet de loi important sur la refonte des monnaies de cuivre, qu'on remplaça par des monnaies de bronze. Aux pièces d'un liard, de deux liards, d'un sou, de deux sous, on substitua des pièces d'un centime, de deux centimes, de cinq centimes et de dix centimes.

On vota aussi la loi de la réhabilitation des condamnés. D'après cette loi, tout condamné à une peine afflictive ou infamante, ou à une peine correctionnelle, peut être réhabilité si, cinq ans après l'expiration de sa peine, il en fait la demande et

s'il remplit les conditions exigées. S'il est condamné pour banqueroute frauduleuse, il doit justifier du paiement du passif de la faillite, en capital, intérêt et frais, ou de la remise qui lui en a été faite. La discussion du budget occupa de nombreuses séances et M. Chasseloup-Laubat, rapporteur, proposa des réductions nombreuses. M. de Montalembert, après avoir adhéré au Coup d'État, s'était séparé du Gouvernement; il profita de la discussion du budget pour se montrer très virulent dans ses attaques. Son talent de parole donna du retentissement à son hostilité, qui continua dans les sessions suivantes.

La session fut close le 28 juin par un message du Prince-Président, qui félicita les députés « d'avoir écarté toute susceptibilité et de s'être occupés des grands intérêts du pays, comprenant que le temps des discours passionnés et stériles était passé, que celui des affaires était venu ».

 **Commission municipale.** — A Grenoble, après la dissolution de l'ancien Conseil municipal, le 20 septembre 1851, M. J. Arnaud, maire, nommé le 4 avril, et MM. Reynaud, Mounier, L. Penet, adjoints, nommés le 1^{er} octobre 1851, dirigeaient les affaires de la cité. Le 6 février 1852, un arrêté préfectoral établit une Commission municipale composée de :

MM. Arnaud, maire; Louis Reynaud; Mounier, banquier, et Louis Penet, négociants, adjoints. Membres : MM. de Bernard, conseiller à la Cour; Bertrand, vice-président du Tribunal civil; Charbonnel-Salle, avocat; Chapelin, entrepreneur; Gentil, ingénieur des Ponts et Chaussées; Maurel de Rochebelle, conseiller à la Cour; Mollard, orfèvre; Montrozier, notaire; Nicollet, conseiller à la Cour; Peyrin, ouvrier gantier; Piollet, conseiller à la Cour; Ribot, négociant, et Satre, maître serrurier.

Le 10 février, le Préfet présida à l'installation des commissaires dans leurs fonctions : il prononça une allocution à laquelle répondit M. Joseph Arnaud.

Nominations préfectorales. — Par décret du 21 avril 1852, M. Chapuys-Montlaville, préfet de l'Isère, fut nommé à la préfecture de la Haute-Garonne.

Avant son départ, il adressa, aux habitants de notre département, une proclamation suivie d'une lettre aux sous-préfets, maires, juges de paix et fonctionnaires.

Le 30 avril, M. Chapuys-Montlaville fut remplacé par M. Bérard, ancien membre de l'Assemblée législative pour le Lot-et-Garonne, ancien commissaire extraordinaire du département de la Somme au 2 décembre. M. Bérard avait été nommé en dernier lieu directeur général de la police à Lyon. Le 3 mai, le nouveau préfet annonçait son arrivée et sa prise de possession de la préfecture de l'Isère par une proclamation, dans laquelle il se déclarait « tout dévoué à la personne et à la politique du Président ».

Prestation de serment. — L'ouverture de la session des Conseils municipaux devant avoir lieu le 9 mai 1852, le Préfet adressa, dès le 28 avril, une circulaire rappelant que le premier devoir du Conseil était de prêter serment.

Voici la formule de ce serment : « Je jure obéissance à la Constitution et fidélité au Président ».

Cet acte était obligatoire pour toutes les personnes attachées à un service municipal, employés de mairies, membres des conseils d'administration des hôpitaux, employés des hospices, des bureaux de bienfaisance, des octrois, agents du service vicinal, membres des commissions administratives ou de surveillance, etc.

Le fonctionnaire qui refusait de prêter serment était « réputé démissionnaire ».

Conversion de la rente du 5 en 4 1/2 %. — La Bourse, malgré les agitations politiques, s'était relevée progressivement, ainsi que le commerce et l'industrie, depuis 1848; néanmoins, en 1851, la peur qu'on avait de 1852, « considéré, pour ainsi dire, comme une année de jugement dernier », empêchait la rente de continuer à monter; le 5 était, la veille du 2 décembre, à 91 fr. 60. Quand les événements eurent prononcé et que l'incertitude du lendemain eut disparu, les intérêts se rattachèrent au vainqueur; la rente dépassa le pair au milieu de décembre; elle était à 103 au commencement de mars. Louis-Napoléon

Bonaparte crut pouvoir alors opérer la conversion du 5 en 4 1/2, en offrant le remboursement aux créanciers de l'État qui n'accepteraient pas la réduction (décret du 30 mars). La très grande majorité des créanciers accepta. Cette opération procura à l'État une économie annuelle d'environ 18 millions et favorisa les entreprises commerciales et industrielles, en faisant baisser le taux de l'intérêt.

La Banque de France prêta au Gouvernement une assistance très efficace, et dans l'affaire de la rente et dans les affaires de chemins de fer, elle fit de grandes avances au Trésor public, en vue de la conversion, et consentit de prêter sur actions et obligations des chemins de fer.

Le Gouvernement, en compensation, renonça à la faculté de toucher au privilège de la Banque jusqu'en 1867.

Les sociétés de crédit. — Louis-Napoléon fonda deux établissements considérables. La *Banque Foncière de Paris*, créée le 18 mars 1852, devint le *Crédit Foncier de France* par décrets des 30 juillet et 10 décembre. Cette société anonyme fut établie pour faciliter les opérations d'emprunts sur immeuble, elle jouit de larges privilèges et put créer des succursales dans tous les départements.

A Grenoble, M. Auguste Bourne, ancien juge de paix, eut la direction de la succursale de l'Isère (20 mars).

Le *Crédit Foncier* ne fut pas réellement, ainsi qu'on l'avait pensé tout d'abord, « le crédit agricole » ; mais sa constitution était solide et il est resté « un établissement puissant et durable ».

Le capital social est actuellement de 170,500,000 francs, divisé en 341,000 actions de 500 francs, et il pourra s'élever jusqu'à 200,000,000 de francs. En résumé, cette banque est l'intermédiaire entre les prêteurs capitalistes qui souscrivent ses obligations, d'une part, et les emprunteurs hypothécaires et les communes, d'autre part. Les obligations foncières et communales sont insaisissables, comme les rentes sur l'État.

Le 20 novembre 1852 fut institué le *Crédit Mobilier*. La pensée de cette création, des frères Pereire, naquit de l'insuffisance des

moyens de crédit offerts à l'organisation des grandes affaires du pays, de l'isolement où étaient réduites les forces financières, de l'absence d'un centre assez puissant pour les relier entre elles. Elle prit corps, en 1853, par la constitution, au capital de 60,000,000 de francs, de la *Société générale de Crédit mobilier*.

En fait, la *Société générale de Crédit mobilier* fut, à la fois, une société commanditaire de l'industrie, une société financière, une banque de placement, de prêt et d'emprunt, une banque d'émission. Fould l'appela, avant qu'elle fût autorisée, une « vaste maison de jeu ». Elle eut d'ailleurs les fortunes les plus diverses. Ses actions atteignirent un taux élevé. Mais cette société, qui n'avait pas les bases et les gages du *Crédit Foncier*, après quelques années d'une splendeur factice, « devait s'effondrer parmi beaucoup de scandales ».

Le *Crédit Mobilier* a été reconstitué le 11 décembre 1871. Son capital a été abaissé à 30,000,000 de francs.

Distribution des Aigles à l'armée. — Le 10 mai eut lieu, à Paris, la distribution des nouveaux drapeaux à l'armée.

Pour cette cérémonie, on avait construit, au Champ de Mars, un autel monumental ouvert sur toutes les faces ; cette chapelle avait 18 mètres de large sur 25 de hauteur : elle était peinte en blanc, rehaussée d'or, soutenue par huit colonnes. Sur les quatre pans s'étendaient quatre immenses vélariums de velours cramoyé, brodés et drapés d'or ; au-dessus de l'autel, un dais d'une grande magnificence et un drap d'or courant sur toute la surface complétaient la décoration de la chapelle. Sur huit colonnes s'élevaient huit statues allégoriques et un dôme surmonté d'une croix immense. Cinquante marches conduisaient au palier de la chapelle. En avant de l'École militaire, le génie avait élevé une estrade pour Louis-Napoléon, de vastes tribunes pour le corps diplomatique, les grands corps de l'État, les fonctionnaires et les invités. D'autres tribunes avaient été construites sur les tertres du Champ de Mars, et l'industrie privée y avait ajouté les siennes.

Un effectif de 80,000 hommes et de 100 bouches à feu avait

été réuni dans le Champ de Mars. Une foule innombrable était accourue. Le Prince-Président arriva à midi, salué par 21 coups de canon. Il était accompagné d'un brillant état-major, dans les rangs duquel on remarquait surtout les chefs arabes. Louis-Napoléon, après avoir passé rapidement entre les lignes, prit place dans sa tribune. Les drapeaux et étendards qui devaient être distribués avaient été disposés derrière lui, dans l'ordre assigné pour le défilé. Les chefs de corps montèrent l'un après l'autre jusqu'au Président de la République, qui leur remettait le drapeau. Puis, lorsque la distribution fut terminée, ils se rangèrent au pied de l'estrade et remontèrent ensemble les gradins. Alors Louis-Napoléon leur adressa une courte allocution, que les préfets reçurent ordre de faire afficher dans les départements, et dont voici le texte :

SOLDATS,

L'histoire des peuples est en grande partie l'histoire des armées. De leurs succès ou de leurs revers dépend le sort de la civilisation et de la patrie. Vaincus, c'est l'invasion ou l'anarchie ; victorieuses, c'est la gloire ou l'ordre ; aussi les nations comme les armées portent-elles une vénération religieuse à ces emblèmes de l'honneur militaire qui résument en eux tout un passé de luttes et de triomphes.

L'aigle romaine adoptée par l'empereur Napoléon, au commencement de ce siècle, fut la signification la plus éclatante de la régénération et de la grandeur de la France. Elle disparut dans nos malheurs, elle devait revenir lorsque la France relevée de ses défaites, maîtresse d'elle-même, ne semblerait plus répudier sa propre gloire.

Soldats, reprenez donc ces aigles, non comme une menace contre les étrangers, mais comme le symbole de notre indépendance, comme le souvenir d'une époque héroïque, comme le signe de noblesse de chaque régiment.

Reprenez ces aigles qui ont si souvent conduit nos pères à la victoire et jurez de mourir s'il le faut pour les défendre.

Pour copie conforme : *Le Préfet de l'Isère,*


J. BÉRARD.

Après la distribution des drapeaux une messe solennelle fut

célébrée. A l'issue de la messe, une salve de 101 coups de canon annonça la bénédiction. L'archevêque de Paris, qui avait officié, se dirigea vers les drapeaux et les consacra par l'eau lustrale et les prières de l'Église. L'archevêque donna ensuite au peuple sa bénédiction et fit un discours dans lequel il expliqua pourquoi les ministres pacifiques de la religion intervenaient dans une cérémonie guerrière. La cérémonie s'acheva par un défilé général des troupes. Les soldats, en passant devant le Président de la République, poussèrent des cris de « Vive l'Empereur ! ».

Le lendemain 11 mai, l'armée donna au Prince-Président un bal dans l'École militaire. Pour subvenir aux frais de cette fête, les sous-lieutenants et les lieutenants avaient donné trois journées de solde; les capitaines quatre; les chefs de bataillon et d'escadron six; les lieutenants-colonels sept; les colonels huit; les généraux de brigade dix; les généraux de division douze; le général en chef de l'armée de Paris quinze. Le bal fut magnifique.

Les fêtes se terminèrent par une représentation de gala au théâtre des Tuileries, le 12 mai, et par un immense feu d'artifice tiré sur les hauteurs du Trocadéro, le 13 mai.

 Les drapeaux du 52^e de ligne et du 5^e d'artillerie, régiments en garnison à Grenoble, furent solennellement remis par les colonels de chaque régiment le 30 mai suivant.

Les proscriptions à Grenoble.


A la suite du Coup d'État du 2 décembre 1851, 32 départements avaient été mis en état de siège. Près de 100,000 citoyens avaient été arrêtés et jetés dans les prisons ou dans les forteresses; les casemates des forts, autour de Paris, regorgeaient de prisonniers. Des juges d'instruction vinrent procéder à des interrogatoires sommaires, à la suite desquels les détenus étaient envoyés devant les commissions militaires.

Celles-ci, d'après les dossiers de la police et quelques mots ajoutés par les juges d'instruction aux dossiers, classaient les détenus dans l'une de ces trois catégories : 1^o individus pris les

armes à la main ou contre lesquels il existe des charges graves;
2° individus contre lesquels il existe des charges moins graves;
3° individus dangereux.

La première catégorie devait être jugée sommairement par les conseils de guerre; la seconde envoyée devant divers tribunaux; la troisième déportée sans jugement.

A Paris, beaucoup de détenus ne subirent pas même d'interrogatoire. Un assez grand nombre furent mis en liberté; mais on en retint une masse énorme. Les choses se passèrent à peu près de la même façon en province.

 Dans le département de l'Isère, la Commission militaire établie par le général Castellane se composait des officiers dont les noms suivent:

M. de Bauer, chef de bataillon au 52^e de ligne, président; Guillot de la Poterie, capitaine au 52^e de ligne; Marey, capitaine au 5^e d'artillerie; le maréchal des logis Beauvalet, du 5^e régiment d'artillerie, remplissait les fonctions de greffier.

La Commission militaire de l'Isère exerça ses pouvoirs en vertu du décret du 8 décembre 1851, qui « ordonnait, au nom du Président de la République, la transportation de toutes les personnes regardées comme suspectes, dangereuses ou contraires au nouvel état de choses établi ».

La Commission militaire siégeant à Grenoble, et jugeant en vertu de la législation spéciale de l'état de siège, condamna à la déportation plusieurs de nos compatriotes « qui s'étaient fait remarquer par leur hostilité envers le gouvernement de Louis-Napoléon, au moment du 2 décembre ».


Ces citoyens, reconnus « suspects ou dangereux à la suite d'actes ou de paroles », se nommaient : Auguste Amillac; Barbier, d'Allemont; Pierre Barginet, de La Mure; Frédéric Chabert, de la Drôme; Ferdinand Durand, du Var; Maurice Durand, de Grenoble; Fournier, de Laragne; René Magnin; Aurore Gayet, de la Buissière; Leriche, de Saint-Martin-d'Onon; Jacquier, de Besançon; Louis Moreau, de Freminy; Faure, de Grenoble; J.-B. Nicollet, de Laissand (Savoie); V. Pirodon, de Grenoble; Joseph Pourret; Ernest Perréal; J.-B. Rigolier; Ribière; Serra del Victor; Gautier; Moroche; Julien; Bapt; Vignal, Stœpel; Charvet, etc.

Les Commissions mixtes.

Une circulaire datée du 3 février 1852, signée par les trois ministres de la Guerre, de la Justice et de l'Intérieur, institua dans chaque département une sorte de tribunal composé de fonctionnaires de divers ordres : d'un général ou commandant militaire, du préfet et du chef du parquet ou du procureur de la République; ce tribunal fut désigné sous le nom de *Commission mixte*.

A ces commissions était conféré le pouvoir de prononcer : l'envoi devant le conseil de guerre; la transportation à Cayenne ou en Algérie; l'expulsion de France; l'éloignement momentané du territoire; l'internement, c'est-à-dire l'obligation de résider dans une localité déterminée; le renvoi en police correctionnelle; la mise sous la surveillance du ministère de la police générale; la mise en liberté.


Les commissions devaient avoir égard « non seulement au degré de culpabilité, mais aux antécédents politiques et privés ».

 La Commission mixte du département de l'Isère, fonctionnant à Grenoble, était composée du général Partoureau, du préfet, M. Chapuys-Montlaville, et du substitut du procureur de la République, M. Charles Blanc.

La Commission mixte du département de l'Isère siégea du 30 janvier au 28 mars 1852. Elle prononça environ 250 jugements contre des citoyens détenus ou « contumaces ».

Quelques républicains poursuivis avaient, en effet, réussi à s'enfuir et s'étaient réfugiés en Savoie et en Suisse.

La Commission mixte revisa aussi les jugements de la Commission militaire, dont nous avons parlé précédemment. Elle confirma, aggrava ou diminua les peines édictées par les officiers. On retrouvera dans les listes des proscriptions dressées par la Commission mixte la presque totalité des noms portés sur la première liste de la Commission militaire.

 **Listes de proscriptions pour le département de l'Isère et la région.** — Voici la composition des listes de proscriptions dressées par les soins de la Commission mixte, à la suite du Coup d'État du 2 décembre 1851. Ces listes, bien que forcément incomplètes, contiennent les noms de la plupart des citoyens, ainsi que les condamnations infligées à chacun d'eux.

ARRONDISSEMENT DE GRENOBLE.

Victor Pirodon, de Grenoble, chef de section, 10 ans de Cayenne;
Eugène Frappat, de Saint-Antoine, instituteur, 10 ans de Lambessa;

Bouvier, chef de section, éloignement du territoire;

Frédéric Pourret, éloignement du territoire;

Léon Calvat, peintre, socialiste, 10 ans de Lambessa;

Hébert, membre de la Jeune Montagne, 10 ans de Lambessa;

Barginet, de la Mure, 5 ans de Lambessa;

Claude Larret, 5 ans de Lambessa;

Louis Beaup, membre de la société *La Résistance*, 5 ans de Cayenne;

Pierre Beaup, 5 ans de Cayenne;

Louis Beaudras, 10 ans de Cayenne;

Nicolas Bernard, de Froges, 5 ans de Lambessa;

Alexandre Fayen, de Grenoble, 5 ans de Cayenne;

Henri Rambaud, de Grenoble, chef de section, 5 ans de Cayenne;

Louis Fugier, de Grenoble, 5 ans de Cayenne;

Charles Faure, de Grenoble, 5 ans de Lambessa;

Anthelme Borel, de Grenoble, 5 ans de Cayenne;

Jean Maximilly, de Grenoble, 5 ans de Lambessa;

J.-B. Nicollet, de Laissand (Savoie), 5 ans de Lambessa;

Jacques Gauthier, de Proveysieux, 10 ans de Cayenne;

Kremer, éloignement du territoire;

Gagnieu, de Voiron, éloignement du territoire;

Camille Faure, fils du sous-préfet de Sisteron, 2 ans de Lambessa;

Antoine Chardon, 5 ans de détention et surveillance à vie;

Emile Gay, interdiction du département de l'Isère;

Cottin, de Voiron, 5 ans de Cayenne;

Auguste Amillac, de Grenoble, expulsion de France ;
De Serras, de Voiron, fils du général de ce nom, originaire de la
Savoie, 5 ans de Cayenne ;
Joseph Pourret, de Grenoble, 5 ans de Cayenne ;
Dessaix, expulsion de France ;
Trouillet, 5 ans de Lambessa ;
Chabrier, 5 ans de Lambessa ;
Durand, 5 ans de Lambessa ;
Jacquier, gantier, 5 ans de Lambessa ;
Gilzer, renvoyé en police correctionnelle ;
Allemand, de Grenoble, expulsion du territoire ;
Aurore Gayet, de La Buissière, 5 ans de Lambessa ;
Arnaud Leriche, de Saint-Martin-d'Onon, 5 ans de Lambessa ;
Louis Moreau, de Freminy, 5 ans de Lambessa ;
Derbeys, Espierre, Ragris, Baer, Nicolas, relaxés.

DE DIVERSES LOCALITÉS, MAIS HABITANT GRENOBLE.

Frédéric Chabert, de la Drôme ; David, du Var ; Magnin, de Maine-et-Loire ; Jacquier, de Besançon ; Ernest Perréal, de Béziers ; Ribière, de Nîmes ; Serra del Victor, d'Ille-sur-Tet ; Julien, d'Arles-sur-Tech ; Bapt, de Châteauneuf ; Vignal, de l'Ardèche, et Moroche, de Clamecy, 5 ans de Lambessa.

ARRONDISSEMENT DE LA TOUR-DU-PIN.

Auguste Genin, du Bouchage, 5 ans de Lambessa ;
Mesly, des Avenières, expulsion de France ;
Barral, des Avenières, 5 ans de Cayenne ;
Thibaud fils, expulsé du territoire ;
Thibaud père, expulsé du territoire ;
Antoine Rivière, banquier à Bourgoin, 5 ans de Lambessa ;
Romain Bouquet, éloignement momentané du territoire ;
Durand, expulsé ;
Pierre Blayou, de Cessieu, 10 ans de Cayenne ;
Stœpel, de Bourgoin, 5 ans de Cayenne ;
Charvet, de Bourgoin, 5 ans de Cayenne ;
Bourgey, d'Heyrieu, expulsion de France, interné à Bruxelles ;
J.-René Girard, de Rives, expulsion de France ;
Herman-Cyprien Girard, expulsion de France ;

ARRONDISSEMENT DE VIENNE.

François Massard, éloignement momentané de France;
Rabatel, 5 ans de Lambessa;
Celard père, expulsion de France;
Jamarin, expulsion de France;
Benoit Carrel, 5 ans de Cayenne;
Marchand, vétérinaire, Saint-Bonnet-de-Mure, 5 ans de Cayenne;
Robert, 5 ans de Lambessa;
Tision, expulsion de France;
Hugerot, pharmacien, expulsion de France;
Pallanque, 5 ans de Lambessa;
Fournier de Laragne, 5 ans de Lambessa.

Un épisode des proscriptions.

Un des républicains les plus en vue, M. Victor Pirodon, était porté déjà comme « très dangereux » sur les rapports préfectoraux, quand survinrent les événements du 2 décembre.

A l'âge de 11 ans, M. Victor Pirodon avait vu partir son père, condamné au bannissement par la monarchie de juillet, pour avoir exprimé publiquement des théories démocratiques. Le souvenir de cette séparation cruelle avait laissé dans le cœur de l'enfant la haine profonde du pouvoir absolu; homme, il ne cessa d'affirmer des opinions avancées et fut un des promoteurs de toutes les manifestations libérales et socialistes.

Après le Coup d'État, M. Victor Pirodon pensant, à juste titre, figurer parmi les premières personnes qui seraient poursuivies, crut devoir se tenir sur ses gardes.

Dans la journée du 28 janvier, sur des avis reçus, il ne rentra pas à son domicile et se rendit chez M. Calvat, père d'un de ses amis, qui habitait au n° 40 de la rue Saint-Laurent.

Il y trouva M. Léon Calvat fils, arrivé de Lyon, où il travaillait comme dessinateur sur étoffes. M. Léon Calvat était également sous le coup de poursuites comme républicain militant.

La police avait eu vent de la fuite de M. Pirodon, elle découvrit sa retraite. Dans la nuit du 28 au 29, à une heure du matin, on se présenta au domicile de M. Calvat père.

« Que me veut-on à pareille heure ? » demanda celui-ci. —
« Ce sont des amis, répondit-on; ils viennent prendre vos

chiens pour aller à la chasse. » — « Mes chiens ne sont pas disponibles, répliqua M. Calvat; d'ailleurs, je trouve que c'est un peu trop tôt pour partir à la chasse. » — « Alors, ouvrez au nom de la loi ! »

Le but de cette visite matinale étant dévoilé, MM. Calvat et Pirodon se vêtirent à la hâte et sortirent par une porte dérobée donnant sur la montagne. Après avoir erré dans les vignes, ils arrivèrent au bord du fossé d'enceinte, au-dessus de la porte Saint-Laurent : ils ne purent le franchir.

Force fut donc aux deux fugitifs de redescendre, ils parvinrent enfin dans le clos de M^{me} veuve Jouvin et réussirent à se faire reconnaître. M^{me} Jouvin leur fit traverser sa propriété, d'où ils gagnèrent la rue Saint-Laurent.

Les agents de police faisaient toujours le guet devant l'immeuble de M. Calvat. Les deux compagnons se hasardèrent à sortir par la porte Saint-Laurent; elle était fermée, comme d'ailleurs toutes les portes de la ville; la sentinelle leur cria de passer au large. M. Calvat eut, à ce moment, l'heureuse inspiration d'aller demander à l'un de ses parents, M. Velay, de les transporter hors des murs de la ville, sur sa barque de pêche, qui était amarrée aux bords de l'Isère.

Tous trois prirent place dans l'embarcation et remontèrent la rivière jusqu'à un endroit écarté de la Tronche, où ils atterrirent.

De là, ils se rendirent tout de suite à *Moutonne*, propriété de la famille Calvat, où ils trouvèrent M. Avril, beau-frère de Léon Calvat, qui les conduisit dans une ferme isolée, située au pied du Saint-Eynard.

Ils passèrent la nuit en cet endroit. De grand matin MM. Pirodon et Calvat se dirigèrent sur le Touvet et, par des chemins détournés, gagnèrent la Flachère.

Neuf heures du soir sonnaient quand ils se présentèrent chez M. Ramboud, parent de M. Calvat. Là ils se trouvèrent en présence de M. Joseph Charpin, maire de la commune, qui leur dit :

« Messieurs, comme Maire, je devrais vous faire arrêter immédiatement; mais comme ami de M. Ramboud et comme républicain, je vous laisse ici libres et en sûreté. »

Le lendemain, MM. Pirodon et Calvat, conduits par un contrebandier, en qui M. Ramboud avait toute confiance, gagnaient Chapareillan et, de là, le territoire sarde; ils étaient sauvés.

M. Léon Calvat séjourna quelques mois à Genève où il se lia d'amitié avec Eugène Sue : puis s'embarqua pour l'Amérique.

Après douze années de séjour à New-York, M. Léon Calvat désira revoir sa famille. Il fut obligé de se faire naturaliser citoyen américain pour ne pas être inquiété à son retour en France.

Il passa plusieurs mois à Grenoble, au milieu des siens, et retourna, en 1865, à New-York où il mourut l'année suivante.

M. Victor Pirodon, qui s'était définitivement fixé en Savoie, à proximité de la frontière, entretenait avec ses compagnons demeurés à Grenoble des relations suivies. Il réussit à introduire, à différentes reprises, des brochures dont la circulation était interdite en France, entre autres, *Napoléon le Petit*, de Victor Hugo.

Le conspirateur fut condamné pour ces faits, par le Sénat de Chambéry, à trois mois de prison. A la suite d'une demande du Gouvernement français, basée sur un décret impérial particulier, M. Victor Pirodon vit sa peine transformée en une déportation de 10 ans à Cayenne. Pour échapper à une arrestation certaine, le proscrit passa en Suisse où il vécut en sûreté. Nous retrouverons M. Victor Pirodon mêlé aux événements de 1870-1871.

Les acquittements.

❧ Voici le texte d'une lettre-circulaire adressée à quelques personnes, réfugiées à l'étranger, qui furent acquittées par les Commissions mixtes :

ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DE DÉCEMBRE 1851.

MAIRIE DE GRENOBLE.

Grenoble, le 21 février 1852.

M.....

Je m'empresse de vous informer que la Commission chargée de prononcer sur votre sort a décidé que vous seriez rendu à votre famille. Vous êtes donc libre, dès aujourd'hui, de rentrer aussitôt que cela vous conviendra.

Si vous éprouviez quelques difficultés pour passer à la frontière, vous pouvez montrer la présente lettre, qui vous servira de sauf-conduit.

J'ai l'honneur de vous saluer.

Le Maire de Grenoble,

J. ARNAUD.

P.-S. — L'une de ces lettres fut adressée à MM. Trouillet (Antoine), Bouvier-Paris, Gonthier, etc.

La surveillance des proscrits.

M. Bourgey, natif de Lyon, condamné politique, expulsé de France le 7 avril 1852, par décision de la Commission mixte du département de l'Isère, et interné à Bruxelles, était revenu dans son domicile à Grenay. La gendarmerie de Saint-Laurent-de-Mure, informée du fait, vint l'arrêter quelques jours après.

Aux termes de l'article 6 du décret du 5 mars 1852, tout individu expulsé ou éloigné momentanément du territoire, qui rentrait en France sans autorisation, pouvait être, par mesure administrative, transporté en Algérie ou à la Guyane.

M. Bérard, préfet de l'Isère, adressa un rapport spécial au Ministre de l'Intérieur, sur l'arrestation de M. Bourgey.

Attendu, disait ce fonctionnaire, certains symptômes qui se sont manifestés dans l'arrondissement de Vienne, je crois devoir vous proposer un acte de juste sévérité, et j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, Monsieur le Ministre, conformément à votre circulaire du 18 mai 1852, un arrêté, en double exemplaire, qui applique au sieur Bourgey la peine de la transportation en Algérie. Cet individu était d'ailleurs signalé comme dangereux par la Commission mixte et, le 4 décembre, il avait fait partie, à Heyrieux, d'un rassemblement tumultueux dont il paraissait l'un des chefs principaux.

La mesure prise par le Préfet fut approuvée par le ministre et M. Bourgey fut relégué en Afrique.

Résultats généraux des proscriptions.

A propos des Commissions mixtes, nous lisons dans les *Souvenirs du 4 septembre*, de Jules Simon :

D'après un tableau présenté à l'empereur Napoléon III, le 27 janvier 1853, par M. de Maupas, ministre de la Justice, 26,642 personnes ont été arrêtées ou poursuivies en France à l'occasion du Coup d'État; les Commissions mixtes en ont condamné plus de 20,000 à diverses peines et en ont remis 6,501 en liberté ; 339 citoyens politiques ont été déportés à Cayenne; 9,530 en Algérie; 1,545 ont été condamnés à l'éloignement ou à l'expulsion et 2,804 à l'internement, en tout 100,000 victimes au moins.

Les Commissions mixtes, dit l'historien du *Coup d'État*, M. Eugène Tenot, « ont décidé sans procédure, sans audition de témoins, sans jugement public, du sort de milliers et de milliers de républicains ».


« Les Commissions mixtes, déclare Henri Martin, ont laissé le souvenir ineffaçable d'un des faits les plus monstrueux de l'histoire. »

Fin des mesures de rigueur.

Le 28 mars 1852, un décret présidentiel annonça officiellement que le régime exceptionnel sous lequel le pays était placé, depuis le 2 décembre 1851, touchait à son terme, que les lois du droit commun allaient reprendre leur empire.

L'état de siège fut levé partout où on l'avait proclamé; les Commissions mixtes instituées dans les départements devaient cesser leurs opérations, mais en même temps qu'on envoyait des fonctionnaires pour reviser leurs jugements, la Commission des grâces installée au Ministère de la Justice devait continuer ses travaux; dans la suite un certain nombre de condamnés politiques obtinrent la remise de leur peine.

Perquisitions à Grenoble.

 Malgré le décret présidentiel du 28 mars pour la cessation des mesures de rigueur, M. Bérard, préfet de l'Isère, poursuivant sa campagne « inquisitoriale » contre les républicains, ordonna une descente de police chez deux des plus honorés citoyens de Grenoble, MM. Aristide Albert et Thevenet fils.

Les perquisitions furent opérées par des agents sous la direction de M. David, commissaire de police.


Ce magistrat exécuta les instructions préfectorales avec beaucoup de courtoisie et ses investigations purent être considérées comme de pure forme. « On n'a trouvé aucun document politique compromettant », dit dans son rapport le commissaire de police.

Le 27 mai, le Préfet fit parvenir au Ministre de l'Intérieur le télégramme suivant :

Je n'ai pas hésité, Monsieur le Ministre, conformément à l'art. 10 du Code d'instruction criminelle et d'une circulaire en date du 29 mai 1850, à faire pratiquer sur-le-champ des perquisitions au domicile de deux principaux chefs de la démagogie dans la ville de Grenoble, le sieur (*sic*) Thevenet fils, négociant, et le sieur (*sic*) Albert, ancien sous-préfet d'Embrun. Chez le premier de ces individus (*sic*), on a trouvé quelques chansons en l'honneur de Robespierre et de Marat; chez le second, on n'a pu rien saisir. (Extrait des Archives Nationales, à Paris, F^{1c}, III, Isère, 9.)

LES VICTIMES DU 2 DÉCEMBRE.

La loi du 30 juillet 1881, complétée par celle du mois d'août 1882, a accordé aux « victimes du 2 décembre » une somme annuelle de 8,310,000 francs, répartie en rentes et pensions, ainsi qu'un certain nombre d'emplois.

 Nous présentons l'état établi pour les pensionnés du département de l'Isère. Nous nous abstenons, bien entendu,

d'indiquer dans cette nomenclature les sommes dévolues à chacun d'eux.

Il ne reste plus à l'heure actuelle que trois proscrits survivants, MM. Ernest Perréal, sénateur de l'Hérault, ancien percepteur à Grenoble, Victor Pirodon et Ferdinand David.

La reversibilité des rentes, attribuée, soit au fils aîné de la famille, soit à la veuve du pensionné, profite en ce moment à vingt et une personnes. Six proscrits sont décédés sans laisser d'héritiers susceptibles de remplir les conditions formulées dans la loi pour l'obtention de la reversibilité de leur rente.

Les pensions ou rentes sont donc servies présentement à vingt-quatre personnes.

Liste des pensionnés.

Auguste Amillac, Grenoble, né le 10 novembre 1846 (reversibilité);

Veuve Allouard, née Barbier, Grenoble, née le 17 octobre 1846 (reversibilité);

Pierre Barginet, de la Mure, né le 6 janvier 1811 (décédé);

Pierre Barginet, de la Mure, né le 10 février 1869 (reversibilité);

Frédéric Charbert, de Lempis (Drôme), né le 17 août 1843 (reversibilité);

Marie Durand, Grenoble, née le 6 octobre 1854 (reversibilité);

Ferdinand David, Grenoble, né le 11 février 1832 (*survivant*);

Veuve Magnin, née Fournier, de Laragne (Hautes-Alpes), née le 1^{er} juillet 1851 (reversibilité);

René Girard, de Saint-Clément-des-Levés (Maine-et-Loire), né le 28 août 1817 (décédé);

Veuve Rachel Gayet, de la Buissière, née le 11 mars 1855 (reversibilité);

Aurore Gayet, de la Buissière, née le 8 avril 1852 (reversibilité);

Amand Leriche, Saint-Martin-d'Onon (Yonne), né le 25 mars 1824 (décédé);

Veuve Jacquier, née Kéla, de Besançon, née le 8 juillet 1822 (reversibilité) ;

Louis Moreau, de Freminy (Nièvre), né le 23 février 1844 (reversibilité) ;

Veuve Faure, née Morel, Grenoble, née le 7 mars 1822 (reversibilité) ;

J.-B. Nicollet, de Laissand (Savoie), né le 3 août 1820 (décédé) ;

Victor Pirodon, de Grenoble, né le 22 décembre 1819 (*survivant*) ;

Joseph Pourret, de Grenoble, né le 31 juillet 1838 (décédé) ;

Ernest Perréal, de Béziers (Hérault), né le 23 mai 1825 (*survivant*) ;

J.-B. Rigolier, Grenoble, né le 5 mai 1827 (décédé) ;

Casimir Ribière, de Sanspierre (Drôme), né le 7 janvier 1847 (reversibilité) ;

Victor del Serra, d'Ille-sur-Tet (Pyrénées-Orientales), né le 20 avril 1838 (reversibilité) ;

Veuve Gautier, née Pellerin, de Brié-et-Angonnes, née le 29 avril 1827 (reversibilité) ;

Veuve Maroche, née Sigros, de Clamecy (Nièvre), né le 28 octobre 1819 (reversibilité) ;

Batlle, d'Arles-sur-Tech (Pyrénées-Orientales), né le 21 janvier 1848 (reversibilité) ;

Marie Boisselin, Châteauneuf-de-Mazenc (Drôme), née le 21 juillet 1851 (reversibilité) ;

Abel Vignal, de Saint-Laurent-du-Pape (Ardèche), né le 4 septembre 1852 (reversibilité) ;

Émile Thibaud, de Montaisin (Drôme), né le 22 septembre 1854 (reversibilité) ;

Jules Girard, de Rives, né le 17 juillet 1856 (reversibilité) ;

Veuve Murat, née Meyer, de Tullins, née le 24 juillet 1834 (reversibilité).



Adresse du Conseil municipal au Prince-Président. —

Comme Louis-Napoléon Bonaparte avait résolu de parcourir la France « et, à l'aide d'un mot d'ordre habilement donné, de se faire acclamer empereur par les populations départementales », le Conseil municipal de Grenoble soumit au Prince-Président une adresse pour l'inviter à passer dans notre ville au cours de son voyage.

Adresse du Conseil municipal de la ville de Grenoble au Prince-Président de la République :

Grenoble, le 3 juin 1852.

PRINCE,

Il y a deux mois à peine, les délégués du département de l'Isère et de la ville de Grenoble avaient l'honneur de vous exposer les besoins et les vœux de cette province et de solliciter l'exécution du chemin de fer que lui a concédé la loi du 16 juillet 1845.

Vous ne les avez pas entendus seulement avec bienveillance, Prince. Ils ont eu, en outre, le bonheur de recueillir de votre bouche l'impression d'une sympathie bien précieuse pour le pays dont ils étaient l'organe et de votre désir d'en visiter un jour la population fidèle et dévouée.

En apprenant que vous avez projeté un voyage dans les contrées méridionales de la France, le Conseil municipal de la ville de Grenoble a conçu l'espoir de voir prochainement s'accomplir votre promesse. Il vient vous la rappeler respectueusement.

La population de nos montagnes, Prince, conserve religieusement le culte de tous les souvenirs patriotiques qui vous sont chers. Elles seraient heureuses de pouvoir manifester en votre présence les sentiments dont elles ont donné déjà, dans deux occasions solennelles, l'éclatant témoignage.

Veillez agréer, Prince, l'hommage des sentiments respectueux avec lesquels les soussignés ont l'honneur d'être vos très humbles et très dévoués serviteurs.

(Suivent les signatures.)

Rapport de M. Bérard, préfet de l'Isère, sur la situation politique du département. — Le 24 juin, M. Bérard, préfet de l'Isère, exposait au Ministre de l'Intérieur, en un volumineux rapport, la situation politique dans le département. Nous relevons de cette communication administrative les passages les plus saillants :

L'immense majorité des habitants de l'Isère, écrivait M. Bérard, est dévouée au Gouvernement établi depuis le 2 décembre. Le mouvement général des esprits vers le bien, d'abord très rapide, puis un peu ralenti, se poursuit néanmoins de manière à inspirer toute confiance. Le nom du prince Louis-Napoléon a parmi nous une puissance que nul ne peut méconnaître, à moins d'être un insensé ou un fourbe.

.... Toujours est-il, Monsieur le Ministre, que vous pouvez compter sur l'immense majorité des populations rurales de mon département pour seconder vos desseins.

Le jeune ouvrier dans ce pays, surtout dans les villes ou bourgs assez nombreux d'industrie, porte encore la trace évidente des idées socialistes dont il s'est bercé depuis quatre ans; presque partout, l'accueil qu'ils faisaient au représentant du Prince était froid, réservé, toujours poli cependant, très rarement hostile, dans les physionomies s'entend, car autrement je ne l'aurais pas souffert. A Vienne et dans les environs de Lyon, ils ne laissent pas que d'inspirer une vague inquiétude à ce qu'on appelle les hommes d'ordre; on croit leurs « sociétés secrètes mal dissoutes », et leurs affiliations aux « sociétés lyonnaises encore menaçantes »; mais je suis convaincu que c'est là un reflet des frayeurs de la trop fameuse « échéance de 1852 », et toutes mes informations administratives ou de police tendent à me persuader que, sauf deux points voisins de Lyon, il n'y a pas trace de société secrète dans le département que j'administre.

Je dois dire que partout mes paroles ont été comprises et que notamment, dans une des fabriques d'impression sur soie à Vizille, dont le propriétaire, très dévoué au Prince, m'a présenté à ses ouvriers que leurs correspondances avec Lyon avaient dépravés, elles ont produit un effet très salulaire.

Toutefois, si je suis assuré des élections départementales et communales dans la presque unanimité des campagnes, je n'oserais affir-

mer encore que dans les chefs-lieux et les principaux centres de population une lutte vive ne s'établisse entre les démagogues et les napoléoniens. Les « refus de serment, assez nombreux dans mon département », ont donné à certaines candidatures une notoriété telle que, privés de nos anciens pouvoirs extraordinaires, il nous sera difficile peut-être d'en éviter quelques-unes. Ainsi à Vienne, à Saint-Marcellin, à la Tour-du-Pin, à Bourgoin, à Grenoble, je crains de trouver encore beaucoup d'ennemis, mais veuillez compter sur moi pour les combattre hardiment et de front, si je ne peux les ramener par la douceur et la persuasion.

Je vous ai parlé du paysan et de l'ouvrier, je vais vous parler maintenant du bourgeois, pour me servir de l'expression consacrée. Une grande partie de la classe moyenne est dévouée de cœur et d'âme au Président et désire avec ardeur son succès. La peur s'y mêle bien un peu à l'enthousiasme, mais je dois dire que j'ai vu dans ma tournée se manifester des sentiments vrais, dont je me plais à reconnaître la sincérité. Cet élément forme d'ailleurs l'état-major de notre armée et me donne un concours qui m'est indispensable pour l'expédition des affaires.


Une autre partie, assez nombreuse ici, de cette même classe bourgeoise murmure, mais tout bas, et recrute dans l'ombre des refus de serment. Nulle part je n'ai vu un aussi grand nombre d'avocats, d'avoués, de médecins, de notaires, etc., voués aux vieilles idées d'opposition absolue et systématique; mais ils offrent peu de danger pour le moment, car la peur les domine. Affiliés tous au parti démagogique avant le 2 décembre, les Commissions mixtes leur ont fait tant de frayeur qu'ils n'en sont pas encore remis, et je me garderai bien de rien faire qui puisse les rassurer. J'en ai vu d'autres qui, ramenés au premier instant et puis, tout à coup, revenus à leurs habitudes, ont refusé d'adhérer par serment. Je leur ai demandé la cause d'un si brusque revirement, et presque tous m'ont répondu que le Gouvernement se laissait aller aux prêtres et dépensait trop d'argent. Je n'hésite pas à dire, Monsieur le Ministre, qu'il n'y a rien à faire de ces gens-là et que c'est principalement pour eux que doivent être employés les moyens énergiques du Gouvernement.

Dans cette partie de la population se trouvent aussi les anciens orléanistes. Les uns, et c'est la grande majorité, me font bon accueil, paraissent empressés et pleins de dévouement à la personne et à la


politique du Prince; ils ne dissimulent pas leurs sentiments de la veille, mais ils ne déguisent pas davantage ceux du jour. Ce sont des hommes qui aiment le pouvoir et ne peuvent se passer de lui : je suis très bien avec eux, n'ayant pas de raison d'être mal, mais je m'en sers avec mesure. Les autres, réduits à quelques familles qui regrettent des influences tout à fait perdues, ne donnent pas encore signe de vie, et ne pourront devenir dangereux que le jour où ils s'allieront aux républicains, ce qui ne serait pas impossible : mais ce jour-là n'est pas encore venu.

En résumé, Monsieur le Ministre, et pour vous présenter le tableau politique du département, les campagnes de l'Isère sont bonapartistes au plus haut degré, et si nous sommes assez heureux pour celui-ci, pour montrer bientôt au Prince la route que suivit l'Empereur en 1815, soyez assuré qu'il y trouvera, sur tous les points, le même accueil passionné, les mêmes élans, le même triomphe. Dans les villes, l'ouvrier d'un certain âge, celui qui s'est trouvé le plus près de la grande époque impériale, nous est tout à fait acquis. L'ouvrier plus jeune a moins que son aîné le culte des grandes choses et des grands souvenirs, mais il me paraît revenir, bien que timidement, et le nom du Prince, surtout depuis le Coup d'État, l'éblouit et le frappe. La majorité de la classe moyenne vous obéit. Le reste, composé d'anciens chefs de démagogues et d'esprits envieux, inquiets et turbulents, boude, mais en secret, prêt à reparaitre, d'ailleurs, quand il n'y aura plus de dangers. L'orléanisme et le légitimisme sont à peu près nuls; pour le moment, celui-ci encore plus que le premier. En un mot, si vous exceptez quatre ou cinq villes, sur lesquelles je ne me prononcerai que plus tard, le Gouvernement peut compter sur le département de l'Isère.

Les Maires, du reste, sont pleins de zèle; les mauvais fonctionnaires, s'il y en a, se cachent et le clergé me prête partout un concours dévoué, dont il faut user, d'ailleurs, avec mesure dans le Dauphiné. L'impôt rentre facilement. Les percepteurs, que partout j'ai fait appeler, m'ont assuré que la proportion de l'impôt foncier qui pèse trop rigoureusement sur les contribuables est très minime et qu'elle serait à peu près nulle, si nous n'avions pas des misères extrêmes dans quelques cantons de la montagne, les plus dévoués d'ailleurs, comme toujours, au Prince-Président.

 **Municipalité de Grenoble.** — Le 25 juillet, un décret du Président de la République maintenait, comme maire de Grenoble, M. Arnaud, et comme adjoints, MM. Reynaud, Penet et Charbonnel-Salle.

La fête du 15 août. — Le 15 août, Paris et les départements célébrèrent, pour la première fois, la fête nationale. Cette date avait été choisie par Louis-Napoléon, comme étant celle de l'anniversaire de la naissance de Napoléon I^{er}. Le Gouvernement et la ville de Paris se réunirent pour donner à cette nouvelle fête un éclat exceptionnel. Les principales rues ornées de décorations, le soir, devaient être illuminées. Le Président de la République entendit à la Madeleine une messe suivie d'un *Te Deum*; il distribua ensuite les aigles à la garde nationale réorganisée, et toute cette garde défila devant lui sur la place de la Concorde. On donna aux Parisiens le spectacle rare d'un combat naval entre la frégate-école et des bateaux à vapeur montés par des marins venus exprès de Cherbourg. Le soir, il y eut une illumination générale des édifices. Un feu d'artifice tiré devant le palais du Corps législatif représenta le passage du mont Saint-Bernard par l'armée française, et, des gerbes de feu, on vit se détacher la statue équestre du premier consul. Un bal devait être donné aux dames de la Halle au marché des Innocents. Mais un accident força à l'ajourner, il fut offert quelques jours plus tard.

 A Grenoble, la Municipalité adressa une proclamation invitant les habitants à participer, dans la plus large mesure, à la fête du 15 août, par le pavoisement et l'illumination de leurs maisons.


Le programme de la fête n'offrait rien de particulier à ceux des autres fêtes nationales. La revue des troupes, le service religieux et les réjouissances attirèrent beaucoup de monde. Les rapports de police ne signalèrent aucun incident.

Élections des conseillers généraux et d'arrondissement. — Au mois d'août, on procéda aux élections des conseillers gé-


néraux et des conseillers d'arrondissement, élections fixées par la loi du 7 juillet et le décret du 9 du même mois.

Furent élus conseillers généraux à Grenoble : M. Arnaud (canton Est), M. Taulier (canton Nord), M. Paganon (canton Sud).

Conseillers d'arrondissement : M. Charbonnel-Salle (Grenoble-Est), M. Boisset père (canton Nord), M. Perrin, maire de Saint-Martin-d'Hères (canton Sud).

 **Élections municipales.** — Les élections municipales, qui eurent lieu les 19, 20 et 21 août, donnèrent les résultats suivants :

MM. Arnaud, Berlioz, Berriat, de Bernard, Bertrand, Henri Breton, Charbonnel-Salle, Benoit Charvet, Chapelin, Crozet, Gentil, Jouvin, Leroy, Mary, Moriquaud, Meyraud, Mollard, Monrozier, Nicolle, Louis Penet, Reynaud, Ribot, Riondet, de Rochebelle, Royer, Satre, Sestier, furent élus conseillers municipaux.

 **A l'Hôtel de Ville.** — Le 30 août, les membres du Conseil municipal se réunirent à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. J. Arnaud, maire. Les nouveaux élus prêtèrent le serment obligatoire et, cette formalité accomplie, la séance ordinaire fut ouverte.

Un conseiller présenta tout d'abord une motion politique qui fut adoptée à l'unanimité et dont voici le texte :

Au moment où il vient d'être installé, le Conseil municipal de la ville de Grenoble s'empresse d'exprimer au Chef de l'État ses sentiments de profonde sympathie au sujet de l'acte sauveur du 2 décembre et de la sage persévérance qui en a assuré les résultats au profit du pays.

Il émet le vœu que des institutions durables assurent désormais, par leur stabilité, la grandeur et la prospérité de la France.

Après ce vote, « qui fut salué par des applaudissements nombreux », le Maire se leva et dit :

Son Altesse le Prince Napoléon, très touché de l'invitation du Conseil municipal le priant de traverser notre ville lors de son voyage dans le Midi, a résolu de s'arrêter à Grenoble les 21 et 22 septembre.

A la suite de cette communication, le Conseil municipal prit à l'unanimité la décision suivante :

Considérant que la ville de Grenoble doit au Prince-Président, au neveu de l'Empereur, au sauveur de la France, comme un faible témoignage de sa reconnaissance, une réception, sinon digne de lui, du moins proportionnée aux ressources du budget municipal,

Regrettant que ces ressources soient trop restreintes,

Le Conseil met à la disposition de M. le Maire une somme de 25,000 francs pour être employée à recevoir Son Altesse le Prince Louis-Napoléon.

Voyages présidentiels. — Louis-Napoléon qui, dans le mois de juillet, s'était rendu dans l'Est et avait, le 17, présidé l'ouverture d'une ligne de chemin de fer à Strasbourg, reprenait, au mois de septembre, le cours de ses visites en province.

Nous avons découvert un tableau synoptique du voyage du Prince-Président dans le Midi de la France. Nous reproduisons cette note curieuse et rare qui avait été tirée seulement à 25 exemplaires.

VOYAGE DU PRINCE-PRÉSIDENT DANS LE MIDI DE LA FRANCE.

DURÉE DU VOYAGE	TABLEAU SYNOPTIQUE des DÉPARTEMENTS ET DES VILLES dont	SUPERFICIE ET POPULATION de la FRANCE
32 JOURS	S. A. LE PRINCE LOUIS-NAPOLÉON	Hectares
Départ de Paris	doit apprécier la situation	52 MILLIONS
15 SEPTEMBRE		Habitants
Retour à Paris		35.781.628
16 OCTOBRE		

Dans son voyage du Midi, d'après l'Itinéraire publié par le Moniteur, accompagné de quelques aperçus selon lesquels l'Héritier de l'Empereur visitera, dans ce voyage, le quart de la superficie de la France, et se mettra en relation avec le quart de sa population.

JOURS D'ARRIVÉE et de SÉJOUR.	DÉPARTEMENTS.			VILLES.		
	NOMS.	HECTARES SUPERFICIELS selon CHAPTAL.	POPULATION selon LE DÉCRET du 10 mai 1852.	NOMS.	POPULATION RÉSIDENTE selon LE DÉCRET du 10 mai 1852.	POPULATION résidente et flottante pendant le séjour de S. A. selon nos appréciations
15 Septemb..	Nièvre	681.009	327.161	Nevers	17.045	40.000
16.....	Allier	580.997	336.758	Moulins	17.318	40.000
17.....	Loire.....	474.620	472.588	Roanne.....	13.397	25.000
18.....	— .....	.....	.....	St-Étienne	56.003	80.000
19 et 20.....	Rhône	291.425	574.745	Lyon	177.190	250.000
21 et 22.....	Isère	831.661	603.497	Grenoble.....	31.340	50.000
23.....	Drôme	653.557	326.846	Valence	16.122	30.000
24.....	Vaucluse	333.084	262.610	Avignon	35.890	60.000
25 et 26.....	Bouches-du-Rhône...	506.847	428.989	Marseille	195.257	220.000
27 et 28.....	Var.....	729.627	357.967	Toulon	69.474	90.000
29.....	Bouches-du Rhône .....	.....	.....	Aix.....	27.255	40.000
30.....	Gard	599.726	408.113	Nîmes	53.619	70.000
1 ^{er} Octobre..	Hérault	623.899	389.286	Montpellier ..	45.811	60.000
2.....	Aude.....	608.962	289.747	Narbonne	13.066	25.000
3.....	— .....	.....	.....	Carcassonne ..	20.005	30.000
4 et 5.....	Haute-Garonne.....	671.601	480.794	Toulouse	93.379	140.000
6.....	Lot-et-Garonne	479.657	341.345	Agen	16.027	30.000
7, 8 et 9.....	Gironde	1.082.552	614.347	Bordeaux	130.927	160.000
10.....	Charente	588.243	382.912	Angoulême ..	21.155	40.000
11.....	Charente-Inférieure ..	608.052	469.992	Rochefort ...	24.330	40.000
12.....	— .....	.....	.....	La Rochelle..	16.507	30.000
13.....	Deux-Sèvres	585.273	323.615	Niort	18.727	30.000
14.....	Vienne	631.012	317.305	Poitiers	29.277	40.000
15.....	Indre-et Loire.....	643.219	315.641	Tours	35.530	50.000
		12.265 023	8.024.298		1.174.651	1.670.000

Bordeaux, le 31 août 1852.

BARREYRE aîné.
Département de l'Isère, tableau n° 5.

* * *

Louis-Napoléon partit le 14 septembre du château de Saint-Cloud, pour effectuer son voyage dans le Centre et le Midi. Il fut escorté, à travers Paris, par les officiers de la division de cavalerie, carabiniers et cuirassiers, en garnison à Versailles, qui avaient voulu l'accompagner jusqu'à la gare d'Orléans. Le train présidentiel ne s'arrêta que quelques minutes à Étampes, Orléans et Vierzon. Il arrivait, après six heures du soir, à la gare de Bourges. Il fut reçu sur le seuil de la cathédrale par le cardinal Dupont. Le lendemain, le Président passa en revue les gardes nationales de tout le département du Cher et leur distribua les aigles de leurs bataillons. Puis vint le défilé des communes des départements, munies de banderolles et de bannières. A Nevers, on évalua à quarante mille le nombre des étrangers à la ville qui étaient accourus. Quatre cents communes de la Nièvre étaient représentées au chef-lieu. On cria : « Vive l'Empereur ! » Des paysans portaient à leurs chapeaux cette inscription, en grosses lettres : « A Louis-Napoléon III. »

Le chemin de fer du Centre s'arrêtait à Nevers ; le Président dut monter en chaise de poste pour aller à Moulins, où il arriva le 16, à deux heures, sous une pluie battante.

A Moulins, les discours, bien qu'interdits, reparurent comme à Bourges et à Nevers. L'évêque, M. de Dreux-Brézé, et le maire de la ville firent entendre leurs doléances.

Le 17, Louis-Napoléon était à Roanne, où des arcs de triomphe portaient ces devises : « La ville de Roanne se donne à Louis-Napoléon ! — Prince, nos vœux et nos cœurs vous accompagnent. »

Le 18, le Prince se rendit à Saint-Étienne. Les mineurs avaient dressé un arc de triomphe et exécuté des travaux de réception remarquables. Ils reçurent le Président dans une vaste tente placée dans une prairie à cent mètres de la route. On descendait à cette tente par un escalier, à la construction duquel avaient été employées quatre cents tonnes de charbon. Partout, à Saint-Étienne, on lisait l'inscription de : « Vive l'Empereur ! » et même celle de : « Ave, Cesar, Imperator. »

Un temps splendide favorisa les fêtes, comme à Roanne. Le lendemain 19 septembre, Louis-Napoléon alla visiter les principales manufactures d'armes de Saint-Etienne. Il fut accueilli dans les usines par les cris de : « Vive l'Empereur ! » Le même jour, il monta en chemin de fer pour se rendre à Lyon.


Le Président y fit son entrée le dimanche 19 septembre. Après la réception des corps constitués à la Préfecture, il se rendit au palais archépiscopal, pour, de là, assister aux régates des canotiers de l'île Saint-Ouen. Ensuite, un grand banquet, offert par le Prince, réunit à l'archevêché le cardinal de Bonald, nommé commandeur de la Légion d'honneur, le général sarde comte de la Marmora, le Ministre des Travaux publics de Piémont, le Préfet du Rhône, les généraux de l'armée de Lyon, les principaux fonctionnaires du département et plusieurs notabilités lyonnaises. A huit heures, un grand feu d'artifice fut tiré sur les hauteurs de Fourvières. A dix heures, bal au grand théâtre. « Le Président, contre son habitude, y dansa deux quadrilles. »

Le lendemain 20 septembre, après avoir reçu à la Préfecture une délégation des ouvriers de la Croix-Rousse, Louis-Napoléon monta à cheval pour passer la revue de l'armée de Lyon, place Bellecour. Après cette revue eut lieu l'inauguration de la statue équestre de Napoléon I^{er}, due au ciseau de M. de Nieuwerkerke. Ce monument reposait sur un piédestal en marbre d'Italie, orné de bas-reliefs. Au sortir de la place Napoléon, le Président passa en revue environ vingt mille délégués des communes rurales, tenant des drapeaux à la main, puis il se dirigea vers le fort de la Vitriolerie qui, après un simulacre de siège, fut emporté d'assaut par un simulacre de prise.


Ensuite, le prince visita, au Palais Saint-Pierre, une exposition horticole, le Musée des Antiques et les différentes collections que renferme cet édifice. Le soir, au théâtre, il assista à une représentation du « Songe d'une nuit d'été » et de « Ferdinand Cortez ». Les indigents reçurent 70,000 francs. La Chambre de commerce vota 25,000 francs, pour être employés en primes à inscrire sur des livrets d'ouvriers. Le Président laissa, en partant, 5,000 francs pour les pauvres.

Le mardi 21, dès sept heures du matin, toute la garnison de

la ville s'échelonna, de la Préfecture à la Guillotière, sur le passage du Prince-Président, qui quittait Lyon se dirigeant sur Grenoble.

 **Louis-Napoléon à Grenoble.** — Avant d'entreprendre le récit des fêtes qui se succédèrent dans notre ville à l'occasion du passage de Louis-Napoléon, nous reviendrons sur nos pas pour présenter quelques documents pleins d'intérêt, concernant les préparatifs des réjouissances et des réceptions locales.

Nous insérons ces documents selon leurs dates de publication.

 Le Préfet de l'Isère avait fait afficher, le 13 septembre, la proclamation suivante :

PROCLAMATION.

HABITANTS DE L'ISÈRE !

Le Chef de l'État, le souverain élu par la France, le prince Louis-Napoléon vient passer quelques jours au milieu de nous. Arrivé dès le 21, il ne quittera le département que le 23 septembre. La cité de Grenoble est l'une des six villes principales qui auront le bonheur d'offrir, pendant deux jours, l'hospitalité au neveu de l'Empereur dans cette course rapide qu'il va faire sur la plus grande partie du territoire.

Ai-je besoin de vous dire que l'accueil que vous lui ferez sera digne de lui, digne de vous, de votre patriotisme, digne des services immenses qu'il a rendus au pays, du grand nom que la fortune lui a donné ? Je craindrais de ne pas me trouver peut-être à la hauteur de ma tâche et de vous faire entendre des paroles dont votre cœur n'a pas besoin.

A qui donc apprendrai-je ici que de tous les souverains de l'Europe, il n'en est pas de plus incontesté, de plus puissant, de plus légitime que le prince Louis-Napoléon ? Quel est celui qui pourrait ajouter à l'éclat de sa couronne la majesté de 7,500,000 suffrages ? Quel est celui qui pourrait se présenter plus hardi et plus fier à son temps et à l'histoire ? Quel est celui qui prétendrait sur sa

route, à plus d'encouragement, plus de bénédictions et plus d'hommages ?

Non, le Dauphiné ne le cédera pas à la Champagne, à la Lorraine, à l'Alsace dans ses acclamations en l'honneur du chef de l'État. Les vieux soldats que la guerre et le temps ont épargnés viendront saluer le neveu de celui qui les mena si souvent à la victoire. Les anciens qui virent 1815 et l'invasion se rappelleront leurs vieux souvenirs et les transports que fit éclater chez eux *cet autre voyage de l'île d'Elbe à Paris*, où un fugitif, un proscrit, pour reprendre un trône que quatre cent mille étrangers lui avaient ravi, ne prononça que ces simples paroles gravées sur la pierre du pauvre village de Laffrey : *Je suis votre Empereur, ne me reconnaissez-vous pas ?* Et vous, Jeunes hommes de l'Isère, qui n'avez pas été témoins de ces choses, et qui cependant, par un élan irrésistible du cœur, alliez au 10 décembre 1848 inscrire sur votre bulletin le nom que porta ce même Empereur adoré de vos pères, vous irez sur le passage de votre élu faire entendre une voix amie et lui dire vos désirs et vos espérances.

Depuis quatre ans bientôt qu'il porte le poids des affaires publiques, vous n'avez pas été sans entendre dire combien son âme était accessible à la bonté : moi qui connais son cœur généreux, je puis vous dire qu'au milieu des splendeurs du pouvoir suprême, le plus cuisant de ses soucis est de ne pouvoir adoucir toutes les misères et calmer toutes les douleurs.

Mais, encore une fois, qu'importent toutes mes paroles, Habitants de l'Isère ! Il suffirait sans doute de s'appeler Napoléon, d'être l'héritier du grand Homme pour éveiller vos sympathies et recueillir vos hommages : mais quand le Prince que nous allons recevoir ajoute à ces titres celui d'avoir sauvé la France, relevé son crédit, rétabli ses forces, de la gouverner avec grandeur et courage, je n'ai qu'à me taire et à me reposer avec confiance sur votre reconnaissance et vos souvenirs.

Le Préfet de l'Isère,

J. BÉRARD.

Tableau des présentations, dressé par M. Bérard, préfet de l'Isère. — « Liste des personnes notables du département de l'Isère qui seront présentées à l'arrivée du Prince-Président

à Grenoble. » Cette liste, dressée par M. Bérard, préfet, sur la recommandation expresse du Ministre de l'Intérieur, fut envoyée à Lyon, où se trouvait Louis-Napoléon, le 20 septembre 1852. Les noms, fonctions et titres de chacune des personnes nommées sont suivis, dans la note préfectorale, de certaines appréciations très vives et de jugements partiels. Nous ne saurions reproduire ce rapport confidentiel en son intégralité : en voici des extraits.

Seront présentés au Prince :

ARRONDISSEMENT DE GRENOBLE.

MM. Berriat (Hugues-Honoré), conseiller général et membre du Conseil municipal de Grenoble, ex sous-intendant militaire et maire de Grenoble. « C'est un homme qui poursuit ses projets à outrance : il jouit de beaucoup de considération, principalement dans la classe ouvrière. A dépensé sa fortune au service de la ville de Grenoble. Il y a vingt ans qu'il médite un établissement d'eaux thermales dans cette ville. »

Berthoin, résidant à Saint-Robert, agriculteur, directeur de la Ferme-École départementale ; ex-soldat de l'Empire et garde d'honneur, chevalier de la Légion d'honneur. « L'un des hommes les plus dévoués à S. A. ; fort intelligent et très actif. »

De Boissieux, résidant à Paris, conseiller à la Cour de cassation, se trouve à Grenoble, lieu de sa naissance. « Il désire être présenté au Prince. »

Blanchet, résidant à Grenoble, président de Chambre, ancien procureur général. « Magistrat honorable et distingué, allié à plusieurs familles influentes ; très bonnes opinions. »

Boyer, résidant à Grenoble, inspecteur de l'Académie, homme de lettres, ex-professeur à l'Académie de Paris. « Très dévoué à S. A., helléniste et littérateur distingué, traducteur de Sophocle et de Bæbrius. A rempli avec succès, au 2 décembre, une mission près des instituteurs du département ; présenté depuis longtemps pour un rectorat. »

Charvet (Benott), résidant à Grenoble, maître de poste, un des administrateurs de la Caisse d'Épargne, membre du Conseil muni-

cipal et de la Commission d'agriculture. « Chef d'une famille ancienne et nombreuse. Il est riche, influent, actif et très dévoué au Prince-Président. Allié à plusieurs bonnes familles du pays. Il jouit d'une considération méritée. »

Charvet (Alexandre), résidant à Grenoble, docteur en médecine, professeur à la Faculté des Sciences, président de la Société de statistique. Frère du précédent. « L'homme le plus distingué de la Faculté des Sciences de Grenoble. »

Coppier, résidant à Pontcharra, propriétaire, conseiller général, colonel en retraite, amputé de Wagram, officier de la Légion d'honneur. « Dévoué complètement, plein de souvenirs de l'Empire, profondément attaché à la personne de L.-Napoléon. »

Cornier, résidant au Touvet, filateur en soie, grand industriel. « A, l'un des premiers, importé la filature mécanique dans la vallée de l'Isère ».

Corréard, résidant à Grenoble, général de brigade en retraite, commandeur de la Légion d'honneur.

Crozet (Louis), conseiller général, ex-inspecteur divisionnaire des Ponts et Chaussées, président du Conseil général. « Ainsi que le Premier Président, dont il est l'ami intime, a été assez hostile. Au 10 décembre 1848, il s'était prononcé pour le général Cavaignac; au 2 décembre, il présidait une réunion de républicains modérés, où plusieurs proposèrent une résistance énergique. Il donna des conseils sages, ainsi que le Premier Président. Depuis, il est tout à fait à nous et nous secondera en tout, comme l'autre. C'est un homme fin et actif qui a besoin de se mêler d'affaires administratives, qui s'y entend et se rend fort utile. Il était de l'opposition dans le gouvernement de juillet. »

Debelle (Alexandre), artiste peintre à Grenoble, membre de la Commission consultative du Musée et des Écoles de dessin. Auteur du tableau que S. A. verra dans le salon de réception. « Ses opinions politiques sont bonnes. Il a été l'un des organisateurs de la fête de la ville. »

Ducrest (Nestor), résidant à Voiron, propriétaire, conseiller général et maire de Voiron. « Fort riche. C'est un homme assez ferme, très sûr et fort aimé. »

Dufresne, maire de La Chapelle-du-Bard, membre de la Commission départementale d'agriculture, propriétaire. « Des plus dévoués à la cause impériale, très bon maire. »

Duport-Lavillette, propriétaire à Grenoble, conseiller général, président de Chambre, chevalier de la Légion d'honneur. « A eu l'unanimité des voix au Conseil général dans son canton. En 1815, son père signa l'adresse des Grenoblois à l'Empereur, comme bâtonnier de l'Ordre des Avocats. »

Gauthier, résidant à Bourgoin, président du tribunal civil de cette ville, conseiller d'arrondissement de Grenoble. « Gendre du précédent, fort intelligent et dévoué. Il a eu, dans le même canton que son beau-père, l'unanimité des voix au Conseil d'arrondissement. C'est un signe évident de leur influence et de leur habileté. »

Frachon, résidant à Voiron, papetier, grand industriel.

Fournier, docteur médecin à Grenoble, chirurgien de l'hospice. « On le trouve toujours à la tête de toutes les manifestations en l'honneur du Prince. Très utile et assez influent, à cause de sa profession de chirurgien qu'il exerce avec beaucoup de talent. »

Gueymard (Émile), à Grenoble, ex-ingénieur en chef, directeur des Mines et doyen de la Faculté des Sciences en retraite, officier de la Légion d'honneur. « Fort brave homme, fort impérialiste, fort laborieux, un de ceux qui ont conservé beaucoup de souvenirs de l'Empire et de l'Empereur. »

Jouvin, gantier à Grenoble. « Le renom de la ganterie Jouvin est européen. M. Jouvin emploie 400 ouvriers, tous, grâce à lui, animés d'un très bon esprit. Ils ont voté à l'unanimité pour le Prince au 20 décembre, malgré les excitations des partis. C'est un homme riche et considéré. »

Laforge (Auguste), filateur au Versoud, conseiller général. « Très dévoué, il jouit d'une grande influence sur toute la population rurale du canton de Domène. »

Leroy (Camille), docteur en médecine à Grenoble, doyen de la Faculté des Sciences, ex-chirurgien sous-aide à l'Île d'Elbe. « Homme distingué dans son art et plein des souvenirs qu'il a rapportés de l'Île d'Elbe où il se trouvait comme chirurgien militaire en 1814, lors de l'arrivée de l'Empereur. »

Long (Frédéric), résidant à Corps, président de la Chambre des Notaires de l'arrondissement de Grenoble, conseiller général. « Très influent dans son canton et enthousiaste du Prince. Riche et considéré. »

Mongenot, à Grenoble, un des administrateurs de l'hospice, membre de la Société de statistique, propriétaire. « Ancien légitimiste, démissionnaire en 1830, extrêmement riche. Rallié à notre cause. »

Meffre, filateur de soie, à Saint-Robert. Médaille d'or.

Périer (Adolphe), demeurant à Paris, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, conseiller général. Fils de M. Augustin Périer, ex-pair de France et frère de Casimir Périer. Il est gendre de M. Georges Lafayette et beau-frère de M. de Rémusat. « Caractère très passionné; est toujours de l'opposition. Il l'était même de l'opposition sous Casimir Périer. Depuis le 2 décembre, il s'est prononcé pour la cause napoléonienne, et d'autant plus que sa famille, avec laquelle il est toujours en désaccord politiquement, est toute hostile. Je recommande M. A. Périer à S. A. I., comme portant le nom le plus connu du Dauphiné. »

Périnel, résidant à Entre-deux-Guiers, maître de forges. « Homme industriel et actif. Très riche et très considéré, son dévouement au Prince est complet. »

Revilliod (François), maire de Vizille, fabricant d'impression sur soie. « L'un des plus habiles et des plus ingénieux dessinateurs d'étoffes de la fabrique de Lyon; a obtenu, à 24 ans, la grande médaille d'or. A inventé les étoffes chinées imprimées sur chaîne; a fondé, pour ses ouvriers, diverses institutions de bienfaisance. Absolument dévoué à S. A. I. »

Rey, maire de Saint-Égrève, ex-général d'artillerie en retraite, officier de la Légion d'honneur. « Très ancien bonapartiste. Il se trouvait, en 1815, dans le nombre des officiers grenoblois destitués par la Restauration, qui allèrent au-devant de l'Empereur. Il a présidé, depuis le 10 décembre, tous les comités napoléoniens. C'est un démocrate, ennemi des prêtres, qui vise à l'Augereau du Consulat. Il n'a pu s'entendre avec M. de Montlaville, mon prédécesseur, et pas davantage avec moi. Je dois cependant dire à S. A. que son nom a été des plus mêlés à la journée du 7 juin 1815. »

Rossi, résidant à Grenoble, consul de S. M. le Roi de Sardaigne, ex-commandant du génie français en retraite. « Établi depuis longtemps à Grenoble, homme considéré et animé des meilleurs sentiments. Il a servi sous l'Empire. »

De la Salcette, substitut du procureur général à Grenoble. « Fils du général de ce nom, est aussi très dévoué. »

Sappey, statuaire à Grenoble. « Homme d'un talent très élevé. Bonnes opinions. »

Le comte de Saint-Ferréol, à Uriage, où il est propriétaire et directeur des eaux thermales. « Ses opinions sont peu connues; il est très réservé et paraît rattaché au Gouvernement. Sa création de l'établissement thermal d'Uriage le fait considérer comme un des bienfaiteurs du pays. »

Taulier (Frédéric), résidant à Grenoble, conseiller général, conseiller municipal, professeur à la Faculté de Droit, chevalier de la Légion d'honneur. « Ex-maire de Grenoble, révoqué depuis le 10 décembre; s'était jeté dans le parti républicain. Le Coup d'État lui a donné matière à réflexion et il nous est revenu. Par lui nous avons quelques intelligences dans l'ancien camp républicain. C'est un avocat assez disert, très philanthrope, qui a fondé, à Grenoble, plusieurs établissements de bienfaisance. Ce qui le ramène au Gouvernement, c'est la sollicitude du Prince pour les classes pauvres. »

Vachon, résidant à Lyon et à Meyzieu, juge au tribunal de Lyon, conseiller général. « Très brave homme, très napoléonien, a proposé l'adresse votée par le Conseil général; ancien bâtonnier de l'Ordre des Avocats. »

Vicat, résidant à Grenoble, ingénieur en retraite, officier de la Légion d'honneur. « Ingénieur éminent, illustration magnifique du pays. L'inventeur de la chaux hydraulique, découverte connue partout en Europe. Il touche, quoique en retraite, des fonds du Gouvernement pour des travaux hydrauliques. Il désire entretenir le Prince relativement à la rade de Cherbourg. »

ARRONDISSEMENT DE SAINT-MARCELLIN.

MM. *Bellier*, résidant à l'Albenc, conseiller d'arrondissement. « Rallié aux institutions nouvelles depuis le 2 décembre. »

Berruyer, résidant à Roybon, conseiller d'arrondissement et juge de paix, ex-géomètre et greffier de la justice de paix. « Dévoué à la cause du Prince-Président. »

Blanchet (Victor), résidant à Rives, conseiller général, fabricant de papier, chevalier de la Légion d'honneur. « L'un des plus riches industriels du département. Ancien conservateur, définitivement acquis à la cause du Prince. »

De Bressieux, propriétaire à Tullins, ancien militaire. « Légitimiste, mais bienveillant et disposé à accepter tout pouvoir qui maintiendra l'ordre. »

Breynat, résidant à Têche, propriétaire, ancien avocat. « Dévoué au gouvernement de Napoléon. »

Charmeil (Auguste), résidant à Grenoble et à Tullins, conseiller à la Cour d'appel, conseiller général, chevalier de la Légion d'honneur. « Poussé par le parti légitimiste, s'est ensuite prononcé pour le régime constitutionnel; paraît favorable au Gouvernement actuel et disposé à le seconder. »

Cournier (Urbain), résidant à Saint-Romans, conseiller général, moulinier en soie. « Ancien républicain modéré, est revenu à la cause du Prince; grand industriel, assez influent. »

Charbonnier, résidant à Saint-Marcellin, conseiller d'arrondissement et juge de paix. « Instruit, réservé et rallié aux institutions nouvelles depuis le 2 décembre. »

Corréard, maire de Vinay, ancien conseiller général. « Très dévoué à la marche actuelle du Gouvernement, auquel il prête ouvertement son appui. »

Devoize (Adolphe), résidant à Vinay, député, conseiller général, ex-capitaine du génie, chevalier de la Légion d'honneur. « Éclairé, dévoué à l'ordre et au prince Louis-Napoléon. Difficile et susceptible. »

De Bézieux (Auguste), résidant à Cognin, conseiller général, maire de sa commune, fabricant de soie. « Homme d'ordre et de progrès, dévoué au régime nouveau, dont il apprécie tous les avantages et les intentions. »

Delaverne, résidant à Saint-Marcellin, receveur particulier des finances. « Prudent, réservé, modéré en politique, se montrant très disposé à seconder les vues du Gouvernement. »

Le marquis d'Arces, maire de Moirans, propriétaire. « Nommé maire depuis peu, il s'est rallié avec empressement au Prince; passait pour légitimiste. »

Delamotte, résidant à Moirans. « Même observation ».

Duvernay aîné, résidant à Saint-Marcellin, président de la Société d'agriculture, avocat. « Ami de l'ordre et dévoué au Gouvernement actuel. »

Fabre (Michel), résidant à Saint-Marcellin, dont il est maire, conseiller d'arrondissement, maître de postes. « Depuis 1851 qu'il s'occupe de l'administration municipale, il n'a cessé de donner des preuves de son amour pour l'ordre, de ses sympathies pour les institutions nouvelles. Il a rendu des services importants au sous-préfet. »

Kléber (Didier), résidant à Rives, maire de cette commune et conseiller d'arrondissement, propriétaire, ancien industriel. « Homme d'ordre et franchement dévoué à Louis-Napoléon, dont il admire et apprécie les qualités, la sagesse et la fermeté. »

Lavillardière, résidant à La Frette, propriétaire, ancien conseiller général. « Est ami de l'ordre et du pouvoir et s'est toujours montré prêt à le seconder. »

Martin (Jean-Louis), résidant à Saint-Marcellin, conseiller général, avocat, ancien député. « Caractère doux et modéré; appartenait à l'opposition, mais aujourd'hui est disposé à seconder les vues du Gouvernement. »

Mayr de Baldegg, résidant à Saint-Marcellin, général de brigade en retraite, membre de la Légion d'honneur. « Officier éclairé, réservé, ami de l'ordre, du pouvoir et du Prince. »

De Murinais, propriétaire à Murinais. « Grand propriétaire légitimiste, bienveillant et disposé à accepter tout pouvoir qui assure l'ordre. »

De Mortillet, résidant à Renage, propriétaire, ancien capitaine de cuirassiers sous l'Empire, membre de la Légion d'honneur. « Ses opinions politiques étaient légitimistes. »

De Meffrey, résidant à Vourey, grand propriétaire. « Légitimiste ».

Mallein (Edouard), résidant à Saint-Marcellin, membre de diverses commissions locales, ancien directeur des contributions indirectes. « A de l'esprit, de l'instruction et surtout du dévouement pour le pouvoir actuel. »

Marchand, résidant à Pont-en-Royans, juge de paix, ancien conseiller général. « Rallié et dévoué à la marche du Gouvernement, qu'il appuie ouvertement. »

Repiton-Préneuf, résidant à Rives, juge de paix et conseiller d'arrondissement. « Très dévoué. »

Rolland-Garagnol, résidant à Saint-Étienne, juge de paix et conseiller d'arrondissement. « Réservé et prudent, dévoué à l'ordre et disposé à le seconder. »

Simian (Guillaume), conseiller général, juge au tribunal, demeure à Saint-Marcellin. « Homme très actif et très dévoué. »

Silland (Joseph), résidant à Tullins, conseiller d'arrondissement, propriétaire, ancien notaire. « Homme d'affaire éclairé, modéré dans ses opinions, ami de l'ordre et disposé à soutenir le pouvoir actuel. »

De Tourneuf, résidant à Vourey, dont il est maire. « On le croit dévoué au Gouvernement actuel. »

Pizot, résidant à Saint-Marcellin, procureur de la République. « Dévoué, a montré de la fermeté dans les événements de décembre 1851 et a bien secondé l'administration. »

Tézier (Abel), résidant à Pont-en-Royans, ancien juge de paix.

Vallier-Colombier, résidant à Saint-Marcellin, président du tribunal, ancien sous-préfet, chevalier de la Légion d'honneur. « Homme sage, intègre et éclairé, remplissant avec distinction les fonctions qui lui sont dévolues. Dévoué par-dessus tout aux mesures d'ordre et de Gouvernement. Réservé et un peu trop conciliant. »

ARRONDISSEMENT DE LA TOUR-DU-PIN.

MM. Badin de Courtenay, résidant à Courtenay, lieutenant de l'ouvrier, grand propriétaire. « Se déclare tout dévoué. »

De la Batie, résidant à Bourgoin, président de la Société d'agriculture, ancien maire et conseiller d'arrondissement. « Légitimiste rallié. »

De Bruno, résidant à Saint-Geoire, agriculteur, colonel du génie en retraite, officier de la Légion d'honneur. « Dévoué au Prince-Président. Il a rendu des services à l'agriculture dans cet arrondissement. »

Berlioz, résidant à Pont-de-Beauvoisin, conseiller général et maire de Pont-de-Beauvoisin, banquier, chevalier de la Légion d'honneur et des saints Maurice et Lazare. « Maire de Pont-de-Beauvoisin pendant près de trente ans, c'est un conservateur rallié au Gouvernement, dit-on, dans l'intérêt de sa grande fortune. »

Buisson, résidant à Bourgoin, maire de cette ville, conseiller général, ancien négociant, chevalier de la Légion d'honneur. « Influent, a donné des preuves nombreuses de dévouement à la cause du Prince. Ancien conservateur, revenu très franchement à nous. »

Calvet-Rognat, maire de Chamagnieu, député, président du Conseil général de l'Aveyron, grand propriétaire, ancien conseiller d'arrondissement. « Dévoué au Prince ; a plus d'influence dans l'Aveyron que dans l'Isère. »

De Certeau, maire de Passins, maître de forges, propriétaire de mines, ancien lieutenant de l'ouvrier. « Légitimiste entièrement rallié, peu d'influence. »

Cathiard, résidant à Pont-de-Beauvoisin, curé, ancien officier. « Dévoué à la cause de l'Empereur. A été chargé, pendant les Cent-Jours, de la réorganisation des gardes nationales dans le département du Mont-Blanc. »

Dode de la Brunerie (Germain), résidant à Saint-Geoire, conseiller général, président de la Société d'agriculture de la Tour-du-Pin, ancien sous-préfet, chevalier de la Légion d'honneur. « Neveu du maréchal Dode ; ancien conservateur devenu impérialiste ardent. »

Gourju, maire d'Apprieu, maître de forges. « Très dévoué à notre cause ; grand industriel, deux médailles aux expositions de l'Industrie ; a occupé ses ouvriers pendant les plus mauvais jours de 1848. Homme influent et considéré. »

Guillermard, résidant à Bourgoin, curé. « Distingué et influent. »

Labonnardière, maire de Crémieu, médecin de talent. « Administre la ville de Crémieu depuis de longues années. On peut compter sur lui. »

Flocart de Mépieu, maire de Sermérieu, député et conseiller général, ancien chef de bataillon de la garde nationale de Morestel, ancien conseiller d'arrondissement. « Grande influence, entouré de l'estime publique ; tout dévoué au Prince-Président. »

Michaud de la Tour, résidant à Brangues, maire de sa commune. « Doyen des maires de l'arrondissement, tout dévoué à la cause napoléonienne. Ancien commandant de la garde nationale de Lyon ; au retour de l'Empereur, escortait celui-ci à son entrée dans cette ville. »

Monavon (Gabriel), résidant à Bourgoin, avocat, homme de lettres. « L'un des premiers qui aient épousé la cause du Prince dans l'arrondissement et l'ait appuyé de ses paroles et de ses actes. Il vient de composer quelques stances en l'honneur du Prince. »

Mège, curé, résidant à Morestel. « Homme de mérite ; ancien prédicateur estimé ».

Picot la Beaume, maire de la Tour-du-Pin, conseiller général, grand propriétaire, ancien commandant de la garde nationale. « D'un dévouement sans borne à S. A. I. Impérialiste enthousiaste. »

Perrégaux, fabricant d'étoffes à Jallieu, chevalier de la Légion d'honneur. « A créé l'industrie des impressions sur soie et de la fabrication des tissus de coton dans l'arrondissement ; a eu plusieurs médailles. Homme dévoué ».

Comte de Quinsonnas, résidant à Creys-Pusigneux, capitaine d'état-major de la garde nationale de la Seine. « Issu d'une famille légitimiste, paraît personnellement dévoué au Prince. »

Marquis de Virieu, attaché d'ambassade à Florence. « Appartenant à une famille légitimiste, mais son dévouement personnel n'est pas douteux. Gendre du comte de Vallin, également ancien légitimiste et aujourd'hui grand admirateur de Son Altesse. »

Vallier, résidant à Bouvesse-Quirieu, maire de sa commune depuis de longues années. « Légitimiste rallié, homme d'ordre avant tout. Père des pauvres. »

ARRONDISSEMENT DE VIENNE.

MM. Badin, résidant à Vienne, fabricant de drap, principale fabrique de la ville de Vienne. « Ancien conservateur parfaitement rallié et attaché au Prince. »

Bert, résidant à la Côte-Saint-André. « Cet ancien député conservateur est parfaitement revenu à notre cause et l'on peut compter sur lui. Il accepterait même des fonctions publiques, qu'il remplirait avec distinction. »

Charvet, résidant à Vienne, juge au tribunal de commerce et président de ce tribunal, grand industriel en teintures. « C'est l'industriel le plus estimé de Vienne, honnête, capable et très intelligent. Peut-être un peu légitimiste, mais profondément admirateur de S. A. I. Il a quinze ou vingt ans dans la magistrature consulaire. Si le Prince voulait honorer l'industrie viennoise, dans la personne d'un de ses plus dignes représentants, il pourrait conférer la croix à M. Charvet. »

Faure, résidant à Vienne, capitaine retraité, chevalier de la Légion d'honneur. « A fait la campagne d'Égypte; président de la société de la Vieille Armée. »

Terrebasse (Alfred), résidant à Ville-sous-Anjou, homme de lettres, ancien député, « ancien membre de l'opposition dynastique, homme d'une grande fortune, auteur de quelques travaux littéraires très estimés. Il est allié, de très près, à la famille Suchet d'Albuféra. Il est franchement bonapartiste. »

Frère (Jean), résidant à Vienne et à Lyon, maître de forges et fondeur. « Le plus grand industriel de l'arrondissement, occupe une immense quantité d'ouvriers. Ancien conservateur, mais prêt à se rallier. »

Trémeau, résidant à Vienne, vice-président honoraire, ancien maire, doyen des conseillers municipaux. « Homme distingué et influent; ancien conservateur, mais plein de sympathie pour la personne du Prince. »


De Piellat, résidant à Vienne, président du Conseil d'arrondissement, adjoint au maire de Vienne, métallurgiste, fondeur d'or, d'argent et de plomb. « Ancien légitimiste, très honnête et très sûr. »

Joannot, résidant à Vienne, maître verrier, ancien militaire, chevalier de la Légion d'honneur. « Décoré par le Président lui-même. Bonapartiste décidé. »

Richard de la Cantonnière, résidant à Vienne, riche propriétaire. « Caractère chevaleresque, enthousiaste du Président, mais légitimiste. »

La famille *Rocher*, de la Côte-Saint-André, fabricant de liqueurs. « Hommes considérables du pays, conservateurs persistants. L'un des membres de la famille Rocher est conseiller à la Cour de cassation. »

Le très curieux rapport, dont nous venons de présenter la presque totalité, a été tiré d'un dossier des Archives nationales, F¹^c III, Isère 9.

 *Arrivée et séjour du Prince-Président.* — Nous avons dit que Louis-Napoléon avait quitté Lyon dans la matinée du mardi 21 septembre.

« De Lyon à Grenoble, écrivait M. G. d'Abadie dans l'*Illustration*, les populations accoururent avec empressement sur le passage du Président.

« Partout des inscriptions portaient : « A Napoléon III, à l'Héritier de l'Empereur ! »

« Louis-Napoléon entra à six heures dans la ville de Grenoble, dans cette cité qui, plus que d'autres, rappelait des souvenirs de l'Empire. Il fut reçu, continuait M. G. d'Abadie, aux acclamations d'un grand nombre de ces montagnards superalpins, qui ne descendent pas dix fois dans une vie d'homme leurs sommets glacés et presque inaccessibles. Les montagnards arrivaient à toute heure de jour et de nuit, drapeau flottant, tambours en tête. Sur le seuil de la Préfecture, des jeunes filles vêtues de blanc offrirent des bouquets au Prince. La ville s'illumina et, après le banquet, — offert par la Municipalité, — le Président assista à un splendide feu d'artifice tiré des hauteurs de la citadelle — de la Bastille — et du fort Rabot, feu d'artifice bientôt suivi d'une petite guerre. Un aigle gigantesque parut dans les airs après une pluie lumineuse d'obus, gerbes et fusées volantes. »

Sur la place aux Herbes, les dames du marché avaient placé des écriteaux lumineux sur lesquels étaient inscrits ces mots : « Vive le Sauveur de la France ! Vive le Grand Homme ! » Ces écriteaux avaient été installés sur le marché « d'après les conseils de la police ».

Le lendemain, à neuf heures, eurent lieu les réceptions officielles. L'évêque de Gap et l'évêque de Grenoble haranguèrent le Prince ; les membres du consistoire de l'Église réformée furent en même temps présentés à Louis-Napoléon qui leur dit : « Quoique bon catholique, je saurai toujours maintenir et défendre le grand principe de la liberté religieuse. » A cette réception se trouvaient beaucoup de hauts fonctionnaires et d'officiers sardes. Le Conseil général et les maires de quatre cents communes environ défilèrent devant le Président, avec des cris de : « Vive l'Empereur ! » auxquels le Prince répondit : « Messieurs, rien pour moi, et tout pour et par la France. » Au sortir du salon de réception, Louis-Napoléon trouva sur son passage les membres du bureau de bienfaisance et les revendeurs de la Halle, qui lui présentèrent des fleurs et des fruits. Puis il passa en revue d'anciens militaires, distribua des sommes à plusieurs d'entre eux, et, montant à cheval, se rendit au Polygone. Là défilèrent les communes et les corporations d'ouvriers gantiers, chamoiseurs, mégissiers et peigneurs de chanvre. Puis vint la revue de la garnison. Le Président de la République visita ensuite plusieurs forts et poussa une excursion improvisée dans le quartier Saint-Laurent. A son retour, il s'arrêta à l'*Hôtel des Trois-Dauphins*, où avait logé Napoléon I^{er} en 1815.

Après le banquet du soir, le Prince et les autorités se rendirent sur le terre-plein de la porte des Alpes pour assister à la partie la plus originale de la fête : une illumination des points culminants de toutes les montagnes par les moyens de feux simultanés, dont une bombe, partie du fort Rabot, donna le signal. Nous empruntons, une fois encore, à M. G. d'Abadie ces quelques lignes d'impression : « Le coup d'œil, rehaussé de verres de couleur et de feux de Bengale allumés sur différents points, était vraiment féérique. On distinguait, au loin, sur leurs monts escarpés, les villageois alpestres, dansant autour de leurs brazier ardents. La commune de Laffrey, dans laquelle l'Empereur

rencontra et rallia à lui, le 7 mars 1815, les troupes royales envoyées pour le repousser, s'était imposée, pour cette nocturne féerie, de 4,000 beaux fagots. A dix heures eut lieu un bal magnifique dans l'ancien couvent des Jacobins, converti en marché aux grains par la Révolution française. Un trône avait été disposé pour le Prince, et la couronne impériale planait au-dessus de son chiffre. »

Avant de quitter Grenoble, le Président fit distribuer une somme de 28,000 francs aux bureaux de bienfaisance, aux inondés, aux vieux soldats, aux dames de la Halle. Il donna, en plus, 10,000 francs pour la réparation d'un clocher et la construction d'une digue.

Le 23 septembre au matin, Louis-Napoléon, continuant son voyage, fit ses adieux aux représentants de la Municipalité : « Je n'oublierai jamais, leur dit-il, la réception qui m'a été faite à Grenoble et je saurai, plus tard, prouver à vos compatriotes ma reconnaissante gratitude. »

Le séjour du Prince-Président à Grenoble avait coûté à la ville 33,644 fr. 66.

Se dirigeant sur Valence, Louis-Napoléon fit de courts arrêts à Tullins, Vinay et Saint-Marcellin. « Le long des routes, la foule, venue pour voir passer le Président et sa suite, était considérable. »

Dans le Midi. — A Valence, le Maire demanda « expressément » à Louis-Napoléon « d'assurer sans retard, sur sa tête, l'hérédité du pouvoir ». Le Prince visita la cathédrale, qui renferme le tombeau du pape Pie VI, et la maison gothique perdue dans l'écheveau de la vieille ville, où Napoléon I^{er}, alors simple lieutenant en second, avait passé quatre ans de sa vie.

Le vendredi 25, le Président était à Avignon. « Il fit son entrée au bruit, non seulement des cloches et de l'artillerie, mais du galoubet et du tambourin. » Il se rendit à la vieille basilique des papes, où l'archevêque le reçut à la tête de tout son clergé ; on profita de son séjour pour inaugurer le nouvel Hôtel de Ville. Le samedi 26 septembre, après avoir reçu les fonctionnaires et passé la revue de la garnison, le Prince-Président partit à onze heures pour Arles et Marseille.

A Arles, Louis-Napoléon fut reçu par les notabilités, sous une tente, devant laquelle étaient rangées une centaine « des plus belles Grecques d'Arles », vêtues du costume et coiffées du bandeau national. Il traversa ensuite la ville pour se rendre à Sainte-Trophyme, où l'archevêque d'Aix et d'Arles l'attendait.

Le Prince-Président arriva bientôt à Marseille. On venait d'y découvrir, quelques jours auparavant, un complot contre sa vie. La police avait surpris dans une maison deux hommes occupés à fondre des balles. « Près de là était une machine de plus de cent cartouches, semblable aux plus forts serpenteaux, et capable de résister, par l'épaisseur des cartons, à la violence d'une explosion générale. Au milieu de ces tuyaux étaient deux pièces en fonte, destinées à lancer des biscaïens. » Un des hommes qui se livraient à ces opérations réussit à s'échapper. L'autre fut arrêté. La presse, dévouée à Louis-Napoléon, donna à cette affaire une importance très grande. Mais ce complot, d'après certains historiens, « n'avait jamais existé, si ce n'est dans l'imagination de la police ».

En lui offrant les clefs de la ville, le Maire de Marseille adressa au Président une allocution, dans laquelle il demandait la stabilité des pouvoirs. Une association d'anciens militaires lui présenta une couronne d'or, d'épis et de lauriers entrelacés, couverts d'abeilles. « Les fêtes eurent beaucoup d'éclat. » Louis-Napoléon visita plusieurs bâtiments, entre autres l'ancienne frégate *Muiron*, sur laquelle Bonaparte était revenu d'Égypte à travers la flotte anglaise, et un nouveau vaisseau de guerre à vapeur, le *Napoléon*.

A Toulon, les réjouissances égalèrent celles de Marseille. « On avait réveillé toutes les splendeurs et tous les divertissements du moyen âge. » Pour faire preuve de sentiments impérialistes, quantité de personnes détenaient des aigles. Ces oiseaux étaient, paraît-il, hors de prix. « Un vieux brave portait à son shako de jeune garde un aigle gros comme un poulet, suspendu par une ficelle. »

Le Prince visita ensuite Aix, Nîmes, Montpellier, Toulouse. Il quitta cette dernière ville le 6 octobre, passa par Montauban, Castel-Sarrazin, Moissac, Agen, « où les mêmes fêtes et les mêmes cris de « Vive l'Empereur ! » accueillirent son arrivée. »

Le 7, le Prince s'embarqua sur la Garonne. Le même jour il arrivait à Bordeaux.

Le discours de Bordeaux. — La rentrée à Paris. — « Pendant la plus grande partie du voyage, écrit Henri Martin, Louis-Napoléon avait gardé une certaine réserve ; à Bordeaux, il y renonça. Le président de la Chambre de commerce ayant réclamé nettement le rétablissement de l'Empire, le Prince-Président fit une réponse qui est restée fameuse dans l'histoire. Il reprit le langage de son oncle, comme il allait reprendre son titre. Abandonnant son bagage socialiste, il affirma que la nation était désabusée des absurdes théories et que, si elle l'entourait de ses sympathies, c'est qu'il n'était pas de la famille des idéologues. « — Pour faire le bien du pays, poursuivit-il, il n'est pas besoin « d'appliquer de nouveaux systèmes, mais de donner confiance, « dans le présent, sécurité dans l'avenir. Voilà pourquoi la France « semble revenir à l'Empire. — Il est néanmoins une crainte à « laquelle je dois répondre. . . . Certaines personnes se disent : « *l'Empire c'est la guerre !* — Moi je dis : *l'Empire c'est la paix !* — « C'est la paix ; car la France la désire, et, lorsque la France est « satisfaite, le monde est tranquille. » Et il conclut en disant que les conquêtes qu'il avait à faire, c'était de conquérir à la conciliation les partis dissidents et de conquérir à la religion, à la morale, à l'aisance, la partie de la population qui n'avait ni croyance, ni bien-être. »

Le Président avait encore à parcourir la Charente et la Touraine. Il s'arrêta successivement à Angoulême, à Rochefort, à la Rochelle, à Niort, où s'élevait, à la sortie de la ville, un arc de triomphe sur lequel on lisait : « Vous partez Président, revenez Empereur. Votre destin vous conduit où nos vœux vous précèdent. » A Poitiers, mêmes devises, mêmes acclamations. De Poitiers à Tours, le Prince ne visita que Châtellerault, où la ville avait fait de grands frais pour sa réception. A Tours, Louis-Napoléon fut harangué sur le seuil de la cathédrale par l'archevêque Morlot. A Blois, il demeura peu de temps.


A Amboise, le Président se rendit au château, dans lequel était prisonnier l'émir Abd-el-Kader. Il se le fit présenter et lui annonça sa grâce. « Vous serez, lui dit-il, conduit à Brousse,

dans les États du Sultan, dès que les préparatifs nécessaires seront faits, et vous y recevrez du Gouvernement français un traitement digne de votre ancien rang. »

Louis-Napoléon rentra dans Paris le 16 octobre. On lui fit une réception solennelle. Les grands corps de l'État l'y accueillirent aux cris de : « Vive l'Empereur ! » M. Berger, préfet de la Seine, et les autorités municipales conjurèrent le Prince-Président de « reprendre la couronne de l'immortel fondateur de sa dynastie ».

Le cortège suivit les boulevards en passant sous une longue ligne d'arcs de triomphe, celui dressé sur la place de la Concorde portait cette inscription : « Napoléon III, sauveur de la civilisation moderne. »

« Avec tout cet appareil théâtral, dit Henri Martin, la fête est froide; le peuple regarde, n'applaudit pas, ne rit pas, ne chante pas. » — « Quelque chose semble avoir changé dans l'esprit français », remarque Taxile Delord, l'historien du *Second Empire*.

 **M^{gr} de Bruillard et le Maire de Grenoble.** — Il nous est tombé sous les yeux, dans le cours de nos recherches, une lettre de l'Évêque de Grenoble à M. J. Arnaud, maire. Cette lettre établit l'excellence des rapports existant alors entre les administrations diocésaine et municipale. Ce document méritait d'être produit, le voici :

Grenoble, le 29 septembre 1852.

MONSIEUR LE MAIRE,

Je suis informé que vous venez de refuser l'autorisation d'afficher dans la ville la mise en vente d'un infâme pamphlet renfermant une multitude d'injures, de calomnies et d'outrages contre la religion et le personnel de l'Administration diocésaine.

Dans cette circonstance, comme toujours, vous vous êtes montré, Monsieur le Maire, le défenseur généreux des principes d'ordre et de morale sur lesquels repose l'édifice social. J'éprouve le besoin de vous en remercier, et je le fais avec une grande effusion de sentiments.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération très distinguée.

† PH., évêque de Grenoble.

Adresse des habitants de Gloucester (Angleterre) aux citoyens grenoblois. — L'adresse était précédée de la lettre suivante :

Paris, le 9 octobre 1852.

MONSIEUR LE MAIRE,

J'ai l'honneur d'être chargé d'un grand nombre d'adresses amicales des principales villes de la Grande-Bretagne aux principales villes de la France. Parmi ces communications, il y en a une de Gloucester (Angleterre) adressée aux citoyens de la ville de Grenoble.

Ne pouvant pas réaliser l'espérance d'avoir l'honneur de remettre cette adresse personnellement entre vos mains, je viens de vous la transmettre par la poste.

Les habitants de Gloucester, qui ont ainsi adressé aux citoyens de Grenoble leurs fraternelles salutations, recevraient avec une vive reconnaissance l'assurance de votre part que l'expression de leurs sentiments d'estime est acceptée par vous et par vos concitoyens, et que vous et leurs frères de la Nation française tout entière partagent avec eux le vif désir d'unir les deux grands pays de plus en plus étroitement dans les liens d'une mutuelle amitié, pour l'établissement de la paix et de la concorde parmi tous les peuples du monde.

Une telle assurance, transmise par la poste à Samuel Boroley esq., Gloucester, England, sera reçue avec la plus haute appréciation.

J'ai l'honneur d'être, avec un profond respect, Monsieur le Maire, votre obéissant serviteur.

ELIEN BURRITT,

chargé des adresses amicales.

TRADUCTION DE L'ORIGINAL ÉCRIT EN ANGLAIS.

Aux Habitants de Grenoble.

Nous soussignés, citoyens de Gloucester, désirons vous adresser, citoyens de Grenoble, nos salutations d'amis et de frères.

Nous nous réjouissons de tout ce qui tend à favoriser, entre la France et l'Angleterre, les progrès de conformité de sentiments et d'intérêts qui, dans les relations de ces deux puissants États, donnent un si grand lustre à la beauté de la Paix et de l'Amitié.

La grande Exposition de 1851 a été pour nous un bel exemple de

cette union, que nous espérons voir se développer par toutes les dispositions amicales et tout l'intérêt qui peuvent y donner force et durée.

Frères et voisins de Grenoble, nous vous demandons d'accepter cette assurance sincère de notre respect et de notre bonne volonté, ainsi que nos souhaits ardents pour la prospérité de votre pays, que nous regardons comme identifié avec le nôtre.

Que la guerre, la peste ni la famine ne visitent jamais un seul village, une seule famille de France, et qu'un succès complet soit toujours la récompense des paisibles travaux de votre industrie.

Citoyens et amis de Grenoble, si pendant les quelques mois qui viennent de s'écouler, quelques individus de notre pays ont exprimé contre les Français des sentiments d'inimitié ou de méfiance, nous regrettons beaucoup que de pareils sentiments aient pu être un moment ceux d'une partie quelconque du peuple anglais, et nous les désavouons pour notre part. Nous nous réjouissons d'ailleurs de la rapide disparition de toutes ces chimères; nous espérons qu'elles n'ont pas fait, en France, d'impression sérieuse sur l'esprit public, et qu'elles ne vous ont point suggéré de doute sur les dispositions amicales du peuple anglais en général à votre égard.

Nous les regardons, ces chimères, comme les rejetons éloignés de la guerre qui, sans parler de tous les autres maux, a causé tant de jalousie et d'animosité entre des nations que Dieu destinait à vivre en paix et en amitié.

Aussi est-ce notre bien vif désir que la France et l'Angleterre unissent dès à présent leurs efforts pour bannir de toutes les nations le système barbare et cruel de la guerre, condamné également par le christianisme, par la justice et par le sens commun; et dans l'espérance que, réunis, nous pourrions obtenir cette grande victoire morale et mériter la reconnaissance éternelle du genre humain, nous sommes vos amis et voisins.

Gloucester, le 1^{er} octobre 1852.

(Suivent 96 signatures.)

Annotation du Maire de Grenoble :

Communiqué à M. Clopin, professeur de langue anglaise, qui est prié de vouloir bien nous fournir la traduction de l'adresse ci-jointe.

Grenoble, le 15 octobre 1852.

Le Maire,
ARNAUD.

Le rétablissement de l'Empire.

Durant la session législative, qui avait pris fin le 28 juin, le bruit avait couru que Louis-Napoléon serait proclamé Empereur le 10 mai, après la distribution des aigles à l'armée. Cela ne s'était pas réalisé. « Le dictateur ne voulait pas se faire Empereur sous cette forme. Il entendait y mettre plus d'art et se faire imposer par le pays l'accomplissement de ses vœux. » Nous avons montré précédemment les voyages qu'il accomplit dans les départements, pour connaître l'esprit des populations à son égard et pousser le pays dans les idées impérialistes. On connaît les réceptions qui furent faites au Prince dans chaque ville. Les rapports préfectoraux adressés au Ministre de l'Intérieur avaient fait prévoir d'ailleurs, plusieurs mois auparavant, que les populations étaient préparées à acclamer Louis-Napoléon, Empereur.

Voici, en ce qui concerne le département de l'Isère, la dépêche adressée au Ministre par le préfet, M. Chapuys-Montlaville :

Je crois pouvoir vous assurer que la proclamation de l'Empire produirait la plus grande joie et comblerait les espérances de la masse de la population.

Les Conseils généraux avaient envoyé de toutes parts au Gouvernement des adresses favorables : trente-quatre avaient exprimé le vœu que le pouvoir, dont la nouvelle Constitution revêtait pour dix ans Louis-Napoléon, fût perpétué entre ses mains. Neuf avaient demandé, en termes formels, le rétablissement de l'Empire héréditaire sur sa tête.

Le 20 octobre parut dans le *Moniteur* le décret suivant :

La manifestation éclatante qui vient de se produire dans toute la France, en faveur du rétablissement de l'Empire, impose au Prince-Président de la République le devoir de convoquer le Sénat.

Le Sénat se réunira le 4 novembre prochain. S'il résulte de ses délibérations un changement dans la forme du Gouvernement, le

Sénatus-Consulte qu'il aura adopté sera soumis à la ratification du Peuple français.

Pour donner à ce grand acte toute l'autorité qu'il doit avoir, le Corps législatif sera appelé à constater la régularité des votes, en faire le recensement et en déclarer le résultat.

Louis-Napoléon, Président de la République française,

Vu les art. 24 et 31 de la Constitution,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le Sénat est convoqué pour le 4 novembre prochain.

Art. 2. — Le Ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON.

Le Sénatus-Consulte.

Le 4 novembre, la première séance du Sénat s'ouvrit par un discours du prince Jérôme, qui précisa l'objet de la convocation et déclara qu'il cédait le fauteuil au vice-président, pour ne pas diriger lui-même une délibération dans laquelle allaient s'agiter des intérêts qui lui étaient personnels, des intérêts de famille. Le Gouvernement donna communication du message du Président.

Messieurs les Sénateurs, dit ce document, la Nation vient de manifester hautement sa volonté de rétablir l'Empire. Confiant dans votre patriotisme et vos lumières, je vous ai convoqués pour délibérer légalement sur cette grave question et vous remettre le soin de régler le nouvel ordre de choses ; si vous l'adoptez, vous pensez sans doute, comme moi, que la Constitution de 1852 doit être maintenue, et alors les modifications reconnues indispensables ne toucheront en rien aux bases fondamentales. Le changement qui se prépare portera principalement sur la forme ; et cependant reprendre le symbole impérial est pour la France d'une immense signification. En effet, dans le rétablissement de l'Empire, le peuple trouve une garantie à ses intérêts et une satisfaction à son juste orgueil. Ce rétablissement garantit ses intérêts, en assurant l'avenir, en fermant l'ère des révolutions, en consacrant encore les conquêtes de 89. Il

satisfait à son juste orgueil, parce que, relevant avec liberté et avec réflexion ce qu'il y a trente-sept ans l'Europe entière avait renversé par la force des armes au milieu des désastres de la patrie, le peuple venge noblement ses revers sans faire de victimes, sans menacer aucune indépendance, sans troubler la paix du monde. Je ne me dissimule pas néanmoins tout ce qu'il y a de redoutable à accepter aujourd'hui et à mettre sur ma tête la couronne de Napoléon ; toutefois mes appréhensions diminuent par la pensée que, représentant à tant de titres la cause du peuple et la volonté nationale, ce sera la Nation qui, en m'élevant au trône, se couronnera elle-même.

Après une courte délibération, la commission sénatoriale chargea M. Troplong de présenter son rapport. M. Troplong fit un long exposé favorable à la nouvelle monarchie, dont il chercha à définir le caractère et les tendances. Selon le rapporteur :

La Monarchie impériale offrait tous les avantages de la République sans en avoir les dangers. . . . La République est virtuellement dans l'Empire, à cause du caractère contractuel de l'institution, et de la communication et de la délégation expresse du pouvoir par le peuple ; mais l'Empire l'emporte sur la République, parce qu'il est aussi la Monarchie, c'est-à-dire le gouvernement de tous confié à l'action modératrice d'un seul, avec l'hérédité pour condition et la stabilité pour conséquence.

Après avoir essayé de mettre en relief, par des considérations tirées de l'histoire, la tradition monarchique de la France, « et la difficulté ou plutôt l'impossibilité d'appliquer le régime républicain à un pays aussi vaste », le rapporteur entra dans les détails du sénatus-consulte : « Le nouvel Empereur devait prendre le nom de Napoléon III, c'était le nom qui avait retenti dans les acclamations populaires durant le voyage du Président de la République dans les provinces du Midi. Ce titre, disait M. Troplong, avait d'ailleurs le mérite de rattacher directement le règne qui allait commencer à celui de Napoléon le Grand et de son fils qui, sans avoir occupé le trône, avait cependant été constitutionnellement proclamé Empereur des Français. »

Le rapporteur donna ensuite lecture du projet de sénatus-consulte.

Article 1^{er}. — La dignité impériale est rétablie.

Louis-Napoléon Bonaparte est Empereur sous le nom de Napoléon III.

Art. 2. — La dignité impériale est héréditaire dans la descendance directe et légitime de Louis-Napoléon Bonaparte, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance

Art. 3. — Louis-Napoléon Bonaparte, s'il n'a pas d'enfant mâle, peut adopter les enfants et descendants légitimes, dans la ligne masculine des frères de l'Empereur Napoléon I^{er}.

Les formes de l'adoption sont réglées par un sénatus-consulte.

Si, postérieurement à l'adoption, il survient à Louis-Napoléon des enfants mâles, ses fils adoptifs ne pourront être appelés à lui succéder qu'après ses descendants légitimes.

L'adoption est interdite aux successeurs de Louis-Napoléon et de leur descendance.

Art. 4. — Louis-Napoléon Bonaparte règle, par un décret organique adressé au Sénat et déposé dans ses archives, l'ordre de succession au trône dans la famille Bonaparte, pour le cas où il ne laisserait aucun héritier direct, légitime ou adoptif.

Art. 5. — A défaut d'héritier légitime ou d'héritier adoptif de Louis-Napoléon Bonaparte et des successeurs en ligne collatérale, qui prendront leur droit dans le décret organique susmentionné, un sénatus-consulte, proposé au Sénat par les Ministres formés en Conseil de Gouvernement, avec l'adjonction des présidents en exercice du Sénat, du Corps législatif et du Conseil d'État, et soumis à l'acceptation du peuple, nomme l'Empereur et règle dans sa famille l'ordre héréditaire de mâle en mâle, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Jusqu'au moment où l'élection du nouvel Empereur est consommée, les affaires de l'État sont gouvernées par les Ministres en fonctions, qui se forment en Conseil de Gouvernement et délibèrent à la majorité des voix.

Art. 6. — Les membres de la famille de Louis-Napoléon Bonaparte appelés éventuellement à l'hérédité et à leur descendance des deux sexes font partie de la famille impériale. Un sénatus-consulte règle leur position. Ils ne peuvent se marier sans l'autorisation de l'Empereur. Le mariage fait sans cette autorisation emporte priva-

tion de tout droit à l'hérédité, tant pour celui qui l'a contracté que pour ses descendants.

Néanmoins, s'il n'existe pas d'enfants de ce mariage, en cas de dissolution pour cause de décès, le prince qui l'aurait contracté recouvre ses droits à l'hérédité.

Louis-Napoléon Bonaparte fixe les titres et la condition des membres de sa famille.

L'Empereur a pleine autorité sur tous les membres de sa famille, il règle leurs devoirs et leurs obligations par des statuts qui ont force de loi.

Art. 7. — La Constitution du 15 janvier 1852 est maintenue dans toutes ses dispositions qui ne sont pas contraires au présent sénatus-consulte, il ne pourra y être apporté de modifications que dans les formes et par les moyens qu'elle a prévus.

Art. 8. — La proposition suivante sera présentée à l'acceptation du Peuple français dans les formes déterminées par les décrets des 2 et 4 décembre 1851 : « Le Peuple veut le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, avec hérédité dans sa descendance directe, légitime ou adoptive, et lui donne le droit de régler l'ordre de succession au trône dans la famille Bonaparte, ainsi qu'il est prévu par le sénatus-consulte du 7 novembre 1852. »


Dans sa séance du 7, le Sénat, en présence des commissaires du Gouvernement, délibéra sur chacun des articles du sénatus-consulte. Ces articles furent successivement approuvés, et, le scrutin ayant été ouvert sur l'ensemble, le sénatus-consulte fut adopté par 86 voix sur 87 votants. On attribua cet unique vote négatif à M. Vieillard, ancien précepteur du prince Louis-Napoléon. Ce sénatus-consulte fut revêtu de la signature de tous les membres présents, et immédiatement, tous les sénateurs, en grand costume, les cardinaux en robe rouge, précédés d'une escorte de cavalerie, se rendirent en corps au palais de Saint-Cloud. Le Prince les reçut dans la grande galerie. M. Mesnard, vice-président, en remettant entre ses mains le sénatus-consulte, prononça un discours. Louis-Napoléon, à son tour, prit la parole :

Je remercie le Sénat de l'empressement avec lequel il a répondu

au vœu du pays en délibérant sur le rétablissement de l'Empire et en rédigeant le sénatus-consulte qui doit être soumis à l'acceptation du peuple. Lorsqu'il y a quarante-huit ans, dans ce même palais, dans cette même salle et dans des circonstances analogues, le Sénat vint offrir la couronne au chef de ma famille, l'Empereur répondit par ces paroles mémorables : « Mon esprit ne serait plus avec ma postérité du jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation ».

Eh bien ! aujourd'hui, ce qui touche le plus mon cœur, c'est de penser que l'esprit de l'Empereur est avec moi, que sa pensée me guide, que son ombre me protège, puisque, par une démarche solennelle, vous venez, au nom du peuple français, me prouver que j'ai mérité la confiance du pays. Je n'ai pas besoin de vous dire que ma préoccupation constante sera de travailler avec vous à la grandeur et à la prospérité de la France.

Ces paroles furent accueillies par des cris de « Vive l'Empereur ». Après la réception, les sénateurs retournèrent, avec le même cortège qu'à l'arrivée, au palais du Luxembourg.

 A la suite du vote du sénatus-consulte, les corps constitués du département de l'Isère firent parvenir des adresses à Louis-Napoléon. « Parmi les plus dithyrambiques », il faut citer celle de la Cour d'appel de Grenoble, envoyée le 11 novembre, et celle du Tribunal civil, datée du 17 du même mois.

Le Plébiscite.

Le peuple fut appelé dans ses comices pour les 20 et 21 novembre. Le Corps législatif fut convoqué pour dépouiller les votes et « donner plus d'éclat à la démonstration populaire ». Les préfets adressèrent des proclamations engageant les citoyens à ratifier le sénatus-consulte.

M. Bérard, préfet de l'Isère, dans son appel aux électeurs, s'exprimait ainsi :

Nous trouverons dans l'adoption du sénatus-consulte l'espérance que donnent ces magnifiques paroles de Louis-Napoléon au banquet

de Bordeaux : « Je veux conquérir à la religion, à la morale, à l'aisance, cette partie encore si nombreuse de la population qui, au milieu d'un pays de foi et de croyance, connaît à peine les préceptes du Christ; qui, au sein de la terre la plus fertile du monde, peut à peine jouir de ses produits de première nécessité. . . . »

Vous pouvez, d'ailleurs, juger par vous-mêmes. Vous avez tous vu Louis-Napoléon; tous, vous l'avez entendu. Le scrutin du 21 novembre nous dira si vous l'avez aimé.

Des protestations républicaines et légitimistes contre le plébiscite circulaient dans tout le pays, en dépit de la police. Le pouvoir, comme par défi, les publia lui-même dans le *Moniteur*.

« Il pensa, dit Henri Martin, que la violence exaspérée des proscrits républicains de Londres et de Jersey effraierait le public paisible et il redoutait peu les réclamations plus réservées du comte de Chambord. Il faisait acte de force et de confiance en lui-même; mais il n'en donna pas pour cela plus de liberté de réunion et le plébiscite fut voté dans les conditions des deux scrutins qui avaient eu lieu sous sa direction. »

Le vote du plébiscite eut lieu sans incidents. « Ces jours, écrivait un chroniqueur bonapartiste, eussent été une fête s'ils n'avaient été contrariés, sur presque tous les points de la France, par des pluies torrentielles qui n'arrêtèrent pas le zèle des électeurs. Les résultats de ce vote étaient prévus; mais ils dépassèrent encore les prévisions. »

C'était le Corps législatif, nous l'avons dit, qui devait dépouiller les votes. Ce Corps se réunit le 25 novembre et entendit de M. Fould, ministre d'État, la lecture d'un message qui spécifiait sa mission :

Messieurs les Députés, disait Louis-Napoléon, je vous ai rappelés de vos départements pour vous associer au grand acte qui va s'accomplir. Quoique le Sénat et le Peuple aient seuls le droit de modifier la Constitution, j'ai voulu que le Corps politique issu, comme moi, du suffrage universel, vînt attester au monde la spontanéité du mouvement national qui me porte à l'Empire. Je tiens à ce que ce soit vous qui, en constatant la liberté du vote et le nombre des suffrages, fas-


siez sortir de votre déclaration toute la légitimité de mon pouvoir; aujourd'hui, en effet, déclarer que l'autorité repose sur un droit incontestable, c'est lui donner la force nécessaire pour fonder quelque chose de durable et assurer la prospérité du pays. Le Gouvernement, vous le savez, ne fera que changer de forme. Dévoué aux grands intérêts que la paix développe, il se contiendra, comme par le passé, dans les limites de la modération, car le succès n'enfle jamais d'orgueil l'âme de ceux qui ne voient dans leur élévation nouvelle qu'un devoir plus grand imposé par le Peuple, qu'une mission plus élevée confiée par la Providence.

Le corps législatif procéda « avec la plus grande activité » au compte des suffrage. Le 1^{er} décembre, on fit connaître le résultat officiel du plébiscite : 7,824,189 voix s'étaient prononcées pour le rétablissement de l'Empire, 253,145 l'avaient repoussé.

Le nombre des votes affirmatifs fut grossi par ceux de l'armée et de quelques communes dont le vote n'était pas encore connu le 1^{er} décembre. Le recensement définitif des suffrages donna : 7,824,189 voix pour le plébiscite, 253,135 contre, 63,426 bulletins nuls.

La majorité du 20 décembre 1851 était dépassée.

*
**

 Dans le département de l'Isère, plusieurs circulaires officielles avaient été adressées aux Maires, aux Juges de paix, aux Instituteurs; nous transcrivons cette dernière comme étant la plus intéressante :

Grenoble, le 11 novembre 1852.

CABINET DU PRÉFET.

—
CONFIDENTIELLE
—

MONSIEUR L'INSTITUTEUR,

Le Peuple français va prononcer le rétablissement de l'Empire et placer la couronne sur la tête du Prince généreux qui a sauvé le pays. Mais pour que l'acte solennel qui va ouvrir à la France une ère indéfinie de gloire et de prospérité ait sa signification tout entière, il faut

que chacun y prenne part, non seulement par son vote, mais aussi par son action personnelle, par son zèle et par son dévouement.

C'est surtout aux fonctionnaires, employés de tous grades et agents des divers services publics, qu'il appartient d'exercer sur les populations une décisive et légitime influence, dans la mesure de leur sphère d'action, pour leur faire bien comprendre combien il est important d'assurer à l'Empereur un nombre de voix, non pas seulement égal, mais supérieur à celui du 20 décembre.

Nous n'avons plus, Dieu merci, à combattre des passions hostiles; s'il en existe encore, elles se cachent, vaincues par les acclamations du peuple entier; mais la tiédeur, la paresse, l'indifférence, voilà le véritable ennemi, contre lequel il faut lutter avec persévérance, avec énergie, avec la foi que donne le sentiment du devoir, et que je suis certain de rencontrer en vous.

Je vous recommande votre concours de tous les instants. Que le vote des 21 et 22 novembre soit, jusqu'à ces jours mémorables, votre seule préoccupation, le seul objet de vos pensées et de vos actes. Mettez-vous à la disposition des Maires, avec empressement, avec abnégation; secondez-les dans toutes les mesures qu'ils croiront devoir proposer ou prescrire pour aider à la pleine manifestation de la volonté nationale.

Songez que la fondation d'une dynastie, qui doit assurer dans le présent et dans l'avenir le bonheur de la Patrie, est le plus grand événement qui puisse marquer la vie d'un Peuple, et qu'il sera glorieux pour vous d'y avoir concouru.

Recevez, Monsieur l'Instituteur, l'assurance de mon entier dévouement.

Le Préfet de l'Isère,

J. BÉRARD.

A Grenoble, les résultats furent les suivants : sur 4,893 votants, 4,125 voix pour l'Empire et 702 contre.

Vote de la garnison de Grenoble : votants, 3,410. **Oui** : 3,204; **non** : 162; douteux, 5; blancs, 39.

PROCLAMATION DE L'EMPIRE

VOTE DE L'ISÈRE

Résultat officiel et récapitulation de l'ensemble des votes des quatre arrondissements, d'après le recensement opéré par la commission départementale.

	Inscrits.	Votants.	Oui.	Non.	Nuls.
Arrondis. de Grenoble....	55.910	44.446	42.844	1.341	261
Arrondis. de Vienne.....	41.432	34.123	33.432	571	120
Arrondis. de la Tour-du-Pin	33.823	28.910	28.470	365	81
Arrondis. de St-Marcellin.	24.131	19.831	19.574	164	93
Résultat total.....	155.296	127.316	124.320	2.441	555

Proclamation de l'Empire.

Le 1^{er} décembre, à huit heures du soir, le Corps législatif et le Sénat se rendirent au palais de Saint-Cloud pour porter au prince Louis-Napoléon le plébiscite qui lui conférait le titre d'empereur.

Malgré un brouillard épais, un mouvement extraordinaire, régnait autour du Luxembourg et du Palais-Bourbon : la foule se pressait sur le passage du cortège.

Au fond de la grande galerie du palais de Saint-Cloud avait été élevé un trône. Le nouvel Empereur y prit place, puis M. Billault, président du Corps législatif, présenta la déclaration adoptée dans la séance du même jour, et adressa à Louis-Napoléon une allocution dont nous extrayons les passages les plus saillants :

Sire, dit-il, nous apportons à Votre Majesté l'expression solennelle de la volonté nationale. Au plus fort des ovations que vous décernait l'enthousiasme populaire, peu pressé de ceindre une couronne qu'on vous offrait de toutes parts, vous avez désiré que la France se recueillit ; vous avez voulu qu'elle ne prit que de sang-froid, dans sa pleine liberté, cette suprême décision par laquelle un peuple, maître de lui-même, dispose souverainement de sa des-

tinée..... Abritant sous un immense souvenir de gloire ce qu'elle a de plus précieux, son honneur au dehors, sa sécurité au dedans, et ces immortels principes de 1789, bases désormais inébranlables de la nouvelle société française, si puissamment organisée par l'Empereur votre oncle, notre Nation relève, avec un orgueilleux amour, cette dynastie des Bonaparte sortie de son sein, et qui ne fut point renversée par des mains françaises. Mais, tout en gardant un fier souvenir des grandes choses de la guerre, elle espère surtout en vous pour les grandes choses de la paix. Vous ayant déjà vu à l'œuvre, elle attend de vous un gouvernement résolu, rapide, fécond. Pour vous y aider, elle vous entoure de toutes ses sympathies, elle se livre à vous tout entière. Prenez donc, Sire, prenez des mains de la France cette glorieuse couronne qu'elle vous offre : jamais aucun front royal n'en aura porté de plus légitime ni de plus populaire.

Le vice-président du Sénat, M. Mesnard, prononça également un discours.

L'Empereur répondit :

MESSIEURS,

Le nouveau règne que vous inaugurez aujourd'hui n'a pas pour origine, comme tant d'autres dans l'histoire, la violence, la conquête ou la ruse. Il est, vous venez de le déclarer, le résultat légal de la volonté de tout un peuple qui consolide, au milieu du calme, ce qu'il avait fondé au sein des agitations. Je suis pénétré de reconnaissance envers la Nation qui, trois fois en quatre années, m'a soutenu de ses suffrages, et chaque fois n'a augmenté sa majorité que pour accroître mon pouvoir.....

..... Je prends, dès aujourd'hui, avec la couronne, le nom de Napoléon III, parce que la logique du peuple me l'a déjà donné dans ses acclamations, parce que le Sénat l'a proposé légalement et parce que la Nation entière l'a ratifié.

Est-ce à dire cependant qu'en acceptant ce titre, je tombe dans l'erreur reprochée au prince qui, revenant de l'exil, déclara nul et non avenu tout ce qui s'était fait en son absence ? Loin de moi un semblable égarement. Non seulement je reconnais les gouvernements qui m'ont précédé, mais j'hérite en quelque sorte de ce qu'ils ont

fait de bien ou de mal ; car les gouvernements qui se succèdent sont, malgré leur origine différente, solidaires de leurs devanciers.....

Aidez-moi tous, Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés, à asseoir sur cette terre bouleversée par tant de révolutions un gouvernement stable, qui ait pour bases la religion, la justice, la probité, l'amour des classes souffrantes.

Recevez ici le serment que rien ne me coûtera pour assurer la prospérité de la patrie et que, tout en maintenant la paix, je ne céderai rien de tout ce qui touche à l'honneur et à la dignité de la France.

Les Corps de l'État, après la cérémonie, rentrèrent à Paris.

La proclamation officielle de l'Empire fut faite le 2 décembre 1852, par décret impérial. Voici le texte de ce décret :

Art. 1^{er}. — Le sénatus-consulte du 7 novembre 1852, ratifié par le plébiscite des 21 et 22 novembre, est promulgué et devient loi d'État.

Art. 2. — Louis-Napoléon Bonaparte est Empereur des Français, sous le nom de Napoléon III.

L'Empereur fit ce même jour son entrée solennelle à Paris. Napoléon III, suivi d'une escorte imposante, se dirigea de Saint-Cloud vers les Tuileries; il fit son entrée entre MM. de Persigny et Saint-Arnaud, qu'il venait de nommer maréchal de France avec M. Magnan, « pour services rendus en décembre 1851 », disait le décret.

Des balcons des Tuileries et de l'Hôtel de Ville, le maréchal Saint-Arnaud, M. de Persigny et le préfet de la Seine, M. Berger, lurent le plébiscite à l'armée, à la garde nationale et au peuple.

Le *Moniteur* publia les noms des titulaires des principales charges de la maison de l'Empereur : grand aumônier ; grand maréchal du palais ; grand écuyer ; grand veneur ; grand chambellan ; grand maître des cérémonies. « Le maréchal Saint-Arnaud touchait, à divers titres, 300,000 francs par an ; Magnan 200,000 francs. » Quant à l'Empereur, quelques jours après, sa liste civile fut fixée par le Sénat à 25 millions par an, comme

l'avait été celle de Napoléon I^{er}, plus une dotation annuelle de 1,500,000 francs pour les princes et princesses de la famille impériale, et la dotation immobilière de la couronne, comprenant les palais impériaux, manufactures, forêts, etc.

Napoléon III.

Louis-Napoléon Bonaparte naquit à Paris, aux Tuileries, le 20 avril 1808.

Il était fils de Louis Bonaparte, roi de Hollande, frère de Napoléon I^{er}, et de la reine Hortense de Beauharnais.

A la mort, survenue en 1832, de Napoléon II, duc de Reichstadt et roi de Rome, fils de Napoléon I^{er}, Louis-Napoléon Bonaparte resta seul représentant direct de la dynastie impériale.

A l'âge de six ans, Louis-Napoléon Bonaparte connut le chemin de l'exil ; il revit la France et toute sa famille aux « Cent Jours », mais bientôt il fallut quitter une seconde fois le sol natal. La comtesse de Saint-Leu, sa mère, se retira avec ses deux fils dans le domaine d'Aremberg, sur les bords du lac de Constance, dont elle avait fait l'acquisition. Ce fut là que Louis-Napoléon Bonaparte vécut durant les quinze années de la Restauration.

Ces quinze années furent consacrées à son éducation. Il eut pour maîtres M. Ph. Lebas, fils du conventionnel, professeur à l'Athénée de Paris, et M. Dufour, ancien colonel du génie de l'Empereur.

Louis-Napoléon était au camp de Thoun (Suisse) au moment de la révolution de 1830.

Lorsque les patriotes italiens levèrent l'étendard de l'indépendance, Louis-Napoléon Bonaparte se trouvait à Florence avec son frère ; l'un et l'autre se rendirent dans la Romagne combattre les Autrichiens. Les deux jeunes gens se conduisirent « avec vaillance », mais Charles-Napoléon mourut quelques jours après des suites de la campagne. Louis tomba malade à Ancône, où vint le chercher sa mère.

Après un séjour à Londres, il revint en Suisse au mois

d'août 1831. A cette époque, il publia ses *Considérations politiques et militaires* et un *Manuel d'artillerie*. Le Gouvernement helvétique lui décerna, à cette occasion, le titre de « citoyen de la Suisse » ; il fut, en outre, nommé capitaine dans le régiment d'artillerie de Berne.

A Berne, Louis Bonaparte fit la connaissance du colonel Vaudrey. Cet officier partagea complètement les vues du prétendant au sujet du coup de main de Strasbourg et lui apporta un concours efficace.

Le 30 octobre 1836, le fils de la reine Hortense entra à Strasbourg. Un moment il crut avoir réussi à s'allier la population et les troupes de la ville. Il écrivit à sa mère, dans la certitude du succès final : « Strasbourg est à moi ; partout on m'accueille avec enthousiasme ; je marche sur Paris ; je compte y entrer bientôt. » La tentative échoua cependant ; Louis-Napoléon dut quitter le continent européen et gagner les États-Unis. Son séjour en Amérique fut de courte durée, la mort de sa mère l'obligea à revenir en Suisse.

Craignant de nouvelles menées bonapartistes, le Gouvernement de Louis-Philippe adressa des réclamations à l'autorité helvétique, et Louis-Napoléon Bonaparte fut forcé d'abandonner la Thurgovie. Il alla chercher asile dans la Grande-Bretagne et, retiré à Londres il publia, en 1839, *Les Idées Napoléoniennes*, ouvrage qui fit quelque bruit, et fonda un journal : *Le Capitole*.

En Angleterre, il noua les fils d'un vaste complot. Dans le but de le mettre à exécution, il revint en France, le 16 août 1839, où il tenta l'échauffourée de Boulogne-sur-Mer.

Arrêté avec son fidèle complice Montholon, le prétendant fut condamné à la détention perpétuelle et enfermé dans le fort de Ham (Somme), où il composa plusieurs ouvrages, entre autres, *Études historiques* et une brochure sur les sucres, qui lui valut une lettre de félicitations du chansonnier Béranger. Louis Bonaparte s'échappa de Ham en 1846, « recouvert, dit-on, des vêtements d'un maçon nommé Badinguet ». Il se rendit chez un ami, le docteur Conneau, et de là se réfugia en Belgique d'où il regagna l'Angleterre.

La Révolution de 1848 le trouva à Londres.

A la nouvelle de la fuite précipitée de Louis-Philippe, le pré-

tendant s'embarqua aussitôt pour la France et parvint à Paris, le 28 février, accompagné de son confident, Fialin de Persigny, descendant d'une famille originaire du Dauphiné, et de deux amis, d'Aragon et Presta.

Dès son arrivée à Paris, il adressa au Gouvernement provisoire une lettre, pour lui faire part de sa présence.

Aux élections législatives du 23 avril 1848, trois départements lui confièrent le mandat de représentant. Un long débat s'engagea à l'Assemblée constituante sur la validation de cette triple élection. Trois bureaux furent chargés de dresser un rapport sur l'admission de Louis-Napoléon Bonaparte : deux se prononcèrent pour, un seul contre. Jules Favre, chargé de présenter le rapport favorable, défendit ses conclusions avec chaleur et finalement les fit accepter par l'Assemblée. « Si Louis-Napoléon Bonaparte fut admis comme représentant du peuple, dit Houneau dans la *Biographie des Représentants du peuple*, c'est bien à M. Favre qu'il en fut redevable. »

Certains personnages politiques exposèrent ouvertement leurs craintes de voir le député faire, sous peu, acte de prétendant.

Louis-Napoléon Bonaparte retourna à Londres pour faire cesser « ces injustes soupçons ». Le 14 juin, il écrivit d'Angleterre au Président de l'Assemblée constituante :

Je désavoue tous ceux qui me prêteraient des intentions ambitieuses que je n'ai pas, et qui se sont servis de mon nom pour fomenter des troubles.

Mon nom est avant tout un symbole d'ordre, de nationalité, de gloire, et plutôt que d'être le sujet de troubles et de déchirements, j'aimerais mieux rester en exil.

Deux jours après, il envoyait sa démission de député, mais élu de nouveau par cinq départements aux élections complémentaires du 5 juin, il accepta la candidature et opta pour la Seine.

On sait, par les récits qui précèdent, les moyens que Louis-Napoléon Bonaparte employa pour parvenir à la première magistrature de la République et de là au pouvoir suprême d'Empereur.

L'histoire intérieure du second Empire se divise en trois périodes : de 1852 à 1860, Napoléon exerça un pouvoir absolu, grâce notamment à la loi de sûreté générale; de 1860 à 1867, quelques garanties furent accordées aux citoyens; de 1867 à 1870, s'étendit le régime appelé l'*Empire libéral*.

À l'extérieur, Napoléon fit la guerre de Crimée (1854-56), alla en Chine avec l'Angleterre (1857-60); s'empara de la Cochinchine (1859-62); délivra l'Italie (1859); intervint au Mexique (1862), et déclara la guerre à la Prusse en 1870; il capitula à Sedan, le 1^{er} septembre 1870.

L'Assemblée nationale proclama sa déchéance et, après avoir été captif en Allemagne, il se retira, après la guerre, à Chislehurst (Angleterre), où il mourut en 1873.

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE DES BONAPARTE.


Charles Bonaparte (1744-1785).

eph, i de ples, uis roi Es- gue.	Napoléon I^{er}, Lucien. 1769-1821, empereur de 1804 à 1815, épouse : 1 ^o Joséphine de Beauharnais; 2 ^o l'archiduch. Marie-Louise.	Louis, roi de Hollande, épouse Hort. de Beauharnais.	Pauline, duchesse de Guastalla, épouse le général Leclerc.	Caroline, épouse Murat, roi de Naples.	Jérôme, roi de Westphalie, épouse C. de Wurtemberg.
	Napoléon II, né en 1811 (le roi de Rome), duc de Reichstadt. Mort à Vienne (1837). (N'a pas régné.)	Napoléon III, né en 1808, mort en 1873. Empereur de 1852 à 1870. Ep. Eugénie de Montijo.			Princ^{es} Jérôme- Mathilde. Napoléon, épouse la p ^{res} Clotilde, fille de Victor- Emmanuel.
		Louis-Eugène-Napoléon (le prince impérial), né en 1856, tué en Afrique (1879).			Napoléon-Napoléon- Victor. Louis.

Fêtes populaires à l'occasion du rétablissement de l'Empire.

— A Paris, on célébra par des solennités diverses le rétablissement de l'Empire. Les départements suivirent, quelques jours après, l'exemple de la capitale. D'ailleurs, le Ministre de l'Intérieur avait adressé aux Préfets une note, « pour que l'avènement au trône de Napoléon III fût fêté partout de la façon la plus populaire et surtout par des libéralités aux malheureux ».

Dans toutes les communes de l'Isère, les municipalités votèrent des crédits pour des réjouissances. Des secours pécuniaires et en nature furent distribués aux indigents.

 A Grenoble, les administrations municipales et préfectorales rivalisèrent d'entrain pour donner aux fêtes en l'honneur de la proclamation de l'Empire un grand éclat.

Le Préfet de l'Isère au Maire de Grenoble.

En exécution des ordres du Gouvernement, la proclamation de l'Empire aura lieu dimanche prochain, 5 courant, à midi précis, à Grenoble, sur la place Grenette.

Il sera chanté un *Te Deum* dans l'église cathédrale le 5 courant, immédiatement après la proclamation de l'Empire.

Le 1^{er} décembre, le Conseil municipal se réunit extraordinairement, en vertu de l'autorisation du Préfet, sous la présidence de M. Reynaud, adjoint, suppléant le Maire, que son mandat de député retenait au Corps législatif. Au début de la séance, le président donna connaissance des instructions ministérielles. « L'Empereur, disaient ces instructions, désire que son avènement au trône soit célébré par des actes de bienfaisance plutôt que par des réjouissances publiques. » A la suite de cette déclaration, les conseillers adoptèrent la motion suivante :

Le Conseil, s'associant avec empressement aux intentions généreuses du Chef de l'État,

Délibère que la proclamation de l'Empire sera célébrée à Grenoble par des œuvres de bienfaisance et vote un crédit extraordinaire de 2,000 francs qui est mis à la disposition de M. le Maire pour être employé à cet usage et aux divers frais de la solennité.

Ont signé les membres présents et le Maire de la ville de Grenoble.

ARNAUD.

L'adjoint Reynaud écrivit, à la date du 1^{er} décembre, une lettre à M. Félix Giraud, lieutenant commandant la compagnie des sapeurs-pompiers, « pour le prier personnellement, ainsi que les officiers qui s'étaient fait inscrire sur le nouveau cadre, de prendre part à la manifestation publique en l'honneur de la proclamation de Napoléon III comme Empereur des Français ». M. Reynaud ajoutait :

La place des sapeurs-pompiers est, en effet, marquée dans toutes nos fêtes publiques, surtout dans celles qui ont pour objet de consolider l'édifice social et d'assurer l'avenir de la patrie.

Je vous prie, en conséquence, Monsieur le Lieutenant-Commandant, de réunir, dimanche prochain, la compagnie en armes et en grande tenue pour se rendre, à onze heures du matin, sur la place Grenette.

M. Félix Giraud répondit :

MONSIEUR LE MAIRE,

Je regrette beaucoup de ne pouvoir me rendre à votre bonne invitation pour la fête de dimanche, et je serais fier d'y assister, car celui qui en est l'auteur a toutes mes sympathies, mais j'ai donné, non sans regret, ma démission de capitaine-commandant. La compagnie n'est pas organisée, il n'y a point de sous-officiers, et ceux qui se sont fait inscrire n'ont point encore repris leurs armes. Ainsi donc toute réunion est impossible pour le moment sans s'attirer du ridicule.

Je tiens à conserver ma dignité qui serait encore, dans cette circonstance, un sujet de critique pour quelques-uns.

Veuillez.....

Grenoble, le 3 novembre 1852.

Félix GIRAUD.

Le Maire de la ville de Grenoble engagea ses concitoyens à célébrer la proclamation de l'Empire français, par un appel enthousiaste, affiché sur nos murs le 4 décembre.

Tous les fonctionnaires publics ayant été invités, disait-il, nous avons dû, de notre côté, convier tous les citoyens chez lesquels l'administration préfectorale trouve de si utiles auxiliaires. Les nombreux élèves de nos écoles communales seront représentés à ces fêtes et les commissaires généraux de nos sociétés de bienfaisance y trouveront la place qui leur est due à tant de titres.

Enfin, nous n'avons eu garde d'oublier les anciens et nobles débris de nos gloires militaires qui sont l'expression vivante du courage et du dévouement, etc.

Arrêtons :

Art. 1^{er}. — La proclamation de l'Empire aura lieu à Grenoble, dimanche prochain 5 décembre, sur la place Grenette, à l'heure précise de midi.

Art. 2. — Dès dix heures du matin, la place sera entièrement libre. Le stationnement des voitures est interdit et elles ne pourront circuler sur la place, la Grande-Rue, la rue Montorge, à partir de la rue Bressieux, et la rue Saint-Louis, à partir de la rue Créqui, depuis onze heures du matin jusqu'après la cérémonie.

Art. 3. — Les troupes de la garnison occuperont la place Grenette dès onze heures un quart. Elles seront disposées par les ordres de l'autorité militaire, de manière à former une enceinte dans laquelle seront placées les personnes invitées et à laisser le plus d'espace possible aux autres citoyens.

Art. 4. — Les commissaires, désignés par l'autorité militaire et par nous, leur indiqueront la place que devront occuper les corps constitués, les fonctionnaires et autres personnes invitées.

Art. 5. — Au moment de la proclamation de l'Empire, une salve de 101 coups de canon sera tirée du fort Rabot et toutes les cloches des églises de la ville sonneront à grande volée.

Art. 6. — Aussitôt après la cérémonie, toutes les autorités se rendront à la cathédrale, où sera chanté un *Te Deum*.

Art. 7. — La somme mise à notre disposition, par le Conseil municipal, sera affectée à des œuvres de bienfaisance, telles que : retrait des gages déposés au Prêt charitable, secours accordés aux vieillards et aux nourrices des enfants pauvres, achat de vêtements aux enfants indigents des écoles et asiles communaux, subventions aux établissements de bienfaisance de la ville. Cette distribution sera arrêtée par nous, sur l'avis et avec le concours du bureau de charité.

Art. 8. — Les édifices publics seront pavoisés dès le matin et ils seront illuminés à la chute du jour.

Fait à Grenoble, en l'Hôtel de Ville, le 3 décembre 1852.

Pour le Maire, député au Corps législatif :

L'Adjoint, Signé : REYNAUD.

Nous croyons inutile de donner le compte rendu de la fête du 5 décembre. Le programme que nous présentons ci-dessus fut exactement suivi et les rapports de police ne mentionnèrent « aucun incident ».

Nécrologie.

M. JACQUES ARNAUD. — Le mercredi 24 mars 1852 mourut à Grenoble, des suites d'une chute de voiture, M. Jacques Arnaud, entrepreneur de travaux publics, ancien membre du Conseil municipal. Il n'était âgé que de cinquante-sept ans.

Sorti de condition modeste, M. Jacques Arnaud se fit distinguer de bonne heure par sa vive intelligence et son infatigable activité. Chargé de nombreuses et importantes entreprises, il les exécuta avec un rare savoir et une grande habileté. Parmi ses travaux, dont le chiffre total s'élevait à près de trente millions de francs, nous devons citer l'ancien pont de pierre (pont de l'Hôpital) et les quais de l'Isère. — Son fils est ingénieur en chef des Ponts et Chaussées en Algérie.

M. JOSEPH-FRANÇOIS DE PAYAN. — J.-F. de Payan, plus connu sous le nom de Payan-Dumoulin, mourut le 20 mai 1852, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, dans sa propriété de Liseau, commune d'Alixan (Drôme). Né à Saint-Paul-Trois-Châteaux, le 19 février 1759, il était, depuis 1788, conseiller à la Chambre des Comptes de Grenoble, lorsque la révolution éclata. Il en adopta les principes avec enthousiasme et, en 1790, après la suppression des anciennes Cours, il revint à Saint-Paul-Trois-Châteaux où il s'adonna tout entier à la politique. Élu successivement maire de sa ville natale en 1790, administrateur de la Drôme en 1792 et procureur syndic en 1793, il se prononça pour le parti de la Montagne et devint alors président de l'Administration départementale. En avril 1794, il fut nommé par le Comité de Salut public directeur (ministre) de l'Instruction publique. « Il s'employa, lit-on dans la *Biographie nouvelle des contemporains*, avec un grand zèle à remplir les fonctions qui lui étaient confiées et à contribuer, autant qu'il était possible en ces temps malheureux, à l'encouragement des lettres, des sciences et des arts. Il obtint, par ses instances réitérées auprès du Comité de Salut public, la mise en liberté de plusieurs hommes de lettres et artistes recommandables, injustement détenus. » Mis hors —

loi à la suite des affaires du 9 thermidor, Payan-Dumoulin dut s'enfuir de Paris. Réfugié en Suisse, il y resta jusqu'à l'amnistie du 18 brumaire an IV. Il revint alors en France et fut nommé directeur des Contributions directes, emploi qu'il remplit pendant dix-huit ans dans divers départements. Retiré dans la Drôme en 1816, Payan-Dumoulin resta étranger aux affaires publiques jusqu'en 1830, époque où il fut nommé maire d'Alixan. A la révolution de 1848, le 14 mars, il démissionna.

Payan-Dumoulin aimait les lettres : il a publié différentes pièces en vers et en prose dans le *Mercur*, le *Courrier de l'Europe* et autres ouvrages périodiques.

Son frère, Claude-François de Payan, né le 4 mai 1766, membre de la Commune de Paris, partisan exalté de Robespierre, avait été exécuté le 28 juillet 1794.

M^{gr} ALEXANDRE-RAYMOND DEVIE. — Le 25 juillet 1852 décéda, à Belley (Ain), M^{gr} Devie (Alexandre-Raymond), évêque de cette ville. Ce prélat naquit à Montélimar, le 22 janvier 1767. Il fit ses études au petit séminaire de Saint-Andéol (Ardèche), où il fut ensuite supérieur et professeur de philosophie jusqu'en 1790. Après la restauration du culte catholique, il remplit quelque temps les fonctions de vicaire général du diocèse de Valence et fut sacré évêque de Belley, le 25 juin 1823. M^{gr} Devie se mêla activement à la croisade contre l'Université ; il est le premier, dit-on, qui ait appelé les établissements universitaires des « écoles de peste ». Il publia à ce sujet plusieurs mandements et des feuilletons dans le journal l'*Univers*. On lui doit quelques écrits ascétiques.

Faits divers.

Divisions militaires. — Un décret présidentiel de janvier 1852 rétablit 21 divisions militaires pour toute l'étendue du territoire français. La 6^e division, dont Lyon était le chef-lieu, devint la 8^e division et fut augmentée de deux nouveaux départements, l'Ardèche et les Hautes-Alpes.

Monnaie et timbres-poste. — Dès les premiers jours de janvier

commencèrent la frappe des nouvelles pièces de monnaie et la fabrication de nouveaux timbres-poste. Ces timbres portaient l'effigie de Louis-Napoléon Bonaparte et, au-dessus d'elle, les mots : République française.

Le château de Saverne. — Un décret du 31 janvier ordonna la restauration du château de Saverne (Bas-Rhin). Ce château venait d'être affecté, comme maison d'asile, aux veuves des hauts fonctionnaires civils et militaires morts au service de l'État.

Les travaux d'aménagement furent achevés dans le courant de l'année.

L'admission au château impérial de Saverne donnait droit à un logement meublé; le nombre des appartements concédés s'élevait à 78. Toute veuve qui contractait un nouveau mariage renonçait, par ce seul fait, aux bénéfices dont elle avait joui jusqu'alors.

Par décret du 15 décembre 1857, les filles des mêmes fonctionnaires étaient admises au même titre que leurs veuves.

Lignes télégraphiques. — Le 25 juin, la ligne télégraphique de Paris à Lyon fut prolongée jusqu'à Marseille en suivant la traversée du département de l'Isère, avec bifurcation à la frontière sarde par Grenoble.

MM. Bergon et Joly, inspecteurs, furent chargés de la direction des travaux.

Costumes officiels des maires et des adjoints. — Le 1^{er} mars 1852, le *Moniteur officiel* publia le décret qui réglait les tenues officielles des fonctionnaires administratifs; le 20 du même mois, il inséra une circulaire du Ministre de l'Intérieur concernant les uniformes des magistrats municipaux.

Maires : habit bleu, broderie en argent, branche d'olivier au collet, parements et taille, baguette au bord de l'habit; gilet blanc; pantalon bleu ou blanc; chapeau français à plumes noires, ganse brodée en argent; épée à poignée de nacre, garde argentée; écharpe tricolore avec glands à franges d'or; boutons d'argent à « l'aigle ».

Petite tenue : même broderie au collet et aux parements.

Adjoints : coins brodés au collet, parements, taille et baguette.

Petite tenue : coins au collet et parements ; écharpe tricolore à franges d'argent.

Au reste, cet uniforme ne fut pas *obligatoire* pour les maires et les adjoints ; l'écharpe tricolore continua à être le seul signe distinctif de l'autorité municipale chez ceux qui n'étaient pas pourvus du costume officiel.

Faits locaux et régionaux.

Direction du génie. — Le 10 janvier, rétablissement de la direction du génie à Grenoble : le colonel de Chabaud-Latour fut placé à la tête de cette administration militaire.

Légion d'honneur. — Le 8 janvier, nomination de M. Joseph Arnaud, maire, au grade de chevalier de la Légion d'honneur.

Nominations militaires. — Le 12 janvier, le général d'Hugues reçut le commandement de la subdivision de l'Isère ayant pour siège Grenoble. Le général d'Hugues ne devait pas occuper longtemps ces fonctions ; au commencement d'avril, il fut appelé à diriger une brigade de l'armée de Paris. Le général Bougoud-Lamarre, qui le remplaça dans notre ville, rejoignit son poste le 22 juin.

Cavalcade. — Une cavalcade eut lieu le dimanche 2 mai ; elle obtint, comme les précédentes, un réel succès. Les commissaires de cette fête de bienfaisance furent MM. Henri Vernet, Mège, Bigourdat, Arnaud-Coste, Ferlin et Debelle.

Annonces judiciaires et légales. — Le 26 avril, le Préfet de l'Isère désigna les journaux du département autorisés à recevoir les annonces exigées par les lois pour la publicité des procédures et des contrats.

Les feuilles choisies et présentées par arrêté préfectoral

furent : pour l'arrondissement de Grenoble, *le Courrier de l'Isère*; pour l'arrondissement de Vienne, *le Journal de Vienne*, *le Moniteur Viennois*; pour l'arrondissement de La Tour-du-Pin, *la Feuille d'Annonces de Bourgoin*, *l'Indicateur de Bourgoin*; pour l'arrondissement de Saint-Marcellin, *le Mémorial de l'Isère*.

Réunion socialiste à Chassieu. — Une nombreuse réunion de socialistes, appartenant à diverses communes du canton de Meyrieu, arrondissement de Vienne, eut lieu le 13 juin, au café Bourgey, à Chassieu.

« Bien qu'on n'ait pu rien connaître jusqu'à ce jour, 30 juin, de ce qui s'est passé dans ce conciliabule, dit une note administrative, on ne doit pas douter qu'il n'eût un objet politique. Les autorités locales en sont convaincues. »

Dès que le fait fut arrivé à la connaissance du Préfet, M. Bérard fit fermer le débit de boissons de M. Bourgey et, en vertu de l'art. 10 du Code d'instruction criminelle, lança contre ce dernier un mandat d'amener, sous l'inculpation d'infraction au décret du 25 mars 1852 sur les réunions politiques et à la loi du 10 avril 1834 sur les associations politiques. Le cafetier Bourgey fut mis à la disposition de l'autorité judiciaire.

Le général Castellane. — Le commandant en chef de l'armée de Lyon, comte de Castellane, vint à Grenoble, le 30 juillet, pour inspecter les troupes de la garnison. M. Bérard, préfet de l'Isère, le reçut à son arrivée.

Inondations. — Des pluies torrentielles, qui durèrent sans discontinuer pendant les journées des 4, 5 et 6 août, occasionnèrent des inondations sur plusieurs points du département. La Romanche causa des dégâts importants à Bourg-d'Oisans et à Séchilienne. L'Isère, rompant ses digues, envahit Tencin, Brignoud, Goncelin, Pontcharra, Veurey, Noyarey, etc. Grenoble fut épargné. Le Bréda à Allevard et la Roize à Voreppe commirent de sérieux méfaits. A Saint-Antoine, le bas du bourg souffrit beaucoup des dévastations produites par les eaux.

Pour subvenir aux premiers besoins des victimes de l'inon-

dation, le Président de la République adressa 5,000 francs au Préfet de l'Isère. On organisa des souscriptions dans le département et chacun répondit à l'appel du comité. Le total des souscriptions s'éleva à plus de cent mille francs.

Consulat de Sardaigne. — L'exequatur fut accordé par le Gouvernement à M. Hilarion Rossi, nommé consul de Sardaigne à Grenoble, le 16 août 1852.

Exécution de Tirard-Gaillet.

Le 15 septembre 1851, le sieur Tirard-Gaillet, prévenu d'assassinat et de vol, réussit, en compagnie d'un de ses co-détenus, nommé Ginot, condamné aux travaux forcés à perpétuité, à s'évader de la prison de Grenoble.

Grâce à diverses circonstances qui favorisèrent sa fuite, Tirard-Gaillet put se réfugier à Arras, auprès d'un de ses parents. Ce fut là qu'on l'arrêta.

L'assassin était encore vêtu des effets de M. Cotte, sa victime, et avait sur lui une forte somme d'argent.

Ramené à Grenoble sous bonne escorte, Tirard-Gaillet réintégra sa cellule et, craignant une nouvelle tentative d'évasion, on établit autour de sa personne une surveillance exceptionnelle.

Le procès de Tirard-Gaillet se déroula devant les assises de l'Isère, les 7, 8 et 9 juin 1852; l'affluence des curieux était énorme.

M^{es} Louis Michal et Frédéric Taulier, du barreau de Grenoble, se tenaient au banc des défenseurs. M. Massot, procureur général, occupait les fonctions de ministère public.

Jean Tirard-Gaillet, âgé de vingt-sept ans au moment des débats, était né à Miribel.

L'accusation retenait contre l'inculpé, outre l'assassinat de M. Cotte, riche propriétaire de Miribel, et le vol important qui suivit ce meurtre, une série d'assassinats, de vols et d'incendies, commis sur divers points de la région.

Reconnu coupable, sans circonstances atténuantes, Tirard-

Gaillet fut condamné à la peine de mort ; l'arrêt portait que son exécution aurait lieu sur une des places publiques de la ville de Voiron.

Soixante-neuf jours après sa condamnation, Tirard-Gaillet fut conduit à Voiron, où, le mercredi 18 août, à onze heures du matin, il fut guillotiné.

Statistique locale.

Mouvement de la population de Grenoble pendant l'année 1852.

NAISSANCES :

Garçons.....	496
Filles	500
Total.....	<u>996</u>

MARIAGES :

Entre garçons et filles	206
Entre garçons et veuves.....	16
Entre veufs et filles.....	33
Entre veufs et veuves.....	17
Total.....	<u>272</u>

DÉCÈS :

Garçons.....	218
Hommes mariés.....	126
Veufs.....	51
Filles.....	191
Femmes mariées.....	117
Veuves.....	104
Total.....	<u>807</u>
Excédent des naissances sur les décès.....	<u>189</u>

1853

30 janvier. Napoléon III épouse Eugénie de Montijo. — Préliminaires de la guerre d'Orient.

Mariage de l'Empereur. — Amnistie à 4,312 condamnés politiques. — Les premières voies ferrées de la région. — Préliminaires de la guerre d'Orient. — Les finances de l'Empire. — La Municipalité grenobloise. — Les Sociétés secrètes en Dauphiné. — Saisies d'ouvrages séditieux. — Les Membres du Conseil général de l'Isère (rapport spécial de M. Bérard, préfet, au Ministre de l'Intérieur). — La crise des subsistances. — Les carrières de l'Echaillon. — Docteurs en médecine et pharmaciens de l'Isère. — Nécrologie : MM. les docteurs Pravaz et Runelles. — Faits locaux et régionaux.

Mariage de l'Empereur.— Un décret communiqué au Sénat avait stipulé avec soin, nous l'avons dit, l'ordre de succession dans la famille impériale, mais le Sénat avait exprimé le vœu que, « par un mariage, le nouveau souverain assurât l'avenir de l'Empire ». On commençait déjà à parler d'alliances princières projetées pour Napoléon III. On répétait le nom d'une princesse de Bade, Carola Wasa, d'une jeune princesse de Leuchtenberg, de la sœur du roi d'Espagne. « Mais bientôt le nom de l'élue circula et dérouta tous ceux qui avaient rêvé des alliances plus ou moins politiques. Napoléon III, qui avait déjà habitué la France et l'Europe à des résolutions imprévues, les surprit encore cette fois. »

La jeune personne sur laquelle son choix se portait était une Espagnole « d'une grande naissance et d'une beauté supérieure », M^{lle} Eugénie-Marie de Montijo, de Guzman, comtesse de Téba.

L'Empereur convoqua, pour le 22 janvier, les bureaux du Sénat

et du Corps législatif et le Conseil d'État pour leur annoncer son mariage. De l'allocution de Napoléon III nous extrayons le passage le plus saillant :

..... Je viens donc, Messieurs, dire à la France : j'ai préféré une femme que j'aime et que je respecte à une femme inconnue dont l'alliance eût eu des avantages mêlés de sacrifices. Sans témoigner de dédain pour personne, je cède à mon penchant, mais après avoir consulté ma raison et mes convictions. Enfin, en plaçant l'indépendance, les qualités du cœur, le bonheur de famille au-dessus des préjugés dynastiques et des calculs de l'ambition, je ne serai pas moins fort, puisque je serai plus libre.....

. . .

Née à Grenade, le 5 mai 1826, Eugénie de Montijo, la future impératrice des Français, était, en 1853, « dans tout l'éclat de sa jeunesse ». D'une taille au-dessus de la moyenne, « admirablement prise et remarquable par l'ensemble harmonieux des plus gracieuses proportions. Sa tête était d'un ovale allongé, avec un renflement des joues dans la partie inférieure du visage ; les yeux avaient une nuance bleu pâle, ils étaient recouverts de paupières épaisses et protégés par des cils longs et soyeux. Le principal ornement de cette tête charmante était une chevelure assez abondante, d'un blond doré, que l'on admire chez certaines femmes du Midi de l'Europe. Svelte, souple dans ses mouvements, habile aux exercices du corps, montant supérieurement et énergiquement à cheval, elle savait manier et tirer une arme à feu d'une façon que bien des hommes envieraient ».

Le père de M^{lle} Eugénie de Montijo, le comte de Téba, né à Madrid, le 15 septembre 1786, grand d'Espagne de première classe, avait combattu dans les rangs de l'armée française sous Napoléon I^{er}. Ses états de service se résumaient en huit campagnes et deux blessures. Sa femme, M^{me} de Montijo, fille de M. Kirk Patrick, consul d'Angleterre dans un port d'Espagne, descendait d'une famille écossaise catholique. Deux filles étaient nées de ce mariage ; l'une, devenue duchesse d'Albe et de Berwick, en s'alliant au rejeton d'une des vieilles et nobles

maisons de la Péninsule, l'autre, la future souveraine des Français.

Eugénie de Montijo descendait par son père d'une vieille famille espagnole de Porto-Carrero, avait droit aux trois grandesses de première classe, Téba, Banos, Mora, et pouvait ajouter à son nom ceux de Guzman, Fernandez, Cordova, La Cerda et Lara.


Louis-Napoléon n'avait pu voir la belle et noble étrangère « sans être très vivement frappé de toutes ses qualités extérieures ». Afin de l'étudier de plus près, le Prince la fit inviter, ainsi que la comtesse de Montijo, sa mère, à passer, au mois d'octobre 1852, à Compiègne les semaines consacrées, en automne, aux chasses et aux fêtes. Ce fut là que les sentiments du nouvel Empereur pour la jeune femme prirent, peu à peu, une vivacité assez grande pour lui faire irrévocablement adopter la résolution de la faire asseoir sur le trône. Un bouquet de violettes, offert par Napoléon III, au moment d'un diner, fut, peu de jours après, le signe convenu entre lui et M^{lle} de Montijo, de la décision définitive.

La cérémonie religieuse fut célébrée à Notre-Dame, le 30 janvier 1853, à midi. Le mariage civil avait eu lieu la veille, à huit heures du soir.

De son union avec Napoléon III, Eugénie de Montijo eut un fils, Eugène-Louis-Jean-Joseph, né en 1856, mort en 1879.

A la chute du régime impérial, le 4 septembre 1870, l'ex-souveraine quitta la France et gagna l'Angleterre. Elle partagea l'exil de son mari à Chislehurst, bourg près de Londres, où Napoléon III s'était retiré après la guerre franco-allemande et où il mourut le 9 juin 1873.

. . .

 Dans une réunion extraordinaire tenue le 1^{er} février 1853, le Conseil municipal vota à l'unanimité une adresse de félicitations à l'Empereur, à l'occasion de son mariage.

Voici le texte intégral de cette adresse :

SIRE,

Soit que votre sagesse devance les vœux du pays, soit qu'elle les étudie dans leur révélation, tous vos actes sont manifestement inspirés par une sainte ambition, celle d'assurer le bonheur du grand peuple qui a mis ses destinées entre vos mains.

La France voit dans l'union que vous venez de contracter un nouveau gage de stabilité pour son avenir. Elle y trouve les plus heureux présages, car la femme pieuse et bonne que vous avez jugée digne de vos affections et de votre respect, veut partager avec vous, Sire, votre amour pour la France, sa nouvelle patrie. Son cœur a déjà révélé et fera revivre des vertus dont l'exemple lui était rappelé par des souvenirs qui vous sont chers, et que la mémoire du Peuple n'a pas non plus oubliés.

En vous écartant des traditions de l'ancienne politique, vous n'avez pas hésité, Sire, à tenir compte de ces croyances populaires, instinctives mais profondes, dans lesquelles le Sage sait reconnaître les mystérieux avertissements de la Providence. La nation entière applaudit à votre choix et le bénit !

La ville de Grenoble s'associe avec effusion à ces sentiments, et, par l'organe de son Conseil municipal, elle offre respectueusement à l'Impératrice l'hommage de la reconnaissance et de l'amour qu'elle a voués à votre Majesté Impériale.

(Suivent les signatures.)

Visite du Prince Jérôme. — Le 16 février, la ville de Grenoble reçut la visite du Prince Jérôme-Napoléon, oncle de l'Empereur. Les frais de réception s'élevèrent à la somme de 1,480 francs.

Amnistie en faveur de condamnés politiques. — A l'occasion de son mariage, Napoléon III grâcia 4,312 condamnés politiques.

DÉCRET DU 2 FÉVRIER 1853.

« Les mesures de sûreté générale, prononcées par la commission de revision de la première division militaire et par les commissions mixtes des départements, cesseront d'avoir leur effet à l'égard de 4,312 individus compris en l'état qui suit : »

Nous avons relevé les noms qui intéressent la région dau-

phinoise et qui furent insérés dans le *Moniteur* du vendredi 4 février 1853.

Isère. — Baup (Louis-Auguste), exporté, commué en internement;
Gauthier (Jacques-Joseph), cordonnier à Grenoble, Algérie, commué en internement ;

Jacquier (Louis), transportation en Algérie ;

Ollivier (Charles-Jean-Marie), demeurant à Montalieu, internement ;

Thibaut (Joseph), commis-négociant à Morestel, éloignement.

Hautes-Alpes. — Bermond (Joseph), aubergiste à Aspres-les-Veynes, Algérie ;

Bourgeois (Antoine), sellier à Gap, Algérie ;

Ferralin (Désiré), aubergiste à Ribier, Algérie ;

Figuières (Joseph), cultivateur à Ribier, Algérie ;

Gonnet (Jacques), cultivateur à Ribier, Algérie ;

Morel (Vincent), restaurateur à Gap, Algérie ;

Pech (Victor), marbrier à Gap, Algérie ;

Thomas (Joseph), voyageur de commerce à l'Argentière, internement ;

Vincent (Louis-Lazare), tailleur à Aspres-les-Veynes, Algérie.

Drôme. — Le département de la Drôme compte 322 amnistiés.

« Au moyen de ces grâces, disait le *Moniteur*, de celles qui avaient été précédemment accordées et des nombreuses soumissions qui arrivent chaque jour, il ne reste plus que douze cents personnes environ soumises à l'expulsion ou à la transportation. »

Rentrée en France de condamnés politiques. — Rapport de M. Bérard, préfet de l'Isère, au Ministre de l'Intérieur.

Grenoble, le 5 mars 1853.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Aucun fait particulier n'a signalé la rentrée des condamnés politiques de mon département dans leurs foyers. Ils se sont, en géné-

ral, montrés dignes, par leur attitude, de la haute clémence dont ils ont été l'objet, et leurs familles partagent ces sentiments. Le public, tout en apprenant la générosité de Sa Majesté, a accueilli le retour des condamnés avec une grande froideur. Si des incidents pareils à ceux qui sont prévus dans votre dépêche du 28 février s'étaient présentés dans mon département, je me serais fait un devoir de vous en informer sur-le-champ.

Agréez, etc.

Le Préfet : BÉRARD.

* * *

COMMISSARIAT CENTRAL DE LA VILLE DE GRENOBLE.

Grenoble, 29 octobre 1853.

MONSIEUR LE MAIRE,

Lorsque j'ai eu l'honneur de vous faire part de l'embarras où je me trouvais par suite de l'arrivée dans cette ville de plusieurs internés politiques venant d'Algérie, et qui, dénués de tous moyens d'existence, ne trouvaient pas de travail, j'ai voulu vous faire connaître que je me suis vu dans la nécessité de leur faire délivrer quelques bons de secours ; je n'ignorais pas, Monsieur le Maire, que cette catégorie d'individus regarde presque exclusivement M. le Préfet, aussi lui ai-je fait part de leur position, et il appuiera auprès de M. le Ministre la demande de ces internés, tendant à être envoyés dans un autre département.

Trois de ces internés, nouvellement arrivés, sont sans travail, l'un est mineur, les deux autres ouvriers de terre. En attendant la réponse à leur pétition, je chercherai à les faire occuper sur un des chantiers que vous me signalez dans votre lettre.

Agréez.....

Le Commissaire central,

F. MARTIN.

Les premières voies ferrées de la région.

Lignes de Lyon à Avignon (embranchement sur Grenoble); de Saint-Rambert à Grenoble; de Grenoble à Briançon; de Valence à Avignon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ASSEMBLÉE NATIONALE LÉGISLATIVE.

Amendement au projet de loi relatif au chemin de fer de Lyon à Avignon. — Reproduction de l'amendement du 4 avril 1850 présenté par MM. Repellin, Brillier, Crépu, Reymond, Ronjat, Saint-Romme, Bertholon, Durand-Savoyat, Farconet, Dupont (de Bussac), Clément, Cholat.

DISPOSITION ADDITIONNELLE.

L'embranchement de Grenoble sur la ligne principale de Lyon à Avignon, décrété par la loi du 16 juillet 1845 et maintenu dans le projet de loi du 26 mai 1847, sera exécuté ultérieurement, selon le mode qui sera déterminé par une loi spéciale.

OBSERVATIONS.

L'embranchement de Grenoble a été admis en principe dans la loi de 1838, qui a déterminé le réseau général des chemins de fer.

Son exécution fut décrétée par la loi spéciale du 16 juillet 1845, relative au chemin de Lyon à Avignon.

Et le motif fut puisé non seulement dans l'importance des contrées que l'embranchement était appelé à desservir, et dans l'injustice qu'il y aurait eu à les laisser complètement en dehors des communications perfectionnées, mais encore dans la nécessité de rattacher, par une voie rapide, Grenoble et Lyon, places de premier ordre et boulevards de notre frontière de l'Est.

Lorsque plus tard, en 1847, la compagnie adjudicataire, *qui n'était pas sérieuse*, eut encouru la déchéance, le Gouvernement et les Chambres législatives, dans les nouveaux projets discutés à cette

époque, furent unanimement d'avis de respecter *comme un engagement de l'État vis-à-vis les populations de l'ancien Dauphiné, et comme un droit acquis à celles-ci*, le principe d'exécution d'embranchement consacré par les lois antérieures, alors même qu'il ne serait pas possible à l'ancienne compagnie de l'exécuter dans les nouveaux délais qu'on proposait de lui accorder.

Aussi, le projet de 1847 renfermait-il cette clause :

« Le Gouvernement pourra, à toute époque, avant l'expiration du délai accordé, reprendre la faculté de faire exécuter ledit embranchement, d'après le mode qui sera déterminé par une loi spéciale. »

L'amendement que présentent les représentants de l'Isère n'est que la reproduction de cette disposition déjà deux fois consacrée par la loi, et que personne n'a contredit, même en 1847, alors que l'on songeait à dégager la compagnie Talabot de l'obligation de construire l'embranchement. C'est le maintien de cette disposition et de ce principe que demandent les auteurs de l'amendement, non pour faire annexer dès aujourd'hui l'embranchement à la concession du chemin de Lyon à Avignon (et cependant ce serait justice), mais afin qu'un projet de loi spécial soit présenté aussitôt que l'État sera en mesure d'affecter des subventions aux lignes d'embranchement.

4 août 1851.

(Imprimerie de l'Assemblée Nationale.)

* * *

Par dépêche télégraphique adressée de Paris, M. Joseph Arnaud, maire de Grenoble, annonça à la Municipalité le vote du chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble.

M. Reynaud, adjoint, fit aussitôt placarder la proclamation suivante :

Hôtel de Ville, 27 mai 1853, 6 heures du soir.

Le Maire de la ville de Grenoble éprouve la plus vive satisfaction d'apprendre à ses concitoyens l'intéressante nouvelle qui lui parvient à l'instant par télégraphe électrique.

« Le Corps législatif, dans sa séance de ce jour, vient d'adopter sans discussion le projet de loi relatif au chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble. »

Ainsi se réalisent les espérances que le bienveillant accueil de l'Empereur nous avait fait concevoir ! Soyons reconnaissants de cet immense bienfait.

Pour le Maire, député au Corps législatif,

L'Adjoint,

REYNAUD.

L'adjudication des travaux de la ligne du chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble n'eut lieu que le 23 mars 1854. Les adjudicataires furent des entrepreneurs de Bordeaux qui rétrocédèrent leur adjudication, pour les travaux d'art, à M. Jean Clet, de Grenoble.

*
* *

Le 18 juin, MM. Picot, ingénieur en chef du département, et Gentil, ingénieur, furent chargés de faire les études relatives à la ligne de chemin de fer de Grenoble à Briançon.

*
* *

Le 29 juin 1854 eut lieu l'ouverture de la ligne de Valence à Avignon.

Préliminaires de la guerre d'Orient.— Le 1^{er} novembre, une dépêche officielle parvint à Grenoble, annonçant que la Russie venait de déclarer la guerre à la Turquie. C'était l'ouverture de cette campagne d'Orient qui coûta tant d'hommes aux nations qui y prirent part.

Nous rappellerons les phases diverses de cette guerre dans notre historique de l'année 1854.

En 1853, la France, comme les autres puissances européennes, attendait la suite des événements pour entrer en lice.

Le 21 novembre, le général Baraguey-d'Hilliers fut envoyé à Constantinople, comme ambassadeur auprès de la Sublime-Porte. En présentant ses lettres de créance, le général déclara au sultan « que tout en étant favorable à la paix, il réservait expressément l'indépendance de la Turquie ».

Les finances de l'Empire. — M. Bineau, ministre des Finances, exposait à la fin de l'année 1853, dans un rapport très circonstancié, la situation générale des finances de l'Empire.

Pendant les seize années, disait le Ministre, comprises entre 1831 et 1846 inclusivement, l'augmentation des revenus avait été de 303 millions, soit en moyenne de 19 millions par an. . . . En 1852, la première année de votre autorité souveraine, l'accroissement a été énorme : il a été de 66 millions et demi ; en 1853, la première année de l'Empire, il est de 42 millions et demi, soit pour l'ensemble de ces deux années 109 millions, ou, en moyenne, 54 millions et demi par an, c'est-à-dire le triple environ de la moyenne du règne précédent.

Et plus loin : « Le budget de 1851, celui qui a précédé votre avènement, a laissé un déficit de 101 millions ; le déficit de 1852 ne s'est élevé qu'à 26 millions ; celui de 1853 ne sera que d'environ 4 millions. Ce progrès se continuera, je l'espère, et, sauf les événements extraordinaires, à partir de 1854, l'équilibre deviendra l'habitude de nos finances comme il doit en être la règle.


1852 et 1853, ces deux années mémorables dans l'histoire politique de la France, seront remarquables aussi dans son histoire financière.

Votre Majesté a fait, en deux années, pour 150 millions de travaux publics extraordinaires. . . Votre Majesté a, par la conversion et le remboursement du 5 %, réduit de 21 millions et demi l'intérêt annuel de la dette publique. . .

Rappeler ces grands résultats, Sire, c'est dire de nouveau la reconnaissance profonde qu'ils inspirent à la France pour Votre Majesté, qui relève si haut la prospérité et la grandeur de l'Empire.

Le Ministre des Finances,

BINEAU.

 **La Municipalité grenobloise.** — Le 10 novembre 1853, M. Joseph Arnaud donna sa démission de maire de la ville de Grenoble, « car sa situation de député au Corps législatif le retenait presque toute l'année à Paris, il lui était difficile de s'occuper, comme il aurait voulu le faire, des intérêts spéciaux de la cité ».

M. Joseph Arnaud fut remplacé, le 19 décembre, par M. Louis Crozet, inspecteur général honoraire des Ponts et Chaussées.

M. Charvet fut nommé adjoint en remplacement de M. Penet, que son état de santé avait obligé de démissionner.

En prenant possession de ses fonctions de maire, M. Crozet adressa une proclamation aux habitants de Grenoble. Dans cette proclamation on lisait :

... Je viens, pour mon premier acte, vous demander les moyens de remplir les devoirs glorieux mais difficiles que cet insigne honneur m'impose; je viens vous dire : « ayez confiance en moi, comme j'ai une foi entière en vous; soyez indulgents pour mes fautes; encouragez-moi par votre approbation lorsque je ferai le bien; je vous apporte un dévouement sans bornes, tous mes instants, le plus ardent amour du pays, le plus vif désir de le bien servir; donnez-moi en retour votre assistance, sans laquelle je ne puis rien ».

Grenoble, 29 décembre 1853.

Le Maire,

L. CROZET.

Les Sociétés secrètes en Dauphiné.

Depuis fort longtemps, les sociétés secrètes existant à Paris rayonnaient dans les provinces.

On ne saurait définir exactement les époques où eurent lieu l'établissement des succursales des sociétés secrètes étrangères ou la création même de certaines de ces sociétés à Grenoble et dans la région.

L'histoire de ces associations occultes tentera, peut-être, la curiosité de quelque érudit compatriote, qui publiera un jour le fruit de ses investigations.

Pour notre part, nous ne saurions faire ici une étude approfondie des sociétés secrètes en Dauphiné. Nous nous bornerons à donner des extraits de curieux documents qu'ont bien voulu nous communiquer de complaisants bibliophiles.

Une des plus anciennes loges maçonniques dauphinoises, serait-ce la plus ancienne ? est *La Concorde*, de Vienne, fondée en 1781.

Extrait du tableau alphabétique des L. L. . . de la correspondance de G . . O . . de France, V M D C C L X X X V I I (1787).

Briançon : *La Concorde*, V. Le T . . C . . F . . « Laurent, licencié (*sic*) ès droit ». A. à M. de la Corconde, quartier de la Roche ;

La Réunion, V. Le T . . C . . F . . de Pons, gentilhomme.

Die : *L'Heureuse rencontre*, V. Le T . . C . . F . . de la Morte, bourgeois.

Grenoble : *La Parfaite Union*, V. Le T . . C . . F . . Rosset, premier secrétaire des Ponts et Chaussées du Dauphiné ;

L'Égalité, cette L . . est réunie à *La Bienfaisance* ;

La Bienfaisance et l'Égalité, sous la direction Écossaise, V. T . . C . . F . . Marquis de Barral Montferrat, président à mortier au Parlement.

Romans : *Les Amis de la Prudence*, V. L . . T . . C . . F . . Cossieux, marchand ;

Les Amis réunis, V . . L . . T . . C . . F . . Clément, bourgeois. A. à M. Maël Nivers, à Romans.

Crest : *L'Humanité*, V . . L . . T . . C . . F . . Archinard, négociant.

Voiron, en Dauphiné : V . . L . . T . . C . . F . . de Massas, receveur des Domaines du Roy.

Valence, en Dauphiné : *La Sagesse*, V . . L . . T . . C . . F . . de Planta, ancien officier de cavalerie, Grande-Rue.

Dans les régiments d'infanterie : « Bretagne », à Briançon, *La Parfaite Alliance*, V . . L . . T . . C . . F . . Baron de Coetlosquet, maître de camp.

« Royal-Marine », à Grenoble, *La Tendre Fraternité*, V . . L . . T . . C . . F . . Baron de Chalabre, capitaine. A. à M. de Launay, lieutenant.

« Saintonge », à Grenoble, *Saint-Charles des Amis réunis*, V . . L . . T . . C . . F . . Gardel, sergent-major.

En 1789, nous trouvons, à Grenoble et dans la région, les mêmes loges qu'en 1787 ; celles qui existaient dans les régiments étaient dissoutes par suite même de la dissolution de ces régiments.

Au moment de la Révolution, les loges qui se montrèrent à la

tête du mouvement furent : *Les Cœurs constants*, *L'Humanité*, *La Parfaite Union*.

Sous le premier Empire, les sociétés secrètes, loges maçonniques et associations diverses attirèrent peu l'attention publique, mais elles reparurent, lors de la première Restauration, pour reprendre une influence sérieuse.

Dans les jours troublés de la « Terreur Blanche » et du « ministère de Richelieu », qui précédèrent « la réaction ultra-royaliste » de la deuxième Restauration, les rapports de police signalaient « l'action malfaisante et anti-gouvernementale et surtout anti-religieuse de groupements néfastes ».

En juillet 1816, Joseph Rey, de Grenoble, ancien magistrat, fonda dans notre ville la société secrète appelée *L'Union*, « la première établie en France », dit A. Rochas.

Il l'affilia, au mois de novembre 1817, avec la société publique dite des *Amis de la Presse*, où figuraient MM. de Broglie, d'Argenson, Laffite, Lafayette, etc.

Joseph Rey partit, peu de temps après, pour Paris, et s'occupa dès lors presque uniquement de conspirations. Il fit partie, avec Cadet-Gassicourt, Chatelain, Canelois-Lemaire et Merilhou, du « comité secret » formé dans le sein de la société des *Amis de la Presse*. Il essaya en même temps d'appeler à une vie plus active les *Unions* qui s'étaient maintenues dans l'Isère et dans la Drôme; et comme tout alors tendait à une véritable insurrection, il fut formé, pour la diriger, un « comité d'action » (fév. 1820) dont Joseph Rey fit aussi partie avec Lafayette, Voyer-d'Argenson, Manuel, Dupont de l'Eure. Ce comité, qui devint ensuite « comité directeur », s'unit au mouvement insurrectionnel militaire qui faillit éclater en 1820. Compromis dans cette affaire ainsi que plusieurs autres Dauphinois, tels que Gaudon-Paquet, Bérard et le colonel Dumoulin, il réussit à s'échapper et fut condamné par contumace à la peine de mort, par arrêt de la Cour des Pairs. Joseph Rey s'était réfugié en Angleterre. En 1826, fatigué de l'exil, il rentra en France pour purger sa contumace. M. Dambray, chancelier de la Chambre des Pairs, à qui il s'était présenté un soir, inopinément, pour lui demander à être jugé, fut fort perplexe. M. Dambray alla confier son embarras à Charles X qui, « pour trancher la difficulté », grâcia Joseph Rey.

En 1819, l'élection à Grenoble d'un « régicide », l'abbé Grégoire, ancien membre de la Convention, fut annulée comme un outrage au trône. Exploitée contre le ministère Decazes par les ultra-royalistes, cette élection inquiéta les royalistes modérés.

Un meurtre politique « devait encore être mis à l'actif des sociétés secrètes ».

Le duc de Berry, second fils du comte d'Artois, fut assassiné (13 fév. 1820) à la sortie de l'Opéra, par un ouvrier sellier, Louvel, qui voulait éteindre la race des Bourbons. C'était un crime isolé; « on osa cependant accuser Decazes de complicité avec les *carbonari* et les associations occultes ».

On répéta le cri de Nodier: « Le poignard qui a percé le prince est une idée libérale. » Louis XVIII céda aux clameurs des royalistes: Decazes se retira. Il reçut le titre de duc et l'ambassade de Londres (20 fév.). « Les pieds lui ont glissé dans le sang », écrivait Chateaubriand. La réaction l'emporta de nouveau: encore modérée pendant le second ministère de Richelieu, elle se signala par sa violence pendant le ministère de Villèle.

Les chefs de l'extrême droite, Villèle, de Corbières, de Montmorency, reprirent le gouvernement de la France et gardèrent le pouvoir pendant six ans (15 déc. 1821-30 déc. 1827). A leur suite, les royalistes ardents et les hommes dévoués au clergé entrèrent dans toutes les grandes administrations.

C'est, en effet, à partir de cette époque surtout que se manifesta, dans la direction du gouvernement, la haute influence du clergé. La réaction royaliste s'appuya principalement sur la *Congrégation*. Née sous l'Empire, puis dirigée, après 1814, par les jésuites que Pie VII avait rétablis sous le nom de *Pères de la foi*, cette société, d'abord exclusivement religieuse, s'était transformée en une société politique.

La *Congrégation* avait des ramifications partout, et en Dauphiné elle compta un nombre important d'adhérents.

Cette « société secrète » voulait réaliser l'alliance du trône et de l'autel. D'une part, faire accepter comme un dogme religieux la royauté de droit divin; d'autre part, assurer l'indépendance du clergé en lui assurant une dotation immobilière, mettre entre les mains de l'Eglise la censure des livres et le monopole de l'enseignement, tel était son but. Elle déploya, pour l'atteindre,

un zèle ardent. Elle envahit la cour, les chambres, les grandes administrations publiques; elle essaya d'agir sur les classes populaires en créant la *Société des bons livres et des bonnes études*, la *Société de Saint-Joseph* destinée aux domestiques; dans les campagnes, elle organisa des missions pour ranimer les anciennes croyances et détruire l'esprit de la révolution. Au « gouvernement occulte » de la Congrégation, les libéraux opposèrent des sociétés secrètes, dont la plus fameuse est le *carbonarisme* (ou charbonnerie) d'origine italienne. Les *carbonari* s'efforçaient de préparer une révolution en gagnant l'armée à leur cause; de là les nombreux complots militaires qui éclatèrent en 1822, à Colmar, à Marseille, à Saumur, à la Rochelle; plusieurs condamnations capitales, entre autres celle des quatre sergents de la Rochelle, exécutés en place de grève, ne firent qu'exaspérer l'opinion libérale.

A partir de 1822, les mesures les plus violentes se succédèrent. L'abbé de Frayssinous, grand maître de l'Université, soumit l'enseignement à la surveillance des évêques, suspendit le cours d'histoire de Guizot à la Sorbonne, ordonna la fermeture des cours de Cousin et de Villemain, licencia l'École Normale supérieure.

Une lutte sourde commençait entre les sociétés secrètes religieuses et les « carbonari » secondés par les loges maçonniques; elle devait se poursuivre, sans merci, sous le règne de Charles X.

Aux élections de 1828, qui amenèrent la chute du ministère Villèle, l'opposition obtint un succès considérable, dû en grande partie à l'action de la *franc-maçonnerie* et du *carbonarisme*. C'est à l'avènement du ministère impopulaire de M. de Polignac (1829-1830) que l'hostilité entre la *Congrégation* et ses succédanés et les associations secrètes libérales prit son « *sum-mum d'acuité* ».

Des sociétés nouvelles se formèrent en Dauphiné et sur plusieurs autres points du territoire pour le refus de tout impôt illégal; ces sociétés ne tardèrent pas, ayant pris une importante extension, à suivre les indications données par les loges maçonniques et les réunions des carbonari.

Trois jeunes écrivains, Armand Carrel, Thiers et Mignet,

fondèrent le *National* « dans le but d'enfermer le Gouvernement dans la Charte ou de le faire sauter par la fenêtre ».

Enfin, les sociétés secrètes aux tendances libérales allaient l'emporter. Nous constatons la part prépondérante qu'elles prirent aux événements des « Journées de juillet 1830 ».

Pendant le règne de Louis-Philippe, elles poursuivirent leur œuvre et aidèrent puissamment les démocrates et les socialistes indépendants à renverser ce roi et à créer la seconde République.

Parmi les sociétés secrètes fonctionnant en France en 1848, nous citerons : la *Franco-Maçonnerie*, toujours la plus importante d'entre elles ; la *Solidarité républicaine* ; la *Société des Droits de l'homme* ; la *Révolution démocratique et sociale* ; le *Peuple* ; la *Réforme* ; le *Travail affranchi* ; les *Carbonari* et le *Compagnonnage*.

A cette époque on vit encore des « ventes » ou réunions de *carbonari*, mais elles furent peu nombreuses, car, après 1830, les associations principales de carbonari s'étaient fondues dans les diverses sociétés secrètes républicaines.

Le nom de *carbonari* (au singulier *carbonaro*, charbonnier) avait été d'abord appliqué à des conspirateurs guelfes, qui se réunissaient dans des cabanes de charbonniers, au milieu des bois.

Après la réaction de 1799, les libéraux napolitains, réfugiés dans les Abruzzes, remirent en honneur le mot et la chose. Sous le règne de Murat, il semble bien qu'ils eurent des relations avec les Bourbons réfugiés en Sicile ; mais après la Restauration, ils se tournèrent contre les Bourbons et eurent une grande part dans les événements de 1820 et 1821. La réaction qui suivit empêcha leur développement, et ils finirent par se fondre dans la Jeune Italie de Mazzini. Ce fut aux carbonari de Naples, à la suite d'un voyage dans cette ville de deux Français, compromis dans la conspiration du 19 août, Dugied et Joubert, que les carbonari français empruntèrent leur organisation. Vingt affiliés ou *bons cousins* formaient une vente. Vingt députés de vingt ventes d'une même région ou *forêt* formaient une *vente centrale*. Les députés des ventes centrales constituaient la *haute vente*. Les lieux de réunions s'appelaient *baragues* ; le

vocabulaire était emprunté aux termes techniques du métier de charbonnier; on n'écrivait rien et une discipline sévère régissait l'ensemble de l'association. Bazard, alors étudiant en médecine, fut l'âme de cette société secrète, dont La Fayette était le chef nominal. Elle prit une part active aux affaires de Belfort (1^{er} janvier 1822), du colonel Caron (juillet), de Saumur et Nantes (général Berton, février-septembre), du capitaine Vallé (janvier-juin), des quatre sergents de La Rochelle (janvier-septembre), dont les principaux fauteurs furent condamnés à mort et exécutés. C'était la suite de la Terreur Blanche. Nous avons dit qu'après 1830 l'organisation du carbonarisme cessa presque d'exister et que les autres sociétés secrètes démocratiques prirent sa suite.

. . .

Le « Compagnonnage », association spéciale d'ouvriers de certains corps de métier, ne paraît pas avoir été mêlé directement aux affaires politiques.

En 1791, au moment où fut votée la loi qui interdisait les associations corporatives, il existait vingt-sept professions organisées en compagnonnage et dont voici la liste : blanchisseurs-chamoiseurs, bourreliers, chapeliers, charpentiers, charrons, cloutiers, cordiers, couteliers, couvreurs, doleurs ou tonneliers, ferblantiers, fondeurs, forgerons, maréchaux-fer-rants, menuisiers, plâtriers, poêliers-chaudronniers, selliers, serruriers, tailleurs de pierres, tanneurs, corroyeurs, teinturiers, tôleurs, tondeurs de drap, tourneurs, vanniers, vitriers.

La loi ne les atteignit pas : sociétés secrètes étaient les compagnonnages, sociétés secrètes ils purent rester.

Le compagnonnage ne comprenait pas la totalité des membres de la profession, mais seulement les jeunes gens qui, pour se perfectionner dans leur métier, allaient de ville en ville, accomplissant ainsi leur tour de France. C'était comme une assurance mutuelle contre l'isolement dans les étapes de ce voyage.

Le compagnonnage avait son utilité ; il persista malgré la loi ; il ne devait s'affaiblir et disparaître, presque, que devant l'évolution de l'industrie et de la condition des ouvriers. Aussi, au

cours de ce siècle, on constate encore l'entrée d'autres corps de métiers dans le compagnonnage : les cordonniers, en 1850 ; les boulangers, en 1860 ; les tisseurs-ferrandiniers, en 1841 ; les sabotiers, en 1849.

A Grenoble, nous trouvons les *Compagnons charpentiers du Devoir et Liberté*, qui ont pour devise : « Honneur aux descendants du Temple de Salomon. »

Toutes ces sociétés secrètes, surtout la *Franc-Maçonnerie*, la *Solidarité républicaine* et la *Société des Droits de l'homme*, avaient de nombreux affiliés en Dauphiné, principalement dans l'Isère et dans la Drôme. Quelques-unes de ces associations possédaient, dans notre région, des sections ayant leur organisation particulière.

Les principales loges maçonniques étaient : à Grenoble, les *Arts Réunis* ; à Barraux, le *Silence des Alpes* ; à Vienne, la *Concorde et la Persévérance*.

En 1848 et en 1849, les *Arts réunis* comptaient parmi ses adeptes une quantité de personnalités politiques du département et de la ville de Grenoble. Cette loge dirigeait le mouvement républicain, elle contribua à assurer le succès des candidats démocrates dans toutes les élections régionales.

Dans sa séance du 26 octobre 1848, la loge maçonnique les *Arts Réunis* votait, pour l'année scolaire 1848-1849, la somme nécessaire pour l'admission de sept élèves à l'École Supérieure...

La loge mettait pour condition expresse à ce don que :

Les sept bourses ne seraient distribuées qu'à des enfants dont les parents étaient notoirement hors d'état de payer la rétribution de l'école.

Cette proposition fut transmise au Maire de Grenoble par les citoyens Martin, Durand jeune, Maisonville, Déchaux, Meunier, Bouvier, Chevalier et Fleury, membres de la commission, et au nom de la loge. La municipalité, vivement touchée de cette attention, adressa tous ses remerciements aux donateurs.

Au 2 décembre 1851, la loge les *Arts Réunis*, comme d'ailleurs presque toutes les autres, entra en « sommeil », pour ne reprendre le cours de ses travaux qu'au 16 août 1859, à la suite de l'amnistie impériale en matière politique.

En 1851, la découverte d'un complot et le jugement qu'elle amena, révélèrent les progrès du socialisme et l'organisation qu'il s'était donnée. Les ramifications de ce complot s'étendaient à quinze départements, dont l'Isère, la Drôme et les Hautes-Alpes : les recherches de la justice prouvèrent que les sociétés étaient prêtes au combat. Ces sociétés couvraient toute la France, et on vit bien les effets de leur influence à la suite du 2 décembre.

Le 17 décembre 1851, M. Cucheval-Clarigny publia dans le *Constitutionnel* une « Étude sur les sociétés secrètes », d'après les papiers saisis chez leurs fondateurs ; ce travail explique assez clairement, d'après des documents authentiques, les usages de ces sociétés. Nous le citons en partie :

« Toutes les sociétés secrètes, disait M. Cucheval-Clarigny, se recrutaient par les moyens ordinaires de l'embauchage ; mais on n'était reçu dans leur sein qu'après un interrogatoire et une cérémonie spéciale. Voici, sauf quelques variantes, la forme habituelle de l'initiation. L'initié, les yeux bandés, est placé à genoux sur deux couteaux en croix et sur deux pièces de cinq francs, et le dialogue suivant s'engage entre lui et l'initiateur :

« Désires-tu être affilié à la Société ? — Oui. — Promets-tu de
« ne jamais révéler ses secrets ? — Je le promets. — Jures-
« tu d'obéir à tous les ordres qui te seront donnés, lors même
« qu'ils te commanderaient de tuer ton semblable ? — Je le
« jure. — Que sens-tu sous tes mains ? — Je sens deux cou-
« teaux et deux pièces de cinq francs. — Ces objets sont placés
« là pour t'apprendre que si l'appât de l'argent t'engageait à
« trahir la Société, elle t'en punirait par la mort. »

« En ce moment, on débande les yeux du récipiendaire et deux anciens affiliés, saisissant les couteaux, les brandissent sur sa tête, en disant :

« Oui, le frère qui vendrait nos secrets mériterait la mort et
« nous la lui ferions subir. »

« On a trouvé des formules plus terribles et plus indignes

que celles-là. Des signes particuliers de reconnaissance existent entre les affiliés appartenant à une même société secrète. Ils consistent ou dans la manière de saluer en s'abordant, ou dans des signaux d'avertissement.

« Ainsi, dans la société de la *Jeune Montagne*, un membre qui en rencontre un autre demande : « L'heure ? » L'autre répond : « Sonnée ! » Le premier reprend : « Nouvelle ? » On doit lui répondre : « Montagne ! » Une société secrète de la Drôme avait pour mot de passe : « Attention ! Courage ! Drôme ! » Depuis l'avortement du complot de Lyon, ce mot de passe a été, à ce qu'il paraît, changé et remplacé par le mot : « Marianne. »

« Dans les sociétés secrètes établies à Montpellier et dans les localités voisines, le signe de reconnaissance était : « Connaissez-vous la mère Marianne ? — Oui : elle a du bon vin. » Ce mot de « Marianne » et l'expression de « boire à la santé de Marianne » se sont également trouvés tout récemment dans des papiers importants saisis dans la Seine-Inférieure. On a tout lieu de croire que ce mot de Marianne, trouvé simultanément aux points les plus éloignés du territoire, au nord, au midi et dans l'ouest, et qui était évidemment le signal de ralliement de toutes les sociétés secrètes disséminées en France, était la traduction mystique des mots : « République démocratique et sociale. » C'était le mot de passe de l'insurrection générale organisée pour 1852. » (*Constitutionnel* du 17 décembre 1851.)

Ainsi la France continuait à se couvrir silencieusement de sociétés, dans lesquelles étaient admises les personnes des deux sexes et qui « empruntaient des coutumes et des formules aux sociétés occultes et fanatiques du moyen âge ».

Le Coup d'État produisit, dans la généralité des départements, une agitation « à laquelle les sociétés secrètes ne furent pas étrangères ».

Dans nos régions, l'idée démocratique avait de profondes racines. Les trois anciennes provinces du Languedoc, de Provence et de Dauphiné étaient partout couvertes des affiliations de la *Société des Montagnards*.

« Le Dauphiné, dit Henri Martin, avait toujours tenu pour

la Révolution, avec laquelle il avait habituellement confondu le bonapartisme. »

La *Société des Montagnards* n'était point centralisée ; chaque département faisait corps à part. Les départements de l'Isère et de la Drôme avaient une organisation des plus importantes, leurs sections avaient une influence sérieuse.

Des sociétés de secours mutuels servaient, en bien des localités, de prétexte pour affilier les paysans.

Les initiations dans la *Société des Montagnards* se pratiquaient avec un cérémonial plus ou moins emprunté aux *francs-maçons* ou aux *carbonari*, et propre à frapper les imaginations.

Le néophyte, les yeux bandés, prêtait serment sur une épée.

On lui faisait jurer, par le Christ, de défendre la République démocratique et sociale.

« Tu jures, lui disait l'initiateur, de quitter père, mère, femme et enfants, pour voler à la défense de la Liberté ? »

« Je le jure trois fois par le Christ ! »

Dans certaines localités, le néophyte ajoutait :

« Par ce fer, symbole de l'honneur, je jure d'armer mon bras contre toutes les tyrannies politiques et religieuses. »

D'après certains renseignements (peut-on, en cette occurrence, prétendre à l'exactitude absolue des chiffres) on comptait dans l'Isère huit mille affiliés, dans la Drôme trente mille, dans les Hautes-Alpes trois mille à peine.

La grave insurrection qui éclatait en décembre 1851, dans quatorze départements, dont la Drôme, montrait la puissante organisation des sociétés des *Montagnards*, auxquelles s'étaient jointes les forces socialistes dissidentes.

Si ces associations secrètes avaient eu l'ordre et la direction comme elles avaient l'ardeur et le nombre, elles eussent été irrésistibles ; mais elles en étaient bien loin. Les départements ne surent pas se concerter, et, dans diverses parties de chaque département, l'intensité des mouvements dépendit de l'intelligence et de la résolution de ceux qui avaient la direction des idées.

*
* *

Voici quelques passages d'un certain nombre de rapports spéciaux adressés par M. Bérard, préfet de l'Isère, au Minis-

tère de l'Intérieur, en 1852 et en 1853. Ces copies faites aux Archives nationales, sur les originaux, ont un assez grand intérêt. Elles renferment sur les « sociétés secrètes » une foule d'appréciations et de renseignements curieux.

Un rapport préfectoral au Ministre de l'Intérieur, daté du 18 mars, mentionnait la formation, à Vienne, d'une « Société secrète démagogique, dite des Trois Ordres ».

Un agent de la sûreté, ancien condamné politique, qui s'était mis en relation immédiate avec quelques-uns des chefs de cette association, fut chargé d'une enquête.

« L'agent loge maintenant dans l'auberge où se réunissent les affiliés et rassemble, dit le rapport, les preuves matérielles à la suite duquel le Gouvernement pourra décider de provoquer, s'il y a lieu, une instruction judiciaire. »

Le policier accomplit son service d'espionnage de très habile façon et donna, au bout de quinze jours, une narration complète des faits et gestes des membres de l'association.

A la suite de ses indiscretions, jointes à des divulgations d'un autre initié, M. Bérard fit parvenir plusieurs rapports au Ministre ; ces rapports portent les dates des 15 juillet, 10, 17, 18 septembre et 3 octobre. Dans une autre communication, très longue, du 3 novembre, le Préfet déclarait que « la *Société des Trois Ordres* avait été organisée avec les débris des anciens *carbonari* et d'autres initiés de ce genre que l'acte énergique du 2 décembre avait frappés de stupeur, mais qui cherchent à renouer dans l'ombre leurs détestables projets.

« Le 10 septembre dernier, j'eus l'honneur de vous transmettre la copie d'une circulaire écrite à tous les membres de la société secrète qui nous occupe, et qui avait été envoyée à Vienne et à Beaurepaire. Elle était remarquable à ce point de vue, Monsieur le Ministre, qu'elle parlait à mots couverts, mais transparents, du Prince-Président et de son voyage, et qu'elle annonçait en termes formels qu'il serait arrêté sur route. La tentative de Marseille a prouvé la justesse des renseignements que contenait cette pièce ».

Le rapport s'occupait ensuite d'une lettre que l'initié n° 20, acquis à la police, avait communiquée au commissaire de Vienne. Cet initié délateur avait été chargé de porter, de la part du « chef de Vienne », ce billet à un autre adhérent de Lyon.

Dans cette lettre, il était longuement question de la *Société des Trois Ordres*, au sein de laquelle « on travaille beaucoup pour vaincre Satan (Louis-Napoléon Bonaparte) et tous ses domestiques ». M. Bérard, en adressant la note saisie au Ministre, ajoutait :

« Cette pièce, d'une importance extrême, établit trois points principaux : 1^o l'existence d'une société secrète dangereuse à Vienne, se ramifiant avec celles de Lyon et de Paris ; 2^o l'existence d'un chef à Vienne ; 3^o la complicité, au moins morale, de cette société dans l'attentat de Marseille. »

Les noms de deux membres de la société étant connus, le Préfet de l'Isère s'entendit avec le Procureur de la République de Vienne, pour qu'au moyen d'une commission rogatoire les lettres venant de l'adhérent de Lyon à l'adresse du sieur B..., de Vienne, fussent arrêtées à la poste. Plusieurs correspondances tombèrent entre les mains du parquet.

On ouvrit alors une instruction judiciaire, et les « conspirateurs les plus influents », poursuivis devant le tribunal, furent condamnés à des peines diverses. La société fut dissoute.

Nous trouvons un nouveau rapport du Préfet de l'Isère au Ministre, sur le mouvement socialiste à Vienne, il est daté du 15 mars 1853.

« Monsieur le Ministre, disait M. Bérard, depuis les condamnations prononcées contre la *Société des Trois Ordres*, de Vienne, aucune réunion de socialistes n'avait eu lieu dans cette ville, et les hommes de ce parti paraissaient découragés. Depuis quelques jours on remarque un changement dans leur contenance ; ils affectent un air joyeux qui, peut-être, trahit chez eux une pensée de désordre. Sans se réunir encore, ils s'abordent entre eux et se parlent bas ; il est évident qu'une nouvelle circule, et voici tout ce que j'ai pu recueillir à cet égard. L'organisation des sociétés secrètes dans le midi de la France serait telle, assure-t-on, que, sur un ordre, elles pourraient jeter quarante-cinq mille hommes en armes dans la rue. Cet ordre serait attendu de Londres où, dans une réunion générale, Kossuth aurait été nommé chef suprême de la République universelle.

« Tout en considérant ces bruits comme de folles exagérations qui ne doivent inspirer aucune crainte sérieuse, je n'ai pas cru devoir vous les laisser ignorer. »

Dans un autre rapport, M. Bérard annonçait au Ministre « qu'il existe au chef-lieu du canton de Beaurepaire une société d'anciens

militaires, la *Société des anciens soldats de Beaurepaire*, qui, depuis longtemps, est l'objet de l'attention toute particulière de l'administration.

« Cette association est composée d'hommes très hostiles au Gouvernement. Les syndics, son trésorier et son secrétaire ont patronné aux dernières élections départementales la candidature d'un condamné politique. Personne ne doute, à Beaurepaire, que ces personnes ne soient affiliées aux *sociétés secrètes* ; alors que le *Moniteur* n'avait pas encore annoncé la découverte du complot de Marseille, il était facile de voir à l'attitude provocatrice des syndics qu'ils attendaient un événement grave. . . .

« En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer la dissolution de cette société. »

Dans un rapport du 8 octobre 1852, le Préfet de l'Isère, sur la demande « expresse » du Ministre, adressait à celui-ci « des renseignements complets et confidentiels sur la franc-maçonnerie ».

« Il n'existe plus, affirmait M. Bérard, que quatre loges dans le département ; une à Grenoble, deux à Vienne, une à Voiron. La loge de Grenoble se compose de soixante membres environ. Le vénérable est un nommé Bouvier, charpentier. . . L'esprit de cette loge n'est certainement pas favorable au Gouvernement, bien qu'elle n'ait jusqu'à présent manifesté ses tendances par aucun acte positif. . . .

« Des deux loges de la ville de Vienne, l'une, *La Concorde*, remonte à 1781, l'autre, *La Persévérance*, n'existe que depuis une quinzaine d'années. *La Concorde* a pour vénérable M. Gros et pour secrétaire et surveillants, MM. Trouillet, Cholier, Marchand et Malacourt. Tous ces hommes appartiennent au parti républicain modéré, quelques-uns sont des amis du général Cavaignac.

« *La Persévérance*, au contraire, est loin d'être hostile au Gouvernement du Prince. Son vénérable est M. Feuillat.

« La loge de Voiron compte une soixantaine de membres, la plupart hostiles au Gouvernement.

« Avant 1848, il existait une loge dans chacune des villes de La Mure, Barraux et Bourgoin ; elles sont aujourd'hui dissoutes. Les francs-maçons de La Mure sont affiliés à la loge de Grenoble : ce sont des commerçants estimés, mais peu favorables au Gouvernement.

« L'arrondissement de la Tour-du-Pin renferme encore vingt francs-maçons affiliés maintenant à la loge de Voiron, et qui appartiennent, en général, aux opinions les plus avancées.

« Il n'existe aucune loge maçonnique dans l'arrondissement de Saint-Marcellin; seulement quelques personnes appartiennent à la loge de Voiron et doivent être classées dans l'opinion rouge avancée.

« Le règlement de ces loges, dont les réunions n'ont lieu qu'à de rares intervalles, interdit formellement les discussions politiques. Cependant, il est difficile de croire que cette prescription soit rigoureusement observée.

Il paraît à peu près démontré qu'à toutes les époques et dans ces derniers temps surtout, les loges maçonniques n'ont été, à très peu de chose près, que des sociétés secrètes sur lesquelles l'autorité supérieure pourrait exercer, avec fruit, une vigilance sévère. »

Comme on peut en juger par la lecture de ces documents administratifs, l'importance des sociétés secrètes de notre région, dans les premières années du second Empire, n'était pas niable.

Pendant le règne de Napoléon III, ces sociétés, étroitement surveillées, ne purent jouer qu'un rôle secondaire. Ce ne fut que vers 1867 qu'elles reprirent la lutte contre le régime impérial. A Grenoble, la loge maçonnique des *Arts réunis* n'avait cessé d'avoir des assemblées, malgré les difficultés suscitées par la police.

Plus tard, en 1869, une « R . . . L . . . » fut « constituée à l'O . . . de Grenoble, sous le titre distinctif l'*Alliance Écossaise* (n° 206) ». Cette loge réunit très vite un grand nombre d'adhérents, et contribua à la chute de Napoléon III, par la direction républicaine qu'elle donna aux élections.

Les *Arts réunis* et l'*Alliance Écossaise* se sont occupés, en tous temps, des institutions grenobloises de bienfaisance, et ont particulièrement participé au développement de l'instruction populaire dans notre département.

Un temple, destiné aux réunions des deux loges, a été élevé sur le cours Saint-André, dans le courant de l'année 1892.

Saisies d'ouvrages « séditions ». — Le Ministre de l'Intérieur avait donné aux préfets des départements frontières des instructions excessivement sérieuses pour empêcher l'introduction en France, des ouvrages et écrits divers publiés à l'étranger par les réfugiés politiques et contenant, soit des attaques contre l'Empereur, sa famille et « le régime établi », soit l'apologie des idées démocratiques et socialistes.

Les préfets rivalisèrent de zèle dans l'exécution des ordres ministériels et firent arrêter beaucoup de personnes « coupables de s'être livrées au colportage des écrits séditieux ».

Ces rigueurs n'empêchèrent pas, nous serions tenté de dire, au contraire, lesdites publications de pénétrer en France et d'être fort recherchées.

En ce qui concerne les faits de propagande et de colportage « délictueux », M. Bérard, préfet de l'Isère, adressait au Ministre les communications « particulières » suivantes :

Grenoble, le 9 novembre 1852.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Plusieurs voyageurs, traversant la frontière au Pont-de-Beauvoisin et aux Échelles, ont été trouvés nantis d'un libelle de Victor Hugo, intitulé *Napoléon le Petit*. Il est probable qu'un dépôt de cet odieux pamphlet est établi en Savoie, soit à Chambéry, soit à Aix, et je m'empresse d'appeler votre attention sur la presque certitude du fait. Quoi qu'il en soit, j'exerce la surveillance la plus rigoureuse et je suis parvenu à saisir plusieurs exemplaires du libelle. Des poursuites sont commencées, par application de la loi sur le colportage, contre une personne qui cherchait à en introduire deux.

Veuillez agréer, etc.

Le Préfet de l'Isère,

BÉRARD.

Grenoble, le 15 janvier 1853.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que les employés des douanes ont saisi, dans la soirée du 13 janvier, un ballot de pamphlets et brochures socialistes, dont voici le détail :

176 exemplaires. *Le vol et la tyrannie consacrés par la Législation française ; Plus de lois !* par Jacques Mathieu, ex-procureur de la République. Nice, imprimerie Carris, 1852.

24 brochures. *Histoire de la Terreur Bonapartiste ; La nouvelle Caprée*, par Hippolyte Magen. Londres et Bruxelles, 1852.

49 exemplaires. *Almanach des Opprimés pour 1853 ; Veillées de Simon le Pauvre*, par Hippolyte Magen. Bruxelles, 1853.

5 exemplaires. *Napoléon le Petit*, par Victor Hugo.

25 exemplaires. *Bonnes nouvelles d'un proscrit français à ses concitoyens*, sans nom d'auteur.

25 exemplaires. *Enquête sur le 2 décembre et les faits qui le suivirent ; Le Coup d'État à Paris*, sans nom d'auteur.

168 exemplaires. *Lettre au Peuple français*, par Félix Pyat, Caussidière et Boichot.

Ce qui forme un total de 472 publications saisies.

Il est probable que la plupart de ces écrits incendiaires ont été imprimés en Savoie.

J'aurai l'honneur de vous faire ultérieurement un rapport à ce sujet.

Veuillez agréer, etc.

Le Préfet de l'Isère,

BÉRARD.

Grenoble, le 19 janvier 1853.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de vous informer, le 15 courant, d'une saisie d'écrits séditieux opérée par les agents des douanes. Cette capture ayant laissé supposer que le chargement de la bande des fraudeurs n'avait pas été saisi en totalité, de nouvelles recherches ont eu lieu et ont été couronnées de succès.

Le 14 janvier, on a saisi sept kilogrammes de diverses brochures séditieuses qu'un nommé Bayoud, domicilié à Tencin, transportait dans un panier.

Enfin le lendemain 15, on a encore capturé un ballot du poids net de quatorze kilogrammes, renfermant cinquante-huit exemplaires du pamphlet intitulé *Le Vol et la Tyrannie*, par Jacques Mathieu, avec cette épigraphe caractéristique : *Plus de Lois*. Il est à croire que ce dernier ballot complétait le chargement des fraudeurs.

La tentative ainsi déjouée paraît avoir été dirigée par un nommé Ailloud, de Pontcharra.

Cet individu, ainsi que le sieur Bayoud, de Tencin, ont été arrêtés. Le Parquet de Grenoble a commencé une instruction.

Agréé, etc.

Le Préfet,

BÉRARD.

Grenoble, le 10 février 1853.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer qu'une perquisition opérée dans le domicile d'un nommé Babois, aubergiste à Froges, a procuré la découverte de vingt-six exemplaires de brochures politiques, cachées dans des fourrages, et dont le titre suit : *Le Coup d'État et Louis Bonaparte, Histoire de la persécution de Décembre, Événements, prisons, casemates et pontons*, par Xavier Durrieu, ancien représentant du peuple. — Bruxelles, imprimerie de J.-H. Briard, rue aux Laines, 4. — 1852.

D'après les indications obtenues, ces exemplaires auraient été déposés chez le sieur Babois, vers le 12 ou 13 janvier dernier, par le sieur Ailloud, qui a été arrêté à la suite de la saisie opérée à Tencin, les 13, 14 et 15 du même mois.

Des renseignements particuliers me portent à croire que les divers libelles, dont l'introduction a été tentée depuis quelque temps dans mon département, y ont été expédiés par le sieur Hippolyte Magen, écrivain socialiste, expulsé de France après les journées de décembre et actuellement réfugié à Genève, dont le séjour lui offre beaucoup de facilités pour une propagande de cette nature.

Je saisis cette occasion d'appeler également votre attention, Monsieur le Ministre, sur les démarches du comte de Séras que la Commission mixte de l'Isère a condamné, par contumace, à la transportation en Algérie. On m'a signalé la présence de ce réfugié politique à Chambéry, d'où il s'est occupé de nouer des intrigues et des correspondances avec les socialistes de la ville de Voiron.

Dans le cas où M. de Séras serait encore à Chambéry, je vous serais reconnaissant de vouloir bien prendre des mesures pour qu'il en fût éloigné le plus tôt possible, au moyen de son internement en Piémont, ainsi que le Gouvernement sarde l'a déjà fait à l'égard de plusieurs réfugiés dangereux.

Veillez agréer, etc.

Le Préfet,

BÉRARD.

Grenoble, le 18 février 1853.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le 5 de ce mois, les préposés de la douane du poste de Saint-Joseph-de-Rivière ont arrêté la femme Bevaunier, des Échelles de Savoie, qui importait en contrebande quarante exemplaires de *Napoléon le Petit*, par Victor Hugo. Par suite des déclarations de cette femme, des visites domiciliaires ont été pratiquées chez les nommés Carron et Garavel, aux Échelles (France).

La perquisition n'a rien produit, quant au premier de ces individus, mais dans le domicile du second on a découvert cent quatre-vingt-dix exemplaires du pamphlet intitulé : *Les deux Cours et les Nuits de Saint-Cloud, mœurs, débauches et crimes de la famille Bonaparte* (imprimé à Londres), et onze exemplaires de *Napoléon le Petit*, par Victor Hugo. Le Procureur impérial est saisi et une instruction est commencée.

Agréez, etc.

Le Préfet,
BÉRARD.

Grenoble, le 8 mars 1853.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que le 3 de ce mois, la brigade de gendarmerie de Saint-Laurent-de-Mure a procédé à la saisie de divers écrits séditieux, colportés par le nommé Lathurage (Joseph), âgé de dix-neuf ans, ramoneur de profession et natif de Cous (Savoie).

Ces écrits consistent en : 1° un volume in-18 intitulé *Le Républicain démocratique*; 2° un volume portant pour titre : *Place au Peuple*; 3° l'*Almanach du Peuple 1851*; 4° l'*Évangile du Peuple*, par Alphonse Esquiros, illustré; 5° un *Discours démocratique*, par Victor Hugo; 6° une feuille de *Chansons et Éloge de Ledru-Rollin*, avec son portrait; 7° une gravure avec complainte, intitulée *Le Vengeur*; 8° une *Adresse au Pauvre Peuple*, portant en tête, le *Pain de l'Homme*; 9° un autre *Discours*, de Victor Hugo; 10° *Les Derniers Cris d'un Français*, par Auguste Lacordaire; 11° une feuille détachée d'une autre production ultra-démocratique.

Lathurage a été mis immédiatement, avec les écrits saisis, à la disposition de la Justice.

Veuillez agréer, etc.

Le Préfet,
BÉRARD.

Rixe au Pont-de-Beauvoisin.

Dans la soirée du 28 février, à la suite des opérations du tirage au sort du canton de Pont-de-Beauvoisin, les jeunes gens de cette localité s'étaient rendus en Savoie. Il était six heures et demie quand ils pénétrèrent sur le territoire sarde. Dès leur arrivée, les conscrits s'amusèrent à cribler de boules de neige les paisibles habitants du Pont-de-Savoie. Cet enfantillage dégénéra bientôt en rixe. La police locale accourut; elle tenta de calmer les assaillants et voulut les obliger à revenir en France. Cet appel à l'ordre n'eut pas le résultat désiré et les conscrits ripostèrent par une nouvelle décharge de boules de neige. Un douanier sarde fut blessé à la tête. L'autorité procéda, sur-le-champ, à quelques arrestations et repoussa le reste des conscrits de Pont-de-Beauvoisin sur la limite du territoire. La gendarmerie française intervint à son tour et « put très difficilement empêcher nos compatriotes de rentrer en Savoie pour réclamer, comme ils en avaient l'intention, la délivrance de leurs camarades ». Toujours très surexcités, les conscrits voulurent, quelque temps après, reprendre leur projet, mais « ils cédèrent bientôt aux sages conseils de quelques personnes arrivées sur les lieux ».

Cette rixe, survenue « sans préméditation et sans arrière-pensée, se termina sans autre conséquence » ; mais la police sarde retint en prison les jeunes tapageurs arrêtés au début.

M. Bérard, préfet, fit parvenir au Ministre de l'Intérieur, le 4 mars, un rapport circonstancié sur cet incident.

Peu après, le Gouvernement français, « après de brèves explications », obtint la mise en liberté des belliqueux conscrits de Pont-de-Beauvoisin, retenus en Savoie.

Les membres du Conseil général de l'Isère.

Rapport spécial de M. Bérard, préfet, au Ministre de l'Intérieur.

État nominatif des membres du Conseil général du département de l'Isère, dressé en exécution de la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, du 17 septembre 1852.

Ce document, signé par le Préfet, le 3 mars 1853, contient

une foule de renseignements sur la situation particulière de chacun des personnages mentionnés.

Nous en extrayons certains passages essentiels, seulement en ce qui touche la question politique.

MM. Faugier (Victor-Auguste), président du Conseil général, député au Corps législatif, maire de Vienne, ancien notaire, âgé de cinquante et un ans. « Son influence est très grande. Il est très utile à l'administration dont il était le candidat. »

Royer (Casimir), premier Président de la Cour d'appel de Grenoble, ancien avocat, conseiller, président de Chambre, cinquante-neuf ans. « Il a beaucoup hésité en politique depuis février, il s'est cru fort républicain un moment, cela n'a pas été long. Son influence s'est amoindrie par ses hésitations, cependant rallié très franchement aujourd'hui à la cause de l'Empereur. Il est fort utile à l'administration, dont il était le candidat. »

Grozet (Louis-Jacques), inspecteur divisionnaire des Ponts et Chaussées, en retraite, à Grenoble, soixante-huit ans. « Ami intime du précédent, il en a le caractère et l'intelligence. Ils ont toujours été d'accord depuis 1848 et même avant. C'est un homme d'affaires consommé et très laborieux, mais il n'a pas une grande influence. Était candidat de l'administration. »

Sestier (Jules-François), secrétaire du Conseil général, conseiller à la Cour d'appel, ancien avocat, procureur de la République à Grenoble, trente-neuf ans. « Ce conseiller est l'ami intime des deux précédents, à eux trois ils forment ce qu'on appelle dans le pays « une Trinité », qui n'a d'influence que par la valeur personnelle des individus et par leur application au travail. Je garantis la sincérité de leur dévouement actuel. Était candidat de l'administration. »

Vachon, juge au Tribunal civil de Lyon, ancien avocat, quarante-quatre ans. « Intelligent et très ferme de caractère. C'est un ancien conservateur dévoué au Gouvernement de S. M. I., ce qui lui donne assez d'influence. Était candidat de l'administration. »

Flocard de Mépieu (Adolphe), propriétaire à Morestel, député au Corps législatif, cinquante ans. « Fort influent dans la contrée qu'il habite, sa position politique actuelle en fait un membre important du Conseil général. Était candidat de l'administration. »

Duport-Lavillette (Pierre-Alexandre-Léon), président de Chambre à la Cour d'appel de Grenoble, ancien avocat et conseiller, soixante et un ans. « Caractère très violent et très fin en même temps. C'est un conservateur pur sang de tout gouvernement, qui restera tel toujours, excepté sous un gouvernement de restauration. Son influence est grande dans son canton, car il a beaucoup de savoir-faire et d'activité. Dans le Conseil général, il est utile et fort dévoué. Était candidat de l'administration. »

De Barral (Octave), vice-président du Conseil général, propriétaire, ancien page de l'Empereur, capitaine de cavalerie, préfet, soixante et un ans. « Caractère fort énergique, intelligence assez médiocre, fort influent dans sa contrée par la loyauté et l'énergie de ses opinions napoléonniennes. »

Taulier (Frédéric), professeur à la Faculté de Droit, membre du Conseil municipal de Grenoble. « Intelligence distinguée. Je lui ai donné mon appui, bien qu'il ait appartenu à l'opposition avant le 2 décembre, pour prouver mon désir de conciliation. »

De la Bonnardière (Jérôme), médecin, maire de Crémieu, soixante ans. « Honnête homme, considéré et assez intelligent; son influence est due plutôt à sa considération personnelle qu'à l'énergie de son caractère. Était candidat de l'administration. »

Vital-Berthin (Antoine), propriétaire à Beaurepaire, homme de lettres, ancien conseiller d'arrondissement, quarante-sept ans. « Intelligent et fort énergique, mais dont l'énergie dépasse quelquefois le but. C'est un homme très dévoué à l'Empereur, mais à qui il ne faut jamais demander de ramener ses adversaires. Candidat de l'administration. »

Devoize (Adolphe), député au Corps législatif, ancien capitaine du génie, quarante-cinq ans. « Intelligence distinguée et caractère ferme, mais un peu froid; il n'a dans le pays d'autre influence que celle que lui donne l'administration, et cela parce qu'il y est peu connu. »

Martin (Jean-Louis), juge suppléant au Tribunal de Saint-Marcellin, ancien député, avoué, procureur du Roi, cinquante-neuf ans. « Il est très aimé, très considéré à Saint-Marcellin; ex-député de la gauche pendant quinze ans, c'est un dévoué partisan de l'Empereur. Candidat de l'administration. »

Charmeil (Auguste), conseiller à la Cour d'appel de Grenoble, ancien substitut et président du Tribunal civil, cinquante-cinq ans. « Intelligent et assez ferme, son influence est restreinte ; il est laborieux et appliqué et c'est son meilleur titre auprès des populations. Candidat de l'administration. »

Balme (Alphonse), notaire, maire de Bourg-d'Oisans, quarante-six ans. « Homme d'affaires intelligent et caractère sûr. Il est fort attaqué, au chef-lieu, par une coterie, mais il est plus habile que ses adversaires. Candidat de l'administration. »

Jourdan (Pierre-Sébastien), propriétaire à Roussillon, ancien maire et conseiller d'arrondissement, quarante-cinq ans. « Sa famille jouit, dans l'arrondissement de Vienne, d'une grande considération.

J'avais cru ne pas devoir l'appuyer au Conseil général ; son élection n'a pu avoir lieu qu'à quelques voix de majorité sur trois mille votants. Il a voté d'ailleurs, quoique ayant appartenu à l'opposition, le vœu du Conseil. Combattu par l'administration. »

Laforte (Auguste-Alexis), propriétaire à Montbonnot, agriculteur, cinquante-quatre ans. « C'est un agronome distingué ; très considéré et d'un caractère fort honorable. Ses talents en agriculture et son dévouement à l'Empereur lui ont donné de l'influence. Candidat de l'administration. »

De Bezieux (Auguste-Pierre), négociant, maire de Cognin, soixante-quatre ans. « Caractère honorable ; intelligence sûre, sa position commerciale, qui est considérable, en fait un des hommes importants du pays. Candidat de l'administration. »

Lhoste (François), juge de paix à La Tour-du-Pin, ancien notaire et maire, soixante-sept ans. « Caractère des plus dignes. Esprit des plus sûrs. Son influence, acquise par l'exercice d'une longue magistrature, est des mieux assises. Candidat de l'administration. »

Pion (Jean), médecin à La Côte-Saint-André, cinquante-sept ans. « Ce conseiller passe, dans la contrée, pour orléaniste. Dans tous les cas, son dévouement pour la dynastie déchue ne va pas jusqu'à l'empêcher de s'asseoir à toutes les manifestations en l'honneur du Gouvernement. Candidat de l'administration. »

Le vicomte Dode de la Brunerie (Guzman), propriétaire à Saint-Geoire, ancien auditeur au Conseil d'État et sous-préfet de Vienne,

quarante-deux ans. « Intelligence assez sûre. Ce conseiller a été nommé sous-préfet d'Étampes, depuis le 2 décembre, et a refusé. Cependant je n'ai qu'à me louer de sa conduite, de son dévouement, de son énergie. Quoique membre nouveau, il aura de l'influence dans le Conseil. Candidat de l'administration. »

Périer (Adolphe), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, ancien manufacturier, quarante-quatre ans. « Chef de la grande famille des Périer ; ce conseiller est très passionné, très ardent, très mobile et très décousu. Cependant, depuis mon arrivée, je n'ai qu'à me louer de son concours, de son zèle et surtout de l'ardeur qu'il a mise à recevoir l'Empereur, lors de son passage à Grenoble. Candidat de l'administration. »

Reymond (Louis-Pierre-Antoine), avoué, adjoint au maire de Grenoble, ancien avocat. « Bourgeois pur sang, pencherait à la fusion, s'il n'était retenu par l'immense popularité dont jouit le chef de l'État. Du reste, incapable d'opposition et sans influence, très laborieux. Candidat de l'administration. »

Simian (Guillaume), juge d'instruction à Saint-Marcellin, avocat. « Caractère passionné, ardent, intelligence vive et prompte, dévouement sans bornes à l'Empereur. Influent par sa famille. Candidat de l'opposition. »

Blanc-Montbrun (Armand-Pierre-Alfred), propriétaire à Vienne, ancien officier d'artillerie, quarante ans. « Caractère excellent et sûr, intelligence nette, cœur excellent. De tous les membres du Conseil, c'est le plus napoléonien par ses antécédents. Il prendra de l'influence avec le temps. Candidat de l'administration. »

Chollier (Jean-François), notaire à La Verpillière, ancien conseiller d'arrondissement, quarante-sept ans. « De l'hésitation dans l'esprit, il appartenait au tiers-parti avant le 2 décembre ; depuis il s'est rallié. Son influence est assez grande dans son canton. Candidat de l'administration. »

Arnaud (Joseph), maire de Grenoble, député au Corps législatif. Entrepreneur de travaux publics, cinquante et un ans. « M. Arnaud est un homme justement considéré et que sa position sociale sert assez bien pour les fonctions qu'il occupe. Mais il est timide et manque d'impulsion ; il n'a pas beaucoup d'influence. Candidat de l'administration. »

Blanchet (Victor), fabricant de papier à Rives, soixante-dix ans. « Caractère honorable, position de fortune très belle. Il est très dévoué au Gouvernement de l'Empereur. Très influent dans son canton, moins au Conseil général dont il s'occupe assez peu. Candidat de l'administration. »

Buisson (Joseph-François), négociant, maire de Bourgoin, ancien conseiller d'arrondissement, cinquante-six ans. « Influent à Bourgoin, où il a cependant des adversaires très acharnés. Son intelligence est bonne ; il a assez de finesse et a fait du bien à Bourgoin, jadis centre de démagogie. Candidat de l'administration. »

Ducrest (Nestor), propriétaire, maire de Voiron, trente-neuf ans. « Sa fortune, qui est considérable, le rend influent dans sa localité, ville socialiste qui est très changée depuis le 10 décembre. Candidat de l'administration. »

Dufresne (Nicolas-Louis-Laurent), propriétaire, maire d'Alleverd, cinquante-six ans. « Très dévoué au Prince. Je l'ai désigné pour faire taire des ambitions rivales et hostiles. Candidat de l'administration. »

Guironnet de Massas (Alexandre), inspecteur de l'enseignement à Lyon. « Intelligent et dévoué, a de l'influence comme grand propriétaire, autant que par son caractère conciliant. Candidat de l'administration. »

Long (Frédéric), notaire à Corps. « Homme sûr et dévoué ; influent dans le canton, moins peut-être au chef-lieu, où prédomine une coterie locale. Candidat de l'administration. »

Peyrieux (Eugène), propriétaire à Saint-Jean-de-Bournay. « Caractère ferme, intelligence assez développée. Sa fortune et sa considération personnelle lui donnent de l'influence, mais dans son canton seulement. Candidat de l'administration. »

Vascher (Marie-Antoine), juge au tribunal de Vienne, soixante ans. « Il n'a pas d'influence. Candidat de l'administration. »

Coppier (Étienne-Honoré-Victor), propriétaire à Pontcharra, ancien colonel de la Grande-Armée, soixante-cinq ans. « Caractère emporté qui nuit à l'influence personnelle de ce conseiller. Ce vieux soldat, mutilé à Wagram, est très dévoué à l'Empereur. Candidat de l'administration. »

Picot Labeaume (Constance), propriétaire, maire de La Tour-du-Pin, ancien avocat, cinquante-huit ans. « Assez intelligent, ardent napoléonien ; la vivacité de sa conviction lui a donné de l'influence. Candidat de l'administration. »

Bailly (Jean-Baptiste), propriétaire à Apprieu, ancien maire, soixante-seize ans. « Sans influence, sa nomination est due à des querelles de clocher ; du reste, c'est un brave homme très dévoué. Candidat de l'administration. »

Cournier (Urbain), propriétaire à Saint-Romans, ancien manufacturier. « Peu d'influence, hors de quelques communes. Candidat de l'administration. »

Bertrand (Jean-Pierre), notaire à Chaponnay, cinquante-six ans. « Il a l'influence que peuvent donner l'exercice et la profession de notaire. D'un dévouement très chaud du reste. Candidat de l'administration. »

Berlioz (Étienne-Augustin), négociant à Pont-de-Beauvoisin, soixante-cinq ans. « Homme froid, banquier par essence, il n'a pas d'influence. Candidat de l'administration. »

Arnaud (Maurice-Victor), propriétaire à La Mure, ancien notaire, soixante-quatre ans. « Brave homme, rompu aux affaires. Nous l'avons fait passer parce que nous n'avions pas d'autre candidat. Il est trop méticuleux pour avoir de l'influence. Candidat de l'administration. »

Freyner (Anselme-Auguste), propriétaire, trente et un ans. « Caractère sûr et ferme, intelligence distinguée. Trop jeune pour avoir encore pu acquérir une bien grande influence. Candidat de l'administration. »

Berriat (Honoré-Hugues), propriétaire, ancien sous-intendant militaire et maire de Grenoble, soixante-quatorze ans. « Homme à projets, philanthrope jusqu'à l'utopie ; sacrifiant son temps, sa fortune et sa santé à poursuivre d'immenses projets qui ne sont pas entièrement chimériques. Sans convictions politiques, il est attiré par le Gouvernement de l'Empereur, qui s'attache si persévéramment à l'amélioration des classes laborieuses. Il a de l'influence sur les ouvriers de Grenoble, qui sont convaincus de la sincérité de son zèle et reconnaissants de son désintéressement. Candidat de l'administration. »

Bertrand (Eugène), rentier, quarante-deux ans. « Caractère indécis, esprit tiers-parti, enclin à l'opposition. Ce candidat a été combattu par moi ; mais j'ai échoué, parce que le canton du Villard-de-Lans n'avait que quatre communes et que les deux plus fortes votaient contre l'administration pour M. Bertrand, à cause de rivalités de clocher. Quand je dis contre l'administration, je me trompe ; c'est contre les deux autres communes qu'ils votaient ; car, dans tous les votes subséquents, le canton a voté pour nous comme un seul homme. Du reste, M. Bertrand ne fait pas d'opposition ; il s'abstient encore, par respect humain, mais sous peu nous l'aurons entièrement à nous. »

**La crise des subsistances. — Incidents à la frontière franco-sarde.
La taxe du pain à Grenoble.**

La guerre avait éclaté entre la Russie et la Turquie ; on prévoyait déjà que la France se déciderait à aller soutenir l'Empire ottoman. La perspective d'une guerre n'est jamais rassurante et, de plus, la lutte paraissait devoir s'engager dans de mauvaises conditions. La récolte de 1853 avait été insuffisante, et même les craintes inspirées par son aspect avaient déjà fait augmenter le prix du blé. Le déficit réel fut de 10 millions d'hectolitres, et, ce qui le rendait plus difficile à combler, c'était l'insuffisance des céréales en Angleterre, en Allemagne et dans le Piémont. Ces pays, au lieu de nous fournir du blé, allaient nous faire concurrence dans nos achats aux États-Unis et en Russie.

Les importations de blé en France, malgré le manque de transports, furent très considérables. Dans les ports de Marseille et du Havre les arrivages s'élevèrent à plus de 5 millions d'hectolitres.

Avec le régime de l'échelle mobile fonctionnant en France, on ne pouvait hasarder de sérieuses spéculations. Notre pays fermait ses portes quand il voyait sa récolte abondante, il les rouvrait quand il avait peur de la disette. Le Gouvernement de Juillet avait apporté des modifications au régime de l'échelle mobile, le Gouvernement impérial la suspendit sitôt qu'il vit une crise imminente ; plus tard il devait la supprimer.

Au lieu d'entreprendre lui-même, comme il le faisait autrefois, le commerce des grains, l'État laissa libre champ à l'industrie et au commerce privés ; il abaissa le tarif des canaux, diminua, dans une proportion considérable, les droits d'entrée sur les bestiaux, interdit la sortie du blé, du pain et des produits de première alimentation et créa la Caisse de la boulangerie.

Cette caisse était un établissement de crédit d'un nouveau genre destiné à abaisser le prix du pain.

Autorisée par le décret du 27 décembre 1853, réglée par celui du 7 janvier 1854, cette caisse était chargée d'avancer aux boulangers le montant de la différence en moins qui pouvait exister entre le prix de vente du pain, alors réglé par des taxes municipales, et le prix résultant de la mercuriale.

Dans les temps d'abondance, elle recevait, en compensation, la différence en plus. De 1853 à 1856, la Caisse, pour maintenir le pain à un prix modéré, avança aux boulangers 33,557,947 francs. Elle rentra quelques années après dans ses avances pour une somme importante.

Grâce à ces mesures et à l'impulsion extraordinaire donnée aux travaux publics, la France traversa une crise difficile sans trop souffrir : elle paya seulement le pain un peu plus cher.

* * *

Les mesures prohibitives sur l'exportation du pain et des denrées de première nécessité amenèrent un conflit entre les populations française et sarde de la région frontière.

Les documents ci-joints établissent suffisamment les faits pour que nous n'ayons pas à les expliquer nous-même.

Le Ministre de l'Intérieur du roi de Sardaigne, M. Dabormida, adressait à son ambassadeur en France, M. le marquis de Villamarina, la lettre qui suit :

A Monsieur le marquis de Villamarina, à Paris.

Turin, le 16 octobre 1853.

Le Ministre de l'Intérieur m'informe qu'il a appris qu'on craignait pour la journée de demain un désordre au Pont-de-Beauvoisin — part de Savoie — où les habitants se seraient proposés d'empêcher

toute exportation de céréales et de légumes, par représailles pour la rigueur dont on use à la frontière française du Pont, d'où on ne laisse pas même sortir *un seul pain*. Mon collègue ajoute que les dispositions ont été prises immédiatement pour empêcher tout désordre, et il me prie, en même temps, de voir s'il ne serait pas possible que l'autorité française ne s'oppose pas à l'exportation du pain, que les habitants du Pont achèteraient dans la partie française de la ville. Il me fait remarquer que, jusqu'ici, le Gouvernement français n'a prohibé la sortie que des pommes de terre et des légumes secs, mais non pas celle des céréales ; de sorte qu'il serait permis de supposer que la défense d'exportation du pain ne soit que le fait des autorités locales.

N'étant pas moi-même positivement sûr de cette circonstance, je me borne à vous faire part, *sans retard*, de la communication de mon collègue, en vous priant de vouloir bien vérifier si, comme nous le supposons, il n'y a pas de disposition générale qui s'oppose à la sortie des céréales ou du pain de France, et, dans ce cas, de faire telles démarches que vous jugerez convenables pour faire cesser le sujet des plaintes des habitants du Pont-de-Beauvoisin (Savoie).

Agréé, etc.

Signé : DABORMIDA.

A la suite de la démarche que fit auprès de lui le marquis de Villamarina, le Ministre de l'Intérieur demanda aussitôt de longues explications sur cet incident à M. Bérard, préfet de l'Isère.

Celui-ci adressa, en réponse, la dépêche télégraphique suivante :

Dépêche télégraphique de Grenoble, le 21 octobre 1853, à
4 h. 15, soir.

Le Préfet de l'Isère à S. E. Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Voici ce qui a donné lieu au bruit inexact d'un mouvement au Pont-de-Beauvoisin. Le décret de prohibition des pommes de terre et légumes secs a, en effet, causé lundi dernier 17, jour du marché, un certain émoi parmi la population savoissienne du Pont-de-Beauvoisin qui se plaignait que la France interdit rigoureusement la sortie

des denrées alimentaires, tandis que la Savoie laissait tout entrer en France. Il paraît aussi que la douane française soumet la sortie du pain aux mêmes droits, presque prohibitifs, qui pèsent sur la sortie des grains et farines, pour en empêcher l'exportation déguisée.

J'ignore si la douane fait, dans ce cas, une juste application de la loi. Je suis informé de ces faits par une lettre de l'intendant général de Savoie, qui ne me parvient qu'aujourd'hui, parce qu'il l'avait adressée par erreur au Préfet du Rhône, qui me l'a renvoyée.

Je vous adresserai, par le courrier ordinaire, un rapport plus étendu.

Agrérez, etc.

Le Préfet de l'Isère,

BÉRARD.

. * .

L'administration établit le prix moyen régulateur du froment à 30 fr. 42 l'hectolitre, pour la section régionale dont dépendait le département de l'Isère.

Le 31 octobre, le Maire de Grenoble fit paraître la taxe officielle du pain, pour le mois de novembre : « Pain blanc, 0 fr. 50 le kilo: pain mi-blanc, 0 fr. 45; pain bis, 0 fr. 40. »

Les carrières de l'Échaillon. — M. Bernard fils, carrier à Veurey, « qui fut, à notre époque, le créateur des carrières de l'Échaillon », adressait au Maire de Grenoble la lettre suivante :

Carrière de l'Échaillon, ce 1^{er} août 1853.

A Monsieur le Maire de la ville de Grenoble.

Le soussigné a l'honneur de vous exposer qu'en 1848, il adressa au Conseil général une demande pour obtenir une subvention départementale afin de lui aider à ouvrir la carrière de l'Échaillon. Cette demande fut au premier abord accueillie, puis ajournée faute de fonds ou le doute d'une réussite. Il me fut dit, à cette époque, que, si la ville de Grenoble, comme intéressée par suite de la construction de son muséum, m'eût accordé une subvention, le Conseil général s'en serait occupé plus sérieusement.

Aujourd'hui, Monsieur le Maire, il ne peut exister aucun doute. Je crois avoir doté la ville et le département d'une pierre qui permet de se livrer à des travaux d'architecture auxquels, sans son secours, l'on ne pouvait songer qu'à grands frais.

La fourniture de notre théâtre suffira pour démontrer qu'on peut obtenir tous les blocs désirés, dans un laps de temps aussi court que quelles carrières qu'il y ait dans le département.

Oserai-je, Monsieur le Maire, vous demander si je puis espérer que la ville de Grenoble, qui profite d'un produit oublié depuis plusieurs siècles, me vienne en aide pour payer une portion des grands sacrifices qu'a nécessités cette nouvelle ouverture de carrière ?

Dans l'espoir, Monsieur le Maire, que vous accueillerez favorablement ma demande, et qu'il vous plaira de vouloir bien la soumettre au Conseil municipal,

Veillez recevoir les salutations les plus respectueuses de votre tout dévoué administré.

BERNARD fils,

Carrier à Veurey.

Le Conseil municipal ne crut pas devoir accéder à la requête de M. Bernard fils.

Aérostation. — Le 30 octobre 1853, la Préfecture envoyait aux Sous-Préfets, Maires, Commandants de gendarmerie et Commissaires de police du département une lettre-circulaire « concernant les ascensions aérostatiques et les incendies occasionnés par des ballons à réchaud ». Ce document est intéressant à citer en son entier :

MESSIEURS,

Les montgolfières à réchaud suspendu en dessous de l'orifice du ballon ont occasionné de nombreux incendies. Il importe donc d'en prohiber l'usage afin de prévenir de nouveaux désastres.

Je vous prie, Messieurs, de défendre expressément que des ballons de ce genre soient enlevés dans les communes. Cette défense est d'ailleurs déjà portée par l'ordonnance de police du 21 août 1849.

Quant aux ascensions en ballon à gaz comprimé, autant il importe

de ne point mettre obstacle aux expériences qui peuvent avoir pour résultat d'étendre le domaine légitime de la science, autant il est du devoir de l'administration de soumettre les ascensions aérostatiques à des mesures de précautions et de prudence, afin de concilier la sécurité des personnes et les intérêts sérieux de la science.

Ainsi, vous ne tolérerez aucune ascension aérostatique dont feraient partie des femmes ou des mineurs, à moins que les individus de cette catégorie n'exercent la profession d'aéronaute et n'accompagnent leur père ou leur mari.

Vous interdirez toute ascension où figureraient des animaux d'un poids considérable.

Vous prohiberez, en un mot, tout ce qui, sans nécessité, pourrait mettre en péril la vie des individus qui se livrent aux expériences aérostatiques.

Je compte, Messieurs, sur votre vigilance éclairée pour l'appréciation de ces mesures.

Agréez. . . .

Pour le Préfet de l'Isère empêché :

Le Conseiller de Préfecture, secrétaire général, délégué,

A. PETIT.

Docteurs en médecine et Pharmaciens de l'Isère.

Liste des docteurs en médecine exerçant dans le département de l'Isère, en 1853.

(Les dates qui suivent le nom de chaque médecin sont celles de leur réception au doctorat.)

Grenoble : Marc Rosset, Paris, 1804; Camille Le Roy, Paris, 1818; Éloi Dalban, Paris, 1819; Adolphe Fournier, Montpellier, 1821; Louis Chanrion, Paris, 1821; Claude Robin, Montpellier, 1821; Jean Bouvier, Montpellier, 1821; Auguste Bois, Montpellier, 1823; Alexandre Charvet, Paris, 1823; Charles Landini, 1826; Célestin Silvy, Paris, 1828; Arribert-Dufresne, Paris, 1830; Albin Crépu, Montpellier, 1832; Paul Massot, Montpellier, 1836; Jules Faure, Montpellier, 1836; Albin Gras, Paris, 1837; Charles Nicolas, Montpellier, 1836; J.-B. Bernard, Paris, 1838; Henri Joffre, Montpellier, 1824;

Joseph Juvin, Paris, 1837; Henri Buissard, Paris, 1840; Gustave Bertrand, Paris, 1844; Eugène Mabboux, Paris, 1844; Charles Michaud, Paris, 1840; Baptiste Charvet, Paris, 1845; Denis Corcelet, Montpellier, 1851; Armand Rey, Paris, 1852.

Allevard : Laurent Chataing, Paris, 1849.

Bourg-d'Oisans : Sébastien Arragon, Montpellier, 1820; Pierre Balme, Paris, 1828; Joseph Roussillon, 1839.

Domène : Marmonier, Montpellier, 1840.

Pontcharra : Antoine Laurens, 1832.

Saint-Égrève : Auguste Michel, Paris, 1847; Louis Evrat, Paris.

Mens : Aimé Tanon, Montpellier, 1816; J.-J. Evrard, Paris, 1846.

Monestier-de-Clermont : Augustin Ville, Paris, 1815; François Achard, Paris, 1848.

La Mure : Charles Telmat, Paris, 1827; Auguste Pellaton, Paris, 1837.

Saint-Laurent-du-Pont : François Coste, Strasbourg, 1823.

Sassenage : Vincent Pelon, Paris, 1819; Louis Allard, Paris, 1842.

Barraux : Louis Bravet, Paris, 1813; Joseph Ricci, Paris, 1845.

La Terrasse : Pison, Paris, 1847.

Vizille : Émile Bonnardon, Strasbourg, 1811; Louis Perlat, Montpellier, 1822; Eugène Bonnardon, Paris, 1839.

Voiron : Pierre Bonnard, Paris, 1820; Edouard Margot, Paris, 1826; Ulysse David, Montpellier, 1829; Étienne Bastier, Montpellier, 1831; Félix Delanges, Montpellier, 1835.

Beaurepaire : Jean Deville, Paris, 1847; Jacques Gaston, Paris, 1830.

La Côte-Saint-André : Joseph Gilbert, Paris, 1838; Jean Robin, Paris, 1845; Calixte Garcin, Paris, 1845; Jean Pion, Paris, 1819; Charles Bert, Paris, 1828.

Jonage : Jean Bernard, Paris, 1809.

Roussillon : Pierre Effantin, Montpellier, 1814; Desflacieux, Montpellier, 1813.

Saint-Jean-de-Bournay : André Orjollet, Paris 1818; Testu, Paris, 1836; Monnet, Montpellier, 1840.

Saint-Symphorien-d'Ozon : Joseph Buis, Montpellier, 1847; Puzin, Montpellier, 1807.

La Verpillière : Isidore Badin, Paris, 1827.

Vienne : J.-B. Couturier, Paris, 1842; Druge, Strasbourg, 1814;

Faulcon, Montpellier, 1829 ; Martin, Paris, 1836 ; Trenel, Paris, 1837 ; J.-B. Couturier, 1844 ; Orcel, Montpellier, 1844 ; Laugier, Paris, 1846 ; Rondet, Paris, 1842 ; Jean Moraszinski, Vilna (Pologne), 1841 ; Pierre Bouillon, Paris, 1844.

Bourgoin : Orjollet, Paris, 1825 ; Pollosson, Paris, 1845 ; Rabatel, Montpellier, 1844 ; Parmilieu, Paris, 1845.

Crémieu : Labonnardière, Paris, 1817 ; Charles Comte, Paris, 1827 ; Mamlie, Paris, 1840.

Lemps : Jayet, Paris, 1844.

Châbons : Joseph Rabatel, Paris, 1827 ; Vial, Montpellier, 1844.

Morestel : Auguste David, Paris, 1818 ; François David, Paris, 1845 ; Jacquin, Montpellier, 1832.

Pont-de-Beauvoisin : Chevallier, Paris, 1839 ; H. Martin, Strasbourg, 1842 ; Maurin, Montpellier, 1851.

Aoste : Prosper Comte, Paris, 1827.

Les Abrets : Joseph Comte, Paris, 1843.

La Tour-du-Pin : Reymond, Montpellier, 1828.

Virieu : Gras, Montpellier, 1831 ; Crest, Montpellier, 1836.

Saint-Marcellin : Lerat, Montpellier, 1819 ; Gaillard, Paris, 1832 ; Félix Achard, Paris, 1833 ; Désiré Chalvet, Paris, 1842 ; Favier, Montpellier, 1848.

Rives : Gerin, Montpellier, 1850.

Moirans : Jean Ravanat, Paris, 1820.

Viriville : Charcot, Paris, 1817.

Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs : Joseph Biessy, Paris, 1819 ; Genin, Paris, 1834.

Brezins : Chilliard, Paris, 1820 ; Vallet, Paris.

Tullins : Perier, Paris, 1819 ; Viollet, Paris, 1835 ; Barral, Paris, 1838.

Vinay : Louis Dutrait, Paris, 1840 ; Mugnié, Paris, 1818.

* *

Pharmaciens reçus par les jurys médicaux et établis dans les principales localités de l'Isère.

Grenoble : Liotard, 1825 ; Martel, Montpellier, 1843 ; Gabriel, 1834 ; Perrotin, Paris, 1839 ; Henri Breton, Paris, 1841 ; Ricard, Paris, 1843 ; Guillot, Montpellier, 1847 ; Jacquin, Montpellier, 1843 ; Bou teille, Montpellier, 1832.

Voiron : David, 1835 ; Roussillon, 1846.

La Côte-Saint-André : Paret, Montpellier, 1840.

Saint-Jean-de-Bournay : Romanet, 1844.

La Verpillière : Maret, 1846.

Vienne : Trouillet, 1835 ; Viguier, 1844.

Bourgoin : Guérin, 1848.

Crémieu : Brossat, 1828.

Lemps : Issartel, 1832.

La Tour-du-Pin : Berthet, 1841.

Saint-Marcellin : Micha, 1843.

Pont-en-Royans : Rey, 1828.

Tullins : Masson, Paris, 1838.

Vinay : Cotton, 1837.

On comptait, en outre, 50 pharmaciens herboristes et 230 sages-femmes, exerçant dans le département.

Nécrologie.

M. CHARLES-GABRIEL PRAVAZ. — Le docteur Pravaz mourut à Lyon le 24 juin 1853.

Ce savant médecin orthopédiste naquit au Pont-de-Beauvoisin, le 24 mars 1791. Après avoir fait ses études au séminaire de Chambéry, puis au lycée de Grenoble (1809), il entra comme professeur de mathématiques au collège de Pont-de-Beauvoisin. Quelque temps après, sur les conseils de Dode de la Brunerie, son parent, il quitta l'enseignement pour se livrer d'une manière plus particulière à l'étude des mathématiques ; il s'engagea dans un régiment du génie et se fit ensuite recevoir à l'école réglementaire de Metz et à l'École polytechnique. Mais le régime de la Restauration ne paraissant pas lui présenter assez de chances d'avancement, il donna sa démission et se retira dans sa famille (1815). Vers 1820, Pravaz vint à Paris suivre les cours de la Faculté de médecine, et, reçu docteur à la suite d'une thèse brillante, il se fixa dans la capitale.

Une série d'articles qu'il publia dans les *Archives générales de médecine*, sur les anomalies de la vision, le firent remarquer et lui valurent, en 1825, une place de médecin à l'Asile royal de la

Providence, hospice de vieillards. Pendant dix ans il occupa cette situation.

Pravaz s'adonna, peu après, à des recherches sur la déviation de la colonne vertébrale et présenta une méthode curative nouvelle qui lui valut deux rapports favorables de l'Académie de médecine. Ces succès lui donnèrent l'idée de fonder l'Institut orthopédique du Château de la Muette, à Passy, dont une succursale fut établie aux environs de Lyon, à Saint-Foy. Les malades affluèrent dans son établissement : il avait, selon l'expression de l'un de ses confrères, « décharlatané » l'orthopédie. A la suite de difficultés commerciales et scientifiques avec un associé qu'il avait été obligé de prendre, Pravaz abandonna l'Institut de la Muette et se retira dans sa succursale de Saint-Foy. Là, comme à Paris, l'Académie l'encouragea, et l'établissement lyonnais devint bientôt florissant. C'est lui qui, le premier, a signalé le moyen de guérir les anévrismes par la coagulation du sang au moyen du perchlorure de fer; le premier, aussi, il a guéri, par des procédés à lui, les luxations congénitales du fémur; il a proposé un instrument nouveau pour la lithotritie et l'emploi de l'électricité pour neutraliser le virus rabique; enfin, il a appelé l'attention des médecins sur les bains d'air comprimé dans la guérison du rachitisme.

Cette dernière découverte lui valut, en 1852, le grand prix de chirurgie; déjà, ses procédés pour les luxations du fémur lui avaient obtenu un prix de 1,500 fr. et la décoration de la Légion d'honneur (25 avril 1847).

La belle biographie que le docteur Munaret a consacrée à C.-G. Pravaz donne une liste de ses titres scientifiques, nous la reproduisons. Pravaz était membre correspondant des sociétés médicales de Genève (1826) et de Dijon (1836); de la Société royale d'agriculture, histoire naturelle et arts utiles de Lyon (1836); de celle de médecine (1837); de l'Académie royale des sciences, belles lettres et arts de la même ville (1841); des sociétés de médecine de Turin (1842), de Marseille (1842), de Besançon (1845), de celle de chirurgie de Paris (1851), et d'émulation, de Lons-le-Saulnier (1852). Il avait été successivement président des sociétés d'agriculture et des sciences de Lyon.

M. CLÉMENT-FRANÇOIS-VICTOR-GABRIEL PRUNELLE. — M. Prunelle, médecin distingué, né à la Tour-du-Pin, le 22 juin 1777, mourut à Vichy, d'une attaque d'apoplexie, le 20 août 1853.

Ancien élève des collèges de Vienne et de Lausanne, il alla, en 1794, suivre les cours de la Faculté de Montpellier. En 1799, il fut du nombre des médecins que le Gouvernement appela en Egypte pour combattre la peste ; mais, arrêté par les croisières anglaises, il relâcha à Cadix et visita toute l'Espagne.

De retour à Paris, il s'occupa de littérature et fut nommé commissaire pour visiter et organiser dans les départements les bibliothèques publiques (1802-1805). Un décret du 10 novembre 1807 lui donna la chaire d'histoire de la médecine et de médecine légale à la Faculté de Montpellier. Il cumula ces fonctions avec celles de bibliothécaire qu'il remplissait depuis 1803.

Lors des événements de 1814 et 1815, Prunelle, qui professait des opinions libérales, revint dans le département de l'Isère pour prendre part à l'organisation de la défense nationale. En 1819, il fut suspendu des fonctions qu'il occupait à Montpellier et, à la suite de ses réclamations violentes, il fut destitué complètement.

Prunelle vint se fixer à Lyon, où il eut une nombreuse clientèle. Nommé maire de cette ville en 1830, la même année ses compatriotes de l'Isère l'éluèrent député de l'arrondissement de la Tour-du-Pin. Aux élections suivantes, il ne fut pas réélu. Le Gouvernement le nomma, en 1833, inspecteur des eaux minérales de Vichy. Par son testament, il légua sa bibliothèque à la ville de Lyon.

Faits locaux et régionaux.

Évêché de Grenoble. — M. Ginouilhac, nommé évêque de Grenoble, en remplacement de M^r Philibert de Bruillard, par décret impérial du 1^{er} mai 1853, fut préconisé dans le consistoire du 7 mars.

M^r Ginouilhac fit son entrée dans sa ville épiscopale le 7 mai, à une heure et demie de l'après-midi, par la porte de Créqui, et

descendit à l'hospice, où le clergé alla prendre l'évêque pour le conduire, en procession, jusqu'à la cathédrale.

Théâtre. — Le 6 avril, adjudication des travaux pour la reconstruction du théâtre sur la mise à prix de 71,620 fr.

Le télégraphe à Grenoble. — Les bureaux du télégraphe électrique furent installés dans les bâtiments du chantier du génie militaire, situés aux abords de la porte de France.

La transmission des dépêches commença le 20 mars. Première taxe des correspondances privées : « d'un mot à vingt mots, 11 fr. 52; par dizaine en sus, 2 fr. 88 ».

La loi du 28 mai suivant abaissa la taxe : « de un à vingt mots, 2 fr., plus 10 centimes par myriamètre; de Paris à Grenoble, de un à vingt mots, 9 fr. 10, chaque dizaine en sus, 2 fr. 30 (2 fr. 275), plus 0 fr. 50 pour part à domicile ».

Beaux-Arts. — Du 20 juillet au 20 août, exposition de la *Société des Amis des Arts*, au Musée de Grenoble.

Les spirites. — Les théories spirites étaient alors en grande vogue; partout on s'intéressait aux manifestations des esprits. On interrogeait les tables tournantes dans les cercles et les salons de notre ville; « ces expériences, dit un chroniqueur de l'époque, étaient suivies même par des gens sensés. »

Décret. — Le 10 août, fut placardé sur nos murs un décret impérial « sur les servitudes militaires ».

Établissements militaires. — Le général Carrelet, sénateur, en mission de l'Empereur, séjourna à Grenoble les 22 et 23 septembre. Il inspecta les divers services des administrations militaires et visita les locaux de la garnison.

A la Préfecture. — M. Vaisse, conseiller d'État, chargé de l'inspection de la Préfecture de l'Isère, arriva à Grenoble le 19 octobre. L'ancien ministre de l'Intérieur demeura plusieurs jours dans notre cité, il reçut tous les fonctionnaires.

Archives départementales. — Au mois de novembre, le Ministre de l'Intérieur fit paraître une circulaire sur la réorganisation et le classement des archives départementales.

Le Ministre ordonnait de rechercher les documents intéressant l'histoire locale et de les réintégrer dans les dépôts publics.

Musée archéologique. — Création à Grenoble d'un musée archéologique dans le préau de l'église Saint-Laurent. L'installation des collections eut lieu le 15 novembre, et à cette même date, M. de Gournay, membre de l'Académie delphinale, en fut nommé conservateur.

1854

Janvier-septembre. Guerre dans les provinces danubiennes. Siège de Silistrie. Les troupes russes se retirent en septembre. — Traité d'alliance entre la Turquie, la France et l'Angleterre. — Avril. Bombardement d'Odessa. — Août. Prise de Bomarsund. — Septembre. Débarquement des alliés en Crimée; le 20, bataille de l'Alma. — Octobre. Commencement du siège de Sébastopol. — 5 novembre. Bataille d'Inkermann.

La guerre d'Orient. — Première période : dans la Baltique; dans la mer Noire; sur le Danube; en Crimée. — Création des « Cent gardes » et de la « Garde impériale ». — Le choléra. — Crise des subsistances. — Le Cours « Berriat ». — Proclamation de l'Immaculée-Conception. — Emprunt de 500 millions. — L'année politique. — Les permis de chasse à Grenoble. — Nécrologie : — Marquise des Isnards; Henri-Hugues Berriat; le général Boutault; De Lavalette. — Faits divers. — Faits locaux et régionaux. — Statistique.

La guerre d'Orient.

Cette guerre fut provoquée par le réveil de « la question d'Orient », dont elle marque la seconde phase. Elle fut entreprise par la France et l'Angleterre « pour arrêter l'ambition de la Russie, qui menaçait l'indépendance de la Turquie ».

Fidèle à la politique traditionnelle de la Russie à l'égard de l'empire ottoman, le czar Nicolas I^{er} voulait compléter l'œuvre qu'avaient commencée les traités de Bucharest (1812), d'Andrinople (1829) et d'Unkiar-Skélessi (1833). Son adhésion au traité de Londres (1840) n'avait été qu'un abandon momentané de cette politique; après avoir joué le rôle de défenseur de la Turquie, le czar se disposait à lui porter de nouveaux coups.

La question des « lieux saints » fournit à l'Empereur Nico-

las I^{er} le prétexte qu'il cherchait pour s'emparer « de l'homme malade »; c'est ainsi qu'il dénommait la Turquie.

La question des lieux saints. — Des différends s'étaient élevés en Palestine au sujet des lieux saints, c'est-à-dire des sanctuaires de Jérusalem, entre les religieux latins, placés sous le protectorat de la France, et les religieux grecs, protégés par la Russie (1851). Ce fut pour cette dernière puissance, investie par les traités du droit de protectorat sur les chrétiens d'Orient, l'occasion d'une intervention diplomatique. Le prince Menchikof, envoyé à Constantinople, demanda impérieusement au sultan de s'engager, par un traité, à reconnaître de nouveau les droits de la Russie et à donner des garanties pour l'avenir.

D'un autre côté, Napoléon III faisait déclarer que :

Seule la France, à l'exclusion de toute autre puissance, avait, en vertu des capitulations signées par les Ottomans avec François I^{er}, Louis XIV et Louis XV, la protection complète des religieux latins résidant à Jérusalem et celle des chrétiens de tout l'Orient.

La Porte, se sentant ainsi soutenue par la France, refusa de souscrire aux exigences de la Russie, qui ne tendaient à rien moins qu'à enlever au sultan le gouvernement de tous les habitants de religion grecque de son empire, c'est-à-dire de onze millions de sujets.

Alliance Franco-Anglaise. — Le czar proposa alors à l'Angleterre, dans deux entretiens qu'il eut avec l'ambassadeur, sir Hamilton Seymour, le partage de l'empire ottoman entre l'Angleterre et la Russie. Bien loin de répondre aux avances du czar, l'Angleterre demanda à la France de prendre avec elle la défense de la Turquie. « Napoléon III avait besoin de la guerre pour consolider son pouvoir : il accueillit avec empressement les propositions du cabinet britannique. »

Au milieu des vieilles monarchies d'Europe, dit Camille Pelletan, le nouveau souverain ne pouvait relever sa situation qu'en se faisant craindre. L'intérêt qui nous mit les armes à la main n'était pas spécialement celui des Français.

Dès les premières complications il envoya sa flotte, avec celle de l'Angleterre, dans la baie de Besika, à trente-six heures de Constantinople.

Premières hostilités. — Cependant le czar, bien que surpris par l'alliance anglo-française, à laquelle il ne s'attendait pas, se sentait assez fort pour agir seul; il avait commencé les hostilités en faisant franchir le Pruth et occuper les principautés danubiennes par ses troupes (juillet 1853). Une conférence s'ouvrit inutilement à Vienne, entre les représentants des grandes puissances, pour apaiser le conflit. Le 4 octobre, le sultan envoya sommer le prince Gortchakoff, chef des troupes russes, d'évacuer les territoires envahis, dans un délai de quinze jours. Le prince, pour toute réponse, continua sa marche en avant.

La Turquie prit alors l'initiative de la guerre. Le 28 octobre, les troupes ottomanes passèrent le Danube et remportèrent quelques avantages sur les Russes; mais en Asie, la flotte turque, qui stationnait dans le port de Sinope, fut attaquée et détruite. Pour répondre à cette agression, la flotte anglo-française, mouillée dans le Bosphore, franchit les détroits et pénétra dans la mer Noire, le 4 janvier 1854.

Napoléon III et Nicolas I^{er}. — Malgré ces commencements d'hostilités, Napoléon III avait fait parvenir au czar, par l'entremise de notre ambassadeur à Saint-Petersbourg, le général Castelbajac, des propositions d'accommodement. Cette démarche ne put faire revenir l'empereur Nicolas sur sa détermination; il présentait son honneur comme attaqué par l'entrée des flottes dans la mer Noire.

Quoi que Votre Majesté décide, écrivait-il à Napoléon III, ce n'est pas devant la menace qu'on me verra reculer. Ma confiance est en Dieu et dans mon droit, et la Russie, j'en suis garant, saura se montrer en 1854 ce qu'elle fut en 1812.

Cette réponse enlevait tout espoir de paix. Notre ambassadeur quitta Saint-Petersbourg, et les relations diplomatiques furent rompues.

 A Grenoble, le 19 février 1854, M. Bérard, préfet de l'Isère, adressa au Maire une première note :

MONSIEUR LE MAIRE,

Je reçois à l'instant une dépêche que sa gravité m'oblige à vous communiquer.

Elle est ainsi conçue :

La réponse attendue de Saint-Pétersbourg est arrivée ce soir : l'empereur Nicolas n'accepte pas les propositions d'accommodement qui lui avaient été adressées. »

Seconde note préfectorale, datée du 20 février 1854 :

MONSIEUR LE MAIRE,

Le Gouvernement me fait savoir que la réponse du Czar à l'Empereur ne laisse plus de chance à une solution pacifique ; que la France doit se préparer à soutenir, par des moyens plus efficaces, les efforts persévérants de la diplomatie. »

Cependant la guerre ne fut pas immédiatement déclarée ; la France et l'Angleterre rédigèrent un ultimatum qui devait être adressé, pour la forme, à la Russie.

Mais, dès ce moment, on poussa de part et d'autre, avec grande activité, les préparatifs militaires. La diplomatie s'occupa des alliances.

Alliance des puissances occidentales contre la Russie. — Le 12 mars 1854, la France et l'Angleterre assurèrent leur appui au sultan ; le 10 avril, elles signèrent à Londres un traité d'alliance offensive et défensive.

Le *Moniteur* du 23 avril 1854 promulga la convention d'alliance conclue entre la France et l'Angleterre. Nous extrayons de ce document important les clauses suivantes :

Art. 1^{er}. — La France et l'Angleterre s'engagent à faire tout ce qui dépendra d'elles pour rétablir la paix entre la Russie et la Turquie sur des bases solides et durables, et pour garantir l'Europe contre le retour de regrettables complications.

Art. 2. — L'intégrité de la Turquie étant violée, les parties contractantes se sont concertées pour affranchir le territoire du sultan de l'invasion étrangère, et s'engagent à entretenir, selon les nécessités de la guerre, des forces de terre et de mer suffisantes pour y faire face.

Art. 3. — Les parties contractantes s'obligent à n'accueillir aucune proposition et à n'entrer dans aucun arrangement avec la Russie sans en avoir préalablement délibéré en commun.

Art. 4. — Voulant maintenir l'équilibre européen et ne poursuivant aucun but intéressé, les parties contractantes renoncent à tirer aucun avantage particulier des événements.

Art. 5. — L'Empereur et la Reine recevront avec empressement dans leur alliance, pour coopérer au but proposé, les autres puissances d'Europe qui voudraient y entrer.

Aux deux puissances alliées, l'Angleterre et la France, devait bientôt se joindre le Piémont, qui voulait jouer un rôle en Europe. L'Autriche, que le czar avait sauvée en 1849 contre les Hongrois, étonna le monde par son ingratitude ; elle ne prit aucune part à la guerre, mais elle conclut, avec la Prusse, un traité d'alliance pour le cas où le czar attaquerait l'Autriche ou franchirait les Balkans.

Au Corps législatif. — Au Sénat. — Emprunt national. — Le message impérial annonçant la guerre. — Nos soldats partaient déjà pour l'Orient, lorsque Napoléon III réunit les deux grands corps de l'État pour leur faire part de ses desseins.

Le 2 mars, l'Empereur, à l'ouverture de la session du Sénat et du Corps législatif, prononça un discours, dans lequel il expliquait les causes du conflit d'Orient et demandait l'appui des Chambres et l'assentiment du pays pour participer à la guerre.

Le 7 du même mois, l'Assemblée législative vota un emprunt de 250 millions destiné à cette campagne.

Cette loi laissait au Gouvernement la faculté de choisir le mode d'emprunt qu'il voudrait : il se décida pour une souscription publique.

La souscription, ouverte à la suite du décret du 9 mars, commença le 14 mars pour être close le 25.

Le public avait le choix entre la rente 4 1/2 % et la rente 3 % ; afin que l'emprunt fût accessible à tous, les souscriptions étaient admises depuis 10 francs de rente.

Les souscriptions s'élevèrent à 98,000 francs de rente donnant un chiffre de 467 millions. Le nombre des souscriptions était de 99,224.



Dans l'Isère, les souscriptions atteignirent 2 millions.

Le 27 mars, M. Fould, ministre d'État, lut devant les membres du Corps législatif la déclaration suivante :

MESSIEURS LES DÉPUTÉS,

Le Gouvernement de l'Empereur et celui de Sa Majesté britannique avaient déclaré au cabinet de Saint-Pétersbourg que, si le démêlé de la Sublime Porte n'était pas replacé dans les termes purement diplomatiques, de même que si l'évacuation des principautés de Moldavie et de Valachie n'était pas commencée immédiatement et effectuée à une date fixe, ils se verraient forcés de considérer une réponse négative ou le silence comme une déclaration de guerre.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg ayant décidé qu'il ne répondrait pas à la communication précédente, l'Empereur me charge de vous faire connaître cette résolution, qui constitue la Russie avec nous dans un état de guerre, dont la responsabilité appartient tout entière à cette puissance.

A ce moment, tous les députés se levèrent et manifestèrent leur assentiment par des cris de « Vive l'Empereur ! » Le président, M. Billault, donna acte, au nom du Corps législatif, de la communication qui venait d'être faite, et ajouta : « L'Empereur peut compter sur le concours unanime du Corps législatif comme sur celui de toute la France. »

M. Fould se rendit ensuite au Sénat. Le président de cette assemblée répondit à la lecture du message impérial : « Je crois être son interprète en ajoutant que le Sénat se confie à l'Empereur, qui saura conduire la guerre avec l'habileté et l'énergie qui ont présidé aux négociations. » D'unanimes applaudissements accueillirent ces paroles.

Le corps expéditionnaire français d'Orient. — Napoléon III ordonna d'envoyer cinquante mille hommes en Orient. Ce contingent fut ainsi formé : 9 régiments d'infanterie de ligne, 2 régiments d'artillerie légère, 3 régiments de zouaves, 4 bataillons de chasseurs à pied, 1 régiment de tirailleurs indigènes, 1 régiment d'infanterie de marine, 2 régiments de chasseurs d'Afrique, 1 régiment de cuirassiers, 1 régiment de dragons, 14 batteries et demie d'artillerie, 4 compagnies de sapeurs du génie : sans compter le corps de réserve qui était en préparation.

Voici la composition du commandement du corps expéditionnaire :

Commandant en chef, le maréchal Saint-Arnaud, ayant pour aide de camp le colonel Trochu, le lieutenant-colonel de Wauvert de Genlis et le capitaine Boyer.

L'état-major comprenait le général de brigade de Martimprey, le lieutenant-colonel Jarras, le colonel Leboeuf, le colonel Tripiér.

1^{re} division. — Le général de division Canrobert, commandant.

La première brigade était sous le commandement du général Espinasse, du colonel Bourbaki et du colonel Pécquevet de Lavarande.

La deuxième brigade était commandée par le général Vinoy et le colonel de Failly.

2^e division. — Le général Bosquet, commandant.

La première brigade était commandée par le général d'Audemarre, ayant sous ses ordres les colonels Wimpffen, Tarbouriech et Traners.

La deuxième brigade était commandée par le général Bonat, le commandant Duplessis, le colonel Jannin et le colonel de Garderens de Boisse.

Brigade de cavalerie. — Commandant, le général d'Allouville ; les colonels Ferrabouc et Coste de Champeyron.

Corps de réserve. — Le prince Napoléon, général de division, commandant ; les colonels Clerc et Sol.

Parc d'artillerie. — Le lieutenant-colonel Roujoux, commandant.

Parc du génie. — Commandant Guérin.

Le 31 mars commença l'embarquement des troupes, que

l'escadre de l'Océan, sous le commandement en chef de l'amiral Bruat, devait transporter à Gallipoli. Chaque jour, dès lors, fut marqué par le départ de bâtiments qui emmenaient, de Toulon et de Marseille, des hommes et du matériel. Plusieurs régiments d'Algérie suivirent.

Le maréchal Saint-Arnaud adressa, au corps expéditionnaire, une proclamation qui se terminait ainsi :

SOLDATS,

Les aigles de l'Empire reprennent leur vol, non pour menacer l'Europe, mais pour la défendre. Portez-les encore une fois comme vos pères les ont portées avant vous ; comme eux, répétons tous avant de quitter la France le cri qui les conduisit tant de fois à la victoire : « Vive l'Empereur ! »

Le 17 avril, l'escadre, partie de Toulon le 30 mars, mouillait dans le détroit des Dardanelles, à Gallipoli. Le général Canrobert arriva le premier ; il avait mission d'étudier la situation militaire et de surveiller les événements. Le maréchal Saint-Arnaud n'avait pas encore quitté Marseille, et déjà le canon français avait retenti dans la mer Noire. La flotte anglo-française avait bombardé le port russe d'Odessa.

L'expédition de la Baltique. — Proclamation de l'Empereur. — Les gouvernements anglais et français voulaient aussi frapper la Russie dans le Nord. Sur le rapport des amiraux, ils approuvèrent le projet d'une expédition contre les îles d'Aland, dans la mer Baltique.

La France envoyait de ce côté dix mille hommes de troupes de l'armée de terre. Le commandement du corps expéditionnaire avait été confié au général Baraguey d'Hilliers, rappelé de l'ambassade de Constantinople. L'escadre française était placée sous les ordres de l'amiral Parseval-Deschênes et l'escadre anglaise sous ceux de l'amiral Napier.

Le 8 juillet, Napoléon III se rendit à Calais, il passa les différents corps en revue et leur adressa cette proclamation :

SOLDATS,

La Russie nous ayant contraints à la guerre, la France a armé cinq cent mille de ses enfants, l'Angleterre a mis sur pied des forces considérables. Aujourd'hui, nos flottes et nos armées, unies pour la même cause, vont dominer dans la Baltique comme dans la mer Noire.

Je vous ai choisis pour porter, les premiers, nos aigles dans les régions du Nord ; des vaisseaux anglais vont vous y transporter ; fait unique dans l'histoire qui prouve l'alliance intime de deux grands peuples et la ferme résolution de deux gouvernements de ne reculer devant aucun sacrifice pour défendre le droit du plus faible, la liberté de l'Europe et l'honneur national !

Allez, mes enfants, l'Europe, attentive, fait ouvertement, ou en secret, des vœux pour votre triomphe.

La patrie, fière d'une lutte où elle ne menace que l'oppresseur, vous accompagne de ses vœux ardents, et moi, que des devoirs impérieux retiennent encore loin des événements, j'aurai les yeux sur vous, et bientôt, en vous revoyant, je pourrai dire : « Ils étaient les dignes fils des vainqueurs d'Austerlitz, d'Eylau, de Friedland, de la Moscowa. » Allez ! Dieu vous protège.

Un exemplaire de cette proclamation fut remis, après la revue, à chacun des soldats. Le défilé terminé, les troupes se mirent en marche sur Calais où eut lieu l'embarquement.

La proclamation de l'Empereur fut affichée, d'après les ordres du Préfet de l'Isère, sur les murs de Grenoble.

Résumé. — La guerre contre la Russie dura deux ans, de 1854 à 1856. Elle s'engagea à la fois sur plusieurs points : dans la Baltique, dans la mer Noire, sur le Danube ; mais elle eut pour principal théâtre la Crimée. Marquée par les victoires de l'Alma et d'Inkermann, par le siège et la prise de Sébastopol (1855), elle se termina par le traité de Paris (1856).

Théâtres secondaires. — Les flottes alliées attaquèrent la Russie dans toutes les mers : dans la mer Noire, où elles bombardèrent le port militaire d'Odessa (22 avril 1854) ; dans la Baltique, où elles bloquèrent la flotte russe dans le port de Cronstadt et dé-

truisirent les fortifications de Bomarsund dans les îles d'Aland (16 août 1854).

Sur le Danube, les Russes attaquèrent vainement la place de Silistrie, vigoureusement défendue par Omer Pacha. L'arrivée d'une armée anglo-française, commandée par le maréchal Saint-Arnaud et lord Raglan, un vétéran de Waterloo, les contraignit à évacuer les principautés qui furent occupées, du consentement du sultan et de l'Europe, par une armée autrichienne. La guerre sur le Danube étant ainsi terminée et les Russes paraissant décidés à attendre qu'on vint les chercher dans leur pays, on décida, à la suite d'un grand conseil de guerre tenu à Varna, entre les généraux des trois armées alliées, de porter la guerre en Crimée où se trouvait Sébastopol, le grand arsenal maritime de la Russie dans la mer Noire.

La Crimée. — Bataille de l'Alma et d'Inkermann (1854). — Le 14 septembre 1854, l'armée, partie de Varna sur cinq cents navires, débarqua sans difficulté à Eupatoria. La brillante victoire de l'Alma (20 septembre), gagnée par Saint-Arnaud sur le prince Mentchikoff, chassa les Russes des bords escarpés et tout hérissés d'artillerie de cette rivière et ouvrit aux alliés la route de Sébastopol. Les vainqueurs tournèrent cette forteresse qu'ils voulaient attaquer par le sud et occupèrent, pour assurer leurs communications avec la mer, les ports de Kamiesch et de Balaklava. A ce moment, le maréchal Saint-Arnaud, épuisé par les fatigues et par une longue maladie, mourut du choléra; le général Canrobert le remplaça (29 septembre).

L'ouverture de la tranchée autour de Sébastopol eut lieu le 9 octobre; premier bombardement de Sébastopol, 17 octobre; combat de Balaklava, 25 octobre; Inkermann, 5 novembre.

Jusqu'alors la guerre avait été favorisée par une température assez clémente, mais quelques jours après Inkermann, une effroyable tempête éclata (14 novembre).

A partir de cette date, les troupes alliées endurèrent les souffrances d'un hiver très rigoureux. Du mois de novembre à fin décembre, l'armée russe tenta plusieurs sorties demeurées infructueuses.

Vers le milieu de décembre arriva en Crimée un aide de camp

de l'Empereur, le général de Montebello. Il apportait au général en chef une lettre qui félicitait nos soldats de leurs victoires; le général distribua un certain nombre de récompenses.


[*Nous présentons la suite de notre relation des événements de la guerre de Crimée aux années 1855 et 1856.*] (Tome II.)

Création des « Cent gardes » et de la « Garde impériale ». — Le 1^{er} mai un décret parut au *Moniteur*; le principal article disait : « La Garde impériale est rétablie. »

Cette garde, dont le commandement fut confié au général Régnaud de Saint-Jean-d'Angély, forma une division mixte comprenant deux brigades d'infanterie et une brigade de cavalerie, un régiment d'artillerie, une compagnie du génie, un régiment de gendarmerie.

Les avantages attribués à la Garde impériale étaient ceux qui appartenaient déjà aux troupes d'élite, c'est-à-dire qu'elle jouirait d'une solde plus élevée et porterait un uniforme spécial. Cet uniforme fut calqué, avec les modifications nécessitées par l'usage, sur les anciens uniformes de la garde de Napoléon I^{er}. Ce corps privilégié devait avoir la droite sur tous les autres corps, excepté sur l'escadron des « Cent gardes », créé le 25 mars de la même année, pour le service intérieur du palais des Tuileries et la garde particulière de l'Empereur. La Garde impériale, à peine formée, alla en Orient recevoir le baptême du feu : elle se fit remarquer en Crimée.

Le choléra. — Comme l'armée, décimée en Russie par l'épidémie cholérique, la population paya un cruel tribut au fléau qui rendait plus lourd à nos campagnes le poids de la conscription, aggravée par la nécessité de la guerre. La France avait besoin d'hommes, et le choléra lui en enlevait. L'épidémie sévit dans plusieurs départements et, sans être aussi violente qu'en 1849 et en 1832, elle enleva encore 100,000 personnes. Le département de la Seine eut 11,000 victimes.

 A Grenoble, un comité d'hygiène fit paraître une petite brochure contenant l'énumération de mesures prophylactiques, en prévision de l'apparition de la terrible maladie.

Cette brochure, tirée à un grand nombre d'exemplaires, fut distribuée gratuitement et nos concitoyens s'empressèrent de mettre à exécution les prescriptions édictées.

On ne signala dans la ville et dans la région, au cours de cette épidémie, aucun cas de choléra.

Crise des subsistances. — Nous avons dit, en 1853, que pour faciliter l'importation du blé, le Gouvernement avait suspendu l'échelle mobile et qu'il avait créé la Caisse de la boulangerie, pour maintenir le prix du pain à un taux modéré.

La récolte de 1854, sur laquelle on avait compté, fut très médiocre, et la cherté du pain continua. On prorogea jusqu'au milieu de l'année 1855 l'effet des mesures relatives à l'entrée et au transport des céréales, et l'exportation des farines fut prohibée. Un décret du 25 octobre interdit même la distillation des céréales et des substances farineuses, afin de réserver toutes les céréales à l'alimentation des marchés.


La crise s'étendit à toutes les denrées alimentaires. Elle réagit sur le prix de la viande de boucherie. Un décret du 14 septembre 1853 réduisit le tarif d'entrée des bestiaux, et les importations augmentèrent sensiblement en 1854, qui vit entrer 36,000 bœufs, 55,000 vaches, 33,000 génisses ou veaux, 272,000 brebis, bœliers et moutons, c'est-à-dire des quantités bien supérieures à celles des importations ordinaires. Le prix de la viande de boucherie ne s'en éleva pas moins et partout ; la consommation de la viande était devenue très considérable. Depuis plusieurs années, en effet, les populations rurales prenaient l'habitude d'une nourriture plus substantielle.

La vigne. — La production de la vigne fut également atteinte. Depuis quelques années, la maladie de l'oïdium avait frappé de stérilité une partie de nos vignobles. En 1854, les influences atmosphériques vinrent s'ajouter à cette maladie et, dans certaines régions, la récolte fut presque nulle. Le Dauphiné et principalement le dépar-

tement de l'Isère souffrirent beaucoup. A cette époque, la production de la France en vins de toute espèce était évaluée ordinairement à 60,000,000 d'hectolitres; en 1854, elle ne dépassa pas 25,000,000. Les prix s'élevèrent à un taux qui interdit aux populations des campagnes l'usage du vin. Il en fut de même pour les eaux-de-vie, malgré l'essor imprimé à la distillation de la betterave.

Par un décret du 30 août, le tarif des vins étrangers fut abaissé à 25 centimes par hectolitre, et un second décret du 22 septembre réduisit les droits d'entrée sur les spiritueux étrangers.

Le Cours « Berriat ».

 Le pont suspendu sur le Drac fut construit, en 1826, par un groupe d'actionnaires dont le privilège portait principalement sur un droit péage devant exister pendant cent un ans.

Le pont mettait en communication directe la ville de Grenoble avec les communes de la rive gauche du Drac, par la route alors appelée « chemin de Fontaine ». Cette route, commençant à la porte de Bonne, se dirigeait sur le moulin de Canel et la brasserie de la Frise, pour aboutir au pont du Drac.

En 1831, on conçut le projet de transformer ces chemins tortueux en une voie de ligne droite. La voie nouvelle partirait du cours Saint-André au « saule Cochet », — gros arbre planté à six mètres au midi de l'angle sud-est de la maison du « Bosquet fleuri » — (actuellement immeubles portant les numéros 42 et 44 du cours de Saint-André), pour arriver, directement, au milieu des deux premières pyramides du « pont en chaînes de fer établi sur le Drac ».

Les travaux commencés en 1840 ne furent terminés qu'en 1845; la nouvelle route fut plantée de peupliers et prit le nom de « chemin planté du Drac ». Il existait alors, de chaque côté de la voie carrossable, des fossés de 1^m, 50 qui ne furent comblés qu'en 1868.

Dès l'année 1840, une souscription avait été ouverte, sous les auspices de la Municipalité, parmi les personnes intéressées à la viabilité de ce chemin. Un appel avait été particulièrement adressé aux habitants des quartiers de Bonne, Saint-Jacques, de « la Grenette », Saint-Joseph, et à ceux des rues avoisinantes, ainsi

qu'aux propriétaires des communes de Fontaine, Seyssinet, Seyssins, Sassenage, Noyarey, Veurey, et enfin à la « Compagnie des actionnaires du Pont », pour lesquels l'amélioration de ce chemin était de la plus haute importance.

Le montant de la dépense des travaux à exécuter pour le chemin planté du Drac avait été prévu à la somme de 18.344 fr.

Au 15 juillet 1840, le nombre des adhérents était de 179, dont les souscriptions, variant de 5 fr. à 500 fr., atteignirent le chiffre de 11.820 fr.

Restait un déficit de 6.524 fr.

Ce déficit fut soldé plus tard, soit par de nouvelles souscriptions, soit par la caisse municipale.

« Le chemin promenade » fut alors amélioré, on établit des trottoirs, des égouts et une voie carrossable macadamisée ; des fontaines furent placées de distance en distance, ainsi que quelques réverbères.

La transformation du chemin planté du Drac fut exécutée sous l'administration de M. Berriat, maire, et définitivement achevée en 1845.

La population donna à la nouvelle avenue le nom de « chemin Berriat ». Aussi, à la mort de l'ancien maire, en 1854, sa veuve crut-elle devoir demander à la Municipalité la consécration officielle de cette dénomination.

A cet effet, M^{me} veuve Berriat adressa la lettre suivante à M. Crozet, maire :

A Monsieur Crozet, maire de Grenoble.

MONSIEUR LE MAIRE,

Un usage, dont la raison est connue, a fait donner le nom de *Cours Berriat* au chemin qui conduit vers le pont du Drac ; y aurait-il indiscretion de ma part à vous prier, Monsieur le Maire, de vouloir bien proposer au Conseil municipal de consacrer cette dénomination ? Ce serait une marque de souvenir donnée à un homme à qui les intérêts de la ville ont toujours été bien chers, ce serait aussi pour sa famille une preuve de sympathie dont elle serait reconnaissante.

Agréez, Monsieur le Maire, mes très humbles salutations.

Veuve Virginie BERRIAT, née PETIT.

Annotation portée par M. Crozet sur la lettre originale :

Voici une lettre que j'avais oubliée — la mettre à l'ordre du jour pour la prochaine séance du Conseil, je n'aurai qu'à la lire, c'est moi qui ai fait le cours Berriat, route départementale n° 1 — *sic vos non vobis*.

Le 23 décembre suivant, M. Crozet fit parvenir à M^{me} Berriat la réponse qui suit :

A Madame veuve Berriat.

MADAME,

Je m'étais empressé de soumettre au Conseil municipal, dans sa séance du 1^{er} de ce mois, la demande que vous m'aviez fait l'honneur de m'adresser le 22 novembre précédent. Mais je n'avais pu vous transmettre une copie de sa délibération avant que la rédaction en eût été approuvée dans une séance suivante. Cette approbation a eu lieu hier ; j'ai l'honneur de vous envoyer sans retard une expédition de la délibération dont il s'agit.

Agréez...

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL.

COURS BERRIAT.

Le Conseil applique cette dénomination au chemin tendant de la Porte de Bonne à la grande route.

1^{er} décembre 1854.

M. le Maire lit une lettre de M^{me} veuve Berriat, qui expose que l'usage a fait donner la dénomination de *Cours Berriat* au chemin tendant de la porte de Bonne au pont suspendu sur le Drac, et qui demande que cet usage reçoive sa consécration par une délibération du Conseil municipal.

« Le Conseil, voulant donner un nouveau témoignage de sympathie à la mémoire d'un ancien et regrettable maire de la ville, accueille la demande, observant néanmoins que la dénomination de *Cours Berriat* ne peut guère, à la rigueur, s'appliquer qu'au chemin

tendant de la porte de Bonne à la grande route, que la partie comprise entre cette route et le pont suspendu dépend de la route départementale n° 1 et que ce titre est depuis longtemps consacré par l'autorité supérieure, enfin que cette dernière partie n'est pas située sur le territoire de la commune de Grenoble et qu'en accueillant sans réserve la demande de M^{re} Berriat, il sortirait de la limite de ses attributions. »


Adopté et ont les membres présents signé.

Bien que cette délibération n'attribuât le nom de Berriat qu'au tronçon de la route partant de la porte de Bonne au cours Saint-André, cette dénomination fut d'abord officieusement donnée à l'autre partie, du cours Saint-André au pont du Drac, et confirmée officiellement peu de temps après.

Proclamation de l'Immaculée-Conception. — Le pape Pie IX venait de proclamer, en consultant individuellement les évêques, mais sans assembler de concile, un dogme nouveau, l'Immaculée-Conception, qui déclarait la mère du Christ exempte du péché originel et « lui faisait une place en dehors de l'humanité et comme intermédiaire entre Dieu et l'homme ».

« Cette idée, depuis longtemps débattue dans l'Église, avait été, il est vrai, acceptée par les théologiens les plus illustres des derniers siècles, Bossuet, par exemple, bien que les plus grands docteurs du moyen âge, tel que Saint-Bernard, l'eussent repoussée. »

La proclamation de l'Immaculée-Conception fut partout célébrée avec une solennité extraordinaire, le 18 décembre 1854.

 A Grenoble, de grandes fêtes religieuses eurent lieu. Les autorités civiles et militaires assistèrent aux principales cérémonies. A six heures du soir, le « bourdon » de Notre-Dame donna le signal des illuminations. « L'aspect de la ville était splendide, dit un écrivain du temps; riche et ouvrier, chacun avait tenu à apporter son tribut d'hommages à la Vierge Immaculée. » Une violente tempête, accompagnée de pluie et de neige, éclata vers huit heures, détruisit les décorations extérieures et arrêta les illuminations:

L'année suivante, M^{re} Ginoulhiac fit paraître un mandement sur « la définition du dogme de l'Immaculée-Conception de la Vierge Marie ». Le mandement de l'évêque de Grenoble fut lu dans toutes les paroisses, le dimanche 17 février 1855. Le lundi 26 mars, promulgation solennelle de la bulle papale, élaborée dans le concile de 1854, proclamant le dogme de l'Immaculée-Conception « infallible » pour toute la chrétienté.

En 1855, la fête de l'Immaculée-Conception eut, à Grenoble, un éclat exceptionnel. Les rues furent ornées, pavoisées et illuminées. On remarquait, parmi les édifices publics les mieux décorés, l'Hôtel de la Préfecture, dont les fenêtres étaient entourées de guirlandes.

Le soir venu, le bâtiment préfectoral fut illuminé de toutes parts ; au centre du grand balcon était placé un vaste transparent sur lequel avait été reproduite « l'Assomption », de Murillo. Au-dessus de l'image, une inscription portait : « Vierge sainte, protégez la France et son Empereur. » Devant une fenêtre de la Mairie se trouvait un autre transparent où, sur un fond bleu, constellé d'étoiles blanches, était portée cette invocation : « Sainte mère de Dieu, protégez la ville de Grenoble. »

Le couvent de Sainte-Ursule « resplendissait de mille feux au milieu de la masse sombre du massif de la Bastille ».

Dans les rues et sur les quais « la foule était compacte ».

Durant toute la période impériale, notre ville fêta l'anniversaire de l'Immaculée-Conception.


Emprunt de 500 millions. — L'Empereur convoqua les grands Corps de l'État pour le 26 décembre.

Le lendemain de l'ouverture de la session (27 décembre), le Gouvernement présenta au Corps législatif un projet de loi portant autorisation, pour le Ministre des Finances, d'emprunter une somme de 500 millions. L'Assemblée se réunit immédiatement dans ses bureaux et forma une commission qui choisit pour son rapporteur M. de Morny. M. de Morny avait été nommé président du Corps législatif, en remplacement de M. Billault, chargé, depuis le mois de mars, du portefeuille de l'Intérieur. M. de Morny déposa son rapport à la

séance du 28, et le projet de loi fut adopté à l'unanimité de 241 votants. Après ce vote, le Corps législatif décida qu'il se rendrait en corps aux Tuileries pour présenter la loi à l'Empereur.

L'expérience du premier emprunt ne pouvait qu'engager le Gouvernement à recourir, une seconde fois, au mode de souscription nationale, dont le résultat avait été très favorable.

L'emprunt de 500 millions fut ouvert du 3 au 14 janvier 1855. Le chiffre des souscriptions s'éleva à la somme de 2 milliards 198 millions de francs, et le nombre des souscripteurs fut de 179,300.

 Souscription du département de l'Isère,	5.913.000 francs.
A Grenoble, les souscriptions s'élevèrent à.	4.142.000 francs.
A Vienne.....	1.328.000 —
A La Tour-du-Pin.....	206.000 —
A Saint-Marcellin.....	237.000 —
TOTAL.....	5.913.000 francs.

L'année politique. — Dans la session de 1854, outre le budget, des lois furent adoptées sur l'instruction publique, sur les livrets d'ouvriers, sur la propriété littéraire. Une loi, promulguée le 10 juillet, établit les services autour des magasins à poudre.

Le Corps législatif abolit la « mort civile » et ses effets et la remplaça par la « dégradation civile ». Les bagnes furent supprimés et remplacés par la transportation à Cayenne ou à la Nouvelle-Calédonie. Une loi étendit la compétence des juges de paix pour les petits loyers dans les grandes villes ; le Corps législatif vota aussi des lois sur les lignes télégraphiques, sur la taxe des lettres. Le président de l'Assemblée, M. Billault, dans le rapport qu'il adressa à l'Empereur, signala l'exercice fréquent du droit d'amendement dans l'examen des projets de loi émanés du Conseil d'État.

L'année politique fut close par le message que Napoléon III adressa aux Chambres le 26 décembre. Ce message relatait les événements militaires qui se déroulaient en Orient et était surtout consacré aux questions de politique extérieure.

Les permis de chasse à Grenoble. — M. Crozet, maire de Grenoble, adressait à M. Bérard, préfet de l'Isère, la lettre suivante :

VILLE DE GRENOBLE.

PERMIS DE CHASSE.

Grenoble, le 21 décembre 1854.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Il résulte de la vérification faite par M. le Receveur général de la comptabilité, de M. le Receveur municipal de la ville de Grenoble, que l'attribution de cette ville dans le droit de permis de chasse a produit :

En 1849.....	2.440 fr.
En 1850.....	2.290
En 1851.....	2.180
En 1852.....	1.880
En 1853.....	1.600
En 1854.....	1.390

Qu'ainsi, en cinq ans, il y a eu diminution de 1.050 francs, sans que le nombre des permis de chasse pris par les habitants de la ville ait diminué.

Cet état de choses a fréquemment appelé l'attention du Conseil municipal ; MM. les Rapporteurs de la Commission des finances en ont signalé la cause et ont plusieurs fois chargé la mairie de vous prier de la faire cesser.

Cette cause, la voici : deux de MM. les Employés de la Préfecture sont maires de communes voisines (dans lesquelles, par parenthèse, ils ne résident pas), et ils profitent de leur position pour attirer à ces communes la délivrance du port d'armes. Par le tableau que je viens de mettre sous vos yeux, Monsieur le Préfet, vous voyez que mes honorables collègues ont, dans leur entreprise, un succès toujours croissant, mais c'est au détriment des finances que je suis chargé de conserver. Ils se servent d'une position que je n'ai pas, et il me semble, tout en rendant hommage à leur sollicitude pour les intérêts qui leur sont confiés, que ce qu'ils font n'est pas de bonne guerre, que les communes ne doivent pas chercher à se nuire l'une à l'autre, que

chacun doit se renfermer dans sa sphère propre et surtout éviter de s'emparer du bien d'autrui.

Je suis chargé de vous prier, Monsieur le Préfet, de mettre un terme, par des ordres précis et réitérés, s'il en est besoin, dès l'époque de l'ouverture de la chasse, à l'emploi des moyens qui me paraissent ni administratifs, ni convenables, ni justes.

Que si vous ne croyez pas pouvoir interdire ces moyens, je vous prie de vouloir bien m'indiquer comment je puis défendre contre eux les intérêts de la ville de Grenoble.

L'un de mes prédécesseurs avait pris le parti de ne délivrer le certificat nécessaire pour l'achat de la poudre de chasse qu'aux personnes munies de port d'armes délivrés par la mairie de Grenoble : je ne sais si la représaille était bien permise. Si elle peut l'être, veuillez, Monsieur le Préfet, m'en informer et je l'emploierai, à moins que je ne trouve dans votre réponse un procédé moins violent.

Agréez, etc.

Le Maire de Grenoble,

L. CROZET.

Le Préfet de l'Isère donna des ordres sévères pour faire cesser l'abus contre lequel protestait la Municipalité grenobloise ; les choses suivirent leur cours légal pendant quelques années. Les errements ne tardèrent cependant pas à reparaitre, et les finances de notre ville eurent encore à souffrir de la délivrance des permis de chasse, par les maires de certaines communes voisines, à des personnes domiciliées à Grenoble. A l'heure actuelle n'en est-il pas toujours ainsi, pour le plus grand préjudice de notre caisse municipale ?

Nécrologie.

Marquise DES ISNARDS. — Marthe-Marie-Julie Aldonce, — dernier rejeton de l'illustre famille dauphinoise La Baume de Suze, dont la filiation prouvée remonte au delà des commencements du x^ve siècle, — avait épousé Gabriel-Joseph-Martial, marquis des Isnards. Elle mourut au château de Suze-le-Rousse, en mai 1854.

HONORÉ-HUGUES BERRIAT. — Le 10 juin 1854, à quatre heures du matin, mourut, en son domicile de l'hôtel de la Cité, Honoré-Hugues Berriat, ancien maire de Grenoble, jurisconsulte et littérateur distingué. Berriat était âgé de soixante-seize ans.

L'administration préfectorale adressa aussitôt au Maire la lettre suivante :

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE.

10 juin 1854.

MONSIEUR LE MAIRE,

J'ai la douleur de vous annoncer que M. Berriat, membre du Conseil municipal, est décédé ce matin.

Cette mort d'un homme de bien, dévoué jusqu'à la dernière heure aux intérêts de son pays, sera vivement ressentie, j'en suis certain, par vous, Monsieur le Maire, et par tous vos collègues.

Son convoi aura lieu demain dimanche, à deux heures moins un quart.

Veuillez, etc.

Le Secrétaire général,

PETIT.

Au reçu de cette note, M. Louis Crozet, maire, convoqua les notabilités, les officiers des sapeurs-pompiers et le personnel de l'administration municipale à assister aux obsèques. Cette convocation était ainsi libellée :

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous inviter à vous rendre à l'Hôtel de Ville, demain; dimanche 11 juin, à une heure un quart de l'après-midi, pour vous joindre au Conseil municipal qui doit assister aux obsèques de M. Berriat, l'un de ses membres et ancien maire de la ville, qui est décédé aujourd'hui.

Grenoble, 10 juin 1854.

Le Maire,

L. CROZET.

Les funérailles de Hugues Berriat furent grandioses. Dans les divers discours prononcés sur sa tombe, les orateurs constatèrent son ardente philanthropie, ses grandes qualités d'administrateur et son amour profond pour sa ville natale.

Honoré-Hugues Berriat naquit dans notre ville le 8 avril 1788. Après avoir étudié le droit à l'École Centrale de l'Isère, il fut reçu avocat à Orange, en 1796. Il entra, en 1804, dans l'administration militaire comme commissaire adjoint des guerres et il servit longtemps avec la plus grande distinction.

Il fut successivement quartier-maître dans le 4^e régiment d'infanterie; — en 1813, sous-inspecteur aux revues de l'armée d'Italie et, en 1814, dans la Garde impériale; — en 1815, chef de bureau au personnel de l'intendance au Ministère de la Guerre; — en 1816, sous-intendant militaire de 2^e et de 1^{re} classe.

H.-H. Berriat épousa M^{lle} Jeanne-Marie-Virginie Petit.

Il enseigna la législation à l'École Centrale de Grenoble, où il fit en même temps un cours d'économie politique. En 1819, il devint professeur à la Faculté de Droit de Paris.

En 1834, après son admission à la retraite, il fut nommé maire de Grenoble. Voici les divers passages de H.-H. Berriat à la tête des affaires municipales : maire par ordonnance du 20 janvier 1835, renouvelée le 30 septembre 1837; maire par ordonnance des 19 juillet et 14 décembre 1840.

Au bout de plusieurs années de dévouement et de sacrifices, son administration fit changer cette ville d'aspect. Des quais magnifiques et des ponts furent construits; les rues, éclairées par le gaz, se couvrirent d'un pavé préférable à celui de Paris; des écoles, des salles d'asile s'élevèrent; la mendicité y fut éteinte.

Une ordonnance royale du 30 avril 1840 le nomma commandeur de la Légion d'honneur et, en 1845, la population entière de Grenoble lui vota une médaille d'or comme l'expression de sa reconnaissance. Après la cessation de ses fonctions municipales, il conçut un immense projet, celui de créer des thermes où seraient amenées les eaux minérales de La Motte, éloignées de trente-deux kilomètres, au centre même de notre ville. Cette idée, d'abord accueillie avec un enthousiasme unanime, fut ensuite vivement combattue comme devant entraîner à des dépenses trop considérables pour un résultat peut-être négatif. Néan-

moins, H. Berriat en poursuivit l'exécution avec la plus ardente persévérance. C'est au milieu de pensées et d'occupations de ce genre que cet homme de bien mourut, à Grenoble, le 10 juin 1854.

H.-H. Berriat a laissé beaucoup d'écrits sur les questions militaires, sociales et administratives. Il a publié plus de cent opuscules relatifs à des établissements de bienfaisance, des projets d'utilité publique pour la ville.

Sur la *conduite des Eaux de la Motte dans Grenoble*, on connaît environ cent vingt-neuf brochures, placards, feuilles volantes, etc., imprimés de 1844 à 1845, chez Allier, Maisonville et autres. Ils n'émanent pas tous de H. Berriat, il y a des rapports, des réfutations, des couplets satiriques.

Honoré-Hugues Berriat a publié un cours de procédure civile et criminelle, qui fut très apprécié par les jurisconsultes ; cet ouvrage eut plusieurs éditions en quelques années. La septième a été publiée en 1858 par les soins de Charles Berriat-Saint-Prix, son fils, dont plusieurs historiens locaux, par une erreur regrettable, ont confondu le nom avec le sien. On doit également à l'ancien maire de Grenoble une *Histoire du Droit romain*.

Le général BOUTAULT. — Le général du génie Paul-Émile Boutault, né à Montélimar, le 4 novembre 1793, atteint par le choléra qui sévissait à Paris, mourut dans cette ville le 15 août 1854.

Entré à l'École polytechnique le 2 novembre 1811, il en sortit le 1^{er} octobre 1813, comme sous-lieutenant élève du génie à l'école d'application de Metz, et il remplit les fonctions d'officier du génie pendant le blocus de cette ville en 1814. Nommé lieutenant en second le 15 mai 1815, il assista en juin à l'affaire des Quatre-Bras et à la bataille de Waterloo, où il se distingua en enlevant une barricade élevée près de la ferme de la Haie-Sainte.

Licencié le 16 octobre 1815, il rentra au service le 20 janvier 1816 comme lieutenant de la compagnie provisoire de sapeurs de Valence, puis fut incorporé au 3^e régiment du génie le 27 décembre suivant. Il devint ensuite successivement : lieutenant à l'état-major du génie le 6 février 1818 ; — capitaine en deuxième de sapeurs le 19 mai 1819 ;

— capitaine en premier le 11 janvier 1828, il fit partie de l'expédition de Morée, où sa brillante conduite dans plusieurs affaires lui valut la croix de la Légion d'honneur, le 28 novembre 1828; — capitaine d'état-major du génie le 15 janvier 1813, il fut employé à Briançon et à Grenoble (1832), passa ensuite en Afrique (1836); — nommé chef du génie, à Bougie le 7 août 1836, il prit part au deuxième siège de Constantine et y obtint le grade de chef de bataillon, le 11 novembre 1837; — commandant de l'École du génie de Montpellier en 1838; — chef du génie aux Rousses le 17 mai 1842; — lieutenant-colonel le 30 avril 1843; — chef du génie à Nantes le 1^{er} mars 1846; — directeur des fortifications en Corse le 5 juin 1847; — colonel le 29 décembre 1847, il commanda le 1^{er} régiment du génie le 15 mars 1848; — nommé commandeur de la Légion d'honneur le 10 août 1853; général de brigade le 1^{er} novembre 1853 et membre du Comité des fortifications le 5 du même mois, il fut appelé au commandement de l'École polytechnique. Il aspirait depuis longtemps à cette haute position : ingénieur de talent, très versé dans l'art des sièges, il en était digne sous tous les rapports, malheureusement il ne la conserva pas longtemps. (Extraits d'une notice nécrologique insérée dans le *Moniteur de l'Armée*, numéro du 16 novembre 1854.)

M. DE LAVALETTE. — Le marquis de Lavalette, ancien maire de Grenoble, mourut à Varces, le 31 décembre 1854. Agé de quatre-vingt-treize ans, il venait d'être nommé maire de cette dernière localité.

Pendant son passage à l'Hôtel de Ville de Grenoble, on lui dut d'utiles améliorations et son administration a laissé des traces. Il fit élever, à la suite d'un travail considérable pour l'alimentation des fontaines de Grenoble, le monumental Château-d'Eau de la place Grenette, qui a conservé le nom de Château d'Eau de Lavalette.

Préfet du Gard de 1824 à 1828, le marquis de Lavalette « sut se faire craindre et aimer dans ce pays divisé par les passions politiques et religieuses ».

En mourant, le marquis de Lavalette laissa une fille, M^{me} la vicomtesse du Bouchage.

Notices biographiques.

Sous ce titre, nous rappelons la vie des personnages dauphinois remarquables de la première période de notre histoire contemporaine.

HYACINTHE-CAMILLE TEISSÈRE, né à Grenoble, le 22 septembre 1764, était membre du Conseil municipal depuis 1791, lorsqu'il fut envoyé à Paris, en janvier 1793, pour réclamer auprès du Gouvernement le remboursement d'avances faites à l'hôpital militaire. Il réussit dans cette mission, mais à son retour il fut arrêté à Lyon comme fédéraliste et enfermé à Pierre-Scise. Le Conseil municipal de Grenoble intervint en sa faveur, il fut remis en liberté. Au mois de juillet 1793, procureur de la commune, il quitta cet emploi pour celui d'agent national, décembre de la même année.

Teissère remplit ces dernières fonctions jusqu'en 1794, devint ensuite administrateur de la commune en 1795, sous-préfet à Tournon (Ardèche), de 1809 à 1812, et député de l'Isère, de 1829 à 1833. Il siégea à l'extrême-gauche. « Il mourut à Grenoble, le 12 septembre 1842, emportant, dit A. Rochas, l'estime et la considération générales. Il entreprit et exécuta le dessèchement des marais de Poisat, près Grenoble. Il exerçait la profession de liquoriste ; les ratafias et autres productions nombreuses et variées sorties de ses alambics ont joui, paraît-il, d'une grande vogue dans le monde bachique. »

Albin Gras, dans ses *Deux années de l'Histoire de Grenoble*, rappelle qu'on a de lui plusieurs discours imprimés.

HUGUES-MARIE-HUMBERT DE BOCON DE LAMERLIÈRE (dit EUGÈNE), homme de lettres, naquit à Saint-Marcellin, le 5 janvier 1797. Destiné par sa famille à la carrière du barreau, il fut envoyé à l'école de droit de Grenoble. Mais bien vite fatigué de l'étude du droit, plein d'enthousiasme pour Napoléon, il s'engagea dans un régiment en 1812. Il servit avec bravoure, devint officier et fit ensuite partie de la maison militaire de Louis XVIII, de 1814 à 1817. A. de Rochas, dans sa *Biographie du Dauphiné*, dit à ce propos : « M. de Lamerlière, né en 1797, était âgé de quinze ans seulement en 1812, et

nous ne savons jusqu'à quel point on peut ajouter foi à tout cela. Quoi qu'il en soit, nous le trouvons encore à Grenoble en 1819, époque à laquelle il quitta cette ville. » Il vint se fixer à Paris, où il se lia avec un grand nombre d'hommes de lettres, notamment avec Ch. Nodier, dont les conseils décidèrent sa carrière. Il débuta, en 1821, par un petit roman : *Souvenirs de M^{me} Jenny D...* ; « et ce fut alors que, par euphonie ou par condescendance pour M^{me} Jeanny Bastide, il quitta ses graves prénoms de Hugues-Marie-Humbert, pour prendre celui plus léger et plus galant d'Eugène ; quant à son nom féodal de Bocon, inutile de dire qu'il ne le compromit jamais en l'inscrivant sur le titre de ses ouvrages. » Eugène de Lamerlière travailla ensuite pour le théâtre en collaboration avec Théaulon, Dartois et autres grands faiseurs de l'époque. Quelques succès obtenus dans ce genre lui donnèrent l'idée « d'aller fonder dans une ville de province un centre de fabrication dramatique assez puissante pour se passer des pièces de provenance parisienne ».

En conséquence, il vint se fixer à Lyon en 1824, et travailla avec ardeur à la réalisation de son idée. En peu d'années, il fit représenter près de cinquante pièces, de tous les genres, dont une partie seulement a été imprimée. En 1830, il célébra un des premiers la révolution de juillet dans une pièce de circonstance, le *Drapeau tricolore*, écrite et apprise, dit-on, en quarante-huit heures. Il composa aussi une chanson patriotique, *la Lyonnaise*, qui, dans le Midi, partagea avec *la Parisienne* les honneurs de la popularité. En 1832, il acheta le *Papillon*, publication purement littéraire, qu'il céda dix-huit mois après à Léon Boitel. En 1836, il acquit le journal *le Commerce* et le rédigea jusqu'en 1840. Il fut président du *Caveau lyonnais*. E. de Lamerlière se retira en Algérie, où, rapporte-t-on, il fioit ses jours.

ALEXANDRE BARGINET. — Rappelons le nom d'Alexandre-Pierre Barginet, le fécond littérateur grenoblois, qui naquit à Grenoble, le 23 juin 1797 et mourut à Lyon, le 18 décembre 1843.

Barginet eut une existence des plus mouvementées, ses opinions politiques napoléoniennes lui amenèrent des déboires sans nombre, il fut même compromis dans la conspiration Didier. Son évolution dans le parti monarchique causa un véritable scandale parmi ses anciens amis. Il collabora et dirigea plusieurs journaux. Ses ro-

mans, ses poésies, ses pièces de théâtre, ses publications diverses sont considérables. Dans sa *Biographie du Dauphiné*, A. Rochas en donne l'énumération complète.

ANTOINE-HYACINTHE FLEURY, naquit à Saint-Vallier (Drôme), le 15 novembre 1756. Il était juge de cette ville depuis 1782 lorsque la Révolution éclata. En 1791, il passa au tribunal du district de Romans et fut nommé administrateur du département de la Drôme et député à l'Assemblée législative. Après la session, il retourna à Saint-Vallier, où il devint juge de paix du canton et membre du Conseil général du département. Il mourut à Saint-Vallier, le 2 février 1848.

ÉTIENNE-BENOÎT REVOLAT, chirurgien distingué, né à Vienne, le 21 mars 1768, étudia à Montpellier et fit plus tard partie du service médical militaire dans les armées de la République, entre autres dans celles des Pyrénées-Orientales et d'Italie. En l'an VI, il s'était retiré dans sa ville natale où il exerça pendant quelques années la médecine et s'occupa avec un grand zèle à propager la vaccine. Rappelé au service vers 1804, il fut d'abord nommé médecin en chef de l'hôpital militaire de Nice et remplit ensuite les mêmes fonctions à celui de Bordeaux, qu'il quitta pour suivre les armées en qualité de médecin principal. Après la campagne de 1815, il revint à Bordeaux où il fut nommé médecin de l'hospice des aliénés, membre du jury médical et président du Conseil de salubrité public. Revolat était chevalier de la Légion d'honneur, des ordres de l'Épée d'or et de la Réunion. Il avait été élu membre correspondant des sociétés de médecine de Grenoble, de Lyon et d'autres villes, ainsi que de beaucoup d'académies étrangères et d'associations de savants. Il mourut le 11 juillet 1848.

LOUIS-JOSEPH-FÉLIX FAURE, naquit dans notre ville, le 18 août 1780, son père fut député de Grenoble aux États de Romans en 1788. Il fit ses études à Lyon. Docteur en droit en 1810, il devint conseiller-auditeur à la Cour de Grenoble en 1811, substitut du procureur général en 1817, avocat général en 1819 et conseiller titulaire en 1822 ; il fut aussi conseiller municipal de Grenoble, membre du Conseil académique et du Conseil général de l'Isère. Les électeurs de

Vienne l'élurent député le 22 avril 1828, en remplacement de M. Auguste Périer, qui, nommé par les arrondissements de Tullins, de Vienne et de Grenoble, avait opté pour ce dernier. Il se fit peu remarquer à la tribune. Nommé, le 6 août 1830, procureur général à la Cour royale de Grenoble, il refusa cet emploi. La place de premier président à la Cour de Grenoble étant devenue vacante par suite de la condamnation de M. de Chantelauze, qui en était le titulaire, il l'accepta le 24 décembre 1830. Le 11 octobre 1832, Louis-Philippe l'éleva à la pairie. En 1836, il se démit de ses fonctions de premier président de la Cour de Grenoble et fut nommé conseiller à la Cour de cassation.

La révolution de février fit Félix Faure président honoraire de notre Cour d'appel.

AUGUSTIN-JEAN-BAPTISTE DUCHAND, lieutenant-général d'artillerie, baron de l'Empire, naquit à Grenoble, le 11 mai 1780. Il servit comme lieutenant d'artillerie au camp de Boulogne, aux armées de Naples et d'Italie; comme capitaine, il fit les campagnes d'Espagne (1808-1812); comme chef d'escadron, celle de la grande armée (1813-1814). Après la campagne de France, il donna sa démission le 9 août 1815 et resta sans emploi pendant toute la Restauration. Le gouvernement de juillet le réintégra sur les cadres de l'armée et l'éleva en même temps au grade de maréchal de camp. Il fut ensuite successivement : commandant des écoles de Metz et de Vincennes, membre du comité consultatif d'artillerie et inspecteur général d'artillerie. Mis à la retraite peu après la révolution de février, il mourut à Paris, le 3 janvier 1849.

JÉRÔME-JOACHIM QUIOT, fils de Jérôme-François Quiot, député suppléant de la Drôme à la Convention, naquit à Alixan (Drôme), le 9 février 1775. A peine sorti du collège de Tournon, il s'engagea dans le 3^e bataillon de volontaires de la Drôme, en 1791, y devint capitaine l'année suivante, servit de 1794 à 1795 à l'armée des Pyrénées-Orientales et fit, de 1796 à 1797, la campagne d'Italie, en qualité d'aide-de-camp du général Victor. Il se distingua à la bataille de Rivoli, où il reçut une balle dans le bras gauche. Devant Mantoue, il obligea, avec des forces inférieures, deux mille Autrichiens à déposer les armes, et fut cité à l'ordre du jour pour cette action d'éclat. Resté à

l'armée d'Italie, il montra son courage ordinaire dans la malheureuse campagne de 1799, sous Schérer et Moreau; gagna le grade de chef d'escadron dans le combat du 12 mai. De 1801 à 1802, il servit en Hollande; en 1805, le maréchal Lannes le prit pour aide-de-camp. Sa conduite à Austerlitz lui valut le grade de colonel. Mis à la tête du 100^e de ligne, il partit pour la Prusse (1806), et, ayant été blessé à Iéna, il ne put rejoindre son corps qu'en Pologne (1807). Il se rendit en Espagne en 1808. Lors du passage de la Sierra-Morena, en 1809, il battit, avec son seul régiment, toute la division du général Lasey, à laquelle il enleva huit cents prisonniers. Pourvu, en février 1811, du commandement de Campo-Mayor, il se vit peu après entouré de quinze mille Anglais ou Hanovriens; par une retraite habile, il réussit à leur échapper.

Le maréchal Mortier le complimenta de ce succès inespéré, et l'Empereur le nomma général de brigade (19 mars 1811). Quiot ne quitta l'Espagne qu'en 1813, époque où il passa dans le 1^{er} corps de la grande armée. A l'affaire de Kulin (30 août), il fut d'abord victorieux du général Kleist; mais, par suite de l'incurie du général en chef Vandamme, sa brigade, abandonnée à ses propres forces, fut écrasée, et lui-même, blessé d'un coup de feu à l'épaule droite, tomba au pouvoir de l'ennemi. Retenu prisonnier en Hanovre, il ne put rentrer en France qu'en 1814.

Le 29 juin, Louis XVIII lui confia le commandement du département de la Drôme; Napoléon, à son retour de l'île d'Elbe, le plaça à la tête de la 1^{re} brigade du 1^{er} corps d'armée. Il se distingua à la bataille de Waterloo en s'emparant de la ferme de la Belle-Alliance. Quand Louis XVIII remonta sur le trône, Quiot obtint le commandement du département de la Haute-Vienne (3 janvier 1816); de nouveau celui de la Drôme (1^{er} octobre 1817); la 7^e division militaire (mars 1818); enfin, le département de l'Isère (20 avril 1820). Il conserva ce dernier commandement jusqu'en 1823, époque où il fut mis en disponibilité avec le grade de lieutenant-général honoraire. Nommé chevalier de la Légion d'honneur le 4 juin 1804, il passa rapidement par tous les grades et parvint, le 17 août 1822, à la dignité de grand officier. Il était aussi chevalier de Saint-Louis. Créé baron, le 29 mars 1808, avec le titre de « Du Passage », son anoblissement fut confirmé par ordonnance royale du 20 avril 1816.

Quiot s'occupa d'agriculture; il était membre de la *Société d'agri-*

culture de la Tour-du-Pin. Il mourut aux Balmes-de-Fontaine, le 16 janvier 1849.

PAUL-ÉMILE GIRAUD, député, archéologue, naquit à Romans, le 27 novembre 1792. Il fut, de 1830 à 1835, maire de sa ville natale et membre du Conseil général de la Drôme : il représenta son arrondissement à la Chambre des députés pendant quinze années consécutives, de 1831 à 1846. A dater de cette dernière époque, il cessa de s'occuper de politique et se livra à de grandes recherches historiques sur sa ville natale, « dont les annales, déclare A. Rochas, n'ont été qu'imparfaitement ébauchées par Dochier ». On doit à Giraud un assez grand nombre d'ouvrages. Il mourut le 30 septembre 1883, dans son domaine des Clermonts, commune de Beaumont-Monteux (Drôme).

ANTOINE-EUGÈNE GENOUD, dit *de Genoude*, publiciste, naquit à Montélimar, le 9 février 1792. Il fit ses études à l'École centrale et au Lycée de Grenoble, où il eut pour condisciple Champollion, qui lui inspira le goût de la littérature et des langues anciennes. En mars 1810, il revint à Paris où il obtint une place de professeur de sixième dans un collège de la capitale.

A la première Restauration (1814), il commença sa carrière de publiciste par une brochure d'actualités, « Réflexions politiques ». A la rentrée de Napoléon, engagé volontaire dans l'armée royale, il fut nommé capitaine et servit d'aide-de-camp auprès de Jules de Polignac. Il fut envoyé auprès des autorités de Grenoble, dans le but d'empêcher, au nom de Louis XVIII, l'occupation de la ville par les troupes alliées, mission qu'il remplit avec plus de zèle que de succès. Après les événements de 1815, il quitta l'épée pour la plume.

Il écrivit plusieurs ouvrages et publia une traduction de la Bible, qui fonda sa réputation littéraire. En 1818, Chateaubriand l'associa à la rédaction du *Conservateur* ; lui-même fonda le *Défenseur*, et M. de Villèle le mit bientôt à la tête de *l'Étoile*, organe de son ministère. *L'Étoile* ayant été réunie à la *Gazette de France*, il prit la direction de ce dernier journal, dont il devint le seul propriétaire.

M. de Villèle le nomma encore maître des requêtes au Conseil d'État (1822), et lui fit obtenir des lettres de noblesse (28 juin). Le 28 juillet 1830, il se retira à son château de Plessis pour laisser passer les journées révolutionnaires et ne reprit la direction de la *Gazette*

de France que le 9 août suivant. Il créa, vers cette époque, *la Nation et le Monde catholique*. De Genoude se porta candidat aux élections législatives, en 1834, à Montélimar, en 1841, à Redon, en 1844, à Savenay, Périgueux et Bordeaux, mais il échoua constamment. Cependant, en 1846, il fut envoyé à la Chambre par les électeurs de la Haute-Garonne. Après la révolution de février, il tomba dans une sorte d'oubli. Il mourut aux îles d'Hyères, le 19 avril 1849.

GASPARD-MARIE DU BOYS, membre du Parlement de Grenoble avant la Révolution, entra en qualité de conseiller à la Cour impériale de cette ville en 1811, fut député de l'Isère en 1815, devint président de la Cour royale en 1816 et prit sa retraite en 1848.

ALBERT DU BOYS, fils de Gaspard-Marie du Boys, ancien membre du Parlement de Grenoble, naquit à Metz, le 12 avril 1804. Il fut nommé, en juin 1825, conseiller auditeur à la Cour royale de notre ville, mais lors de la révolution de 1830, « ne voulant pas se rallier à la royauté des Barricades », il refusa de prêter serment à Louis-Philippe et fut considéré comme démissionnaire. Albert du Boys alla à Paris où il collabora, de 1830 à 1831, au *Correspondant*. Il revint ensuite à Grenoble et entreprit de grandes recherches sur le Dauphiné et, dès 1832, fit paraître plusieurs ouvrages. Son livre, *La Grande-Chartreuse*, fut imprimé aux frais des Chartreux et tiré seulement à 600 exemplaires, dont 300 lui furent remis. En 1845, il abandonna ses travaux historiques pour s'occuper presque entièrement de questions politiques et sociales et fournit, « pour la défense des libertés religieuses », un grand nombre d'articles aux journaux et revues catholiques. Il se présenta dans l'Ardèche aux élections pour l'Assemblée législative de 1849.

M^{gr} MARIE-AUGUSTE FABRE-DÉSESSARTS, évêque de Blois, naquit à Aouste (Drôme), le 29 août 1794. Il fit ses classes au collège d'Annonay et ses études ecclésiastiques au séminaire de Viviers, dont M. Devie (de Montélimar), depuis évêque de Belley, était supérieur. En 1815, M. Désessarts fut appelé comme professeur au petit séminaire de Valence; il fut nommé directeur du collège de cette ville en 1818. En 1823, M^{gr} de Sausin, évêque de Blois, le demanda auprès de lui et, en 1825, le nomma vicaire général. A la mort de son

évêque, le 5 mars 1844, M. Désessarts lui succéda sur le siège de Blois ; mais il décéda peu d'années après, le 20 octobre 1850. Il se faisait appeler Fabre des Essarts, son vrai nom était Fabre Désessarts.

Faits divers.

Subventions aux Bureaux de bienfaisance. — Dès le commencement de 1854, un crédit de 2 millions fut ouvert au Ministère de l'Intérieur pour être employé en subventions aux bureaux de bienfaisance.

Un autre crédit de 5 millions fut ouvert par un décret du 24 décembre pour le même objet.

Le Comptoir d'Escompte. — Le *Comptoir d'Escompte*, fondé en 1848 et réorganisé en 1854, sert d'intermédiaire entre le commerce et la Banque de France, en faisant l'escompte sur deux signatures, tandis que la Banque de France en exige trois.

Mort de Silvio Pellico. — Le 1^{er} février 1854, mourut à Turin une des illustrations du Piémont, Silvio Pellico. Né à Saluces, province de Coni, en 1789, Silvio Pellico se livra à la littérature et fit paraître plusieurs ouvrages remarquables. Mais il fut jeté dans la prison d'État du Spielberg, citadelle de la ville de Brünn, en Moravie (Autriche), à la suite d'une condamnation pour faits politiques. Il y passa neuf ans de captivité et y écrivit « Mes prisons », livre qui fit beaucoup de bruit.

On fait quelquefois, en littérature, allusion à la longue incarcération de Silvio Pellico et aux souffrances qu'il endura. « C'est le Latude de l'Italie. »

Armand Barbès. — Napoléon III signa le 3 octobre, à Saint-Cloud, l'ordre de mise en liberté, sans condition, d'Armand Barbès, enfermé dans la prison de Belle-Isle (Morbihan), depuis 1849. Dès sa libération, Barbès s'expatria volontairement ; il mourut à La Haye en 1870.

Armand Barbès naquit à La Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), il professa de bonne heure des opinions avancées. Représentant du peuple en 1848, son courage et sa haute probité lui valurent le surnom de : « le Bayard de la Démocratie ».

Monument à Olivier de Serres. — Au mois de juillet, une souscription nationale fut autorisée pour élever un monument à la mémoire d'Olivier de Serres, célèbre agronome, né en 1539, mort en 1619, appelé « le patriarche de l'agriculture française ».

L'érection du monument eut lieu à Villeneuve-de-Berg (Ardèche), lieu de naissance d'Olivier de Serres.

Pour les troupes de Crimée. — Dans toute la France s'ouvrirent des souscriptions spontanées pour adoucir, par des envois de vêtements, de vin, de tabac, les souffrances de nos soldats exposés à un rigoureux hiver.

Service postal et les timbres-poste. — Une loi du 24 août 1848 établit en France l'affranchissement au moyen des timbres-poste. Il n'y avait au début que deux sortes de timbres : les uns en noir, à 20 centimes, les autres en rouge, à 1 franc. Moins d'une année après, le bleu était la seule couleur en usage.

L'effigie était un profil de la République, qui disparut sous le second Empire, pour reparaitre en 1870, jusqu'à la création du timbre actuel.

Les premiers timbres furent dessinés par Barre et imprimés par M. Hulot, alors graveur général des Monnaies ; on les lui payait à raison de 1 fr. 50 le mille.

Ce sont les Anglais qui créèrent le timbre-poste, dès 1840 ; le Brésil, la Suisse, les États-Unis, la Russie même, empruntèrent ce mode d'affranchissement, longtemps avant la France, comme nous venons de le voir.

En 1854, l'affranchissement des lettres fut porté à 20 centimes au lieu de 25 ; celles non affranchies payèrent 30 centimes ; à cette époque, les figurines représentant la tête de l'Empereur avaient la valeur suivante : couleur verte, 10 cen-

times ; couleur bleue, 20 centimes ; couleur orange, 40 centimes ; couleur rouge, 80 centimes.

Au mois de décembre 1855, on créa un nouveau timbre-poste à 5 centimes, de couleur verte ; ce timbre était destiné à l'affranchissement des journaux isolés, des feuilles d'impression et des cartes de visite sous enveloppe non cachetée, pour la ville et son arrondissement rural.

Faits locaux et régionaux.

Le feu à la Bibliothèque de Vienne. — Le 7 janvier, le feu détruisit une grande partie de la Bibliothèque de la ville de Vienne (Isère). Cette bibliothèque, installée primitivement dans le Temple d'Auguste et de Livie, avait été transportée au deuxième étage de l'Hôtel de Ville.

Construction du pont d'Iseron. — Le Conseil municipal vota, le 30 janvier, une subvention de 500 fr. pour la reconstruction du pont d'Iseron, près de Saint-Marcellin.

Le pont précédent, construit en pierres, avait été, plusieurs années auparavant, emporté par une crue de l'Isère. Le nouveau pont suspendu, établi en fils de fer, fut regardé comme un travail d'une merveilleuse hardiesse. C'était « le pont le plus élevé de France ». Du niveau moyen des eaux de l'Isère au tablier du pont, la hauteur est de 45 mètres 20. Les pyramides en pierres, supportant la tension des câbles, ont une hauteur de 22 mètres 20 au-dessus du sol ; la longueur du pont, entre les piles, est de 165 mètres. Ce pont est dû à l'initiative de M. Détrouat, ancien officier retraité, fixé alors à Saint-Marcellin. Un péage était établi pour le passage du pont ; cette dîme fut supprimée il y a quelques années seulement.

Rigueur de la température. — Le froid fut très vif vers la fin janvier et dans le courant de février. Les 15 et 16 février, le thermomètre marqua, à Grenoble, 10 et 13 degrés Réaumur. L'Isère, qui charriait des glaçons énormes, était prise sur

divers points. Dans toute la région une couche épaisse de neige couvrait le sol.

Projets pour la construction d'un Hôtel de Préfecture. — Le 3 mars, la Municipalité accepta un projet pour la construction d'un Hôtel de Préfecture. Cet édifice devait être élevé au lieu et place de l'ancien hôtel de Lesdiguières (Hôtel de Ville actuel); la ville de Grenoble faisait abandon du terrain, estimé 67,000 francs.

Le 3 mai suivant, ce premier projet fut abandonné, et on projeta d'établir la résidence préfectorale et ses annexes sur la place d'Armes, sur le terrain même de l'ancien Hôtel du Gouvernement.

Ce second projet eut le même sort que le précédent et ce fut l'Hôtel de la Division qui remplaça, dans la suite, l'ancien Hôtel du Gouvernement.

Plus tard, la situation définitive de l'Hôtel de la Préfecture fut résolue et on l'édifia au sud de la place d'Armes.

Police. — Un décret impérial du 22 mars supprima les commissaires départementaux, à l'exception de ceux des Bouches-du-Rhône, de la Gironde et de la Haute-Garonne.

M. Comte, commissaire du département de l'Isère, fixé à Grenoble, fut nommé commissaire central de police de notre ville.

Cavalcade. — Le 30 avril, une superbe cavalcade parcourut les rues de la cité.

Le bureau du comité d'organisation était composé de MM. Frédéric Taulier, avocat, président; Louis Penet, négociant, vice-président; Belleville, capitaine de chasseurs, et Henri Ferlin, secrétaire; Rivoire fils, trésorier.

Le bénéfice net s'éleva à 4,000 fr.; cette somme fut remise aux œuvres de bienfaisance locales.

Le 52^e de ligne. — Dimanche 14 avril, le 52^e régiment d'infanterie de ligne quitta Grenoble, où il tenait garnison, pour gagner Lyon, son nouveau lieu de résidence.

Salles d'asile. — Décret du 16 mai plaçant les salles d'asile sous la protection de l'Impératrice.

A la suite du rapport de M. H. Fortoul, ministre de l'Instruction publique, un nouveau règlement fut élaboré, d'après la loi du 15 mars 1850.

Un comité central de patronage fut institué et chargé de l'inspection des salles d'asile.

A Grenoble fut créée, dans la rue Saint-Laurent, la première école maternelle ; quelques années plus tard, celle de la rue Cornélie-Gémond.

Élection au Conseil général. — Le décès de M. Berriat, survenu le 10 juin 1854, créa une vacance dans le sein du Conseil général de l'Isère. On procéda, les 12 et 13 août, à l'élection d'un nouveau conseiller. M. Eugène Gaillard, banquier à Grenoble, candidat du Gouvernement, fut élu par un grand nombre de suffrages. M. Eugène Gaillard n'avait pas de concurrent.

La fête du 15 août. — M. Crozet, maire de Grenoble, adressa à ses concitoyens une proclamation pour les engager à célébrer, « avec éclat et enthousiasme, la fête de l'Empereur des Français ». Le programme de cette fête était en tous points semblable à celui des années précédentes. La seule innovation à signaler fut le départ d'un aérostat. Le ballon partit de l'usine à gaz ; dans la nacelle avait pris place M. Godard, de Paris, un des aéronautes les plus réputés de cette époque.

La revue des troupes fut passée sur la place d'Armes, à sept heures du matin, par le général de brigade Garnier de Labareyre, qui remplaçait le général Lamarre dans le commandement des forces militaires de l'Isère et des Hautes-Alpes.

Clot-Bey. — Au mois d'août, le docteur Clot-Bey, ancien inspecteur général du service de santé du vice-roi d'Égypte, Méhémet-Ali, vint passer quelques jours à Grenoble. On lui fit fête dans sa ville natale ; les professeurs de l'École préparatoire de médecine lui offrirent un banquet.

Incendie à Saint-Laurent-du-Pont. — Le 31 août, un incendie

considérable dévora presque en totalité le bourg de Saint-Laurent-du-Pont. Une souscription publique en faveur des sinistrés fut ouverte dans le département. L'Empereur s'inscrivit pour 3,000 fr. et l'Impératrice pour 2,000 fr. Les souscriptions particulières s'élevèrent à 100,000 fr. environ.

Le cirque Franconi. — Ce cirque jouissait alors en Europe d'une grande réputation; son installation dans notre ville fut sensationnelle. Le samedi 16 septembre eurent lieu, sur la place de la Bibliothèque (place du Lycée), « les débuts de la célèbre troupe du gymnase équestre de M. Bastien Franconi ». Jamais cirque n'obtint à Grenoble autant de succès.

La Municipalité dut ordonner que « pendant le séjour du cirque Franconi, les portes de France, Créqui et Saint-Laurent resteraient ouvertes jusqu'après le spectacle, pour permettre aux habitants de la banlieue et des environs d'y assister ».

Exposition horticole. — Les 15, 16 et 17 septembre, seizième exposition d'horticulture de Grenoble.

Cette exposition se tint sous la colonnade et le vestibule du muséum, 21 exposants y prirent part.

Nomination militaire. — Le 16 décembre, le général de brigade de Solliers fut nommé au commandement de la subdivision de l'Isère et des Hautes-Alpes, avec résidence à Grenoble, en remplacement du général Garnier de Labareyre.

Statistique locale.

Mouvement de la population de Grenoble pendant l'année 1854.

NAISSANCES.

Enfants légitimes :

Garçons.....	309
Filles	321

Enfants naturels :

Garçons.....	146
Filles	129

Total général des naissances.....	<u>905</u>
-----------------------------------	------------

MARIAGES.

Entre garçons et filles	196
Entre garçons et veuves.....	10
Entre filles et veufs.....	44
Entre veufs et veuves.....	16

Total des mariages.....	<u>266</u>
-------------------------	------------

DÉCÈS.

Enfants mort-nés.....	81
Garçons.....	293
Filles.....	239
Hommes mariés.....	139
Femmes mariées.....	122
Veufs.....	63
Veuves.....	90

Total des décès.....	<u>1.027</u>
----------------------	--------------

Le nombre des décès dépassait de 41 celui des naissances.

TOME I

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS.

Revue rétrospective ou archives secrètes du dernier Gouvernement, 1830-1848 (Paris, Paulin, 1848).

Elias Regnault. — Histoire du Gouvernement provisoire (1850).

Lamartine. — Histoire de la Révolution de 1848.

Léonard Gallois. — Histoire de la Révolution de 1848 (1850).

Henri Martin. — Histoire de France, depuis 1789 jusqu'à nos jours.

Victor Duruy. — Histoire contemporaine de la France jusqu'à 1860.

P. Darles et E. Janin. — Histoire contemporaine de la France, de 1789 à 1889.

E. Zévort. — Histoire de France (1898).

La Salette. — L'abbé Bertrand, l'abbé Rousselot, l'abbé Déléon, l'abbé Cartellier et autres.

Clavel. — Histoire pittoresque de la Franc-Maçonnerie et des Sociétés secrètes anciennes et modernes (1843).

A. Rochas. — Biographie du Dauphiné.

J. de Beylié. — Frédéric Taulier : le sociologue, le philanthrope (1896).

J. de Beylié. — Les ateliers municipaux de charité de Grenoble, 1846-1857 (1898).

Fastes consulaires et municipaux de la ville de Grenoble, de 1844 à 1899.

Archives nationales, départementales et municipales.

Mémoires, notices, publications diverses, par *Albin Gras, G. Vallier, Gueymard, Charvet, Aristide Albert, J.-J.-A. Pilot, Champollion-Figeac, Colomb de Batines, Jules Ollivier, Albert du Boys, F. Taulier, J.-C.-A. Rey, A. Chaper, H.-J.-J. Taulier, J. de Terrebasse, Honoré-Hugues Berriat, B. Giroud, Jacques Berriat-Saint-Prix, E. Maignien, A. Prudhomme, H. Rousset, etc.*

Journaux et revues de Grenoble et de la région.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	v
INTRODUCTION	ix
 Les événements précurseurs de la Révolution de Février.....	 1

1848

Journées des 22 et 23 février : l'Émeute.....	3
Journée du 24 février : la Révolution ; Abdication de Louis-Philippe.	4
Cinquantenaire des « Trois Glorieuses » ; les « blessés de février 1848 ».	6
Le Gouvernement provisoire.....	8
Proclamation de la République. — Premiers actes du Gouvernement provisoire.....	11
Commission consultative du département de l'Isère. — Commission départementale	17
Démission de Frédéric Taulier, maire.....	23
Commission provisoire municipale.	25
Administration municipale de Grenoble.....	25
Cessation des fonctions de la Commission départementale.....	26
M. P. Leborgne.....	28
Épisode d'Autrans.....	29
Les élections générales législatives. — 23 février 1848	30
Liste des candidats à l'Assemblée nationale.....	33
Résultats des élections.....	35
Délégation pour la fête de la Concorde	36
M. Raymond, préfet de l'Isère.....	36
L'Assemblée nationale	36
L'Émeute du 15 mai.....	37
Le « citoyen » Louis-Napoléon Bonaparte.....	39
Les journées de juin 1848.....	40
Ateliers nationaux et municipaux.....	44

	Pages
Service solennel en l'honneur des victimes de juin	47
Élections municipales	50
Municipalité. — Comité républicain	51
La Constitution de 1848.....	54
Promulgation de la Constitution.....	52
Élection présidentielle. — 10 décembre 1848.....	54
La campagne électorale	58
Comité central démocratique de l'Isère pour l'élection du Président de la République.....	60
Élection du Président de la République.....	61
Résultats de l'élection.....	62
Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République.....	63
La situation économique de la France.....	65

1849

Nouveau ministère, 2 janvier 1849; dissentiments entre le Président de la République et l'Assemblée.....	68
M. Boulay, vice-président de la République	69
Administration préfectorale de l'Isère; destitution de M. Reymond, préfet; nomination de M. Dausse.....	69
Administration municipale; démission de M. Anthoard; nomination de M. Taulier.....	74
Contre-coup des journées de février en Europe. — La révolution italienne	75
Défaite des Piémontais à Custozza; la République romaine.....	76
Victoire de l'Autriche à Novare. — Expédition française contre Rome (avril 1849)..	77
Derniers jours de l'Assemblée constituante.....	80
Élections à l'Assemblée législative: dans l'Isère.....	82
L'Assemblée législative.....	85
Manifestations à Grenoble.....	88
Proclamation de l'Assemblée législative au Peuple français	88
Proclamation du Président de la République.....	89
Émeutes à Paris: les journées de juin 1849.....	90
Ledru-Rollin poursuivi à Grenoble	91
Le représentant Avril	92
Béranger de la Drôme, président de la Haute-Cour de Bourges et de Versailles (1848-1849)	93

	Pages
La Haute-Cour de Bourges.....	95
Insurrection à Lyon	96
Grenoble en état de siège.....	97
Ouvrages et publications interdits pendant l'état de siège	108
Ministère du 31 octobre	110
Les arbres de la Liberté à Grenoble et dans le département	110
Enlèvement des bonnets rouges.....	114
Garde nationale de Grenoble (26 février 1848-11 janvier 1852).....	116
Compagnie des Vétérans	120
Élections des officiers de la Légion.....	122
État nominatif des officiers de la Légion.....	124
Démission du colonel et de cent un officiers de la garde nationale de Grenoble. — Dissolution et désarmement de la Légion.....	127
Notes sur quelques personnages politiques de l'Isère et de la région..	136
MM. Anthoard, Barginet, Bigillon, César Bertholon.....	136
MM. Brillier, Auguste Clément, Alexandre Crépu.....	137
MM. Durand-Savoyat, Frédéric Farconnet.....	138
MM. Michal-Ladichère, Saint-Romme, Margot, Meffre.....	139
MM. Ronjat, André Marion, Repellin, Tranchant.....	140
MM. Renaud, Cholat, Alphonse Blanc, Allier.....	141
MM. Belin, Laforgue de Bellegarde, Bonjean, Curnier.....	142
MM. Joseph Faure, Morin, Daniel Rey, Jules Favre.....	143
Crépu (par M. Aristide Albert).....	144
Auguste Clément (<i>Id.</i>)	147
Alexandre Michal-Ladichère (<i>Id.</i>)....	149
Nécrologie : Baptiste Froussard.....	152
Tranchant, Edmond Badon	153
Faits divers et locaux : édilité (1848-1849).....	154
La religion bibliocatholique	162
Les sectes philosophiques : les « Saint-Simoniens », « les Phalansté- riens », etc.....	166
Nos représentants aux diverses assemblées.....	173
Administration départementale.....	175
Extraits des Actes administratifs.....	178
Administration municipale	179
La Police de Grenoble.....	180
La Magistrature, le Barreau.....	181
La Cour d'appel. — Le Clergé.....	182
Administration militaire : armée des Alpes.....	183
L'Université ; les Écoles.....	184

	Pages
Les Musées. — Sociétés diverses.....	186
Les artistes dauphinois : Achard	187
Nestor d'Andert, Alphonse Blanc.....	190
Louis Cabat, Antoine Allier, Couturier, Dagnan	191
A. Debelles.....	192
Gros, Ernest Hébert	194
Jules Laure, Hugues Merle, Pilliard, Pollet, Isidore Rahoult	195
Théodore Ravanat, Victor Cassien.....	196
V. Sappey, Butavand.....	197
Franque	198
Le théâtre de Grenoble.....	199
La Presse.....	200
Les journaux de Grenoble	201
Sociétés de bienfaisance de Grenoble.....	204
Tableau général des Sociétés de secours mutuels.....	206
Statistique de la ville de Grenoble (1848-1849)	208
Mouvement de la population de Grenoble pendant l'année 1849	210

1850

Nouveaux troubles à Paris.....	211
Anniversaire de la Révolution du 24 février 1848.....	212
Élections partielles.....	213
A l'Assemblée législative : la loi Falloux sur la liberté d'enseignement ; — la loi électorale ; — la loi sur la presse. — La situation politique.	216
Mort de Louis-Philippe	218
Banques de prêts d'honneur.....	218
Association pour l'éducation populaire.....	219
Anniversaire de la République.....	221
Tentative d'assassinat sur le Prince-Président.....	222
A propos de la Salette.....	223
La Sociologie à Grenoble.....	240
Nécrologie : Gruyer, J. de Bérenger.....	252
X.-P. Julien	253
Faits divers (1850).....	253
Faits locaux et régionaux (1850).....	255
Statistique : mouvement de la population pendant l'année 1850.....	261

1851

	Pages
La situation intérieure : Conflit entre le Président de la République et l'Assemblée législative.....	264
Ministère de transition.....	266
Anniversaire de la Révolution de février.....	266
Affaires de presse.....	268
Fondation de l'Association alimentaire.....	269
Incident Frédéric Taulier. — Conflit entre le Maire de Grenoble et le Préfet de l'Isère.....	275
Suspension et révocation de M. F. Taulier.....	277
Manifestations diverses.....	279
A l'Assemblée nationale : interpellations de MM. Saint-Romme, Farconnet et Crépu.....	281
Déclaration de Taulier au Conseil municipal.....	287
Création du Conseil des Prud'hommes de Grenoble.....	288
Ministère du 10 avril.....	289
Anniversaire de la proclamation de la République.....	290
Cercles, clubs et associations de Grenoble.....	291
Inondations dans le département.. ..	295
Le complot de Lyon.....	298
Démission de quinze conseillers municipaux de Grenoble.....	299
Remaniement ministériel du 2 octobre.....	299
La situation avant le 2 décembre.....	300
Le Coup d'État. — Les événements de Paris.....	301
L'impression à Grenoble.....	303
Soulèvement dans les départements.....	308
Le Ministère définitif. — La Commission consultative.....	313
Le Plébiscite.....	314
La Municipalité de Grenoble à Louis Bonaparte.....	321
Nécrologie : Noël Sappey, docteur Marc Colombat.....	323
Maréchal Dode.....	324
Général Marchand.....	326
A. Ducoin.....	327
Faits divers (1851).....	327
Faits locaux et régionaux (1851).....	328
Statistique : recensement quinquennal de la population du département de l'Isère.....	331

1852

	Pages
Les réceptions du 1 ^{er} de l'an à Paris et à Grenoble. — Manifestation hostile des officiers des sapeurs-pompiers de Grenoble ; — Révocation du capitaine Giroud ; — <i>Te Deum</i> en l'honneur du Plébiscite..	334
Décrets (1851-1852).....	337
Expulsions de représentants du peuple et de notabilités politiques diverses.....	341
La devise républicaine : « Liberté, Égalité, Fraternité » effacée sur les édifices publics et les propriétés particulières.....	343
Dissolution et réorganisation de la garde nationale.....	344
La Constitution de 1852.....	345
Souscription nationale en faveur des militaires blessés au cours des événements de décembre 1851.....	346
Élection générale au Corps législatif.....	347
Rapport préfectoral sur les élections.....	354
La session législative (29 mars-28 juin 1852).....	356
Commission municipale.....	357
Nomination préfectorale.....	357
Prestation de serment.....	358
Conversion de la rente du 5 en 4 1/2 %.....	358
Les Sociétés de crédit.....	359
Distribution des aigles à l'armée.....	360
Les proscriptions à Grenoble.....	362
Les Commissions mixtes.....	364
Liste de proscriptions pour le département de l'Isère et la région....	365
Un épisode des proscriptions....	367
Les acquittements.....	367
La surveillance des proscrits.....	370
Résultats généraux des proscriptions. — Fin des mesures de rigueur.	371
Perquisitions à Grenoble.....	372
Les victimes du 2 décembre.....	372
Liste des pensionnés.....	373
Adresse du Conseil municipal au Prince-Président.....	375
Rapport de M. Bérard, préfet de l'Isère, sur la situation politique du département.....	376
Municipalité de Grenoble.....	379
La fête du 15 août.....	379
Élections des conseillers généraux et d'arrondissement.....	379

	Pages
Élections municipales.....	380
A l'Hôtel de Ville.....	380
Voyages présidentiels.....	381
Voyage du Prince-Président dans le midi de la France ; Tableau synop- tique des départements et des villes.....	382
Louis-Napoléon à Grenoble.....	385
Tableau des présentations dressé par M. Bérard, préfet de l'Isère.....	386
Arrivée et séjour du Prince-Président.....	398
Dans le Midi.....	400
Le discours de Bordeaux. — La rentrée à Paris.....	402
Lettre de M ^{sr} de Bruillard au Maire de Grenoble.....	403
Adresse des habitants de Gloucester (Angleterre) aux citoyens greno- blois.....	404
Le rétablissement de l'Empire.....	406
Le Sénatus-Consulte.....	407
Le Plébiscite.....	411
Proclamation de l'Empire : vote de l'Isère.....	415
Napoléon III.....	418
Fêtes populaires à l'occasion du rétablissement de l'Empire.....	421
Nécrologie : Jacques Arnaud, de Payan....	425
M ^{sr} Devie.....	426
Faits divers.....	426
Faits locaux et régionaux.....	428
Exécution de Tirard-Gaillet.....	430
Statistique : mouvement de la population de Grenoble pendant l'année 1852.....	431

1853

Mariage de l'Empereur.....	433
Visite du Prince Jérôme.....	436
Amnistie en faveur de condamnés politiques....	436
Rentrée en France de condamnés politiques.....	437
Les premières voies ferrées de la région.....	439
Les finances de l'Empire.....	442
La Municipalité grenobloise.....	442
Les Sociétés secrètes en Dauphiné.....	443
Saisies d'ouvrages « séditions ».....	457
Rixe au Pont-de-Beauvoisin	462

	Pages
Les membres du Conseil général de l'Isère. — Rapport spécial de M. Bérard, préfet, au Ministre de l'Intérieur	462
La crise des subsistances. — Incident à la frontière franco-sarde. — La taxe du pain à Grenoble.....	469
Les carrières de l'Échaillon.....	472
Aérostation.....	473
Docteurs en médecine et pharmaciens de l'Isère (liste complète).....	474
Nécrologie : Docteur Pravaz	477
Docteur Prunelle.....	479
Faits locaux et régionaux.....	479

1854

La guerre d'Orient.....	483
La question des lieux saints	484
Alliance franco-anglaise.....	484
Premières hostilités. — Napoléon III et Nicolas I ^{er}	485
Alliances des puissances occidentales contre la Russie.....	486
Au Corps législatif. — Au Sénat. — Emprunt national. — Le message impérial annonçant la guerre	487
Le corps expéditionnaire français d'Orient.....	489
L'expédition de la Baltique. — Proclamation de l'Empereur.....	490
Résumé. — Théâtres secondaires.....	491
La Crimée. — Bataille de l'Alma et d'Inkermann	492
Création des « Cent Gardes » et de la « Garde Impériale ».....	493
Le choléra.....	493
Crise des subsistances.....	494
Le cours « Berriat ».....	495
Proclamation de l'Immaculée-Conception.....	498
Emprunt de 500 millions.....	499
L'année politique.....	500
Les permis de chasse à Grenoble.....	501
Nécrologie : marquise des Isnards	502
H.-H. Berriat.....	503
Le général Boutault.....	505
De Lavalette.....	506
Notes biographiques : Camille Teissère, Bocon de Lamerlière.....	507
Alexandre Barginet.....	508
Antoine Fleury, Revolât, Félix Faure.....	509